REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-030A

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROCLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Approbation du pacte d'associés de contrôle conjoint concernant la SCIC HLM « KBH coopérative HLM »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030A-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-François Delage expose au conseil,

Préambule : rappel de l'engagement pris par l'équipe municipale devant les électeurs et des actions entreprises pour le réaliser

En 2020, la liste *Le Kremlin-Bicêtre en Commun,* prenait, devant les électeurs l'engagement de *« Conserver la maîtrise de nos logements sociaux en empêchant la fusion-absorption de Kremlin-Bicêtre Habitat par la création d'un outil alternatif à la fusion des offices : Coopérative ou société d'économie mixte. »*

Cet engagement était le fruit d'une réflexion sur l'avenir de nos logements sociaux et de la volonté de la nouvelle équipe municipale d'apporter aux locataires un service de qualité et d'entreprendre l'ensemble des travaux de rénovation et de réhabilitation nécessaires à l'entretien du parc et à l'amélioration des conditions de logement et de vie quotidienne des locataires.

Après s'être opposée, par une délibération du 13 juillet 2020 à la fusion de l'ex-OPH Kremlin-Bicêtre Habitat avec l'OPH Valdevy (ex-Opaly) à laquelle une délibération du 26 septembre 2019 avait précédemment donné un avis favorable, l'équipe municipale constate, deux ans et demi après la mise en œuvre de la fusion avec Valdevy au 1er janvier 2021, qu'une amélioration de la qualité du service rendu est attendue par les locataires. Par ailleurs, au terme de cette période, nous constatons également les conséquences pour les locataires d'un retard pris sur les projets de réhabilitation et de rénovation nécessaires à l'entretien du parc social de la ville du Kremlin-Bicêtre ainsi qu'à la lutte contre le mal-logement.

Dès son élection, l'équipe municipale a, dans le respect des dispositions de la loi ELAN, exploré les voies et moyens pour mettre en œuvre son engagement électoral et chercher ainsi une alternative à la décision précipitée de la fusion décidée à la veille des élections municipales sans concertation ni consultation des locataires.

Pour rappel, lors de la fusion, le transfert universel du patrimoine social de la ville du Kremlin-Bicêtre à Valdevy s'est effectué à titre gracieux. Par ailleurs, ce transfert universel de patrimoine s'est accompagné d'un transfert de la trésorerie disponible de l'OPH KBH qui s'élevait, à date, à 7,5 millions d'euros.

Par une délibération du 13 juillet 2020, la Ville a donc lancé un appel à projet afin de rechercher des partenaires pour sa future société civile d'intérêt collectif (SCIC) HLM. Cette recherche de partenaires avait deux finalités : **1/** respecter les dispositions de la loi ELAN et donc adosser la future SCIC à un groupe qui détient et gère plus de 12 000 logements ; **2/** trouver des partenaires dont les capacités financières permettent à la SCIC d'entreprendre le projet de démolition-reconstruction des 120 logements de la résidence Schuman ainsi que l'ensemble des travaux de rénovation et de réhabilitation sur son patrimoine et de mettre en œuvre une gestion de proximité au service des locataires.

Cet appel à projet s'est conclu par des contacts approfondis avec les porteurs des six candidatures reçues. Par la délibération 2020-130 du 26 novembre 2020, le Conseil municipal a retenu la proposition élaborée par le groupe Arcade-VYV qui détient plus de 205 000 logements sur l'ensemble du territoire national et le groupe Logial-COOP (ancien OPH d'Alfortville) qui détient et gère plus de 9000 logements situés, pour l'essentiel, dans le Val-de-Marne.

La délibération n°2020-131 du 26 novembre 2020, a autorisé l'acquisition auprès de la Fédération des Coop'HLM de la majorité des parts sociale au sein d'une SCIC HLM sans activité, et depuis renommée « KBH coopérative HLM ».
La Ville a ensuite exploré toutes les solutions permettant de transférer le patrimoine détenu par Valdevy sur la commune du Kremlin-Bicêtre à titre gracieux.
La Ville et l'EPT Grand-Orly-Seine-Bièvre, compétent en matière de politique locale de l'habitat, ont pour cette raison entrepris des discussions avec le ministère du Logement afin d'introduire par voie législative la possibilité d'opérer un tel transfert. Ces discussions n'ayant pas abouti, d'autres solutions ont été recherchées.

Au terme de ce processus, le choix de la cession du patrimoine, opération standard entre organismes de logements sociaux, a été retenu. Il a donc été convenu que la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » rachèterait à Valdevy le patrimoine social de la ville du Kremlin-Bicêtre. La SCIC HLM « KBH coopérative HLM », et Valdevy ont par la suite entamé des discussions techniques afin d'aboutir à une valorisation du patrimoine social situé sur le territoire de la commune et permettant ainsi de déterminer le montant du rachat.

Au terme de ce travail de valorisation du patrimoine effectué avec le concours de cabinets spécialisés **la valorisation du patrimoine du Kremlin-Bicêtre est établie à 34,3 millions d'euros.** KBH coopérative HLM a donc, par un courrier délivré le 6 mai dernier, fait une offre ferme et définitive à Valdevy d'un montant correspondant.

Toutefois, il convient de noter que de ce montant doit être retranché le montant du capital restant dû des emprunts attachés au patrimoine et qui s'établissait, au 31 décembre 2022 à 31,1 millions d'euros.
Ainsi, la soulte, c'est-à-dire le montant effectivement payé par la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » pour le rachat du patrimoine, devrait donc s'établir à 3,2 millions d'euros.

Accusé de réception en préfecture
094-219403136-20230704-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Les discussions avec Valdevy se poursuivent actuellement concernant la reprise des personnels affectés à la gestion du patrimoine social du Kremlin-Bicêtre ainsi que l'élaboration d'un protocole de transfert de gestion. **Le calendrier prévisionnel retenu entre la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » et Valdevy prévoit un transfert de jouissance le 1er janvier 2024**.

Dans ce cadre je vous invite à délibérer pour mettre en place la reprise du patrimoine et la nouvelle gouvernance de KBH coopérative HLM.

1. Approbation du pacte d'associés de la SCIC HLM

Les partenaires sont convenus de rédiger un pacte d'associés, objet de la délibération 2023-030A prévoyant un contrôle conjoint de la SCIC HLM « KBH coopérative HLM ». Pour rappel, aux termes de l'article L. 423-1-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) les organismes d'HLM peuvent constituer entre eux, afin d'améliorer l'efficacité de leur activité, un groupe d'organismes de logement social, notamment en formant un ensemble de sociétés comportant majoritairement des organismes mentionnés aux mêmes articles L. 411-2 et L. 481-1 de ce code (organisme d'HLM ou SEM agréées), lorsque l'un d'entre eux ou une autre société contrôle directement ou indirectement les autres, que ce contrôle soit exercé seul au sens des I et II de l'article L. 233-3 du code de commerce ou conjointement au sens du III du même article L. 233-3 ;

L'article L.233-3 III. du code de commerce précise :

> *« (…) deux ou plusieurs personnes agissant de concert sont considérées comme en contrôlant conjointement une autre lorsqu'elles déterminent en fait les décisions prises en assemblée générale.»*

Le présent projet de pacte prévoit que la majorité du capital souscrit de la SCIC HLM, soit 51%, est détenu par la Ville, 24,5% par Logial-COOP et 24,5% par le groupe Arcade-VYV et ANTIN RESIDENCE.

La répartition des droits de vote à l'Assemblée générale est ainsi la suivante :

- Le collège « collectivités publiques et leurs groupements » auquel appartient, seule, la Ville, détient 29% des droits de vote ;
- Arcade-VYV, ANTIN RESIDENCE et Logial-COOP détiennent 27% des droits de vote au sein du « collège des organismes d'HLM » ;
- Le collège « personnalités qualifiées », composé de 3 associés détenant chacun une part sociale en vertu d'un prêt de consommation de part sociale, à raison d'un associé par entité partie au pacte (la Ville, Arcade-VYV/ANTIN-RESIDENCE conjointement et Logial-COOP), détient 24% des droits de vote, à raison de 8% par personnalité qualifiée.

Par conséquent, les partenaires disposent conjointement de 80% des droits de vote, répartis de telle manière qu'aucun partenaire ne puisse seul disposer d'une majorité à l'assemblée générale, ce qui correspond à l'esprit du contrôle conjoint.

Au conseil d'administration, il est prévu 18 sièges dont la répartition est la suivante :

- Sept sièges réservés à des candidats désignés en assemblée générale par le collège « collectivités publiques et leurs groupements » ;
- Trois sièges réservés à des candidats désignés en assemblée générale par Logial-COOP ;
- Trois sièges réservés à des candidats désignés en assemblée générale par Arcade-VYV et ANTIN RESIDENCE ;
- Trois sièges réservés aux représentants de la catégorie d'associés « usagers » choisis par les locataires ou accédants de KBH coopérative HLM;
- Un siège réservé à la catégorie d'associé « salariés » ;
- Un siège réservé à l'EPT Grand-Orly-Seine-Bièvre au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat.

Les modifications statutaires nécessaires à la mise en œuvre des ces modalités seront soumises à l'assemblée générale extraordinaire de la société.

Un comité d'orientation stratégique est institué par le pacte d'associés. Ce comité est l'instance exerçant en pratique le contrôle conjoint. Seuls les associés de la SCIC HLM (Ville, Logial-COOP et Arcade-VYV/ANTIN-RESIDENCE) y siègent et l'EPT est invité à y participer à titre consultatif au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat. Sur les sujets d'intérêt stratégique dont la liste est établie à l'article 2.3.1.1 du pacte, **les positions communes établies par le comité d'orientation stratégique sont élaborées par la voie du consensus**.

Accusé de réception en préfecture
094-219400019-20230629-2023030A-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

2. Désignation des représentants de la ville à l'assemblée générale et au conseil d'administration de KBH Coopérative HLM

Dans le cadre de la mise en œuvre de la reprise du patrimoine du Kremlin-Bicêtre, il convient de mettre en place la future gouvernance de KBH coopérative HLM dès lors que le pacte d'associés aura été approuvé par l'ensemble des partenaires. C'est l'objet de la délibération 2023-030B.

Il est proposé que le maire représente la Ville au sein de l'assemblée générale.

Par ailleurs, et comme le prévoit l'article 1er du pacte d'associés, il est institué, à l'assemblée générale, un collège des personnalités qualifiées composé de trois associés détenant chacun une part sociale en vertu d'un prêt de consommation de part sociale, à raison d'une personnalité qualifiée par partie au pacte.

La Ville propose que la personne qui la représente au sein du collège des personnalités qualifiées soit XX. En conséquence, la Ville consentira à XX un prêt de consommation d'une part sociale en vue de caractériser la souscription, par ce dernier, d'une participation au capital de la société.

Il appartiendra ensuite aux différents collèges composant l'assemblée générale (à l'exception du collège des personnalités qualifiées) de proposer à cette assemblée la nomination de leurs représentants au sein du conseil d'administration de KBH coopérative HLM.

Il est proposé de présenter les candidats suivant à l'assemblée générale ordinaire, au sein du conseil d'administration, en tant que représentants de la ville où cette dernière dispose de sept sièges réservés :

- Jean-Luc LAURENT
- Christine MUSEUX
- Pauline BALLO
- Jean-Claude BRACQ
- Thérèse LUTAUD
- Hervé MORIZET
- Enrica SARTORI

3. Souscription de 15.270 parts sociales au capital de la SCIC HLM

Les partenaires de la SCIC KBH ont pris des engagements financiers inscrits dans le pacte d'associés (articles 8.2 et 8.3) :

- Logial-COOP apportera un fonds d'amorçage à la SCIC KBH pour un montant maximum de 3 millions d'euros sous forme d'avance en compte courant d'associé pour faire face aux besoins de financements de l'exploitation du patrimoine par la SCIC à son démarrage ;

- La SCIC pourra solliciter un soutien financier auprès d'Arcade-VYV jusqu'à 8 millions d'euros sous forme de prêts participatifs ou d'avances en compte courant d'associé pour le développement de nouvelles opérations ;

A l'occasion du rachat par la SCIC du patrimoine détenu par Valdevy sur le territoire de la commune, il est convenu entre les associés de renforcer l'assise financière de KBH coopérative HLM en augmentant ses fonds propres par la voie d'un apport en capital social.

Ainsi, il est prévu de doter la SCIC KBH de 500 000 euros de fonds propres, en capital souscrit par les associés. Pour rappel, aux termes des dispositions du pacte d'associés, la ville détient 51% du capital social de la SCIC.

Le montant du capital social détenu par la Ville au sein de la SCIC KBH s'élèvera donc, au terme de cette opération, au montant total de 255 000 euros.

Il est donc demandé au conseil municipal d'approuver la délibération 2023-030C qui donne à la Ville une autorisation pour la réalisation de cette souscription financée par un prêt bancaire qui sera contracté par la Ville.

En conséquence je vous propose d'approuver les trois délibérations présentées dans ce rapport.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030A-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Après avoir entendu l'exposé de M. Jean-François Delage,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite « loi ELAN ») ;
Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 423-1-1 et L. 422-3-2 ;
Vu le Code de commerce et notamment son article L. 233-3 ;
Vu la délibération du conseil municipal n° 2020-130 du 26 novembre 2020, en ce qu'elle approuve la proposition présentée par Logial-COOP et Arcade-VYV et décide de doter la ville d'une SCIC ;
Vu les délibérations du 1er décembre 2020 et du 14 décembre 2020 du conseil d'administration du Kremlin-Bicêtre Habitat portant respectivement un avis favorable et donnant un accord de principe au projet de regroupement de Kremlin-Bicêtre Habitat avec Logial et Arcade Vyv, et la création d'une coopérative HLM par la commune ;
Vu la délibération du conseil municipal n°2020-131 du 26 novembre 2020 approuvant l'acquisition de deux-tiers du capital social de la SCIC HLM et autorise M. le maire ou son représentant à représenter la ville au sein de la société ;
Vu la délibération n°2020-12-15_2154 du conseil territorial Grand Orly Seine Bièvre du 15 décembre 2020 sollicitant auprès du Préfet du Val-de-Marne le regroupement de l'Office Public d'Habitat Kremlin Bicêtre Habitat avec les partenaires Logial et Arcade-Vyv ;
Vu la délibération du conseil d'administration de Valdevy du 3 mars 2021 relative à un accord de principe favorable de sortie du patrimoine du Kremlin-Bicêtre ;
Vu la délibération du conseil d'administration de Valdevy du 17 avril 2023 relative à l'offre de rachat de 1963 logements locatifs, 833 emplacements de parking, 29 locaux à usage commercial ainsi que le siège de l'agence ;
Vu la délibération du conseil d'administration de la société Logial-COOP en date du 7 juin 2023 relative à la signature du pacte d'associés de contrôle conjoint ;
Vu le projet de pacte d'associés de contrôle conjoint concernant la SCIC HLM KREMLIN-BICETRE HABITAT COOPERATIVE HLM permettant son intégration au groupe d'organismes de logement social « GROUPE ARCADE-VYV » au sens de l'article L. 423-1-1 du CCH ;

Vu la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (Mme Bocabeille, M Raymond, M Tapa, Mme Etienne, M Delage, Mme Defrance) et 4 ne prenant pas part au vote (M Zinciroglu, Mme El Krete, Mme Museux, M. Traoré),

Monsieur le Maire s'étant retiré de la séance durant la présentation et le vote du rapport,

Après en avoir délibéré, par 17 voix pour (M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, Mme DEFRANCE), 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. ZINCIROGLU, M. RUGGIERI, Mme COUTO, Mme CHIBOUB, Mme EL KRETE) et 3 ne prenant pas part au vote (Mme AZZOUG, M. TRAORE, Mme MUSEUX),

DÉCIDE

Article 1
D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer au nom de la Ville le pacte d'associés de contrôle conjoint concernant la SCIC HLM « KBH coopérative HLM », permettant son intégration au groupe d'organismes de logement social « Groupe Arcade-VYV » conformément à l'article L. 423-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à ce pacte d'associés.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030A-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030A-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

PROJET DE PACTE D'ASSOCIES DE CONTROLE CONJOINT CONCERNANT LA SCIC HLM « KBH COOPERATIVE HLM » PERMETTANT SON INTEGRATION AU GROUPE D'ORGANISMES DE LOGEMENT SOCIAL « GROUPE ARCADE-VYV » AU SENS DE L'ARTICLE L.423-1-1 DU CCH

Entre les soussignées :

- **La VILLE DU KREMLIN BICETRE**, dont l'Hôtel de ville est sis 21 place Jean Jaurès - 94270 LE KREMLIN BICETRE, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité aux termes d'une délibération du Conseil Municipal en date du [●],

ci-après dénommée « **la Ville** »,

- **CPH ARCADE-VYV**, société anonyme d'habitations à loyer modéré à conseil d'administration, au capital de 27.104.844 €, dont le siège est au 33 rue Defrance – 94300 VINCENNES, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de CRETEIL sous le numéro 692 002 660, représentée par Monsieur Jacques WOLFROM, dûment habilité aux fins des présentes en sa qualité de Directeur Général ;

ci-après désignée « **CPH ARCADE-VYV** »,

- **ANTIN RESIDENCES,** société anonyme d'habitations à loyer modéré à conseil d'administration, au capital de 30 262 768 €, dont le siège est au 59 rue de Provence – 75009 PARIS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 315 518 803, représentée par Monsieur Laurent LORRILLARD, dûment habilité aux fins des présentes en sa qualité de Directeur Général ;

ci-après désignée « **ANTIN RESIDENCES** »,

- **LOGIAL-COOP**, société anonyme coopérative d'intérêt collectif d'habitations à loyer modéré, à capital variable, dont le siège est sis 86 bis quai Blanqui – 94146 ALFORTVILLE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 518 400 304, représentée par Madame Jessica CHIARONI, dûment habilitée aux fins des présentes en sa qualité de Directrice Générale ;

ci-après désignée « **LOGIAL-COOP** »,

ci-après dénommées ensemble « **les Parties** »,

En présence de :

- **« KBH COOPERATIVE HLM »,** société coopérative d'intérêt collectif d'habitations à loyer modéré à capital variable, dont le siège social est au 1 place Jean Jaurès - 94270 LE KREMLIN-BICETRE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 541 720 488, représentée par Monsieur Marc CHASTAGNOL, dûment habilité aux fins des présentes en sa qualité de Directeur Général ;

ci-après dénommée la « **SCIC HLM** » ou la « **Société** », intervenant aux présentes,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

1°) Il existe sous la dénomination « **KBH COOPERATIVE HLM** » une société anonyme coopérative d'intérêt collectif d'habitations à loyer modéré, dont le siège social est au 1 place Jean Jaurès - 94270 LE KREMLIN-BICETRE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 541 720 488. Au jour des présentes, le capital social de la SCIC HLM est de 800 000,00 euros, étant rappelé que la valeur nominale d'une part sociale est de 10 euros.

Cette SCIC HLM est administrée par un conseil d'administration et exerce son activité sur le département du Val-de-Marne et, plus particulièrement, la commune du Kremlin-Bicêtre où elle gère près de 2.000 logements locatifs sociaux, des locaux d'activité économique ainsi que des parkings à la suite de l'acquisition de ces logements auprès de l'OPH VALDEVY réalisée le [●], en application des dispositions de l'article L.443-11 I. du Code de la construction et de l'habitation (ci-après « CCH »).

2°) Définition des catégories et composition des collèges :
Les associés de la SCIC HLM sont répartis en 5 catégories, elles-mêmes affectées par ses statuts en collèges correspondant auxdites catégories, de sorte que les associés de la SCIC HLM exercent leurs votes en assemblée générale ainsi qu'il suit :

- ✓ *collège des salariés : 10 % ;*
- ✓ *collège des personnes bénéficiant habituellement à titre gratuit ou onéreux des activités de la coopérative dits « Usagers » : 10 % ;*
- ✓ *collège des collectivités publiques et leurs groupements : 29 % ;*
- ✓ *collège des organismes d'HLM : 27 % ;*
- ✓ *collège des personnalités qualifiées : 24 %.*

3°) A ce jour, la Ville détient [●] parts de la SCIC HLM, au sein de la catégorie et du collège des « collectivités publiques et leurs groupements ». La Ville souhaite contribuer de façon proactive à la gouvernance de la SCIC HLM, au regard notamment de sa qualité d'ancienne collectivité de rattachement de l'OPH KREMLIN BICETRE Habitat, dont le patrimoine a été transféré à l'OPH VALDEVY puis cédé à la SCIC HLM.

4°) CPH ARCADE-VYV, ANTIN RESIDENCES et LOGIAL-COOP sont associées de la SCIC HLM et en détiennent respectivement [●] parts, [●] parts et [●] parts dans la catégorie/collège « organismes HLM ». CPH ARCADE-VYV, ANTIN RESIDENCES et LOGIAL-COOP appartiennent elles-mêmes au Groupe d'Organismes de Logement Social de nature capitalistique tel que défini à l'article L.423-1-1 1° du CCH dénommé GROUPE ARCADE-VYV (ci-après le « GOLS »), dont l'entité de tête est CPH ARCADE-VYV.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU PACTE ET DEFINITIONS

1.1 OBJET DU PACTE

Les Parties entendent par le présent pacte (le « Pacte ») convenir des modalités par lesquelles elles entendent, dans le respect des règles applicables en droit des sociétés, aux principes coopératifs et des statuts de la SCIC HLM, organiser entre elles le Contrôle Conjoint de la SCIC HLM au sens de l'article L.233-3, III du Code de commerce.

Le Contrôle Conjoint souhaité par les Parties est défini par le Conseil d'Etat, (CE 20 octobre 2004, n° 260898, arrêt TF1) ainsi qu'il suit :

> *« le contrôle conjoint défini par le III de l'article L.233-3 du Code de commerce est caractérisé dès lors que deux ou plusieurs personnes déterminent en commun les décisions des assemblées générales d'une société, dans le cadre d'un accord relatif à l'exercice de leurs droits de vote et tendant à la mise en œuvre d'une politique commune à l'égard de cette société. »*

Les Parties conviennent que :

- la Ville est seule associée de la catégorie et du collège « Collectivités publiques et leurs groupements », doté de 29 % des droits de vote en assemblée générale ;

- CPH ARCADE-VYV, ANTIN RESIDENCES et LOGIAL-COOP sont seules associées de la catégorie et du collège « Organismes HLM », doté de 27 % des droits de vote en assemblée générale ;

- La catégorie et le collège des « Personnalités qualifiées » est composé de 3 associés représentant respectivement la Ville, CPH ARCADE-VYV et LOGIAL-COOP disposant chacun d'une part sociale et doté de 24% des droits de vote en assemblée générale ;

- La répartition du capital souscrit, d'un montant de 500.000 euros, sera la suivante :
  - 51% détenus par la Ville, soit 255 000 euros
  - 24,5% détenus par LOGIAL-COOP, soit 122 500 euros,
  - 24,5% détenus par CPH ARCADE-VYV et ANTIN RESIDENCES, soit 122 500 euros.

Ainsi, les Parties contrôlent conjointement 80 % des droits de vote en assemblée générale de la SCIC HLM et sont donc, sous réserve des dispositions et précautions prévues au Pacte, en mesure d'assurer de façon conjointe le contrôle de la SCIC HLM.

Les Parties prennent acte et reconnaissent que les dispositions convenues au Pacte permettront ainsi que la SCIC HLM intègre le GOLS « GROUPE ARCADE-VYV », la SCIC HLM répondant ainsi aux nouvelles obligations de regroupement posées par la loi ELAN depuis le 1er janvier 2021.

1.2 DEFINITIONS

Sauf stipulation contraire du Pacte ou à moins que le contexte n'impose une autre interprétation, les mots et expressions qui suivent auront la signification ci-après :

« Affilié(e) »	désigne, relativement à une entité, toute entité qui Contrôle ladite entité ou qui est Contrôlée par ladite entité ou encore qui est sous le Contrôle d'une entité Contrôlant ladite entité.
« Article »	désigne l'un des articles du Pacte.
« Blocage Institutionnel »	a la signification qui lui est donnée à l'Article 5.
« Blocage Stratégique »	a la signification qui lui est donnée à l'Article 2.
« Cessionnaire »	désigne toute personne, physique ou morale, ou entité au profit de laquelle un Transfert de Titres de la Société est envisagé.
« Contrôle »	désigne le contrôle d'une entité par référence à la définition donnée à l'article L.233-3 du Code de commerce, et les termes "Contrôler", "Contrôlé(s)", "Contrôlant" et leurs dérivés devant être interprétés en conséquence.
« Contrôle Conjoint »	désigne le contrôle d'une entité par référence à la définition donnée à l'article L.233-3 III du Code de commerce.
« Droit de Préemption »	a la signification qui lui est donnée à l'Article 7.3.
« GROUPE ARCADE-VYV »	désigne le groupe d'organismes de logement social, au sens de l'article L.423-1-1, al. 2 du CCH, dont l'entité de tête est CPH ARCADE-VYV.
« Jour(s) »	désigne l'unité de compte des délais au sens du Pacte d'Associés qui correspond à un jour calendaire. Un jour des mois autres que ceux du mois d'août est compté comme un jour. Un jour du mois d'août est compté comme un demi-jour.
« Pacte/ Pacte d'Associés »	désigne le présent pacte entre titulaires de Titres de la Société, en ce compris le Préambule, ses Annexes, en vigueur à la Date de Réalisation, et tel qu'éventuellement modifié pendant sa durée de validité.
« Obligation de Sortie »	a la signification qui lui est donnée à l'Article 7.4.4.
« Période d'Incessibilité »	a la signification qui lui est donnée à l'Article 7.4.1.

« Position Commune »	a la signification qui lui est donnée à l'Article 2 et à l'Article 5.
« Transfert » ou « Cession »	signifie toute opération, à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou forcée (y compris lorsqu'une telle opération a lieu par voie d'adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou à l'occasion du décès d'une personne physique ou de la dissolution d'une personne morale), entraînant le transfert, même immédiatement ou à terme, de la pleine propriété, de la nue-propriété, de l'usufruit, de la jouissance ou de tous droits dérivant d'un Titre ou y donnant droit (en ce compris notamment tout droit de souscription ou d'attribution, droit de vote ou droit de percevoir des dividendes), quelles que soient la cause et la forme juridique de cette opération de transfert, et notamment, mais sans que cette liste ne soit exhaustive, que le transfert intervienne sous forme de cession, de mutation, de transmission universelle ou à titre universel, de renonciation à un droit, d'apport, d'échange, d'apport partiel d'actif, de fusion, de scission, de dation en paiement, de partage, de prêt de titre, de location ou crédit-bail, ou de la constitution ou de la réalisation d'une sûreté ou de vente à réméré ou soit la conséquence d'une liquidation de communauté entre époux, de la dissolution avec ou sans liquidation d'une personne morale ou du décès d'une personne physique ou d'une donation ; les termes "Transférer" ou "Céder" » s'entendent par référence à la notion de Transfert et seront interprétés en conséquence.
« Tranfert(s) Libre(s) »	a la signification qui lui est donnée à l'Article 7.4.2.
« Titres »	signifie (i) toute action, parts sociales, bon de souscription d'actions et toute autre valeur mobilière émise ou à émettre par la Société donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou par tout autre moyen, à l'attribution d'actions ou d'autres valeurs mobilières représentant ou donnant accès à une quotité du capital social et/ou des droits de vote de la Société et/ou à une quotité des bénéfices, des réserves, des primes d'émission et/ou du boni de liquidation, et/ou (iii) tout titre de créance donnant droit à l'attribution de titres de capital ou de titres de créance, (ii) le droit préférentiel de souscription à une augmentation du capital en numéraire ou le droit d'attribution résultant d'une augmentation par incorporation de réserves ou primes, (iii) tout démembrement des titres visés ci-avant et tout autre titre de même nature que les titres

visés ci-avant émis ou attribués par la Société à la suite d'une transformation, fusion, scission, apport partiel d'actif ou opération similaire, et (iv) tout titre financier au sens de l'article L. 211-1 du Code monétaire et financier non visé ci-dessus, émis ou à émettre par la Société.

ARTICLE 2 : <u>COMITE D'ORIENTATION STRATEGIQUE</u>

Les Parties conviennent de constituer ensemble un Comité d'Orientation Stratégique (ci-après le « COS ») afin d'organiser leur Contrôle Conjoint de la SCIC HLM.

Le COS est composé de trois membres :

- Pour la Ville, le maire ou son représentant,
- 1 représentant pour LOGIAL-COOP
- 1 représentant désigné conjointement par CPH ARCADE-VYV et ANTIN RESIDENCES.

Les décisions sont prises à l'unanimité des membres composant le COS.

Il se réunit sur convocation du représentant de la Ville, qui est le Président du COS, réalisée par tout moyen. Il pourra également être convoqué par tout membre qui en aurait fait la demande, restée vaine pendant dix jours ouvrés. Le COS peut se tenir par visio ou téléconférence. Il est établi un compte-rendu des réunions du COS par le représentant de la Ville, adressé à chaque membre dans les cinq jours de la tenue de la réunion.

La participation d'un membre aux réunions du COS résulte soit de sa présence effective, soit de sa participation par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, soit de sa représentation par toute personne à laquelle il a donné pouvoir.

Les réunions du COS auront lieu en présence du Directeur Général ou du Président du conseil d'administration de la SCIC HLM, afin d'apporter tous éclairages ou précisions nécessaires sur les décisions soumises à l'approbation de l'assemblée générale. Les membres du COS pourront demander au Directeur Général de quitter la réunion lorsque le COS abordera un point pour lequel il est personnellement intéressé.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, le représentant de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre est invité à participer aux réunions du COS, sauf lorsque ses membres décident conjointement de se réunir en dehors de sa présence.

Un membre du COS peut, avec l'accord des autres membres, inviter en séance toute personne dont les compétences, les qualifications et/ou les connaissances pourraient être utiles aux travaux du COS.

Il est précisé que les invités au COS devront s'engager à préserver la confidentialité devant être attachée à ces réunions.

Le COS se réunit au moins deux fois par an, en dehors des réunions consacrées à la préparation des assemblées générales et traitées à l'article 4 ci-après, pour examiner les orientations stratégiques de la SCIC HLM au regard de celles du GOLS « GROUPE ARCADE-VYV » et définir une position commune des Parties sur les sujets concernant les politiques menées par la SCIC HLM et listés ci-après :

- Les modalités d'intégration de la SCIC HLM dans le GOLS « GROUPE ARCADE-VYV » et l'ensemble des conventions, accords et coopérations résultant de ladite intégration, ainsi que les résultats produits par ces coopérations constatés dans la SCIC HLM ;
- Le projet coopératif de la SCIC HLM et ses modalités de mise en œuvre ;
- Le plan stratégique de patrimoine (« PSP ») et le Plan à Moyen Terme (« PMT ») de la SCIC HLM ;
- La politique patrimoniale de la SCIC HLM (développement, démolitions, acquisition ou cessions en bloc de patrimoine, accession sociale à la propriété dans le neuf et dans l'ancien, notamment la vente de logements locatifs sociaux à des locataires pour favoriser l'accession sociale à la propriété et le parcours résidentiel, diversifications éventuelles) ;
- Le projet de convention d'utilité sociale de la SCIC HLM ;
- La politique des loyers, hausses annuelles, revalorisations à la relocation et après réhabilitation ;
- Le projet d'entreprise de la SCIC HLM ;
- Le budget annuel initial et révisé de la SCIC HLM ;
- Toute décision entrainant une variation substantielle de +/- 10% du budget annuel ou du PMT en vigueur ;
- Tout acte de disposition non prévu au budget annuel, au PSP, ou PMT déjà validés, d'un niveau supérieur ou équivalent à 50 logements ou 10 millions d'euros ;
- Les comptes annuels de la SCIC HLM et le projet d'affectation des résultats ;
- Toute modification des principes et méthodes comptables appliqués à la SCIC HLM ;
- Les plannings des instances au regard notamment des impératifs de consolidation des comptes ;
- La composition du conseil d'administration de la SCIC HLM ;
- L'exercice de la direction générale de la SCIC HLM ;
- Toute décision relative à la nomination, la révocation et la rémunération des mandataires sociaux ;
- Tout projet de levée par la SCIC HLM de financements extérieurs, à l'exception des prêts attachés à la production et à la réhabilitation de logements ;
- Tout projet d'augmentation ou de réduction du capital social effectif autre que les variations découlant des entrées et sorties des collèges « Bénéficiaires » et « Salariés » et toute modification de la répartition du capital de la SCIC HLM ;
- Toute demande d'agrément de tout nouvel associé autres que les variations découlant des entrées et sorties des collèges « Bénéficiaires » et « Salariés » ;
- Tout projet susceptible d'entrainer une modification des statuts de la SCIC HLM, en ce compris tout projet d'apport, de fusion, de scission, d'échange d'actifs ;
- Tout projet de rapprochements ou toute opération ayant une incidence directe ou indirecte, immédiate ou à terme sur le capital social ou les droits de vote de la SCIC HLM ;
- Tout projet de prise ou cession de participation dans toute société ou organisme ou groupement créé ou à créer, de constitution de filiales par la SCIC HLM ;
- La conclusion, la résiliation ou la modification de toute convention entre la Société et l'un de ses actionnaires ou mandataires sociaux.

Sur les sujets listés ci-dessus au présent article, les Parties devront adopter une position commune (la « Position Commune »).

Dans l'hypothèse où les Parties ne parviendraient pas à définir une telle Position Commune lors d'une première réunion du COS, les Parties pourront convenir d'une seconde réunion du COS, qui devra intervenir dans les 5 à 20 jours suivant la première, à laquelle ils devront convier les représentant légaux de chacune des parties au Pacte, ainsi que toute personne permettant de les aider à définir une Position Commune, en ce compris le commissaire aux comptes de la SCIC HLM.

Si aucune Position Commune ne peut être adoptée par les Parties à l'issue de cette seconde réunion, il sera alors constaté une situation de blocage (ci-après « Blocage Stratégique »).

En cas de **Blocage Stratégique**, les Parties disposeront d'un délai de deux mois pour :

- Soit tenter de régler les différents constatés, au besoin en ayant recours à une procédure de conciliation menée par la Fédération des Coop HLM ;
- Soit organiser la résiliation conventionnelle anticipée du Pacte.

Les Parties s'engagent à ne pas voter et à ne pas faire voter par leurs représentants en conseil d'administration une délibération, ou une résolution en assemblée générale, sur un sujet visé ci-dessus qui n'aurait pas été soumis préalablement au COS.

Pour les décisions du conseil d'administration, les Parties concernées se portent fort de leurs administrateurs et s'engagent ainsi à ce que les membres chargés de les représenter en application du Pacte votent conformément à la Position Commune adoptée au sein du COS.

Pour le vote en assemblée générale, les représentants des Parties concernées au sein de l'assemblée, tant au titre des catégories et collèges des *« collectivités publiques et leurs groupements » que des « organismes d'HLM » et des « personnalités qualifiées »,* devront se conformer à la Position Commune adoptée au sein du COS qui leur sera communiquée par la Partie qu'ils représentent.

Les Parties s'engagent à ce que leurs représentants transmettent régulièrement aux membres du COS l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'exercice par le COS de ses missions, étant précisé que les membres du COS s'engagent à préserver la confidentialité devant être attachée à ces documents.

ARTICLE 3 : PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GENERALE

Les Parties conviennent que, sauf accord contraire, le président du conseil d'administration ne cumulera pas les fonctions de direction générale de la Société.

Le président du conseil d'administration de la SCIC HLM sera proposé par le collège des « Collectivités publiques et leurs groupements », LOGIAL-COOP, CPH ARCADE-VYV et ANTIN RESIDENCES disposant d'un droit de premier refus.

LOGIAL-COOP, CPH ARCADE-VYV et ANTIN RESIDENCES se portent fort de leurs administrateurs pour qu'ils votent en faveur du candidat proposé.

La direction générale de la SCIC HLM sera proposée par LOGIAL-COOP, CPH ARCADE-VYV et ANTIN RESIDENCES, le collège des « Collectivités publiques et leurs groupements » disposant d'un droit de premier refus.

Le collège des « Collectivités publiques et leurs groupements », se porte fort de ses administrateurs pour qu'ils votent en faveur du candidat proposé.

ARTICLE 4 : DEFINITION D'UNE POLITIQUE COMMUNE ET STRATEGIE DE GROUPE

Les Parties affirment donc par les présentes leur volonté de conduire ensemble et conjointement, pendant la durée du Pacte, une Politique Commune dans l'exercice de leurs droits respectifs d'associés de la SCIC HLM, ladite Politique Commune incluant l'intégration de la SCIC HLM dans le GOLS « GROUPE ARCADE-VYV ».

4.1 INTEGRATION DE LA SCIC HLM DANS LE CADRE STRATEGIQUE PATRIMONIAL COMMUN ET LE CADRE STRATEGIQUE D'UTILITE SOCIALE DU GOLS « GROUPE ARCADE-VYV »

En conséquence, les Parties s'accordent sur l'intégration de la SCIC HLM au sein du GOLS « GROUPE ARCADE-VYV », ce qui implique que leurs décisions communes s'orientent en vue du respect par la SCIC HLM des obligations suivantes, énoncées à l'article L.423-1-1 du CCH et relatives à l'établissement de documents programmatiques communs (ci-après « la Documentation Programmatique ») :

« *Les groupes d'organismes de logement social élaborent un cadre stratégique patrimonial commun* à *l'ensemble des organismes qui les constituent. Le cadre stratégique patrimonial définit des orientations générales et les grands objectifs chiffrés pour la politique patrimoniale en s'appuyant sur le plan stratégique de patrimoine de chaque organisme du groupe selon les dispositions du plan stratégique de patrimoine définies* à *l'article L. 411-9. Les groupes d'organismes de logement social élaborent un cadre stratégique d'utilité sociale commun* à *l'ensemble des organismes qui les constituent.*

Le cadre stratégique d'utilité sociale définit, à *l'échelle de l'ensemble des organismes qui constituent le groupe, des orientations générales et des objectifs chiffrés pour les engagements sur la qualité de service rendu aux locataires, la politique patrimoniale, la gestion sociale, la concertation locative avec les locataires et, le cas échéant, la politique en faveur de l'hébergement et la politique d'accession.* »

A ce titre, les Parties conviennent qu'elles devront déterminer ensemble, dans le cadre de leur concertation organisée en COS, les orientations stratégiques de la SCIC HLM nécessitant un accord entre elles en COS afin de définir ensemble une Position Commune dans la gouvernance de la SCIC HLM.

Les Parties conviennent également que la SCIC HLM devra transmettre à CPH ARCADE-VYV, entité du GOLS « GROUPE ARCADE-VYV » chargée d'élaborer la Documentation Programmatique du GOLS « GROUPE ARCADE-VYV », l'ensemble des informations nécessaires à son établissement.

4.2 IDENTITE COMMUNE

Les Parties conviennent que la SCIC HLM, pendant la durée du Pacte, adoptera les marques verbales et semi-figuratives d'adhésion à l'identité commune du GOLS « GROUPE ARCADE-VYV », en vertu d'un contrat de sous-licence conclu avec la société GROUPE ARCADE-VYV, prévoyant le versement d'une redevance.

4.3 CONCLUSION DE CONVENTIONS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC CPH ARCADE-VYV ET/OU ANTIN RESIDENCES

Afin d'améliorer l'efficacité de leur activité et de rationnaliser le partage des moyens communs au sein du GOLS « GROUPE ARCADE-VYV », les Parties conviennent que la SCIC HLM conclura avec CPH ARCADE-VYV et/ou ANTIN RESIDENCES des conventions de prestations de services pour bénéficier des mêmes moyens que les autres membres du GROUPE ARCADE-VYV - Pôle social.

ARTICLE 5 : EXERCICE DU CONTROLE CONJOINT EN ASSEMBLEE GENERALE

Les Parties conviennent qu'elles adopteront systématiquement une Position Commune en assemblée générale de la SCIC HLM, de sorte qu'aucune d'entre elles ne pourra exprimer un quelconque vote sans s'être assurée :

- en premier lieu, que les autres Parties seront présentes ou représentées en assemblée générale et ce, avant même la signature de toute feuille de présence ;
- en second lieu, que les autres Parties entendent donner à leur vote le même sens que le sien.

Les Parties conviennent, à cet effet, que les règles suivantes de quorum en assemblée générale de la SCIC HLM seront applicables pendant toute la durée du Pacte :

- L'assemblée générale ordinaire ne pourra délibérer valablement sur 1ère convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 80% du capital social de la SCIC HLM. Sur 2ème convocation, aucun quorum ne peut être requis.
- L'assemblée générale extraordinaire ne pourra délibérer valablement, sur 1ère et sur 2ème convocation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 80% du capital social de la SCIC HLM.

Les statuts de la Société devront être aménagés en conséquence.

Les Parties conviennent qu'elles se concerteront, en COS, préalablement à toute assemblée générale de la SCIC HLM sur le sens des décisions qu'elles adopteront en assemblée générale (la "**Position Commune**"), et ce, de la façon suivante :

- Dès convocation de l'assemblée générale, les Parties se réuniront dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les 8 huit jours de la convocation en COS et échangeront sur la Position Commune à adopter en assemblée générale. A cet effet, la réunion du COS pourra se tenir sans délai en cas d'urgence, ou lorsque tous les membres du COS sont présents ou représentés à l'occasion de cette séance.

- Dans l'hypothèse où les Parties ne parviendraient pas à définir une Position Commune lors de cette première réunion, les Parties pourront convenir d'une seconde réunion du COS, qui devra intervenir dans les 5 jours de la première, à laquelle ils pourront convier toute personne permettant de les aider à définir une Position Commune, en ce compris le commissaire aux comptes de la SCIC HLM.

- Si aucune Position Commune n'est adoptée par le COS, les Parties s'interdisent de participer à l'assemblée générale de la SCIC HLM, de sorte que celle-ci, compte-tenu des règles de quorum prévues à ses statuts, ne pourra se tenir.

- Si aucune Position Commune ne peut être adoptée par les Parties, aboutissant à l'impossibilité de tenir une assemblée générale de la SCIC HLM, y compris sur seconde convocation, il sera alors constaté une situation de blocage (ci-après le « Blocage Institutionnel »). Le Blocage Institutionnel sera constaté par la SCIC HLM après établissement de deux procès-verbaux constatant la carence de quorum à au moins deux assemblées générales successives convoquées à deux dates différentes.

En cas de Blocage Institutionnel, les Parties disposeront d'un délai de trois mois pour :

- Soit tenter de régler les différents constatés, au besoin en ayant recours à une procédure de conciliation menée par la Fédération des Coop HLM ;
- Soit organiser la résiliation conventionnelle anticipée du Pacte.

ARTICLE 6 : <u>COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</u>

Les Parties, chacune pour ce qui la concerne, et la Société s'engagent, à ce que, pendant toute la durée du Pacte, les Positions Communes en assemblée générale et en conseil d'administration respectent les principes suivants de répartition des sièges au sein du conseil d'administration qui sera composé au maximum de 18 administrateurs :

- Sept (7) sièges seront réservés à des candidats, désignés par l'assemblée générale ordinaire des associés (ou le conseil d'administration en cas de cooptation), sur proposition de la catégorie d'associés « collectivités publiques et leurs groupements », en ce compris le Président de la SCIC HLM ;

- Trois (3) sièges seront réservés à des candidats, désignés par l'assemblée générale ordinaire des associés (ou le conseil d'administration en cas de cooptation), sur proposition de LOGIAL-COOP ;

- Trois (3) sièges seront réservés à des candidats, désignés par l'assemblée générale ordinaire des associés (ou le conseil d'administration en cas de cooptation), sur proposition conjointe de CPH ARCADE-VYV et ANTIN RESIDENCES ;

- Trois (3) sièges devront être réservés aux représentants de la catégorie d'associés « usagers » choisis parmi les locataires ou accédants de la SCIC HLM ;

- Un (1) siège devra être réservé à la catégorie d'associés « salariés » ;

- Un (1) siège devra être réservé à l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre ou EPCI du territoire sur lequel intervient la Société.

.
La Direction Générale de la SCIC HLM sur proposition de LOGIAL-COOP, CPH ARCADE-VYV et ANTIN RESIDENCES, sera présentée en séance au conseil par son Président.

Par ailleurs, les statuts de la SCIC HLM prévoiront la possibilité de créer quatre (4) postes de censeurs : un poste sera réservé à chacune des Parties.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COMPOSITION DU SOCIETARIAT DE LA SCIC HLM

7.1 MAINTIEN DES DISPOSITIONS STATUTAIRES ET DES EQUILIBRES PERMETTANT D'ASSURER UN CONTROLE CONJOINT

Les Parties conviennent de maintenir les dispositions des articles [●] et [●] des statuts de la SCIC HLM relatives à la définition des catégories et composition des collèges dans lesquels sont répartis les associés de la SCIC HLM, de sorte à assurer leur Contrôle Conjoint sur la SCIC HLM, conformément aux dispositions figurant au 2°) du préambule du Pacte.

En outre, elles s'accordent pour ne pas agréer de nouveaux associés dans les catégories des « collectivités publiques et leurs groupements » et des « organismes HLM » ou des « Personnalités qualifiées » telles que définies à l'article 1.1 du Pacte, et à ne pas modifier le nombre de voix attribuées à chaque collège, afin de préserver les modalités du Contrôle Conjoint, objet du Pacte.

7.2 CLAUSE D'AGREMENT

Les Parties conviennent de veiller tout particulièrement à toute décision du conseil d'administration relative à l'agrément de tout nouvel associé de la SCIC HLM. Notamment, il est expressément précisé que ladite clause devra être appliquée dans tous les cas de transfert de parts, pour quelque cause que ce soit, y compris par voie de fusion, d'apports, de dissolution ou de tout autre type d'opération ayant pour effet de conférer la qualité d'associé de la SCIC HLM.

Les Parties s'engagent à voter favorablement à l'agrément de tout transfert de parts par CPH ARCADE-VYV ou ANTIN RESIDENCES, à la condition qu'il porte sur la totalité de la participation portée par CPH ARCADE-VYV ou par ANTIN RESIDENCES, au profit d'une entité ayant la qualité d'organisme HLM du GROUPE ARCADE-VYV qui devra adhérer au Pacte :

- Dont elle détient (directement ou indirectement) le Contrôle, ou
- Qui la Contrôle (directement ou indirectement), ou
- Dont l'entité, qui elle-même Contrôle CPH ARCADE-VYV, ANTIN RESIDENCES détient également (directement ou indirectement) le Contrôle.

Le Contrôle étant entendu au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Il est entendu entre les Parties que ce transfert de parts ne pourra avoir pour effet de remettre en cause le Contrôle Conjoint exercé par les Parties sur la Société.

A ce titre, les Parties conviennent d'aborder régulièrement en COS les conditions de maintien de leur Contrôle Conjoint, ainsi que la composition du sociétariat de la SCIC HLM.

7.3 <u>DROIT DE PREEMPTION</u>

Sans préjudice des stipulations relatives à la Période d'incessibilité des Titres et aux Transferts Libres, les Parties se consentent réciproquement un droit de préemption portant sur l'intégralité des Titres de la Société dont elles sont ou pourront être propriétaires dans les conditions définies ci-après (le « **Droit de Préemption** »).

Le droit de préemption ne s'appliquera pas aux transferts de parts qui seraient réalisés par CPH ARCADE-VYV ou ANTIN RESIDENCES, à la condition que le transfert porte sur la totalité de la participation portée par CPH ARCADE-VYV ou ANTIN RESIDENCES au profit d'une entité ayant la qualité d'organisme HLM du GROUPE ARCADE-VYV qui devra adhérer au Pacte :

- Dont elle détient (directement ou indirectement) le Contrôle, ou
- Qui la Contrôle (directement ou indirectement), ou
- Dont l'entité, qui elle-même Contrôle CPH ARCADE-VYV ou ANTIN RESIDENCES détient également (directement ou indirectement) le Contrôle.

Le Contrôle étant entendu au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

7.3.1. Notification de Transfert

Tout projet de Transfert par une des Parties à une Partie, à un autre associé de la SCIC HLM ou à un tiers, de Titre(s) de la SCIC HLM dont il est propriétaire, devra être notifié par la ou les Parties cédantes aux autres Parties (la « Notification de Transfert »).

La Notification de Transfert devra mentionner :

(a) le nombre et la nature des Titres concernés par le Transfert,

(b) le prix ou la valeur retenue pour l'opération et la confirmation que ce prix est conforme aux exigences du CCH et de ce Pacte,

(c) la date envisagée pour le Transfert,

(d) les autres conditions et modalités du Transfert envisagé, ainsi que

(e) les nom et domicile ou dénomination et siège social du Cessionnaire envisagé ainsi que, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de ses bénéficiaires effectifs tel que défini Article L561-2-2 du Code monétaire et financier et au sens notamment des lignes directrices de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, de la dénomination et du siège de la ou des personnes qui, le cas échéant, en détiennent le Contrôle ultime.

Une copie de l'engagement d'acquisition du candidat Cessionnaire souscrit à titre ferme et irrévocable, sous réserve des conditions suspensives d'usage (et notamment d'éventuelles conditions liées à l'obtention des autorisations réglementaires requises) et

des stipulations du Pacte, devra être jointe à la Notification de Transfert.

Cette Notification de Transfert sera considérée pour le Droit de Préemption comme une offre irrévocable de Céder aux bénéficiaires de ce droit, dans les conditions ci-après détaillées, les Titres objet de la Notification de Transfert.

Toute Notification de Transfert qui ne respecterait pas les conditions précisées ci-dessus sera réputée nulle et non avenue pour ne pas avoir été valablement adressée.

7.3.2. Modalités d'exercice

Chacune des Parties non-cédantes disposera d'un délai de quatre-vingt (80) jours à compter de la réception de la Notification de Transfert pour notifier à la Partie cédante son éventuelle intention d'exercer son Droit de Préemption (la « Notification de Préemption »).

Pour être valable, la Notification de Préemption devra préciser le nombre de Titres que son auteur souhaite acquérir et inclure un engagement inconditionnel et irrévocable d'acquérir lesdits Titres objet de la Notification de Transfert au même prix et aux mêmes conditions que ceux proposés à la Partie Cédante tels qu'indiqués dans la Notification de Transfert. Toute Notification de Préemption qui ne respecterait pas les conditions mentionnées ci-dessus sera réputée nulle et non avenue pour ne pas avoir été valablement adressée.

Faute pour la Partie Cédante d'avoir reçu de Notification de Préemption dans le délai de quatre-vingt (80) jours visé ci-avant, tout bénéficiaire du Droit de Préemption sera réputé avoir renoncé de manière définitive et irrévocable à exercer le Droit de Préemption relatif au Transfert préemptable concerné et la Partie Cédante pourra librement procéder au Transfert de ses Titres conformément aux termes de la Notification de Transfert.

En cas d'exercice du Droit de Préemption par ses bénéficiaires pour un nombre de Titres supérieur au nombre de Titres faisant l'objet du Transfert préemptable, les bénéficiaires ayant exercé leur Droit de Préemption seront chacun en droit d'acquérir un nombre de Titres au prorata de leur participation respective dans le capital de la Société (dans la limite de leurs demandes, le nombre de Titres ainsi attribués étant le cas échéant arrondi à l'entier inférieur et le(s) Titre(s) restant étant attribué(s) à l'Associé ayant exercé son Droit de Préemption pour le nombre de Titres le plus élevé) sauf accord contraire entre ces derniers.

Le Droit de Préemption ne pourra porter pour l'ensemble des Parties non cédantes que sur la totalité (et non une partie seulement) des Titres visés dans la Notification de Transfert. Si le nombre de Titres visé par la ou les Notifications de Préemption de l'ensemble des Parties non cédantes est inférieur au nombre total des Titres objet de la Notification de Transfert, le Droit de Préemption sera réputé n'avoir jamais été exercé et la Partie Cédante pourra librement procéder au Transfert dans les conditions indiquées dans la Notification de Transfert

Les bénéficiaires du Droit de Préemption ne pourront demander une révision du prix proposé par voie d'expertise.

7.3.3. Réalisation

Par le seul fait de l'exercice du Droit de Préemption dans les conditions fixées ci-avant, le contrat de cession sera définitivement formé, et ce aux mêmes conditions, et notamment au même prix, que celles figurant dans la Notification de Transfert.

Les ordres de mouvement et toutes autres pièces nécessaires dûment signés par la Partie Cédante devront être remis au(x) Cessionnaire(s) dans les quinze (15) Jours de l'expiration de la procédure du Droit de Préemption dans les conditions fixées ci-avant, et, selon les termes et conditions précisés dans la Notification de Transfert.(ce délai étant le cas échéant prorogé du temps nécessaire pour l'obtention de toute autorisation réglementaire ou la purge de toute procédure administrative requise pour la réalisation du Transfert, et ce dans la limite d'un délai de six (6) mois à compter de la Notification) contre paiement comptant, sauf disposition contraire expressément convenue entre les Parties.

Si le Cédant ne Transférait pas les Titres au Cessionnaire dans le délai prévu au paragraphe qui précède, tout Transfert de ces Titres devra donner lieu à une nouvelle mise en œuvre de la procédure de préemption prévue au présent Article.

7.4 <u>TRANSFERTS DE TITRES</u>

7.4.1. Incessibilité des Titres

Sans préjudice des stipulations relatives aux Transferts Libres, les Parties s'interdisent, expressément et irrévocablement, de Transférer les Titres (et, le cas échéant, les créances) qu'elles détiennent jusqu'au 3ème anniversaire de la date des présentes (la « **Période d'Incessibilité** »), sauf en cas de transferts par CPH ARCADE VYV et/ou ANTIN RESIDENCES, à la condition que le transfert porte sur la totalité de la participation portée par CPH ARCADE VYV et/ou par ANTIN RESIDENCES au profit d'une entité ayant la qualité d'organisme HLM du GROUPE ARCADE-VYV adhérant au Pacte :

(a) dont elle détient (directement ou indirectement) le Contrôle, ou
(b) qui la Contrôle (directement ou indirectement), ou
(c) dont l'entité qui elle-même Contrôle CPH ARCADE VYV ou ANTIN RESIDENCES détient également (directement ou indirectement) le Contrôle,

le Contrôle étant entendu au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les Parties pourront toutefois déroger aux stipulations de la présente clause par accord exprès matérialisé par un avenant au Pacte.

7.4.2 Transferts Libres

Sont réputés libres, et ainsi non soumis à la Période d'Incessibilité stipulées à l'Article 7.4.1, et ne déclencheront pas la mise en œuvre du Droit de Préemption visé à l'Article 7.3, sous réserve d'avoir été portés à la connaissance des autres Parties, dans les termes visés ci-après et du respect des conditions stipulées ci-après, les Transferts suivants, (les « **Transferts Libres** ») :

- les transferts de Titres qui seraient réalisés par CPH ARCADE-VYV et/ou ANTIN RESIDENCES, à la condition que le transfert porte sur la totalité de la participation

portée par CPH ARCADE-VYV et/ou par ANTIN RESIDENCES au profit d'une entité ayant la qualité d'organisme HLM du GROUPE ARCADE-VYV :

(a) dont elle détient (directement ou indirectement) le Contrôle, ou
(b) qui la Contrôle (directement ou indirectement), ou
(c) dont l'entité qui elle-même Contrôle CPH ARCADE-VYV ou ANTIN RESIDENCES détient également (directement ou indirectement) le Contrôle,

et ce, dès lors que les deux conditions cumulatives suivantes seront remplies préalablement au Transfert concerné :

(i). l'Associé Cédant est tenu d'apporter préalablement à chacune des autres Parties et à la Société, toutes indications sur l'identité et l'affiliation du tiers Cessionnaire au profit duquel des Titres seront Transférés et les éléments d'information justifiant l'application du cas de Transfert Libre invoqué, et ce dans un délai suffisant pour obtenir l'agrément du tiers Cessionnaire envisagé, conformément aux stipulations de l'article [●] des Statuts et au paragraphe ci-dessous,

(ii). Le Cessionnaire concerné, aura adhéré au Pacte au plus tard lors du Transfert, et confirme qu'il est, le cas échéant, un Affilié de la Partie concernée et s'engage, au cas où il cesserait de l'être, à rétrocéder les Titres à la Partie qui les lui a Transférés, étant entendu que :

(a). ladite Partie s'engage à acquérir lesdits Titres (ou à faire acquérir lesdits Titres par un de ses Affiliés) ; et
(b). le Transfert desdits Titres à la Partie Cédante (ou tout Affilié de la Partie cédante, selon le cas) est également un Transfert Libre.

A cette fin, les Parties s'engagent, irrévocablement, chacune pour ce qui la concerne, à agréer, conformément aux stipulations de l'article [●] des Statuts de la Société, tout tiers Cessionnaire qui souhaiterait acquérir des Titres dans le cadre d'un Transfert Libre. Les Parties s'engagent, à prendre toute mesure en vue de l'agrément d'un tel Cessionnaire et notamment à voter en ce sens lors de toute décision du COS et du Conseil d'administration prise à cet effet.

7.4.3 Stipulations générales applicables aux Transferts de Titres

Tout Transfert par une Partie des Titres de la Société qu'elle détient ne peut intervenir que conformément à la loi et aux stipulations des statuts de la Société et du Pacte.

En particulier, tout Transfert de Titres doit être réalisé dans le respect des conditions imposées en matière de prix de cession par le CCH.

Tout Transfert de Titres effectué par une Partie en violation des stipulations du présent article 7 est de plein droit inopposable à la Société et aux autres Parties sauf si ces autres Parties ont donné leur accord préalable et écrit au Transfert en cause, accord notifié à la Partie cédante et à la SCIC HLM (et sans préjudice, dans ce cas, de l'application du Droit de Préemption et des Transferts Libres).

(a) Les Parties conviennent que, sauf accord exprès de l'ensemble des Parties, tout Transfert de Titres ne pourra intervenir que dans la mesure où celui-ci porte sur l'intégralité (et l'intégralité seulement) des Titres détenus par la Partie cédante.

(b) Sauf accord contraire de toutes les Parties prenant part au Transfert, les Transferts de Titres entre les Parties seront réalisés sans autres garanties que les garanties usuelles en pareille matière ayant trait à la capacité de la Partie cédante à conclure cette opération, à l'autorisation du Transfert par les organes de gouvernance de la Partie cédante, à la propriété des Titres, à l'absence de sûretés, charges et autres droits de tiers sur les Titres et à l'absence de procédure collective concernant la Partie cédante.

(c) Sauf accord différent du Cessionnaire et de la Partie cédante, les droits de mutation afférents aux Transferts de Titres seront à la charge du Cessionnaire.

(d) Tout Transfert est conditionné en tout état de cause par l'adhésion préalable, inconditionnelle et sans réserve du Cessionnaire au Pacte conformément à l'article 11 ci-après.

7.4.4 Obligation de Sortie en cas de sortie d'une entité du Groupe ARCADE-VYV

En cas de Transfert de tout ou partie des parts de la SCIC HLM détenues par CPH ARCADE-VYV, et/ou ANTIN RESIDENCES et/ou LOGIAL-COOP à une entité Affiliée ayant la qualité d'organisme HLM du GROUPE ARCADE-VYV, cette dernière devra adhérer au Pacte pour que la SCIC HLM puisse appartenir au Groupe d'Organismes de Logement Social ARCADE-VYV au sens de l'article L. 423-1-1 1° du CCH.

Si CPH ARCADE VYV, ANTIN RESIDENCES, LOGIAL-COOP ou l'entité visée au paragraphe précédent venait à sortir du Groupe d'Organismes de Logement Social ARCADE-VYV au sens de l'article L423-1-1 1° du CCH, elle serait tenue de céder la totalité de ses parts de la SCIC HLM (l'« **Obligation de Sortie** ») à une entité ayant la qualité d'organisme HLM du GROUPE ARCADE-VYV permettant à la SCIC HLM de conserver son appartenance au Groupe d'Organismes de Logement Social ARCADE-VYV.

En tant que de besoin, il est rappelé que s'agissant d'un Transfert libre, les stipulations relatives au Droit de Préemption ne s'appliqueront pas, aux transferts de Titres pour lesquels l'Obligation de Sortie aura été mise en œuvre et les Parties s'engagent dans ce cas à voter favorablement à l'agrément pour permettre à la SCIC HLM de conserver son appartenance au Groupe d'Organismes de Logement Social ARCADE-VYV.

ARTICLE 8 : FINANCEMENT - RÉMUNERATION ET DESTINATION DES CAPITAUX INVESTIS

8.1 PRINCIPES GENERAUX

Les parties conviennent que la SCIC HLM « KBH COOPERATIVE HLM » mettra en œuvre une politique sociale du logement qui sera fondée sur la gestion et le développement du logement locatif social et l'accession sociale à la propriété avec ou sans Bail Réel Solidaire pour accompagner le parcours résidentiel. Dans ce cadre, les parties conviennent que des ventes de logements locatifs sociaux pourront intervenir afin d'accompagner l'accession sociale à la propriété. Les recettes issues de la vente seront affectées au financement d'opérations de réhabilitation, de rénovation urbaine et de renouvellement de composants

issus du PMT. Ces ventes à des coûts accessibles et inférieures au prix du marché s'inscriront dans le cadre d'un parcours résidentiel permettant à des locataires du parc social de devenir propriétaire de leur logement.

8.2 SOUTIEN FINANCIER CPH ARCADE-VYV ET/OU ANTIN RESIDENCES

Afin de soutenir la SCIC HLM dans le développement de nouvelles opérations dont la maîtrise d'ouvrage serait déléguée à ARCADE-VYV PROMOTION IDF, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé à Paris (75009), 59 rue de Provence, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 904.668.712, les Parties conviennent qu'à compter de la conclusion du Pacte, la SCIC HLM pourra solliciter un soutien financier, sous forme de prêts participatifs et/ou d'avances en compte courant d'associé au choix de l'associé prêteur, auprès de CPH ARCADE-VYV et/ou d'ANTIN RESIDENCES, d'un montant maximum total de huit millions d'euros (8 M€), pour une durée qui n'excèdera pas la durée du Pacte, à un taux de rémunération égal au taux servi au détenteur d'un Livret A, majoré de 1,5 point, étant précisé que lesdits prêts et/ou avances prendront automatiquement fin en cas de rupture du Pacte ou de cession de leur participation par CPH ARCADE-VYV ou ANTIN RESIDENCES.

Sous réserve de l'application d'une politique de loyers adaptée, le GROUPE ARCADE-VYV pourra proposer un soutien financier sous forme de relai de trésorerie s'inscrivant dans les limites de l'enveloppe de huit millions d'euros (8 M€) définie ci-dessus.

8.3 SOUTIEN FINANCIER DE LOGIAL-COOP

Les Parties conviennent que LOGIAL-COOP apportera un fonds d'amorçage à la SCIC HLM, pour faire face aux besoins de financement de l'exploitation au démarrage de la Société, par moitié sous forme de prêts participatifs et par moitié sous forme d'avance en compte courant d'associé, d'un montant maximum total de trois millions d'euros (3 M€), pour une durée qui n'excèdera pas la durée du Pacte, à un taux de rémunération égal au taux servi au détenteur d'un Livret A, majoré de 1,5 point, étant précisé que ladite avance prendra automatiquement fin en cas de rupture du Pacte ou de cession de sa participation par LOGIAL-COOP.

8.4 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Conformément à la clause type 14 des statuts des SCIC HLM, *« lorsque la société a réalisé un bénéfice distribuable au sens de l'article L.232-12 du Code de commerce, il peut être distribué un dividende correspondant à un pourcentage de capital social égal ou inférieur au taux défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 précitée, sans que ce pourcentage puisse être supérieur au taux d'intérêt servi au détenteur d'un premier livret de caisse d'épargne au 31 décembre de l'année précédente, majoré de 1, 5 point. »*
Les Parties conviennent de soumettre annuellement au COS, dans le cadre de l'affectation du résultat de la SCIC HLM et dans le respect de la règlementation en vigueur, la possibilité de distribuer des dividendes pour contribuer à leurs missions d'intérêt général respectives.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour régler à l'amiable et de bonne foi dans un esprit d'équité et de loyauté tout différend portant sur l'interprétation ou l'exécution des présentes.

Si les Parties ne peuvent s'entendre sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les représentants des Parties au Conseil d'Administration de la Société se réuniront, dès le constat de désaccord, à l'effet de parvenir à un accord mettant un terme au litige survenu, au besoin en ayant recours à une procédure de conciliation menée par la Fédération des Coop HLM.

Si la réunion des représentants des Parties visés ci-dessus ne permet pas d'aboutir à un accord, les Parties conviennent que le désaccord fera l'objet d'une procédure d'escalade et les représentants légaux de chacune des Parties se réuniront sous quinze (15) jours pour rechercher une solution.

Si, au terme de cette réunion, un accord n'a pu être trouvé, chaque Partie pourra porter ledit différend devant les juridictions compétentes.

Le Pacte est, pour sa validité, son interprétation et son exécution, soumis à la loi française.

Les litiges auxquels pourrait donner lieu le présent Pacte ou qui pourront en être la conséquence et qui n'auront pu être réglés amiablement entre les Parties seront soumis à la compétence exclusive des Tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

ARTICLE 10 : DUREE

Le Pacte est conclu pour une durée de six (6) années à compter de sa signature. A l'issue de cette première période, Il sera renouvelé par tacite reconduction par périodes successives de trois (3) années. A l'occasion de chaque renouvellement, toute Partie pourra dénoncer le Pacte, pour ce qui la concerne, en notifiant sa décision à la Société et aux autres Parties par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard six mois avant son échéance.

L'expiration du Pacte ne sera cependant d'aucun effet sur la validité de tout droit ou obligation d'une Partie né(e) du fait de l'exécution ou de l'inexécution du Pacte préalablement à son expiration, tels que, notamment, tous les engagements dont le point de départ et la durée sont fixés dans le Pacte, indépendamment de la durée du Pacte.

ARTICLE 11 : GESTION DU PACTE

Afin de garantir les droits que se consentent les Parties concernant leurs Titres de la SCIC HLM et pour conférer au Pacte sa pleine efficacité et priorité sur toutes autres conventions de même nature, les Parties conviennent de désigner, à compter de sa signature, la SCIC HLM en qualité de mandataire chargé de la gestion du Pacte (le « Gestionnaire du Pacte »).

La Société, représentée par son Directeur Général, intervient spécialement aux présentes pour accepter ce mandat d'intérêt commun, dans les termes ci-après.

Par les présentes, les Parties donnent instructions au Gestionnaire du Pacte de refuser de procéder à l'inscription d'un Transfert si le parfait respect des stipulations du Pacte relatives à ce Transfert ne lui a pas été pleinement justifié.

En vue de faciliter la réalisation de la mission ainsi conférée au Gestionnaire du Pacte, chaque Partie aura l'obligation d'envoyer au Gestionnaire du Pacte, tous avis, communications ou notifications dont l'envoi est requis aux termes du Pacte, en vue d'un Transfert.

A ce titre, la Société s'engage à informer les Parties de toute violation des dispositions du Pacte ou des statuts dont elle aurait eu préalablement connaissance.

Tout Transfert ou autre opération qui serait faite en violation du Pacte ou des statuts ou au mépris notamment des droits de la Partie bénéficiaire de droits spécifiques en vertu du Pacte pourra éventuellement, si cette dernière le demande, être annulée, et ce sans préjudice de tout droit à dommages-intérêts. Le non-respect de toute obligation de livrer pourra également être sanctionné par le prononcé d'une injonction sous astreinte ou d'un jugement valant vente. Les Parties s'obligent à informer le Cessionnaire de cette disposition et, plus généralement, de l'ensemble des dispositions du Pacte.

ARTICLE 12 : ADHESION AU PACTE

Dans le cas où une Partie déciderait la Cession de ses Titres à un tiers, elle s'engage à le faire adhérer au Pacte, au plus tard lors de la réalisation de la Cession.

Toutefois, l'adhésion au Pacte ne pourra se faire qu'avec l'accord des autres Parties (et sous réserve du respect des dispositions du Pacte) lors de la Cession. Ledit tiers deviendra de ce fait l'une des Parties pour les besoins du Pacte et le Pacte lui bénéficiera et le liera.

ARTICLE 13 : SORTIE DU PACTE

Toute Partie cessera de plein droit de bénéficier et d'être liée par le Pacte, à compter du jour où ladite Partie aura procédé à la cession de la totalité de ses Titres de la Société, le Pacte continuant dans ce dernier cas à s'appliquer aux autres Parties s'il en existe.

ARTICLE 14 : NOTIFICATIONS

Toute notification requise ou permise en vertu des stipulations du Pacte devra être effectuée en la forme écrite et sera valablement recevable si elle est effectuée par lettre remise en mains propres ou envoyée par courrier recommandé avec avis de réception aux coordonnées figurant dans la désignation des Parties.

Chaque Partie pourra modifier l'adresse à laquelle devront lui être envoyées les notifications et leur copie, en notifiant ledit changement aux autres Parties et à la Société, ainsi qu'il est prévu ci-dessus.

Tout délai se calcule à partir de la date de première présentation de la lettre recommandée, la mention de la Poste faisant foi, ou à compter du jour de signature de la décharge inscrit par le destinataire de la notification.

Toute notification qui ne contient pas l'ensemble des mentions prévues par le Pacte ou qui n'est pas adressée le même jour à chacun de ses destinataires lorsqu'ils sont plusieurs, est considérée comme nulle et de nul effet à l'égard de ses destinataires que si le ou les manquement(s) cause(nt) un préjudice à la Partie qui souhaite se prévaloir de la nullité de la notification.

ARTICLE 15 : DECLARATIONS DES PARTIES

Chacune des Parties déclare et garantit, chacune agissant sans solidarité avec les autres :

- que les renseignements la concernant figurant en tête du Pacte d'Actionnaires sont exacts ;
- qu'elle a pleine et entière capacité pour conclure le Pacte et exécuter l'ensemble de ses dispositions ;
- qu'elle est en situation régulière au regard de la loi française eu égard à son statut et que son représentant légal a valablement (notamment au regard des dispositions du code général des collectivités territoriales) tous pouvoirs et qualités pour signer et exécuter le Pacte ;
- qu'elle agira selon toutes procédures légales ou réglementaires qui lui seront applicables.

ARTICLE 16 : STIPULATIONS DIVERSES

Les Parties conviennent que les stipulations faites en préambule et en Annexe font partie intégrante du Pacte.

Toute modification du Pacte ne pourra résulter que d'un accord écrit de chacune des Parties.

Conformément aux dispositions de l'article 1217 du Code Civil et suivants, la(les) Partie(e) lésée(s) pourra (ont) poursuivre en exécution forcée la(les) Partie(s) défaillante(s). Chacune des Parties reconnaît en particulier que les stipulations du Pacte sont susceptibles d'exécution forcée conformément aux dispositions de l'article 1221 du Code Civil.

Dans le cas où l'une quelconque des stipulations du Pacte serait déclarée inapplicable, déclarée nulle ou sans effet de quelque façon et pour quelque motif que ce soit, l'annulation n'aura aucun effet sur la validité des autres stipulations du Pacte qui ne sera pas entaché de nullité.

Les Parties se réuniront sans délai afin de remédier aux clauses inapplicables, dans le même esprit que celui qui a présidé à l'élaboration du Pacte et de façon à préserver l'économie des rapports contractuels, telle qu'elle a été conçue par les Parties.

Le fait pour une Partie de ne pas se prévaloir de l'un des droits lui étant conférés par le Pacte ne vaudra pas renonciation de la part de cette Partie à se prévaloir ultérieurement de ce droit, si les conditions de son exercice se trouvent à nouveau réunies.

Le Pacte constitue l'intégralité des accords et engagements conclus entre les Parties relativement aux opérations visées dans le Pacte. Le Pacte remplace toutes les négociations, discussions, correspondances, communications, accords et engagements antérieurs entre les Parties, relatifs à l'objet du Pacte (à l'exception des dispositions des statuts de la Société).

Les Parties conviennent qu'en cas de contradiction entre les stipulations des statuts de la Société et celles du Pacte, ce seront les stipulations du Pacte qui prévaudront entre elles. Elles s'engagent à voter toute modification des statuts ou du règlement intérieur qui serait nécessaire à la bonne application du Pacte.
Le Pacte liera valablement et bénéficiera aux ayants droit de chacune des Parties.

Les Parties renoncent expressément et irrévocablement au bénéfice des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

Conformément à l'article 1112-1 du Code civil, les Parties reconnaissent que, dans le cadre de la conclusion du Pacte d'Associés, chaque Partie en possession d'une information dont l'importance était, à sa connaissance, déterminante du consentement de l'autre Partie, a communiqué cette information à l'autre Partie préalablement à la conclusion du Pacte d'Associés.

Les Parties déclarent que le Pacte a fait l'objet d'une négociation entre elles et ne saurait constituer un contrat d'adhésion. Elles reconnaissent que le présent contrat a été librement négocié entre elles et qu'elles ont eu un égal pouvoir de négociation.

ARTICLE 17 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du Pacte et de ses suites, les Parties font élection en leur siège social respectif énoncé en tête des présentes, à l'exception de CPH ARCADE-VYV qui fait élection en ses bureaux administratifs sis 59 rue de Provence – 75009 PARIS. Chacune des Parties s'engage à informer les autres Parties de toute modification.

ARTICLE 18 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Chacune des Parties s'engage à exécuter la présente Convention dans le respect des dispositions de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel en vigueur et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (le RGPD), ainsi que la loi dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.
Chacune des Parties s'engage à ne collecter et traiter que les données nécessaires à l'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 19 – <u>SIGNATURE ELECTRONIQUE</u>

Dans l'hypothèse où les Parties auraient convenu de signer électroniquement la présente convention, elles déclarent accepter le fait d'exprimer et de matérialiser leur consentement par le biais d'un dispositif sécurisé d'authentification organisé à partir d'une plateforme gérée par un prestataire spécialisé. Les Parties peuvent également signer de la même manière tout avenant à la convention ou document annexe.
La convention de preuve détermine les règles de fonctionnement de la plateforme de signature électronique et régit les conséquences juridiques de l'usage de la signature électronique. La signature électronique ainsi utilisée se substitue à la signature manuscrite conformément à l'article 1366 du Code Civil.
Les Parties acceptent de ne pas contester le contenu, la fiabilité, l'intégrité ou la valeur probante d'un document et des informations qu'il contient au seul motif que ce document est établi sur un support électronique et non sur un support papier. De convention expresse entre les Parties, les supports électroniques sont réputés, sauf preuve contraire, avoir le même degré de fiabilité et la même valeur juridique que les supports papiers et la signature électronique est réputée avoir la même valeur juridique que la signature manuscrite.

Par signature électronique DocuSign (www.docusign.com) conformément aux dispositions des articles 1366 et suivants du Code Civil,

Le

La VILLE DU KREMLIN BICETRE
Représentée par

LOGIAL-COOP
Représentée par

CPH ARCADE-VYV
Représentée par

ANTIN RESIDENCES
Représentée par

En présence de :

KBH COOPERATIVE HLM
Représentée par

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-030B

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROCLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Représentation de la ville au sein des instances la SCIC HLM «KBH coopérative HLM »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030B-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-François DELAGE expose au conseil,

Préambule : rappel de l'engagement pris par l'équipe municipale devant les électeurs et des actions entreprises pour le réaliser

En 2020, la liste *Le Kremlin-Bicêtre en Commun,* prenait, devant les électeurs l'engagement de *« Conserver la maîtrise de nos logements sociaux en empêchant la fusion-absorption de Kremlin-Bicêtre Habitat par la création d'un outil alternatif à la fusion des offices : Coopérative ou société d'économie mixte. »*

Cet engagement était le fruit d'une réflexion sur l'avenir de nos logements sociaux et de la volonté de la nouvelle équipe municipale d'apporter aux locataires un service de qualité et d'entreprendre l'ensemble des travaux de rénovation et de réhabilitation nécessaires à l'entretien du parc et à l'amélioration des conditions de logement et de vie quotidienne des locataires.

Après s'être opposée, par une délibération du 13 juillet 2020 à la fusion de l'ex-OPH Kremlin-Bicêtre Habitat avec l'OPH Valdevy (ex-Opaly) à laquelle une délibération du 26 septembre 2019 avait précédemment donné un avis favorable, l'équipe municipale constate, deux ans et demi après la mise en œuvre de la fusion avec Valdevy au 1er janvier 2021, qu'une amélioration de la qualité du service rendu est attendue par les locataires. Par ailleurs, au terme de cette période, nous constatons également les conséquences pour les locataires d'un retard pris sur les projets de réhabilitation et de rénovation nécessaires à l'entretien du parc social de la ville du Kremlin-Bicêtre ainsi qu'à la lutte contre le mal-logement.

Dès son élection, l'équipe municipale a, dans le respect des dispositions de la loi ELAN, exploré les voies et moyens pour mettre en œuvre son engagement électoral et chercher ainsi une alternative à la décision précipitée de la fusion décidée à la veille des élections municipales sans concertation ni consultation des locataires.

Pour rappel, lors de la fusion, le transfert universel du patrimoine social de la ville du Kremlin-Bicêtre à Valdevy s'est effectué à titre gracieux. Par ailleurs, ce transfert universel de patrimoine s'est accompagné d'un transfert de la trésorerie disponible de l'OPH KBH qui s'élevait, à date, à 7,5 millions d'euros.

Par une délibération du 13 juillet 2020, la Ville a donc lancé un appel à projet afin de rechercher des partenaires pour sa future société civile d'intérêt collectif (SCIC) HLM. Cette recherche de partenaires avait deux finalités : **1/** respecter les dispositions de la loi ELAN et donc adosser la future SCIC à un groupe qui détient et gère plus de 12 000 logements ; **2/** trouver des partenaires dont les capacités financières permettent à la SCIC d'entreprendre le projet de démolition-reconstruction des 120 logements de la résidence Schuman ainsi que l'ensemble des travaux de rénovation et de réhabilitation sur son patrimoine et de mettre en œuvre une gestion de proximité au service des locataires.

Cet appel à projet s'est conclu par des contacts approfondis avec les porteurs des six candidatures reçues. Par la délibération 2020-130 du 26 novembre 2020, le Conseil municipal a retenu la proposition élaborée par le groupe Arcade-VYV qui détient plus de 205 000 logements sur l'ensemble du territoire national et le groupe Logial-COOP (ancien OPH d'Alfortville) qui détient et gère plus de 9000 logements situés, pour l'essentiel, dans le Val-de-Marne.

La délibération n°2020-131 du 26 novembre 2020, a autorisé l'acquisition auprès de la Fédération des Coop'HLM de la majorité des parts sociale au sein d'une SCIC HLM sans activité, et depuis renommée « KBH coopérative HLM ».
La Ville a ensuite exploré toutes les solutions permettant de transférer le patrimoine détenu par Valdevy sur la commune du Kremlin-Bicêtre à titre gracieux.
La Ville et l'EPT Grand-Orly-Seine-Bièvre, compétent en matière de politique locale de l'habitat, ont pour cette raison entrepris des discussions avec le ministère du Logement afin d'introduire par voie législative la possibilité d'opérer un tel transfert. Ces discussions n'ayant pas abouti, d'autres solutions ont été recherchées.

Au terme de ce processus, le choix de la cession du patrimoine, opération standard entre organismes de logements sociaux, a été retenu. Il a donc été convenu que la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » rachèterait à Valdevy le patrimoine social de la ville du Kremlin-Bicêtre. La SCIC HLM « KBH coopérative HLM », et Valdevy ont par la suite entamé des discussions techniques afin d'aboutir à une valorisation du patrimoine social situé sur le territoire de la commune et permettant ainsi de déterminer le montant du rachat.

Au terme de ce travail de valorisation du patrimoine effectué avec le concours de cabinets spécialisés **la valorisation du patrimoine du Kremlin-Bicêtre est établie à 34,3 millions d'euros.** KBH coopérative HLM a donc, par un courrier délivré le 6 mai dernier, fait une offre ferme et définitive à Valdevy d'un montant correspondant.

Toutefois, il convient de noter que de ce montant doit être retranché le montant du capital restant dû des emprunts attachés au patrimoine et qui s'établissait, au 31 décembre 2022 à 31,1 millions d'euros.
Ainsi, la soulte, c'est-à-dire le montant effectivement payé par la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » pour le rachat du patrimoine, devrait donc s'établir à 3,2 millions d'euros.

Les discussions avec Valdevy se poursuivent actuellement concernant la reprise des contrats attachés à la gestion du patrimoine social du Kremlin-Bicêtre ainsi que l'élaboration d'un protocole de transfert de gestion et **le calendrier**

Accusé de réception en préfecture
094-219400539-20230628-2023DEL
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

prévisionnel retenu entre la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » et Valdevy prévoit un transfert de jouissance le 1er janvier 2024.

Dans ce cadre je vous invite à délibérer pour mettre en place la reprise du patrimoine et la nouvelle gouvernance de KBH coopérative HLM.

1. Approbation du pacte d'associés de la SCIC HLM

Les partenaires sont convenus de rédiger un pacte d'associés, objet de la délibération 2023-030A prévoyant un contrôle conjoint de la SCIC HLM « KBH coopérative HLM ». Pour rappel, aux termes de l'article L. 423-1-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) les organismes d'HLM peuvent constituer entre eux, afin d'améliorer l'efficacité de leur activité, un groupe d'organismes de logement social, notamment en formant un ensemble de sociétés comportant majoritairement des organismes mentionnés aux mêmes articles L. 411-2 et L. 481-1 de ce code (organisme d'HLM ou SEM agréées), lorsque l'un d'entre eux ou une autre société contrôle directement ou indirectement les autres, que ce contrôle soit exercé seul au sens des I et II de l'article L. 233-3 du code de commerce ou conjointement au sens du III du même article L. 233-3 ;

L'article L.233-3 III. du code de commerce précise :

> *« (…) deux ou plusieurs personnes agissant de concert sont considérées comme en contrôlant conjointement une autre lorsqu'elles déterminent en fait les décisions prises en assemblée générale.»*

Le présent projet de pacte prévoit que la majorité du capital souscrit de la SCIC HLM, soit 51%, est détenu par la Ville, 24,5% par Logial-COOP et 24,5% par le groupe Arcade-VYV et ANTIN RESIDENCE.

La répartition des droits de vote à l'Assemblée générale est ainsi la suivante :

- Le collège « collectivités publiques et leurs groupements » auquel appartient, seule, la Ville, détient 29% des droits de vote ;
- Arcade-VYV, ANTIN RESIDENCE et Logial-COOP détiennent 27% des droits de vote au sein du « collège des organismes d'HLM » ;
- Le collège « personnalités qualifiées », composé de 3 associés détenant chacun une part sociale en vertu d'un prêt de consommation de part sociale, à raison d'un associé par entité partie au pacte (la Ville, Arcade-VYV/ANTIN-RESIDENCE conjointement et Logial-COOP), détient 24% des droits de vote, à raison de 8% par personnalité qualifiée.

Par conséquent, les partenaires disposent conjointement de 80% des droits de vote, répartis de telle manière qu'aucun partenaire ne puisse seul disposer d'une majorité à l'assemblée générale, ce qui correspond à l'esprit du contrôle conjoint.

Au conseil d'administration, il est prévu 18 sièges dont la répartition est la suivante :

- Sept sièges réservés à des candidats désignés en assemblée générale par le collège « collectivités publiques et leurs groupements » ;
- Trois sièges réservés à des candidats désignés en assemblée générale par Logial-COOP ;
- Trois sièges réservés à des candidats désignés en assemblée générale par Arcade-VYV et ANTIN RESIDENCE ;
- Trois sièges réservés aux représentants de la catégorie d'associés « usagers » choisis par les locataires ou accédants de KBH coopérative HLM;
- Un siège réservé à la catégorie d'associé « salariés » ;
- Un siège réservé à l'EPT Grand-Orly-Seine-Bièvre au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat.

Les modifications statutaires nécessaires à la mise en œuvre des ces modalités seront soumises à l'assemblée générale extraordinaire de la société.

Un comité d'orientation stratégique est institué par le pacte d'associés. Ce comité est l'instance exerçant en pratique le contrôle conjoint. Seuls les associés de la SCIC HLM (Ville, Logial-COOP et Arcade-VYV/ANTIN-RESIDENCE) y siègent et l'EPT est invité à y participer à titre consultatif au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat. Sur les sujets d'intérêt stratégique dont la liste est établie à l'article 2 du projet de pacte, **les positions communes établies par le comité d'orientation stratégique sont élaborées par la voie du consensus**.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030B-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

2. Désignation des représentants de la ville à l'assemblée générale et au conseil d'administration de KBH Coopérative HLM

Dans le cadre de la mise en œuvre de la reprise du patrimoine du Kremlin-Bicêtre, il convient de mettre en place la future gouvernance de KBH coopérative HLM dès lors que le pacte d'associés aura été approuvé par l'ensemble des partenaires. C'est l'objet de la délibération 2023-030B.

Il est proposé que le maire représente la Ville au sein de l'assemblée générale.

Par ailleurs, et comme le prévoit l'article 1er du pacte d'associés, il est institué, à l'assemblée générale, un collège des personnalités qualifiées composé de trois associés détenant chacun une part sociale en vertu d'un prêt de consommation de part sociale, à raison d'une personnalité qualifiée par partie au pacte.

La Ville propose que la personne qui la représente au sein du collège des personnalités qualifiées soit XX. En conséquence, la Ville consentira à XX un prêt de consommation d'une part sociale en vue de caractériser la souscription, par ce dernier, d'une participation au capital de la société.

Il appartiendra ensuite aux différents collèges composant l'assemblée générale (à l'exception du collège des personnalités qualifiées) de proposer à cette assemblée la nomination de leurs représentants au sein du conseil d'administration de KBH coopérative HLM.

Il est proposé de présenter les candidats suivant à l'assemblée générale ordinaire, au sein du conseil d'administration, en tant que représentants de la ville où cette dernière dispose de sept sièges réservés :

- Jean-Luc LAURENT
- Christine MUSEUX
- Pauline BALLO
- Jean-Claude BRACQ
- Thérèse LUTAUD
- Hervé MORIZET
- Enrica SARTORI

3. Souscription de 15.270 parts sociales au capital de la SCIC HLM

Les partenaires de la SCIC KBH ont pris des engagements financiers inscrits dans le pacte d'associés (articles 8.2 et 8.3) :

- Logial-COOP apportera un fonds d'amorçage à la SCIC KBH pour un montant maximum de 3 millions d'euros sous forme d'avance en compte courant d'associé pour faire face aux besoins de financements de l'exploitation du patrimoine par la SCIC à son démarrage ;

- La SCIC pourra solliciter un soutien financier auprès d'Arcade-VYV jusqu'à 8 millions d'euros sous forme de prêts participatifs ou d'avances en compte courant d'associé pour le développement de nouvelles opérations ;

A l'occasion du rachat par la SCIC du patrimoine détenu par Valdevy sur le territoire de la commune, il est convenu entre les associés de renforcer l'assise financière de KBH coopérative HLM en augmentant ses fonds propres par la voie d'un apport en capital social.

Ainsi, il est prévu de doter la SCIC KBH de 500 000 euros de fonds propres, en capital souscrit par les associés. Pour rappel, aux termes des dispositions du pacte d'associés, la ville détient 51% du capital social de la SCIC.

Le montant du capital social détenu par la Ville au sein de la SCIC KBH s'élèvera donc, au terme de cette opération, au montant total de 255 000 euros.

Il est donc demandé au conseil municipal d'approuver la délibération 2023-030C qui donne à la Ville une autorisation pour la réalisation de cette souscription financée par un prêt bancaire qui sera contracté par la Ville.

En conséquence je vous propose d'approuver les trois délibérations présentées dans ce rapport.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030B-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite « loi ELAN ») ;
Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 423-1-1 et L. 422-3-2 ;
Vu le Code de commerce et notamment son article L. 233-3 ;
Vu la délibération du conseil municipal n° 2020-130 du 26 novembre 2020, en ce qu'elle approuve la proposition présentée par Logial-COOP et Arcade-VYV et décide de doter la ville d'une SCIC ;
Vu les délibérations du 1er décembre 2020 et du 14 décembre 2020 du conseil d'administration du Kremlin-Bicêtre Habitat portant respectivement un avis favorable et donnant un accord de principe au projet de regroupement de Kremlin-Bicêtre Habitat avec Logial et Arcade Vyv, et la création d'une coopérative HLM par la commune ;
Vu la délibération du conseil municipal n°2020-131 du 26 novembre 2020 approuvant l'acquisition de deux-tiers du capital social de la SCIC HLM et autorise M. le maire ou son représentant à représenter la ville au sein de la société ;
Vu la délibération n°2020-12-15_2154 du conseil territorial Grand Orly Seine Bièvre du 15 décembre 2020 sollicitant auprès du Préfet du Val-de-Marne le regroupement de l'Office Public d'Habitat Kremlin Bicêtre Habitat avec les partenaires Logial et Arcade-Vyv ;
Vu la délibération du conseil d'administration de Valdevy du 3 mars 2021 relative à un accord de principe favorable de sortie du patrimoine du Kremlin-Bicêtre ;
Vu la délibération du conseil d'administration du 17 avril 2023 de Valdevy relative à l'offre de rachat de 1963 logements locatifs, 833 emplacements de parking, 29 locaux à usage commercial ainsi que le siège de l'agence ;
Vu la délibération du conseil d'administration de la société Logial-COOP en date du 7 juin 2023 relative à la signature du pacte d'associés de contrôle conjoint ;
Vu le projet de pacte d'associés de contrôle conjoint concernant la SCIC HLM KREMLIN-BICETRE HABITAT COOPERATIVE HLM permettant son intégration au groupe d'organismes de logement social « GROUPE ARCADE-VYV » au sens de l'article L. 423-1-1 du CCH ;

Vu la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (Mme Bocabeille, M Raymond, M Tapa, Mme Etienne, M Delage, Mme Defrance) et 4 ne prenant pas part au vote (M Zinciroglu, Mme El Krete, Mme Museux, M. Traoré),

Monsieur le Maire s'étant retiré de la séance durant la présentation et le vote du rapport,

Après en avoir délibéré, par 17 voix pour (M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, Mme DEFRANCE), 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. ZINCIROGLU, M. RUGGIERI, Mme COUTO, Mme CHIBOUB, Mme EL KRETE) et 3 ne prenant pas part au vote (Mme AZZOUG, M. TRAORE, Mme MUSEUX),

DÉCIDE

Article 1

De désigner M. Jean-Luc LAURENT en sa qualité de maire du Kremlin-Bicêtre comme représentant de la Ville à l'assemblée générale de la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » à compter de la signature du pacte d'actionnaire approuvé par la délibération 2023-030A.

Article 2

De proposer, comme personnalité qualifiée représentant la Ville au sein du collège des personnalités qualifiées de l'assemblée générale de la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » et en application des stipulations de l'article 1er du pacte d'actionnaire approuvé par la délibération 2023-030A, à compter de l'institution de ce collège et du prêt de consommation d'une part sociale à l'intéressé.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030B-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Article 3

De proposer, pour la désignation par l'assemblée générale ordinaire de la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » des sept administrateurs prévus par l'article 6 du pacte d'actionnaire approuvé par la délibération 2023-030A, les personnes physiques suivantes :

- Jean-Luc LAURENT
- Christine MUSEUX
- Pauline BALLO
- Jean-Claude BRACQ
- Thérèse LUTAUD
- Hervé MORIZET
- Enrica SARTORI

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030B-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-030C

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROCLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Souscription de 15.270 parts sociales au capital de la SCIC HLM « KBH coopérative HLM »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030C-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-François DELAGE expose au conseil,

Préambule : rappel de l'engagement pris par l'équipe municipale devant les électeurs et des actions entreprises pour le réaliser

En 2020, la liste *Le Kremlin-Bicêtre en Commun,* prenait, devant les électeurs l'engagement de *« Conserver la maîtrise de nos logements sociaux en empêchant la fusion-absorption de Kremlin-Bicêtre Habitat par la création d'un outil alternatif à la fusion des offices : Coopérative ou société d'économie mixte. »*

Cet engagement était le fruit d'une réflexion sur l'avenir de nos logements sociaux et de la volonté de la nouvelle équipe municipale d'apporter aux locataires un service de qualité et d'entreprendre l'ensemble des travaux de rénovation et de réhabilitation nécessaires à l'entretien du parc et à l'amélioration des conditions de logement et de vie quotidienne des locataires.

Après s'être opposée, par une délibération du 13 juillet 2020 à la fusion de l'ex-OPH Kremlin-Bicêtre Habitat avec l'OPH Valdevy (ex-Opaly) à laquelle une délibération du 26 septembre 2019 avait précédemment donné un avis favorable, l'équipe municipale constate, deux ans et demi après la mise en œuvre de la fusion avec Valdevy au 1er janvier 2021, qu'une amélioration de la qualité du service rendu est attendue par les locataires. Par ailleurs, au terme de cette période, nous constatons également les conséquences pour les locataires d'un retard pris sur les projets de réhabilitation et de rénovation nécessaires à l'entretien du parc social de la ville du Kremlin-Bicêtre ainsi qu'à la lutte contre le mal-logement.

Dès son élection, l'équipe municipale a, dans le respect des dispositions de la loi ELAN, exploré les voies et moyens pour mettre en œuvre son engagement électoral et chercher ainsi une alternative à la décision précipitée de la fusion décidée à la veille des élections municipales sans concertation ni consultation des locataires.

Pour rappel, lors de la fusion, le transfert universel du patrimoine social de la ville du Kremlin-Bicêtre à Valdevy s'est effectué à titre gracieux. Par ailleurs, ce transfert universel de patrimoine s'est accompagné d'un transfert de la trésorerie disponible de l'OPH KBH qui s'élevait, à date, à 7,5 millions d'euros.

Par une délibération du 13 juillet 2020, la Ville a donc lancé un appel à projet afin de rechercher des partenaires pour sa future société civile d'intérêt collectif (SCIC) HLM. Cette recherche de partenaires avait deux finalités : **1/** respecter les dispositions de la loi ELAN et donc adosser la future SCIC à un groupe qui détient et gère plus de 12 000 logements ; **2/** trouver des partenaires dont les capacités financières permettent à la SCIC d'entreprendre le projet de démolition-reconstruction des 120 logements de la résidence Schuman ainsi que l'ensemble des travaux de rénovation et de réhabilitation sur son patrimoine et de mettre en œuvre une gestion de proximité au service des locataires.

Cet appel à projet s'est conclu par des contacts approfondis avec les porteurs des six candidatures reçues. Par la délibération 2020-130 du 26 novembre 2020, le Conseil municipal a retenu la proposition élaborée par le groupe Arcade-VYV qui détient plus de 205 000 logements sur l'ensemble du territoire national et le groupe Logial-COOP (ancien OPH d'Alfortville) qui détient et gère plus de 9000 logements situés, pour l'essentiel, dans le Val-de-Marne.

La délibération n°2020-131 du 26 novembre 2020, a autorisé l'acquisition auprès de la Fédération des Coop'HLM de la majorité des parts sociale au sein d'une SCIC HLM sans activité, et depuis renommée « KBH coopérative HLM ».
La Ville a ensuite exploré toutes les solutions permettant de transférer le patrimoine détenu par Valdevy sur la commune du Kremlin-Bicêtre à titre gracieux.
La Ville et l'EPT Grand-Orly-Seine-Bièvre, compétent en matière de politique locale de l'habitat, ont pour cette raison entrepris des discussions avec le ministère du Logement afin d'introduire par voie législative la possibilité d'opérer un tel transfert. Ces discussions n'ayant pas abouti, d'autres solutions ont été recherchées.

Au terme de ce processus, le choix de la cession du patrimoine, opération standard entre organismes de logements sociaux, a été retenu. Il a donc été convenu que la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » rachèterait à Valdevy le patrimoine social de la ville du Kremlin-Bicêtre. La SCIC HLM « KBH coopérative HLM », et Valdevy ont par la suite entamé des discussions techniques afin d'aboutir à une valorisation du patrimoine social situé sur le territoire de la commune et permettant ainsi de déterminer le montant du rachat.

Au terme de ce travail de valorisation du patrimoine effectué avec le concours de cabinets spécialisés **la valorisation du patrimoine du Kremlin-Bicêtre est établie à 34,3 millions d'euros.** KBH coopérative HLM a donc, par un courrier délivré le 6 mai dernier, fait une offre ferme et définitive à Valdevy d'un montant correspondant.

Toutefois, il convient de noter que de ce montant doit être retranché le montant du capital restant dû des emprunts attachés au patrimoine et qui s'établissait, au 31 décembre 2022 à 31,1 millions d'euros.
Ainsi, la soulte, c'est-à-dire le montant effectivement payé par la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » pour le rachat du patrimoine, devrait donc s'établir à 3,2 millions d'euros.

Les discussions avec Valdevy se poursuivent actuellement concernant la reprise des personnels affectés à la gestion du patrimoine social du Kremlin-Bicêtre ainsi que l'élaboration d'un protocole de transfert de gestion et un **calendrier**

Accusé de réception en préfecture
094-219403239-20230629-2023062...
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

prévisionnel retenu entre la SCIC HLM « KBH coopérative HLM » et Valdevy prévoit un transfert de jouissance le 1er janvier 2024.

Dans ce cadre je vous invite à délibérer pour mettre en place la reprise du patrimoine et la nouvelle gouvernance de KBH coopérative HLM.

1. Approbation du pacte d'associés de la SCIC HLM

Les partenaires sont convenus de rédiger un pacte d'associés, objet de la délibération 2023-030A prévoyant un contrôle conjoint de la SCIC HLM « KBH coopérative HLM ». Pour rappel, aux termes de l'article L. 423-1-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) les organismes d'HLM peuvent constituer entre eux, afin d'améliorer l'efficacité de leur activité, un groupe d'organismes de logement social, notamment en formant un ensemble de sociétés comportant majoritairement des organismes mentionnés aux mêmes articles L. 411-2 et L. 481-1 de ce code (organisme d'HLM ou SEM agréées), lorsque l'un d'entre eux ou une autre société contrôle directement ou indirectement les autres, que ce contrôle soit exercé seul au sens des I et II de l'article L. 233-3 du code de commerce ou conjointement au sens du III du même article L. 233-3 ;

L'article L.233-3 III. du code de commerce précise :

> *« (…) deux ou plusieurs personnes agissant de concert sont considérées comme en contrôlant conjointement une autre lorsqu'elles déterminent en fait les décisions prises en assemblée générale.»*

Le présent projet de pacte prévoit que la majorité du capital souscrit de la SCIC HLM, soit 51%, est détenu par la Ville, 24,5% par Logial-COOP et 24,5% par le groupe Arcade-VYV et ANTIN RESIDENCE.

La répartition des droits de vote à l'Assemblée générale est ainsi la suivante :

- Le collège « collectivités publiques et leurs groupements » auquel appartient, seule, la Ville, détient 29% des droits de vote ;
- Arcade-VYV, ANTIN RESIDENCE et Logial-COOP détiennent 27% des droits de vote au sein du « collège des organismes d'HLM » ;
- Le collège « personnalités qualifiées », composé de 3 associés détenant chacun une part sociale en vertu d'un prêt de consommation de part sociale, à raison d'un associé par entité partie au pacte (la Ville, Arcade-VYV/ANTIN-RESIDENCE conjointement et Logial-COOP), détient 24% des droits de vote, à raison de 8% par personnalité qualifiée.

Par conséquent, les partenaires disposent conjointement de 80% des droits de vote, répartis de telle manière qu'aucun partenaire ne puisse seul disposer d'une majorité à l'assemblée générale, ce qui correspond à l'esprit du contrôle conjoint.

Au conseil d'administration, il est prévu 18 sièges dont la répartition est la suivante :

- Sept sièges réservés à des candidats désignés en assemblée générale par le collège « collectivités publiques et leurs groupements » ;
- Trois sièges réservés à des candidats désignés en assemblée générale par Logial-COOP ;
- Trois sièges réservés à des candidats désignés en assemblée générale par Arcade-VYV et ANTIN RESIDENCE ;
- Trois sièges réservés aux représentants de la catégorie d'associés « usagers » choisis par les locataires ou accédants de KBH coopérative HLM;
- Un siège réservé à la catégorie d'associé « salariés » ;
- Un siège réservé à l'EPT Grand-Orly-Seine-Bièvre au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat.

Les modifications statutaires nécessaires à la mise en œuvre des ces modalités seront soumises à l'assemblée générale extraordinaire de la société.

Un comité d'orientation stratégique est institué par le pacte d'associés. Ce comité est l'instance exerçant en pratique le contrôle conjoint. Seuls les associés de la SCIC HLM (Ville, Logial-COOP et Arcade-VYV/ANTIN-RESIDENCE) y siègent et l'EPT est invité à y participer à titre consultatif au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat. Sur les sujets d'intérêt stratégique dont la liste est établie à l'article 2 du projet de pacte, **les positions communes établies par le comité d'orientation stratégique sont élaborées par la voie du consensus**.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030C-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

2. Désignation des représentants de la ville à l'assemblée générale et au conseil d'administration de KBH Coopérative HLM

Dans le cadre de la mise en œuvre de la reprise du patrimoine du Kremlin-Bicêtre, il convient de mettre en place la future gouvernance de KBH coopérative HLM dès lors que le pacte d'associés aura été approuvé par l'ensemble des partenaires. C'est l'objet de la délibération 2023-030B.

Il est proposé que le maire représente la Ville au sein de l'assemblée générale.

Par ailleurs, et comme le prévoit l'article 1er du pacte d'associés, il est institué, à l'assemblée générale, un collège des personnalités qualifiées composé de trois associés détenant chacun une part sociale en vertu d'un prêt de consommation de part sociale, à raison d'une personnalité qualifiée par partie au pacte.

La Ville propose que la personne qui la représente au sein du collège des personnalités qualifiées soit XX. En conséquence, la Ville consentira à XX un prêt de consommation d'une part sociale en vue de caractériser la souscription, par ce dernier, d'une participation au capital de la société.

Il appartiendra ensuite aux différents collèges composant l'assemblée générale (à l'exception du collège des personnalités qualifiées) de proposer à cette assemblée la nomination de leurs représentants au sein du conseil d'administration de KBH coopérative HLM.

Il est proposé de présenter les candidats suivant à l'assemblée générale ordinaire, au sein du conseil d'administration, en tant que représentants de la ville où cette dernière dispose de sept sièges réservés :

- Jean-Luc LAURENT
- Christine MUSEUX
- Pauline BALLO
- Jean-Claude BRACQ
- Thérèse LUTAUD
- Hervé MORIZET
- Enrica SARTORI

3. Souscription de 15.270 parts sociales au capital de la SCIC HLM

Les partenaires de la SCIC KBH ont pris des engagements financiers inscrits dans le pacte d'associés (articles 8.2 et 8.3) :

- Logial-COOP apportera un fonds d'amorçage à la SCIC KBH pour un montant maximum de 3 millions d'euros sous forme d'avance en compte courant d'associé pour faire face aux besoins de financements de l'exploitation du patrimoine par la SCIC à son démarrage ;
- La SCIC pourra solliciter un soutien financier auprès d'Arcade-VYV jusqu'à 8 millions d'euros sous forme de prêts participatifs ou d'avances en compte courant d'associé pour le développement de nouvelles opérations ;

A l'occasion du rachat par la SCIC du patrimoine détenu par Valdevy sur le territoire de la commune, il est convenu entre les associés de renforcer l'assise financière de KBH coopérative HLM en augmentant ses fonds propres par la voie d'un apport en capital social.

Ainsi, il est prévu de doter la SCIC KBH de 500 000 euros de fonds propres, en capital souscrit par les associés. Pour rappel, aux termes des dispositions du pacte d'associés, la ville détient 51% du capital social de la SCIC.

Le montant du capital social détenu par la Ville au sein de la SCIC KBH s'élèvera donc, au terme de cette opération, au montant total de 255 000 euros.

Il est donc demandé au conseil municipal d'approuver la délibération 2023-030C qui donne à la Ville une autorisation pour la réalisation de cette souscription financée par un prêt bancaire qui sera contracté par la Ville.

En conséquence je vous propose d'approuver les trois délibérations présentées dans ce rapport.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de M. Jean-François Delage,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite « loi ELAN ») ;
Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 423-1-1 et L. 422-3-2 ;
Vu le Code de commerce et notamment son article L. 233-3 ;
Vu la délibération du conseil municipal n° 2020-130 du 26 novembre 2020, en ce qu'elle approuve la proposition présentée par Logial-COOP et Arcade-VYV et décide de doter la ville d'une SCIC ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030C-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Vu les délibérations du 1er décembre 2020 et du 14 décembre 2020 du conseil d'administration du Kremlin-Bicêtre Habitat portant respectivement un avis favorable et donnant un accord de principe au projet de regroupement de Kremlin-Bicêtre Habitat avec Logial et Arcade Vyv, et la création d'une coopérative HLM par la commune ;
Vu la délibération du conseil municipal n°2020-131 du 26 novembre 2020 approuvant l'acquisition de deux-tiers du capital social de la SCIC HLM et autorise M. le maire ou son représentant à représenter la ville au sein de la société ;
Vu la délibération n°2020-12-15_2154 du conseil territorial Grand Orly Seine Bièvre du 15 décembre 2020 sollicitant auprès du Préfet du Val-de-Marne le regroupement de l'Office Public d'Habitat Kremlin Bicêtre Habitat avec les partenaires Logial et Arcade-Vyv ;
Vu la délibération du conseil d'administration de Valdevy du 3 mars 2021 relative à un accord de principe favorable de sortie du patrimoine du Kremlin-Bicêtre ;
Vu la délibération du conseil d'administration de Valdevy du 17 avril 2023 relative à l'offre de rachat de 1963 logements locatifs, 833 emplacements de parking, 29 locaux à usage commercial ainsi que le siège de l'agence ;
Vu la délibération du conseil d'administration de la société Logial-COOP en date du 7 juin 2023 relative à la signature du pacte d'associés de contrôle conjoint ;
Vu le projet de pacte d'associés de contrôle conjoint concernant la SCIC HLM KREMLIN-BICETRE HABITAT COOPERATIVE HLM permettant son intégration au groupe d'organismes de logement social « GROUPE ARCADE-VYV » au sens de l'article L. 423-1-1 du CCH ;

Vu la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (Mme Bocabeille, M Raymond, M Tapa, Mme Etienne, M Delage, Mme Defrance) et 4 ne prenant pas part au vote (M Zinciroglu, Mme El Krete, Mme Museux, M. Traoré),

Monsieur le Maire s'étant retiré de la séance durant la présentation et le vote du rapport,

Après en avoir délibéré, par 17 voix pour (M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, Mme DEFRANCE), 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. ZINCIROGLU, M. RUGGIERI, Mme COUTO, Mme CHIBOUB, Mme EL KRETE) et 3 ne prenant pas part au vote (Mme AZZOUG, M. TRAORE, Mme MUSEUX),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver la souscription de 15.270 (quinze mille deux cent soixante-dix) parts sociales d'un montant nominal de 10 (dix) euros de la SCIC HLM « KBH coopérative HLM », pour un montant total de 152.700 (cent cinquante-deux mille sept cent) euros, représentant 51% du capital souscrit de la société à capital variable, à l'issue et sous réserve de l'augmentation de capital de la société nécessaire à cette souscription.

Article 2
D'inscrire au budget 2023 les crédits correspondant à la première échéance de libération des parts sociales, en dépenses d'investissement au chapitre 26 – Participations et créances rattachées financières - compte 266 – Autres formes de participations - fonction 70 – Logements – Services communs.

Article 3
D'autoriser M. le Maire ou son représentant à réaliser toute opération et signer tout acte nécessaire à cette souscription.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030C-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-030C-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Le Kremlin Bicêtre

RAPPORT D'ACTIVITES DES SERVICES DE

LA VILLE DU KREMLIN-BICETRE ANNEE 2022

Mot du maire

C'est avec un immense plaisir que nous vous présentons le rapport d'activités de la mairie pour l'année 2023. Ce document reflète l'engagement de l'équipe municipale en matière de transparence ainsi que la responsabilité et la volonté constantes que nous avons d'améliorer la qualité de vie dans notre belle commune.

Ce rapport est un outil utile et précieux pour les chefs de service et les directeurs ainsi que pour les élus de l'équipe municipale, qui nous permet d'avoir en quelques pages une synthèse du fonctionnement de notre ville et d'identifier facilement les points pour lesquels un *satisfecit* peut être donné et ceux pour lesquels nous devons renforcer notre action. C'est un outil de pilotage, un carnet de bord de l'administration communale qui nous permet d'évaluer objectivement l'activité de l'administration. La complémentarité entre analyse quantitative et qualitative dresse un panorama exhaustif des missions remplies par la collectivité.

La deuxième édition du rapport d'activités des services de la ville du Kremlin-Bicêtre nous montre en effet l'étendue des missions remplies par la commune au service des Kremlinois. Il met en évidence le fait qu'au-delà des actions nouvelles qui sont menées et des réalisations programmatiques de l'équipe municipale, plus de 500 agents travaillent au quotidien pour rendre des services essentiels à la population. L'architecture de ce rapport recoupe les trois grandes catégories d'action correspondant à l'organisation de la direction générale : **1/** les services à la population, qui regroupent l'ensemble des actions sociales, éducatives, culturelles, sportives ainsi qu'en matière de santé ; **2/** les services techniques, qui regroupent l'ensemble des services relatifs à l'entretien de l'espace public (propreté urbaine, espaces verts, mobilités-voirie), le garage, le commerce ainsi que l'urbanisme et l'habitat ; **3/** les services « ressources » c'est-à-dire l'ensemble des services qui permettent à la mairie de fonctionner au quotidien (finances, ressources humaines, marchés publics, secrétariat général, systèmes d'informations) ainsi que le service relation-citoyens qui traite les demandes émanant de nos concitoyens (état civil, mariage, passeport et CNI, Compte Citoyen et facturation).

Ce rapport nous rappelle également que si les communes assument toujours davantage de missions pour répondre aux besoins des citoyens ainsi qu'à leurs demandes légitimes, nous devons faire plus avec toujours moins de moyens. Nos communes sont confrontées depuis plusieurs années à un effet ciseau dévastateur : **1/** d'un côté l'Etat réduit son soutien financier ainsi que son appui à de nombreux projets d'investissements, (pour la ville du Kremlin-Bicêtre, ce sont près de 13 millions d'euros de recettes cumulées en moins pour la Ville depuis 2014 suite à la baisse de la dotation globale de fonctionnement) ; **2/** d'un autre côté l'Etat retire progressivement leur autonomie fiscale aux communes par la suppression de la taxe d'habitation qui, bien qu'elle soit aujourd'hui compensée mais sans assurance qu'elle le sera toujours demain, prive les communes de toute dynamique fiscale qui aurait permis de dynamiser les recettes et donc de mener davantage d'actions. C'est pour cela que le 13 décembre dernier nous avons lancé la protestation « mairie en colère » avec l'association des maires du Val-de-Marne afin d'alerter dans cet « Appel du Kremlin-Bicêtre » les services de l'Etat sur les difficultés rencontrées par

les communes pour assurer leurs missions de service public.

Malgré cela, nous avons mené nombre d'actions qui nous ont conduit parfois à nous substituer à la puissance publique dans l'exercice de ses prérogatives : mise en place du bouclier communal puis d'un chèque énergie pour accompagner financièrement les foyers modestes, ouverture d'un centre de vaccination communal pour favoriser la couverture vaccinale sur notre commune, etc… Ainsi le rapport d'activité pour l'année 2022 témoigne de l'engagement sans faille de l'administration de notre commune et de chacun de ses agents au service des Kremlinois que tous les agents de notre ville soient remerciés. Contribuer à la bonne marche des services communaux c'est participer à la construction d'une République de proximité, visible, à l'écoute et soucieuse d'accompagner les citoyens dans leur vie quotidienne.

Je suis fier du travail accompli au cours de l'année 2022 et que ce rapport met en lumière, au service de tous les Kremlinois.

Jean-Luc Laurent
Maire du Kremlin-Bicêtre

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES SERVICES A LA POPULATION

A. Direction des Solidarités et de la Santé

La Direction des solidarités et de la santé a pour principale mission l'action sociale au Kremlin-Bicêtre. Elle agit notamment via des dispositifs d'aide financière, mais surtout au regard des structures d'accueil qu'elle anime au quotidien au service des Kremlinois.

Parmi ces structures, le CCAS du Kremlin-Bicêtre, qui apparaît comme un interlocuteur de proximité, est souvent sollicité par des Kremlinois pour des demandes relevant d'autres acteurs des solidarités Cela conduit à une augmentation des sollicitations adressées au service. Les travailleurs sociaux de la Ville ont reçu 187 familles, les principales thématiques travaillées sont : le budget, le logement, la famille.

Pour permettre aux retraités de rester à leur domicile dans les meilleures conditions, en conservant leurs habitudes, en maintenant le lien social et la participation à la vie locale, des agents sociaux (auxiliaires de vie et agents chargés du portage de repas) interviennent au quotidien auprès de 120 bénéficiaires, pour leur livrer les repas préparés par la Ville ou assurer l'entretien de leurs logements.

L'année 2022 a été marquée par la fermeture du centre municipal de vaccination le 1er avril, qui avait pris place un an auparavant dans une partie des locaux du centre social. Cela a nécessité une forte adaptation de l'équipe du centre social, qui a su se réorganiser pour maintenir des activités pendant la période de vaccination.

Forte de son expertise, la Direction des solidarités et de la santé a été étroitement associée à de nouveaux projets qui ont vu le jour en 2022.

Le Conseil des jeunes a été constitué fin 2022, avec l'appui du Point information jeunesse. Cette nouvelle instance de concertation, composée d'un maximum de 25 jeunes de 16 à 25 ans, permet de donner une voix aux jeunes et de les impliquer dans la vie de leur Ville. Le Conseil de jeunes a pour mission de représenter les jeunes auprès des institutions locales, de proposer des initiatives et des projets à mettre en place dans la Ville, ou encore de participer à la vie associative en organisant des événements et des actions pour les jeunes. Le PIJ a contribué a participé dans ce cadre aux différentes réunions de travail sur la création et l'élaboration du dispositif.

Le PIJ a également assuré la mise en œuvre des deux jurys de la bourse de l'émancipation. Cette bourse municipale permet de soutenir financièrement les projets d'émancipation des jeunes, qu'ils soient liés à leur scolarité, à un projet de formation, à devenir autonome par l'accession au permis de conduire ou liés à un investissement. La mise en place d'une telle bourse permet aux jeunes de concrétiser leurs projets, de s'émanciper et de développer leur créativité. En 2022, 8600 € ont été alloués pour un total de 38 projets portés par des jeunes.

L'année 2022 a également permis d'amorcer un travail de réflexion autour du projet social de la Ville, tant pour le CCAS que dans la feuille de route du centre social. Plusieurs temps de travail ont eu lieu et se poursuivent en 2023. La saison à venir constituera un moment important dans la vie des structures avec le renouvellement du projet social qui, sur la base d'une réactualisation du diagnostic de territoire et à travers l'expression des habitants, permettra d'identifier les problématiques prédominantes ainsi que les priorités d'intervention en lien avec les nouveaux besoins exprimés des publics au regard notamment de la crise sanitaire.

Action sociale

1. Actions

Le CCAS, à travers son service Action sociale a non seulement un rôle clé en termes d'accès aux droits, mais également un rôle décisif d'accompagnement social auprès des Kremlinois.

Cette approche individuelle passe notamment par le calcul au plus juste du reste à vivre du foyer, permettant d'étudier avec lui sa situation à un instant précis, de l'aider à se projeter dans l'avenir, ou encore de gagner en

estime de soi.

A l'heure de la généralisation des actes dématérialisés, sa proximité lui permet d'avoir des échanges précieux avec les personnes ainsi qu'une approche globale de leurs besoins sociaux. Le service joue un rôle de premier accueil social inconditionnel, d'information et d'écoute. Les professionnels sont en lien avec de multiples acteurs locaux vers lesquels ils peuvent orienter les Kremlinois : conseil départemental, services déconcentrés de l'Etat, associations, mais aussi fournisseurs d'énergie, bailleurs sociaux, etc.

Pour une meilleure cohérence dans l'octroi des aides et une lisibilité auprès des publics concernés, le service participe à des rencontres inter-partenariales.

Missions obligatoires :

Dans le cadre de l'aide sociale « légale », le CCAS est chargé de la pré-instruction des dossiers de demandes d'aides sociales pour le compte des organismes dont la mission est de les mettre en œuvre.

Le service Action sociale effectue alors l'interface pour les dispositifs en lien avec la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) ; les demandes d'aides sociales concernant les placements de personnes âgées et de personnes en situation de handicap, ainsi que les demandes de mise en œuvre des obligations alimentaires ; les demandes de revenu de solidarité active (RSA) ; les demandes d'aide médicale d'État ; les demandes de domiciliation administratives.

Actions facultatives :

Comme pour ses missions obligatoires, le CCAS est également l'intermédiaire des dispositifs mis en place avec les partenaires sociaux, dont le lien de proximité est primordial : Fonds de Solidarité Habitat pour l'aide à l'énergie, point numérique CAF, dispositif Véolia pour l'aide au paiement de la consommation d'eau.

Par ailleurs, contrairement aux dispositifs d'aide sociale légale pour lesquels les critères d'attribution et les justificatifs à produire relèvent de lois et de décrets, le CCAS a davantage de latitude avec ces aides facultatives. De surcroit, la précarité ne se limitant pas aux minima sociaux les aides déployées au service de l'action sociale du CCAS complètent, voire pallient, avec souplesse les carences des dispositifs légaux : aide alimentaire ; secours ; accompagnement social individuel et individualisé ; interventions sociales d'intérêt collectif ; implication dans les projets municipaux.

<u>Différents projets ont été menés</u> :

- Soutien à 10 familles ukrainiennes : liens avec l'association Alteralia, rapprochement des familles avec les dispositifs mis en places, diagnostics sociaux, aide à l'accès aux droits...
- La lutte contre les violences faites aux femmes.
- Le bouclier communal

- Chèque énergie : 149 bénéficiaires au 31 décembre 2022, pour un montant global de 6 905 €.
- Le projet d'épicerie sociale et solidaire : 6 réunions du comité de pilotage, rédaction et suivi de l'appel à manifestation d'intérêt, audition des candidats et suivi à posteriori, liens avec l'Association Nationale de Développement des Epiceries Solidaires (ANDES).

- Les corbeilles gourmandes de fin d'année : 130 corbeilles sucrées distribuées aux bénéficiaires de l'aide alimentaire et aux personnes accompagnées par le travailleur social.
- Permanences des partenaires :

- CAF : 10 permanences effectuées par les travailleurs sociaux spécialisés 24 Kremlinoises reçues en proximité
- CPAM : 12 permanences du chargé de mission (instruction de l'AME Aide Médicale d'Etat uniquement) et 47 Kremlinois concernés
- Ecrivains publics du centre social (1er semestre) : 24 permanences (10 en 2021) pour 288 Kremlinois inscrits (125 en 2021) et 223 aidés (89 en 2021)

- Présentation du projet de service
- Participation au groupe de travail sur la santé mentale piloté par l'UNCCAS

- 1ère Nuit de la solidarité métropolitaine au Kremlin-Bicêtre : Opération de dénombrement des personnes sans-abri pour la nuit organisée par la Métropole du Grand Paris et l'APUR.

2. Données chiffrées

- Flux du public : 6 000 prises en charge
- Nombre de réunion du conseil d'administration : 5
- Nombre d'actes délivrés : 20 délibérations
- Nombre de réunion de la commission permanente : 8

Données chiffrées et éléments d'analyse relatifs aux aides sociales légales :

	2021	2022	évolution
instruction du RSA	38	31	**-18,4%**
obligations alimentaires	37	15	**-59,5%**
aide médicale de l'Etat	105	70	**-33,3%**
dossiers de la Maison Départementale des Personnes Handicapées	6	13	**116,7%**
aides sociales (hébergement et service ménager à domicile)	26	13	**-50,0%**
domiciliation administrative	65	77	**18,5%**

Les demandes d'aides sociales varient aléatoirement d'une année à l'autre.

L'accès aux droits se réalise de plus en plus en autonomie, via le site internet de la CAF : - 81,5 % d'instruction au service depuis 2017.

Pour l'AME (Aide Médicale d'Etat), les demandes peuvent être effectuées auprès des services sanitaires et sociaux du département, des associations agréées (Dom'asile par exemple) et d'établissements de santé (Permanence d'accès aux soins de l'Hôpital).

C'est l'association Emmaüs Solidarité qui effectue la domiciliation administrative pour le compte du CCAS : un premier entretien effectué par les agents de l'action sociale permet d'établir le lien avec la commune (emploi, hébergement chez un tiers ou scolarisation des enfants). 83 % des personnes à qui les agents du CCAS ont remis une fiche d'orientation à l'issue de l'entretien étaient hébergées (chez des particuliers - famille ou non - ou à l'hôtel) et 17 % sans domicile fixe. 40 % des Kremlinois orientés par le CCAS auprès d'Emmaüs solidarité ont finalisé la démarche auprès de l'association (57,5 % en 2021).

Si 77 Kremlinois ont bénéficié de la domiciliation administrative, 21 Kremlinois sont sortis du dispositif (28 en 2021).

Données chiffrées et éléments d'analyse relatifs aux aides sociales facultatives concernant les dispositifs mis en place pour les partenaires sociaux :

	2021	2022	évolution
Fonds de Solidarité Habitat pour l'énergie	145	128	**-11,7%**
point numérique CAF	73	51	**-30,1%**
Eau solidaire	4	10	**150,0%**

58 % des foyers aidés au titre du **Fonds de Solidarité Habitat pour l'énergie** résidaient sur le bas de la ville (61 % en 2021) qui concentre le plus de logements anciens et/ou insalubres.

Probablement dû à l'augmentation de la part de l'énergie dans le budget des familles, 53 % des foyers ayant bénéficié d'une aide auprès de ce fonds ont utilisé le dispositif dans son maximum (40 % en 2021).

Les Kremlinois ont utilisé le **point numérique CAF** de manière autonome. Cependant, les agents d'accueil et d'instruction ont accompagné 51 utilisateurs dans leurs démarches de consultations de compte et des

impressions d'attestation.

- Données chiffrées et éléments d'analyse relatifs aux aides sociales facultatives inhérentes à l'action sociale du CCAS :

	2021	2022	évolution
Aides en hygiène et alimentation			
Nombre de foyers	240	247	**2,9%**
Montant annuel approximatif	72 984 €	121 640 €	**66,7%**
Aide de fin d'année	3 315 €	5 380 €	**62,3%**
Aides financières			
Nombre de foyers	6	19	**216,7%**
Montant annuel approximatif	2 110 €	6 981 €	**230,9%**

19 foyers ont sollicité une aide financière
95 % avaient des ressources situées en dessous du seuil de pauvreté (50 % en 2021).
47,5 % d'entre eux percevaient des revenus issus du travail (salaire, pôle emploi, retraite),

- Quelques données chiffrées et analyse concernant le travailleur social :

  Le travailleur social a reçu 187 familles renforcé (au-delà de 6 entretiens – 34 % en 2021).

  Dès le premier entretien, 48,5 % des Kremlinois rencontrés présentaient un cumul de problématiques (près de 33 % en 2021).

  4 % des Kremlinois rencontrés étaient agents communaux (8 % en 2021).

Cohésion sociale

1. Actions

La Direction des solidarités et de la santé a pour principale mission l'action sociale au Kremlin-Bicêtre. Elle agit notamment via des dispositifs d'aide financière, mais surtout à travers les services et les structures d'accueil qu'elle anime au quotidien.

Centre social Germaine Tillion

Parmi les structures d'accueil, le centre social municipal Germaine-Tillion, structure de proximité des quartiers « politique de la ville », est un outil indispensable au développement social et urbain du territoire. Le Centre a pour objectif de rompre l'isolement des habitants, prévenir et réduire les exclusions, renforcer les solidarités entre les personnes en les intégrant dans des projets collectifs, leur permettant d'être acteurs et d'assumer un rôle social au sein d'un collectif sur le territoire.

Son activité s'articule avec les orientations définies et doit permettre de :

- favoriser l'accès aux droits pour tous et l'insertion sociale,
- favoriser le lien social, le bien-être, la convivialité et rompre l'isolement ;
- favoriser l'action familiale éducative et culturelle ;
- favoriser l'implication citoyenne et faire du centre social un lieu d'échange, de socialisation, d'émancipation et de participation à la vie de la Cité.

La structure a pour missions d'améliorer les conditions de vie des Kremlinois au travers d'activités sociales, éducatives, culturelles et familiales, répondant aux besoins des publics.

Elle constitue un levier pour répondre à l'intérêt individuel (services et activités), collectif (projets), général (citoyenneté, participation à la vie de la Cité), en accompagnant la mobilisation et l'implication des habitants.

Les actions du centre social s'inscrivent dans les missions générales des centres sociaux précisées par la circulaire CNAF de juin 2012. Ces derniers doivent être :

- un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale ;
- un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets : il prend en compte l'expression des demandes et des initiatives des usagers et des habitants, et favorise la vie sociale et la vie associative.

Afin de répondre à ce cadre d'intervention, le centre social s'appuie sur les fonctions suivantes :

- accueillir et écouter des usagers-habitants, des familles et des groupes ou des associations ;
- assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés ;
- développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire ;
- développer la participation et la prise de responsabilité par les usagers et les bénévoles ;
- organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'intervention prioritaires.

L'activité du centre social s'appuie sur un projet pluriannuel (projet social) construit à partir d'un diagnostic territorial partagé.

Accès aux droits et insertion sociale

- Permanence d'accès aux droits – Association Rédige Assistance

L'association Rédige assistance assure une permanence gratuite hebdomadaire d'écrivain public de au centre social, depuis mars 2011. Ce service de proximité, de plus en plus sollicité par les usagers démunis face à la complexité des démarches administratives, offre un soutien aux Kremlinois éprouvant des difficultés pour rédiger des documents dont l'étendue est très diversifiée, courriers administratifs, Curriculum Vitae, lettre de motivation, constituer un dossier administratif quel qu'il soit (retraite, endettement, santé, logement, état-civil, couverture maladie, emploi, prestations retraites, séjour et droits des étrangers, etc.

L'association travaille également en étroite collaboration avec la Maison de la Justice et du Droit de l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, l'ADIL, UFC Que Choisir 94, etc.

- Cours de Français Langues Etrangères et Alphabétisation (FLE et Alpha) animés par le Secours catholique

Il s'agit de favoriser le bien être des nouveaux arrivants dans la vie de la commune à travers l'apprentissage du français. 4 cours différents sur deux séances par semaine sont assurés au centre social. Il s'agit d'un cours d'alphabétisation/post-alphabétisation et de 3 cours de français pour des personnes scolarisées dans leur pays d'origine (FLE débutants, FLE intermédiaires, FLE avancés). Des cours sont également assurés le soir à la MCVA par une autre équipe du Secours catholique.

- Permanence d'accès aux droits - Confédération Générale du Logement (CGL)

Installée depuis 2014, une permanence mensuelle et sans rendez-vous est assurée au Centre Social.

Le rôle de la CGL consiste à accueillir, informer et conseiller sur les droits en matière de logement, quel que soit le bailleur : les charges, le bail, l'état des lieux, de dépôt de garantie, les réparations locatives, la location en meublé, les questions liées à l'insalubrité, etc. Ces conseils sont gratuits.

- Permanence culture du cœur d'accès à la pratique et à la diffusion culturelle pour tous

L'action Culture du Cœur se matérialise par la mise en place de permanences hebdomadaires sans rendez-vous. Les usagers sont accompagnés dans leurs démarches (inscription, utilisation du site internet, réservation etc.), par une bénévole et l'agent référent du dispositif au centre social.

Actions éducatives, familiales et de soutien à la parentalité

- Accompagnement aux devoirs et à la lecture

Le centre social du Kremlin-Bicêtre propose de l'accompagnement aux devoirs et à la lecture aux enfants scolarisés dans les écoles de la ville. Ces ateliers sont animés par 11 bénévoles et se déroulent le mardi et le jeudi à la fin de l'école.

- Sorties familiales, culturelles et intergénérationnelles :

Sorties culturelles, en plein air et/ou ludiques, proposées tout au long de l'année. 4 Sorties proposées : Musée

du Louvre, Institut du Monde arabe, Théâtre des quartiers d'Ivry, musée du Luxembourg

- Profil BAS (en lien avec la compagnie des oiseaux de nuit)

Sensibilisation des parents et des enfants au harcèlement scolaire, à travers le théâtre forum, afin de permettre aux familles de réfléchir collectivement à cette problématique, libérer la parole des participants et favoriser les échanges et les débats.

- Parcours parentalité (en lien avec l'ECAM)

Création d'un parcours de médiation et découverte culturelle autour de la parentalité pour les familles du centre social à travers des visites d'exposition de spectacles et de rencontres d'artistes en lien avec l'ECAM. 2 spectacles ont été proposés

Activités socioculturelles et conviviales

- De fil en aiguille

Atelier d'entraide solidaire autour du textile pour mobiliser les personnes dans une démarche d'insertion sociale et soutenir l'économie ménagère et solidaire.

Il s'agit de proposer un sas d'entrée attractif pour des personnes en rupture de lien social ainsi que plusieurs ouvertures pour compléter la fonction de renforcement du lien social du projet : mixité avec les autres ateliers du centre, sorties (ex : musée du stylisme, marché de tissus, etc.), rencontre d'autres groupes sur le territoire et projets commun. L'atelier ne se limitera pas à l'atelier solidaire, mais intègrera des actions de prévention/information permettant de développer un projet global construit dans le temps à travers de multiples leviers

- Entrez dans la danse

Atelier danse dont les objectifs sont de faire participer toutes les générations, d'inclure différents types de public issus des divers quartiers, de répondre à des enjeux de santé, de bien-être, de confiance en soi, de conscience de soi, d'estime de soi et de créer une culture commune territoriale tout en confortant les liens parents et enfants et entre parents et/ou adultes.

- Ateliers dessins-arts plastiques

Atelier permettant de découvrir les techniques du dessin, de la peinture, du collage pour les petits comme les grands.

- La pause kremlinoise

Espace convivial d'échange et d'écoute autour d'un café entre habitants et agents du centre social, dans le but de favoriser l'envie de faire, de vivre ensemble des habitants, se retrouver lors de temps conviviaux et de partage et échanger sur des sujets du quotidien (parentalité, éducation, vie du quartier, accès aux droits), recueillir la parole des habitants et faire émerger des initiatives collectives.

- Vacances d'été

Le centre social propose pendant les vacances d'été une programmation spécifique afin de permettre aux habitants de profiter de sorties pendant toute la période des vacances à travers une programmation co-construite avec eux.

9 sorties proposées : 4 bases de loisirs, 3 sorties mer, 2 sorties culturelles

2. Données chiffrées

Au cours de l'année 2022, le centre social a accueilli plus de 3 000 visiteurs (hors fréquentation des actions collectives ou d'accès aux droits). Les trois tranches d'âge les plus représentées sont les suivantes : 40 ans et plus (51 %) ; 25 à 39 ans (36 %) ; moins de 25 ans (13 %).

Le public féminin est le plus représenté avec 65,1 % des visites. Quant au public masculin, il représente 34,9 % des visites.

Le centre social a également répondu à plus de 1 200 demandes d'information par téléphone. Plus de 750

personnes différentes ont participé aux actions du centre.

Médiation locale et politique de la Ville

1. Actions

La politique de la ville vise à assurer l'égalité entre les territoires, lutter contre les exclusions et améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers dits « prioritaires ». Les partenaires contractuels (Etat, collectivités, bailleurs, organismes publics et privés) agissent pour ces quartiers et leurs habitants à travers le contrat de ville qui définit les priorités pour le territoire, les actions à mettre en œuvre et les moyens consacrés par chacun sur les volets : social, urbain et économique.

L'ensemble des politiques publiques dites «de droit commun » sont mobilisées pour permettre la mise en œuvre du contrat et du projet de territoire.

Enjeux et objectifs relatifs à l'animation des dispositifs et au positionnement du service :

Développer le cadre d'actions approprié pour un développement concerté des quartiers de la ville sous l'impulsion du service **:**

- Impulser des actions locales et développer de nouveaux outils pour répondre aux besoins identifiés
- Mettre en adéquation les actions développées au niveau du territoire avec les initiatives développées localement
- Coordonner les actions des acteurs locaux en matière de politique de la ville et de développement social urbain et développer la logique partenariale et transversale.

Structurer le réseau des acteurs locaux :

- Favoriser l'interconnaissance réciproque des acteurs et de leurs actions
- Mobiliser et impliquer les acteurs locaux sur les dispositifs de la Politique de la ville en recherchant la mutualisation des moyens
- Impulser une réflexion partagée et coordonnée sur les projets à mener dans le cadre des axes et thématiques priorisées par la Municipalité

Poursuivre l'articulation des actions territoriales avec les actions développées dans le cadre de la Politique de la Ville :

- En amont : collaboration sur l'identification des besoins et des actions à mener (diagnostic partagé, veille sur les thématiques et problématiques en lien avec observatoire).
- En aval : collaboration sur l'évaluation des actions.

Enjeux de territoire et objectifs identifiés par le service pour le secteur renforcé par la médiation locale sur la base du Projet urbain de cohésion sociale et des orientations municipales.

Enjeux liés à l'accès aux soins

- Lutter contre le non recours, améliorer l'accès aux droits et l'accès aux dispositifs de santé existants
- Développer des actions de prévention, d'éducation et de médiation santé.

Enjeux liés à l'emploi et l'insertion professionnelle (angle de la proximité)

- Favoriser le repérage, l'accueil, l'information et l'accompagnement de premier niveau pour cibler les personnes non connues du service public : développement des accueils en service public d'information et d'orientation sur les dispositifs emploi et insertion disponibles sur le territoire (à travers les services à la population).

Enjeux liés à l'éducation et la parentalité

- Renforcer les actions de soutien à la parentalité et le développement des liens écoles/familles.
- Renforcer le développement des actions de prévention et de lutte contre le décrochage scolaire.
- Favoriser l'accès à la culture comme levier d'éducation : action de médiation culturelle (ateliers de sensibilisation, constructions visites guidées, projets pédagogiques et de médiation, accompagnement des actions des associations culturelles).
- Développer la continuité éducative et prévenir les ruptures scolaires : actions sur la communication non violente, contre le harcèlement scolaire, sur la prévention des violences et incivilités ; valorisation des pratiques culturelles et sportives.

Enjeux liés au cadre de vie, à la tranquillité et à la prévention de la délinquance

- Renforcer les actions de prévention et de médiation sous toutes ses formes ainsi que l'accueil et l'accompagnement des publics : danger d'internet et des réseaux, sociaux, laïcité…
- Favoriser les actions de GUP et impliquer les habitants dans leur cadre de vie : accompagnement et soutien aux projets collectifs et/ou citoyens (mise en réseau, montage, ressources)

Le pilotage de la politique de la ville est assuré par l'Etablissement Public Territorial 12 qui s'appuie sur le projet urbain de cohésion sociale actualisé en 2015 pour la signature du Contrat de Ville 2015-2022 ainsi que des référents locaux. Il concerne pour la ville, les quartiers prioritaires Schuman Bergonié et les quartiers de veille active Martinets et Barnufles.

Le service médiation et Politique de la ville anime **les outils d'intervention de la politique publique** et s'appuie sur une équipe de médiateurs et d'acteurs locaux pour développer et accompagner des projets répondant aux besoins et problématiques des habitants.

Des crédits spécifiques de la politique de la ville de l'Etat :

- Le programme 147 basé sur les priorités de l'Etat (emploi, réussite éducative et parentalité, accès aux droits, participation citoyenne des habitants, égalité entre les femmes et les hommes)
- Le dispositif « ville vie vacances » qui permet aux jeunes des quartiers prioritaires âgés de 11 à 18 ans ne partant pas en vacances de bénéficier d'activités culturelles, civiques, sportives et de loisirs ainsi que d'une prise en charge éducative durant les vacances scolaires
- L'appel à projet culturel et lien social qui favorise des projets culturels et artistiques exemplaires et innovants à destination des populations des quartiers prioritaires de la politique de la ville

Des crédits liés à des dispositifs ou crédits de droit commun fléchés politique de la ville

- Les BOP 104 et 163 de l'Etat financent respectivement des actions formations linguistiques, de formation civique, des mesures d'accès aux droits des primo-arrivants et des actions locales en direction de la jeunesse, de l'éducation populaire sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes - Le FIPD (Fonds Interministériel de prévention de la délinquance) permet la mise en œuvre des orientations prioritaires définies par la stratégie nationale de prévention de la délinquance.
- Le dispositif TFPB de l'Etat permet aux bailleurs de traiter les besoins spécifiques des quartiers prioritaires en y renforçant leur intervention au moyen d'actions spécifiques (tranquillité, participation, cadre de vie, entretien, lien social. Pas de plan d'actions proposées par le bailleur Valdevy sur l'année 2022 malgré un diagnostic en marchant.
- Le dispositif encouragement aux initiatives de proximité du Val de Marne vise à améliorer le cadre urbain, accompagner la réussite scolaire, faciliter l'accès à la pratique culturelle et assister les personnes en difficulté.
- Le fond de soutien aux initiales locales et le label action innovante de l'EPT financent des micro-projets contribuant au renforcement du lien social dans les quartiers.

Ces outils d'intervention sont animés localement par le service Politique de la ville qui s'appuie sur les acteurs locaux (services municipaux, associations, établissements et organismes publics) pour développer et accompagner des projets répondant aux besoins et problématiques repérés.

Le service est perçu par les acteurs du territoire comme une ressource et un appui en matière de projets DSU. Il s'appuie notamment sur :

- les différents services de la ville aux actions structurantes
- des projets innovants des ressources associatives de la ville et du territoire
- des partenaires aux champs d'interventions et aux compétences variées (santé, emploi).

L'année 2022 a vu la structuration d'un volet médiation associé au service politique de la ville avec le recrutement d'une médiatrice socioéducative et d'un médiatrice prévention/Santé. La première est localisée au PIJ pour favoriser une complémentarité avec les agents notamment sur le développement des liens écoles/familles, la continuité éducative et la prévention des ruptures scolaires. La deuxième est localisée au centre social, lieu ressource pour favoriser les initiatives de DSU, renforcer les solidarités et développer des actions de prévention santé.

Les deux favoriseront un travail transversal avec les services et permettront de répondre aux différents enjeux des politiques publiques locales en matière de santé et d'éducation. Les médiateurs s'appuieront sur des actions

visant à faciliter les rencontres avec les publics et un travail de prévention sur la base d'un travail de diagnostic (en cours) avec les partenaires du territoire.

Point Information Jeunesse

1. Actions

Le PIJ appelé SIJ (Structure Information Jeunesse) depuis 2018, est rattaché à la direction de la Cohésion Sociale depuis 2020. Son rôle de médiation vis-à-vis des jeunes et de leur entourage a pour ambition d'informer et d'accompagner les jeunes dans leurs démarches et leurs projets. Cela contribue à renforcer la cohésion sociale en favorisant l'inclusion et la participation des jeunes.

Le PIJ renforce et légitime la cohérence de son champ d'action sur le volet accès aux droits et développement social en direction du tout public (les plus de 30 ans représentent plus de 30 % de notre fréquentation). Il peut ainsi continuer à travailler en collaboration avec d'autres acteurs et structures de droit commun et de proximité (centre social, CCAS, Maison de justice et du droit…), de l'éducation, de l'emploi, de la culture, etc., afin de proposer une offre de services complète et adaptée aux besoins des jeunes.

Espace d'accueil généraliste de l'information ouvert à tout public. Il accompagne les jeunes Kremlinois âgés de 15 à 30 ans dans tous les sujets qui les intéressent ou les concernent dans leur vie quotidienne et l'exercice de leurs droits suivant plusieurs modalités : orientation/ études, métiers et formations, jobs et emploi – stages, alternance, formation continue, logement - santé - vie pratique, initiatives et projets, loisirs - vacances – sports, partir en Europe et à l'étranger, venir en France, etc.

La disponibilité des agents du PIJ est large en proposant systématiquement des horaires flexibles pour répondre aux besoins des jeunes et des familles. L'accueil est gratuit, anonyme, personnalisé et sans rendez-vous. Le Point Cyb, espace public numérique, propose un accès internet à tous et favorise l'accès et l'appropriation des outils multimédia par la mise en place d'un suivi personnalisé sur de nombreuses thématiques : E-administration, accès aux différents téléservices, CV, lettre de motivation, préparation d'entretien, initiation à des logiciels spécifiques…

Des sessions d'information ont été organisées sur des thématiques variées, telles que l'orientation scolaire et professionnelle, les dispositifs de formation, les métiers de demain, les droits et les devoirs des jeunes, etc. Les supports d'information ont été mis à jour régulièrement pour rester pertinents et actualisés.

Le PIJ/Point Cyb et le réseau EURODESK sont deux entités labellisées dans le cadre d'une contractualisation entre la Ville et l'Etat, contrat qui apporte des engagements réciproques entre les partenaires signataires en matière d'accueil, d'information et de développement de projets transversaux.

En proposant un accueil aux horaires flexibles et un accompagnement dans de nombreux domaines et pour toutes sortes de démarches, le PIJ a pour vocation de :

- Faciliter l'accès à l'information et la médiation
- Favoriser l'égalité des chances
- Favoriser l'insertion professionnelle
- Promouvoir l'inclusion numérique
- Encourager la participation citoyenne
- Favoriser la mobilité internationale
- Contribuer au développement local
- Développer des projets transversaux
- Accompagner les jeunes via le dispositif SOS Rentrée
- Accompagner et financer l'Aide au Projet BAFA (budget 3650 euros)
- Organiser des sessions de Formation PSC1 (budget 1350 euros)
- Le partenariat ville/Lycée avec Darius-Milhaud et Pierre-Brossolette
- Organiser des opérations Jobs DATING en partenariat avec la Mission locale et le pôle emploi Villejuif
- Organiser des stages pré-bac

- Participer à la mise en place du Conseil de jeunes
- Organiser la bourse pour l'émancipation (budget : 8600 euros)

2. Données chiffrées

Au cours de l'année 2022, le PIJ a accueilli plus de 2 975 visiteurs.

Les trois tranches d'âges les plus représentés sont les 30 ans et plus (31 %), les 15 à 17 ans (26 %), les 18 à 20 ans (22 %).

Le public féminin est le plus représenté avec 52 % des visites. Il est important de signaler que la majorité des demandes du public nécessitent l'utilisation de l'outil numérique. Il faut également préciser que seul 5 % du public est entièrement autonome. 63 % des usagers ont été pris en charge via un entretien.

Le PIJ a également répondu à plus de 1 000 demandes d'information par téléphone, courriel ou courrier. Plus de 150 jeunes ont participé aux ateliers et aux projets organisés par le PIJ.

Seniors

1. Actions

L'enjeu des politiques en faveur des personnes âgées doit aboutir à ce que les personnes âgées, même fragilisées par la dépendance, conservent la possibilité d'exercer pleinement leurs droits et que leur intégration au tissu social soit préservée. Il en est de même de la lutte contre l'isolement et le maintien de l'autonomie des seniors.

Afin d'offrir aux retraités kremlinois un service cohérent et complet pouvant répondre à leurs besoins dès leur retraite, des travaux d'aménagement ont été réalisés au Club Lacroix pour en faire un lieu unique identifié pour les retraités de la ville avec 3 pôles :

- La restauration
- Le service maintien à domicile
- L'animation, les loisirs

Pour aller plus loin dans la cohérence de la prise en charge des retraités et impulser une nouvelle dynamique, en juillet 2021, la Ville a créé le service Seniors qui regroupe le service maintien à domicile et celui de l'animation pour en faire un seul service dédié aux seniors, de la retraite à la fin de vie.

Les objectifs sont de :

- **Proposer et développer des animations et loisirs** pour les retraités et personnes âgées en tenant compte des besoins liés notamment à l'âge : pour ce faire, un programme d'activités et animations est édité tous les deux mois. Il est envoyé par mail et par courrier aux 1180 adhérents, il est également disponible dans les lieux accueillant du public et affiché au Club Lacroix
- **Faire du club Lacroix un lieu de convivialité**, de rencontre, d'échange, un lieu ouvert sur l'extérieur : Le Club Lacroix accueille tous les jours les retraités, soit pour des activités soit tout simplement pour passer un moment de convivialité.
- **Favoriser et maintenir le plus longtemps possible** l'autonomie par des actions de prévention, en incitant l'adoption et/ou le maintien de comportements permettant de « bien vieillir » à domicile. Des ateliers en partenariat avec la Conférence des Financeurs et dans le cadre du PRIF sont proposés tout au long de l'année : aménager son logement, ateliers yoga, trier et ranger ses papiers, renforcement musculaire, équilibre en mouvement, etc.
- **Permettre aux retraités de rester à leur domicile** dans les meilleures conditions, en conservant leurs habitudes, en maintenant le lien social et la participation à la vie locale : des agents sociaux (auxiliaires de vie et agents chargés du portage de repas) interviennent au quotidien auprès de 120 bénéficiaires.
- **Lutter contre l'isolement** des personnes en perte temporaire ou plus durable d'autonomie : l'agent de courtoisie se rend au domicile des personnes âgées isolées et fait une première évaluation des besoins. Au besoin, elle les aide à remplir le dossier APA ou de téléassistance.

- **Promouvoir l'intergénérationnel** : Le Club Lacroix accueille une fois par mois les élèves du Conservatoire pour une représentation. Il participe également à la confection des costumes pour le Carnaval des familles du mois de mai avec les élèves élémentaires de l'école Pierre Brossolette et Jean Zay et l'école maternelle Suzanne Buisson. Les ateliers se déroulent tous les mercredis au Club Lacroix avec une dizaine d'enfants et 5 retraitées. D'autres actions sont en cours de réflexion.

Parmi les actions menées :

- **La journée du numérique** du 23 novembre 2022 en partenariat avec l'association Delta7 a rassemblé une cinquantaine de retraités venus soit pour les conférences, soit pour l'utilisation des équipements numériques ou tout simplement par curiosité. La Ville souhaite par conséquent faire de cette journée un rendez-vous annuel.
- **Les corbeilles gourmandes :** la traditionnelle remise des corbeilles gourmandes au domicile des retraités est une action qui mobilise l'ensemble des agents du service, mais nécessite également une large mobilisation de moyens humains. En décembre 2022, plus de 900 corbeilles ont été distribuées aux retraités de la Ville, lesquelles ont été particulièrement appréciées par les bénéficiaires.

2. Données chiffrées

Les loisirs

Avant la pandémie, **1 578** retraités étaient inscrits au Club Lacroix. Depuis le renouvellement de l'adhésion au Club Lacroix en septembre 2022, **1 286** retraités ont été enregistrés au 31 décembre 2022. Cette baisse s'explique en grande partie en raison de la crise sanitaire, qui a bouleversé les habitudes de nombreux retraités et provoqué des décès chez les adhérents.

Les ateliers qui fonctionnent de septembre à juin, sauf pendant les congés scolaires, sont fréquentés par plus de 350 retraités.

Les sorties sont plébiscitées par les seniors et font le plein d'inscrits, elles se déroulent avec le car municipal. Compte tenu du montant de la ligne de crédits, 4 à 5 sorties à la journée avec déjeuner au restaurant et visite guidée sont organisées chaque année pour 40 retraités et 2 accompagnateurs : sortie guinguette, journée à Provins avec déjeuner, spectacle d'aigles et visite de la vieille ville, journée à Falaise avec déjeuner-croisière, visite d'une cidrerie.

En été, 2 sorties à la base de loisirs et 1 sortie à la mer ont rassemblé une centaine de retraités.

Les conférences et animations proposées tout au long de l'année au Club Lacroix attirent entre 15 et 60 retraités selon la thématique.

Un séjour balnéaire pour 40 retraités et 2 accompagnateurs est organisé chaque année en septembre-octobre. Le choix du prestataire se fait sur consultation avec un cahier des charges précis. En 2022, le séjour s'est déroulé en Corse. Les retraités ont été très satisfaits du séjour.

La crise sanitaire a eu un impact certain sur les retraités aussi bien physiquement que psychologiquement. Pour ceux qui sont revenus, ils sont en demande de plus d'activités pour se maintenir en forme, les ateliers ponctuels tels que le renforcement musculaire, l'équilibre en mouvement, la sophrologie… font le plein d'inscrits. Chaque atelier accueille 15 participants avec une dizaine d'inscrits sur la liste d'attente.

Le Maintien à Domicile

8 auxiliaires de vie interviennent au domicile de 58 bénéficiaires et 4 agents sociaux assurent la livraison de plateaux repas au domicile de 63 bénéficiaires.

La sectorisation du portage de repas a été mise en place en juin 2022 à la grande satisfaction des agents et des bénéficiaires. Deux secteurs ont été identifiés : le haut de la ville, de la rue Séverine à la rue Léo Lagrange, et le bas de la ville, de l'avenue Fontainebleau à la rue Anatole France. Ces agents assurent également les courses lourdes.

La sectorisation des interventions à domicile des auxiliaires de vie est en cours de finalisation, des ajustements sont à préciser. Comme pour le portage de repas, les auxiliaires de vie fonctionnent en binôme, ainsi, le

bénéficiaire a toujours les mêmes intervenantes facilitant la prise en charge.

En 2022, l'agent de courtoisie a effectué 40 visites au domicile des retraités isolés et 11 accompagnements en sortie de PMR. Ces visites permettent d'une part de faire « une veille » sur les personnes âgées isolées, mais également d'évaluer leurs besoins et éventuellement les aider à constituer les dossiers APA et/ou téléassistance.

B. Direction de l'Action Educative

Acteur résolu de la réussite éducative des jeunes Kremlinois, la Direction de l'action éducative assure l'accueil de près de 2 000 enfants de 0 à 11 ans chaque jour dans les différents équipements municipaux dont elle assure l'animation.

Petite enfance

1. Actions

En lien avec les autres acteurs médico-sociaux de la Ville, le service petite-enfance conduit en outre un important travail d'accompagnement à la parentalité grâce à des lieux et des professionnels ressources : protection maternelle infantile (PMI), lieu d'accueil enfants-parents (LAEP) au sein du Relais Petite Enfance (RPE), etc.

La PMI répond à des actions dans l'accompagnement des 1 000 premiers jours, en proposant des consultations pédiatriques, des aides dans l'accompagnement à l'allaitement, aux portages, au dépistage de la dépression maternelle, en prodiguant des conseils personnalisés au plus proche du vécu des familles.

Elle développe aussi des actions de promotion de la santé au sein des établissements scolaires. Elle propose des consultations de suivi spécifique d'orientation sur toutes les questions sur l'IVG, elle accompagne en identifiant différentes problématiques les situations de vulnérabilité comme la précarité, les situations de violence, les pathologies lourdes ou les situations de handicap. Elle travaille en réseau partenarial sur l'ensemble de ses actions.

Le centre de PMI accueille le public sur rendez-vous du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30.

Au sein des différentes structures d'accueil, des journées pédagogiques sont organisées dont l'objectif est de développer les compétences des agents qui sont acteurs dans l'accompagnement à la Co éducation des familles.

Ces journées permettent également d'appréhender au mieux l'établissement des futurs projets pédagogiques des structures. Ce travail a été amorcé au cours de l'année 2022.

La passerelle favorisant l'accompagnement des enfants qui doivent rentrer à l'école en septembre en lien avec le service éducation/périscolaire est maintenue, en permettant l'accueil des enfants en centre de loisirs maternels dès le mois d'août.

2. Données chiffrées

130 places en crèches réparties sur différentes structures :

- Crèche Dolto : 60 places, dont 20 places de grands, 16 places de moyens-grands, et 14 places de moyens, et 10 places de bébés pouvant éventuellement être adaptés selon certaines circonstances.
- Crèche familiale : 38 enfants pour 18 assistantes maternelles. En 2022, l'effectif a été de 9 assistantes maternelles pour 24 enfants accueillis.
- Halte-garderie Marie Claude Vaillant-Couturier : 17 places dont 8 enfants à la journée et 9 enfants à la demi-journée.
- Halte-garderie Madeleine Brès : 15 places dont 10 enfants à la journée et 5 à la demi-journée.

75 départs d'enfants pour l'école, pour les enfants nés en 2020.

Education/Périscolaire

1. Actions

Plus spécifiquement, le service éducation/périscolaire conduit des interventions sur le temps scolaire (notamment pour les activités sportives), comme périscolaire : clubs coup de pouce, aide aux devoirs, activités en lien avec le Conservatoire intercommunal du Kremlin-Bicêtre, intervenants extérieurs en centres de loisirs, etc.

Depuis de nombreuses années, la Ville organise également pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires des clubs Coup de Pouce CLE qui ont pour objet de prévenir les décrochages précoces en lecture-écriture, à travers une action d'accompagnement d'enfants de cours préparatoire. Au CE1, année où l'on assoit les compétences de base en mathématiques, certains enfants rencontrent des difficultés pour entrer dans les apprentissages et prendre confiance en eux. Le Coup de Pouce CLEM, quant à lui, permet de stimuler de manière différente de celle de l'école et d'accompagner les enfants dans leur apprentissage en mathématiques.

Dans le cadre de la Fête de la ville le samedi 25 juin 2022, la Ville a organisé un carnaval à destination des enfants des écoles maternelles et élémentaires. Cette première édition a été une réussite avec près de 1 000 personnes présentes. Des ateliers participatifs de fabrication de costumes proposés par l'association l'atelier des arts et le centre social Germaine-Tillion ont permis la participation des centres de loisirs et des familles en amont du défilé familial.
Au cours de l'année 2022, la carte scolaire pour les écoles élémentaires a été revue dans le cadre d'un travail mené en concertation avec les partenaires de la communauté éducative avec pour objectif d'assurer une cohérence dans le parcours des élèves kremlinois (chacune des écoles maternelles étant rattachée à une école élémentaire). Cette nouvelle carte scolaire entrera en vigueur à compter de la rentrée scolaire 2023.

2. Données chiffrées

Pour l'année scolaire 2022/2023 : 693 enfants sont scolarisés dans les écoles maternelles et 1 005 enfants dans les écoles élémentaires, soit un total de 1 698 enfants scolarisés dans les écoles publiques de la Ville. 1 160 enfants déjeunent en moyenne par jour dans les restaurants scolaires, soit 68,31 % des enfants scolarisés. Enfin, les écoles étant fermées le mercredi, les centres de loisirs accueillent en moyenne 514 enfants chaque mercredi.

Les coups de pouce CLE et CLEM :

Pour la période de janvier à juillet 2022 :

9 clubs, soit 44 enfants issus des Cours Préparatoires des trois écoles élémentaires
5 clubs, soit 25 enfants issus des CE1 des trois écoles élémentaires

Pour la période de septembre à décembre 2022 :

9 clubs, soit 44 enfants issus des Cours Préparatoires des trois écoles élémentaires
5 clubs, soit 25 enfants issus des CE1 des trois écoles élémentaires

Les séjours :

La Ville a décidé d'organiser des « Colos apprenantes » à destination d'enfants scolarisés du CP au CM2 (6-11 ans), au cours de l'été 2022 en partenariat avec l'association Vacances Voyages Loisirs (VVL).
Au mois de juillet 2022, deux séjours thématiques ont été proposés : « En route vers les Jeux Olympiques » et « Harry Potter ».

Au mois d'août 2022, deux autres thématiques ont été visées «les cavaliers en herbe » et « les petits moussaillons », soit 4 séjours qui ont permis à 51 enfants de partir en centre de vacances.

De plus, 17 enfants d'âge maternel ont pu partir dans le cadre de « ma première colo » près de la forêt de Fontainebleau, encadrés par leurs animateurs référents des accueils collectifs de mineurs de la ville.

Restauration municipale

1. Actions

Le service a pour vocation d'assurer la restauration des écoles maternelles et primaires de la Ville, des personnes âgées (le cas échéant via le portage de repas), comme des agents communaux. Pour assurer ces missions, il dispose de moyens humains et matériels pour garantir la sécurité alimentaire et permettre une alimentation saine et variée, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

La Ville souhaite s'inscrire dans une démarche de restauration de qualité, avec comme objectif d'accentuer le recours aux produits bio et en circuits courts autant que possible.

Ces missions s'inscrivent dans une « démarche qualité » conformément à la règlementation en vigueur *(respect des agréments, plan de maîtrise sanitaire, préconisations de grammages*) tout en intégrant les nouvelles dispositions de la Loi EGAlim 2.

Des missions à caractère évènementiel à destination des aînés sont également organisées. Celles-ci sont gérées depuis l'UPC Megrez (livraisons plateaux pour différentes entités, préparation des commandes à destination des services ou lors d'évènements festifs, etc.).

L'année 2022 peut être considérée comme une année référence en matière d'activité, puisqu'il s'agit d'une période « post-covid », marquée par une pleine activité, mais également par la crise économique due au contexte géopolitique, avec pour conséquence, la hausses du prix des matières premières et son impact sur la restauration municipale.

Le service a également éprouvé des difficultés d'approvisionnement en raison de multiples facteurs, notamment en produits « bio », pénurie de volaille suite aux conséquences de la grippe aviaire, difficultés également sur la viande, les légumes etc., difficultés de recrutement dues en partie à une désaffection pour les métiers de bouche,

Ces contraintes constituent un défi de taille pour opérer la transformation nécessaire à la mise en œuvre des dispositions réglementaires.

La lutte contre le gaspillage alimentaire est menée et des dispositifs et des actions concrètes devront être pilotés durant l'année 2023. La suppression du plastique est désormais bien engagée. Le principe de deux repas végétarien par semaine, dans les menus scolaires est désormais courant. La Ville est en avance dans ce domaine, puisqu'à ce jour la Loi oblige à un repas végétarien hebdomadaire.

Une commission des menus a vu le jour en 2022, conformément aux demandes des usagers et au souhait de la Ville.

Deux nouveaux marchés publics ont été actés :

- le marché d'entretien des hottes et des bacs à graisse,
- le marché des petits matériels.

Dans ce domaine, l'année 2023 verra le renouvellement de l'ensemble des lots du marché alimentaire, avec introduction de circuit court et en produits bio pour répondre aux exigences de la Loi.

Le logiciel SALAMANDRE, outil de travail complet et pertinent en matière de gestion des stocks, de sécurité alimentaire et d'équilibre alimentaire permettra également un suivi budgétaire plus efficient. Celui-ci est prêt à être déployé, 5 agents du service ont par ailleurs reçu la formation initiale. Le lancement devrait être effectif en mai 2023.

2. Données chiffrées

Le service restauration a servi 415 961 repas et goûters au cours de l'exercice, au profit d'usagers aux profils variés sur environ 250 jours ouvrés soit une moyenne de 1659 repas / jour (soit une hausse de 15 % par rapport à 2022).

Sur le plan budgétaire, les hausses des matières premières et la hausse du nombre d'usagers (voir supra) expliquent l'augmentation des dépenses constatée en 2022.

Entretien et offices

1. Actions

Le service entretien-offices, qui assure l'entretien quotidien de 37 sites municipaux, a également procédé à des évolutions qui permettent son amélioration continue. A ainsi été mis en place un nouveau marché des produits d'entretien qui intègrent les normes actuelles en la matière, mais aussi le recrutement d'une équipe volante d'ATSEM, ce qui améliore considérablement la qualité du service rendu pour les élèves et les familles de maternelle. Enfin, les offices ont été réorganisés afin de respecter la loi EGALIM en lien avec le service restauration

2. Données chiffrées

Entretien de 37 sites dont 5 écoles maternelles (29 classes) et 3 écoles élémentaires (42 classes), 4 structures de la petite enfance et 4 centres de loisirs élémentaires et jeunesse.

C. Direction de l'Emancipation

La Direction de l'émancipation a été créée avec le nouvel organigramme entré en vigueur au printemps 2022. Elle regroupe les services action culturelle, sports, médiathèque, archives-documentation et jeunesse.

Résolument tournée vers les Kremlinois, la Direction de l'émancipation a pour principal champ d'action des activités tous publics qui permettent l'ouverture aux autres et favorisent le lien social. Elle contribue à éduquer à la citoyenneté, notamment les publics jeunes qu'elle touche.

Elle porte entre autres des actions culturelles nombreuses, dans les équipements municipaux, mais aussi hors-les-murs, ou encore apporte un soutien aux clubs sportifs dans leurs activités quotidiennes.

Actrice essentielle du lien social, la Direction de l'émancipation propose, tout au long de l'année, des activités ouvertes à tous les Kremlinois. Elle s'inscrit dans une double approche : favoriser la concorde citoyenne en permettant aux Kremlinois de se rassembler ; ouvrir les champs culturels, éducatifs, sportifs et intellectuels de tous en proposant un programme varié, qui explore différentes disciplines et mêle des approches complémentaires.

La Ville ouvre également ses installations sportives le dimanche matin en accès libre, pour favoriser la pratique sportive. Entre 50 et 90 personnes fréquentent ce dispositif « Sport en liberté », encadré par des agents de la Ville. Disponibles depuis plus de 10 ans, ces créneaux sont particulièrement appréciés des Kremlinois.

Les services de la Direction de l'émancipation sont répartis dans toute la ville, sur un total de 9 sites. Ils touchent des publics variés et connaissent, depuis la pandémie de Covid-19, une fréquentation qui a certes diminué, mais tend à retrouver progressivement ses niveaux d'avant 2020, grâce à un programme d'actions riche et de qualité.

Action culturelle

1. Actions

Le rôle du service Action culturelle est de rendre la culture accessible au plus grand nombre de Kremlinois, mais aussi de faire connaître et valoriser les artistes vivant et travaillant sur le territoire et créer la rencontre entre les habitants et des artistes de qualité tout en favorisant l'initiation à des pratiques culturelles.

Le service travaille à inscrire l'action culturelle de la ville dans un réseau de partenaires locaux et départementaux, et à dynamiser la transversalité avec les structures culturelles de la ville, les artistes et associations locales.

Ses actions visent également à sensibiliser le jeune public à la culture grâce à des projets de démocratisation culturelle, à la rencontre avec des artistes et à la pratique artistique en milieu scolaire et périscolaire, mais aussi à impulser et coordonner des projets culturels transversaux et fédérateurs avec les partenaires et les équipements culturels du territoire : la médiathèque l'Echo bien-sûr ainsi que le conservatoire à rayonnement intercommunal du Kremlin-Bicêtre et l'ECAM afin d'optimiser l'action culturelle à l'échelle du territoire.

Parmi les actions menées en lien avec les services et les différents partenaires associatifs ou autres, le projet DEMOS en partenariat avec la Philharmonie de Paris a été suspendu à l'été 2022 par cette dernière. 35 élèves bénéficiaient de cette initiation à la musique sur le temps périscolaire. A la place, des ateliers en partenariat avec le Conservatoire à rayonnement intercommunal ont été mis en place, pour favoriser la découverte de la musique et créer des liens entre les services municipaux, les écoles et le Conservatoire. Le dispositif sera reconduit jusqu'en septembre 2024, date de reprise du projet DEMOS.

Les autres actions menées :

- Lancement de l'Artothèque municipale
- Achat d'œuvres aux artistes de la Ville
- Journées Portes ouvertes des ateliers d'artistes
- Expositions dans le Hall de l'Echo et dans l'espace public
- Le Classique c'est fantastique !
- 2ème édition du festival « Les Art'Dentes »
- Les Estivales
- Art en Ville
- Festi'COURT
- Semaines thématiques droits des femmes, lutte contre les violences faites aux femmes
- Journées du Patrimoine
- La Semaine des Ecoles
- Fresque Art urbain
- Projet Anne Sylvestre

La plupart des évènements ont reçu un accueil chaleureux et ont pleinement atteint leur objectif, d'autres sont appelés à évoluer, un seul n'a pas reçu un accueil proportionnel à l'énergie mise en œuvre. La fréquentation toutes manifestations confondues est de 7393 personnes en 2022.

PEDT – EAC : Dans le cadre du PEDT (Projet éducatif territorial) à venir 2023/2026, les partenaires culturels sur le territoire seront invités par la Ville à construire un parcours d'éducation artistique et culturel (EAC) se basant sur les 3 piliers de l'EAC qui sont : l'acquisition de connaissance; la pratique artistique et la rencontre avec les œuvres, les lieux de culture et les artistes et autres professionnels. Ainsi, l'éducation artistique et culturelle permettra à chaque élève de développer sa sensibilité, sa créativité et son esprit critique. Elle renforce l'esprit collectif et favorise la réussite scolaire. Pour la ville, l'opportunité à terme serait de pouvoir solliciter le label national 100% EAC.

2. Données chiffrées

Nombre de spectacles et projets artistiques développés en 2021: 79 spectacles, projets ou actions culturels organisés en 2022 sur le territoire.

Fréquentation du public : Un total de 7 393 personnes recensées sur l'année 2022 lors des manifestations organisées, auquel il faut ajouter le public incalculable des expositions du hall de la médiathèque, du parc de Bicêtre et des projets dans l'espace public.

Auditorium Lounès Matoub:
91 utilisations du lieu entre septembre et décembre 2022 :
Studio musique :
>10 élèves du conservatoire, 2 créneaux par semaine avec leurs professeurs
>3 groupes lauréats suite à la 1ère commission d'attribution du studio, 2 créneaux par semaine

Médiathèque

1. Actions

Si la Médiathèque l'ECHO a pour missions traditionnelle, l'acquisition et le traitement des collections, la promotion du livre et la lecture et son développement, par un accueil et un environnement favorables pour toutes les catégories de population, elle s'attache aussi à donner accès à une information actualisée et une pluralité des points de vue permet de favoriser l'exercice de la citoyenneté.

L'équipe participe au développement de la culture par une offre de collections représentatives des arts, des lettres, des sciences et des techniques. La production et l'accueil d'animations et d'événements culturels y contribue également.

Un autre volet des missions a pour objectif de favoriser la réussite scolaire et l'égalité des chances en mettant en place : collections dédiée, espaces et équipements utiles à la formation, offre de ressources documentaires pour l'élargissement et l'approfondissement des connaissances, aide et formation à la recherche documentaire, accueil des élèves, des enseignants et des parents d'élèves.

Afin d'offrir à tous l'accès aux ressources numériques, le service guide les usagers dans la recherche d'informations et accompagne les utilisateurs vers un usage élargi du numérique.

L'objectif étant de desservir l'ensemble de la population, le service mène des actions hors-les-murs, ou participe aux actions municipales transversales, se donnant l'occasion de rencontrer de nouveaux publics. Cette rencontre se fait également en allant dans les quartiers et vers les habitants les plus éloignés des pratiques culturelles ou en proposant des animations partenariales dans les services recevant du public.

L'arrivée d'une conseillère numérique France Services qui a permis de consolider le rôle social de la médiathèque en matière d'accès au numérique et d'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives dématérialisées, le développement de leurs compétences numériques.

De nouvelles actions ont été lancées en 2022, telles que la résidence de l'auteure ZD en partenariat avec la Région, ou l'acquisition, formation et déploiement de l'IDEAS BOX, médiathèque en kit, ou encore des soirées de jeux de sociétés.

2. Données chiffrées

Flux du public

En moyenne sur 2022 : 37 000 visiteurs
Nombre d'abonnés actifs : 3743 (ayant emprunté au moins une fois dans l'année) contre 3459 en 2021.

Nouveaux abonnés : 1421

Nombre de documents empruntés : 115 642 prêts = contre 112 954 en 2021, mais contre 160 399 en 2019 = diminution en raison de la baisse de fréquentation liée la crise sanitaire.

Nombres de documents acquis : 5 876 exemplaires (dont 3626 revues)

Sports

1. Actions

Les principaux enjeux et objectifs du service consistent à assurer la promotion et le développement du sport sur le territoire communal, que cela soit dans le cadre scolaire ou extra-scolaire, par la mise en place et l'animation des différents dispositifs sportifs.

Il s'agit également de soutenir l'Education Nationale dans l'enseignement de l'EPS, d'abord pour les établissements d'enseignement élémentaires et secondaires. La ville soutient également les clubs et les associations sportives et les accompagne dans la gestion des plannings et des personnels d'accueil attenants aux équipements sportifs.

Enfin, le service contribue à l'amélioration du patrimoine sportif en apportant conseils et expertises, puis en assurant une veille juridique et réglementaire liée à l'évolution des exigences fédérales.

Le service municipal des sports travaille principalement sur trois missions :

- Une mission d'enseignement de l'EPS en école élémentaire et d'animations sportives
- L'enseignement de l'EPS : l'enseignement des activités sportives pour les écoles élémentaires est coordonné par le service municipal des sports.

- L'organisation des stages sportifs : Le service municipal des sports organise des stages sportifs de 3 jours consécutifs durant les vacances scolaires. Il s'agit de stages d'initiation et de découverte des activités de roller et de tir à l'arc. Ces activités viennent compléter l'offre sportive des clubs locaux pour apporter encore plus de diversité dans les pratiques sportives exercées au Kremlin-Bicêtre.
- Le Sport en Liberté : Le dispositif Sport en Liberté donne un accès gratuit à la Halle des Sports tous les dimanches matins et durant toutes les vacances scolaires d'automne, d'hiver et de printemps pour la pratique du Sport. Des éducateurs municipaux diplômés sont présents pour cadrer les activités et gérer le prêt de matériel. Les usagers Kremlinois ont le choix de pratiquer, en famille ou entre amis, du badminton, du volleyball, du basketball et toute autre activité sportive validée par les éducateurs.

- Une mission technique liée à l'accueil du public

Le service municipal des sports assure la gestion de 4 principaux sites sportifs : le Stade des Esselières, la Halle des Sports Robert Hurtado, Le gymnase Jacques Ducasse et le COSEC Vincent et Elisabeth Purkart.

L'équipe technique garantit au quotidien la propreté des sites sportifs et leur bon fonctionnement, tout autant sur les espaces intérieurs que les espaces extérieurs. Les équipements sont ouverts 7 jours sur 7, et présentent une grande amplitude de fonctionnement (7h à 23h).

- Une mission administrative : planification et conventionnement

Le service des sports assure la planification de l'utilisation de tous les sites sportifs de la ville. Cette planification est organisée en lien avec les écoles élémentaires, les collèges, les lycées et les associations sportives.

Bien évidemment, avec ces usagers, il convient de contractualiser des engagements réciproquement adoptés à travers la rédaction et la signature de conventions de fonctionnement et de conventions d'objectifs. Une évaluation annuelle est effectuée sur la base des engagements de chacun pour adapter l'aide et le soutien apporté par la ville.

Le service organise également des évènements tels que :

- une après-midi dédiée aux premières Olympiades scolaires concernant 7 classes de CM2 de la ville réunies dans le but de participer à une course de relais et à des jeux collectifs.
- Les Kremlinois ont pu participer aux premières Foulées kremlinoises solidaires organisées dans les rues de la ville. Les quelques 150 participants qui ont pris le départ étaient invités à effectuer une donation au moment de l'inscription. Cette donation, récoltée par l'Office Municipal des Sports du Kremlin-Bicêtre, a intégralement été reversée à la Ligue du Val de Marne de lutte contre le Cancer (environ 550 €).
- Le Conseil municipal a voté l'attribution d'un budget supplémentaire concernant la rénovation complète du city-stade du gymnase J. Ducasse. Une subvention d'environ 23 500 € a été attribuée à la Ville par le Conseil départemental du Val-de-Marne.
- L'Office Municipal des Sports du Kremlin-Bicêtre a été installé dans le courant du 1er semestre 2022. Il réunit tous les acteurs du mouvement sportif kremlinois, qu'il s'agisse des établissements scolaires ou des associations sportives. L'objectif de l'OMS est de créer des instances de dialogue et de concertation auxquelles tous les acteurs cités sont invités à participer. Les enjeux sont de contribuer au développement du sport sur le territoire par la mise en œuvre de projets communs éphémères ou récurrents et de rechercher puis mutualiser des moyens financiers, humains et matériels.

2. Données chiffrées

- 13 espaces sportifs municipaux en accès réglementé et 12 espaces en accès libre.
- Entretien quotidien d'environ 7 400 m^2 de surfaces intérieures et 15 000 m2 de surfaces extérieures.
- En période scolaire, environ 700 usagers fréquentent chaque jour les équipements sportifs et environ 250 compétitions annuelles sous la forme de tournois, de matchs officiels et d'animations sportives sont accueillies dans les équipements kremlinois.
- 5 associations sportives comptant environ 3 000 licenciés dont, en moyenne, les 2/3 sont Kremlinois.
- 8 établissements scolaires sont accueillis au sein des équipements (3 élémentaires, 5 secondaires).
- Entre 50 et 90 personnes fréquentent le dispositif Sport en Liberté les dimanches matins.
- Environ 200 enfants inscrits aux stages sportifs organisés durant les vacances scolaires.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SERVICES RESSOURCES ET DE L'INTERCOMMUNALITE

A. Ressources Humaines

Prévention-Santé et dialogue social

1. Actions

La mise en œuvre du télétravail

La ville a mis en place le télétravail durant les périodes de confinements décidés par l'Etat pour lutter contre la pandémie de la COVID-19 (75 agents assurant des missions administratives).

Lors de la séance du Conseil Municipal du 16/12/2021 après avis du Comité technique du 30/09/2021, il a été décidé de mettre en place à titre expérimental le télétravail pour les agents de la commune dans le cadre de l'accord cadre national signé entre l'Etat et les organisations syndicales représentatives.

Pour autant, il convient de conserver une présence effective importante sur le lieu de travail des agents pour leur permettre de travailler avec leurs collègues d'une même unité ou service. C'est pourquoi, il a été proposé que tous les agents soient tous présents au moins une journée par semaine et d'autoriser au maximum le télétravail sur deux jours lorsque le fonctionnement du service le permet.

Le télétravail est organisé au domicile de l'agent ou, éventuellement, dans des locaux professionnels distincts de ceux de son employeur public et de son lieu d'affectation et il s'applique aux fonctionnaires et aux agents publics contractuels.

Il est prévu que la collectivité prenne en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail : coût des matériels informatiques, logiciels, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci.

Conformément à l'article 1er de l'arrêté du 26 août 2021 relatif au versement de l'allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats, l'abonnement internet qui est à la charge de l'agent est compensé par le versement d'un défraiement s'élevant à hauteur de 2,50 euros par jour de télétravail effectué dans la limite de 220 euros par an.

A ce jour, 50 agents travaillent de manière régulière en télétravail.

Le temps de travail

En vertu des dispositions de la loi du 06 août 2019, les collectivités ont dû mettre un terme à tout dispositif dérogatoire et proposer une organisation du temps de travail basée sur 1 607 heures annuelles, et ce, à compter du 1er janvier 2022. L'année 2021 a permis la réalisation d'un diagnostic sur les temps de travail au sein de la collectivité, avec l'appui du Centre interdépartemental de gestion de la Petite Couronne (CIG), en vue d'une harmonisation. Ce diagnostic s'est en outre construit dans le cadre du dialogue social avec les organisations syndicales représentatives du personnel.

A l'issue de ce diagnostic, dès le 1er trimestre 2022, la ville a fait le choix de recourir à un Cabinet extérieur pour accompagner la mise en œuvre effective de la démarche, à savoir : animer les différentes rencontres avec les agents, synthétiser les questionnaires renseignés par les chefs de services afin de faire émerger différentes propositions qui ont été présentées aux représentants du personnel et explicitées à l'occasion de réunions plénières aux agents qui ont été, in fine, consultés via un référendum qui s'est tenu au début du mois de juin 2022.

Le Conseil municipal a été saisi lors de sa séance du 30 juin 2022 pour adopter les grands principes de mise en œuvre du temps de travail sur la collectivité. Un règlement intérieur du temps de travail est en cours d'élaboration.

2. Données chiffrées

6 séances du Comité technique
12 dossiers envoyés au Comité médical départemental
65 accidents de travail (accidents de service et accident de trajet)
1 082 arrêts de travail pour maladie ordinaire

Gestion ressources humaines

- Nombre d'arrêtés Ville + CCAS : **1 955** (tous secteurs DRH confondus)
- Nombre de paies : **8 930**
- Nombre de dossiers médailles : **21**
- Nombre de dossiers de retraites traités : **14**
- Nombre de dossiers de promotion interne traités : **56** dont 6 sur liste d'aptitude
- Nombre de dossiers d'avancement de grade traités : **79** dont 54 promus,
- Nombre de dossiers de mutuelles traités : **100**

Formation/Recrutement

1. Actions

Un travail significatif a été mené en vue d'élaborer le plan de formation 2022-2024 qui a été présenté, après avis du Comité technique, en séance du Conseil Municipal du 24 novembre 2022. Il s'agit d'un document de mise en perspective et d'articulation des différentes catégories de formation des agents de la collectivité.

Les outils sont de différentes natures en fonction du projet de formation envisagé, parmi lesquels :

- Les formations obligatoires comprenant des actions d'intégration et de professionnalisation pour les agents ayant réussi les concours ;
- Les formations de perfectionnement permettant à tout agent de développer ses compétences ou d'en acquérir de nouvelles ;
- Les formations de professionnalisation permettant d'acquérir, de compléter les compétences des agents et de faciliter la mise en place des projets organisationnels. L'axe privilégié est de poursuivre les actions de formation dédiées au management de l'ensemble de la ligne managériale ;
- La validation des acquis de l'expérience (VAE), les formations diplômantes et le compte personnel de formation.

2. Données chiffrées

Formation

Nombre de demandes de formations traitées

- Demandes CNFPT : **339**
- Demandes prestataires externes : **153**

Nombre de formations réalisées et nombre d'agents

- CNFPT : **119 pour 83 agents**
- Prestataires externes : **66 pour 51 agents**

Recrutement contrat d'apprentissage : **10**
Montant du budget formation dépensé : **96 409 €**

Recrutement

- Nombre de candidatures traitées **: 2869**
- Candidatures postes pérennes : **2618**
- Candidatures postes en remplacement/vacataires : **245**
- Candidatures stages post-bac : **509**
- Candidatures saisonniers : **112**

Nombre d'entretiens réalisés : **639**

Nombre de recrutements effectués :

- Postes pérennes : **132**
- Postes en remplacement : **53**
- Vacataires : **161**
- Stagiaires post-bac : **41**

B. Budget, Financement et Commande publique

Finances

1. Actions

Au cours de l'année 2022, la chambre régionale des comptes (CRC) a effectué un contrôle, notamment sur les aspects financiers. Cela a mobilisé les cadres du service des finances.

- En mars 2022, une modification de la structure budgétaire, dans le logiciel Civil Net Finances, a été effectuée. L'objectif était de transformer les noms des « services » et des « antennes » pour mettre des lettres à la place des chiffres, pour plus de clarté.
- Le gestionnaire (c'est-à-dire le service gestionnaire des crédits) a été rajouté dans la structure du budget :
- Cette nouvelle structure permettra un suivi analytique des dépenses plus complet et notamment de calculer le coût direct et indirect par politique publique, par service, par antenne, à destination des élus et de la Direction Générale des Services.
- En mars 2022, la dématérialisation de la validation des bons de commande a été mise en place. Désormais, elle s'effectue dans Civil Net Finances, via la création de workflows.
- Le service des finances a participé au projet de création de la régie unique (participation aux réunions du groupe de travail notamment).
- La directrice des finances est pilote du projet de refonte du quotient familial et de la tarification des services.
- Le service des finances poursuit la régularisation des anomalies comptables.
- Au cours de la préparation du Budget primitif 2023, un travail a été mené pour améliorer les ratios financiers.
- La PPI (Programmation Pluriannuelle d'Investissement) est en cours de réalisation.

2. Données chiffrées

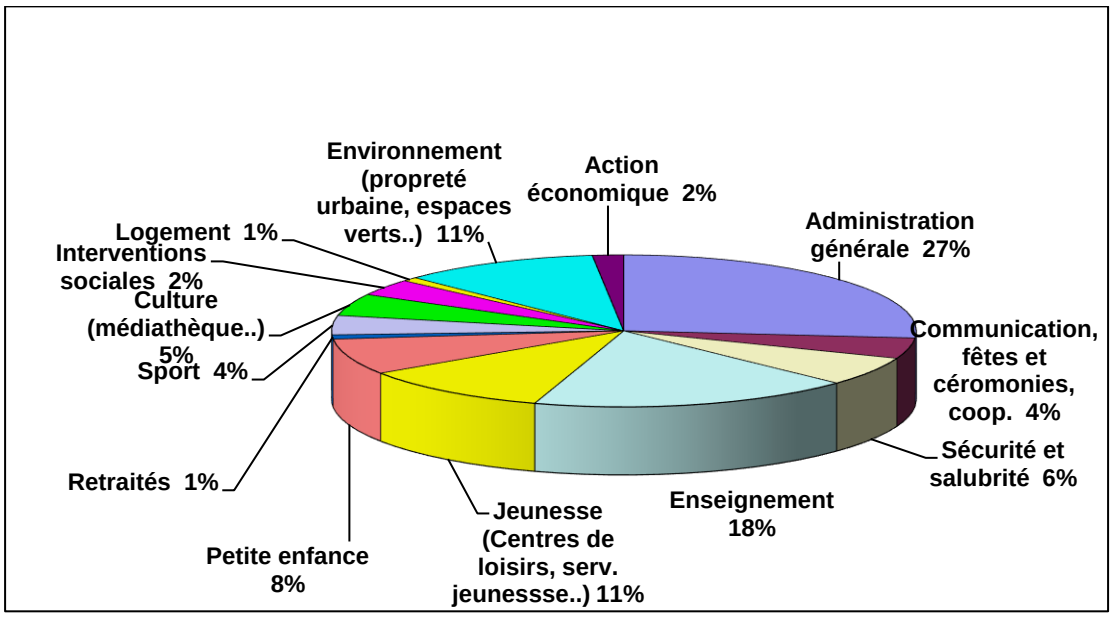
En 2022, le service a traité 7 716 factures en dépenses (hors paie) en 2022 soit 154 factures de plus qu'en 2021.

10 012 écritures en dépense (hors paie). Le nombre d'écriture en dépense n'a pas beaucoup évolué par rapport à 2021 car 49 écritures ont été comptabilisées en plus.

1663 écritures en recettes (hors titres émis au titre des impayés de régie pour la petite enfance et l'éducation) soit une légère augmentation de 23 écritures par rapport à 2021.

Le niveau des dépenses de fonctionnement est supérieur à celui de 2021 (plus 8%).
Les recettes de fonctionnement ont légèrement augmenté en 2022 par rapport à 2021 avec plus 3%.
Les dépenses d'investissement ont augmenté par rapport à celles de 2021 avec une hausse de 8% en 2022.
Les recettes d'investissement sont en hausse de 25% par rapport à 2021.

Répartition des dépenses de fonctionnement par secteur d'activité réalisées en 2022

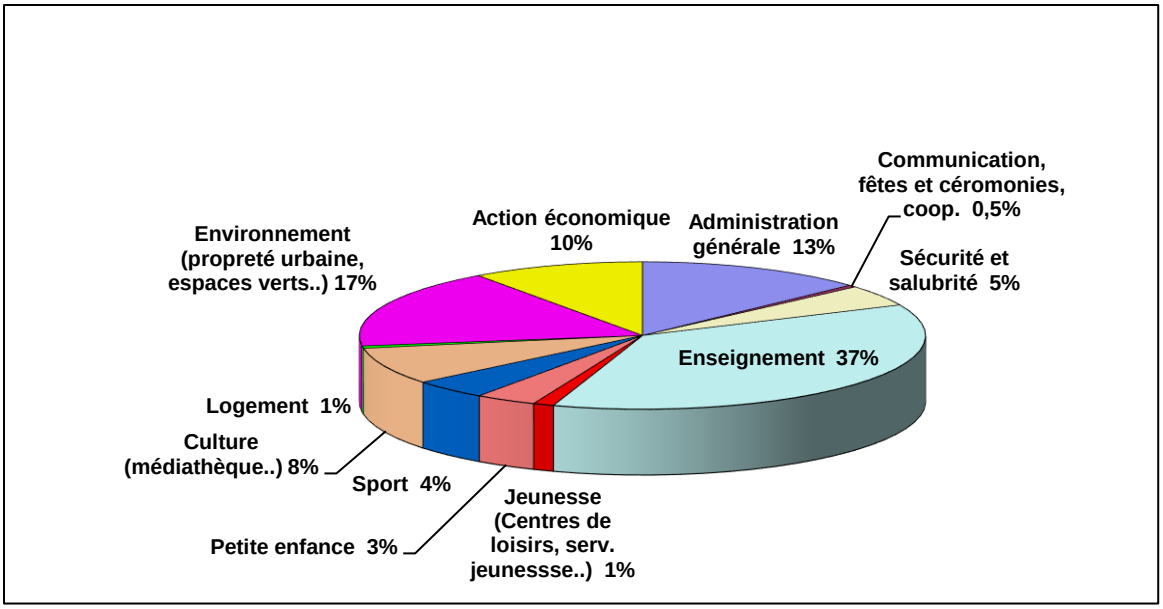


La répartition des dépenses de fonctionnement évolue faiblement par rapport aux années précédentes. On retrouve ainsi en priorité le secteur de **l'administration générale** qui représente 27% des dépenses de fonctionnement. Ce secteur regroupe les dépenses qui contribuent à la coordination et fonctionnement de l'ensemble des services administratifs. Les dépenses de ce secteur comprennent en majorité des charges de personnel.

Ensuite on trouve, les secteurs de **l'enseignement** avec 18% dont l'essentiel des dépenses se composent des charges de personnel, des dépenses alimentaire, de la participation au fonctionnement de l'école privé, des dépenses en fluides (eau ; électricité et chauffage).

Enfin on trouve, les secteurs de **l'environnement** (propreté urbaine, espaces verts, voirie…) et de **la jeunesse** (centres de loisirs, services jeunesse…) qui représentent chacun 11%.

Répartition des dépenses d'investissement par secteur d'activité réalisées en 2022



En section d'investissement, le secteur qui réalise le plus de dépenses est celui de l'**enseignement** avec un taux de 37%. La majorité des dépenses d'investissement de ce secteur ont été réalisées par le service bâtiment pour les travaux d'entretien des bâtiments scolaires de la ville.

Ensuite on trouve le secteur de **l'administration générale** qui représente 13% et avec en dépenses principales les travaux d'entretien effectués dans les bâtiments administratifs de la ville (hôtel de ville, E. Dolet, centre technique municipal,…) par le service bâtiment et l'acquisition d'ordinateurs pour les besoins des services. On retrouve également le secteur de **l'environnement,**17%, et qui comprend les dépenses réalisées par le service parc et espaces verts pour l'aménagement paysager.

Commande publique

1. Actions

Le service de la Commande Publique a pour mission de piloter et planifier les procédures de la commande publique, d'accompagner les services, en respectant la règlementation en matière d'achat public en garantissant la sécurité juridique des actes et des procédures.

Ce service accompagne et conseille les autres services (dans le choix des procédures, mais également sur les aspects techniques de sourçage et d'analyse). Il aide à déterminer, pour chaque consultation, la procédure la plus pertinente (en termes d'échelon, de mutualisation, d'allotissement…).

Il assure une veille juridique.

Enfin, le service de la commande publique intervient dans le cadre de l'exécution des contrats de la commande publique, il est en effet associé lorsqu'un service rencontre des difficultés avec un prestataire et peut organiser une rencontre avec le titulaire, effectuer des mises en demeure, appliquer des pénalités le cas échéant ou ne pas reconduire le marché.

Toutes ces missions visent avant tout à sécuriser juridiquement les procédures et les contrats passés par la ville mais également de réaliser des économies substantielles.

Le service de la commande publique est également chargé de :

- La rédaction des ordres de service, des avenants, des actes-spéciaux de sous-traitance, de la vérification des révisions de prix.
- La gestion des retenues de garantie
- La veille juridique renforcée.

Le fait d'être associé au suivi de l'exécution des marchés lui permet de bénéficier d'un retour des services opérationnels sur le déroulement des contrats, et donc d'adapter les DCE suivants.

Au cours de l'année 2021, une première évolution de la réglementation a eu pour objectif de simplifier les procédures et stimuler l'activité économique, garantir une meilleure performance de l'achat public dans ses enjeux, techniques, économiques et sociétaux.

Suite à la circulaire n°6374/SG du 29 septembre 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte de l'inflation, les modalités de variation des prix ont été revues afin qu'elles soient plus adaptées à la réalité économique (ex : marché de fourniture du papier).

Enfin, dans sa politique d'achat la ville a intégré les enjeux de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale.

2. Données chiffrées

Pour la première fois, en 2022, la commune a mis en place des contrats de gré à gré, pour prolonger des marchés publics arrivés à terme, ou pour borner des missions nouvelles :

Contrats de gré à gré			
Date	**Libellé**	**Nom attributaire**	**Durée**
01/08/2022	Prestation de gardiennage	FREGATE SECURITE	01/08/2022 au 28/02/2023

01/08/2022	Maintenance Vidéo protection	INEO	01/08/2022 au 31/03/2023
01/03/2022	Médiation du marché forain	Association FRESNES SERVICES	01/03/2022 au 28/02/2023
01/03/2022	Nettoyage accès parcs et jardins	Association FRESNES SERVICES	01/03/2022 au 28/02/2023
21/10/2022	Maintenance chauffage	Société BRUNIER	21/10/2022 au 22/04/2023

- 19 DCE publiés,
- Organisation de 7 CAO et 2 séances de Jury de concours,
- 23 marchés notifiés dont 8 marchés allotis,
- 1 marché de maîtrise d'œuvre pour la Cité sportive, passé en vertu d'une procédure de jury de concours,
- 122 courriers d'information aux candidats retenus et non retenus,
- 19 courriers de réponses aux demandes complémentaires des candidats évincés avec reproduction des documents occultés,
- Nombre de questions de candidats (en cours de publication) géré : 83,
- 8 dossiers comprenant toutes les pièces constitutives des marchés envoyés au contrôle de l'égalité (originaux et copies),
- Préparation et mise à disposition des documents relatifs aux consultations : 4 dossiers demandés.

C. Systèmes d'information et des réseaux

1. Actions

La mission principale de la Direction des Systèmes d'Information et des Réseaux (DSIR), est de fournir un support informatique quotidien aux utilisateurs des différents services. Elle est garante du bon fonctionnement du système d'information et des différentes données qui transitent sur le réseau multi service (RMS) de la ville. Elle accompagne les différents services dans leurs projets de transitions ou de changements liés au numérique. La Direction est par ailleurs en charge de l'administration, l'installation, la maintenance, la sécurité du parc informatique de la ville et des différentes écoles.

Le parc informatique est composé de 432 postes répartis sur 30 sites et reliés au réseau de la ville afin de permettre à l'ensemble des agents de travailler sur la vingtaine de logiciels et applications métiers, et d'enregistrer leurs données. Celles-ci sont hébergées sur une partie des 50 serveurs de la ville situés en Mairie. Le parc de serveurs est maintenu intégralement par l'équipe informatique et chaque application métier dispose d'un contrat de maintenance permettant d'avoir accès aux mises à jour et au support en cas de problème.

Le réseau créé et maintenu par le service informatique est maillé en étoile avec un cœur de réseau en mairie redondé au CSU. Ce réseau est composé de 55 matériels actifs installés, configurés et administrés par les agents de la DSIR. Les sites distants sont reliés à l'hôtel de ville à 75% via un réseau de fibre optique dont la ville est propriétaire. Pour les autres sites, la connexion s'effectue via des accès opérateur FAI (Fournisseurs d'accès à Internet) sur lesquels un service VPN (Réseau Privé Virtuel) est ajouté.

La DSIR gère toute la téléphonie fixe et mobile de ville.

Avec le RMS le choix a été fait de mutualiser les différents services (Données et Voix) sur un réseau unique de fibre optique. Ainsi, le réseau téléphonique est relié au réseau informatique et utilise le même support. Une extension a d'ailleurs été effectuée pour relier les sites de la halte-garderie Marie Claude Vaillant Couturier, l'espace Maigné et l'école Pierre Brossolette pour disposer de notre fibre optique interne.

Le service, qui dispose également d'une expertise administrative, propose des formations bureautiques aux agents afin de renforcer leurs compétences dans ce domaine. Des services de développement d'applications Web pour soutenir les agents dans leurs tâches quotidiennes sont également proposés.

Décentralisé, le service informatique assure également la gestion administrative et financière en interne, garantissant ainsi une gestion efficace et transparente de ces aspects.

La DSIR a également en charge l'intégralité de la sécurité du système d'information. Celui-ci est cloisonné et protégé par des pare-feu. Un Plan de Reprise d'Activité (PRA) est déployé sur un site distant et différentes sauvegardes et réplications des données sont effectuées quotidiennement.

L'année 2022 a été marquée par la continuité des efforts entrepris en 2021, notamment le déploiement du télétravail, et enjeu majeur, le renforcement de la sécurité du système d'information dans son ensemble. Pour ce faire, la ville a répondu à un appel à projet en lien avec l'ANSSI afin de disposer de financement pour l'accompagner dans cette démarche.

Un audit de sécurité, en lien avec l'ANSSI, a été réalisé afin d'établir un plan d'action pour les trois prochaines années en matière de sécurité du système d'information, et garantir sa protection et son intégrité. Suite à l'acceptation de notre dossier une subvention de 40 000 € a été accordée afin de réaliser un audit de sécurité. Audit de sécurité qui s'est réalisé entre fin 2022 et février 2023.

Un deuxième financement ; à hauteur de 50 000 € a également été accordé pour le déploiement de solution de sécurité permettant de répondre aux exigences minimales en matière de sécurité informatique dans les collectivités.

En ce qui concerne le socle numérique des écoles, un projet de numérisation des classes élémentaires a été réalisé. Cette initiative vise à favoriser une pédagogie plus interactive en utilisant les outils numériques comme support d'apprentissage. Cela permettra aux enseignants de bénéficier de nouvelles ressources pédagogiques et d'offrir aux élèves une expérience d'apprentissage plus moderne et adaptée à leur environnement numérique grâce aux VPI (vidéo projecteur interactif). Malgré les délais très courts de réalisation, un marché a été lancé pour disposer de 28 VPI, 28 tableaux blancs et 35 ordinateurs portables, le matériel a été déployé et installé fin 2022 pour une utilisation par les enseignants début 2023.

Au début de l'année 2022, il a été décidé d'équiper la salle Rebersat d'une solution de visioconférence en prenant en compte les contraintes liées à l'architecture de la salle. Plusieurs options, dont certaines, très coûteuses, ont été présentées. La DSIR a opté pour une solution portative permettant une visioconférence dans un espace de 7 mètres sur 4 mètres. Cette solution mobile répondait aux besoins tout en restant facilement déplaçable et à un coût maîtrisé d'environ 2 000 €.

En matière de déploiement de poste informatique, de migration et stockage, le travail commencé en 2021, pour migrer les postes fixes de Windows 7 vers Windows 10, s'est poursuivi afin d'atteindre un taux de 85% de postes sous Windows 10, avec pour objectif d'atteindre 100% d'ici la fin du premier semestre de 2023. Les serveurs de stockage ont été revus et doublés pour avoir une capacité utile et disponible de 50%, répondant ainsi aux besoins jusqu'en 2026, date à laquelle l'architecture serveur devra être remplacée en raison de la fin de sa garantie.

Différents changements ont été effectués au niveau des logiciels applicatifs. Le portail AGORA a été mis en place, offrant une nouvelle ergonomie et de nouveaux services aux utilisateurs, leur permettant de réserver leurs activités sur une semaine type et de mettre en place des « téléprocédures » pour échanger avec les usagers.

La solution SIGB (Médiathèque) a été migrée, permettant de répondre aux différents besoins et projets de service, la solution de gestion des postes libres a également été changée pour répondre aux obligations légales en matière d'enregistrements et de logs, ainsi qu'à la sécurisation de l'environnement utilisateur.

Le logiciel Courrier a été remis en service pour permettre la réponse aux courriers entrants, suite à son arrêt en 2020, avec une mise à jour effectuée en interne et une formation dispensée à tous les utilisateurs pour sa mise en production début avril 2023.

D'autres marchés publics ont été lancés afin de renouveler nos solutions d'impressions ou encore nos abonnements télécoms.

Toujours dans un souci d'économie financière, le choix a été fait de passer par des centrales d'achats pour :

- La location et la maintenance des photocopieurs ville et écoles (Centrale d'achat Ile de France)

- Abonnement téléphonie mobile (centrale d'achat RESAH)
- Acquisition d'une reprographie (centrale d'achat UGAP)

Cependant, au niveau des abonnements de télécommunications (téléphonie fixe et Internet) le choix a été fait de lancer un MAPA afin de disposer de solutions répondant techniquement à nos besoins tout en maitrisant les coûts.

L'ensemble des marchés de locations et d'abonnements seront effectifs d'ici le troisième trimestre 2023.

La sécurité du SI sera le projet majeur de l'année 2023 afin que la ville puisse disposer d'une sécurité nécessaire et comparable à la moyenne des collectivités territoriales.

2. Données chiffrées

Serveurs : 50
Ordinateurs : 411 (85% Win10 – 15% Win7)
Copieurs / imprimantes : 75
Téléphones fixes : 294
Portiers Visio : 10
Sites : 30
Liaisons Internet : 13
Firewall : 2
Matériels actifs (switch RMS) : 55
Liaisons VPN site to site : 10
Applications Métier : 18
Comptes Utilisateurs : 555
Adresses mails utilisateur : 445
Moyenne Intervention Support – Hotline - Déplacement / mois : 100
Moyenne réception mails externe / mois : 70 000
Moyenne réception spam / mois : 8 000
Données en production sur le SI : 30 TBytes (Teraoctets) – Taux d'occupation 50 %
Sur l'année 2022 le système d'information a un taux d'accessibilité supérieur à 99 %

D. Administration générale

Instances municipales

1. Actions

Depuis février 2021, la gestion des assurances de la ville est assurée par ce service.

En mai 2022, la SMACL (lot véhicules à moteur) a notifié à la ville une augmentation des cotisations au 1er janvier 2023. A la suite de négociations, la ville s'est engagée à mettre en place des préconisations relatives à des actions de formation/sensibilisation des chauffeurs dans le courant de l'année et a accepté le principe d'une augmentation pondérée des cotisations sur la base d'une proposition révisée par la SMACL.

En juin 2022, la société PILLIOT (lot dommages aux biens) nous a informés des nouvelles conditions générales applicables du marché, et de la résiliation du contrat au 1er janvier 2023, sans négociation possible. Une nouvelle consultation a été engagée qui a donné lieu à l'attribution du marché à la société VERSPIEREN / GROUPAMA.

Les évolutions du périmètre du service :

La réforme de la publicité des actes administratifs, applicable depuis le 1er juillet 2022, a modifié certaines missions du service, notamment sur l'affichage papier qui a été remplacé par une mise en ligne obligatoire des actes sur le site de la ville. Cette mise en ligne est faite dorénavant directement par le secrétariat général.

2. Données chiffrées

- Nombre de Conseils Municipaux : 7 séances (contre 8 en 2021)
- Nombre de délibérations : 164 (contre 146 en 2021)
- Nombre d'arrêtés : 515 (contre 603 en 2021)
- Nombre de décisions : 26 (contre 29 en 2021)
- Nombre de contrats : 192 (contre 264 en 2021)
- Nombre de courriers indexés via Acropolis : 11 454 (contre 11 941 en 2021)
- Nombre de sinistres « dommage aux biens » : 2 (contre 7 en 2021)
- Nombre d'expositions couvertes : 12 (contre 6 en 2021)
- Nombre de sinistres « enfants » : 33 (contre 19 en 2021)
- Nombre de sinistres «véhicule à moteur » : 14 (contre 3 en 2021)

Relation citoyens

1. Actions

Un travail mené de manière transversale tout au long de l'année 2022 a permis la mise en œuvre opérationnelle de la Direction Relation Citoyen (DRC) au 1er septembre 2022.

Afin de réussir cette extension du guichet unique, créé en 2013, il a été mis en place plusieurs groupes de travail composés d'agents issus des différents services concernés mais également d'autres directions et services partenaires (Petite enfance, enfance, jeunesse, maintien à domicile, CCAS, Centre social.) sur les thèmes suivants :

- Régie/facturation
- Base de connaissance/procédures
- Aménagement des espaces
- Standard téléphonique

Ces différents échanges ont permis de réaliser une photo très précise de l'activité de la direction, des prestations qu'elles délivrent pour d'autres services ou directions, la rédaction de procédures et d'aboutir à l'extension du guichet unique.

L'objectif est double, d'une part, développer l'offre de services proposés aux usagers en leur permettant d'effectuer l'ensemble de leurs démarches dans un seul lieu et d'autre part, de favoriser une plus grande polyvalence des agents et l'acquisition de nouvelles compétences métiers, en regroupant les services affaires générales et relation citoyen, et en créant un service régie unique/facturation.

Cette extension et le regroupement de ces 3 services permet de répondre efficacement aux besoins des usagers par une polyvalence des agents occupant un poste au sein de ces services.

Il s'agit en effet d'offrir aux usagers du service public un point d'entrée unique pour l'accueil téléphonique, physique et de services en lignes et ainsi de faciliter leurs démarches administratives.

Les missions de la DRC sont :

- D'assurer l'accueil physique et téléphonique afin d'informer et d'orienter les usagers des services municipaux.
- De traiter leurs demandes et d'instruire les dossiers de CNI/passeport, attestations d'accueil…
- De répondre aux différents besoins des usagers des services municipaux, de les guider, de les accompagner.

Cette année la direction a pris en charge l'organisation de 2 scrutins nationaux (élections présidentielle et législatives) ainsi qu'un référendum local**.**

En septembre 2022, la permanence de la maternité située dans l'enceinte du CHU a été ré-ouverte dans le respect des recommandations sanitaires.

L'année 2022 a également été marquée par un fort regain de fréquentation de l'hôtel de ville. Cette augmentation du flux comparé à celui de l'année précédente s'explique par la fin des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 ainsi qu'à une forte augmentation des demandes de titres d'identité. Le nombre d'appels téléphoniques traités

par la direction reste quant à lui stable.

Afin d'améliorer le taux d'appels décrochés et répondus, il a été proposé, suite au groupe de travail, la prise en charge des appels par un second agent. On constate une amélioration sensible tout au long de l'année 2022.

Grâce aux effets conjoints de l'utilisation du nouveau logiciel de prise de rendez-vous (financé par la collectivité en 2022), l'obtention d'un 3ème DR (Dispositif recueil), l'extension des plages horaires il a pu être répondu aux attentes de la Préfecture quant à l'augmentation du nombre d'usagers reçus pour leurs demandes de pièces d'identité et de passeports. Enfin, l'amélioration des procédures et de l'organisation des espaces de travail et le passage du temps consacré à chaque rendez-vous de 30 à 20 minutes (conformément à la demande de l'état) ont permis d'augmenter de manière significative le nombre d'usagers reçus. En effet, si l'on observe le nombre de rendez-vous donnés de janvier à avril 2023, on constate une augmentation de 60 à 70% face à la même période l'année précédente. Le délai d'obtention moyen pour un rendez-vous au Kremlin-Bicêtre est de 31,5 jours (contre 66,5 jours en moyenne nationale selon le ministère de l'Intérieur).

Le hall de la mairie a accueilli des **permanences** pendant l'année réalisées par des prestataires externes ou des intervenants des structures de la ville et viennent compléter l'offre des services proposés à l'hôtel de ville.

Permanence Avocats : Via le barreau du Val-de-Marne, des avocats occupent le box Liberté deux fois par semaine. Ils accueillent ainsi les usagers de la mairie, sans rendez-vous, le mardi après-midi de 16h30 à 18h et le samedi matin de 9h à 12h.
Permanence de l'ADIL : Assurée par des juristes spécialisés dans le droit au logement, cette permanence sur rendez-vous a lieux deux mercredi par mois dans le box Liberté. Elle permet à nos usagers de recevoir un conseil juridique concernant tous les litiges liés au logement, que celui-ci soit issu du domaine privé ou du domaine du logement social, que cela concerne les relations bailleur-locataire ou même de voisinage.
Permanence du Logement Social : Proposée par le service du logement social de la mairie du Kremlin-Bicêtre, cette permanence a lieu chaque mercredi dans le box Liberté.
Permanence Mutuelle santé municipale (mutuelle communale) : cette permanence a lieu tous les jeudis, dans le box Liberté, sur rendez-vous, pour les Kremlinois uniquement.
Permanence Départementale : le conseil départemental dépêche chaque mardi des agents administratifs pour recevoir sur rendez-vous les usagers de la ville souhaitant compléter des démarches normalement accomplies auprès du département.
Rencontres Citoyennes : organisées par l'équipe municipale et réalisées par les élus de la ville, elles ont lieu chaque samedi matin. Elles sont réalisées aussi bien physiquement que téléphoniquement, selon la demande des usagers, sans rendez-vous.

Un travail significatif a été mené au cours du 2ème semestre 2022 qui a conduit à l'établissement d'un nouveau règlement intérieur du Cimetière communal, applicable depuis le 10 février 2023.

2. Données chiffrées

- Nombre de jours d'ouverture de la DRC : 275 jours pour 43 057 visiteurs, soit une moyenne quotidienne de 156 visiteurs
- Appels reçus au standard 40 043, soit une moyenne mensuelle de 3 336 appels, une moyenne quotidienne de 145 appels
- Nombre de rendez-vous pour les CNI, passeports et attestations d'accueil 14 463 (dont 10 044 gérés au guichet ou au téléphone).
- Les actes d'état civil délivrés au cours de cette année se déclinent comme suit :

Demandes d'actes d'Etat-Civil	**14 628**
Actes dressés ou enregistrés	**4 997**
Dont Naissance	3 571
Dont Décès	935

Dont Changement de nom	13
Cérémonies (mariages, audition de mariage, parrainage civil)	**115**
Livrets de famille	**1 355**
Rectifications administratives du Tribunal	**59**
Recensement militaire	**253**
Mentions Marginales	**1 226**
Dossiers administratifs	**259**
Dont Jugement de divorce	44
Dont Publication de mariage extérieur	65
Dont Enregistrement de PACS	75
Elections	**944**
Inscription - (*dont changements de bureaux de vote*)	342
Radiation - (*dont changements de bureaux de vote*)	413
Inscription d'office des jeunes de 18 ans – INSEE	189
Cimetière (renouvellement, reprises de concessions)	**182**
Formalités suite à un décès	**1 194**
Dont Déclaration de transport avec cercueil	743
Dont Déclaration de transport sans cercueil en chambre funéraire	116
Dont Autorisation de crémation	235

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

A. Ecologie populaire et Espaces Publics

Propreté urbaine

1. Actions

Le service propreté urbaine a pour mission le maintien de la propreté sur le territoire municipal, mais participe également à l'amélioration de la qualité de l'espace public.

La propreté figure ainsi au premier rang des préoccupations ce qui se ressent au travers des signalements des kremlinois, tous moyens d'expression confondus (demandes d'interventions réceptionnées au sein de la direction, courriers, mails, appels, dispositifs de concertation). Il s'agit donc d'un enjeu majeur pour favoriser le bien être dans la Ville et agir positivement sur la perception de la qualité du service public.

Les solutions ne résident pas uniquement dans la seule réponse technique ou par des moyens de gestion accrus. La propreté est l'affaire de tous. Ce qui implique, d'abord, le citoyen dans son usage de l'espace public et son rapport à celui-ci, et à chacun des déchets qu'il génère en consommant. Un ensemble d'acteurs urbains producteurs de déchets et gestionnaires d'espaces privés (commerçants, transporteurs, bailleurs sociaux, copropriétés…) est également impliqué.

Cela sous-entend qu'il s'agit d'une véritable politique publique aux multiples leviers (éducation, sensibilisation, communication, structures adaptées en matière de collectes, présence et performance des outils et ressources d'entretien, stratégies de médiation – sanctions envers les comportements inappropriés…).

Par ailleurs, le service par ses actions concourt à l'amélioration du cadre de vie, la réduction et la maîtrise de l'impact environnemental :

- par l'entretien quotidien de la voie publique ;
- la réduction de l'impact environnemental en intégrant les nouveaux enjeux environnementaux comme le désherbage manuel pour répondre à l'interdiction progressive des produits phytosanitaires.
- La réflexion sur les dispositifs de tri proposés et les pratiques professionnelles
- La diminution de la consommation en eau potable, du salage, de l'usage de l'énergie fossile pour les véhicules

Toutes les missions sont réalisées conformément au plan de propreté établi depuis 2018.

En 2022, la Ville a chargé le cabinet OCYRES de mener un audit de la propreté autours des objectifs suivants :

- Evaluer le dispositif Kremlinois
- Identifier les lieux sensibles
- Promouvoir des pistes d'amélioration

Les phases de restitution, de concertation avec la population et de redéfinition du plan de propreté s'opéreront en 2023.

Pour développer une démarche qualité, un poste a été dédié à la coordination des missions de qualité au sein du service. L'agent dédié contrôle, analyse l'efficacité et le bon fonctionnement des dispositifs et installations des voies publiques. Cet agent met en œuvre des actions curatives par des techniques de nettoiement.

Enfin, bien que dissociées en termes de compétences, la gestion de la propreté de la ville et celle des déchets collectés s'articulent et forment un tout dans la qualité du cadre de vie et urbain de la ville. Cette spécificité implique une relation étroite au quotidien avec les services de l'EPT désormais compétents en matière de déchets dont la gestion peut impacter la propreté si elle n'est pas menée avec rigueur.

Pour le service propreté de l'espace public, les principales misions relatives à ce domaine portent sur les points suivants:

- Mettre en œuvre la politique de la propreté de l'espace public (Nettoiement mécanisé et/ou cantonnier) ;
- Assurer la viabilité hivernale ;
- Apporter un support technique aux manifestations extérieures ;
- Définir un mode de gestion adapté au contexte financier actuel des collectivités ;
- Développer une action publique plus transversale ;
- Intégrer les enjeux du développement durable dans la gestion de la propreté
- Intégrer la population et les acteurs économiques, dans la gestion de la propreté de l'espace public (Festival de l'écologie populaire, JCPE, conseil de quartier,….) ;
- Revaloriser et favoriser la reconnaissance des métiers du nettoiement.

La municipalité a repris la gestion du marché forain au courant de l'année 2022.

Afin de réaliser cette nouvelle mission des embauches ont été réalisées (3 personnes), les nouvelles recrues sont formées en continu afin d'être opérantes sur cette nouvelle mission pour le service. Trois interventions sont nécessaires : (mardi, jeudi, dimanche). Elles sont réalisées par l'équipe polyvalente d'après-midi.

2. Données chiffrées

La surface traitée est composée d'environ 20 km de routes, et logiquement, d'environ 40 km linéaire de trottoirs pour une superficie totale de 154 hectares dont une partie importante est occupée par l'Hôpital et le Fort de Bicêtre.

La ville du Kremlin Bicêtre dispose d'environ 380 corbeilles de ville, nous assurons au minimum la collecte de 90% de ce total, une partie d'entre elles n'étant pas forcement pleines au moment du ramassage.

Budget

- Budget total de fonctionnement de 82 000€ TTC pour toute l'année, répartis ainsi :
- 33 000€ TTC dédiés à l'entreprise de désherbage pour trois passages de mai à novembre.
- 23 000€ TTC dédiés à la fourniture de sac de corbeilles de ville
- 5000€ TTC dédiés à la fourniture de sacs canins.

Les prévisions tarifaires des fournisseurs nous indiquent une augmentation substantielle. Un nouveau marché sera mis en place en début d'année 2023, cela permettra dans une certaine mesure, d'atténuer une possible augmentation.

Pesées des déchets du service propreté urbaine.

Avec le nouveau plan de propreté et l'arrivée du nouveau camion compacteur ce sont 245,332 tonnes de déchets incinérables qui ont été revalorisés.

Les centres d'incinération produisent de l'énergie verte, vapeur et électricité, issue de la combustion des ordures ménagères résiduelles.

Une déchèterie communale accueille l'ensemble des déchets du nettoiement des voies du service de la propreté urbaine. Elle répond aux besoins de multiples services, en 2022 elle a permis d'évacuer 171,660 tonnes de nettoyage par le service garage.

Environnement et espaces verts

1. Actions

Malgré une urbanisation dense et une superficie fortement grevée par le Fort, l'Hôpital et le cimetière communal, la ville du Kremlin Bicêtre, met en place une dynamique globale et vertueuse pour un cadre de vie plus beau, plus agréable et plus vert. Dynamique encouragée par l'attribution en 2021 d'une troisième fleur au concours régional des villes et villages fleuris.

L'objectif du service environnement et espaces verts est double. D'une part, il s'agit d'entretenir le patrimoine végétal existant et d'autre part de concevoir et de mener à bien, les nouveaux projets d'aménagements paysagers pour offrir aux Kremlinois des espaces verts plus beaux et plus nombreux.

Tout au long de l'année, les jardiniers du service environnement et espaces verts, tondent, taillent, fleurissent, arrosent, désherbent et plantent en utilisant des pratiques durables et respectueuses de l'environnement.

Le service pilote les projets d'aménagements paysagers programmés sur la ville. Ainsi, le service environnement et espaces verts a conduit les travaux d'aménagement paysager du square Anne Sylvestre réalisant plus de 100 000€ TTC d'économies sur les 374 000€ initialement prévus.

Le service a monté un marché d'assistance à maîtrise d'œuvre paysagère et travaillé avec le bureau d'étude choisi sur les esquisses des aménagements paysagers de la dalle Victor Hugo, des squares Jules Guesde et Marcel Sembat.

Les projets menés en 2022

En septembre, à l'issue de la période de confortement, reprise de l'entretien du parc de Bicêtre. 1 ha confié à un prestataire extérieur.

Reprise des études de « l'Escale Végétale », projet de végétalisation de la dalle Victor Hugo lauréat de l'appel à projet « Nature 2050 » de la MGP et CDC biodiversité.

Lancement des jardins partagés du square Anne Sylvestre : rencontre avec les riverains volontaires, mise à disposition de mobilier et petit matériel, conseils de gestion.

Il a été procédé à l'essai d'un nouveau revêtement de sol perméable et durable au square Josette et Maurice Audin. L'objectif étant de trouver des alternatives au sol stabilisé, béton désactivé ou résine, communément mis

en œuvre dans les espaces verts ou au pied des arbres.

Le service a également participé à des projets pédagogiques transversaux :

- Animation de 2 ateliers à la médiathèque,
- Intervention au parc Pinel avec les élèves de l'école Kergomard,
- Préparation d'une bande de terre cultivable à l'école Benoit Malon,
- Conseils en jardinage à l'école Mohamed Megrez

L'arrivée d'un surveillant de travaux va permettre de suivre les prestations de service ou les travaux commandés par le service environnement et espaces verts (divers maintenances, travaux d'aménagement paysagers, entretien externalisé des espaces verts…) auprès de prestataires extérieurs.

Acquisition d'un véhicule au gaz, plus respectueux de l'environnement, plus grand et plus confortable pour les agents.

2. Données chiffrées

Le service entretient, ou fait entretenir, 2 parcs (1ha et 1.2ha), 9 squares (2.8ha), 2 caniparcs, 5.5ha de cimetière communal, des jardins partagés, 1700ml de haies, 12 300m² de pelouse, 400m² de massifs de saison, plus de 3000 arbres sur la ville. En régie, via des prestataires ou en collaboration avec des partenaires institutionnels (EPT, CD…).

21 arbres ont été plantés en février 2022, 10 arbres de plus en novembre (square Anne Sylvestre), 28 arbres abattus en 2022. 27 autres seront plantés en 2023.

Plus de 200 arbres ont été géolocalisés et diagnostiqués dans les bâtiments communaux. Ce travail d'expert commandé par la ville a permis de connaitre l'état du patrimoine arboré sur ces sites, dénombrant 47 variétés différentes, 80% d'arbres adultes et 80% de sujets dans un état sanitaire satisfaisant.

De nouveaux marchés

- Marché de travaux du square Anne Sylvestre (256256€ TTC),
- Marché de plantation d'arbres y compris suivi pendant 2 ans (max de 29000€HT/an), durée 1 an reconductible 3 fois,
- Marché de maitrise d'œuvre paysagère y compris recherche de subventions (max 100000€ HT/an), durée 1 an reconductible 3 fois.

Garage et logistique

1. Actions

Le service garage entretien et renouvelle la flotte automobile municipale en veillant à répondre aux usages et besoins des services, tout en prenant en compte les défis environnementaux et énergétiques actuels, ainsi que les contraintes réglementaires des dispositions relatives à la ZFE (Zone à Faible Emission) et les catégories de Crit'air habilitées à circuler sur le périmètre communal et en périphérie.

Toutes les interventions sont effectuées en interne. Le poids lourd communal assure le vidage des bennes et différentes prestations principalement pour les services Espaces verts et Propreté.

Le car municipal assure les sorties scolaires, périscolaires ainsi que les sorties du service jeunesse et des personnes âgées qui se rendent sur des lieux culturels ou de loisirs.

Depuis le 3e trimestre 2022, le service gère également l'activité logistique de la Ville et apporte son soutien aux différents événements publics mené sur la Ville. Son activité va des installations de matériels pour les fêtes et manifestations communales et associatives (prêts de matériels, manutention) du transport à l'installation de mobiliers intra collectivité. L'équipe logistique assure également une action de veille technique, de mise en sécurité et de premier niveau de maintenance des équipements présents sur l'espace public sous la forme d'une régie voirie complémentaire à la régie de l'EPT 12.

Dans le cadre d'un plan pluriannuel d'investissement, le service garage est engagé dans un programme de renouvellement du parc automobile vieillissant en prenant en compte les options les plus appropriées pour la Commune. Un diagnostic préalable a été établi afin de cibler au mieux les besoins et les achats sur le plan économique et écologique.

L'interdiction de circulation des véhicules de Crit'air 3 concerne 15 véhicules sur les 60 que compte le parc (analyse de l'audit de la flotte automobile de 2019 à réactualiser), dont le poids lourd, le car qui serait remplacé par un car au gaz naturel ou électrique en location, et une laveuse remplacée par une laveuse électrique ou thermique propre, la priorité est donc mise sur leur remplacement.

L'objectif étant d'acquérir des véhicules dits propres à moteur électrique ou fonctionnant au gaz naturel de ville ou encore au bioéthanol, le service Propreté va bénéficier d'une laveuse thermique au bioéthanol, le service des Astreintes techniques bénéficiera également d'un véhicule utilitaire essence Crit'air 1. Cela concourt d'une part à une politique publique environnementale d'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire, paramètre crucial s'il en est au cadre de vie de Kremlinois, et d'autre part, à la maîtrise des dépenses de fonctionnement et d'investissement de la flotte automobile communale.

Pour faciliter ces acquisitions et amoindrir la charge pour la collectivité, des démarches de subvention ont été initiées en fin d'année auprès du FIM (MGP) pour aider au financement des acquisitions de l'année 2023.

2. Données chiffrées

Etat du Parc automobile :

- 05 véhicules utilitaires légers essence
- 14 véhicules utilitaires légers diesel
- 05 véhicules utilitaires légers au gaz naturel
- 09 utilitaires électriques
- 18 véhicules de tourisme
- 1 poids lourd
- 1 car
- 1 mini bus
- 2 balayeuses
- 2 balayeuses location
- 3 laveuses
- 3 véhicules frigorifiques location
- 8 vélos électriques
- 5 trottinettes
- Un chargeur Manitou

211 interventions ont été réalisées en interne pour une immobilisation moyenne d'une journée auxquelles il faut ajouter les dépannages ponctuels (crevaisons, pannes, petites réparations, contrôles techniques).

Dépenses 2022 :

Investissement 64 800 € pour l'acquisition de 2 véhicules :

- 1 utilitaires GNV pour le service bâtiment.
- 1 véhicule essence pour la police municipale.

Fonctionnement 488 491 €.

Carburant dont 35 690 litres de gasoil et 14 220 litres de sans plomb

SERVICE	NOMBRE DE VEHICULES	ESS 2022	GO 2022
COM	1	294	
ESPACES VERTS	8	918	1789

REGIE	8	305	1097
GARAGE	13	1806	10 665
PROPRETE	14	2765	19 438
SPS	6	3472	754
CANTINE/CCAS	5		2846
HDV	6	3916	
SPORTS	1	742	22

B. Aménagement et projet urbain

Habitat – Logement

1. Actions

La refonte et mise en œuvre d'une politique sociale de l'habitat de la Ville repose sur plusieurs déclinaisons, dont :

- La reprise de la maîtrise communale de l'organisme municipal de logement social ;
- La maîtrise de la politique de peuplement avec pour ambition d'augmenter les efforts indispensables en première couronne de construction de logements sociaux à hauteur de 40 % du parc d'ici 2026 tout en veillant à favoriser de nouveaux programmes immobiliers d'accession sociale à prix maîtrisés ».

Instauration d'une Conférence locale de l'habitat en vue d'un développement d'un partenariat avec les bailleurs du territoire et d'une meilleure coopération entre ces derniers et les différents acteurs du territoire. Cette instance abordera l'ensemble des dynamiques locales et des parcours résidentiels au sein du parc social et du parc privé, y compris la prise en compte des problématiques d'habitat spécifique (violences familiales, pension de famille, résidences étudiantes…).

Mise en œuvre de la politique municipale contre l'habitat dégradé et indigne avec le développement de nouveaux outils de prévention, en lien notamment avec l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre.

La direction de l'Habitat est chargée de différents types de missions concourant à la mise en œuvre d'une stratégie globale de l'habitat dans le cadre des orientations du mandat visant à développer une politique sociale de l'habitat. Une dissociation entre les missions relevant de l'habitat privé et du logement social, incluant le portage de projets stratégiques, est opérée tout en recherchant leur articulation indispensable.

Le service assure les missions de service public liées au suivi des demandeurs d'un logement social,

Les missions en matière d'habitat privé insalubre et dégradé ainsi qu'en matière de santé publique sont assurées par le pôle hygiène et salubrité.

Les missions de la direction de l'Habitat portent aussi sur les champs d'intervention suivants liés à une politique de développement et de projets stratégiques :

- La reprise de la maîtrise communale de l'organisme municipal de logement social ;
- Le suivi des étapes du projet de renouvellement urbain du PRIR Schuman en lien avec le projet EVSO, incluant la mise en place et le pilotage d'une conférence locale interbailleurs destinée à mobiliser tous les moyens permettant la réussite du relogement des 120 familles de Schuman dans les délais impartis (2026) ;

En matière de production de logements sociaux, la direction de l'habitat est chargée :

- d'apporter son expertise en ce qui concerne l'évolution du parc de logements sociaux sur le territoire de la commune (constructions, agréments, conventionnements,…) ;
- de participer et suivre la mise en œuvre d'opérations en matière de logement social en diffus sur le territoire en lien avec les différents acteurs, en favorisant de nouveaux programmes immobiliers d'accession sociale à prix maîtrisés (BRS, habitat participatif, SCIAPP) ;

- d'être l'interlocuteur des bailleurs dans le cadre des opérations de cession de patrimoine entre bailleurs, de relogement et de réhabilitation du patrimoine ;
- de participer à la réflexion visant au développement d'une pluralité d'offres de logement en fonction de publics spécifiques (familles monoparentales, femmes victimes de violence, pension de famille pour des publics précarisés, étudiants…), et notamment favoriser le développement d'une offre de logements conventionnés en direction des étudiants accueillis dans les établissements de la commune.

Répondre aux obligations réglementaires, c'est participer aux travaux de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) installée par l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre. La loi MOLLE en 2009 puis la loi ALUR en 2014 ont engagé une réforme en profondeur de la gestion de la demande de logement social et des attributions depuis maintenant plus de 10 ans. Complétée par la loi Egalité et citoyenneté du 27 janvier 2017 et renforcée par la loi ELAN en 2018, la règlementation impose que les structures intercommunales interviennent en matière de politiques d'attribution.

Dans ce contexte, la direction de l'Habitat est chargée de poursuivre :

- son action de représentation de la Ville au côté des élus concernés et ce notamment dans l'élaboration à venir du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur (PPGDID) ;
- L'action en matière d'accompagnement des demandeurs dans le cadre d'une coordination avec les services de la Ville et les partenaires pour asseoir notamment la définition des modalités de gestion des demandes de logement : expérimenter le système de cotation ;
- L'action avec l'ensemble des bailleurs présents sur la Ville pour mettre à plat les conventions de réservation du contingent communal en vue de la mise en œuvre à partir du 1er janvier 2024 de la gestion en flux.

L'action phare de l'année 2022 en matière d'habitat porte sur l'ensemble des travaux engagés en faveur de la maîtrise du parc social de la Ville, en vue de la reprise du patrimoine de Kremlin-Bicêtre Habitat transféré depuis le 1er janvier 2021 par fusion absorption à l'OPH intercommunal, VALDEVY, par la SCIC HLM KBH coopérative HLM, dont la Ville est actionnaire majoritaire depuis octobre 2021.
En termes d'urgence en matière d'habitat privé : suivi d'une situation de péril d'un immeuble et suspension de chantier ;
Formalisation des modalités de mise en œuvre du projet de renouvellement urbain PRIR Schuman ;
Mise en place à partir du 1er juillet 2022 du permis de louer sur un périmètre d'adresses délimitées.

2. Données chiffrées

Accueil du public et suivi des dossiers de demande de logement social

- Au 1er janvier 2022 : 2.152 demandeurs de logement enregistrés en file active (2 097 en 2021 et 2.103 demandeurs au 1er janvier 2023)
- 215 demandeurs de logement reçus en présentiel par le service Logement dans le cadre de permanences du mercredi (124 en 2021) + permanences téléphoniques non quantifiées pendant chaque période de congés.
- 147 demandeurs reçus par des élus : 21 rdv présentiels par Monsieur le Maire, 126 rdv téléphoniques par les élus et 3 permanences citoyennes.
- 1 107 actions de tous types ont été réalisées par le service pour répondre aux demandeurs (1 090 en 2021).

Attributions de logements

- 26 CALEOL (commissions d'attribution des logements et d'examen de l'occupation des logements) contre 30 en 2021.
- 57 vacances de logements relevant du contingent communal enregistrées en 2022 (76 en 2021), correspondant à 189 dossiers de demandeurs préparés par le service.

Réclamations locatives

- 177 réclamations (117 en 2021) dont 132 résolues et le reste en cours de traitement ou en attente de réponse.

Habitat privé

Suivi de 150 saisines en 2022, réparties comme suit :

- Habitat privé : 38
- Habitat social : 14
- Commerces : 7
- Nuisibles : 40
- Demandes de certificat d'hygiène : 35
- Permis de louer : 3
- Autres demandes : 5
- Demande hors sujet : 2
- Nuisances : 6

7 adresses suivies dans le cadre de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH) en lien avec le territoire Grand-Orly Seine Bièvre et l'opérateur Urbanis.

Principaux projets stratégiques et structurants :

- Reprise du patrimoine du bailleur social Kremlin-Bicêtre Habitat :
- PRIR Schuman en lien avec le projet urbain EVSO
- Partenariat avec les bailleurs et opérateurs

Activité administrative : 894 courriers rédigés tous secteurs confondus hors SCIC HLM (contre 450 en 2021)
13 notes de travail à l'attention de l'élue de secteur.

Urbanisme

1. Actions menées

Les missions du service sont le suivi des dossiers liés à l'aménagement urbain (suivi opérationnel et administratif des opérations d'aménagement et études urbaines préalables), au droit des sols (autorisations liées à la construction et la démolition, mise en conformité et modification d'enseignes commerçantes, procédures contentieuses…) et au foncier (étude de mutabilité, traitement des DIA suivi des acquisitions/cessions du patrimoine communal).

Les enjeux poursuivis par le service sont ainsi d'accompagner les mutations du territoire selon les objectifs définis par la municipalité (maîtrise du foncier, évolution réglementaire- études préalables, mise en place de concertation avec les habitants et diffusion de l'information, définition des montages opérationnels, organisation des procédures d'enquête publique, coordination avec les autres services municipaux le cas échéant…).

L'année 2022 a été l'occasion de d'amorcer réglementairement et de manières opérationnelles de nombreux projets forts portés par la municipalité dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire communal.
Ainsi, la déclaration d'intérêt public pour l'ilot Rossel a été confirmée par la préfecture, la procédure de création de ZAC a été lancée et les études sur le secteur Entrée de Ville Sud-Ouest ont été finalisées.
Ces étapes revêtent un enjeu primordial dans la politique municipale de résorption de l'habitat insalubre (Rossel) et de restructuration et d'embellissement de de certaine partie du territoire (EVSO). Ils permettent également d'affirmer la volonté de proposer à tous les kremlinois un parcours résidentiel efficient.

- **Présentation des missions – Evolution du périmètre du service**

Le service assure des missions d'accueil et de renseignement/consultation du public, de pilotage et de suivi d'études d'urbanisme ainsi que de la bonne anticipation, programmation et réalisation des opérations

d'aménagement sur le territoire.

- **Données chiffrées liées à l'activité du service et analyse**

3 nouvelles procédures de marchés publics engagées par le service en 2022 :
- Modification du plan local d'urbanisme
- Etude de faisabilité urbaine
- Renouvellement Marché d'assistance sur la règlementation enseignes et publicité

  - **Procédures engagées en 2020/2021 (4 au totale) ayant fait l'objet d'un suivi en 2022 (avenant-passage CAO- suivi financier...) et achevées en 2022 ou en cours de finalisation :**

- Etude KOBE (achevée)
- Etude EVEN ou autre (achevée)
- DUP Réserve foncière Rossel – Leclerc. Procédure complète géré en interne sans AMO (achevée)
- PA 16-32 Marché assistance sur la règlementation enseignes et publicité, marché à renouvelé en 2023 (triennal) (en cours de finalisation)

  - **Etudes engagées sur l'année 2022 et achevées :**

- Etude d'impact nouveau lié à l'OAP Entrée de ville sud-ouest
- Etude Faune et flore Etudes liées à l'OAP Entrée de ville sud-ouest

  - **Dossiers d'autorisations délivrées et instruites au titre du droit des sols:**

- Permis de construire : 25 déposés (-3 par rapport à 2021)
- Permis de construire accordés : 3 (61 logements dont 20 sociaux)
- Déclaration Préalable : 64 déposées (-10 déposées par rapport à 2021)
- Certificats d'urbanisme traités : 381 (+54 par rapport à 2021)
- Permis de démolir : 1

  - **Demandes d'autorisation d'enseignes** : 20 demandes instruites (-14 par rapport à 2021)

Nombre de visites de conformité réalisées : 6
Procès-verbaux de constats d'infraction dressés : 6

  - **Consultations de permis :** 70 demandes auprès du service des archives dont 25 pour demande de consultation de permis.

  - **Mise à jour éventuelle du RIL** : 28 adresses contrôlées en 2022

  - **Affaires foncières :**

Traitement et instruction des déclarations d'intention d'aliéner : 389 (+126 par rapport à 2021)
Enregistrement et traitement administratif des déclarations d'intention d'aliéner pour le commerce : XX
Pas d'acquisition foncière réalisée sur 2022
Echange foncier : EPFIF / Ville - Parcelle M191 et 192 (projet commissariat)

Cession immobilière, domaine privée de la ville :

- 16, rue Pierre Sémard, lot B
- 35, rue JF Kennedy

Promesse de vente : 30, rue JF Kennedy
Décision d'exercice du droit de préemption : 0

Des étapes importantes des procédures d'urbanisme ont été franchies pour les projets phares du Plan Local d'Urbanisme et notamment des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Celles-ci se poursuivront en 2023 et jusqu'à la fin de la mandature, signe d'une ville plus apaisée qui se transforme et qui répond davantage aux aspirations de tous les Kremlinois. Cette volonté de la Ville se manifeste par l'organisation récurrente de concertations menées par la ville (DUP Rossel, Création de ZAC, RLPi).

- **Actions phares / Faits marquants**

DUP « réserve foncière » Rossel – Leclerc

La DUP « réserve foncière » a reçu un avis favorable par le commissaire enquêteur et l'arrêté préfectoral confirmant l'utilité publique du projet a été promulgué en date du 9 décembre 2022.

ZAC Rossel Leclerc

Mise en place de la concertation obligatoire dans le cadre de la création de la ZAC, du 28 novembre 2022 au 31 mars 2023, premier jalon en vue de la création de la ZAC Rossel, opération emblématique de résorption de l'habitat insalubre en cœur de ville.

Stratégie foncière EPFIF :

Définition de la stratégie d'acquisition et de portage foncier de l'EPFIF (avenant à la convention) à travers la réunion annuelle permettant de faire le point sur les différents secteurs de la ville. Pas de changement majeur dans les objectifs globaux avec un zoom sur les secteurs Rossel, EVSO et Lech Walesa.

EVSO

DUP : Lancement de la procédure de la DUP avec la désignation de l'AMO (SEGAT), première étape pour la maitrise foncière totale du secteur.

Finalisation du projet urbain/ANRU, du montage opérationnel/juridique/financier du quartier Entrée de ville Sud-Ouest et mise en œuvre :

Révision et actualisation des études gabarit et programmation (finalisation de l'étude de prescription architectural et urbaine de CoBé). Cette étude a permis de remanier le projet en accord avec les objectifs définis sur ce secteur. Elle a offert également une meilleure visibilité des volumes et de l'allure générale du futur quartier. Enfin, elle a confirmé les grandes orientations en matière d'urbanisme, notamment concernant la qualité environnementale du bâti et de la cohérence globale du projet ainsi qu'en matière commerciale, avec la création de nombreux commerces dans un quartier qui en était auparavant dépourvu.

Arbitrage sur le montage opérationnel avec la finalisation de l'étude de programmation de « Ville en Œuvre » qui a permis à la ville d'intégrer des éléments techniques indispensables à l'élaboration du projet et d'avoir une connaissance fine des enjeux de programmation et financier du projet ;

Signature convention ANRU, étape emblématique entérinant la destruction des immeubles « Schuman » et permettant ainsi le renouvellement urbain du Nord du secteur EVSO.

Opération de restructuration du commissariat

Echange foncier EPFIF – Ville, première étape de l'échange foncier prévu dans le cadre de ce projet et notamment l'implication de la ville avec un 2ème échange Ville / Préfecture de police prévu prochainement.
Délivrance du Permis de construire du commissariat

Approbation du Règlement local de publicité (RLPi)

En date du 13 décembre 2022 le nouveau Règlement local de publicité a été approuvé par le conseil territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre. La ville a pu, à travers ce document élaboré en collaboration avec les services de l'EPT, renforcer sa réglementation en matière d'enseignes et de publicité extérieure. Ce document a permis

également de découper la ville en secteur ayant des enjeux différents dans ce domaine.

Dématérialisation de l'ADS (Autorisation d'urbanisme)
Mise en ligne sur le site de la ville de l'engagement et de la dématérialisation de l'instruction des ADS. Ce nouveau service permet à tous les kremlinois de déposer en ligne leur demande d'autorisation d'urbanisme.

Plan local d'urbanisme intercommunal : suivi, participation et finalisation des procédures EPT
Elaboration du PLUi, avec l'approbation du PADD qui encadrent les grands objectifs du PLUi
Procédures engagées par l'EPT - forte implication du service urbanisme

Projet Arbre habité :
Reprise des échanges avec les Lauréats (Cogedim / Atelier Edouard François et le Grand Réservoir) pour intégrer les demandes de la ville, notamment une meilleure insertion dans l'environnement et une programmation de logements répondant aux objectifs de logement sociaux de la ville, notamment étudiants.

Parcelle 35 rue JFK
Finalisation du projet (délivrance du permis de construire modificatif) et signature protocole d'accord avec l'Association des musulmans du Kremlin-Bicêtre (AMKB).

Vente immobilière interactive sur du patrimoine communal identifié
Vente du 30 rue Kennedy et du 16 rue Pierre Sémard

2. Perspectives 2023

Aménagement de l'entrée de ville sud-ouest
Finalisation de la DUP
Démarrage des ilots C et E
Début des travaux du commissariat

Arbre habité :
Finalisation des échanges ville / promoteur
Dépôt du permis de construire

Suivi et participation aux procédures EPT
Elaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal, notamment sur les Orientations d'aménagement et de programmation et du règlement.

Modification Plan local d'urbanisme
Approbation au Conseil Municipal

ZAC Rossel – Leclerc
Bilan de la concertation
Désignation aménageur

Médiation recours – 4, place Jean Jaurès
Mise en place d'une médiation

Commerce et développement économique

1. Actions

Le service Commerce et développement économique contribue à la mise en œuvre de la politique globale de

redynamisation commerciale, à la diversification du commerce de proximité et assure le suivi des politiques publiques en direction du commerce sédentaire et non sédentaire.

Dans ce cadre, les actions suivantes ont été menées :

Projet de réaménagement de la galerie Grand Sud :

Ce projet s'inspire de l'étude réalisée par la SEMAEST sur l'appareil commercial kremlinois (diagnostic) et les préconisations faites en matière de maîtrise foncière.

Dans le cadre de ce projet comme dans la mise en œuvre de la préemption de murs commerciaux (DPU), la recherche de partenariat a abouti à un projet de convention avec le Syndicat d'Action Foncière du Val-de-Marne (SAF94) qui portera pour le compte de la Ville l'acquisition de murs commerciaux dans la galerie et le centre-ville. La SEMAEST interviendra en appui de la Ville et du SAF94 au titre de son expertise commerciale. Cette convention sera signée en 2023. Une seconde convention concerne les locaux commerciaux du centre-ville.

Parallèlement, la Ville s'est inscrite dans le dispositif de la Métropole du Grand Paris « Centre-Ville vivants » dont elle est l'une des lauréates de cette seconde édition.

La validation du dossier du Kremlin-Bicêtre par le bureau métropolitain en octobre 2022 a permis la signature du Contrat Métropolitain en décembre. A ce titre la Ville sera financée pour 3 ans, à 50% par la Métropole (MGP) pour des travaux ou des acquisitions/ préemptions de murs commerciaux, fonds de commerces et baux commerciaux dans la galerie et le centre-ville, pour un plafond de 500 000€ HT.

Reprise en régie du marché forain :

Anticipée en 2021, cette reprise a été mise en œuvre en mars et s'est accompagnée, conformément au 1er référendum kremlinois, de modifications substantielles dans l'organisation du marché forain : modification du périmètre du marché et disparition de la séance du dimanche après-midi, au profit d'un marché plus cohérent comportant un seul lieu et des séances identiques pour l'ensemble des commerçants, alimentaires et produits manufacturés.

La reprise en régie s'est effectuée sous l'autorité de la DST (rédaction d'un marché public pour les prestations de location, montage/démontage des structures, mise en place de réunions préparatoires afin de fédérer les différents services).

Pour le service Commerce : redéploiement d'une quinzaine de commerçants installés avenue de Fontainebleau sur l'avenue Eugène Thomas et Place de la République, sélection d'activités parmi celles des commerçants volants, ouverture de la séance du mardi matin aux commerçants en produits manufacturés.

Au quotidien : contrôle du travail effectué par le prestataire (contrôle du montage des structures), gestion des commerçants et du placement par le régisseur, encaissement du droit de place et mise en œuvre du processus de régie, réponses aux demandes des commerçants, instructions des dossiers des candidats ou des reprises de fonds de commerce, contrôle de la validité des documents, veille sur le matériel et le mobilier urbain.

Organisation et préparation des commissions, de réunions et des animations (4 /an).

Mobilisation des services dont la Police municipale de proximité et le service propreté urbaine, la logistique, l'évènementiel, la communication, les finances, relations avec la Trésorerie Principale.

Instruction, suivi et contrôle des autorisations d'occupation du domaine public à caractère commercial

Instructions des demandes des commerçants et rédactions des arrêtés (environ 80/an), suivi, contrôle sur le terrain.

Animations

- Animation de Noël : mise en place d'une patinoire du 19 au 31 décembre 2022 (appel d'offres)
- Organisation et mise en place de deux vide-greniers le samedi 14 mai et le samedi 24 septembre : rédaction de documents (délibération sur le droit de place, règlement du vide-grenier, dossier préfecture) inscription des exposants, encaissement du droit de place, gestion de la manifestation.

2. Données chiffrées

- Réception des commerçants ou porteurs de projets sur rendez-vous au rythme d'environ 2 par semaine.
- Traitement des demandes et des réclamations par mail (adresse personnelle et générique « commerce », utilisation de la messagerie contact du site de la Ville) téléphone fixe et portable, démarches effectuées à l'accueil de la mairie.

Les délais de traitement sont fonction de l'urgence de l'usager ou des délais légaux de réponse dans le cadre de suivi de dossiers.

- En moyenne, 21 courriers au départ par mois, soit 260 en 2022.
- Nombre d'actes délivrés : 4 délibérations, 90 arrêtés
- 40 à 60 commerçants sur le marché en moyenne le jeudi et le dimanche

Instruction et suivi des déclarations d'intention d'aliéner (DIA) : murs, fonds de commerce, baux commerciaux :

- 20 DIA traitées - 4 décisions de préemption dont pour la première fois une décision de préemption de murs commerciaux (4 avenue de Fontainebleau – non aboutie).
- 2 préemptions réalisées : l'une sur un fonds de commerce (18 rue du Général Leclerc) et l'autre sur un bail commercial (36 avenue de Fontainebleau)
- Suivi des porteurs de projet dans le cadre des rétrocessions des baux commerciaux :
- 17 Général Leclerc : rétrocession du bail commercial : 1 dossier non abouti, 1 dossier en cours en fin d'année.
- 30 avenue Eugène Thomas : en attente de la rétrocession du bail commercial.
- Collaboration avec plusieurs agences immobilière pour la recherche de prospects.

Patrimoine et bâtiments

2. Actions menées

Dans un contexte de très forte augmentation des prix de l'énergie et d'évolutions constantes de la réglementation, dont les exigences du décret tertiaire, le service Patrimoine a dû améliorer sa performance collective et sa transversalité afin de répondre au mieux à un engagement de la commune dans :

- La rénovation et la sobriété énergétique
- L'amélioration de l'offre de service aux usagers
- La valorisation du patrimoine

- **Présentation des missions – Evolution du périmètre du service**

Le service a pour *missions principales* :

- Le pilotage et la gestion technique, administrative et financière des travaux neufs, d'aménagement et d'entretien maintenance des 40 bâtiments visant la sécurité et l'accessibilité des biens et des personnes, le bon fonctionnement des installations, la pérennité des bâtiments et la performance énergétique.
- L'assurance de l'application des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP publics et privés de la commune.

En mai 2022, le service patrimoine et bâtiments a fait l'objet d'une réorganisation en 3 pôles afin d'assurer au mieux ces missions :

- **Le pôle « conceptions et réalisations » pilote les opérations de plus en plus complexes lors de projet de rénovation et de remise aux normes.**

- Assurer la maitrise d'ouvrage d'opérations de construction neuve ou de réhabilitation du patrimoine communal (cité sportive, écoles J. Zay et Brossolette) ;
- Conduire des opérations d'aménagement en maitrise d'œuvre interne (notamment les aménagements d'acessibilité)
- Réaliser des études préalables de faisabilité ;

- Mettre à jour et réaliser le plan d'exécution
- Elaboration des dossiers de déclaration préalable et de démolition

➢ **Le pôle entretien/maintenance en régie et en entreprise :**

Il est encadré par la responsable adjointe du service et chargée des missions de sécurité.

a) Le volet « maintenance et travaux en régie » :

- Sa mission première est de répondre aux demandes d'interventions des services de la collectivité en matière d'entretien et de maintenance, tant sur le plan curatif que préventif, sur l'ensemble du parc immobilier.
- La régie réalise également des travaux d'amélioration et de rénovation totale ou partielle en installant des matériels moins énergivores et respectueux de l'environnement.
- Elle est aussi impliquée lors des manifestations annuelles de la ville et en particulier pour « les estivales kremlinoises », « la fête de la ville », « job dating » et lors des élections…..
- La régie participe aux commissions de sécurité des ERP communaux sous la tutelle de la responsable de sécurité.

b) Le volet « maintenance et entretien en entreprise » :

- Organisation de la maintenance, des contrôles réglementaires et des interventions confiées aux entreprises
- Suivi des actions de mise aux normes d'accessibilité, d'hygiène et de sécurité des différents équipements
- Suivi des dossiers techniques amiante
- Gestion des contrats de maintenance
- Suivi des commissions de sécurité des bâtiments publics et des établissements privés
- Participation aux commissions départementales
- Mission d'expertise ou de conseil

➢ **Le pôle « transition écologique et économie d'énergie » :**

Ce pôle a constitué un enjeu primordial pour le service patrimoine et bâtiments en 2022. C'est un appui essentiel et une force indispensable au service.

- Sa mission est de mettre en œuvre la politique de maitrise de l'énergie et de développement d'énergies renouvelables en assurant la cohérence entre conception énergétique des équipements, exploitation des installations climatiques et fluides et gestion des dépenses d'énergie.

3. Données chiffrées liées à l'activité du service

- **Chiffres clés**

40 bâtiments
73 388 m2 de plancher
35 contrats d'entretien ou marchés de travaux gérés quotidiennement

Réalisation de 1021 engagements en 2022 contre 943 en 2021.
Environ 1 700 factures traitées en 2022 contre 1 600 en 2021 au service patrimoine

- **Le pôle entretien/maintenance - travaux en régie :**

En 2022, 1703 demandes d'intervention ont été enregistrées sur l'application dont :
1645 ont été traitées en régie soit 93 % (84 % en 2021)
2 % sont programmées ou en cours de traitement
5 % ont été refusées ou non traitées, ce sont des demandes qui ne sont pas de la compétence de la régie, elles sont traitées en entreprise ou reportées à l'exercice budgétaire suivant.

Demandes par type d'intervention :

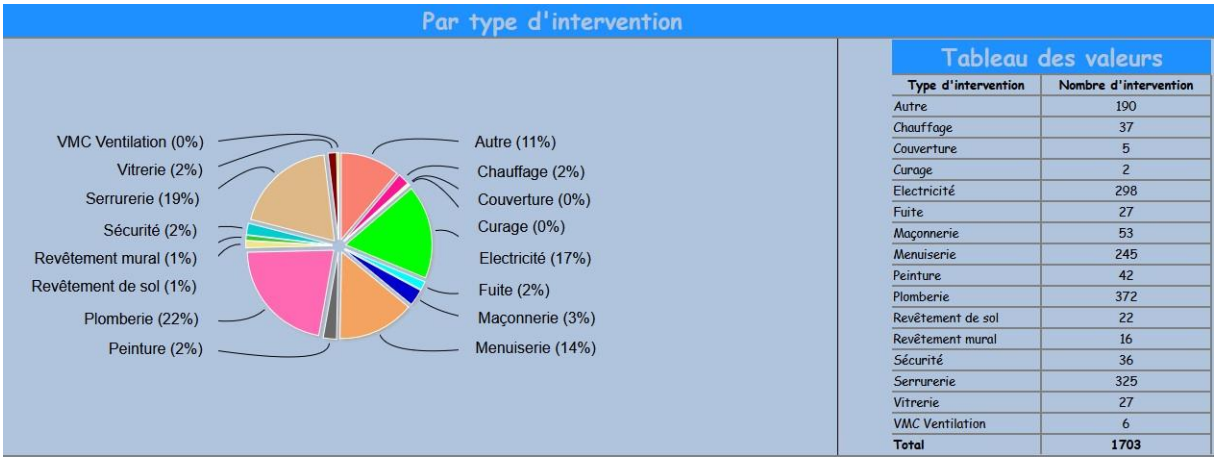


Tableau des valeurs

Type d'intervention	Nombre d'intervention
Autre	190
Chauffage	37
Couverture	5
Curage	2
Electricité	298
Fuite	27
Maçonnerie	53
Menuiserie	245
Peinture	42
Plomberie	372
Revêtement de sol	22
Revêtement mural	16
Sécurité	36
Serrurerie	325
Vitrerie	27
VMC Ventilation	6
Total	**1703**

Au regard de ce diagramme, trois secteurs d'activités représentent 72 % des demandes d'intervention à savoir : la plomberie (22 %), la serrurerie (19 %), l'électricité (17 %) et la menuiserie (14%). La majorité des interventions sont du dépannage.
Les autres secteurs sont des travaux de plus longue durée dans le temps (par exemple la réfection d'une salle de classe en peinture, la construction d'une dalle béton etc…).

Demandes par type d'équipement :

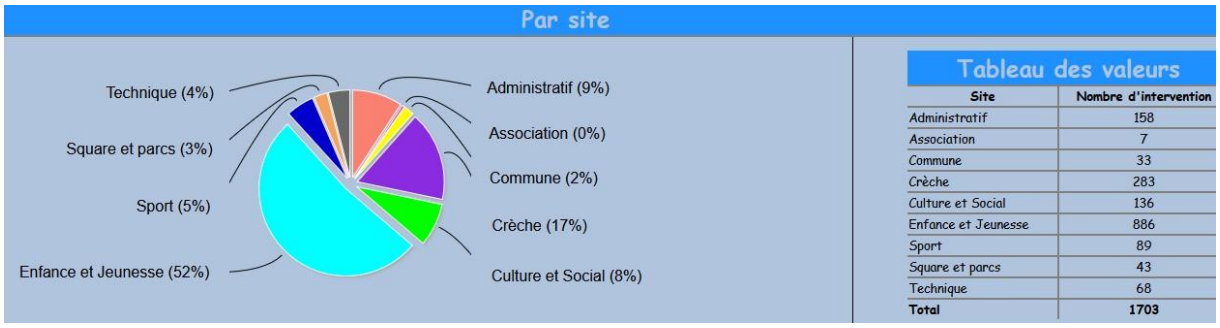


Tableau des valeurs

Site	Nombre d'intervention
Administratif	158
Association	7
Commune	33
Crèche	283
Culture et Social	136
Enfance et Jeunesse	886
Sport	89
Square et parcs	43
Technique	68
Total	**1703**

Les problèmes récurrents dans les établissements sont des fuites dans les toilettes, des problèmes de fonctionnement ou de perte de clé ou des remplacements d'éclairage. Ce qui est cohérent avec la répartition par secteur d'activités.

Demandes réparties par direction :

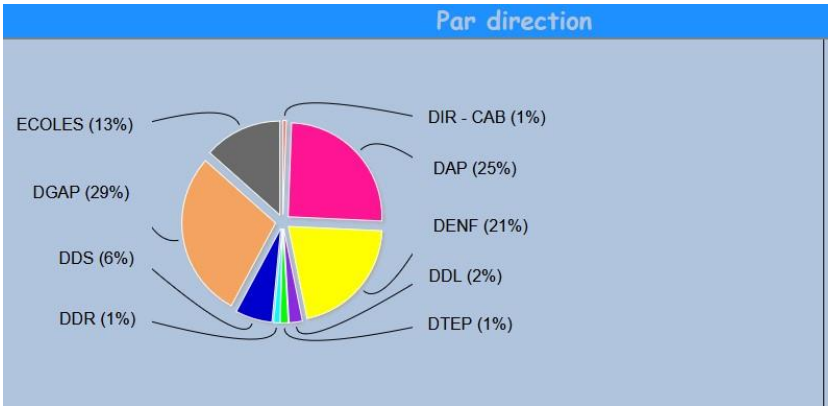


Tableau des valeurs

Direction	Nombre d'intervention
Direction / Cabinet	10
Direction de l'Amenagement et du Patrimoine	428
Direction de l'enfance	359
Direction de la démocratie locale	39
Direction de la Tranquilité et de l'Espace Public	23
Direction Des Ressources	18
Direction Des Solidarités	108
Direction du service à la population	489
Ecoles	229
Total	**1703**

Les demandes enregistrées par le service patrimoine correspondent souvent à des demandes faites hors application, notamment pour les demandes des écoles qui n'ont pas accès à l'application. La nouvelle organisation des demandes d'interventions dans les écoles en passant par le service concerné permet de baisser ces demandes (31 % en 2021 et 25 % en 2022).

- **Le pôle entretien/maintenance - travaux en entreprise :**

Dans l'ordre décroissant, ce sont essentiellement des interventions sur :

- Des fuites en plomberie et des problèmes de chauffage.
- Des dégorgements sur le réseau d'assainissement (UPC, élémentaire Peguy et B. Malon)
- Des dysfonctionnements sur les ouvrants (B. Malon élémentaire et crèche Dolto) dus en grande partie à de mauvaises manipulations de fenêtre en oscillo-battante.
- Des dysfonctionnements de porte et portail

Les travaux d'investissement qui ont été entrepris depuis plusieurs années en rénovation de toiture et de terrasse ont permis de faire apparaître une baisse de ces interventions en fonctionnement.
Les interventions sur les réseaux d'assainissement sont récurrentes sur certains sites, des passages de caméra ont permis de desceller des fissures de canalisations (B. Malon).

En termes de **suivi des commissions de sécurité**, tous les bâtiments appartenant à la commune sont à jour des Commissions Communales de Sécurité et ils sont tous en avis favorable.

28 dossiers de demande d'aménagement des ERP privés ont été traités en 2021 contre 22 en 2021.

- **Le pôle transition écologique et économie d'énergie :**

En 2021, les différentes actions menées en régie et en entreprise ont permis de réaliser 46.472 € d'économie sur les énergies et les fluides. En 2022, la poursuite des opérations a généré **175.447 €** d'économie malgré une augmentation du prix des énergies et de l'eau.

<u>Economies de gaz :</u>

En 2021 : consommation de 5.806.589 kWh représentant 301.127,47 €
En 2022 : consommation de 5.018.013 kWh représentant 273.326,47 €
(source EDF)
Economie réalisée de 788.576 kWh représentant **94.049,59 €**

<u>Economies d'électricité :</u>

En 2021 : consommation de 2.609.828 kWh représentant 467.518,20 €
En 2022 : consommation de 2.115.588 kWh représentant 414.630,73 €
(source SIPPEREC)
Economie réalisée de 494.240 kWh représentant **71.588 €**

Economies d'eau :

En 2021 : consommation de 62.024 m3 représentant 155.979,82 €
En 2022 : consommation de 58.273 m3 représentant 153.969,25 €
(source VEOLIA)
Economie réalisée de 3.751 m3 représentant **9.809 €**

- **Faits marquants**

Le service patrimoine et bâtiments est mobilisé et mène des actions en faveur de la maitrise des coûts de l'énergie, de l'amélioration de l'efficacité énergétique et de permettre le développement des énergies renouvelables et ces actions sont pilotées par notre chargée d'énergie-fluides.

Actions menées en faveur des économies de gaz : optimisation et exploitation de toutes les périodes de vacances et les périodes « entre saisons » ; contrôle et surveillance du marché d'exploitation CVC visant à l'optimisation de l'exploitation des installations techniques ; amélioration de la situation énergétique de l'espace Maigné depuis les travaux de 2021 ; réduction de la puissance souscrite en gaz aux écoles Pauline Kergomard et Mohamed Megrez ; application d'un plan de sobriété énergétique (programmation horaire, consigne de chauffe, consigne de mode hors gel…) ; travaux de rénovation des toitures avec isolation thermique (élémentaire Péguy, une toiture terrasse de la maternelle Buisson, du bâtiment annexe de Kergomard et du bâtiment B de Benoit Malon élémentaire).

Actions menées en faveur des économies d'électricité : révision des contrats d'électricité (détection des anomalies au niveau des puissances souscrites) ; changement des lampes en LED en régie sur les sites identifiés comme étant les plus énergivores ; installation par la régie de détecteur de présence dans les circulations et les pièces techniques dans plusieurs sites ; choix des matériels (fours, radiateurs électriques, VRV ….) en rapport avec leur consommation énergétique ; des économies grâce au plan de sobriété énergétique de chauffage

Actions menées en faveur des économies d'eau : réparation des fuites ; installation par la régie de robinet temporisé à détection sur les lave-mains ; pose de fontaines électroniques (maternelle Desnos) ; installation de robinet électronique sur les urinoirs ; révision des contrats d'eau ; rencontre avec VEOLIA pour optimiser les contrats (points de livraison sans consommation, bouches de lavage……)

Enfin en décembre 2022, une dernière action a été menée, essentielle à la sobriété énergétique : sensibilisation et implication du personnel dans la démarche de sobriété énergétique avec la nomination d'un « référent sobriété énergétique » par site.

En parallèle, des travaux sont réalisés dans le cadre de l'entretien et de la rénovation du patrimoine bâti.

- **Perspectives**

- Mise en place du schéma directeur énergétique afin de définir un objectif énergétique et un programme d'actions répondant aux exigences du décret tertiaire. Cet objectif permettra d'élaborer une stratégie patrimoniale transcrite dans le plan pluriannuel d'investissement 2024-2027.

- Contrôle systématique sur les équipements de plomberie et d'électricité des écoles lors des fermetures des établissements.

- Mise en place d'un contrôle d'accès des établissements de la ville afin de garantir et protéger les accès des sites.

DEMOCRATIE LOCALE

Vie citoyenne et associative

1. Actions

Transformation du service dédié à la vie associative avec la création du service Vie Citoyenne et Associative en avril 2022 avec deux missions principales :

- Soutenir et promouvoir les dispositifs de démocratie locale et participatifs.
- Développement et accompagnement de la vie associative au Kremlin-Bicêtre.

Le service est garant du bon fonctionnement et de la gestion administrative de la Maison de la Vie Citoyenne et Associative (MCVA) et de l'Espace André Maigné.

Chaque année, différentes opérations sont organisées :

- Trois appels à subventions sont programmés, dont deux pour soutenir les projets des associations et le dernier pour les aider à supporter les coûts de fonctionnement de leurs structures.
- Un forum des associations est organisé pour promouvoir leurs actions et les aider à recruter des adhérents et des bénévoles et renforcer le lien inter-associatif.

Les instances de dialogue mises en place en 2020, à savoir les réunions inter-associatives et le Conseil Consultatif de la Vie citoyenne et associative (CCVA) permettent de faire évoluer, de réajuster et de compléter l'accompagnement du tissu associatif dans une volonté de concertation et de participation.

A ce titre, le projet structurant de l'année 2022 est de proposer une offre bancaire adaptée à leurs besoins et moins onéreuse avec la volonté que celle-ci voie le jour au 1er janvier 2023. Le cahier des charges a fait l'objet d'une concertation avec le CCVA pour qu'il soit défini selon les réalités de terrain.

Les Conseils de quartier ont élargi leur périmètre d'intervention avec la création d'un bureau de quartier pour chacun des trois conseils et le rattachement du budget participatif à ces derniers.

Ces instances deviennent progressivement de réels espaces de discussions, de rencontres, de débats et de concertation avec notamment la préparation des réunions et la définition de l'ordre du jour en amont avec les bureaux de quartier.

Tout est mis en œuvre par le service afin que le référendum kremlinois devienne un rendez-vous démocratique et citoyen annuel. D'autres instances, telles que le comité éthique, devront compléter les dispositifs locaux dont le service assure le suivi.

L'Université populaire permanente, les semaines thématiques, la journée de la laïcité et le Festival de l'écologie populaire ont été créés dans le but de sensibiliser les Kremlinoises et les Kremlinois sur des engagements clefs de la Ville : le savoir accessible à tous, l'égalité femme-homme et la lutte contre les violences, l'écologie ou encore les enjeux de mémoire et de laïcité.

1ère édition du Festival de l'écologie populaire

Cette première édition a été très bien accueillie par les habitants. En effet, plus de 6 000 personnes sont venues au Parc Pinel durant le week-end. Les activités, l'espace buvette et les food trucks ont rencontré un franc succès. Ce festival a permis par ailleurs d'explorer de nouveaux formats de communication : affichage dans les stations de métro, bâches sur les grilles et le cabanon du parc Pinel. Ces nouveaux supports ont fait leurs preuves, ils seront réutilisés à l'occasion.

Pilotée et entièrement réalisée par le service, la programmation pourra être étoffée l'année prochaine en incluant l'ensemble des services concernés et ceux qui souhaitent s'y associer pour proposer plus d'ateliers. Au total, ce sont 22 ateliers et animations qui ont été proposés gratuitement. Enfin, pour ne rien gâcher, la météo était également au rendez-vous.

Lors de cette première édition le combat contre le plastique a été de mise. Un guide de bonnes pratiques a été intégré à la programmation pour sensibiliser les festivaliers.

1ère édition du budget participatif

Le budget participatif a reçu un très bon accueil. Avec l'implication des conseils de quartier dans le processus de décision, Cette séquence a permis d'aller plus loin dans le processus participatif. Malgré une mise en œuvre des projets toujours en cours, celui-ci sera réitéré chaque année.

Mise en place du partenariat avec le crédit mutuel du Kremlin-Bicêtre

En décembre 2022, le service a annoncé aux associations la banque retenue pour un partenariat permettant de réduire les coûts bancaires des associations. En effet, après un constat mutuel, les associations et la Ville se sont aperçues qu'une part importante de leur budget de fonctionnement était dédié au paiement de frais bancaires parfois exorbitants au regard de leur utilisation limitée des services bancaires, et ce au détriment d'autres dépenses importantes. Fort de ce constat, le cahier des charges a été réfléchi avec le CCVA afin de répondre au mieux à leurs attentes. Le coût initial de l'offre a été négocié par le service. Depuis le lancement de ce partenariat, 15 associations ont changé de banque. De plus, le crédit mutuel propose des outils d'accompagnement juridiques et financiers gratuits aux associations.

2. Données chiffrées

Vie Associative

- 3 réunions inter-associatives participation moyenne de 60 associations présentes.
- 1 instance consultative, le comité consultatif de la vie associative (CCVA) constituée de 10 associations sur la base du volontariat. Rendez-vous trimestriel.
- 1 forum des associations avec la participation de 80 associations et 6 services de la Ville. Données de fréquentation inconnues.
- 30 000 € de subventions réparties en 3 séquences : 2 appels à projets et une subvention de fonctionnement soit 58 associations soutenues en 2022.
- Mise en place d'un partenariat bancaire avec le Crédit Mutuel du Kremlin-Bicêtre en décembre 2022.

En 2022, les associations ont subi la suppression du forum des solidarités organisé chaque année par le département du Val-de-Marne.

Vie Citoyenne

1ère édition du budget participatif : 151 projets déposés (120 en ligne et 31 en papier). 9 retenus et votés en conseils de quartier (3 par quartier).

Conseils de quartier : 3x4 réunions au cours de l'année avec 3x4 réunions préparatoires avec les bureaux de quartier pour une fréquentation variable selon les quartiers allant de 10 à 60 personnes.

Université populaire permanente : 10 conférences thématiques organisées à l'auditorium de la médiathèque avec la participation d'une quinzaine de personnes en moyenne.

1ère édition du Festival de l'écologie populaire : 2 jours de festival, 6 607 festivaliers, 22 ateliers et/ou animations, 4 food trucks, inauguration de la buvette associative, 3 retombées dans la presse, budget : 18 330 € et 32 agents de la Ville mobilisés.

4 événements thématiques :

- Semaine droits des femmes

  10 événements dont 2 expositions, 1 pièce de théâtre, 1 lecture théâtralisée, 1 atelier d'improvisation, 1 séance de cinéma, 2 concerts, 1 quizz, 1 rencontre littéraire.

- Semaine de la Mémoire

  1 exposition dans le hall de la mairie, 1 projection débat qui a , 1 jeu de rôle 1 rencontre littéraire

- Semaine de lutte contre toutes les violences

  3 actions de sensibilisation dont la distribution de 40 000 sachets de sensibilisation dans 5 boulangeries et 7 pharmacies de la Ville, 1 partenariat avec l'AFCCC et l'achet de 20 bons pour 4 séances de suivi psychologiques ainsi qu'un rassemblement contre les violences faites aux femmes (25 personnes

présentes).

7 actions culturelles dont 2 expositions, 3 ateliers d'arts plastiques organisés dans le cadre de la journée de l'enfant à destination des périscolaires et auprès du service jeunesse. Au total, ce sont 42 mineurs qui ont pu suivre ces ateliers. Journée de la laïcité durant laquelle un théâtre-forum a été organisé à l'auditorium.

2ème Référendum Kremlinois annuel avec comme question « approuvez-vous la réduction de la vitesse à 30km/h sur les voiries communales ? » pour laquelle le « oui » l'a emporté à 66,6%.

Communication

1. Actions

Le service communication a pour rôle de promouvoir la collectivité, ses événements et ses projets. Il a aussi pour mission d'informer les Kremlinois et d'accompagner les services de la collectivité sur le choix des outils de communication à adopter.

Les projets 2022 :

- Un nouveau logo et une nouvelle charte graphique pour plus de cohérence et une meilleure identification de la ville.
- Une ligne éditoriale clarifiée pour les réseaux sociaux.
- Une rationalisation économique de la communication de la ville.

Une nouvelle identité visuelle pour la ville

En 2022, le service communication a engagé un travail de renouvellement du logo et de la charte graphique de la ville avec comme lignes directrices une meilleure identification de la ville, une plus grande cohérence graphique de la communication municipale et une image modernisée. Le service communication a fait appel à 3 graphistes qui ont réalisé plusieurs propositions de logo et d'univers graphique. Deux logos ont retenu l'attention des élus et ont été soumis au vote des kremlinois d'août à fin septembre 2022 (482 votes). Suite au choix du logo, le travail sur la charte graphique a été lancé. Cette charte qui sera finalisée en 2023 permettra d'avoir un guide d'utilisation qui explique les règles d'usage des composantes du logo.

Des dispositifs de communication repensés pour les gros événements

Une réflexion a été menée pour repenser nos dispositifs de communication sur certains événements d'envergure. Ce fut notamment le cas pour le Festival de l'écologie populaire, les Art'dentes et les Estivales avec le déploiement de bâches grand format en plusieurs lieux de la ville : parc de Bicêtre, rue Rossel, parc Pinel, stade des Esselières. Ces bâches programmatiques ont permis d'améliorer la visibilité des gros événements de la ville.

L'utilisation d'espaces publicitaires dans les stations de métro Place d'Italie et Porte d'Italie a également été expérimenté pour le Festival de l'écologie populaire et pour les Art'Dentes avec comme objectifs de communiquer auprès des Kremlinois usagers du métro mais aussi d'élargir notre public cible. Même s'il est difficile de mesurer l'impact de ces 2 campagnes dans le métro, celles-ci ont sans aucun doute contribué à la réussite de ces 2 événements.

Le lancement du nouveau marché forain

En mars 2022, le marché du Kremlin-Bicêtre a évolué avec une modification de son emplacement et une reprise en main en régie par la municipalité. Une campagne de communication a été lancée à cette occasion avec comme objectifs d'identifier le renouveau du marché, valoriser l'offre commerciale et promouvoir l'action de la municipalité en faveur de la disparition des sacs en plastique. Cette campagne s'est déployée de mars à mai 2022 avec le déploiement d'un nouveau logo, l'installation de supports de communication urbains sur l'avenue Eugène Thomas, l'utilisation d'un marquage au sol provisoire et la fabrication de sac en tissu et en papier kraft pour les clients du marché.

Mise en place d'un groupe de travail pour réfléchir collectivement aux enjeux de la communication institutionnelle

A l'initiative du directeur de cabinet, un groupe de travail composé de l'ensemble des agents du service et du cabinet du maire a été initié à l'automne 2022 afin d'offrir des temps d'échanges réflexifs et prospectifs sur la communication de la ville. Ce travail critique doit permettre d'élaborer puis de mettre en œuvre des axes d'amélioration de la communication municipale.

Deux temps d'échanges ont eu lieu en 2022 : le premier consacré à un état des lieux global de la communication de la ville et le second à la stratégie de la ville sur les réseaux sociaux. Cette seconde réunion a permis d'enclencher une réflexion sur la ligne éditoriale sur les diverses pages réseaux sociaux de la ville.**Lancement d'une chaîne podcast**

En 2022, la ville a investi le média audio avec le lancement d'une chaîne de podcasts permettant de valoriser les enregistrements audio des conférences Université populaire permanente. Une collaboration avec des élèves de la classe théâtre du conservatoire intercommunal a également permis une mise en voix de la série "Mémoire vive" du *Mag'* sur l'histoire du Kremlin-Bicêtre. Si le format podcast est intéressant à explorer pour la ville, il semble nécessaire de s'interroger en 2023 sur l'utilisation que la ville du Kremlin-Bicêtre en fait.

2. Données chiffrées

Les dépenses du service communication se sont contractées de 30% entre 2021 et 2022.

Ces économies ont été rendues possibles par un questionnement de l'ensemble des dépenses du service. Des efforts importants ont notamment été réalisés sur :

- diminution des diffusions toutes boîtes aux lettres et donc des impressions à gros tirage
- L'internalisation d'une partie des travaux graphiques
- diminution des prestations vidéo et photos

Fréquentation du site internet kremlinbicetre.fr :

Le site internet de la ville a été renouvelé en octobre 2021. A cette occasion, l'outil statistique a également été changé. Des comparaisons pertinentes peuvent être faites uniquement sur une même période d'une année à l'autre soit entre novembre/décembre 2021 et novembre/décembre 2022.

Les données 2022 :

- 284 336 visites
- 706 265 pages vues (nombre d'affichages d'une page)
- 481 122 pages vues uniques (nombre de sessions avec un ou plusieurs affichages de la page)

Comparaison sur la période novembre/décembre 2021 et 2022 :

- Visites : +24
- Pages vues : -2%
- Pages vues uniques : +3,7%

Statistiques réseaux sociaux :

Facebook

- Publications : 620 publications contre 244 en 2021 (+376)
- Nombre d'abonnés : 4 119 abonnés contre 3 844 en novembre 2021 (+275)

Instagram

- Publications : 72 publications contre 73 en 2021 (-1)
- Nombre d'abonnés : 1 651 abonnés contre 1 409 en novembre 2021 (+242)

Twitter

- Tweets : 295 tweets contre 128 en 2021 (+167)
- Nombre d'abonnés : 1 670 abonnés contre 1458 en 2021 (+212)

Ces chiffres démontrent un investissement massif du service sur les réseaux sociaux avec une progression importante des publications sur Facebook et story Instagram. Il faut également noter une croissance du nombre d'abonnés.

Diffusion toutes boîtes :

- 2021 : 36 diffusions toutes boîtes
- 2022 : 29 diffusions toutes boîtes

Une baisse significative en 2022 à poursuivre en 2023.

Statistiques de diffusion des infolettres :

- Le Mag' Senior : 53% (taux d'ouverture) / 5,6% (taux de clics)
- Bruits de saison : 27% / 2,7%
- Le Mag'Hebdo : 32% / 5,6%
- Réflexe : 16% / 2,9%

Avec des taux d'ouverture supérieurs à 25% pour nos 3 infolettres à destination des Kremlinois, ce média numérique de communication est très pertinent. Il faut poursuivre les efforts pour faire progresser nos listes de diffusion.

A l'inverse, l'infolettre "Réflexe" envoyée aux agents de la collectivité sur des sujets en lien avec la sobriété énergétique n'a pas rencontré son public. Ce format est à questionner.

Evènementiel

1. Actions

Le service Evènementiel qui a intégré la direction de la Démocratie locale en 2021 a pour rôle de promouvoir le rôle de la collectivité par le biais d'évènements et de manifestations diverses. Il assure la partie technique des conseils municipaux. Il est également garant de la bonne tenue des cérémonies officielles, des temps forts de la Ville et des réunions publiques.

Le service est également chargé du bon déroulement des évènements de la ville. De la conception à la bonne tenue en passant par la coordination globale, il s'assure de travailler en transversalité avec l'ensemble des services concernés, pour se faire, un calendrier événementiel accessible à l'ensemble des responsables de service a été mis en place. Les fiches projets ont également été améliorées afin de recenser l'ensemble des besoins par événement dès lors que celui-ci nécessite l'implication de différents services.

En coordination avec le service communication, le service évènementiel a la charge de l'affichage de la communication de la Ville et des associations.

En plus des activités récurrentes du service, la fête nationale du 14 Juillet est l'évènement interservices qui a mobilisé la présence de services très divers, tels que le service culturel, la police municipale de proximité, le service garage/logistique ainsi que d'autres intervenants et prestataires extérieurs.

L'évènement a pu rassembler environ 1 000 personnes sur toute la journée. En s'appuyant sur les données récoltées des années précédentes, cet événement a rencontré un franc succès. Le nombre important de personnes présentes sur la piste de danse et le spectacle pyrotechnique de grande qualité permettent d'aborder les prochaines éditions en prenant en compte ces éléments.

Le service Reprographie est quant à lui, en charge de la reproduction de documents administratifs émanant de l'intégralité des services de la ville et des associations. Il a également en charge les demandes de duplications, de façonnage et la gestion des commandes et de la distribution des ramettes de papier.

2. Données chiffrées

Vœux du Maire

En raison des restrictions sanitaires, les traditionnelles manifestations des vœux du Maire n'ont pu être organisées.

Le service a fait la promotion de la ville sur des évènements récurrents tel que :

Les Estivales Kremlinoises :

Cet évènement majeur est piloté par le service Evènementiel avec une programmation interservices importante, à savoir :

La Fête de la Musique (le 21 juin / estimation du public : 100 personnes) avec des artistes en déambulation sur toute la ville dont le service vient en appui du service culturel.

La Fête de la ville (25 juin) / estimation du public 2 000 personnes)

Initialement regroupée avec le forum des associations, la fête de la ville a retrouvé sa propre existence en 2022.

Cette nouvelle édition incluait un carnaval des familles qui a rencontré un franc succès avec la participation de 900 personnes, une vingtaines d'activités pour petits et grands qui réunissaient services de la Ville, associations et prestataires extérieurs, 1 exposition, 1 concert et des stands associatifs pour se restaurer. Le service coordonne l'entièreté de l'évènement.

Festival des Art's Dentes (1er week-end de juillet / estimation du public : 2 200 personnes Sur les trois jours).

Initié en 2021, le service est en appui du service culture sur le volet logistique et le bon déroulé du Festival.

La Fête Nationale du 14 juillet / estimation du public 1000 personnes sur la journée).

Evénement coordonné par le service, il s'est déroulé en deux temps forts, un apéritif républicain au sein du Parc Pinel suivi d'un temps plus festif au sein du Parc de Bicêtre avec un concert en première partie et en clôture un spectacle pyrotechnique**.**

Budget de l'évènement : 25 200 € (comprenant le spectacle pyrotechnique, la sonorisation et la lumière, la couverture de scène…).

Autres données chiffrées liées à l'activité du service :

- 11 cérémonies officielles estimation du public : 30 pers. / Cérémonies
- 7 conseils municipaux estimation du public : entre 10 et 20 pers. / CM)

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Police municipale de proximité

1. Actions

Par sa visibilité et ses partenariats avec les kremlinois et l'ensemble des institutions publiques et privées, la police municipale de proximité assure la prévention selon les spécificités des quartiers. Elle contribue à la cohésion sociale et procède par une approche de résolutions de problèmes, assurant la récolte d'informations nécessaire à la prise de décisions adaptées et informées.

- **L'amélioration du cadre de vie, la lutte contre les incivilités et contre l''insécurité vécue ou ressentie, la préservation de l'espace public et de la tranquillité.**

Par leurs missions et leur présence quotidienne sur le terrain, les Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP), le garde-champêtre, les agents de police municipale et les agents de surveillance des passages piétons (ASPP) concourent, en lien étroit avec les autres acteurs de la sécurité et de la prévention de la délinquance, à la lutte contre l''insécurité réelle ou ressentie, les actes de délinquance et les incivilités.

Ils ont pour missions principales:

- La surveillance des passages piétons aux heures des entrées et sorties scolaires : ASPP.
- Le rappel à la réglementation (dépôts sauvages, réparations mécaniques sur la voie publique, déjections canines…)
- La verbalisation du stationnement payant et gênant : ASVP, PM.
- La verbalisation des auteurs de certaines infractions (dépôts sauvages, infraction au code de la route,

propriétaires de chiens ne ramassant pas les déjections de leurs animaux,…).

- **La transversalité et le partenariat**

Cette année a été marquée par le renforcement de partenariats entre la ville et certains acteurs clés qui concourent à la prévention de la délinquance. La convention bipartite Police Municipale/Forces de sécurité de l'Etat a continué à se développer et des liens opérationnels plus étroits ont permis une action plus efficiente sur la commune.

Les GPO (Groupes de partenariat opérationnel) sont mis en œuvre dans le cadre de la police de sécurité du quotidien à raison de 2 réunions mensuelles. Ils réunissent des acteurs de terrain autour de problèmes de sécurité dans tout ou partie d'un quartier et ont vocation à le résoudre de manière collective, avec des résultats perceptibles à court ou moyen terme par la population.

De la même façon le partenariat déjà engagé avec les bailleurs et syndic de copropriété, s'est consolidé pour garantir une meilleure réactivité de chacun sur des problématiques récurrentes de sécurité (médiation, échanges d'information, véhicules épaves, tags, etc .)

Un nouveau travail collaboratif s'est également engagé avec les services de la RATP et les commerçants dans la lutte contre les vendeurs à la sauvette (voir infra) : actions communes en lien étroit avec leur service dédié aux infractions de mendicité, vente sur le périmètre restreint de la station de métro Kremlin Bicêtre de la ligne 7.

Un travail important est également engagé auprès des publics fragiles en lien étroit avec le Service Maintien à domicile, le CCAS et le Service Seniors (orientation vers les bonnes structures, conseils, accompagnement dans leurs démarches lorsqu'ils sont victimes, etc).

D'autre part, le service à vocation à travailler régulièrement avec les services de la Direction des services techniques (service régie bâtiment, service logement, pour la sécurisation et la surveillance des appartements vides de la ville, service commerce pour le contrôle des terrasses et des droits d'étalage, le marché forain, service hygiène salubrité pour les conflits de voisinage liés aux bruits et à la salubrité), mobilité voieries….

Le travail de transversalité quotidien et régulier entre le service de propreté urbaine, l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre et l'ensemble des acteurs de la Direction est assuré pour traiter des problématiques transversales notamment dans la lutte contre l'insalubrité de la ville mais aussi la préservation des espaces publics et d'inciter la population à se comporter de façon responsable face à ce problème.

- **Suivi du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et des actions à mettre en œuvre**

L'année 2022 a permis la conception et/ou la réalisation de plusieurs actions :

- Participation aux cellules de veille pilotées par le maire en charge des questions de sécurité et de prévention de la délinquance, en présence du Directeur de la Police de Proximité et des responsables du commissariat durant lesquelles nous traitons des dossiers sensibles et d'actualité de la ville et l'évolution de la délinquance. Au cours de ces réunions le maire en charge des questions de sécurité et de Prévention de la délinquance donne ses orientations pour mettre en place des réponses aux problèmes qui se posent ;
- Accueil de 11 personnes condamnées (1073 heures) à des peines de Travaux d'Intérêt Général en lien avec les tuteurs.
- Surveillance de 10 logements des Kremlinois inscrits dans le cadre de l'opération Tranquillité Vacances de la police nationale à laquelle la ville est associée;
- La contribution du service à la sécurisation, au marché forain, aux commerces sensibles en période de fêtes de fin d'année dans le cadre du Plan Anti hold-up de la police nationale,
- La tenue tous les mercredis de la permanence juridique assurée par une juriste du CIDFF 94 au sein du Service Tranquillité Urbaine.

- **Sécurisation des manifestations dans la ville**

Comme chaque année, la DPMP a été amené à assurer le bon déroulement et la sécurisation des manifestations qui ont eu lieu dans la ville : les vœux du Maire : sécurisation des trois jours ; le festival écologie populaire ; certaines manifestations sportives ; l'intégralité des cérémonies commémoratives ; les Estivales Kremlinoises ; la fête de la ville ; la sécurisation des manifestations de Noël (patinoire).

- **Surveillance des appartements vides de la ville**

Ce dispositif, mis en place sur la ville, implique le passage quotidien d'agents du Service Tranquillité Urbaine dans l'ensemble des appartements inoccupés de la ville.
Ce dispositif porte ses fruits et la très bonne réactivité des services (services technique) ont permis d'empêcher le squat de plusieurs bâtiments de la ville.

- **Sécurisation des commerces**

Dans le cadre des missions renforcées d'ilotage et de proximité, la DPMP poursuit au quotidien son dispositif de sécurisation spécifique des commerces.

Le service procède régulièrement à des visites chez les commerçants de la ville. L'objectif est d'instaurer un dialogue et un climat de confiance entre la Police Municipale et les commerces, de faire remonter des informations pour impulser une dynamique de vigilance.

Enfin, le Service reste également très mobilisé dans le cadre du plan Vigipirate renforcé avec une sécurisation accrue de certains bâtiments publics : médiathèque L'Écho, Centre social Germaine-Tillion, lieux de culte…

La Police municipale est mobilisée tous les jours de la semaine pour écouter, conseiller, et lutter contre le silence, la peur et l'isolement. Le public reçu est majoritairement féminin : les femmes représentent 65% des personnes informées.

- **Suivi des personnes sans domicile fixe ou en situation de très grande précarité**

Les agents de la Police de Proximité ont pris en charge cette année 4 personnes en situation de grande précarité sur la ville avec un suivi régulier, le temps de leur prise en charge en collaboration étroite avec le SAMU Social.
Sur les 4 personnes prises en charge, 2 sont des personnes régulières, qui évoluent sur le Kremlin-Bicêtre tous les jours.

- **Poursuite de la mise en place d'un dispositif de vidéo protection**

La vidéo protection est instituée dans le cadre d'une approche qui englobe toutes les actions déjà menées en complémentarité avec les dispositifs de présence humaine.
La vidéo protection est intégrée dans une programmation pluriannuelle placée sous la compétence du Conseil Local de Sécurité et de prévention de la Délinquance. La vidéo protection permet de surveiller, dissuader des délinquants et contribue à la qualité de vie des habitants ainsi qu'à leur tranquillité. La vidéo protection est un outil indispensable d'aide à l'investigation pour les forces de police.

Les objectifs de la vidéo protection sont les suivants :

- Participer à la lutte contre la délinquance de voie publique : vols, vols avec violence, vols à la tire, vols à la roulotte, dégradations, etc ;
- Lutter contre le sentiment d'insécurité en créant un climat de confiance ;
- Dissuader les auteurs potentiels de passer à l'acte par la présence d'une surveillance visible et permanente (mise en place d'un centre de supervision urbaine qui permet le visionnage des images en direct par un personnel formé) ;
- Identifier les auteurs d'infractions ;

Vidéo verbaliser les auteurs de certaines infractions routières et plus particulièrement le stationnement gênant (installation de matériel ad hoc pour pouvoir verbaliser les infractions au code de la route

2. Données chiffrées sur l'action des services

	2022	
	Fonctions	**Nbre**
Cadre	Directeur	1
Filière Police Municipale	– Garde champêtre – Agent de police municipale dont un en cours de recrutement	1 4
ASVP	Surveillance domaine public	11
Personnel Administratif	– Secrétariat du service – Régisseur Principal – Agent d'accueil	1 1 1
A S P P	Surveillance des passages piétons aux abords des écoles	6
Total		**26**

- **La verbalisation du stationnement**

	Kremlin-Bicêtre	
	2021	**2022**
Payant	**32872**	**40460**
Gênant	**13081**	**24983**
TOTAL	**39557**	**65443**

La verbalisation liée au stationnement

A l'heure actuelle, les caméras mobiles sont équipées pour permettre la vidéo-verbalisation. Ce dispositif permet de sanctionner principalement le stationnement en «double-file», véritable fléau des habitués de la RD7, gênant le flux de la circulation.

Suivi de la délégation de service public du stationnement

Outre le régisseur principal qui assure le contrôle de la régie de stationnement de surface, 2 agents sont spécialement dédiés à cette fonction. La régie est située à l'accueil de la DPMP et accueille notamment les usagers et contrevenants en plus d'assurer le suivi administratifs des collectes des horodateurs, des contestations et l'établissement des dossiers des résidents.

Pour l'année 2022, il a été comptabilisé :

- Nombre de Forfait de Post-Stationnement émis : **40460 à 17 €** (32872 en 2021),
- Nombre de Recours Administratifs Préalables Obligatoires traités : **1890, dont 570 concernant les Kremlinois et 1320 hors commune** (721 en 2021),
- Nombre de Recours Administratifs Préalables Obligatoires accordés : **1636, dont 552 pour les Kremlinois et 1084 hors commune, la majorité de ces accords concernent des personnes en possession de la carte mobilité inclusion au nombre de 841.**

- **Activité de la police municipale**

L'activité de l'unité de proximité, police municipale, est proche de l'îlotage. Il s'agit d'assurer une présence sur la voie publique, de rencontrer les usagers sur le terrain et les partenaires présents sur la commune (RATP, La poste,

hôpital, etc.), de recueillir toute information utile ayant trait à la sécurité. Cette unité a en charge de régler les petits conflits d'usage, d'assurer des actions de médiation, d'intervenir en présence de personnes agressives dans les services qui accueillent du public et d'une façon générale, d'apaiser les tensions et assurer une présence visible et rassurante.). Parmi les priorités opérationnelles de la PMP on peut retenir :

- L'accompagnement auprès des personnes désocialisées ou en situation de sans-abrisme nécessite un réel suivi régulier et permanent avec les services sociaux (115, centre d'hébergement…).

- La lutte contre les étalages sauvages qui, au mépris des règles d'hygiène et de santé publique, constituent une concurrence déloyale pour les commerçants. Ces installations occasionnent dégradations et nuisances sur l'espace public. En partenariat avec la cellule de lutte contre le travail clandestin et les douanes de Rungis, la Ville poursuit son plan de lutte contre la vente à la sauvette, avec des interpellations, mises à disposition et condamnation.

- L'activité opérationnelle est également liée au plan Vigipirate qui conduit le service à travailler en transversalité avec les autres services municipaux : encadrement et sécurisation de manifestations, patrouilles aux abords des écoles, centres de loisirs, sécurisation des crèches et équipements culturels…

- La Direction intervient en lien avec le service Commerce et en collaboration avec la Police Municipale dans l'encadrement de la vente et la distribution d'alcool chez les exploitants ne possédant aucune autorisation légale.

➢ **Focus sur le trafic de cigarettes, de drogues et de médicaments**

Le commerce illicite de cigarettes, de drogues et de médicaments s'est implanté et développé sur la commune du Kremlin Bicêtre bien que celui-ci reste localisé. Ce pan de l'économie souterraine génère une forte diversité de nuisances que touchent tant les riverains que les commerçants et les passants. C'est une tendance récente qui a explosé en 2021 avec une augmentation de 41% du tonnage de marchandises saisies par les douanes en 2021 par rapport à 2020 (chiffres : *Directions des Douanes*). Ce trafic emprunte les mêmes techniques que le trafic de stupéfiants, avec des risques moindres ou inexistants pour les vendeurs accompagnés de guetteurs, pourvoyeurs et de collecteurs de fonds afin de ne pas être porteur de numéraires et de paquets en nombre trop important lors des interpellations. Ce trafic, s'il s'avère moins lucratif que le trafic de stupéfiants, présente aussi moins de risques au plan judiciaire, ce qui explique que des réseaux criminels aient, depuis quelques années, développé cette filière.

Installé sur les zones de flux de passant important, la station de métro du Kremlin Bicêtre et le haut de la place de la République (accès hôpital universitaire) restent des emplacements privilégiés, ou les vendeurs sont facilement reconnaissables.
Les vendeurs parfois mineurs en situation irrégulière sur le territoire, sont le plus souvent eux-mêmes en détresse, victimes des réseaux mafieux, et en situation de grande précarité.

	Septembre 2022 à juin 2023	
Cigarettes	**7200 Paquets**	**37500 €**
Médicaments	**940 Boites**	**1 Pilule :10€**

Actions prioritaires de la Police municipale de proximité :

Commerces	Prise de contact commerce sensible (bijouteries, pharmacies, hôtels, opticiens)
	Nombre de problèmes signalés par les riverains
Bâtiments communaux	Conflit usager /agent de la collectivité
	Autres (équipements sportifs, Médiathèque, centre social, ccas, etc).

Intervention auprès des usagers	Résolution petits conflits, intervention auprès des personnes âgées, etc.
Opération Tranquillité Vacances	Logements visités (Juillet et Août) à raison de deux visites par semaine comme convenu avec la Police Nationale

DAB (distributeurs automatiques de billets)	Missions de surveillance sur les distributeurs sensibles, de prévention et d'intervention.
Intervention pour personne agressive ou dégradation	Résolution de petits conflits
Vendeurs à la sauvette	Eviction, retrait de marchandises, interventions communes avec la PN et/ou la RATP
Mendicité avec mineurs	Requête PN - Eviction
Commerces	Sur requête du commerce (vol, personnes suspectes, sentiment d'insécurité, etc).

- **Activité du Pôle surveillance de l'environnement**

Le pole Surveillance Environnement a pour missions générales la prévention, la sensibilisation, l'information de la réglementation auprès de tous les utilisateurs du domaine et des équipements publics et la lutte contre l'incivisme se manifestant par des atteintes à la salubrité publique et au cadre de vie, de signaler les dysfonctionnements tant sur des aspects de propreté, que de voirie, d'espaces verts et de tranquillité urbaine et de faire le lien entre les différents services en charges de régler ces dysfonctionnements.

Signalement et lutte contre la malpropreté –Mai a décembre	**2022**
Nb de dépôts sauvages constatés	405
Retrait sur demande a l EPT	693
Nb de courriers de mise en garde adressés aux personnes dont on présume qu'elles n'ont pas respecté les règles de collectes.	150
Retrait tags ou d'affiches	678
Intervention Parc Pinel	117
Intervention Parc Bicêtre	80

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-031

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

RAPPORT D'ACTIVITES 2022 DE LA VILLE DU KREMLIN-BICETRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-031-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-François DELAGE expose au conseil,

L'engagement de rendre compte de l'action de la commune aux membres du conseil municipal et la volonté de transparence conduit l'équipe municipale à la présentation d'un rapport d'activités des services publics de la Ville du Kremlin-Bicêtre.

Aucune disposition légale ou réglementaire n'oblige notre commune à réaliser un tel rapport d'activités.

Ce document permet ainsi d'informer les membres du Conseil municipal, et plus généralement l'ensemble des habitants du Kremlin-Bicêtre, de l'activité menée par les services municipaux dans le cadre de leurs missions. Aussi, chaque élu et les citoyens peuvent mesurer le niveau d'activités des services municipaux et de nos agents au service des Kremlinois que je tiens à remercier pour le travail accompli.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte du rapport d'activité de la Ville du Kremlin-Bicêtre pour l'année 2022.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François DELAGE,

Vu le rapport d'activités 2022 de la ville du Kremlin-Bicêtre ci-annexé,

Vu l'avis de la commission municipale concernée prenant acte du rapport d'activité 2022,

DÉCIDE

Article unique
De prendre acte du rapport d'activités 2022 de la ville du Kremlin-Bicêtre.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-031-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-032

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Election d'un président de séance pour l'adoption du compte administratif 2022 de la ville du Kremlin-Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-032-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Luc LAURENT expose au conseil,

L'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote.

Je vous invite donc à procéder à la désignation d'un président de séance pour le vote du compte administratif 2022 de la ville.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Luc LAURENT,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-14, L2121-21, relatifs à la désignation d'un président de séance lors du vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L1612-12 et L2121-31, relatifs à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 ne prenant pas part au vote (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article unique : De désigner M. Jean-François DELAGE comme président de séance pour l'adoption du compte administratif 2022 de la ville du Kremlin-Bicêtre.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-032-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-033

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Adoption du compte administratif 2022 du budget de la commune

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil,

Le Compte Administratif (CA) retrace l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées par la Ville sur une année. Il doit être présenté au Conseil municipal dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice, donc au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

Le compte administratif est le bilan financier de l'ordonnateur. Parallèlement, le comptable public, chargé d'encaisser les recettes et de payer les dépenses ordonnancées par le maire, élabore le compte de gestion qui doit correspondre exactement au compte administratif.

A la différence des budgets qui doivent afficher un équilibre parfait entre les prévisions de recettes et de dépenses votées, les balances du compte administratif indiquent le résultat, déficitaire ou excédentaire

D'ailleurs, une fois le compte administratif adopté, le conseil municipal vote une délibération d'affectation des résultats qui sont intégrés au budget de l'année dans le cadre du budget supplémentaire.

Les sections de fonctionnement et d'investissement vont être analysées, en dépenses comme en recettes.

Pour rappel, les « opérations réelles » correspondent à des entrées et des sorties de fonds et les « opérations d'ordre » sont des écritures comptables ne donnant lieu à aucun mouvement financier.

1. Vue d'ensemble de l'exercice 2022

Résultat de clôture 2022

Le résultat de clôture reprend le résultat de l'exécution (c'est-à-dire l'ensemble des recettes et dépenses effectuées par la collectivité entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'exercice) et y additionne les résultats de l'exercice précédent.

L'exercice 2022 est clôturé avec un résultat positif de 2,9 M€. Cet excédent est composé d'un excédent de fonctionnement de 2,0 M€ et d'un excédent d'investissement de 0,9 M€.

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	47 104 951,66	8 127 227,53	55 232 179,19
Dépenses de l'exercice	45 136 468,90	7 217 446,40	52 353 915,30
Résultat de clôture	**1 968 482,76**	**909 781,13**	**2 878 263,89**

Résultat global 2022

Le résultat global (ou final) ajoute au résultat de clôture les restes à réaliser (opérations commencées au 31 décembre mais non terminées) en section d'investissement.

Les restes à réaliser constatés fin 2022 s'établissent à 1,3 M€ en dépenses et à 0,03 M€ en recettes, soit un solde net négatif de – 1,3 M€.

	Fonctionnement		Investissement		Total
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
Résultat de clôture		1 968 482,76		909 781,13	2 878 263,89
Restes à réaliser			1 279 087,97	28 639,00	- 1 250 448,9
Résultat global		1 968 482,76	1 279 087,97	938 420,13	1 627 814,92

Le résultat global est donc positif (1,6 M€).

L'excédent 2022 constaté en section de fonctionnement et l'excédent 2022 constaté en section d'investissement seront intégrés au budget 2023, dans le cadre du budget supplémentaire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

2. La section de fonctionnement

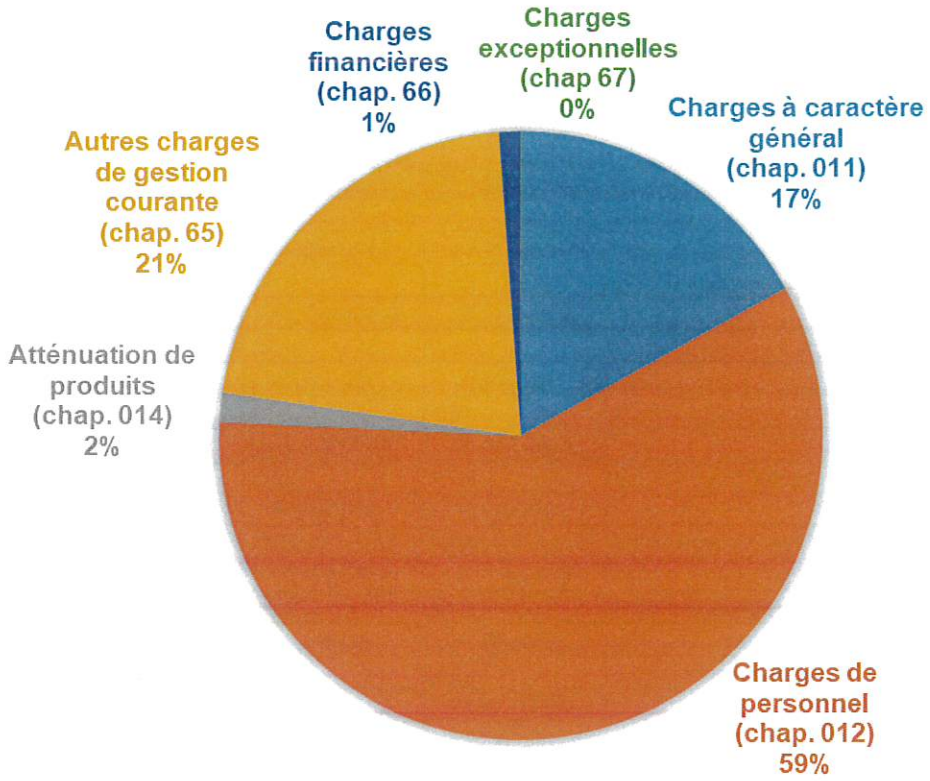
2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, comptabilisées au compte administratif 2022 sont de 45 136 468,90 € et se répartissent ainsi :

Dépenses de fonctionnement		2019	2020	2021	2022
Opérations réelles					
011	**Charges à caractère général**	**6 933 277,64**	**7 110 563,23**	**7 025 937,60**	**7 268 963,71**
	Evolution par rapport à n-1	*9,5%*	*2,6%*	*-1,2%*	*3,5%*
012	**Charges de personnel**	**23 193 644,81**	**23 560 642,61**	**23 441 322,24**	**25 192 830,21**
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*1,6%*	*-0,5%*	*7,5%*
014	**Atténuation de produits (FPIC)**	**181 324,00**	**156 332,00**	**475 339,00**	**677 815,00**
	Evolution par rapport à n-1	*-8,3%*	*-13,8%*	*204,1%*	*42,6%*
65	**Autres charges de gestion courante**	**8 665 533,00**	**8 992 905,76**	**8 849 428,93**	**9 210 585,46**
	Evolution par rapport à n-1	*3,3%*	*3,8%*	*-1,6%*	*4,1%*
	Dont frais et indemnités des élus	366 615,68	265 643,06	267 288,49	268 211,60
	Evolution par rapport à n-1	*7,1%*	*-27,5%*	*0,6%*	*0,3%*
	Dont FCCT versé au Territoire	6 612 810,00	6 713 589,00	6 745 856,01	6 865 713,14
	Evolution par rapport à n-1	*1,4%*	*1,5%*	*0,5%*	*1,8%*
	Dont autres contingents et participations obligatoires	654 668,15	712 446,15	667 268,09	913 394,00
	Evolution par rapport à n-1	*5,5%*	*8,8%*	*-6,3%*	*36,9%*
	Dont subventions de fonctionnement versées	990 899,20	1 278 299,73	1 129 181,66	1 127 552,54
	Evolution par rapport à n-1	*13,9%*	*29,0%*	*-11,7%*	*-0,1%*
	Dont autres charges de gestion courante	40 539,97	22 927,82	39 834,68	35 714,18
	Evolution par rapport à n-1	*5,0%*	*-43,4%*	*73,7%*	*-10,3%*
66	**Charges financières**	**692 080,98**	**620 853,01**	**559 381,01**	**513 008,86**
	Evolution par rapport à n-1	*-24,4%*	*-10,3%*	*-9,9%*	*-8,3%*
67	**Charges exceptionnelles**	**132 041,56**	**22 272,33**	**194 144,13**	**23 416,29**
	Evolution par rapport à n-1	*19,9%*	*-83,1%*	*771,7%*	*-87,9%*
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**39 797 901,99**	**40 463 568,94**	**40 545 552,91**	**42 886 619,53**
	Evolution par rapport à n-1	*1,7%*	*1,7%*	*0,2%*	*5,8%*
Opérations d'ordre					
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements)	1 163 435,38	1 367 104,26	1 378 944,65	1 290 799,37
	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Cessions)	-	-	-	959 050,00
	Evolution par rapport à n-1	*6,9%*	*17,5%*	*0,9%*	*63,2%*
Total général des dépenses de fonctionnement (réelles et d'ordre)		**40 961 337,37**	**41 830 673,20**	**41 924 497,56**	**45 136 468,90**
	Evolution par rapport à n-1	*1,8%*	*2,1%*	*0,2%*	*7,7%*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement par chapitre :



2.1.1 Charges à caractère général (chapitre 011)

Ce chapitre représente 16,9 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Il comprend les diverses dépenses nécessaires au bon fonctionnement des services (fournitures administratives, assurances, honoraires…) et des locaux (fluides, maintenance…) ainsi qu'aux prestations proposées aux Kremlinois.es (séjours, denrées alimentaires pour la restauration scolaire…).

Le chapitre 011, d'un montant de 7,3 M€ augmente de 243 026 € par rapport à 2021, soit + 3,5 %.

Les évolutions de ce chapitre s'expliquent de la manière suivante :

- Certains postes de dépenses sont en forte hausse en 2022, suite à l'inflation, due à la conjoncture économique :
  - C'est le cas des denrées alimentaires (+ 222 684 €, soit + 34,9 %), qui ont connu une très forte inflation,
  - C'est le cas également des fluides (+ 198 333 €, soit + 22,5 %),
  - C'est le cas enfin du carburant (+ 69 554 €, soit + 115 %).

- On note également les hausses suivantes :
  - La ville qui a repris la gestion du marché forain en régie à compter du 1er mars 2022 a fait le choix d'une amélioration qualitative de nos marchés avec notamment l'obligation d'installation sous barnums pour tous les commerçants forains. Cela induit des dépenses et des recettes nouvelles. La location et le montage / démontage des barnums a représenté une dépense de + 203 717 € en 2022.
  - De nouvelles missions ont été confiées à une association d'insertion par le travail qui concerne la surveillance des accès au marché forain ainsi que la gestion des accès et du nettoyage des parcs de la ville (138 497 €).

  Mais la hausse globale du chapitre 011 est contenue, grâce à la baisse de plusieurs postes de dépenses :
  - La prestation de bio nettoyage dans les écoles est en diminution. Elle avait été mise en place dans le cadre de la crise sanitaire, afin de respecter les protocoles. Cette prestation a été effectuée toute l'année 2021, et en 2022 jusqu'au mois de juin (Cela représente donc une baisse des dépenses en 2022 de - 102 340 €).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

- L'achat de fournitures est en diminution. C'est par exemple le cas des fournitures non stockées (nature 60628). Car les achats importants en 2021 rendus nécessaires par la crise sanitaire (masques, gel…) et par le fonctionnement du centre de vaccination sont en baisse en 2022 : - 63 357 €.
- Après une hausse en 2020 et 2021, le montant des dépenses liées aux frais d'entretien et de réparations des bâtiments diminue en 2022 (- 364 860 €).

2.1.2 Charges de personnel (chapitre 012)

Ce chapitre représente 58,7 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Les frais de personnel sont en augmentation de + 7,5 %.

Cette hausse s'explique par les éléments suivants :

- L'augmentation générale du point d'indice par l'Etat de tous les agents publics de + 3,5 %, à compter du 1er juillet 2022 soit un impact d'environ 2,7% sur la masse salariale en année pleine.
- La revalorisation des carrières à la suite des négociations sociales au niveau national pour certaines catégories de fonctionnaires et la rémunération des agents publics :
  - Deux relèvements successifs du minimum de traitement indiciaire (au 1er janvier 2022, puis au 1er mai 2022) pour maintenir une rémunération au niveau du SMIC. Cela concerne de nombreux agents de catégorie C, ainsi que certains agents de catégorie B.
  - Les trois augmentations successives du SMIC (au 1er janvier, au 1er mai et au 1er août 2022).
  - Le passage en catégorie B des auxiliaires de puériculture.
  - La revalorisation des emplois de la catégorie B.
- Les incidences du GVT (Glissement Vieillesse Technicité) correspondant au déroulement de carrière des agents (avancement d'échelons).
- L'organisation des élections présidentielles et législatives.
- La prise en compte, en année pleine, du nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour les agents de la ville à compter du 1er septembre 2021.
- Les coûts liés au fonctionnement du centre de vaccination (qui est resté ouvert jusqu'au mois de mars 2022). Sachant que seuls les salaires des agents spécifiquement recrutés en contrat à durée déterminée pour tenir le centre sont remboursés par l'Agence Régionale de Santé. Les salaires d'agents communaux mis à disposition pour le bon fonctionnement de centre restent à la charge de la commune sans compensation financière.
- Le remplacement de postes vacants en 2021 avec un effet année pleine en 2022.

La part significative du chapitre 012 dans les dépenses réelles de fonctionnement traduit la volonté de la ville d'assurer un service public de qualité internalisé, grâce au travail quotidien des agents de la collectivité, plutôt que de procéder à une externalisation des missions.

2.1.3 Atténuation de produits (chapitre 014)

Ce chapitre représente 1,6 % des dépenses réelles de fonctionnement.
Il est en hausse de 202 476 €. Ce chapitre comprend:

- Le prélèvement au titre du Fonds national de Péréquation horizontale des ressources Intercommunales et Communales (FPIC). Ce prélèvement s'élève à 145 638 € pour 2022. Il est en légère diminution par rapport à 2021.

- En 2021 et en 2022, l'Etat a instauré un prélèvement sur les amendes de polices pour garantir les recettes de fonctionnement d'Ile de France Mobilité au niveau des recettes perçues en 2018 (correspondant au dernier versement avant l'impact de la réforme).

  Pour le territoire du Kremlin-Bicêtre, cette recette figée est de 1 118 073 € par an.

  Ainsi, chaque année l'Etat calcule le montant des recettes « amendes de police », en fonction du nombre d'amendes dressées sur le territoire de la commune en année N-2. Si le montant est supérieur à 1,1 M€, la ville perçoit le solde (c'est à dire le montant total – les 1,1 M€ versés à IDF Mobilités). En revanche, si le montant est inférieur à 1,1 M€, la ville est prélevée par l'Etat de la différence.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Jusqu'en 2020, la ville percevait une recette au titre des amendes de police.

Mais en 2021, la ville a été prélevée de 321 800 €. Et en 2022, elle l'a été de 585 896 euros.

Ces prélèvements pèsent très lourd sur le budget de la commune qui a demandé, en vain pour l'instant, la suppression de la modification législative qui nous pénalise.

2.1.4 Autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Ce chapitre représente 21,5 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Après une diminution en 2021, il est en hausse en 2022 (+ 4,1 %). Cela est dû aux trois principales augmentations suivantes :

- *Le fonds de compensation des charges territoriales* (FCCT), correspond à la contribution versée par la ville au Territoire GOSB. Il est en forte augmentation en 2022 (+ 119 857 €). Cela vient du fait qu'une part importante du FCCT correspond à un reversement de fiscalité (4,4 M€ en 2022), qui évolue à la hausse en fonction de la revalorisation forfaitaire des bases fiscales. Or, en 2022 cette revalorisation était de + 3,4 %.
- *La subvention à l'école Jeanne d'Arc* n'avait pas pu être versée en 2021. Aussi, en 2022, la ville a procédé au versement de la subvention 2021 (156 744 €) et de la subvention 2022 (156 744 €). C'est ce qui explique la hausse de + 313 488 € à la nature 6558 entre 2021 et 2022.
- *La subvention versée au CCAS* est en hausse en 2022 (+ 44 450 €). Cette subvention permet d'assurer les missions que la ville confie au titre de sa politique de solidarité au CCAS. Ses missions principales sont les actions de maintien à domicile (apportant aide et soutien aux Kremlinois âgés et/ou en situation de handicap) et les dispositifs d'aides financières (aide alimentaire, bouclier communal « chèques énergie »…).

Par ailleurs, on constate qu'après la forte baisse des frais des élus entre 2019 et 2020 (suite à la décision de la nouvelle majorité de réduire le montant des indemnités des élus), en 2021 et en 2022 ces dépenses sont stables.

La participation au contingent incendie est en baisse en 2022 (- 67 387 €) après avoir enregistré une forte augmentation en 2021,

Ce chapitre inclus aussi les subventions aux associations et les aides aux particuliers.

2.1.5 Charges financières (chapitre 66)

Le chapitre 66 représente 1,2 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Dans la continuité des années précédentes, on note une baisse des frais financiers par rapport à 2021 (de – 46 372 euros).

Cela s'explique par le fait que les nouveaux emprunts souscrits en 2021 l'ont été à des taux très bas et la diminution du capital restant dû et donc des intérêts y afférents pour les anciens emprunts souscrits avec des taux d'intérêts plus élevés du fait de la conjoncture.

On peut noter qu'en 2022, le montant des intérêts d'emprunt est à son niveau le plus bas depuis ces 17 dernières années.

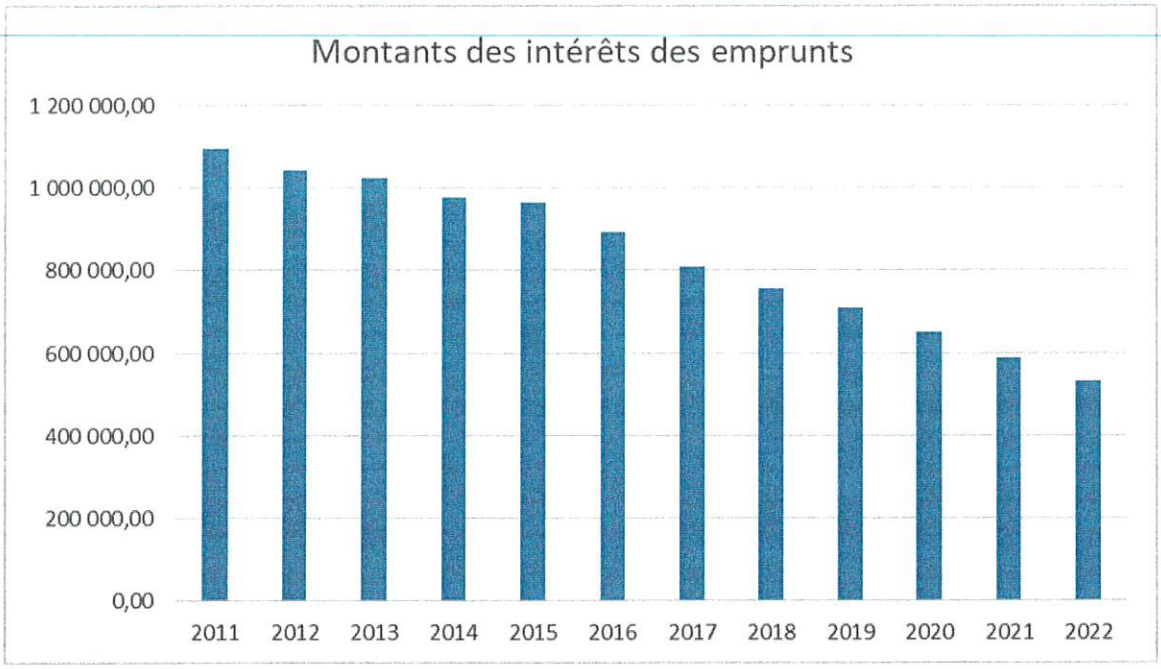
Deux phénomènes expliquent cette situation :

- Les emprunts souscrit en référence au livret A ont vu leur taux d'intérêt en baisse conformément à la baisse de la rémunération du livret A.
- Une baisse importante des taux d'intérêts proposés par les banques jusqu'au milieu d'année 2022. Ainsi les emprunts souscrits à taux fixe avant cette période ont des taux inférieurs à 2%

Toutefois, avec l'inflation, la rémunération du livret A augmentant, les taux variables basés sur cet indice vont augmenter tout comme les taux de bases proposés par les banques pour les nouveaux emprunts du fait de la politique de la banque centrale européenne.

Cette conjoncture devrait entraîner pour les années futures une augmentation des frais financiers.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023



2.1.6 Charges exceptionnelles (chapitre 67)

Ce chapitre représente 0,1 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Les charges exceptionnelles ont représenté en 2022 une dépense de 23 416 €.

Ces dépenses comprennent :

- Des régularisations et titres annulés sur exercices antérieurs,
- Le versement de l'ACAM (Aide Communale pour l'emploi d'une Assistante Maternelle Agréée) (en légère hausse),
- Le versement des bourses d'émancipation (en hausse).

A noter que l'exercice 2021 avait été marqué par deux dépenses exceptionnelles importantes (de 61 413 € et de 104 313 €). C'est ce qui explique la variation du chapitre 67 entre 2021 et 2022.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

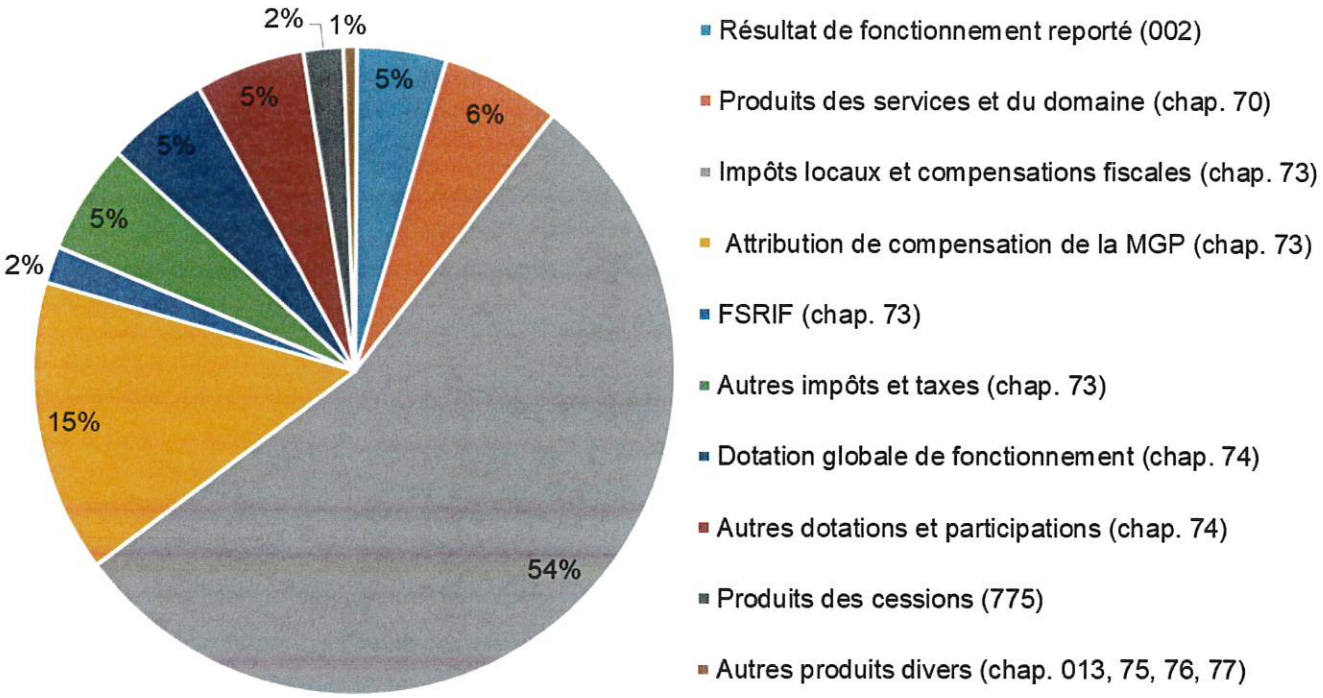
2.2 Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement, comptabilisées au compte administratif 2022 sont de 47 104 951,66 € et se répartissent ainsi :

	Recettes de fonctionnement	2019	2020	2021	2022
Opérations réelles					
002	**RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE**	**3 022 487,50**	**2 833 991,85**	**3 462 457,17**	**2 133 664,64**
	Evolution par rapport à n-1	*52,2%*	*-6,2%*	*22,2%*	*-38,4%*
013	**ATTENUATIONS DE CHARGES**	**143 531,52**	**48 146,30**	**187 740,34**	**67 024,32**
	Evolution par rapport à n-1	*-19,0%*	*-66,5%*	*289,9%*	*-64,3%*
70	**PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**3 100 278,35**	**1 945 772,64**	**1 764 295,63**	**2 816 691,94**
	Evolution par rapport à n-1	*28,1%*	*-37,2%*	*-9,3%*	*59,6%*
73	**IMPOTS, TAXES ET FISCALITE REVERSEE**	**33 754 865,57**	**35 561 232,00**	**35 395 610,92**	**35 770 277,94**
	Evolution par rapport à n-1	*2,2%*	*5,4%*	*-0,5%*	*1,1%*
	Dont Produit des taxes locales	23 115 859,00	23 724 128,00	24 904 881,00	25 448 611,00
	Evolution par rapport à n-1	*2,3%*	*2,6%*	*5,0%*	*2,2%*
	Dont attribution de compensation de la MGP	6 867 569,00	6 867 569,00	6 867 569,00	6 867 569,00
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*
	Dont FSRIF	872 582,00	989 920,00	872 582,00	872 582,00
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*13,4%*	*-11,9%*	*0,0%*
	Dont Stationnement payant	704 705,67	566 359,15	476 939,55	645 545,89
	Evolution par rapport à n-1	*-17,9%*	*-19,6%*	*-15,8%*	*35,4%*
	Dont autres taxes (taxes sur électricité, taxe de séjour, TLPE) et aide exceptionnelle de la MGP en 2020	879 522,34	758 245,39	582 890,61	673 413,99
	Evolution par rapport à n-1	*-1,2%*	*-13,8%*	*-23,1%*	*15,5%*
	Dont taxe additionnelle aux droits de mutation	1 314 627,56	2 655 010,46	1 690 748,76	1 262 556,06
	Evolution par rapport à n-1	*39,1%*	*102,0%*	*-36,3%*	*-25,3%*
74	**DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS**	**5 600 895,77**	**4 587 501,60**	**4 709 672,00**	**5 068 583,47**
	Evolution par rapport à n-1	*1,7%*	*-18,1%*	*2,7%*	*7,6%*
	Dont dotation forfaitaire	2 169 545,00	2 097 776,00	1 965 218,00	1 878 085,00
	Evolution par rapport à n-1	*-5,7%*	*-3,3%*	*-6,3%*	*-4,4%*
	Dont DSU et DNP	452 529,00	486 291,00	507 814,00	529 665,00
	Evolution par rapport à n-1	*3,9%*	*7,5%*	*4,4%*	*4,3%*
	Dont participations de l'Etat, de la Région et du Département	372 564,20	314 897,11	500 462,18	646 847,23
	Evolution par rapport à n-1	*8,6%*	*-15,5%*	*58,9%*	*29,2%*
	Dont participations de la C.A.F.	1 816 893,57	1 084 185,49	1 609 919,82	1 849 881,63
	Evolution par rapport à n-1	*3,5%*	*-40,3%*	*48,5%*	*14,9%*
	Dont compensations de l'Etat des taxes locales	726 142,00	561 516,00	90 296,00	83 806,00
	Evolution par rapport à n-1	*16,9%*	*-22,7%*	*-83,9%*	*-7,2%*
	Dont divers	63 222,00	42 836,00	35 962,00	80 298,61
	Evolution par rapport à n-1	*19,6%*	*-32,2%*	*-16,0%*	*123,3%*
75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**334 523,19**	**195 482,74**	**294 263,15**	**97 205,91**
	Evolution par rapport à n-1	*-10,6%*	*-41,6%*	*50,5%*	*-67,0%*
76	**PRODUITS FINANCIERS**	**1,80**	**1,50**	**1,44**	**1,80**
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*-16,7%*	*-4,0%*	*25,0%*
77	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**103 774,11**	**119 299,21**	**5 325,69**	**1 107 151,10**
	Evolution par rapport à n-1	*537,1%*	*15,0%*	*-95,5%*	*20688,9%*
	Dont Produits des cessions d'immobilisations	-	-	-	959 050,00
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*100,0%*
	Dont Autres produits exceptionnels	103 774,11	119 299,21	5 325,69	148 101,10
	Evolution par rapport à n-1	*537,1%*	*15,0%*	*-95,5%*	*2680,9%*
Total des recettes réelles de fonctionnement		**46 060 357,81**	**45 291 427,84**	**45 819 366,34**	**47 060 601,12**
	Evolution par rapport à n-1	*5,9%*	*-1,7%*	*1,2%*	*2,7%*
Opérations d'ordre					
042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	83 277,90	1 702,53	2 259,22	44 350,54
	Evolution par rapport à n-1	*-2,2%*	*-98,0%*	*32,7%*	*1863,1%*
Total général des recettes de fonctionnement (réelles et d'ordre)		**46 143 635,71**	**45 293 130,37**	**45 821 625,56**	**47 104 951,66**
	Evolution par rapport à n-1	*5,8%*	*-1,8%*	*1,2%*	*2,8%*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Répartition des recettes réelles de fonctionnement :



2.2.1. Résultat de fonctionnement reporté (002)

Ce compte représente 4,5 % des recettes réelles de fonctionnement.

Il correspond à l'affectation du solde de l'excédent de fonctionnement, au compte 002, approuvée par la délibération du 30 juin 2022 relative à l'affectation des résultats de l'exercice 2021.

2.2.2. Atténuations de charges (chapitre 013)

Ce chapitre représente 0,1 % des recettes réelles de fonctionnement.

Il concerne les recettes liées à des remboursements de salaires (trop perçu, assurance maladie…) ou de cotisations (caisses de retraite). Ces recettes peuvent donc être fluctuantes d'une année sur l'autre.

On note que le montant de ces recettes est à la baisse en 2022 (après l'année 2021 marquée des remboursements exceptionnels).

2.2.3. Redevances pour services rendus (chapitre 70)

Ce chapitre représente 6 % des recettes réelles de fonctionnement.

Il concerne principalement les recettes liées aux services facturés par la Ville aux usagers (crèches, restauration scolaire…).

Après les baisses constatées en 2020 et en 2021 (suite notamment aux effets de la crise sanitaire et des différents confinements), ces recettes sont à la hausse en 2022 (+ 1,05 M€).

Les principales augmentations sont les suivantes :

- + 76 032 € de *droits d'occupation du domaine public* (il s'agit par exemple des terrasses des commerçants, de l'installation d'échafaudages, etc…). Cette hausse des recettes s'explique par le faible montant des recettes perçues en 2020 et en 2021 (du fait de l'exonération des droits d'étalage et de terrasse mise en place par la ville pour les commerçants dans le cadre du bouclier communal

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-083-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

pour soutenir le commerce de proximité durant la crise sanitaire, et de la diminution de l'activité économique) dans cette période d'importantes difficultés.

- La reprise en régie de la gestion du marché forain, à compter du 1er mars 2022, a induit la création d'une nouvelle recette. Il s'agit des *droits de places*. Ceux-ci ont représenté une recette de + 188 993 euros en 2022.
- + 195 360 € de recettes liées au *forfait post stationnement*. Cette hausse est principalement due au faible montant des recettes de 2021, lié à la période de gratuité décidée par la municipalité lors de la crise sanitaire (du 4 avril au 4 mai 2021), et au ralentissement des activités et des déplacements.
- Les *redevances pour prestations de service* (restauration, crèches, séjours, périscolaire…) sont en hausse en 2022 (+ 503 035 €). Après les fortes baisses constatées en 2020 et 2021, ces recettes retrouvent leur niveau d'avant crise sanitaire.

2.2.4. Impôts et taxes (chapitre 73)

Ce chapitre représente 76,0 % des recettes réelles de fonctionnement.

Le montant de ce chapitre est en augmentation par rapport à 2021 (+ 374 667 €, soit + 1,1 %).

Les deux recettes suivantes sont stables :

- Le montant du FSRIF est stable en 2022 (872 582 €). Il s'agit du Fonds de Solidarité de la Région Ile de France qui assure une péréquation entre les communes de la région en fonction de leur richesse. Mise à part la hausse de 2020, le montant est identique depuis 2013.
- On remarque que l'attribution de compensation, versée par la Métropole du Grand Paris est stable depuis 2016 (6 867 569 €).

On constate que la recette suivante est en baisse :

- Le produit de la taxe additionnelle aux droits de mutation, est une recette volatile liée au marché de l'immobilier. En effet, toutes les transactions immobilières, locaux neufs ou anciens, logements ou locaux professionnels, sont soumises aux Droits de Mutation à Titre Onéreux.
  En 2020, la ville avait perçu une recette exceptionnelle (de 1 785 828 €) liée à la vente du centre commercial Okabé en 2019.
  En 2021, la ville avait également perçu une recette exceptionnelle de 535 092 € suite à la vente d'un immeuble de bureaux situé avenue de Fontainebleau.
  L'exercice 2022 ne comprend pas de ventes exceptionnelles (ce qui explique la baisse de – 428 193 € par rapport à 2021). Mais il s'agit d'un montant perçu élevé au regard des années précédentes.

Toutefois, les recettes suivantes sont en augmentation, et expliquent la hausse globale du chapitre 73 :

- Le produit des impôts locaux est en hausse (+ 543 730 €). Pour mémoire, depuis 2021, ce produit est composé de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, de la taxe sur le foncier bâti et de la taxe sur le foncier non bâti. La taxe foncière est majorée d'un coefficient correcteur qui permet de compenser la perte de la taxe d'habitation sur les résidences principales et les compensations fiscales TH (auparavant perçues au chapitre 74, et représentant un montant de 544 459 € en 2020).

  Les taux d'imposition n'ayant pas augmenté en 2022, cette hausse est due exclusivement à la revalorisation forfaitaire annuelle des valeurs locatives (+ 3,4 %) et à une augmentation physique des bases.
- Les recettes de stationnement sont en hausse suite à la reprise des activités et des déplacements, et à la fin des périodes de confinement.

- La taxe de séjour repart à la hausse (+ 146 810 €), après les fortes diminutions de 2020 et 2021 (liées à la baisse de l'activité touristique lors de la crise sanitaire). Toutefois, elle ne retrouve pas encore son niveau de 2018 - 2019.

2.2.5. Dotations, subventions et participations (chapitre 74)

Ce chapitre 74 représente 10,8 % des recettes réelles de fonctionnement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Au global, il est en hausse par rapport à 2021 (+ 358 911 €).

Dans ce chapitre, en 2022, on peut remarquer que la ville a perçu deux subventions exceptionnelles :

- 109 261 € d'aide versée par l'Etat dans le cadre du *contrat de relance de la construction durable* pour l'année 2022. Cela s'inscrit dans le cadre plus large du Plan France Relance. Ce contrat de relance a permis de soutenir la production de 111 logements (incluant 42 logements locatifs sociaux), dont 87 logements ouvrant droit à l'aide.
- 208 020 € de subvention versée par l'Agence Régionale de Santé pour le fonctionnement du *centre de vaccination* dont la ville s'était dotée en partenariat avec l'Etat.

Les recettes de la Caisse d'Allocations Familiales sont en hausse en 2022. Cela s'explique par le fait que la ville a perçu des subventions de la CAF dans le cadre du « fonds publics et territoires » 2020 et 2021, pour l'accueil d'enfants porteur de handicap (160 000 €).

Malgré la hausse globale de ce chapitre, on peut noter la baisse suivante :

La Dotation Globale de Fonctionnement est de nouveau en baisse en 2022 (- 61 946 €). Pour mémoire, la dotation globale de fonctionnement (DGF ci-après), comprend la dotation forfaitaire, la dotation de solidarité urbaine (DSU) et la dotation nationale de péréquation (DNP). Sur la période de 2014 à 2017, la DGF a fortement diminué, avec l'instauration de la contribution au redressement des comptes publics. Cette contribution est terminée depuis 2018.

Les recettes de la DSU ont tendance à augmenter très légèrement chaque année (+ 25 187 € en 2022).

L'évolution de la dotation forfaitaire, quant à elle, dépend maintenant principalement de la variation de la population (+ 20 172 € en 2022) et de l'application du dispositif d'écrêtement (en fonction du potentiel fiscal par habitant de la commune) décidé par la loi de finances. En 2022, la baisse de dotation forfaitaire s'explique par l'application de cet écrêtement (- 107 305 €).

2.2.6. Autres produits de gestion courante (chapitre 75)

Ce chapitre représente 0,2 % des recettes réelles de fonctionnement. Il comprend principalement les loyers et redevances perçus par la ville.

Il est en baisse en 2022 (- 197 057 € par rapport à 2021).

Cela s'explique par deux raisons principales :

- La ville n'a pas perçu les *recettes RODP* en 2022 (les redevances pour occupation du domaine public payées par les entreprises de réseaux de gaz et d'électricité). Cela représente un montant d'environ 60 000 €. Elle les a reçues, avec un décalage, en 2023. (Donc – 58 537 € de recettes par rapport à 2021).
- Auparavant, la ville percevait sur ce chapitre les *redevances des marchés forains* (dues dans le cadre de la délégation de services publics). A compter du 1er mars 2022, la gestion du marché forain a été reprise en régie. Aussi, la ville ne perçoit plus ces recettes (d'environ 55 000 € par an). Sachant qu'en 2021 la ville avait perçu une somme importante qui correspondait aux redevances du 4ème trimestre 2019, ainsi que des années 2020 et 2021. Ces recettes sont maintenant constatées au chapitre 70.

2.2.7. Produits financiers (chapitre 76)

Le montant de ce chapitre s'élève à 1,80 € en 2022.

Il s'agit des intérêts versés par la caisse d'épargne, produit issu des parts sociales détenues par la ville.

2.2.8. Produits exceptionnels (chapitre 77)

Ce chapitre représente 2,4 % des recettes réelles de fonctionnement. Il est par nature fluctuant.

En 2021, ce chapitre comprenait principalement les recettes liées aux pénalités et aux régularisations comptables.

En 2022, en plus de ces régularisations, ce chapitre comprend :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

- 101 512 € de *remboursements des assurances* suite à des sinistres. Il s'agit principalement de sinistres dans des bâtiments communaux liés à des intempéries (Médiathèque, Stade des Esselières et Centre social).
- 959 050 € de recettes liées à des *cessions* :
    - La cession d'un terrain situé 35 rue JF Kennedy (700 000 €),
    - La cession d'un terrain situé 16 rue Pierre Sémard – lot A (244 700 €),
    - La cession de deux véhicules.

2.3 L'autofinancement.

Au vu de ces résultats, l'épargne brute 2022 s'établit dans les conditions suivantes :

(Pour mémoire, l'épargne brute est un indicateur pertinent pour apprécier la santé financière d'une collectivité territoriale. Il correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts de la dette)). L'épargne brute doit permettre de couvrir le remboursement des emprunts.

	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts de la dette) (a)	38 223 032	39 105 821	39 842 716	39 986 172	42 373 611
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions et résultat reporté) (b)	41 528 784	43 037 870	42 457 436	42 356 909	43 967 886
Epargne de gestion (b-a)	3 305 752	3 932 049	2 614 720	2 370 737	1 594 276
Intérêts de la dette (c)	915 489	692 081	620 853	559 381	513 009
Epargne brute (b-a-c)	2 390 263	3 239 968	1 993 867	1 811 356	1 081 267
Remboursement en capital de la dette (d)	2 587 626	2 768 802	2 824 521	3 042 409	3 024 496
Epargne nette (b-a-c-d)	- 197 362	471 166	- 830 654	- 1 231 052	- 1 943 229

L'épargne brute permet de calculer les deux ratios de gestion suivants :

	2018	2019	2020	2021	2022
Capacité de désendettement (Encours de dette / Epargne brute)	10,4 ans	7, 9 ans	13,0 ans	14,3 ans	24,0 ans
Taux d'épargne brute (Epargne brute / RRF)	5,8 %	7,5 %	4,7 %	4,3 %	2,5 %

La capacité de désendettement est un indicateur de solvabilité. Ce ratio indique le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette en y consacrant toute son épargne disponible.

L'encours de dette est stable sur les quatre dernières années. Mais à cause de la dégradation de l'épargne, la capacité de désendettement de la ville en 2022 est de 24 ans.

De même, le taux d'épargne est à un niveau relativement bas en 2022 (2,5 %).

Cette dégradation est due aux éléments suivants :

- L'impact de la crise sanitaire, en 2020 et 2021, induisant une baisse des recettes de fonctionnement (droits de terrasse, taxe de séjour…) et une hausse des dépenses de fonctionnement (masques, bio nettoyage dans les écoles…).
- L'impact, en 2021 et en 2022, du prélèvement relatif aux amendes de police (+ 321 800 €, puis + 532 177 €) institué par le Gouvernement au profit d'Ile-de-France Mobilités et de la Région Ile-de-France.
- Au fait que la ville avait un montant important de reprise des résultats en recettes de fonctionnement en 2022 (2,1 M€). Ce montant n'est pas pris en compte dans le calcul de l'épargne brute.
- Aux ratios qui se dégradent de façon structurelle, car les recettes de fonctionnement progressent peu, et ces recettes ont été fortement impactées par la baisse des dotations (intervenue entre 2013 et 2017) et le mécanisme de l'écrêtement (jusqu'en 2022).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Les mesures ont été prises par la municipalité, dans le cadre de la préparation du Budget Primitif 2023, pour contenir les dépenses de fonctionnement et augmenter les recettes, afin d'améliorer les épargnes et les ratios de gestion.

3. La section d'investissement

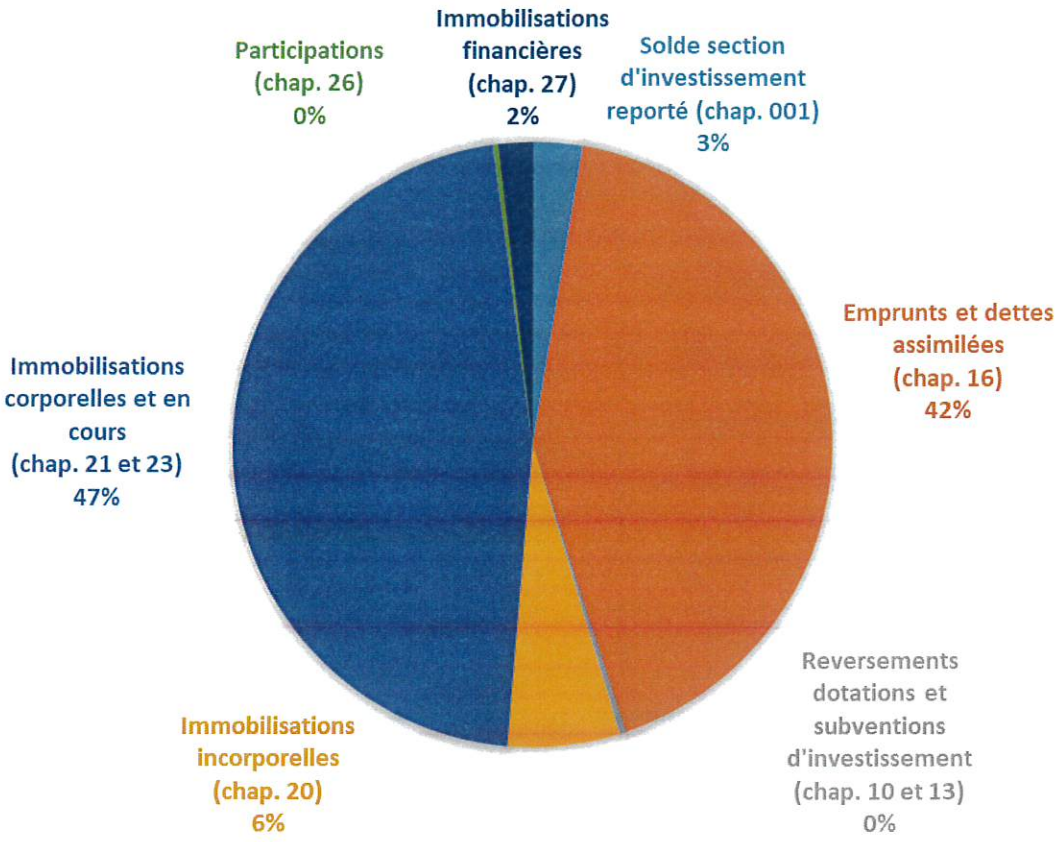
3.1 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement se sont élevées en 2022 à 7 217 446,40 €.

Dépenses d'investissement		2019	2020	2021	2022
Opérations réelles					
001	Solde section d'investissement reporté	-	1 460 408,12	-	190 063,80
	Evolution par rapport à n-1	*-100,0%*	*100,0%*	*-100,0%*	*100,0%*
10	Dotations (Reversement)	-	-	54 744,00	26 944,66
	Evolution par rapport à n-1	*-100,0%*	*0,0%*	*100,0%*	*-50,8%*
13	Subventions d'investissement (Reversement)	-	-	-	274,00
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*100,0%*
16	Emprunts et dettes assimilées	2 768 802,25	2 824 521,37	3 042 408,65	3 024 496,18
	Evolution par rapport à n-1	*7,0%*	*2,0%*	*7,7%*	*-0,6%*
20	Immobilisations incorporelles	156 778,15	66 534,89	255 081,73	430 961,06
	Evolution par rapport à n-1	*-56,6%*	*-57,6%*	*283,4%*	*69,0%*
204	Subventions d'équipement versées	-	180 000,00	-	-
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*100,0%*	*-100,0%*	*0,0%*
21	Immobilisations corporelles	6 622 412,74	4 096 918,63	3 044 676,33	3 331 657,01
	Evolution par rapport à n-1	*112,4%*	*-38,1%*	*-25,7%*	*9,4%*
23	Immobilisations en cours	285 362,37	34 148,70	9 813,27	2 506,79
	Evolution par rapport à n-1	*-57,9%*	*-88,0%*	*-71,3%*	*-74,5%*
26	Participations	60 800,00	60 800,00	92 300,00	20 000,00
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*0,0%*	*51,8%*	*-78,3%*
27	Autres immobilisations financières	-	2 782,00	194 635,98	135 396,18
	Evolution par rapport à n-1	*-100,0%*	*100,0%*	*6896,3%*	*-30,4%*
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 894 155,51**	**8 726 113,71**	**6 693 659,96**	**7 162 299,68**
	Evolution par rapport à n-1	*42,6%*	*-11,8%*	*-23,3%*	*7,0%*
Opérations d'ordre					
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	83 277,90	1 702,53	2 259,22	44 350,54
041	Opérations patrimoniales (au sein de la section d'investissement)	57 494,68	-	196,36	10 796,18
Total général des dépenses d'investissement (réelles et d'ordre)		**10 034 928,09**	**8 727 816,24**	**6 696 115,54**	**7 217 446,40**
	Evolution par rapport à n-1	*42,9%*	*-13,0%*	*-23,3%*	*7,8%*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Répartition des dépenses réelles d'investissement :



Le compte 001 « solde de la section d'investissement reporté » représente 2,7 % des dépenses réelles d'investissement. Il s'élève à 190 064 €.

Il correspond à l'affectation du résultat d'investissement déficitaire, au compte 001, approuvée par la délibération du 30 juin 2022 relative à l'affectation des résultats de l'exercice 2021.

Le chapitre 10 « dotations » représente 0,4 % des dépenses réelles d'investissement. Il s'élève à 26 945 €.

Il s'agit de remboursements de taxes d'urbanisme perçues par la ville sur des années antérieures.

Cela vient du fait que des permis de construire ont été accordés (en 2018 et 2019). Les bénéficiaires se sont acquittés de la taxe d'aménagement. Toutefois, en 2022 ces permis de construire ont été transférés à une autre bénéficiaire.

Or, l'article L331-26 du Code de l'urbanisme prévoit qu'« en cas de transfert total de l'autorisation de construire ou d'aménager, le redevable de la taxe d'aménagement est le nouveau titulaire du droit à construire ou d'aménager. Un titre d'annulation est émis au profit du redevable initial ».

C'est pourquoi la ville doit passer des écritures de remboursement en dépenses d'investissement. A noter qu'une nouvelle taxe d'aménagement sera perçue par la ville, de la part du nouveau redevable.

Le chapitre 13 « subventions d'investissement ». Il s'élève à 274 €.

La ville a perçu une subvention de l'agence de l'Eau Seine Normandie, en 2019, d'un montant de 26 336,14 €, pour l'achat d'une balayeuse.

Or, au regard des factures transmises, le montant définitif de la subvention a été revu à la baisse, et le montant de 274 € a dû être remboursé par la ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Le chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » représente 42,2 % des dépenses réelles d'investissement.

Il concerne le remboursement du capital de la dette. Et s'élève à 3 024 496,18 € en 2022.

Il est en très légère baisse par rapport à 2021.

Le chapitre 20 « immobilisations incorporelles » représente 6,0 % des dépenses réelles d'investissement. Il s'élève à 430 961 euros.

Ce chapitre comprend :

- *Les frais d'études* (78 659 €), comme par exemple l'assistance à maitrise d'ouvrage sur la requalification de la porte d'Italie, la mission de programmation dans le cadre du projet « cité sportive », les missions de maitrise d'œuvre pour l'aménagement de parcs, ou les missions d'audit énergétique sur divers sites.
- *Les frais d'insertion* pour la publicité des marchés publics d'investissement (9 936 €).
- *L'acquisition de nouveaux logiciels ou modules, et de licences* (41 666 €). Comme par exemple l'acquisition du nouveau logiciel de la Médiathèque et celui utilisé pour la gestion du marché forain.
- *Les frais d'acquisition de plusieurs fonds de commerce* (300 700 €) : situés au 30 avenue Eugène Thomas, au 18 rue du Général Leclerc, et au 36 avenue de Fontainebleau. En effet, la municipalité a souhaité utiliser la préemption, afin de développer un commerce local plus diversifié et de meilleure qualité.

Le chapitre 21 « immobilisations corporelles » représente 46,5 % des dépenses réelles d'investissement, avec un montant de 3 331 657 €.

Les principaux investissements réalisés, par domaine, sont les suivants :

Education :

- Travaux et entretien des bâtiments scolaire (1 159 766 €) : dont par exemple la réfection de l'étanchéité des terrasses de l'école maternelle Suzanne Buisson et de l'école Benoit Malon, la réfection de la toiture de l'école primaire Charles Péguy, et l'installation de clôtures à l'école Pauline Kergomard.
- Travaux dans les unités de préparation culinaire (UPC) (48 179 euros) : dont le remplacement des blocs portes de l'UPC Mohamed Megrez.
- Achat de mobiliers et de matériels pour les écoles ainsi que les unités de préparation culinaire (145 622 €). Comme par exemple l'acquisition d'un nouveau four mixte à l'UPC Suzanne Buisson ou l'acquisition d'un lave-linge pour l'école Benoit Malon.
- Matériels et mobiliers pour les centres de loisirs (21 882 €).

Sports, jeunesse et culture :

- Les dépenses liées au projet de la « cité sportive », qui concerne la réhabilitation conjointe du gymnase Jacques-Ducasse et du COSEC Elisabeth-et-Vincent-Purkart (103 872 €) : diagnostics…
- Travaux et acquisitions de matériels pour les bâtiments sportifs (55 589 €) : dont la rénovation du city stade situé près du gymnase Ducasse.
- Travaux et acquisitions de matériels pour la jeunesse (11 426 €).
- Travaux de rénovation de l'espace Maigné et acquisition d'une banque d'accueil (120 186 €).
- Acquisition d'œuvres d'art (39 168 €), dont la réalisation d'un haut relief à l'effigie des époux Audin. Et acquisition de matériels pour le studio de musique (3 939 €).
- Travaux et acquisition de matériels pour la Médiathèque l'Echo (136 562 €). Dont par exemple l'acquisition des ideas box.

Petite enfance et PMI :

- Travaux d'entretien des bâtiments de la petite enfance et de la PMI (101 876 €) : avec la pose de nouveaux radiateurs basse consommation à la crèche Dolto par exemple, ou l'installation d'alarme

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230628-2023-013-AR
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

PPMS (Plan Particulier de Mise en Sûreté) dans l'ensemble des établissements d'accueil de jeunes enfants…

- Mobiliers et matériels pour les établissements petite enfance (22 101 €) : acquisition de lits et de tapis pour la crèche Dolto, d'un sèche-linge…

Aménagement urbain :

- Solde des travaux de création du parc de Bicêtre (24 000 €).
- Réfection des entourages d'arbres (30 240 €).
- Réalisation d'une clôture pour le parc Malassis (100 158 €).

Espaces verts et cimetière :

- Aménagement des parcs et des squares (331 607 €) : dont le réaménagement du square Anne Sylvestre, la réalisation d'un sol souple perméable et l'installation de nouveaux jeux au square Josette et Maurice Audin.
- La plantation d'arbres et arbustes (27 911 €).
- Achat de matériels et équipements pour le service des espaces verts et le cimetière (39 607€) : fourniture de bacs d'orangerie, tondeuse, débrousailleuses...

Bâtiments communaux :

- Travaux d'entretien dans divers bâtiments de la ville (200 697 €) : travaux d'aménagement au centre technique municipal, changement des radiateurs dans le bâtiment administratif situé rue Etienne Dolet.

Informatique :

- Achat et renouvellement de matériels informatiques et téléphoniques (198 748 €) : copieur pour le service de reprographie, vidéoprojecteurs, serveurs, ordinateurs…
- Travaux de câblage (48 228 €).

Garage :

- Acquisition de nouveaux véhicules (102 123 €) : une balayeuse, un véhicule pour la police municipale et un véhicule pour le service des espaces verts.
- Acquisition de matériels et outils (2 326 €).

Sécurité :

- Acquisition d'équipements de sécurité, et notamment de barrières (55 894 €), et acquisition d'équipements pour les policiers municipaux (9 741 €).
- Dépenses liées à la vidéoprotection (80 050 €) : remplacement de caméras et pose de nouvelles caméras.

Le chapitre 23 « immobilisations en cours », avec un montant de 2 507 €.

Ce chapitre comprend exclusivement des dépenses relatives à la vidéo-protection, qui sont pluriannuelles.

Le chapitre 26 « participations » représente 0,3 % des dépenses réelles d'investissement, avec un montant de 20 000 €.

En 2021, la ville avait acquis des parts sociales dans la COOP HLM, pour un montant de 92 300 €.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Cette dépense de 20 000 € en 2022 correspond à l'acquisition de nouvelles parts sociales dans la COOP'HLM, qui s'appelle désormais KREMLIN-BICETRE HABITAT.

Ce projet est structurant pour la ville et doit permettre de garantir aux kremlinois un accès au logement social de qualité et à la collectivité de prévoir les orientations structurantes du logement social sur la ville.

Le chapitre 27 « autres immobilisations financières » représente 1,9 % des dépenses réelles d'investissement, avec un montant de 135 396 €.

Ce chapitre comprend :

- Les dépôts de garantie (pour les fonds de commerce acquis par la ville, situés 18 rue du général Leclerc, et 36 avenue de Fontainebleau).
- Deux consignations (65 250 €) effectuées par la ville auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation, dans le cadre de l'acquisition de fonds de commerce (situés 36 avenue de Fontainebleau et 36/38 avenue de Fontainebleau).
- Le versement d'un séquestre de 50 000 € auprès du Notaire, dans le cadre de la cession du terrain situé 16 rue Pierre Sémard, en attendant que la ville démolisse la construction qui s'y trouvait.

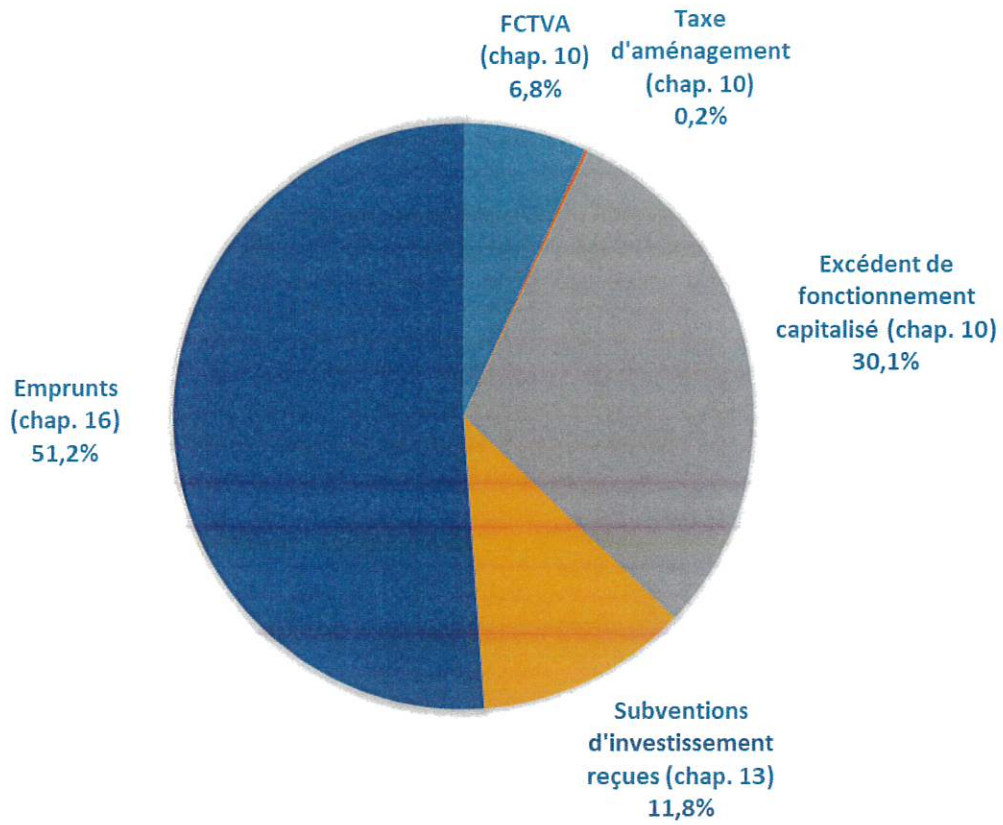
3.2 Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement s'élèvent au total à 8 127 227,53 €, en 2022.

	Recettes d'investissement	2019	2020	2021	2022
Opérations réelles					
001	**Excédent investissement reporté**	**1 538 028,54**	**-**	**971 524,15**	**-**
	Evolution par rapport à n-1	*100,0%*	*-100,0%*	*100,0%*	*-100,0%*
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 198 634,37**	**3 689 688,08**	**673 456,92**	**2 174 059,75**
	Evolution par rapport à n-1	*-47,2%*	*207,8%*	*-81,7%*	*222,8%*
	Dont FCTVA	571 909,00	1 094 811,00	651 941,00	398 561,45
	Evolution par rapport à n-1	*69,8%*	*91,4%*	*-40,5%*	*-38,9%*
	Dont taxe d'aménagement	277 040,24	246 570,59	21 515,92	12 034,94
	Evolution par rapport à n-1	*330,6%*	*-11,0%*	*-91,3%*	*-44,1%*
	Dont excédent de fonctionnement capitalisé (1068)	349 685,13	2 348 306,49	-	1 763 463,36
	Evolution par rapport à n-1	*-81,3%*	*571,5%*	*-100,0%*	*100,0%*
13	**Subventions d'investissement reçues**	**984 323,45**	**1 350 392,05**	**466 929,66**	**690 272,23**
	Evolution par rapport à n-1	*9,7%*	*37,2%*	*-65,4%*	*47,8%*
	Dont produit des amendes de police	65 959,00	523 859,00	-	-
	Evolution par rapport à n-1	*-82,3%*	*694,2%*	*-100,0%*	*0,0%*
	Dont subventions d'investissement perçues	918 364,45	826 533,05	466 929,66	690 272,23
	Evolution par rapport à n-1	*75,1%*	*-10,0%*	*-43,5%*	*47,8%*
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 500 000,00**	**3 290 000,00**	**3 000 000,00**	**3 002 250,00**
	Evolution par rapport à n-1	*-17,7%*	*-6,0%*	*-8,8%*	*0,1%*
23	**Immobilisations en cours**	**132 603,55**	**-**	**-**	**-**
	Evolution par rapport à n-1	*145,9%*	*-100,0%*	*0,0%*	*0,0%*
27	**Autres immobilisations financières**	**-**	**2 156,00**	**15 000,00**	**-**
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*100,0%*	*100,0%*	*-100,0%*
Total des recettes réelles d'investissement		**7 353 589,91**	**8 332 236,13**	**5 126 910,73**	**5 866 581,98**
	Evolution par rapport à n-1	*-1,6%*	*13,3%*	*-38,5%*	*14,4%*
Opérations d'ordre					
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements)	1 163 435,38	1 367 104,26	1 378 944,65	1 290 799,37
	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Cessions)	-	-	-	959 050,00
041	Opérations patrimoniales (au sein de la section d'investissement)	57 494,68	-	196,36	10 796,18
Total général des recettes d'investissement (réelles et d'ordre)		**8 574 519,97**	**9 699 340,39**	**6 506 051,74**	**8 127 227,53**
	Evolution par rapport à n-1	*0,1%*	*13,1%*	*-32,9%*	*24,9%*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Répartition des recettes réelles d'investissement :



Le chapitre 10 « dotations, fonds divers et réserves » représente 37,1 % des recettes réelles d'investissement.

Ce chapitre est constitué des éléments suivants :

- Le Fonds de compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA), perçu par la ville au titre des dépenses d'investissement et d'entretien des bâtiments et de la voirie réalisées en 2021 (398 561 €).

  Ce montant est en baisse par rapport aux années précédentes. Cela vient notamment d'une réforme de la gestion du FCTVA qui vise à automatiser son attribution, prévue par la loi de finances pour 2021. Dans le cadre de cette réforme, l'arrêté du 30 décembre 2020 fixant la liste des comptes éligibles à la procédure de traitement automatisé relative à l'attribution du FCTVA, vient supprimer certaines dépenses de l'éligibilité (par exemple les dépenses imputées aux natures comptables 2051 ou 2113).

- Les taxes d'aménagement (12 035 €). Cet impôt perçu par la commune dépend des projets d'aménagement réalisés sur la ville (construction, agrandissement de bâtiments…). Il fait suite à une autorisation d'urbanisme.

  Le montant de cette recette est par nature fluctuant. Il dépend du nombre et de la nature des autorisations d'urbanisme délivrées.

- L'excédent de fonctionnement capitalisé (1 763 463,36 €). En effet, la délibération du 30 juin 2022 avait affecté au budget 2022, 1,76 M€ sur la nature 1068 (en recettes d'investissement), afin de financer le déficit d'investissement constaté lors de la reprise des résultats 2021.

Le chapitre 13 « subventions d'investissement » représente 11,8 % des recettes réelles d'investissement.

Les recettes de ce chapitre correspondent exclusivement aux subventions d'investissement perçues. Les principales subventions reçues en 2022 sont les suivantes :

- Plusieurs subventions de l'Etat au titre de la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) :
  - 159 083 € pour la création du nouvel espace jeunesse Aimé Césaire,

Accusé de réception en préfecture
094-219400455-20230629-2023-083-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

- 152 827 € pour les travaux de changement de la toiture et la rénovation des canalisations de chauffage de l'école Charles Péguy,
- 71 468 € pour les travaux de rénovation du système de chauffage de l'hôtel de ville,
- 50 300 € pour les travaux de rénovation thermique de l'école maternelle Jean Zay,

- Deux subventions de la Métropole du Grand Paris (89 087€) pour l'acquisition de véhicules utilitaires GNV et d'une laveuse électrique, dans le cadre du FIM (fonds d'investissement métropolitain).
- Des subventions du SIPPEREC pour l'acquisition de véhicules électriques (65 323 €).
- Des subventions de l'Etat au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) :
  - 30 224 € pour la sécurisation des établissements scolaires,
  - 5 000 € pour l'achat de matériels pour la police municipale.
- Une subvention (de 40 000 €) dans le cadre du Plan France Relance pour la réalisation d'un audit de sécurité informatique.

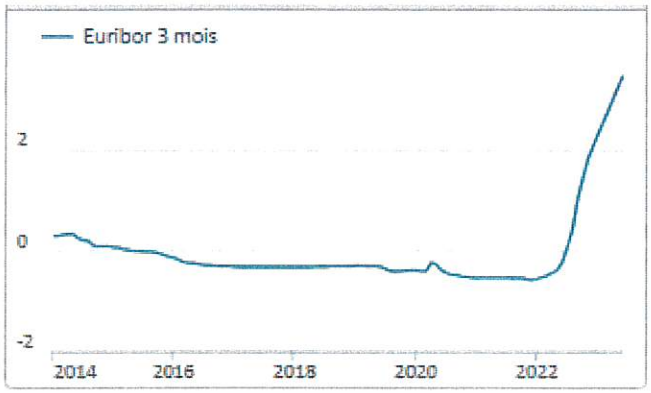
Comme expliqué plus haut, la ville n'a pas perçu de recettes relatives aux amendes de police cette année. Il s'agissait au contraire d'une contribution à verser (en dépenses de fonctionnement, au chapitre 014).

Le chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » représente 51,2 % des recettes réelles d'investissement.

La ville a contracté un emprunt de 3 000 000 € auprès de l'Agence France Locale, pour une durée de 25 ans, avec un taux d'intérêt annuel fixe de 2,775 %.

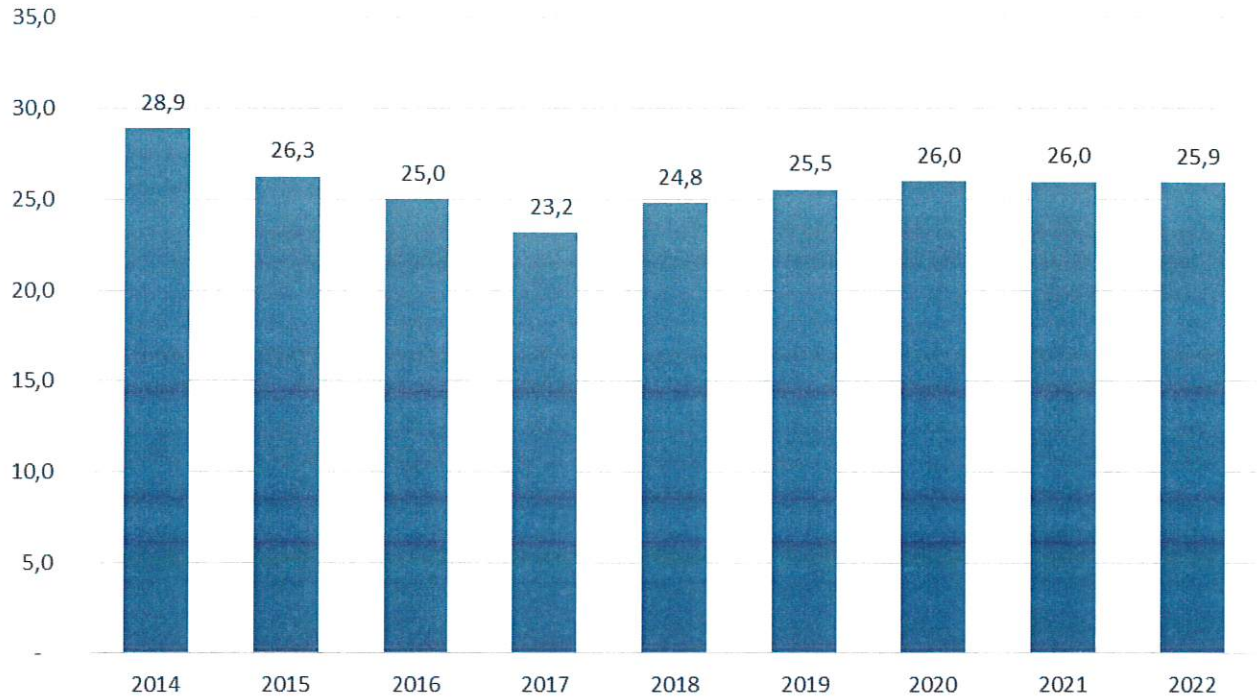
On remarque que la ville a pu bénéficier de taux très faibles ces dernières années. Or, en 2022 les taux d'intérêt ont connu une forte hausse :

Evolution des taux entre 2014 et 2022 :



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Evolution de l'encours de dette au 31 décembre :



Comme la municipalité s'y était engagée, l'encours de dette est maintenu à son niveau de 2020, soit 26 M€.

Je vous propose d'approuver le compte administratif 2022 de la commune.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 2021-115 du conseil municipal du 16 décembre 2021 portant adoption du budget primitif 2022 de la commune,
Vu la délibération n° 2022-091 du conseil municipal du 15 juillet 2022 relative à la décision modificative n° 1 valant budget supplémentaire,
Vu la délibération n° 2022-096 du conseil municipal du 15 septembre 2022 relative à la décision modificative n° 2 du budget principal de la commune,
Vu la délibération n° 2022-109 du conseil municipal du 24 novembre 2022 relative à la décision modificative n° 3 du budget principal de la commune,
Vu le compte de gestion 2022 présenté par la comptable publique du Service de Gestion Comptable d'Ivry sur Seine,

Considérant la présentation du compte administratif de l'exercice 2022,

Vu l'élection de Monsieur DELAGE en tant que président de séance pour l'adoption du compte administratif, élu par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 ne prenant pas part au vote (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur le Maire s'étant retiré de la séance pendant le vote du compte administratif,

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU),

Après en avoir délibéré par 20 voix pour (M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
D'acter de la présentation faite du compte administratif 2022 du budget de la commune, qui se résume ainsi :

- Section de FONCTIONNEMENT :
  Dépenses : 45 136 468,90 €
  Recettes : 47 104 951,66 €

- Section d'INVESTISSEMENT :
  Dépenses : 7 217 446,40 €
  Recettes : 8 127 227,53 €

Article 2
De préciser que ces montants permettent de constater :
- Un solde excédentaire de la section de fonctionnement de 1 968 482,76 €
- Un solde excédentaire de la section d'investissement de 909 781,13 €

Article 3
De reconnaître la sincérité des restes à réaliser, en section d'investissement, énoncés comme suit :
- Dépenses engagées reportées : 1 279 087,97 €
- Recettes engagées reportées : 28 639,00 €
- Solde déficitaire : - 1 250 448,97 €

Article 4
D'approuver le compte administratif 2022 du budget de la commune.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-033-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DU KREMLIN BICETRE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21940043900010

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE D IVRY-SUR-SEINE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : VILLE DU KREMLIN BICETRE (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 23
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 34
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 79
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 116
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 121
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 123
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 124
A4 - Etat des provisions 125
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 126
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 127
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 129
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 130
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 142
A10.3 - Opérations liées aux cessions 143
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie 144
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 146
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 155
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés 156
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 158

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 160
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale 161

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 162
C1.2 - Actions de formation des élus 167
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 168
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 172
C3.2 - Liste des établissements publics créés 173
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 174
D2 - Arrêté et signatures 175

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DU KREMLIN BICETRE	CA
94043	VILLE DU KREMLIN BICETRE	2022

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	25413
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	328
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
METROPOLE DU GRAND PARIS	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
31105266.00	33170421.00	1315.03	1223.38

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1709.65	1212.00
2	Produit des impositions directes/population	1013.47	670.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1790.99	1405.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	150.09	301.00
5	Encours de dette/population	1034.38	1018.00
6	DGF/population	74.87	202.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	58.74	62.40
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	102.19	93.40
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	8.38	21.40
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	57.75	72.40

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	45 136 468,90	G	44 971 287,02
	Section d'investissement	B	7 027 382,60	H	8 127 227,53
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	2 133 664,64 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	190 063,80 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	52 353 915,30	= G+H+I+J	55 232 179,19
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	1 279 087,97	L	28 639,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	1 279 087,97	= K+L	28 639,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	45 136 468,90	= G+I+K	47 104 951,66
	Section d'investissement	= B+D+F	8 496 534,37	= H+J+L	8 155 866,53
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	53 633 003,27	= G+H+I+J+K+L	55 260 818,19

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 1 279 087,97	L 28 639,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	28 639,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	205 569,68	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	899 419,97	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	174 098,32	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	7 820 028,03	5 557 228,51	1 711 735,20	0,00	551 064,32
012	Charges de personnel, frais assimilés	25 199 270,60	25 173 357,58	19 472,63	0,00	6 440,39
014	Atténuations de produits	678 177,00	677 815,00	0,00	0,00	362,00
65	Autres charges de gestion courante	9 302 487,00	9 151 768,48	58 816,98	0,00	91 901,54
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**42 999 962,63**	**40 560 169,57**	**1 790 024,81**	**0,00**	**649 768,25**
66	Charges financières	553 645,00	439 554,38	73 454,48	0,00	40 636,14
67	Charges exceptionnelles	37 225,18	23 070,37	345,92	0,00	13 808,89
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**43 590 832,81**	**41 022 794,32**	**1 863 825,21**	**0,00**	**704 213,28**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*1 257 275,09*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 392 091,00*	*2 249 849,37*			*-857 758,37*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 649 366,09***	***2 249 849,37***			***399 516,72***
TOTAL		**46 240 198,90**	**43 272 643,69**	**1 863 825,21**	**0,00**	**1 103 730,00**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	124 500,00	67 024,32	0,00	0,00	57 475,68
70	Produits services, domaine et ventes div	2 640 806,00	2 736 091,94	80 600,00	0,00	-175 885,94
73	Impôts et taxes	35 825 807,00	35 770 277,94	0,00	0,00	55 529,06
74	Dotations et participations	5 282 801,50	5 068 583,47	0,00	0,00	214 218,03
75	Autres produits de gestion courante	138 048,00	97 205,91	0,00	0,00	40 842,09
Total des recettes de gestion courante		**44 011 962,50**	**43 739 183,58**	**80 600,00**	**0,00**	**192 178,92**
76	Produits financiers	2,00	1,80	0,00	0,00	0,20
77	Produits exceptionnels	43 427,76	1 107 151,10	0,00	0,00	-1 063 723,34
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**44 055 392,26**	**44 846 336,48**	**80 600,00**	**0,00**	**-871 544,22**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*51 142,00*	44 350,54			6 791,46
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***51 142,00***	***44 350,54***			***6 791,46***
TOTAL		**44 106 534,26**	**44 890 687,02**	**80 600,00**	**0,00**	**-864 752,76**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **2 133 664,64**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 082 350,84	430 961,06	205 569,68	445 820,10
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	5 268 099,06	3 331 657,01	899 419,97	1 037 022,08
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	221 130,59	2 506,79	174 098,32	44 525,48
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**6 571 580,49**	**3 765 124,86**	**1 279 087,97**	**1 527 367,66**
10	Dotations, fonds divers et réserves	91 240,13	26 944,66	0,00	64 295,47
13	Subventions d'investissement	274,00	274,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 152 229,35	3 024 496,18	0,00	127 733,17
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	40 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
27	Autres immobilisations financières	446 662,68	135 396,18	0,00	311 266,50
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**3 730 406,16**	**3 207 111,02**	**0,00**	**523 295,14**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 401 986,65**	**6 972 235,88**	**1 279 087,97**	**2 150 662,80**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*51 142,00*	*44 350,54*		*6 791,46*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*11 540,24*	*10 796,18*		*744,06*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***62 682,24***	***55 146,72***		***7 535,52***
TOTAL		**10 464 668,89**	**7 027 382,60**	**1 279 087,97**	**2 158 198,32**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **190 063,80**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	603 594,00	690 272,23	28 639,00	-115 317,23
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	3 102 151,00	3 000 000,00	0,00	102 151,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
Total des recettes d'équipement		**3 905 745,00**	**3 690 272,23**	**28 639,00**	**186 833,77**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	618 218,00	410 596,39	0,00	207 621,61
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	1 763 463,36	1 763 463,36	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	2 250,00	0,00	750,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 203 400,00		0,00	
Total des recettes financières		**3 988 081,36**	**2 176 309,75**	**0,00**	**1 811 771,61**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**7 993 826,36**	**5 866 581,98**	**28 639,00**	**2 098 605,38**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*1 257 275,09*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*1 392 091,00*	*2 249 849,37*		*-857 758,37*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*11 540,24*	*10 796,18*		*744,06*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 660 906,33***	***2 260 645,55***		***400 260,78***
TOTAL		**10 654 732,69**	**8 127 227,53**	**28 639,00**	**2 498 866,16**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	7 268 963,71		7 268 963,71
012	Charges de personnel, frais assimilés	25 192 830,21		25 192 830,21
014	Atténuations de produits	677 815,00		677 815,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	9 210 585,46		9 210 585,46
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	513 008,86	*0,00*	513 008,86
67	Charges exceptionnelles	23 416,29	*959 050,00*	982 466,29
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*1 290 799,37*	1 290 799,37
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**42 886 619,53**	***2 249 849,37***	**45 136 468,90**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	26 944,66	*0,00*	26 944,66
13	Subventions d'investissement	274,00	*1 745,05*	2 019,05
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 024 496,18	*0,00*	3 024 496,18
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	430 961,06	*0,00*	430 961,06
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	3 331 657,01	*53 401,67*	3 385 058,68
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 506,79	*0,00*	2 506,79
26	Participations et créances rattachées	20 000,00	*0,00*	20 000,00
27	Autres immobilisations financières	135 396,18	*0,00*	135 396,18
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**6 972 235,88**	***55 146,72***	**7 027 382,60**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**190 063,80**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	67 024,32		67 024,32
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	2 816 691,94		2 816 691,94
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*42 605,49*	42 605,49
73	Impôts et taxes	35 770 277,94		35 770 277,94
74	Dotations et participations	5 068 583,47		5 068 583,47
75	Autres produits de gestion courante	97 205,91	*0,00*	97 205,91
76	Produits financiers	1,80	*0,00*	1,80
77	Produits exceptionnels	1 107 151,10	*1 745,05*	1 108 896,15
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**44 926 936,48**	***44 350,54***	**44 971 287,02**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**2 133 664,64**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	410 596,39	0,00	410 596,39
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 763 463,36		1 763 463,36
13	Subventions d'investissement	690 272,23	0,00	690 272,23
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 002 250,00	0,00	3 002 250,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*805 431,45*	805 431,45
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*10 796,18*	10 796,18
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*153 618,55*	153 618,55
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 290 799,37*	*1 290 799,37*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**5 866 581,98**	**2 260 645,55**	**8 127 227,53**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**7 820 028,03**	**5 557 228,51**	**1 711 735,20**	**0,00**	**551 064,32**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	136 827,88	131 706,56	4 582,00	0,00	539,32
60611	Eau et assainissement	161 991,66	102 450,07	53 754,55	0,00	5 787,04
60612	Energie - Electricité	604 395,09	421 004,59	149 386,32	0,00	34 004,18
60613	Chauffage urbain	363 696,79	240 284,03	113 175,95	0,00	10 236,81
60621	Combustibles	17 753,34	10 464,00	6 807,02	0,00	482,32
60622	Carburants	129 000,00	121 986,60	8 041,82	0,00	-1 028,42
60623	Alimentation	868 574,30	830 956,58	29 548,88	0,00	8 068,84
60628	Autres fournitures non stockées	80 153,32	73 406,08	1 199,78	0,00	5 547,46
60631	Fournitures d'entretien	78 044,43	4 065,87	7 363,71	0,00	66 614,85
60632	Fournitures de petit équipement	248 079,84	211 017,50	28 902,58	0,00	8 159,76
60633	Fournitures de voirie	32 015,00	29 717,62	0,00	0,00	2 297,38
60636	Vêtements de travail	44 686,97	12 503,77	27 503,98	0,00	4 679,22
6064	Fournitures administratives	30 696,00	26 660,31	2 193,61	0,00	1 842,08
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	29 972,03	29 783,73	0,00	0,00	188,30
6067	Fournitures scolaires	58 487,68	55 357,52	2 489,27	0,00	640,89
6068	Autres matières et fournitures	87 142,76	75 440,50	6 786,96	0,00	4 915,30
611	Contrats de prestations de services	550 256,03	403 449,58	110 245,78	0,00	36 560,67
6132	Locations immobilières	649 293,00	120 803,64	499 913,52	0,00	28 575,84
6135	Locations mobilières	280 829,04	199 457,81	73 933,24	0,00	7 437,99
614	Charges locatives et de copropriété	99 184,00	14 279,03	53 666,08	0,00	31 238,89
61521	Entretien terrains	139 310,00	132 266,77	5 924,29	0,00	1 118,94
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	82 023,08	-41 957,25	78 952,64	0,00	45 027,69
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	238,80	0,00	0,00	-238,80
615232	Entretien, réparations réseaux	36 793,17	19 640,04	14 160,25	0,00	2 992,88
61551	Entretien matériel roulant	72 640,00	65 789,37	4 249,06	0,00	2 601,57
61558	Entretien autres biens mobiliers	87 642,74	57 740,91	12 422,68	0,00	17 479,15
6156	Maintenance	483 076,80	322 895,42	133 405,92	0,00	26 775,46
6161	Multirisques	80 060,00	76 929,50	0,00	0,00	3 130,50
617	Etudes et recherches	61 020,00	44 532,00	21 066,00	0,00	-4 578,00
6182	Documentation générale et technique	51 465,00	49 095,36	1 060,74	0,00	1 308,90
6184	Versements à des organismes de formation	103 050,00	66 712,60	11 859,84	0,00	24 477,56
6188	Autres frais divers	345 030,67	230 585,05	44 335,62	0,00	70 110,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	3 236,00	2 122,44	0,00	0,00	1 113,56
6226	Honoraires	221 844,86	174 391,01	31 599,18	0,00	15 854,67
6227	Frais d'actes et de contentieux	37 791,00	41 062,74	9 720,00	0,00	-12 991,74
6228	Divers	136 840,15	106 617,07	18 030,64	0,00	12 192,44
6231	Annonces et insertions	41 916,00	39 604,28	0,00	0,00	2 311,72
6232	Fêtes et cérémonies	229 199,30	178 129,73	42 381,80	0,00	8 687,77
6236	Catalogues et imprimés	93 047,70	75 406,23	3 263,97	0,00	14 377,50
6237	Publications	54 072,65	46 759,64	5 008,14	0,00	2 304,87
6238	Divers	67 624,37	42 868,91	10 230,72	0,00	14 524,74
6241	Transports de biens	1 520,40	1 520,40	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	30 782,00	25 875,23	785,76	0,00	4 121,01
6248	Divers	2 050,00	1 375,20	324,80	0,00	350,00
6251	Voyages et déplacements	14 450,00	9 802,13	0,00	0,00	4 647,87
6256	Missions	2 000,00	2 039,38	0,00	0,00	-39,38
6257	Réceptions	3 400,00	2 802,80	527,20	0,00	70,00
6261	Frais d'affranchissement	69 966,40	76 198,28	0,00	0,00	-6 231,88
6262	Frais de télécommunications	165 450,00	90 987,80	45 400,86	0,00	29 061,34
627	Services bancaires et assimilés	7 185,09	9 121,01	518,00	0,00	-2 453,92
6281	Concours divers (cotisations)	36 812,00	35 769,38	0,00	0,00	1 042,62
6283	Frais de nettoyage des locaux	104 294,00	103 576,20	0,00	0,00	717,80
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	4 845,00	3 211,00	1 600,00	0,00	34,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	74 487,86	65 573,24	760,00	0,00	8 154,62
6288	Autres services extérieurs	285 174,13	239 425,27	32 961,36	0,00	12 787,50
63512	Taxes foncières	7 070,00	13 697,01	0,00	0,00	-6 627,01
63513	Autres impôts locaux	2 605,00	7 861,00	0,00	0,00	-5 256,00
6358	Autres droits	20 767,00	20 149,15	0,00	0,00	617,85
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	8 406,50	2 018,02	1 690,68	0,00	4 697,80
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**25 199 270,60**	**25 173 357,58**	**19 472,63**	**0,00**	**6 440,39**
6218	Autre personnel extérieur	8 929,70	83 601,57	0,00	0,00	-74 671,87
6331	Versement mobilité	401 245,26	423 799,00	0,00	0,00	-22 553,74
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	68 381,00	72 001,00	0,00	0,00	-3 620,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	193 150,24	214 890,55	0,00	0,00	-21 740,31
64111	Rémunération principale titulaires	9 195 715,48	8 823 252,24	10 000,00	0,00	362 463,24
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	652 107,49	487 318,51	0,00	0,00	164 788,98

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	32 900,00	0,00	0,00	-32 900,00
64118	Autres indemnités titulaires	2 027 795,10	2 586 600,99	0,00	0,00	-558 805,89
64131	Rémunérations non tit.	5 985 547,98	5 957 694,76	9 000,00	0,00	18 853,22
64171	Apprentis - rémunérations	40 317,48	110 433,65	0,00	0,00	-70 116,17
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 288 446,11	3 072 565,00	0,00	0,00	215 881,11
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 970 562,33	3 003 903,29	0,00	0,00	-33 340,96
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	200 262,77	231 239,00	0,00	0,00	-30 976,23
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 156,44	3 052,96	0,00	0,00	-896,52
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	1 600,00	4 941,00	0,00	0,00	-3 341,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	77 683,13	38 431,87	472,63	0,00	38 778,63
6475	Médecine du travail, pharmacie	84 429,10	23 479,80	0,00	0,00	60 949,30
6488	Autres charges	940,99	3 252,39	0,00	0,00	-2 311,40
014	**Atténuations de produits**	**678 177,00**	**677 815,00**	**0,00**	**0,00**	**362,00**
739118	Autres reversements de fiscalité	532 177,00	532 177,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	146 000,00	145 638,00	0,00	0,00	362,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**9 302 487,00**	**9 151 768,48**	**58 816,98**	**0,00**	**91 901,54**
6531	Indemnités	249 954,00	248 452,05	0,00	0,00	1 501,95
6533	Cotisations de retraite	21 481,00	17 049,55	0,00	0,00	4 431,45
6535	Formation	10 000,00	1 258,00	1 452,00	0,00	7 290,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	484,46	0,00	0,00	-484,46
6541	Créances admises en non-valeur	27 000,00	24 352,94	0,00	0,00	2 647,06
6542	Créances éteintes	12 000,00	10 875,37	0,00	0,00	1 124,63
6553	Service d'incendie	560 000,00	502 635,02	57 364,98	0,00	0,00
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	6 900 296,00	6 865 713,14	0,00	0,00	34 582,86
65548	Autres contributions	39 960,00	39 906,00	0,00	0,00	54,00
6558	Autres contributions obligatoires	313 488,00	313 488,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	434 000,00	408 264,04	0,00	0,00	25 735,96
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	714 258,00	699 288,50	0,00	0,00	14 969,50
65888	Autres	50,00	1,41	0,00	0,00	48,59
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**42 999 962,63**	**40 560 169,57**	**1 790 024,81**	**0,00**	**649 768,25**
66	**Charges financières (b)**	**553 645,00**	**439 554,38**	**73 454,48**	**0,00**	**40 636,14**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	543 645,00	529 347,29	0,00	0,00	14 297,71
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	10 000,00	-89 792,91	73 454,48	0,00	26 338,43
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**37 225,18**	**23 070,37**	**345,92**	**0,00**	**13 808,89**
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	1 520,00	0,00	0,00	-1 520,00
6713	Secours et dots	3 250,00	4 410,54	0,00	0,00	-1 160,54
6714	Bourses et prix	13 700,00	11 833,64	345,92	0,00	1 520,44
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	1 780,00	0,00	0,00	-1 780,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	15 800,00	1 051,01	0,00	0,00	14 748,99
678	Autres charges exceptionnelles	4 475,18	2 475,18	0,00	0,00	2 000,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**43 590 832,81**	**41 022 794,32**	**1 863 825,21**	**0,00**	**704 213,28**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 257 275,09***	***0,00***			***1 257 275,09***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***1 392 091,00***	***2 249 849,37***			***-857 758,37***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*153 618,55*			*-153 618,55*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*805 431,45*			*-805 431,45*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 392 091,00*	*1 290 799,37*			*101 291,63*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 649 366,09***	***2 249 849,37***			***399 516,72***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 649 366,09***	***2 249 849,37***			***399 516,72***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**46 240 198,90**	**43 272 643,69**	**1 863 825,21**	**0,00**	**1 103 730,00**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	73 454,48

Montant des ICNE de l'exercice N-1	-89 792,91
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-16 338,43

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**124 500,00**	**67 024,32**	**0,00**	**0,00**	**57 475,68**
6419	Remboursements rémunérations personnel	73 000,00	34 941,04	0,00	0,00	38 058,96
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	51 500,00	32 083,28	0,00	0,00	19 416,72
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***2 640 806,00***	***2 736 091,94***	***80 600,00***	***0,00***	***-175 885,94***
70311	Concessions cimetières (produit net)	*100 000,00*	*115 472,59*	*0,00*	*0,00*	*-15 472,59*
70321	Stationnement et location voie publique	*56 182,00*	*81 486,26*	*0,00*	*0,00*	*-25 304,26*
70323	Redev. occupat° domaine public communal	*210 000,00*	*188 993,48*	*0,00*	*0,00*	*21 006,52*
70328	Autres droits stationnement et location	*107 000,00*	*64 963,63*	*0,00*	*0,00*	*42 036,37*
70384	Forfait de post-stationnement	*350 000,00*	*475 224,18*	*0,00*	*0,00*	*-125 224,18*
7062	Redevances services à caractère culturel	*624,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*624,00*
70631	Redevances services à caractère sportif	*3 500,00*	*4 010,33*	*0,00*	*0,00*	*-510,33*
70632	Redevances services à caractère loisir	*400 000,00*	*424 359,06*	*0,00*	*0,00*	*-24 359,06*
7066	Redevances services à caractère social	*3 500,00*	*2 404,71*	*0,00*	*0,00*	*1 095,29*
7067	Redev. services périscolaires et enseign	*1 060 000,00*	*1 005 247,74*	*0,00*	*0,00*	*54 752,26*
70688	Autres prestations de services	*253 966,00*	*318 690,49*	*0,00*	*0,00*	*-64 724,49*
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	*100,00*	*91,94*	*0,00*	*0,00*	*8,06*
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	*41 200,00*	*0,00*	*80 600,00*	*0,00*	*-39 400,00*
70878	Remb. frais par d'autres redevables	*34 734,00*	*32 854,41*	*0,00*	*0,00*	*1 879,59*
7088	Produits activités annexes (abonnements)	*20 000,00*	*22 293,12*	*0,00*	*0,00*	*-2 293,12*
73	**Impôts et taxes**	**35 825 807,00**	**35 770 277,94**	**0,00**	**0,00**	**55 529,06**
73111	Impôts directs locaux	25 392 449,00	25 422 830,00	0,00	0,00	-30 381,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	150 000,00	25 781,00	0,00	0,00	124 219,00
73211	Attribution de compensation	6 870 776,00	6 867 569,00	0,00	0,00	3 207,00
73222	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	872 582,00	872 582,00	0,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	550 000,00	645 545,89	0,00	0,00	-95 545,89
7351	Taxe consommation finale d'électricité	400 000,00	350 088,26	0,00	0,00	49 911,74
7362	Taxes de séjour	300 000,00	252 043,35	0,00	0,00	47 956,65
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	90 000,00	71 282,38	0,00	0,00	18 717,62
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 200 000,00	1 262 556,06	0,00	0,00	-62 556,06
74	**Dotations et participations**	**5 282 801,50**	**5 068 583,47**	**0,00**	**0,00**	**214 218,03**
7411	Dotation forfaitaire	1 872 000,00	1 878 085,00	0,00	0,00	-6 085,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	530 000,00	529 665,00	0,00	0,00	335,00
744	FCTVA	20 000,00	42 419,61	0,00	0,00	-22 419,61
74718	Autres participations Etat	520 364,50	390 060,23	0,00	0,00	130 304,27
7472	Participat° Régions	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
7473	Participat° Départements	227 950,00	236 778,40	0,00	0,00	-8 828,40
74748	Participat° Autres communes	0,00	20 008,60	0,00	0,00	-20 008,60
7478	Participat° Autres organismes	1 974 809,00	1 849 881,63	0,00	0,00	124 927,37
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	116 468,00	83 806,00	0,00	0,00	32 662,00
7484	Dotation de recensement	0,00	4 619,00	0,00	0,00	-4 619,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	20 710,00	33 260,00	0,00	0,00	-12 550,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**138 048,00**	**97 205,91**	**0,00**	**0,00**	**40 842,09**
752	Revenus des immeubles	67 498,00	62 489,64	0,00	0,00	5 008,36
757	Redevances versées par fermiers, conces.	60 000,00	9 166,66	0,00	0,00	50 833,34
7588	Autres produits div. de gestion courante	10 550,00	25 549,61	0,00	0,00	-14 999,61
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**44 011 962,50**	**43 739 183,58**	**80 600,00**	**0,00**	**192 178,92**
76	**Produits financiers (b)**	**2,00**	**1,80**	**0,00**	**0,00**	**0,20**
761	Produits de participations	2,00	1,80	0,00	0,00	0,20
77	**Produits exceptionnels (c)**	**43 427,76**	**1 107 151,10**	**0,00**	**0,00**	**-1 063 723,34**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	300,00	270,05	0,00	0,00	29,95
7718	Autres produits except. opérat° gestion	1 000,00	9 016,24	0,00	0,00	-8 016,24
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	959 050,00	0,00	0,00	-959 050,00
7788	Produits exceptionnels divers	42 127,76	138 814,81	0,00	0,00	-96 687,05
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**44 055 392,26**	**44 846 336,48**	**80 600,00**	**0,00**	**-871 544,22**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***51 142,00***	***44 350,54***			***6 791,46***
722	*Immobilisations corporelles*	*30 000,00*	*42 605,49*			*-12 605,49*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*21 142,00*	*1 745,05*			*19 396,95*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***51 142,00***	***44 350,54***			***6 791,46***

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**44 106 534,26**	**44 890 687,02**	**80 600,00**	**0,00**	**-864 752,76**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 133 664,64**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**1 082 350,84**	**430 961,06**	**205 569,68**	**445 820,10**
2031	Frais d'études	472 598,00	78 659,26	167 784,38	226 154,36
2033	Frais d'insertion	10 000,00	9 936,00	5 400,00	-5 336,00
2051	Concessions, droits similaires	96 997,00	41 665,80	32 385,30	22 945,90
2088	Autres immobilisations incorporelles	502 755,84	300 700,00	0,00	202 055,84
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**5 268 099,06**	**3 331 657,01**	**899 419,97**	**1 037 022,08**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	590 179,58	393 773,78	36 020,10	160 385,70
2115	Terrains bâtis	-25,00	0,00	0,00	-25,00
2116	Cimetières	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	78 605,68	27 911,23	50 142,84	551,61
2128	Autres agencements et aménagements	172 300,24	120 016,04	70 362,72	-18 078,52
21312	Bâtiments scolaires	387 214,96	356 999,67	16 358,16	13 857,13
21318	Autres bâtiments publics	301 397,15	104 012,84	36 709,90	160 674,41
2132	Immeubles de rapport	1 243,12	443,49	476,19	323,44
2135	Installations générales, agencements	2 147 631,17	1 316 481,52	472 111,39	359 038,26
2152	Installations de voirie	87 539,12	72 648,43	3 690,00	11 200,69
21533	Réseaux câblés	116 751,52	55 205,39	22 463,57	39 082,56
21568	Autres matériels, outillages incendie	7 100,00	7 069,20	0,00	30,80
21578	Autre matériel et outillage de voirie	3 025,00	3 061,08	0,00	-36,08
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	71 958,51	31 685,81	6 059,96	34 212,74
2161	Oeuvres et objets d'art	47 428,99	38 494,98	6 880,00	2 054,01
2181	Installat° générales, agencements	59 120,80	0,00	7 219,59	51 901,21
2182	Matériel de transport	160 581,52	104 312,92	52 165,16	4 103,44
2183	Matériel de bureau et informatique	232 870,10	199 931,72	13 921,08	19 017,30
2184	Mobilier	122 802,86	75 251,64	6 059,81	41 491,41
2188	Autres immobilisations corporelles	645 373,74	424 357,27	98 779,50	122 236,97
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**221 130,59**	**2 506,79**	**174 098,32**	**44 525,48**
2312	Agencements et aménagements de terrains	21 130,59	2 506,79	14 098,32	4 525,48
2313	Constructions	160 000,00	0,00	160 000,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**6 571 580,49**	**3 765 124,86**	**1 279 087,97**	**1 527 367,66**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**91 240,13**	**26 944,66**	**0,00**	**64 295,47**
10223	TLE	26 945,13	26 944,66	0,00	0,47
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	64 295,00	0,00	0,00	64 295,00
13	**Subventions d'investissement**	**274,00**	**274,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	274,00	274,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 152 229,35**	**3 024 496,18**	**0,00**	**127 733,17**
1641	Emprunts en euros	3 149 229,35	3 024 496,18	0,00	124 733,17
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**40 000,00**	**20 000,00**	**0,00**	**20 000,00**
266	Autres formes de participation	40 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
27	**Autres immobilisations financières**	**446 662,68**	**135 396,18**	**0,00**	**311 266,50**
275	Dépôts et cautionnements versés	446 662,68	135 396,18	0,00	311 266,50
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**3 730 406,16**	**3 207 111,02**	**0,00**	**523 295,14**
45410	BATIMENTS (COMMUN) (3)	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**10 401 986,65**	**6 972 235,88**	**1 279 087,97**	**2 150 662,80**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***51 142,00***	***44 350,54***		***6 791,46***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***21 142,00***	***1 745,05***		***19 396,95***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*20 141,00*	*330,16*		*19 810,84*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*140,00*	*139,25*		*0,75*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*861,00*	*1 275,64*		*-414,64*
	Charges transférées (6)	***30 000,00***	***42 605,49***		***-12 605,49***
21312	*Bâtiments scolaires*	*20 000,00*	*9 130,08*		*10 869,92*
21318	*Autres bâtiments publics*	*10 000,00*	*1 299,79*		*8 700,21*
2132	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*32 175,62*		*-32 175,62*
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***11 540,24***	***10 796,18***		***744,06***

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*99,00*	*4 778,18*		*-4 679,18*
21312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*	*3 452,40*		*-3 452,40*
21318	*Autres bâtiments publics*	*11 441,24*	*2 565,60*		*8 875,64*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***62 682,24***	***55 146,72***		***7 535,52***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**10 464 668,89**	**7 027 382,60**	**1 279 087,97**	**2 158 198,32**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**190 063,80**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**603 594,00**	**690 272,23**	**28 639,00**	**-115 317,23**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	192 248,00	40 000,00	0,00	152 248,00
1312	Subv. transf. Régions	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
1313	Subv. transf. Départements	4 025,00	0,00	0,00	4 025,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	15 000,00	171 370,14	0,00	-156 370,14
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	203 682,00	478 902,09	0,00	-275 220,09
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	148 639,00	0,00	28 639,00	120 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**3 102 151,00**	**3 000 000,00**	**0,00**	**102 151,00**
1641	Emprunts en euros	3 102 151,00	3 000 000,00	0,00	102 151,00
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
	Total des recettes d'équipement	**3 905 745,00**	**3 690 272,23**	**28 639,00**	**186 833,77**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**2 381 681,36**	**2 174 059,75**	**0,00**	**207 621,61**
10222	FCTVA	518 218,00	398 561,45	0,00	119 656,55
10226	Taxe d'aménagement	100 000,00	12 034,94	0,00	87 965,06
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 763 463,36	1 763 463,36	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**3 000,00**	**2 250,00**	**0,00**	**750,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**1 203 400,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**3 988 081,36**	**2 176 309,75**	**0,00**	**1 811 771,61**
45420	BATIMENTS (COMMUN) (2)	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**7 993 826,36**	**5 866 581,98**	**28 639,00**	**2 098 605,38**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***1 257 275,09***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***1 392 091,00***	***2 249 849,37***		***-857 758,37***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*805 431,45*		*-805 431,45*
21312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*	*112 921,19*		*-112 921,19*
2132	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*35 928,44*		*-35 928,44*
2182	*Matériel de transport*	*0,00*	*4 768,92*		*-4 768,92*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*0,00*	*20 347,00*		*-20 347,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*1 592,00*		*-1 592,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*2 160,00*		*-2 160,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*0,00*	*144 425,00*		*-144 425,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*0,00*	*5 733,00*		*-5 733,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*	*94 205,13*		*-94 205,13*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*	*11 280,00*		*-11 280,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*5 917,90*		*-5 917,90*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*17 121,34*		*-17 121,34*
28132	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*2 293,93*		*-2 293,93*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*75 055,64*		*-75 055,64*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*2 875,80*		*-2 875,80*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*965,20*		*-965,20*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*16 550,21*		*-16 550,21*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*1 641,00*		*-1 641,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*1 266,00*		*-1 266,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*0,00*	*2 066,54*		*-2 066,54*
281571	*Matériel roulant*	*0,00*	*46 017,00*		*-46 017,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*45 191,69*		*-45 191,69*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*0,00*	*29 425,44*		*-29 425,44*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*129 357,92*		*-129 357,92*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*67 138,82*		*-67 138,82*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*153 798,53*		*-153 798,53*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*90 028,52*		*-90 028,52*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 392 091,00*	*324 345,76*		*1 067 745,24*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***2 649 366,09***	***2 249 849,37***		***399 516,72***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***11 540,24***	***10 796,18***		***744,06***
2031	*Frais d'études*	*11 441,24*	*10 698,00*		*743,24*
2033	*Frais d'insertion*	*99,00*	*98,18*		*0,82*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***2 660 906,33***	***2 260 645,55***		***400 260,78***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**10 654 732,69**	**8 127 227,53**	**28 639,00**	**2 498 866,16**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV

A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	3 051 441	541 700	182 022	1 441 343	317 480	216 002	58	136 180	20 102	679 813	386 096	6 972 236
- Equipements municipaux (2)		541 700	182 022	1 441 343	317 480	216 002	58	136 180	102	629 539	300 700	3 765 125
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	3 051 441											3 051 441
Dépenses d'ordre	55 147											55 147
Solde d'exécution reporté de N-1	190 064											190 064
Total dépenses	**3 296 651**	**541 700**	**182 022**	**1 441 343**	**317 480**	**216 002**	**58**	**136 180**	**20 102**	**679 813**	**386 096**	**7 217 446**
Total recettes	**7 434 705**	**282 838**	**5 000**	**233 351**	**2 250**	**159 083**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**0**	**8 127 228**
Solde d'investissement	**4 138 054**	**-258 862**	**-177 022**	**-1 207 992**	**-315 230**	**-56 919**	**-57**	**-136 180**	**-20 102**	**-669 813**	**-386 096**	**909 781**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**278 434**	**119 191**	**401 135**	**45 190**	**278 771**	**193**	**44 001**	**82**	**102 269**	**9 823**	**1 279 088**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**28 639**	**0**	**28 639**
SOLDE RAR investissement	**0**	**-278 434**	**-119 191**	**-401 135**	**-45 190**	**-278 771**	**-192**	**-44 001**	**-82**	**-73 630**	**-9 823**	**-1 250 449**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**10 306 457**	**11 077 032**	**2 117 721**	**6 138 363**	**1 610 035**	**5 077 688**	**1 216 329**	**2 937 694**	**295 791**	**3 768 743**	**590 616**	**45 136 469**
Total recettes	**39 231 403**	**390 692**	**5 222**	**1 032 576**	**259 384**	**1 202 247**	**433 298**	**1 319 662**	**138 773**	**2 641 491**	**450 203**	**47 104 952**
Solde de fonctionnement	**28 924 946**	**-10 686 340**	**-2 112 499**	**-5 105 788**	**-1 350 651**	**-3 875 441**	**-783 031**	**-1 618 032**	**-157 017**	**-1 127 253**	**-140 412**	**1 968 483**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**3 296 651**	**820 134**	**301 212**	**1 842 478**	**362 669**	**494 773**	**250**	**180 181**	**20 184**	**782 081**	**395 920**	**8 496 534**
Dépenses réelles		3 051 441	820 134	301 212	1 842 478	362 669	494 773	250	180 181	20 184	782 081	395 920	8 251 324
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	26 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 945
10223	TLE	26 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 945
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	274	0	274
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	274	0	274
16	Emprunts et dettes assimilées	3 024 496	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 024 496
1641	Emprunts en euros	3 024 496	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 024 496
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	151 469	39 600	45 725	7 671	27 610	0	0	0	63 756	300 700	636 531
2031	Frais d'études	0	62 082	39 600	45 725	7 671	27 610	0	0	0	63 756	0	246 444
2033	Frais d'insertion	0	15 336	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 336
2051	Concessions, droits similaires	0	74 051	0	0	0	0	0	0	0	0	0	74 051
2088	Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	300 700	300 700
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	668 665	245 007	1 796 754	354 998	307 164	250	180 181	184	668 051	9 823	4 231 077
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	429 794	0	429 794
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	78 054	0	78 054
2128	Autres agencements et aménagements	0	0	0	0	0	72 035	0	0	0	108 550	9 793	190 379
21312	Bâtiments scolaires	0	0	0	373 358	0	0	0	0	0	0	0	373 358
21318	Autres bâtiments publics	0	1 700	0	0	3 892	134 580	250	300	0	0	0	140 723
2132	Immeubles de rapport	0	706	0	0	0	0	0	0	184	0	30	920
2135	Installations générales, agencements	0	222 167	11 719	1 133 270	221 096	50 915	0	149 427	0	0	0	1 788 593
2152	Installations de voirie	0	5 093	45 163	0	0	0	0	0	0	26 083	0	76 338
21533	Réseaux câblés	0	52 703	7 582	17 384	0	0	0	0	0	0	0	77 669
21568	Autres matériels, outillages incendie	0	7 069	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 069
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 061	0	3 061
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	13 537	0	1 850	0	1 409	0	0	0	20 950	0	37 746
2161	Oeuvres et objets d'art	0	2 500	0	0	42 875	0	0	0	0	0	0	45 375

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
2181	Installat° générales, agencements	**0**	**0**	**0**	**0**	**641**	**0**	**0**	**6 579**	**0**	**0**	**0**	**7 220**
2182	Matériel de transport	0	121 445	32 843	0	0	2 190	0	0	0	0	0	156 478
2183	Matériel de bureau et informatique	0	112 617	0	83 510	17 725	0	0	0	0	0	0	213 853
2184	Mobilier	0	39 437	0	10 159	1 556	19 362	0	10 798	0	0	0	81 311
2188	Autres immobilisations corporelles	0	89 691	147 701	177 223	67 213	26 673	0	13 077	0	1 560	0	523 137
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	16 605	0	0	160 000	0	0	0	0	0	176 605
2312	Agencements et aménagements de terrains	0	0	16 605	0	0	0	0	0	0	0	0	16 605
2313	Constructions	0	0	0	0	0	160 000	0	0	0	0	0	160 000
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	20 000	0	0	20 000
266	Autres formes de participation	0	0	0	0	0	0	0	0	20 000	0	0	20 000
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	85 396	135 396
275	Dépôts et cautionnements versés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	85 396	135 396
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*55 147*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*55 147*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*44 351*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*44 351*
13911	*Etat et établissements nationaux*	*330*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*330*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*139*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*139*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*1 276*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 276*
21312	*Bâtiments scolaires*	*9 130*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*9 130*
21318	*Autres bâtiments publics*	*1 300*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 300*
2132	*Immeubles de rapport*	*32 176*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*32 176*
041	*Opérations patrimoniales*	*10 796*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 796*
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*4 778*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 778*
21312	*Bâtiments scolaires*	*3 452*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 452*
21318	*Autres bâtiments publics*	*2 566*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 566*
001Solde d'exécution reporté de N-1		190 064	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	190 064

RECETTES													
Total recettes d'investissement		**7 434 705**	**282 838**	**5 000**	**233 351**	**2 250**	**159 083**	**0**	**0**	**0**	**38 639**	**0**	**8 155 867**
Recettes réelles		5 174 060	282 838	5 000	233 351	2 250	159 083	0	0	0	38 639	0	5 895 221
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 174 060	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 174 060
10222	FCTVA	398 561	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	398 561
10226	Taxe d'aménagement	12 035	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 035

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 763 463	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 763 463
13	Subventions d'investissement	0	282 838	5 000	233 351	0	159 083	0	0	0	38 639	0	718 911
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	40 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 000
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	171 370	0	0	0	0	0	0	0	0	0	171 370
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	71 468	5 000	233 351	0	159 083	0	0	0	10 000	0	478 902
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 639	0	28 639
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000 000	0	0	0	2 250	0	0	0	0	0	0	3 002 250
1641	Emprunts en euros	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 000 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	0	0	0	2 250	0	0	0	0	0	0	2 250
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*2 260 646*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 260 646*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*2 249 849*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 249 849*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*805 431*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*805 431*
21312	*Bâtiments scolaires*	*112 921*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*112 921*
2132	*Immeubles de rapport*	*35 928*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*35 928*
2182	*Matériel de transport*	*4 769*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 769*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*20 347*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*20 347*
28031	*Frais d'études*	*1 592*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 592*
28033	*Frais d'insertion*	*2 160*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 160*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*144 425*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*144 425*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*5 733*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 733*
28051	*Concessions et droits similaires*	*94 205*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*94 205*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*11 280*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*11 280*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	***5 918***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***5 918***
28128	*Autres aménagements de terrains*	*17 121*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*17 121*
28132	*Immeubles de rapport*	*2 294*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 294*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*75 056*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*75 056*
28152	*Installations de voirie*	*2 876*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 876*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*965*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*965*
281533	*Réseaux câblés*	*16 550*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*16 550*
281534	*Réseaux d'électrification*	*1 641*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 641*
281538	*Autres réseaux*	*1 266*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 266*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*2 067*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 067*
281571	*Matériel roulant*	*46 017*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*46 017*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*45 192*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*45 192*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*29 425*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*29 425*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*129 358*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*129 358*
28182	*Matériel de transport*	*67 139*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*67 139*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*153 799*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*153 799*
28184	*Mobilier*	*90 029*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*90 029*
28188	*Autres immo. corporelles*	*324 346*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*324 346*
041	*Opérations patrimoniales*	*10 796*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 796*
2031	*Frais d'études*	*10 698*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 698*
2033	*Frais d'insertion*	*98*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*98*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**10 306 457**	**11 077 032**	**2 117 721**	**6 138 363**	**1 610 035**	**5 077 688**	**1 216 329**	**2 937 694**	**295 791**	**3 768 743**	**590 616**	**45 136 469**
Dépenses réelles		8 056 607	11 077 032	2 117 721	6 138 363	1 610 035	5 077 688	1 216 329	2 937 694	295 791	3 768 743	590 616	42 886 620
011	Charges à caractère général	70	2 615 113	396 351	1 578 983	413 386	517 698	69 525	329 355	14 037	924 616	409 829	7 268 964
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0	0	0	36 096	0	64 797	0	35 396	0	0	0	136 289
60611	Eau et assainissement	0	20 354	371	58 599	14 986	10 977	514	4 140	0	46 263	0	156 205
60612	Energie - Electricité	0	129 628	31 394	142 792	98 873	86 489	6 077	51 075	0	7 941	16 123	570 391
60613	Chauffage urbain	0	32 948	0	193 887	19 075	91 404	0	16 146	0	0	0	353 460
60621	Combustibles	0	0	0	0	0	17 271	0	0	0	0	0	17 271
60622	Carburants	0	130 028	0	0	0	0	0	0	0	0	0	130 028
60623	Alimentation	0	4 741	0	824 990	807	1 327	0	23 576	0	0	5 065	860 505
60628	Autres fournitures non stockées	0	3 383	0	20 815	92	1 811	2 359	11 312	0	34 835	0	74 606

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
60631	Fournitures d'entretien	0	-25 504	-1 271	23 997	2 704	3 039	439	7 754	0	-82	353	11 430
60632	Fournitures de petit équipement	0	160 277	1 095	33 260	9 698	17 260	0	6 050	0	12 280	0	239 920
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 718	0	29 718
60636	Vêtements de travail	0	15 852	8 189	11 696	0	2 861	0	1 409	0	0	0	40 008
6064	Fournitures administratives	0	28 270	0	0	0	584	0	0	0	0	0	28 854
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	0	29 784	0	0	0	0	0	0	29 784
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	57 847	0	0	0	0	0	0	0	57 847
6068	Autres matières et fournitures	0	0	0	16 109	4 447	47 729	1 064	6 045	0	0	6 834	82 227
611	Contrats de prestations de services	0	101 346	126	6 129	397	1 334	274	1 115	0	402 907	67	513 695
6132	Locations immobilières	0	292 461	36 565	0	40 000	29 873	47 900	80 000	0	0	93 918	620 717
6135	Locations mobilières	0	191 605	6 561	5 655	2 256	1 505	0	0	0	0	65 809	273 391
614	Charges locatives et de copropriété	0	21 478	4 078	0	2 011	4 281	6 847	13 737	1 557	0	13 956	67 945
61521	Entretien terrains	0	44 796	0	0	0	0	0	0	0	93 395	0	138 191
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	5 865	9 657	-3 697	19 208	8 242	1 217	-2 088	0	-1 408	0	36 995
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	0	0	0	0	239	0	0	0	0	0	239
615232	Entretien, réparations réseaux	0	0	0	235	0	0	0	0	0	33 565	0	33 800
61551	Entretien matériel roulant	0	68 070	0	0	0	1 968	0	0	0	0	0	70 038
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	9 528	10 615	41 286	0	671	296	2 911	0	3 211	1 646	70 164
6156	Maintenance	0	130 378	85 267	57 217	87 852	42 704	274	13 800	0	38 810	0	456 301
6161	Multirisques	0	76 930	0	0	0	0	0	0	0	0	0	76 930
617	Etudes et recherches	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64 818	780	65 598
6182	Documentation générale et technique	0	27 907	0	4 468	17 034	748	0	0	0	0	0	50 156
6184	Versements à des organismes de formation	0	78 572	0	0	0	0	0	0	0	0	0	78 572
6188	Autres frais divers	0	35 513	0	8 476	310	15 204	1 364	1 000	0	11 965	201 089	274 921
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	372	800	0	248	0	220	482	0	0	0	2 122
6226	Honoraires	0	193 111	0	0	0	50	0	0	0	9 205	3 625	205 990
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	50 452	111	0	0	0	0	0	0	219	0	50 783
6228	Divers	0	58 708	28 629	22 656	9 416	400	0	4 839	0	0	0	124 648
6231	Annonces et insertions	0	37 829	0	0	0	0	0	0	0	1 775	0	39 604
6232	Fêtes et cérémonies	0	150 266	0	0	37 472	1 275	0	31 499	0	0	0	220 512
6236	Catalogues et imprimés	0	78 128	0	0	0	0	0	0	0	542	0	78 670
6237	Publications	0	51 768	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51 768
6238	Divers	0	30 511	44	0	0	16 364	0	6 181	0	0	0	53 100
6241	Transports de biens	0	840	0	0	0	0	680	0	0	0	0	1 520
6247	Transports collectifs	0	15 328	0	1 140	0	10 193	0	0	0	0	0	26 661
6248	Divers	0	1 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 700

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6251	Voyages et déplacements	0	9 802	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 802
6256	Missions	0	1 351	0	65	70	288	0	40	0	226	0	2 039
6257	Réceptions	0	1 200	0	0	0	0	0	2 130	0	0	0	3 330
6261	Frais d'affranchissement	0	76 193	5	0	0	0	0	0	0	0	0	76 198
6262	Frais de télécommunications	0	124 689	11 700	0	0	0	0	0	0	0	0	136 389
627	Services bancaires et assimilés	70	0	0	2 283	0	1 250	0	776	0	5 228	32	9 639
6281	Concours divers (cotisations)	0	34 796	0	0	-3 046	1 324	0	74	0	2 397	225	35 769
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	101 283	0	594	0	0	0	1 699	0	0	0	103 576
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	4 811	0	0	0	4 811
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	0	0	5 169	11 164	0	0	0	0	50 000	0	66 333
6288	Autres services extérieurs	0	5 327	162 416	7 221	3 598	33 586	0	2 796	0	57 442	0	272 387
63512	Taxes foncières	0	0	0	0	0	0	0	0	11 640	1 750	307	13 697
63513	Autres impôts locaux	0	637	0	0	0	185	0	0	840	6 199	0	7 861
6358	Autres droits	0	5 866	0	0	1 601	618	0	651	0	11 414	0	20 149
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	529	0	0	3 330	-150	0	0	0	0	0	3 709
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	8 001 379	1 161 370	4 204 973	1 175 450	4 098 211	738 540	2 536 347	277 991	2 817 783	180 787	25 192 830
6218	Autre personnel extérieur	0	0	0	82 679	0	0	0	0	0	923	0	83 602
6331	Versement mobilité	0	131 277	18 238	71 959	19 806	73 350	12 204	45 027	4 343	44 675	2 920	423 799
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	22 251	3 092	12 205	3 357	12 439	2 199	7 656	736	7 572	495	72 001
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	70 143	9 021	35 522	9 789	36 133	6 377	22 343	2 135	21 993	1 435	214 891
64111	Rémunération principale titulaires	0	2 810 790	395 608	1 557 997	476 172	1 291 399	254 207	614 618	92 034	1 287 848	52 579	8 833 252
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	168 300	16 138	94 893	27 751	61 731	14 002	30 202	5 530	67 239	1 531	487 319
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0	8 900	1 000	7 200	1 400	6 400	800	2 300	200	4 700	0	32 900
64118	Autres indemnités titulaires	0	956 696	209 929	316 119	132 826	315 105	55 363	130 976	28 700	414 154	26 732	2 586 601
64131	Rémunérations non tit.	0	1 755 821	232 755	930 267	200 937	1 214 433	201 318	1 031 900	80 633	267 104	51 526	5 966 695
64171	Apprentis - rémunérations	0	72 691	0	15 130	0	17 499	0	5 113	0	0	0	110 434
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	936 203	128 267	512 690	131 170	563 047	96 176	376 517	33 388	272 299	22 808	3 072 565
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	958 471	134 276	524 427	159 337	454 202	86 769	227 442	27 101	413 356	18 524	3 003 903
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	68 812	9 366	37 331	6 987	47 121	7 298	38 633	2 868	10 785	2 038	231 239
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	662	226	441	160	211	422	824	26	80	0	3 053
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	4 941	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 941
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	11 287	1 549	6 112	5 517	5 108	986	2 795	296	5 054	199	38 904
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	23 480	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 480
6488	Autres charges	0	656	1 905	0	240	34	418	0	0	0	0	3 252
014	Atténuations de produits	677 815	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	677 815
739118	Autres reversements de fiscalité	532 177	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	532 177

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	**145 638**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**145 638**
65	Autres charges de gestion courante	6 865 713	455 680	560 000	352 048	21 200	453 000	408 264	65 000	3 763	25 918	0	9 210 585
6531	Indemnités	0	248 452	0	0	0	0	0	0	0	0	0	248 452
6533	Cotisations de retraite	0	17 050	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 050
6535	Formation	0	2 710	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 710
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0	484	0	0	0	0	0	0	0	0	0	484
6541	Créances admises en non-valeur	0	24 353	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 353
6542	Créances éteintes	0	10 875	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 875
6553	Service d'incendie	0	0	560 000	0	0	0	0	0	0	0	0	560 000
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	6 865 713	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 865 713
65548	Autres contributions	0	1 346	0	38 560	0	0	0	0	0	0	0	39 906
6558	Autres contributions obligatoires	0	0	0	313 488	0	0	0	0	0	0	0	313 488
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	408 264	0	0	0	0	408 264
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	0	0	0	0	20 000	0	0	0	0	0	0	20 000
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	150 408	0	0	1 200	453 000	0	65 000	3 763	25 918	0	699 289
65888	Autres	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	513 009	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	513 009
66111	Intérêts réglés à l'échéance	529 347	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	529 347
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-16 338	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-16 338
67	Charges exceptionnelles	0	4 859	0	2 359	0	8 778	0	6 992	0	427	0	23 416
6712	Amendes fiscales et pénales	0	1 520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 520
6713	Secours et dots	0	0	0	0	0	0	0	4 411	0	0	0	4 411
6714	Bourses et prix	0	1 407	0	2 172	0	8 600	0	0	0	0	0	12 180
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	0	0	0	0	0	0	1 780	0	0	0	1 780
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0	0	0	187	0	178	0	259	0	427	0	1 051
678	Autres charges exceptionnelles	0	1 932	0	0	0	0	0	543	0	0	0	2 475
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*2 249 849*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 249 849*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*2 249 849*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 249 849*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	***153 619***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***153 619***
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*805 431*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*805 431*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 290 799*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 290 799*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**39 231 403**	**390 692**	**5 222**	**1 032 576**	**259 384**	**1 202 247**	**433 298**	**1 319 662**	**138 773**	**2 641 491**	**450 203**	**47 104 952**
Recettes réelles		37 053 387	390 692	5 222	1 032 576	259 384	1 202 247	433 298	1 319 662	138 773	2 641 491	450 203	44 926 936
013	**Atténuations de charges**	**0**	**48 474**	**4 577**	**6 912**	**966**	**720**	**0**	**3 500**	**56**	**1 820**	**0**	**67 024**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	16 391	4 577	6 912	966	720	0	3 500	56	1 820	0	34 941
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	32 083	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 083
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**230 135**	**0**	**1 005 248**	**2 405**	**376 396**	**0**	**370 664**	**21 177**	**621 674**	**188 993**	**2 816 692**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	115 473	0	0	0	0	0	0	0	0	0	115 473
70321	Stationnement et location voie publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	81 486	0	81 486
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	188 993	188 993
70328	Autres droits stationnement et location	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64 964	0	64 964
70384	Forfait de post-stationnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	475 224	0	475 224
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	4 010	0	0	0	0	0	4 010
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	0	372 386	0	51 973	0	0	0	424 359
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	2 405	0	0	0	0	0	0	2 405
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	1 005 248	0	0	0	0	0	0	0	1 005 248
70688	Autres prestations de services	0	0	0	0	0	0	0	318 690	0	0	0	318 690
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	92	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0	80 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80 600
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	11 677	0	0	0	0	0	0	21 177	0	0	32 854
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0	22 293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 293
73	**Impôts et taxes**	**34 451 318**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 066 917**	**252 043**	**35 770 278**
73111	Impôts directs locaux	25 422 830	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 422 830
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	25 781	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 781
73211	Attribution de compensation	6 867 569	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 867 569
73222	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	872 582	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	872 582
7338	Autres taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	645 546	0	645 546
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 088	0	350 088
7362	Taxes de séjour	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	252 043	252 043
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71 282	0	71 282
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 262 556	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 262 556
74	**Dotations et participations**	**2 567 236**	**56 894**	**0**	**20 009**	**132 941**	**806 829**	**433 298**	**942 012**	**109 261**	**104**	**0**	**5 068 583**
7411	Dotation forfaitaire	1 878 085	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 878 085
74123	Dotation de solidarité urbaine	529 665	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	529 665
744	FCTVA	42 420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	42 420
74718	Autres participations Etat	0	52 275	0	0	0	20 400	208 020	0	109 261	104	0	390 060
7473	Participat° Départements	0	0	0	0	11 500	0	225 278	0	0	0	0	236 778
74748	Participat° Autres communes	0	0	0	20 009	0	0	0	0	0	0	0	20 009
7478	Participat° Autres organismes	0	0	0	0	121 441	786 429	0	942 012	0	0	0	1 849 882
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	83 806	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	83 806
7484	Dotation de recensement	0	4 619	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 619
7485	Dotation pour les titres sécurisés	33 260	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 260
75	**Autres produits de gestion courante**	**0**	**25 743**	**646**	**0**	**52 475**	**284**	**0**	**24**	**8 274**	**593**	**9 167**	**97 206**
752	Revenus des immeubles	0	18 000	0	0	36 960	0	0	0	7 530	0	0	62 490
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 167	9 167
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	7 743	646	0	15 515	284	0	24	744	593	0	25 550
76	**Produits financiers**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**
761	Produits de participations	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
77	**Produits exceptionnels**	**34 832**	**29 446**	**0**	**407**	**70 598**	**18 018**	**0**	**3 462**	**5**	**950 383**	**0**	**1 107 151**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0	0	0	246	0	18	0	0	5	0	0	270
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	1 388	0	161	0	0	0	1 785	0	5 683	0	9 016
775	Produits des cessions d'immobilisations	0	14 350	0	0	0	0	0	0	0	944 700	0	959 050
7788	Produits exceptionnels divers	34 832	13 708	0	0	70 598	17 999	0	1 678	0	0	0	138 815
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*44 351*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*44 351*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***44 351***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***44 351***
722	*Immobilisations corporelles*	*42 605*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*42 605*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*1 745*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 745*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		2 133 665	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 133 665

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**10 306 456,52**	**11 077 031,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 383 488,42**
Réalisations		**10 306 456,52**	**11 077 031,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 383 488,42**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**70,15**	**2 615 113,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 615 183,39**
60611	Eau et assainissement	0,00	20 354,45	0,00	0,00	0,00	20 354,45
60612	Energie - Electricité	0,00	129 627,64	0,00	0,00	0,00	129 627,64
60613	Chauffage urbain	0,00	32 948,42	0,00	0,00	0,00	32 948,42
60622	Carburants	0,00	130 028,42	0,00	0,00	0,00	130 028,42
60623	Alimentation	0,00	4 741,03	0,00	0,00	0,00	4 741,03
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	3 382,75	0,00	0,00	0,00	3 382,75
60631	Fournitures d'entretien	0,00	-25 504,17	0,00	0,00	0,00	-25 504,17
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	160 276,89	0,00	0,00	0,00	160 276,89
60636	Vêtements de travail	0,00	15 852,43	0,00	0,00	0,00	15 852,43
6064	Fournitures administratives	0,00	28 270,08	0,00	0,00	0,00	28 270,08
611	Contrats de prestations de services	0,00	101 345,82	0,00	0,00	0,00	101 345,82
6132	Locations immobilières	0,00	292 461,00	0,00	0,00	0,00	292 461,00
6135	Locations mobilières	0,00	191 604,57	0,00	0,00	0,00	191 604,57
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	21 477,57	0,00	0,00	0,00	21 477,57
61521	Entretien terrains	0,00	44 795,65	0,00	0,00	0,00	44 795,65
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	5 864,57	0,00	0,00	0,00	5 864,57
61551	Entretien matériel roulant	0,00	68 070,27	0,00	0,00	0,00	68 070,27
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	9 528,15	0,00	0,00	0,00	9 528,15
6156	Maintenance	0,00	130 378,25	0,00	0,00	0,00	130 378,25
6161	Multirisques	0,00	76 929,50	0,00	0,00	0,00	76 929,50
6182	Documentation générale et technique	0,00	27 906,92	0,00	0,00	0,00	27 906,92
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	78 572,44	0,00	0,00	0,00	78 572,44
6188	Autres frais divers	0,00	35 513,02	0,00	0,00	0,00	35 513,02
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	372,46	0,00	0,00	0,00	372,46
6226	Honoraires	0,00	193 110,53	0,00	0,00	0,00	193 110,53
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	50 452,43	0,00	0,00	0,00	50 452,43
6228	Divers	0,00	58 708,12	0,00	0,00	0,00	58 708,12
6231	Annonces et insertions	0,00	37 829,13	0,00	0,00	0,00	37 829,13
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	150 265,90	0,00	0,00	0,00	150 265,90
6236	Catalogues et imprimés	0,00	78 128,40	0,00	0,00	0,00	78 128,40
6237	Publications	0,00	51 767,78	0,00	0,00	0,00	51 767,78
6238	Divers	0,00	30 511,10	0,00	0,00	0,00	30 511,10
6241	Transports de biens	0,00	840,00	0,00	0,00	0,00	840,00
6247	Transports collectifs	0,00	15 328,00	0,00	0,00	0,00	15 328,00
6248	Divers	0,00	1 700,00	0,00	0,00	0,00	1 700,00

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6251	Voyages et déplacements	0,00	9 802,13	0,00	0,00	0,00	9 802,13
6256	Missions	0,00	1 350,73	0,00	0,00	0,00	1 350,73
6257	Réceptions	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	76 193,28	0,00	0,00	0,00	76 193,28
6262	Frais de télécommunications	0,00	124 688,66	0,00	0,00	0,00	124 688,66
627	Services bancaires et assimilés	70,15	0,00	0,00	0,00	0,00	70,15
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	34 795,91	0,00	0,00	0,00	34 795,91
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	101 283,34	0,00	0,00	0,00	101 283,34
6288	Autres services extérieurs	0,00	5 327,37	0,00	0,00	0,00	5 327,37
63513	Autres impôts locaux	0,00	637,00	0,00	0,00	0,00	637,00
6358	Autres droits	0,00	5 866,15	0,00	0,00	0,00	5 866,15
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	529,15	0,00	0,00	0,00	529,15
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**8 001 379,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 001 379,44**
6331	Versement mobilité	0,00	131 276,84	0,00	0,00	0,00	131 276,84
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	22 250,74	0,00	0,00	0,00	22 250,74
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	70 142,53	0,00	0,00	0,00	70 142,53
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	2 810 790,13	0,00	0,00	0,00	2 810 790,13
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	168 300,20	0,00	0,00	0,00	168 300,20
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	8 900,03	0,00	0,00	0,00	8 900,03
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	956 696,21	0,00	0,00	0,00	956 696,21
64131	Rémunérations non tit.	0,00	1 755 820,63	0,00	0,00	0,00	1 755 820,63
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	72 690,81	0,00	0,00	0,00	72 690,81
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	936 203,14	0,00	0,00	0,00	936 203,14
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	958 470,69	0,00	0,00	0,00	958 470,69
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	68 811,73	0,00	0,00	0,00	68 811,73
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	662,16	0,00	0,00	0,00	662,16
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	4 941,00	0,00	0,00	0,00	4 941,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	11 286,98	0,00	0,00	0,00	11 286,98
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	23 479,80	0,00	0,00	0,00	23 479,80
6488	Autres charges	0,00	655,82	0,00	0,00	0,00	655,82
014	**Atténuations de produits**	**677 815,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**677 815,00**
739118	Autres reversements de fiscalité	532 177,00	0,00	0,00	0,00	0,00	532 177,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	145 638,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 638,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**2 249 849,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 249 849,37**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	153 618,55	0,00	0,00	0,00	0,00	153 618,55
6761	Différences sur réalisations (positives)	805 431,45	0,00	0,00	0,00	0,00	805 431,45
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	1 290 799,37	0,00	0,00	0,00	0,00	1 290 799,37
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**6 865 713,14**	**455 679,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 321 392,92**
6531	Indemnités	0,00	248 452,05	0,00	0,00	0,00	248 452,05
6533	Cotisations de retraite	0,00	17 049,55	0,00	0,00	0,00	17 049,55
6535	Formation	0,00	2 710,00	0,00	0,00	0,00	2 710,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	484,46	0,00	0,00	0,00	484,46
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	24 352,94	0,00	0,00	0,00	24 352,94
6542	Créances éteintes	0,00	10 875,37	0,00	0,00	0,00	10 875,37
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	6 865 713,14	0,00	0,00	0,00	0,00	6 865 713,14
65548	Autres contributions	0,00	1 346,00	0,00	0,00	0,00	1 346,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	150 408,00	0,00	0,00	0,00	150 408,00

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
65888	Autres	0,00	1,41	0,00	0,00	0,00	1,41
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**513 008,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**513 008,86**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	529 347,29	0,00	0,00	0,00	0,00	529 347,29
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-16 338,43	0,00	0,00	0,00	0,00	-16 338,43
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**4 859,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 859,44**
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	1 520,00	0,00	0,00	0,00	1 520,00
6714	Bourses et prix	0,00	1 407,13	0,00	0,00	0,00	1 407,13
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	1 932,31	0,00	0,00	0,00	1 932,31
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**39 231 402,65**	**390 691,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 622 094,63**
	Réalisations	**39 231 402,65**	**390 691,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 622 094,63**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**2 133 664,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 133 664,64**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**48 473,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 473,83**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	16 390,55	0,00	0,00	0,00	16 390,55
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	32 083,28	0,00	0,00	0,00	32 083,28
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**44 350,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 350,54**
722	Immobilisations corporelles	42 605,49	0,00	0,00	0,00	0,00	42 605,49
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	1 745,05	0,00	0,00	0,00	0,00	1 745,05
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**230 134,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230 134,65**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	115 472,59	0,00	0,00	0,00	115 472,59
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	91,94	0,00	0,00	0,00	91,94
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	80 600,00	0,00	0,00	0,00	80 600,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	11 677,00	0,00	0,00	0,00	11 677,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	22 293,12	0,00	0,00	0,00	22 293,12
73	**Impôts et taxes**	**34 451 318,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 451 318,06**
73111	Impôts directs locaux	25 422 830,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 422 830,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	25 781,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 781,00
73211	Attribution de compensation	6 867 569,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 867 569,00
73222	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	872 582,00	0,00	0,00	0,00	0,00	872 582,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 262 556,06	0,00	0,00	0,00	0,00	1 262 556,06
74	**Dotations et participations**	**2 567 235,61**	**56 894,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 624 129,93**
7411	Dotation forfaitaire	1 878 085,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 878 085,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	529 665,00	0,00	0,00	0,00	0,00	529 665,00
744	FCTVA	42 419,61	0,00	0,00	0,00	0,00	42 419,61
74718	Autres participations Etat	0,00	52 275,32	0,00	0,00	0,00	52 275,32
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	83 806,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 806,00
7484	Dotation de recensement	0,00	4 619,00	0,00	0,00	0,00	4 619,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	33 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 260,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**25 742,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 742,92**
752	Revenus des immeubles	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	7 742,92	0,00	0,00	0,00	7 742,92
76	**Produits financiers**	**1,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,80**
761	Produits de participations	1,80	0,00	0,00	0,00	0,00	1,80

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
77	**Produits exceptionnels**	**34 832,00**	**29 446,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 278,26**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	1 387,98	0,00	0,00	0,00	1 387,98
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	14 350,00	0,00	0,00	0,00	14 350,00
7788	Produits exceptionnels divers	34 832,00	13 708,28	0,00	0,00	0,00	48 540,28
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**28 924 946,13**	**-10 686 339,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 238 606,21**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES	**8 511 443,06**	**273 577,66**	**541 201,45**	**944 490,60**	**560 004,62**	**187 485,26**	**58 829,25**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**8 511 443,06**	**273 577,66**	**541 201,45**	**944 490,60**	**560 004,62**	**187 485,26**	**58 829,25**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**1 972 763,99**	**18,60**	**25 734,40**	**278 085,98**	**257 357,13**	**25 102,20**	**56 050,94**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	16 735,32	0,00	0,00	0,00	0,00	302,14	3 316,99	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	120 016,01	0,00	0,00	0,00	0,00	5 555,32	4 056,31	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	29 308,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 639,61	0,00	0,00
60622	Carburants	130 028,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	3 035,43	0,00	0,00	0,00	1 705,60	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	3 332,75	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	-25 812,07	0,00	0,00	0,00	0,00	307,90	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	158 817,75	0,00	0,00	1 332,00	70,50	0,00	56,64	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	15 806,30	0,00	0,00	0,00	-0,01	46,14	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	25 348,80	0,00	2 921,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	6 200,95	0,00	0,00	0,00	94 999,07	81,60	64,20	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	283 761,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 700,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	191 604,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	19 877,57	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 795,65	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 550,60	0,00	0,00	0,00	0,00	479,33	-165,36	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	68 070,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	9 455,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72,90	0,00	0,00
6156	Maintenance	113 190,62	0,00	12 382,81	1 693,00	0,00	2 897,82	214,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	76 929,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	27 906,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6184	Versements à des organismes de formation	78 572,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	26 911,27	0,00	4 797,75	3 804,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	292,39	0,00	0,00	80,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	123 819,43	0,00	0,00	64 291,10	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	50 452,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	3 949,60	0,00	0,00	49 626,57	0,00	5 131,95	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	25 812,00	0,00	0,00	9 941,13	2 076,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	-259,20	0,00	0,00	0,00	150 525,10	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	6 238,44	0,00	4 432,56	67 457,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	51 767,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	27 580,23	2 930,87	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	15 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	9 802,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	1 317,12	18,60	0,00	15,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	76 193,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	124 688,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	34 795,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	101 283,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	4 829,68	0,00	0,00	497,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	637,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	5 866,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	529,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**6 385 611,35**	**7 573,00**	**515 467,05**	**666 404,62**	**301 240,36**	**125 083,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement mobilité	104 551,18	527,82	8 140,41	11 156,21	5 000,38	1 900,84	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	17 720,98	89,46	1 379,70	1 890,82	847,52	322,26	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	57 228,57	0,00	4 000,97	5 521,08	2 457,63	934,28	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 280 266,24	0,00	222 993,08	163 051,04	103 541,45	40 938,32	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	140 513,57	0,00	13 105,33	8 289,53	5 306,46	1 085,31	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	6 800,01	0,00	1 000,00	500,00	600,02	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	798 169,90	0,00	64 056,14	40 594,29	42 995,62	10 880,26	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 353 555,22	0,00	72 864,70	225 959,38	64 416,33	39 025,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	25 126,82	0,00	0,00	47 563,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	734 906,16	6 814,72	53 255,25	91 126,62	36 529,29	13 571,10	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6453	Cotisations aux caisses de retraites	775 716,59	0,00	70 942,07	61 201,73	35 876,61	14 733,69	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	52 572,79	0,00	2 886,76	8 914,36	2 909,39	1 528,43	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	662,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	4 941,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	8 885,54	0,00	842,64	635,57	759,66	163,57	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	23 479,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	514,82	141,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
739118	Autres reversements de fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**151 047,72**	**265 986,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 300,00**	**1 346,00**	**0,00**	**0,00**
6531	Indemnités	0,00	248 452,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	17 049,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	2 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	484,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	24 352,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	10 875,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 346,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	113 108,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 300,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**2 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 407,13**	**0,00**	**1 432,31**	**0,00**	**0,00**
6712	Amendes fiscales et pénales	1 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	1 407,13	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 432,31	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**150 585,37**	**0,00**	**8 799,19**	**23 890,55**	**0,00**	**91 837,74**	**115 579,13**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**150 585,37**	**0,00**	**8 799,19**	**23 890,55**	**0,00**	**91 837,74**	**115 579,13**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**46 747,47**	**0,00**	**68,93**	**1 657,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	14 664,19	0,00	68,93	1 657,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	32 083,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**11 737,00**	**0,00**	**91,94**	**22 233,12**	**0,00**	**80 600,00**	**115 472,59**	**0,00**	**0,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 472,59	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	91,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 600,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	11 677,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	60,00	0,00	0,00	22 233,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73222	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**48 256,00**	**0,00**	**8 638,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	43 637,00	0,00	8 638,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	4 619,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**25 636,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106,54**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	7 636,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106,54	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	**18 208,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 237,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	1 387,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	14 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	2 470,54	0,00	0,00	0,00	0,00	11 237,74	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-8 360 857,69**	**-273 577,66**	**-532 402,26**	**-920 600,05**	**-560 004,62**	**-95 647,52**	**56 749,88**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**2 117 610,13**	**111,31**	**0,00**	**2 117 721,44**
Réalisations		**2 117 610,13**	**111,31**	**0,00**	**2 117 721,44**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**396 239,67**	**111,31**	**0,00**	**396 350,98**
60611	Eau et assainissement	370,86	0,00	0,00	370,86
60612	Energie - Electricité	31 393,75	0,00	0,00	31 393,75
60631	Fournitures d'entretien	-1 271,16	0,00	0,00	-1 271,16
60632	Fournitures de petit équipement	1 095,02	0,00	0,00	1 095,02
60636	Vêtements de travail	8 189,27	0,00	0,00	8 189,27
611	Contrats de prestations de services	126,00	0,00	0,00	126,00
6132	Locations immobilières	36 564,81	0,00	0,00	36 564,81
6135	Locations mobilières	6 561,16	0,00	0,00	6 561,16
614	Charges locatives et de copropriété	4 078,41	0,00	0,00	4 078,41
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	9 656,72	0,00	0,00	9 656,72
61558	Entretien autres biens mobiliers	10 614,72	0,00	0,00	10 614,72
6156	Maintenance	85 266,70	0,00	0,00	85 266,70
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	800,04	0,00	0,00	800,04
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	111,31	0,00	111,31
6228	Divers	28 628,75	0,00	0,00	28 628,75
6238	Divers	43,60	0,00	0,00	43,60
6261	Frais d'affranchissement	5,00	0,00	0,00	5,00
6262	Frais de télécommunications	11 700,00	0,00	0,00	11 700,00
6288	Autres services extérieurs	162 416,02	0,00	0,00	162 416,02
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 161 370,46**	**0,00**	**0,00**	**1 161 370,46**
6331	Versement mobilité	18 238,32	0,00	0,00	18 238,32
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	3 091,51	0,00	0,00	3 091,51
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	9 021,13	0,00	0,00	9 021,13
64111	Rémunération principale titulaires	395 608,47	0,00	0,00	395 608,47
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	16 138,31	0,00	0,00	16 138,31
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
64118	Autres indemnités titulaires	209 929,26	0,00	0,00	209 929,26
64131	Rémunérations non tit.	232 755,10	0,00	0,00	232 755,10
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	128 267,15	0,00	0,00	128 267,15
6453	Cotisations aux caisses de retraites	134 275,54	0,00	0,00	134 275,54
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	9 366,17	0,00	0,00	9 366,17
6455	Cotisations pour assurance du personnel	225,51	0,00	0,00	225,51
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 548,59	0,00	0,00	1 548,59
6488	Autres charges	1 905,40	0,00	0,00	1 905,40
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**560 000,00**	**0,00**	**0,00**	**560 000,00**
6553	Service d'incendie	560 000,00	0,00	0,00	560 000,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**5 222,40**	**0,00**	**0,00**	**5 222,40**
	Réalisations	**5 222,40**	**0,00**	**0,00**	**5 222,40**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**4 576,57**	**0,00**	**0,00**	**4 576,57**
6419	Remboursements rémunérations personnel	4 576,57	0,00	0,00	4 576,57
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**645,83**	**0,00**	**0,00**	**645,83**
7588	Autres produits div. de gestion courante	645,83	0,00	0,00	645,83
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-2 112 387,73**	**-111,31**	**0,00**	**-2 112 499,04**

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES	**165 885,31**	**0,00**	**1 002 869,09**	**595 290,94**	**353 564,79**
	Réalisations	**165 885,31**	**0,00**	**1 002 869,09**	**595 290,94**	**353 564,79**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**7 383,94**	**35 290,94**	**353 564,79**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	370,86	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	31 393,75
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 271,16
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	956,22	138,80
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	6 583,90	0,00	1 605,37
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	126,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	36 564,81
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	6 561,16
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	4 078,41
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	9 879,88	-223,16

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	9 510,72	1 104,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	14 381,26	70 885,44
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	800,04	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	28 628,75
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	43,60
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	11 700,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	192,00	162 224,02
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**165 885,31**	**0,00**	**995 485,15**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement mobilité	2 714,44	0,00	15 523,88	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	460,09	0,00	2 631,42	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 332,17	0,00	7 688,96	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	56 142,37	0,00	339 466,10	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 118,97	0,00	14 019,34	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	25 558,66	0,00	184 370,60	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	36 043,75	0,00	196 711,35	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	19 414,14	0,00	108 853,01	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	19 407,95	0,00	114 867,59	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 444,27	0,00	7 921,90	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	24,14	0,00	201,37	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	224,36	0,00	1 324,23	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	1 905,40	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**560 000,00**	**0,00**
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	560 000,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**4 576,57**	**0,00**	**645,83**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**4 576,57**	**0,00**	**645,83**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**4 576,57**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	4 576,57	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**645,83**

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	645,83
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-165 885,31**	**0,00**	**-998 292,52**	**-595 290,94**	**-352 918,96**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**164 650,12**	**3 634 412,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 339 300,06**	**0,00**	**6 138 363,07**
Réalisations		**164 650,12**	**3 634 412,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 339 300,06**	**0,00**	**6 138 363,07**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**2 283,11**	**588 055,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**988 644,88**	**0,00**	**1 578 983,06**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 096,00	0,00	36 096,00
60611	Eau et assainissement	0,00	58 598,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 598,95
60612	Energie - Electricité	0,00	136 505,06	0,00	0,00	0,00	6 286,51	0,00	142 791,57
60613	Chauffage urbain	0,00	188 970,07	0,00	0,00	0,00	4 916,46	0,00	193 886,53
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	824 989,70	0,00	824 989,70
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	1 494,75	0,00	0,00	0,00	19 319,75	0,00	20 814,50
60631	Fournitures d'entretien	0,00	14 083,21	0,00	0,00	0,00	9 914,12	0,00	23 997,33
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	25 402,01	0,00	0,00	0,00	7 857,96	0,00	33 259,97
60636	Vêtements de travail	0,00	8 580,43	0,00	0,00	0,00	3 115,17	0,00	11 695,60
6067	Fournitures scolaires	0,00	57 846,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 846,79
6068	Autres matières et fournitures	0,00	4 512,07	0,00	0,00	0,00	11 596,81	0,00	16 108,88
611	Contrats de prestations de services	0,00	2 040,79	0,00	0,00	0,00	4 088,61	0,00	6 129,40
6135	Locations mobilières	0,00	5 343,84	0,00	0,00	0,00	311,38	0,00	5 655,22
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	-1 702,01	0,00	0,00	0,00	-1 995,04	0,00	-3 697,05
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	235,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235,20
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	1 799,17	0,00	0,00	0,00	39 486,35	0,00	41 285,52
6156	Maintenance	0,00	51 407,26	0,00	0,00	0,00	5 809,71	0,00	57 216,97
6182	Documentation générale et technique	0,00	843,74	0,00	0,00	0,00	3 624,15	0,00	4 467,89
6188	Autres frais divers	0,00	5 375,72	0,00	0,00	0,00	3 100,00	0,00	8 475,72
6228	Divers	0,00	22 656,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 656,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 140,00	0,00	1 140,00
6256	Missions	0,00	64,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,60
627	Services bancaires et assimilés	2 283,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 283,11
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	594,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	594,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	3 146,42	0,00	0,00	0,00	2 022,76	0,00	5 169,18
6288	Autres services extérieurs	0,00	257,00	0,00	0,00	0,00	6 964,48	0,00	7 221,48
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**162 367,01**	**2 730 697,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 311 908,58**	**0,00**	**4 204 972,98**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	82 678,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 678,89
6331	Versement mobilité	2 511,14	46 307,13	0,00	0,00	0,00	23 140,56	0,00	71 958,83

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	425,57	7 848,90	0,00	0,00	0,00	3 930,39	0,00	12 204,86
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 305,29	22 850,48	0,00	0,00	0,00	11 366,68	0,00	35 522,45
64111	Rémunération principale titulaires	85 302,11	1 014 442,96	0,00	0,00	0,00	458 251,80	0,00	1 557 996,87
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 798,98	58 942,88	0,00	0,00	0,00	31 151,36	0,00	94 893,22
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	200,00	5 100,01	0,00	0,00	0,00	1 900,00	0,00	7 200,01
64118	Autres indemnités titulaires	27 425,47	200 565,33	0,00	0,00	0,00	88 128,40	0,00	316 119,20
64131	Rémunérations non tit.	0,00	591 343,09	0,00	0,00	0,00	338 923,84	0,00	930 266,93
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	4 714,77	0,00	0,00	0,00	10 415,55	0,00	15 130,32
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	13 134,41	328 710,68	0,00	0,00	0,00	170 845,11	0,00	512 690,20
6453	Cotisations aux caisses de retraites	26 926,52	339 327,05	0,00	0,00	0,00	158 173,00	0,00	524 426,57
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	23 694,10	0,00	0,00	0,00	13 637,11	0,00	37 331,21
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	204,64	0,00	0,00	0,00	236,30	0,00	440,94
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	337,52	3 966,48	0,00	0,00	0,00	1 808,48	0,00	6 112,48
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**313 488,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 560,00**	**0,00**	**352 048,00**
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 560,00	0,00	38 560,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	313 488,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	313 488,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**2 172,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**186,60**	**0,00**	**2 359,03**
6714	Bourses et prix	0,00	2 172,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 172,43
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186,60	0,00	186,60
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**26 920,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 005 654,98**	**0,00**	**1 032 575,53**
	Réalisations	**0,00**	**26 920,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 005 654,98**	**0,00**	**1 032 575,53**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**6 911,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 911,95**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	6 911,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 911,95
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 005 247,74**	**0,00**	**1 005 247,74**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 005 247,74	0,00	1 005 247,74
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**20 008,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 008,60**
74748	Participat° Autres communes	0,00	20 008,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 008,60
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**407,24**	**0,00**	**407,24**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246,47	0,00	246,47
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160,77	0,00	160,77
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-164 650,12**	**-3 607 492,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 333 645,08**	**0,00**	**-5 105 787,54**

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES		**1 969 015,66**	**1 640 322,23**	**25 075,00**	**2 231 211,07**	**0,00**	**41 660,00**	**959,71**	**65 469,28**
Réalisations		**1 969 015,66**	**1 640 322,23**	**25 075,00**	**2 231 211,07**	**0,00**	**41 660,00**	**959,71**	**65 469,28**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**287 546,76**	**275 433,31**	**25 075,00**	**919 115,89**	**0,00**	**3 100,00**	**959,71**	**65 469,28**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 096,00
60611	Eau et assainissement	31 366,39	27 232,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	74 750,39	61 754,67	0,00	6 286,51	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	94 749,74	94 220,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 916,46
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	824 989,70	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	440,92	1 053,83	0,00	18 502,51	0,00	0,00	0,00	817,24
60631	Fournitures d'entretien	10 934,54	3 148,67	0,00	9 914,12	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	15 624,16	9 777,85	0,00	7 857,96	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	4 158,53	4 421,90	0,00	3 115,17	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	14 125,82	43 720,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 488,11	3 023,96	0,00	0,00	0,00	0,00	828,91	10 767,90
611	Contrats de prestations de services	1 260,00	780,79	0,00	4 088,61	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	2 805,51	2 538,33	0,00	311,38	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 273,86	-5 975,87	0,00	-1 995,04	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	235,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	1 799,17	0,00	39 486,35	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	30 108,00	21 299,26	0,00	5 809,71	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
6182	Documentation générale et technique	208,29	635,45	0,00	0,00	0,00	0,00	130,80	3 493,35
6188	Autres frais divers	944,20	2 012,52	2 419,00	0,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	22 656,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 140,00
6256	Missions	51,30	13,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	594,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	3 146,42	0,00	748,91	0,00	0,00	0,00	1 273,85
6288	Autres services extérieurs	257,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 964,48
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 580 398,47**	**1 150 298,92**	**0,00**	**1 311 908,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	82 678,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	27 993,82	18 313,31	0,00	23 140,56	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 744,71	3 104,19	0,00	3 930,39	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	13 816,27	9 034,21	0,00	11 366,68	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	591 025,30	423 417,66	0,00	458 251,80	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	34 255,75	24 687,13	0,00	31 151,36	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	2 400,00	2 700,01	0,00	1 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	116 887,82	83 677,51	0,00	88 128,40	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	365 462,70	225 880,39	0,00	338 923,84	0,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	4 714,77	0,00	0,00	10 415,55	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	199 672,20	129 038,48	0,00	170 845,11	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	202 530,95	136 796,10	0,00	158 173,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	14 376,93	9 317,17	0,00	13 637,11	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	160,44	44,20	0,00	236,30	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 356,81	1 609,67	0,00	1 808,48	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**98 898,00**	**214 590,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 560,00**	**0,00**	**0,00**
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 560,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	98 898,00	214 590,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**2 172,43**	**0,00**	**0,00**	**186,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6714	Bourses et prix	2 172,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	186,60	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**11 306,05**	**15 614,50**	**0,00**	**850 377,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 277,55**
	Réalisations	**11 306,05**	**15 614,50**	**0,00**	**850 377,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 277,55**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**2 050,15**	**4 861,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	2 050,15	4 861,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**850 130,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 116,78**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	850 130,96	0,00	0,00	0,00	155 116,78
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**9 255,90**	**10 752,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74748	Participat° Autres communes	9 255,90	10 752,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**246,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160,77**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	246,47	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160,77
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-1 957 709,61**	**-1 624 707,73**	**-25 075,00**	**-1 380 833,64**	**0,00**	**-41 660,00**	**-959,71**	**89 808,27**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**188 765,20**	**0,00**	**1 138 860,90**	**282 409,15**	**0,00**	**1 610 035,25**
Réalisations		**188 765,20**	**0,00**	**1 138 860,90**	**282 409,15**	**0,00**	**1 610 035,25**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**11 164,06**	**0,00**	**219 472,95**	**182 748,50**	**0,00**	**413 385,51**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	8 474,85	6 510,89	0,00	14 985,74
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	51 728,03	47 145,23	0,00	98 873,26
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	19 075,42	0,00	19 075,42
60623	Alimentation	0,00	0,00	319,50	487,80	0,00	807,30
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	92,24	0,00	0,00	92,24
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	984,42	1 719,81	0,00	2 704,23
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	8 143,74	1 554,04	0,00	9 697,78
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	29 783,73	0,00	0,00	29 783,73
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	362,91	4 084,22	0,00	4 447,13
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	196,51	200,36	0,00	396,87
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	2 256,10	0,00	2 256,10
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	2 011,45	0,00	2 011,45
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	20 675,07	-1 467,01	0,00	19 208,06
6156	Maintenance	0,00	0,00	70 801,60	17 050,46	0,00	87 852,06
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	17 033,75	0,00	0,00	17 033,75
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	309,69	0,00	309,69
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	137,89	109,71	0,00	247,60
6228	Divers	0,00	0,00	7 555,84	1 860,00	0,00	9 415,84
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	37 471,55	0,00	37 471,55
6256	Missions	0,00	0,00	54,80	15,00	0,00	69,80
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	-3 046,45	0,00	-3 046,45
62878	Remb. frais à d'autres organismes	11 164,06	0,00	0,00	0,00	0,00	11 164,06
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	3 598,00	0,00	3 598,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	1 600,75	0,00	0,00	1 600,75
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	1 527,32	1 802,23	0,00	3 329,55
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**177 601,14**	**0,00**	**919 387,95**	**78 460,65**	**0,00**	**1 175 449,74**
6331	Versement mobilité	3 376,10	0,00	15 160,65	1 269,26	0,00	19 806,01
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	572,22	0,00	2 569,79	215,19	0,00	3 357,20
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 651,30	0,00	7 514,59	623,08	0,00	9 788,97
64111	Rémunération principale titulaires	32 541,61	0,00	414 381,18	29 249,14	0,00	476 171,93
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	962,95	0,00	25 334,66	1 453,62	0,00	27 751,23
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	100,00	0,00	1 099,95	200,00	0,00	1 399,95
64118	Autres indemnités titulaires	10 863,01	0,00	114 638,78	7 324,54	0,00	132 826,33

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
64131	Rémunérations non tit.	81 372,05	0,00	104 485,92	15 079,38	0,00	200 937,35
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	28 692,71	0,00	93 831,40	8 645,39	0,00	131 169,50
6453	Cotisations aux caisses de retraites	14 091,56	0,00	135 286,28	9 958,82	0,00	159 336,66
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 088,73	0,00	3 350,53	547,66	0,00	6 986,92
6455	Cotisations pour assurance du personnel	160,48	0,00	0,00	0,00	0,00	160,48
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	128,42	0,00	1 494,45	3 894,57	0,00	5 517,44
6488	Autres charges	0,00	0,00	239,77	0,00	0,00	239,77
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 200,00**	**0,00**	**21 200,00**
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**136 641,37**	**122 742,57**	**0,00**	**259 383,94**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**136 641,37**	**122 742,57**	**0,00**	**259 383,94**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**965,74**	**0,00**	**0,00**	**965,74**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	965,74	0,00	0,00	965,74
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 404,71**	**0,00**	**2 404,71**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	2 404,71	0,00	2 404,71
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**107 941,23**	**0,00**	**132 941,23**
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	11 500,00	0,00	11 500,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	25 000,00	96 441,23	0,00	121 441,23
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**40 078,12**	**12 396,63**	**0,00**	**52 474,75**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	29 250,00	7 709,64	0,00	36 959,64
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	10 828,12	4 686,99	0,00	15 515,11
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**70 597,51**	**0,00**	**0,00**	**70 597,51**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	70 597,51	0,00	0,00	70 597,51
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-188 765,20**	**0,00**	**-1 002 219,53**	**-159 666,58**	**0,00**	**-1 350 651,31**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 072 478,43**	**0,00**	**66 382,47**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 072 478,43**	**0,00**	**66 382,47**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**219 212,95**	**0,00**	**260,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	8 474,85	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	51 728,03	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	319,50	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	92,24	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	984,42	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	8 143,74	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	29 783,73	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	362,91	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	196,51	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	20 675,07	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	70 801,60	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	17 033,75	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	137,89	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	7 295,84	0,00	260,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	54,80	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,75	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 527,32	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**853 265,48**	**0,00**	**66 122,47**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	14 142,67	0,00	1 017,98	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 397,20	0,00	172,59	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	7 014,18	0,00	500,41	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	378 885,14	0,00	35 496,04	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	23 723,86	0,00	1 610,80	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	1 099,95	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	103 704,37	0,00	10 934,41	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	104 485,92	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	88 506,85	0,00	5 324,55	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	124 356,91	0,00	10 929,37	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 350,53	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 358,13	0,00	136,32	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	239,77	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**136 641,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**136 641,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**965,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	965,74	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 078,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	29 250,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	10 828,12	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 597,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	70 597,51	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-935 837,06**	**0,00**	**-66 382,47**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**975 349,70**	**430 313,99**	**3 672 024,09**	**0,00**	**5 077 687,78**
Réalisations		**975 349,70**	**430 313,99**	**3 672 024,09**	**0,00**	**5 077 687,78**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**19 870,64**	**206 336,31**	**291 491,36**	**0,00**	**517 698,31**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	64 796,56	0,00	64 796,56
60611	Eau et assainissement	0,00	9 405,66	1 571,32	0,00	10 976,98
60612	Energie - Electricité	0,00	68 617,59	17 871,24	0,00	86 488,83
60613	Chauffage urbain	0,00	77 839,25	13 564,80	0,00	91 404,05
60621	Combustibles	0,00	0,00	17 271,02	0,00	17 271,02
60623	Alimentation	0,00	0,00	1 326,60	0,00	1 326,60
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	1 810,62	0,00	1 810,62
60631	Fournitures d'entretien	855,00	2 173,54	9,98	0,00	3 038,52
60632	Fournitures de petit équipement	4 769,79	4 455,31	8 035,35	0,00	17 260,45
60636	Vêtements de travail	0,00	2 861,16	0,00	0,00	2 861,16
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	583,84	0,00	583,84
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	47 729,11	0,00	47 729,11
611	Contrats de prestations de services	0,00	448,50	885,40	0,00	1 333,90
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	29 873,07	0,00	29 873,07
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	1 505,00	0,00	1 505,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	4 280,75	0,00	4 280,75
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	6 477,00	1 765,34	0,00	8 242,34
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	238,80	0,00	238,80
61551	Entretien matériel roulant	1 968,16	0,00	0,00	0,00	1 968,16
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	670,80	0,00	0,00	670,80
6156	Maintenance	1 929,60	32 585,00	8 189,00	0,00	42 703,60
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	747,54	0,00	747,54
6188	Autres frais divers	8 379,80	0,00	6 824,63	0,00	15 204,43
6226	Honoraires	0,00	0,00	49,86	0,00	49,86
6228	Divers	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
6232	Fêtes et cérémonies	918,30	0,00	356,41	0,00	1 274,71
6238	Divers	0,00	0,00	16 363,93	0,00	16 363,93
6247	Transports collectifs	1 049,99	0,00	9 143,00	0,00	10 192,99
6256	Missions	0,00	0,00	288,30	0,00	288,30
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	1 250,00	0,00	1 250,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	1 324,00	0,00	1 324,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	33 585,89	0,00	33 585,89
63513	Autres impôts locaux	0,00	185,00	0,00	0,00	185,00
6358	Autres droits	0,00	617,50	0,00	0,00	617,50
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	-150,00	0,00	-150,00

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**563 694,33**	**223 977,68**	**3 310 539,01**	**0,00**	**4 098 211,02**
6331	Versement mobilité	9 894,06	3 784,84	59 671,07	0,00	73 349,97
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 676,95	641,57	10 120,15	0,00	12 438,67
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 863,48	1 860,26	29 408,83	0,00	36 132,57
64111	Rémunération principale titulaires	243 426,65	84 600,39	963 371,83	0,00	1 291 398,87
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	14 443,27	4 416,12	42 871,92	0,00	61 731,31
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	1 600,01	0,00	4 799,99	0,00	6 400,00
64118	Autres indemnités titulaires	52 781,90	28 239,33	234 083,63	0,00	315 104,86
64131	Rémunérations non tit.	86 498,54	43 130,25	1 084 804,62	0,00	1 214 433,41
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	17 499,30	0,00	17 499,30
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	65 336,50	26 198,99	471 511,23	0,00	563 046,72
6453	Cotisations aux caisses de retraites	79 604,07	28 993,33	345 604,78	0,00	454 202,18
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 517,02	1 731,03	42 872,62	0,00	47 120,67
6455	Cotisations pour assurance du personnel	81,04	40,52	89,13	0,00	210,69
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	970,84	341,05	3 796,11	0,00	5 108,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	33,80	0,00	33,80
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**391 750,00**	**0,00**	**61 250,00**	**0,00**	**453 000,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	391 750,00	0,00	61 250,00	0,00	453 000,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**34,73**	**0,00**	**8 743,72**	**0,00**	**8 778,45**
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	8 600,00	0,00	8 600,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	34,73	0,00	143,72	0,00	178,45
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**5 010,33**	**17 999,42**	**1 179 237,41**	**0,00**	**1 202 247,16**
	Réalisations	**5 010,33**	**17 999,42**	**1 179 237,41**	**0,00**	**1 202 247,16**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**720,22**	**0,00**	**720,22**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	720,22	0,00	720,22
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**4 010,33**	**0,00**	**372 385,95**	**0,00**	**376 396,28**
70631	Redevances services à caractère sportif	4 010,33	0,00	0,00	0,00	4 010,33
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	372 385,95	0,00	372 385,95
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**1 000,00**	**0,00**	**805 828,69**	**0,00**	**806 828,69**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	20 400,00	0,00	20 400,00
7478	Participat° Autres organismes	1 000,00	0,00	785 428,69	0,00	786 428,69
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**284,31**	**0,00**	**284,31**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	284,31	0,00	284,31
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**17 999,42**	**18,24**	**0,00**	**18 017,66**

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	18,24	0,00	18,24
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	17 999,42	0,00	0,00	17 999,42
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-970 339,37**	**-412 314,57**	**-2 492 786,68**	**0,00**	**-3 875 440,62**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES	**254 791,52**	**175 522,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 990 787,40**	**681 236,69**	**0,00**
	Réalisations	**254 791,52**	**175 522,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 990 787,40**	**681 236,69**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**139 854,54**	**66 481,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 311,37**	**143 179,99**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 026,20	31 770,36	0,00
60611	Eau et assainissement	3 183,07	6 222,59	0,00	0,00	0,00	854,55	716,77	0,00
60612	Energie - Electricité	41 191,79	27 425,80	0,00	0,00	0,00	10 514,17	7 357,07	0,00
60613	Chauffage urbain	51 161,90	26 677,35	0,00	0,00	0,00	12 802,20	762,60	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 271,02	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-181,17	1 507,77	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 740,99	69,63	0,00
60631	Fournitures d'entretien	2 265,92	-92,38	0,00	0,00	0,00	985,98	-976,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	3 090,96	1 364,35	0,00	0,00	0,00	7 052,87	982,48	0,00
60636	Vêtements de travail	2 861,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	184,24	399,60	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 994,54	4 734,57	0,00
611	Contrats de prestations de services	275,50	173,00	0,00	0,00	0,00	337,40	548,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 873,07	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240,00	1 265,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 280,75	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 111,42	2 365,58	0,00	0,00	0,00	2 187,88	-422,54	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238,80	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	670,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	30 857,02	1 727,98	0,00	0,00	0,00	4 698,00	3 491,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	747,54	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 824,63	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,12	29,74	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	356,41	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 363,93	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 143,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276,40	11,90	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	846,00	478,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 127,05	6 458,84	0,00
63513	Autres impôts locaux	185,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
6358	Autres droits	0,00	617,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-150,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**114 936,98**	**109 040,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 842 332,31**	**468 206,70**	**0,00**
6331	Versement mobilité	1 889,56	1 895,28	0,00	0,00	0,00	51 415,20	8 255,87	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	320,29	321,28	0,00	0,00	0,00	8 720,81	1 399,34	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	928,76	931,50	0,00	0,00	0,00	25 361,83	4 047,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	48 996,07	35 604,32	0,00	0,00	0,00	824 623,68	138 748,15	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 020,60	1 395,52	0,00	0,00	0,00	32 761,05	10 110,87	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 199,99	600,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	14 964,28	13 275,05	0,00	0,00	0,00	197 137,39	36 946,24	0,00
64131	Rémunérations non tit.	15 662,87	27 467,38	0,00	0,00	0,00	938 145,79	146 658,83	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 499,30	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	12 177,40	14 021,59	0,00	0,00	0,00	406 325,85	65 185,38	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	16 161,92	12 831,41	0,00	0,00	0,00	295 801,10	49 803,68	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	620,30	1 110,73	0,00	0,00	0,00	36 973,80	5 898,82	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	40,52	0,00	0,00	0,00	83,28	5,85	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	194,93	146,12	0,00	0,00	0,00	3 249,44	546,67	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33,80	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 250,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 250,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**143,72**	**8 600,00**	**0,00**
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 600,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143,72	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**17 999,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 047 903,15**	**131 334,26**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**17 999,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 047 903,15**	**131 334,26**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**720,22**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720,22	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**353 011,21**	**19 374,74**	**0,00**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353 011,21	19 374,74	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**694 073,46**	**111 755,23**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 400,00**	**0,00**	**0,00**
7478	Participat° Autres organismes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**673 673,46**	**111 755,23**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80,02**	**204,29**	**0,00**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,02	204,29	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**17 999,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18,24**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18,24	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	17 999,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-254 791,52**	**-157 523,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 942 884,25**	**-549 902,43**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**441 276,27**	**775 052,78**	**0,00**	**1 216 329,05**
Réalisations		**441 276,27**	**775 052,78**	**0,00**	**1 216 329,05**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**64 179,43**	**5 346,06**	**0,00**	**69 525,49**
60611	Eau et assainissement	514,30	0,00	0,00	514,30
60612	Energie - Electricité	2 100,74	3 976,19	0,00	6 076,93
60628	Autres fournitures non stockées	2 358,66	0,00	0,00	2 358,66
60631	Fournitures d'entretien	439,28	0,00	0,00	439,28
6068	Autres matières et fournitures	1 063,65	0,00	0,00	1 063,65
611	Contrats de prestations de services	175,03	98,60	0,00	273,63
6132	Locations immobilières	47 900,00	0,00	0,00	47 900,00
614	Charges locatives et de copropriété	6 846,86	0,00	0,00	6 846,86
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	255,20	962,19	0,00	1 217,39
61558	Entretien autres biens mobiliers	296,30	0,00	0,00	296,30
6156	Maintenance	185,00	89,00	0,00	274,00
6188	Autres frais divers	1 364,01	0,00	0,00	1 364,01
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	220,08	0,00	220,08
6241	Transports de biens	680,40	0,00	0,00	680,40
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**377 096,84**	**361 442,68**	**0,00**	**738 539,52**
6331	Versement mobilité	6 190,30	6 014,02	0,00	12 204,32
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 179,89	1 019,36	0,00	2 199,25
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 421,02	2 956,27	0,00	6 377,29
64111	Rémunération principale titulaires	66 137,64	188 068,92	0,00	254 206,56
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 262,91	9 738,97	0,00	14 001,88
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	200,01	600,00	0,00	800,01
64118	Autres indemnités titulaires	18 652,31	36 711,10	0,00	55 363,41
64131	Rémunérations non tit.	180 555,33	20 762,66	0,00	201 317,99
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	61 855,34	34 320,55	0,00	96 175,89
6453	Cotisations aux caisses de retraites	27 184,41	59 584,73	0,00	86 769,14
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 523,95	773,90	0,00	7 297,85
6455	Cotisations pour assurance du personnel	261,77	160,48	0,00	422,25
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	254,36	731,72	0,00	986,08
6488	Autres charges	417,60	0,00	0,00	417,60
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**408 264,04**	**0,00**	**408 264,04**
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	408 264,04	0,00	408 264,04

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**433 297,92**	**0,00**	**0,00**	**433 297,92**
	Réalisations	**433 297,92**	**0,00**	**0,00**	**433 297,92**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**433 297,92**	**0,00**	**0,00**	**433 297,92**
74718	Autres participations Etat	208 019,52	0,00	0,00	208 019,52
7473	Participat° Départements	225 278,40	0,00	0,00	225 278,40
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-7 978,35**	**-775 052,78**	**0,00**	**-783 031,13**

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES	**76 314,68**	**0,00**	**364 961,59**	**769 479,40**	**0,00**	**0,00**	**5 573,38**	**0,00**
	Réalisations	**76 314,68**	**0,00**	**364 961,59**	**769 479,40**	**0,00**	**0,00**	**5 573,38**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**45 688,13**	**0,00**	**18 491,30**	**-227,32**	**0,00**	**0,00**	**5 573,38**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	514,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	2 100,74	-546,00	0,00	0,00	4 522,19	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	443,17	0,00	1 915,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	439,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	881,53	0,00	182,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	175,03	98,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	38 700,00	0,00	9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	4 500,00	0,00	2 346,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	255,20	0,00	0,00	0,00	962,19	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	296,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	185,00	0,00	0,00	0,00	89,00	0,00
6188	Autres frais divers	483,03	0,00	880,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	220,08	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	680,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**30 626,55**	**0,00**	**346 470,29**	**361 442,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement mobilité	602,84	0,00	5 587,46	6 014,02	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	102,18	0,00	1 077,71	1 019,36	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	295,60	0,00	3 125,42	2 956,27	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	66 137,64	188 068,92	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	4 262,91	9 738,97	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	200,01	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	18 652,31	36 711,10	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	21 726,75	0,00	158 828,58	20 762,66	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	6 204,17	0,00	55 651,17	34 320,55	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	865,44	0,00	26 318,97	59 584,73	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	827,61	0,00	5 696,34	773,90	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1,96	0,00	259,81	160,48	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	254,36	731,72	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	417,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**408 264,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	408 264,04	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**208 019,52**	**0,00**	**225 278,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**208 019,52**	**0,00**	**225 278,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**208 019,52**	**0,00**	**225 278,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	208 019,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	225 278,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**131 704,84**	**0,00**	**-139 683,19**	**-769 479,40**	**0,00**	**0,00**	**-5 573,38**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**187 411,13**	**311 327,95**	**0,00**	**4 695,28**	**2 434 259,78**	**0,00**	**2 937 694,14**
Réalisations		**187 411,13**	**311 327,95**	**0,00**	**4 695,28**	**2 434 259,78**	**0,00**	**2 937 694,14**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**14 700,07**	**130 702,21**	**0,00**	**284,74**	**183 668,00**	**0,00**	**329 355,02**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	35 396,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 396,00
60611	Eau et assainissement	0,00	815,04	0,00	0,00	3 325,18	0,00	4 140,22
60612	Energie - Electricité	7 178,28	6 581,43	0,00	0,00	37 315,07	0,00	51 074,78
60613	Chauffage urbain	0,00	16 145,56	0,00	0,00	0,00	0,00	16 145,56
60623	Alimentation	0,00	575,71	0,00	0,00	23 000,12	0,00	23 575,83
60628	Autres fournitures non stockées	28,76	0,00	0,00	0,00	11 283,59	0,00	11 312,35
60631	Fournitures d'entretien	287,38	-195,16	0,00	0,00	7 661,90	0,00	7 754,12
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	545,80	0,00	0,00	5 504,39	0,00	6 050,19
60636	Vêtements de travail	0,00	1 409,29	0,00	0,00	0,00	0,00	1 409,29
6068	Autres matières et fournitures	765,34	0,00	0,00	284,74	4 995,02	0,00	6 045,10
611	Contrats de prestations de services	161,63	214,20	0,00	0,00	739,06	0,00	1 114,89
6132	Locations immobilières	0,00	10 200,00	0,00	0,00	69 800,00	0,00	80 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	3 000,00	0,00	0,00	10 737,22	0,00	13 737,22
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	-89,80	1 519,58	0,00	0,00	-3 517,95	0,00	-2 088,17
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 910,74	0,00	2 910,74
6156	Maintenance	6 354,73	4 934,14	0,00	0,00	2 511,12	0,00	13 799,99
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	999,87	0,00	999,87
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	482,26	0,00	482,26
6228	Divers	0,00	3 699,00	0,00	0,00	1 140,00	0,00	4 839,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	31 499,37	0,00	0,00	0,00	0,00	31 499,37
6238	Divers	0,00	6 181,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 181,00
6256	Missions	13,75	0,00	0,00	0,00	26,00	0,00	39,75
6257	Réceptions	0,00	2 130,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 130,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	775,55	0,00	775,55
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	73,50	0,00	0,00	0,00	0,00	73,50
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 698,86	0,00	1 698,86
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	4 811,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 811,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	516,00	0,00	0,00	2 280,00	0,00	2 796,00
6358	Autres droits	0,00	650,75	0,00	0,00	0,00	0,00	650,75
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**172 711,06**	**180 625,74**	**0,00**	**0,00**	**2 183 009,95**	**0,00**	**2 536 346,75**
6331	Versement mobilité	3 170,65	2 966,17	0,00	0,00	38 890,11	0,00	45 026,93
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	537,45	502,71	0,00	0,00	6 615,65	0,00	7 655,81
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 558,50	1 569,39	0,00	0,00	19 214,90	0,00	22 342,79
64111	Rémunération principale titulaires	50 924,45	97 927,43	0,00	0,00	465 765,89	0,00	614 617,77

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 464,08	7 122,99	0,00	0,00	21 615,36	0,00	30 202,43
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	100,00	300,00	0,00	0,00	1 900,00	0,00	2 300,00
64118	Autres indemnités titulaires	9 970,36	17 613,57	0,00	0,00	103 391,79	0,00	130 975,72
64131	Rémunérations non tit.	58 456,31	5 390,77	0,00	0,00	968 053,18	0,00	1 031 900,26
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	5 113,22	0,00	5 113,22
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	25 227,65	16 319,94	0,00	0,00	334 969,42	0,00	376 517,01
6453	Cotisations aux caisses de retraites	18 125,98	30 316,03	0,00	0,00	179 000,03	0,00	227 442,04
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 394,31	219,32	0,00	0,00	36 019,77	0,00	38 633,40
6455	Cotisations pour assurance du personnel	160,48	0,00	0,00	0,00	663,79	0,00	824,27
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	620,84	377,42	0,00	0,00	1 796,84	0,00	2 795,10
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**	**0,00**	**65 000,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	65 000,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 410,54**	**2 581,83**	**0,00**	**6 992,37**
6713	Secours et dots	0,00	0,00	0,00	4 410,54	0,00	0,00	4 410,54
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	1 780,00	0,00	1 780,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	258,96	0,00	258,96
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	542,87	0,00	542,87
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**107 673,38**	**53 650,71**	**0,00**	**979,56**	**1 157 358,76**	**0,00**	**1 319 662,41**
	Réalisations	**107 673,38**	**53 650,71**	**0,00**	**979,56**	**1 157 358,76**	**0,00**	**1 319 662,41**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500,46**	**0,00**	**3 500,46**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,46	0,00	3 500,46
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**51 973,11**	**0,00**	**0,00**	**318 690,49**	**0,00**	**370 663,60**
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	51 973,11	0,00	0,00	0,00	0,00	51 973,11
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	318 690,49	0,00	318 690,49
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**107 673,38**	**0,00**	**0,00**	**979,56**	**833 358,77**	**0,00**	**942 011,71**
7478	Participat° Autres organismes	107 673,38	0,00	0,00	979,56	833 358,77	0,00	942 011,71
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24,21**	**0,00**	**24,21**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	24,21	0,00	24,21
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**1 677,60**	**0,00**	**0,00**	**1 784,83**	**0,00**	**3 462,43**

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	1 784,83	0,00	1 784,83
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	1 677,60	0,00	0,00	0,00	0,00	1 677,60
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-79 737,75**	**-257 677,24**	**0,00**	**-3 715,72**	**-1 276 901,02**	**0,00**	**-1 618 031,73**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**277 990,94**	**14 037,16**	**3 762,75**	**0,00**	**0,00**	**295 790,85**
Réalisations		**277 990,94**	**14 037,16**	**3 762,75**	**0,00**	**0,00**	**295 790,85**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**14 037,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 037,16**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 557,05	0,00	0,00	0,00	1 557,05
63512	Taxes foncières	0,00	11 640,11	0,00	0,00	0,00	11 640,11
63513	Autres impôts locaux	0,00	840,00	0,00	0,00	0,00	840,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**277 990,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**277 990,94**
6331	Versement mobilité	4 342,99	0,00	0,00	0,00	0,00	4 342,99
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	736,17	0,00	0,00	0,00	0,00	736,17
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 135,24	0,00	0,00	0,00	0,00	2 135,24
64111	Rémunération principale titulaires	92 034,30	0,00	0,00	0,00	0,00	92 034,30
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	5 529,55	0,00	0,00	0,00	0,00	5 529,55
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
64118	Autres indemnités titulaires	28 699,96	0,00	0,00	0,00	0,00	28 699,96
64131	Rémunérations non tit.	80 632,58	0,00	0,00	0,00	0,00	80 632,58
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	33 388,31	0,00	0,00	0,00	0,00	33 388,31
6453	Cotisations aux caisses de retraites	27 101,08	0,00	0,00	0,00	0,00	27 101,08
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 868,35	0,00	0,00	0,00	0,00	2 868,35
6455	Cotisations pour assurance du personnel	26,42	0,00	0,00	0,00	0,00	26,42
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	295,99	0,00	0,00	0,00	0,00	295,99
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**3 762,75**	**0,00**	**0,00**	**3 762,75**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	3 762,75	0,00	0,00	3 762,75
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**55,69**	**29 456,75**	**109 261,00**	**0,00**	**0,00**	**138 773,44**
Réalisations		**55,69**	**29 456,75**	**109 261,00**	**0,00**	**0,00**	**138 773,44**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**55,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55,69**
6419	Remboursements rémunérations personnel	55,69	0,00	0,00	0,00	0,00	55,69

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**21 177,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 177,41**
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	21 177,41	0,00	0,00	0,00	21 177,41
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**109 261,00**	**0,00**	**0,00**	**109 261,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	109 261,00	0,00	0,00	109 261,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**8 274,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 274,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	7 530,00	0,00	0,00	0,00	7 530,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	744,00	0,00	0,00	0,00	744,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**5,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5,34**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	5,34	0,00	0,00	0,00	5,34
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-277 935,25**	**15 419,59**	**105 498,25**	**0,00**	**0,00**	**-157 017,41**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**1 594 802,49**	**2 173 940,79**	**0,00**	**0,00**	**3 768 743,28**
Réalisations		**1 594 802,49**	**2 173 940,79**	**0,00**	**0,00**	**3 768 743,28**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**44 045,13**	**880 570,76**	**0,00**	**0,00**	**924 615,89**
60611	Eau et assainissement	0,00	46 263,12	0,00	0,00	46 263,12
60612	Energie - Electricité	0,00	7 941,39	0,00	0,00	7 941,39
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	34 834,74	0,00	0,00	34 834,74
60631	Fournitures d'entretien	0,00	-81,52	0,00	0,00	-81,52
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	12 279,78	0,00	0,00	12 279,78
60633	Fournitures de voirie	0,00	29 717,62	0,00	0,00	29 717,62
611	Contrats de prestations de services	17 067,84	385 839,53	0,00	0,00	402 907,37
61521	Entretien terrains	0,00	93 395,41	0,00	0,00	93 395,41
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	-1 408,47	0,00	0,00	-1 408,47
615232	Entretien, réparations réseaux	26 680,09	6 885,00	0,00	0,00	33 565,09
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	3 211,34	0,00	0,00	3 211,34
6156	Maintenance	0,00	38 809,77	0,00	0,00	38 809,77
617	Etudes et recherches	0,00	64 818,00	0,00	0,00	64 818,00
6188	Autres frais divers	0,00	11 965,00	0,00	0,00	11 965,00
6226	Honoraires	0,00	9 204,80	0,00	0,00	9 204,80
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	219,00	0,00	0,00	219,00
6231	Annonces et insertions	0,00	1 775,15	0,00	0,00	1 775,15
6236	Catalogues et imprimés	0,00	541,80	0,00	0,00	541,80
6256	Missions	226,20	0,00	0,00	0,00	226,20
627	Services bancaires et assimilés	0,00	5 228,01	0,00	0,00	5 228,01
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	2 397,42	0,00	0,00	2 397,42
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	57 441,87	0,00	0,00	57 441,87
63512	Taxes foncières	71,00	1 679,00	0,00	0,00	1 750,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	6 199,00	0,00	0,00	6 199,00
6358	Autres droits	0,00	11 414,00	0,00	0,00	11 414,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 550 757,36**	**1 267 025,28**	**0,00**	**0,00**	**2 817 782,64**
6218	Autre personnel extérieur	922,68	0,00	0,00	0,00	922,68
6331	Versement mobilité	23 657,34	21 017,66	0,00	0,00	44 675,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 009,61	3 562,36	0,00	0,00	7 571,97
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	11 643,48	10 349,60	0,00	0,00	21 993,08
64111	Rémunération principale titulaires	684 023,30	603 824,74	0,00	0,00	1 287 848,04
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	40 152,57	27 086,74	0,00	0,00	67 239,31
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	2 300,00	2 400,00	0,00	0,00	4 700,00
64118	Autres indemnités titulaires	257 557,15	156 597,17	0,00	0,00	414 154,32

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
64131	Rémunérations non tit.	152 598,18	114 505,88	0,00	0,00	267 104,06
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	144 850,25	127 448,45	0,00	0,00	272 298,70
6453	Cotisations aux caisses de retraites	220 257,31	193 098,39	0,00	0,00	413 355,70
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 022,96	4 762,14	0,00	0,00	10 785,10
6455	Cotisations pour assurance du personnel	80,24	0,00	0,00	0,00	80,24
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 682,29	2 372,15	0,00	0,00	5 054,44
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**25 917,75**	**0,00**	**0,00**	**25 917,75**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	25 917,75	0,00	0,00	25 917,75
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**427,00**	**0,00**	**0,00**	**427,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	427,00	0,00	0,00	427,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**351 756,30**	**2 289 734,44**	**0,00**	**0,00**	**2 641 490,74**
	Réalisations	**351 756,30**	**2 289 734,44**	**0,00**	**0,00**	**2 641 490,74**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**1 668,04**	**151,82**	**0,00**	**0,00**	**1 819,86**
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 668,04	151,82	0,00	0,00	1 819,86
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**621 674,07**	**0,00**	**0,00**	**621 674,07**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	81 486,26	0,00	0,00	81 486,26
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	64 963,63	0,00	0,00	64 963,63
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	475 224,18	0,00	0,00	475 224,18
73	**Impôts et taxes**	**350 088,26**	**716 828,27**	**0,00**	**0,00**	**1 066 916,53**
7338	Autres taxes	0,00	645 545,89	0,00	0,00	645 545,89
7351	Taxe consommation finale d'électricité	350 088,26	0,00	0,00	0,00	350 088,26
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	71 282,38	0,00	0,00	71 282,38
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**104,39**	**0,00**	**0,00**	**104,39**
74718	Autres participations Etat	0,00	104,39	0,00	0,00	104,39
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**593,23**	**0,00**	**0,00**	**593,23**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	593,23	0,00	0,00	593,23
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**950 382,66**	**0,00**	**0,00**	**950 382,66**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	5 682,66	0,00	0,00	5 682,66
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	944 700,00	0,00	0,00	944 700,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-1 243 046,19**	**115 793,65**	**0,00**	**0,00**	**-1 127 252,54**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES		**92 541,70**	**26 680,09**	**0,00**	**1 475 509,70**	**71,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**92 541,70**	**26 680,09**	**0,00**	**1 475 509,70**	**71,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**26 680,09**	**0,00**	**17 294,04**	**71,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	17 067,84	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	26 680,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	226,20	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	71,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**92 541,70**	**0,00**	**0,00**	**1 458 215,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	922,68	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 290,80	0,00	0,00	22 366,54	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	218,82	0,00	0,00	3 790,79	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	634,49	0,00	0,00	11 008,99	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	46 747,02	0,00	0,00	637 276,28	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 673,35	0,00	0,00	36 479,22	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	200,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	18 047,72	0,00	0,00	239 509,43	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	152 598,18	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	6 751,58	0,00	0,00	138 098,67	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	14 794,08	0,00	0,00	205 463,23	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	6 022,96	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	80,24	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	183,84	0,00	0,00	2 498,45	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 668,04**	**350 088,26**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 668,04**	**350 088,26**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 668,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	1 668,04	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**350 088,26**	**0,00**	**0,00**
7338	Autres taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	350 088,26	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-92 541,70**	**-26 680,09**	**0,00**	**-1 473 841,66**	**350 017,26**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		**249 794,99**	**0,00**	**775 108,40**	**1 129 526,40**	**19 511,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**249 794,99**	**0,00**	**775 108,40**	**1 129 526,40**	**19 511,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**39 179,75**	**0,00**	**591 512,02**	**230 367,99**	**19 511,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	35 775,48	10 487,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	797,09	7 144,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	34 834,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	-81,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	3 955,77	8 324,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	29 717,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	377 845,08	7 994,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	93 395,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	-1 408,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	6 885,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	3 211,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	38 809,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	16 608,00	0,00	45 240,00	2 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	10 000,00	0,00	0,00	1 965,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	9 204,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	219,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	1 775,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	541,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	5 228,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 050,00	0,00	897,42	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	42 055,55	15 386,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 679,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	6 199,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	11 414,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**210 615,24**	**0,00**	**157 251,63**	**899 158,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	3 854,13	0,00	2 415,50	14 748,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	653,27	0,00	409,43	2 499,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 894,35	0,00	1 187,88	7 267,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	54 771,90	0,00	83 125,37	465 927,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 670,86	0,00	5 034,46	19 381,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	100,00	0,00	200,00	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	23 748,74	0,00	25 812,02	107 036,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	68 704,98	0,00	0,00	45 800,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	30 936,74	0,00	12 634,34	83 877,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	20 118,71	0,00	26 106,50	146 873,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 940,00	0,00	0,00	1 822,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	221,56	0,00	326,13	1 824,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**25 917,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	25 917,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**427,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	427,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**71 282,38**	**0,00**	**1 267 499,35**	**6 108,05**	**944 844,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**71 282,38**	**0,00**	**1 267 499,35**	**6 108,05**	**944 844,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	151,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**621 674,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70321	Stationnement et location voie publique	**0,00**	**0,00**	**81 486,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70328	Autres droits stationnement et location	**0,00**	**0,00**	**64 963,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70384	Forfait de post-stationnement	**0,00**	**0,00**	**475 224,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**71 282,38**	**0,00**	**645 545,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7338	Autres taxes	0,00	0,00	645 545,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	71 282,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**104,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	104,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**175,00**	**284,23**	**134,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	175,00	284,23	134,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 672,00**	**944 710,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	5 672,00	10,66	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	944 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-178 512,61**	**0,00**	**492 390,95**	**-1 123 418,35**	**925 333,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**40 224,73**	**213 913,94**	**0,00**	**0,00**	**336 476,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**590 615,62**
Réalisations		**40 224,73**	**213 913,94**	**0,00**	**0,00**	**336 476,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**590 615,62**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**40 224,73**	**213 913,94**	**0,00**	**0,00**	**155 690,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**409 828,90**
60612	Energie - Electricité	1 304,30	8 518,50	0,00	0,00	6 299,96	0,00	0,00	0,00	16 122,76
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	5 065,00	0,00	0,00	0,00	5 065,00
60631	Fournitures d'entretien	352,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	352,95
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	6 833,59	0,00	0,00	0,00	6 833,59
611	Contrats de prestations de services	67,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67,48
6132	Locations immobilières	34 000,00	0,00	0,00	0,00	59 918,28	0,00	0,00	0,00	93 918,28
6135	Locations mobilières	0,00	65 809,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 809,00
614	Charges locatives et de copropriété	4 500,00	0,00	0,00	0,00	9 455,80	0,00	0,00	0,00	13 955,80
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	1 646,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 646,02
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	780,00	0,00	0,00	0,00	780,00
6188	Autres frais divers	0,00	137 908,23	0,00	0,00	63 180,70	0,00	0,00	0,00	201 088,93
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	3 625,00	0,00	0,00	0,00	3 625,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	32,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32,19
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	225,00	0,00	0,00	0,00	225,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	306,90	0,00	0,00	0,00	306,90
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 786,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 786,72**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	2 919,79	0,00	0,00	0,00	2 919,79
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	494,82	0,00	0,00	0,00	494,82
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	1 434,50	0,00	0,00	0,00	1 434,50
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	52 579,30	0,00	0,00	0,00	52 579,30
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	1 531,07	0,00	0,00	0,00	1 531,07

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	26 731,72	0,00	0,00	0,00	26 731,72
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	51 526,45	0,00	0,00	0,00	51 526,45
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	22 808,38	0,00	0,00	0,00	22 808,38
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	18 523,69	0,00	0,00	0,00	18 523,69
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 037,60	0,00	0,00	0,00	2 037,60
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	199,40	0,00	0,00	0,00	199,40
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**198 160,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**252 043,35**	**0,00**	**0,00**	**450 203,49**
Réalisations		**0,00**	**198 160,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**252 043,35**	**0,00**	**0,00**	**450 203,49**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**188 993,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**188 993,48**
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	188 993,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188 993,48
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**252 043,35**	**0,00**	**0,00**	**252 043,35**
7362	Taxes de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 043,35	0,00	0,00	252 043,35
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**9 166,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 166,66**
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0,00	9 166,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 166,66
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-40 224,73	-15 753,80	0,00	0,00	-336 476,95	252 043,35	0,00	0,00	-140 412,13

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**3 296 651,36**	**820 134,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 116 785,47**
Réalisations		**3 296 651,36**	**541 700,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 838 351,39**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**190 063,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**190 063,80**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**44 350,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 350,54**
13911	Etat et établissements nationaux	330,16	0,00	0,00	0,00	0,00	330,16
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	139,25	0,00	0,00	0,00	0,00	139,25
13918	Autres subventions d'équipement	1 275,64	0,00	0,00	0,00	0,00	1 275,64
21312	Bâtiments scolaires	9 130,08	0,00	0,00	0,00	0,00	9 130,08
21318	Autres bâtiments publics	1 299,79	0,00	0,00	0,00	0,00	1 299,79
2132	Immeubles de rapport	32 175,62	0,00	0,00	0,00	0,00	32 175,62
041	**Opérations patrimoniales**	**10 796,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 796,18**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	4 778,18	0,00	0,00	0,00	0,00	4 778,18
21312	Bâtiments scolaires	3 452,40	0,00	0,00	0,00	0,00	3 452,40
21318	Autres bâtiments publics	2 565,60	0,00	0,00	0,00	0,00	2 565,60
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**26 944,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 944,66**
10223	TLE	26 944,66	0,00	0,00	0,00	0,00	26 944,66
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 024 496,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 024 496,18**
1641	Emprunts en euros	3 024 496,18	0,00	0,00	0,00	0,00	3 024 496,18
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**66 265,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 265,06**
2031	Frais d'études	0,00	14 663,26	0,00	0,00	0,00	14 663,26
2033	Frais d'insertion	0,00	9 936,00	0,00	0,00	0,00	9 936,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	41 665,80	0,00	0,00	0,00	41 665,80
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**475 434,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**475 434,97**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	0,00	341,18	0,00	0,00	0,00	341,18
2135	Installations générales, agencements	0,00	136 138,09	0,00	0,00	0,00	136 138,09
2152	Installations de voirie	0,00	5 092,80	0,00	0,00	0,00	5 092,80
21533	Réseaux câblés	0,00	37 821,67	0,00	0,00	0,00	37 821,67

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	7 069,20	0,00	0,00	0,00	7 069,20
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	10 017,03	0,00	0,00	0,00	10 017,03
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	69 279,64	0,00	0,00	0,00	69 279,64
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	98 695,95	0,00	0,00	0,00	98 695,95
2184	Mobilier	0,00	36 620,58	0,00	0,00	0,00	36 620,58
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	74 358,83	0,00	0,00	0,00	74 358,83
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**278 434,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**278 434,08**
RECETTES (2)		**7 434 705,30**	**282 838,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 717 543,44**
Réalisations		**7 434 705,30**	**282 838,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 717 543,44**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**2 249 849,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 249 849,37**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	805 431,45	0,00	0,00	0,00	0,00	805 431,45
21312	Bâtiments scolaires	112 921,19	0,00	0,00	0,00	0,00	112 921,19
2132	Immeubles de rapport	35 928,44	0,00	0,00	0,00	0,00	35 928,44
2182	Matériel de transport	4 768,92	0,00	0,00	0,00	0,00	4 768,92
2802	Frais liés à la réalisation des document	20 347,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 347,00
28031	Frais d'études	1 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 592,00
28033	Frais d'insertion	2 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 160,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	144 425,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 425,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	5 733,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 733,00
28051	Concessions et droits similaires	94 205,13	0,00	0,00	0,00	0,00	94 205,13
28088	Autres immobilisations incorporelles	11 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 280,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	5 917,90	0,00	0,00	0,00	0,00	5 917,90
28128	Autres aménagements de terrains	17 121,34	0,00	0,00	0,00	0,00	17 121,34
28132	Immeubles de rapport	2 293,93	0,00	0,00	0,00	0,00	2 293,93
28135	Installations générales, agencements, ..	75 055,64	0,00	0,00	0,00	0,00	75 055,64
28152	Installations de voirie	2 875,80	0,00	0,00	0,00	0,00	2 875,80
281531	Réseaux d'adduction d'eau	965,20	0,00	0,00	0,00	0,00	965,20
281533	Réseaux câblés	16 550,21	0,00	0,00	0,00	0,00	16 550,21
281534	Réseaux d'électrification	1 641,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 641,00
281538	Autres réseaux	1 266,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 266,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	2 066,54	0,00	0,00	0,00	0,00	2 066,54
281571	Matériel roulant	46 017,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 017,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
281578	Autre matériel et outillage de voirie	45 191,69	0,00	0,00	0,00	0,00	45 191,69
28158	Autres installat°, matériel et outillage	29 425,44	0,00	0,00	0,00	0,00	29 425,44
28181	Installations générales, aménagt divers	129 357,92	0,00	0,00	0,00	0,00	129 357,92
28182	Matériel de transport	67 138,82	0,00	0,00	0,00	0,00	67 138,82
28183	Matériel de bureau et informatique	153 798,53	0,00	0,00	0,00	0,00	153 798,53
28184	Mobilier	90 028,52	0,00	0,00	0,00	0,00	90 028,52
28188	Autres immo. corporelles	324 345,76	0,00	0,00	0,00	0,00	324 345,76
041	**Opérations patrimoniales**	**10 796,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 796,18**
2031	Frais d'études	10 698,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 698,00
2033	Frais d'insertion	98,18	0,00	0,00	0,00	0,00	98,18
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**2 174 059,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 174 059,75**
10222	FCTVA	398 561,45	0,00	0,00	0,00	0,00	398 561,45
10226	Taxe d'aménagement	12 034,94	0,00	0,00	0,00	0,00	12 034,94
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 763 463,36	0,00	0,00	0,00	0,00	1 763 463,36
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**282 838,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**282 838,14**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	171 370,14	0,00	0,00	0,00	171 370,14
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	71 468,00	0,00	0,00	0,00	71 468,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000 000,00**
1641	Emprunts en euros	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**4 138 053,94**	**-537 295,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 600 757,97**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		**779 603,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 154,95**	**19 280,10**	**96,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**510 857,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 407,55**	**12 339,00**	**96,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10223	TLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**66 265,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	14 663,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	9 936,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	41 665,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**444 592,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 407,55**	**12 339,00**	**96,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	341,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2135	Installations générales, agencements	123 491,77	0,00	0,00	0,00	394,80	12 251,52	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	5 092,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	37 821,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	7 069,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	10 017,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	69 279,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	97 612,41	0,00	0,00	0,00	1 083,54	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	36 533,10	0,00	0,00	0,00	0,00	87,48	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	57 333,62	0,00	0,00	0,00	16 929,21	0,00	96,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**268 745,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 747,40**	**6 941,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**282 838,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**282 838,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**282 838,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	171 370,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	71 468,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-496 764,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-21 154,95**	**-19 280,10**	**-96,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**301 212,48**	**0,00**	**0,00**	**301 212,48**
Réalisations		**182 021,91**	**0,00**	**0,00**	**182 021,91**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**179 515,12**	**0,00**	**0,00**	**179 515,12**
2135	Installations générales, agencements	11 718,60	0,00	0,00	11 718,60
2152	Installations de voirie	45 162,72	0,00	0,00	45 162,72
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	32 843,26	0,00	0,00	32 843,26
2188	Autres immobilisations corporelles	89 790,54	0,00	0,00	89 790,54
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 506,79**	**0,00**	**0,00**	**2 506,79**
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 506,79	0,00	0,00	2 506,79
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**119 190,57**	**0,00**	**0,00**	**119 190,57**
RECETTES (2)		**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
Réalisations		**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-296 212,48**	**0,00**	**0,00**	**-296 212,48**

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		**11 335,34**	**0,00**	**0,00**	**987,00**	**288 890,14**
Réalisations		**9 740,54**	**0,00**	**0,00**	**987,00**	**171 294,37**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**9 740,54**	**0,00**	**0,00**	**987,00**	**168 787,58**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	987,00	10 731,60
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	45 162,72
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	32 843,26
2188	Autres immobilisations corporelles	9 740,54	0,00	0,00	0,00	80 050,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 506,79**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	2 506,79
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**1 594,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**117 595,77**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-11 335,34**	**0,00**	**0,00**	**-987,00**	**-283 890,14**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**1 707 674,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**134 803,67**	**0,00**	**1 842 478,31**
Réalisations		**0,00**	**1 322 897,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 445,58**	**0,00**	**1 441 343,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 322 897,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 445,58**	**0,00**	**1 441 343,00**
21312	Bâtiments scolaires	0,00	356 999,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	356 999,67
2135	Installations générales, agencements	0,00	770 414,03	0,00	0,00	0,00	48 179,10	0,00	818 593,13
21533	Réseaux câblés	0,00	17 383,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 383,72
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 850,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 850,48
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	83 510,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 510,40
2184	Mobilier	0,00	5 787,05	0,00	0,00	0,00	1 502,16	0,00	7 289,21
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	86 952,07	0,00	0,00	0,00	68 764,32	0,00	155 716,39
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	384 777,22	0,00	0,00	0,00	16 358,09	0,00	401 135,31
RECETTES (2)		0,00	233 351,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	233 351,09
Réalisations		0,00	233 351,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	233 351,09
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	233 351,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	233 351,09
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	233 351,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	233 351,09
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 474 323,55	0,00	0,00	0,00	-134 803,67	0,00	-1 609 127,22

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		**807 211,20**	**799 569,32**	**100 894,12**	**134 803,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**551 403,18**	**670 600,12**	**100 894,12**	**118 445,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**551 403,18**	**670 600,12**	**100 894,12**	**118 445,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21312	Bâtiments scolaires	0,00	356 999,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	496 926,53	273 487,50	0,00	48 179,10	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	17 383,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 850,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	83 510,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	5 787,05	0,00	0,00	1 502,16	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	46 839,12	40 112,95	0,00	68 764,32	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**255 808,02**	**128 969,20**	**0,00**	**16 358,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**70 380,08**	**162 971,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**70 380,08**	**162 971,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**70 380,08**	**162 971,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	70 380,08	162 971,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-736 831,12**	**-636 598,31**	**-100 894,12**	**-134 803,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**166 864,76**	**195 804,42**	**0,00**	**362 669,18**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**154 186,96**	**163 292,66**	**0,00**	**317 479,62**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**154 186,96**	**163 292,66**	**0,00**	**317 479,62**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	73 948,92	118 630,40	0,00	192 579,32
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	38 494,98	0,00	38 494,98
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	17 725,37	0,00	0,00	17 725,37
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	1 555,56	0,00	1 555,56
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	62 512,67	4 611,72	0,00	67 124,39
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**12 677,80**	**32 511,76**	**0,00**	**45 189,56**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**2 250,00**	**0,00**	**0,00**	**2 250,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**2 250,00**	**0,00**	**0,00**	**2 250,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	2 250,00	0,00	0,00	2 250,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	2 250,00	0,00	0,00	2 250,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-164 614,76	-195 804,42	0,00	-360 419,18

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	166 864,76	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	154 186,96	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	154 186,96	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	73 948,92	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	17 725,37	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	62 512,67	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 677,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	2 250,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-164 614,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**441 472,78**	**53 300,44**	**0,00**	**494 773,22**
Réalisations		**0,00**	**169 576,58**	**46 425,62**	**0,00**	**216 002,20**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**10 116,00**	**0,00**	**0,00**	**10 116,00**
2031	Frais d'études	0,00	10 116,00	0,00	0,00	10 116,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**159 460,58**	**46 425,62**	**0,00**	**205 886,20**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	11 466,00	0,00	0,00	11 466,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	103 872,00	0,00	0,00	103 872,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	26 176,41	17 385,76	0,00	43 562,17
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 408,50	0,00	0,00	1 408,50
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	2 190,02	0,00	2 190,02
2184	Mobilier	0,00	0,00	18 988,44	0,00	18 988,44
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	16 537,67	7 861,40	0,00	24 399,07
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**271 896,20**	**6 874,82**	**0,00**	**278 771,02**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**159 083,00**	**0,00**	**159 083,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**159 083,00**	**0,00**	**159 083,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	159 083,00	0,00	159 083,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	159 083,00	0,00	159 083,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-441 472,78	105 782,56	0,00	-335 690,22

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		326 499,87	114 972,91	0,00	0,00	0,00	38 995,03	14 305,41	0,00
Réalisations		131 746,65	37 829,93	0,00	0,00	0,00	34 999,39	11 426,23	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	10 116,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	10 116,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	121 630,65	37 829,93	0,00	0,00	0,00	34 999,39	11 426,23	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	11 466,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	103 872,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
2135	Installations générales, agencements	532,48	25 643,93	0,00	0,00	0,00	13 117,55	4 268,21	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 408,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 190,02	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 988,44	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	15 817,67	720,00	0,00	0,00	0,00	2 893,40	4 968,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**194 753,22**	**77 142,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 995,64**	**2 879,18**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**159 083,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**159 083,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**159 083,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 083,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-326 499,87**	**-114 972,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 087,97**	**-14 305,41**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**250,00**	**0,00**	**0,00**	**250,00**
Réalisations		**57,50**	**0,00**	**0,00**	**57,50**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**57,50**	**0,00**	**0,00**	**57,50**
21318	Autres bâtiments publics	57,50	0,00	0,00	57,50
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**192,50**	**0,00**	**0,00**	**192,50**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-250,00	0,00	0,00	-250,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	57,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	57,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	57,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	192,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**712,98**	**10 515,09**	**0,00**	**0,00**	**168 952,57**	**0,00**	**180 180,64**
Réalisations		**712,98**	**104,83**	**0,00**	**0,00**	**135 361,88**	**0,00**	**136 179,69**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**712,98**	**104,83**	**0,00**	**0,00**	**135 361,88**	**0,00**	**136 179,69**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	83,34	0,00	83,34
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	113 890,21	0,00	113 890,21
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	10 797,85	0,00	10 797,85
2188	Autres immobilisations corporelles	712,98	104,83	0,00	0,00	10 590,48	0,00	11 408,29
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**10 410,26**	**0,00**	**0,00**	**33 590,69**	**0,00**	**44 000,95**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-712,98	-10 515,09	0,00	0,00	-168 952,57	0,00	-180 180,64

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**20 000,00**	**184,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 184,11**
Réalisations		**20 000,00**	**102,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 102,31**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**102,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102,31**
2132	Immeubles de rapport	0,00	102,31	0,00	0,00	0,00	102,31
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**
266	Autres formes de participation	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**81,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**81,80**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-20 000,00	-184,11	0,00	0,00	0,00	-20 184,11

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**782 081,34**	**0,00**	**0,00**	**782 081,34**
Réalisations		**0,00**	**679 812,60**	**0,00**	**0,00**	**679 812,60**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**274,00**	**0,00**	**0,00**	**274,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	274,00	0,00	0,00	274,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**53 880,00**	**0,00**	**0,00**	**53 880,00**
2031	Frais d'études	0,00	53 880,00	0,00	0,00	53 880,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**575 658,60**	**0,00**	**0,00**	**575 658,60**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	393 773,78	0,00	0,00	393 773,78
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	27 911,23	0,00	0,00	27 911,23
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	108 550,04	0,00	0,00	108 550,04
2152	Installations de voirie	0,00	22 392,91	0,00	0,00	22 392,91
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	3 061,08	0,00	0,00	3 061,08
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	18 409,80	0,00	0,00	18 409,80
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 559,76	0,00	0,00	1 559,76
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**102 268,74**	**0,00**	**0,00**	**102 268,74**
RECETTES (2)		**0,00**	**38 639,00**	**0,00**	**0,00**	**38 639,00**
Réalisations		**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**28 639,00**	**0,00**	**0,00**	**28 639,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**-743 442,34**	**0,00**	**0,00**	**-743 442,34**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé				Sous-fonction 81			
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Emprunts et dettes assimilées							
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		185 276,20	5 912,88	31 482,00	509 410,26	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		170 957,18	5 912,88	30 240,00	422 702,54	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**274,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	274,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**30 480,00**	**0,00**	**0,00**	**23 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	30 480,00	0,00	0,00	23 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**140 477,18**	**5 912,88**	**30 240,00**	**399 028,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	40 319,18	0,00	30 240,00	323 214,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	27 911,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	100 158,00	0,00	0,00	8 392,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	22 392,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	3 061,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	2 851,80	0,00	15 558,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 559,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**14 319,02**	**0,00**	**1 242,00**	**86 707,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**38 639,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
13	**Subventions d'investissement**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**28 639,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-146 637,20**	**-5 912,88**	**-31 482,00**	**-509 410,26**	**-50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**9 793,44**	**0,00**	**0,00**	**386 126,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**395 919,62**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**386 096,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**386 096,18**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 700,00**
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	300 700,00	0,00	0,00	0,00	300 700,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Participat° et créances rattachées									
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 396,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 396,18**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	85 396,18	0,00	0,00	0,00	85 396,18
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**9 793,44**	**0,00**	**0,00**	**30,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 823,44**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-9 793,44	0,00	0,00	-386 126,18	0,00	0,00	0,00	-395 919,62

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**58 092 818,97**									
1641 Emprunts en euros (total)					58 092 818,97									
00001006930	Crédit Agricole	14/03/2017	15/05/2017	15/08/2017	2 500 000,00	F	Taux Fixe	1,430	20,400	EUR	T	P	O	A-1
10278 00596 00020005	Crédit Mutuel	19/06/2018	29/06/2018	31/08/2018	2 500 000,00	F	Taux Fixe	1,460	1,470	EUR	T	P	O	A-1
1356-1358	Agence France Locale	17/02/2020	31/12/2020	20/03/2021	1 390 000,00	F	Taux Fixe	0,980	1,000	EUR	T	C	O	A-1
1357-1360	Agence France Locale	17/02/2020	30/06/2021	20/09/2021	1 000 000,00	F	Taux Fixe	1,040	1,060	EUR	T	C	O	A-1
16402	Société Générale	14/04/2006	19/04/2006	19/07/2006	5 000 000,00	F	Taux Fixe	3,820	3,930	EUR	T	P	O	A-1
2242-2244	Agence France Locale	20/07/2022	14/10/2022	20/03/2024	3 000 000,00	F	Taux Fixe	2,780	2,840	EUR	T	C	O	A-1
5354304	Banque des Territoires	21/02/2020	21/11/2020	01/03/2021	760 000,00	F	Taux Fixe	0,780	0,780	EUR	T	X	O	A-1
5354305	Banque des Territoires	21/02/2020	21/11/2020	01/03/2021	140 000,00	F	Taux Fixe	0,780	0,780	EUR	T	X	O	A-1
60193097167	Crédit Agricole	21/12/2007	08/01/2008	27/03/2008	1 500 000,00	V	Euribor 3 mois	4,830	1,050	EUR	T	P	O	A-1
60200209665	Crédit Agricole	21/12/2007	30/04/2008	15/10/2008	1 500 000,00	V	TAG 6 mois	4,250	0,700	EUR	S	C	O	A-1
60260623546	Crédit Agricole	20/07/2009	20/09/2009	28/01/2010	2 000 000,00	F	Taux Fixe	4,090	4,150	EUR	T	P	O	A-1
60266034039	Crédit Agricole	20/07/2009	29/12/2009	24/03/2010	1 000 000,00	V	Euribor 3 mois	1,450	1,320	EUR	T	P	O	A-1
60268792313	Crédit Agricole	20/07/2009	29/01/2010	29/04/2010	1 800 000,00	V	Euribor 3 mois	1,460	1,340	EUR	T	P	O	A-1
60282902948	Crédit Agricole	18/11/2010	28/02/2011	28/05/2011	3 000 000,00	F	Taux Fixe	3,010	3,010	EUR	T	C	O	A-1
60282903446	Crédit Agricole	18/11/2010	18/04/2011	18/07/2011	1 000 000,00	V	Euribor 3 mois	1,930	0,890	EUR	T	C	O	A-1
60301631497	Crédit Agricole	22/10/2011	28/11/2011	28/02/2012	1 500 000,00	F	Taux Fixe	4,230	4,230	EUR	T	P	O	A-1
989-994	Agence France Locale	06/06/2019	20/12/2019	20/03/2020	1 000 000,00	F	Taux Fixe	1,100	1,100	EUR	T	P	O	A-1
990-995	Agence France Locale	06/06/2019	20/03/2020	20/06/2020	1 000 000,00	F	Taux Fixe	1,170	1,170	EUR	T	P	O	A-1
991	Agence France Locale	06/06/2019	20/06/2019	20/09/2019	1 500 000,00	F	Taux Fixe	1,050	1,060	EUR	T	P	O	A-1
A75120A7	Caisse d'Epargne	08/03/2012	15/03/2012	15/03/2013	1 222 759,92	F	Taux Fixe	4,370	4,430	EUR	A	X	O	A-1
A75150AK	Caisse d'Epargne	23/03/2015	10/02/2016	10/05/2016	1 200 000,00	V	Euribor 3 mois	1,050	1,970	EUR	T	C	O	A-1
MIN260415EUR/0276355	Dexia Crédit Local	10/07/2008	30/07/2008	01/09/2009	4 000 000,00	F	Taux Fixe	4,870	5,040	EUR	T	P	O	A-1
MIN281064EUR	CAFFIL/LBP	04/12/2013	03/11/2014	01/04/2015	2 400 000,00	F	Taux Fixe	3,750	3,800	EUR	T	C	O	A-1
MON233493/02422	Dexia Crédit Local	13/09/2005	15/09/2005	01/01/2006	2 500 000,00	F	Taux Fixe	3,400	3,500	EUR	T	C	O	A-1
MON244846EUR/0256433	Dexia Crédit Local	21/12/2006	27/12/2006	01/05/2007	2 500 000,00	F	Taux Fixe	3,860	3,980	EUR	T	C	O	A-1
MON267452EUR/285495	Dexia Crédit Local	16/12/2009	01/01/2010	01/10/2010	2 728 303,13	C	Taux Structuré	4,980	5,050	EUR	A	X	O	B-1
MON536872EUR	CAFFIL/LBP	01/12/2020	27/01/2021	01/05/2021	1 700 000,00	F	Taux Fixe	0,510	0,510	EUR	T	C	O	A-1
MON541239EUR	CAFFIL/LBP	15/10/2021	01/12/2021	01/03/2022	1 300 000,00	F	Taux Fixe	0,780	0,780	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
MPH196081EUR/0197132	Dexia Crédit Local	12/03/2002	15/03/2002	01/04/2003	5 451 755,92	C	Taux Structuré	4,790	4,860	EUR	A	P	O	B-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**58 092 818,97**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**25 947 542,90**					**3 023 219,09**	**533 370,29**	**0,00**	**73 454,50**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		25 947 542,90					3 023 219,09	533 370,29	0,00	73 454,50
00001006930	N	0,00	A-1	1 882 033,13	14,37	F	Taux Fixe	1,430	115 996,04	27 951,64	0,00	3 364,14
10278 00596 00020005	N	0,00	A-1	2 056 532,27	15,92	F	Taux Fixe	1,460	113 302,14	31 061,14	0,00	2 585,52
1356-1358	N	0,00	A-1	1 278 800,00	22,97	F	Taux Fixe	0,980	55 600,00	13 051,40	0,00	382,93
1357-1360	N	0,00	A-1	940 000,00	23,47	F	Taux Fixe	1,040	40 000,00	10 175,24	0,00	298,71
16402	N	0,00	A-1	1 174 444,22	3,30	F	Taux Fixe	3,820	307 491,08	52 961,40	0,00	9 097,38
2242-2244	N	0,00	A-1	3 000 000,00	24,72	F	Taux Fixe	2,775	0,00	15 493,75	0,00	2 543,75
5354304	N	0,00	A-1	704 483,74	22,92	F	Taux Fixe	0,780	27 865,96	5 614,56	0,00	456,58
5354305	N	0,00	A-1	129 773,28	22,92	F	Taux Fixe	0,780	5 133,23	1 034,25	0,00	84,11
60193097167	N	0,00	A-1	521 000,27	4,99	V	Euribor 3 mois + 0.06	0,303	89 831,21	1 667,66	0,00	126,49
60200209665	N	0,00	A-1	412 500,00	5,29	V	TAG 6 mois + 0.18	0,892	75 000,00	4 023,00	0,00	2 984,80
60260623546	N	0,00	A-1	890 258,62	6,83	F	Taux Fixe	4,090	107 718,65	39 179,15	0,00	6 332,45
60266034039	N	0,00	A-1	369 003,84	6,98	V	Euribor 3 mois + 0.75	0,714	51 220,29	2 810,93	0,00	206,28
60268792313	N	0,00	A-1	712 770,68	7,08	V	Euribor 3 mois + 0.75	0,422	92 637,44	3 226,42	0,00	2 937,51
60282902948	N	0,00	A-1	650 000,00	3,16	F	Taux Fixe	3,010	200 000,00	23 327,50	0,00	1 754,47
60282903446	N	0,00	A-1	233 333,18	3,30	V	Euribor 3 mois + 0.60	0,212	66 666,68	557,42	0,00	960,70
60301631497	N	0,00	A-1	496 473,17	3,91	F	Taux Fixe	4,230	111 601,37	23 966,79	0,00	1 883,22
989-994	N	0,00	A-1	863 639,94	16,97	F	Taux Fixe	1,100	45 953,56	9 816,40	0,00	290,28
990-995	N	0,00	A-1	875 957,10	17,22	F	Taux Fixe	1,170	45 568,28	10 582,40	0,00	313,15
991	N	0,00	A-1	1 259 681,90	16,47	F	Taux Fixe	1,050	69 564,66	13 683,78	0,00	404,15
A75120A7	N	0,00	A-1	183 333,34	4,20	F	Taux Fixe	4,370	36 666,66	9 747,53	0,00	6 476,10
A75150AK	N	0,00	A-1	660 000,00	8,11	V	Euribor 3 mois + 1.05	1,125	80 000,00	8 080,74	0,00	2 656,34
MIN260415EUR/0276355	N	0,00	A-1	1 741 024,22	6,42	F	Taux Fixe	4,870	222 489,85	92 862,04	0,00	7 065,66

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
MIN281064EUR	N	0,00	A-1	1 160 000,00	7,00	F	Taux Fixe	3,750	160 000,00	47 250,00	0,00	10 756,79
MON233493/02422	N	0,00	A-1	375 000,00	2,75	F	Taux Fixe	3,400	125 000,00	15 618,75	0,00	3 222,91
MON244846EUR/0256433	N	0,00	A-1	531 250,00	4,09	F	Taux Fixe	3,865	125 000,00	23 874,43	0,00	3 422,13
MON267452EUR/285495	N	0,00	B-1	60 000,00	0,75	C	Taux Structuré	4,980	86 280,69	7 385,96	0,00	755,30
MON536872EUR	N	0,00	A-1	1 551 250,00	18,09	F	Taux Fixe	0,510	85 000,00	8 182,32	0,00	1 289,90
MON541239EUR	N	0,00	A-1	1 235 000,00	18,92	F	Taux Fixe	0,780	65 000,00	9 949,88	0,00	802,75
MPH196081EUR/0197132	N	0,00	B-1	0,00	0,00	C	Taux Structuré	4,790	416 631,30	20 233,81	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**25 947 542,90**					**3 023 219,09**	**533 370,29**	**0,00**	**73 454,50**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
MON267452EUR/285495	Dexia Crédit Local	2 728 303,13	60 000,00	1	0,00		4,98%	6,00%	0,00	Taux Structuré	4,980	7 385,96	0,00	0,23
MPH196081EUR/0197132	Dexia Crédit Local	5 451 755,92	0,00	1	0,00		4,79	Euribor 12 mois + 0,10	0,00	Taux Structuré	4,790	20 233,81	0,00	0,00
TOTAL (B)		**8 180 059,05**	**60 000,00**						**0,00**			**27 619,77**	**0,00**	**0,23**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**8 180 059,05**	**60 000,00**						**0,00**			**27 619,77**	**0,00**	**0,23**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	27	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,79	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	25 887 542,90	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 460 €			2005-12-15
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	Biens inférieurs à 460	1	27/06/1996
L	Frais d'études non suivis de réalisation - 203	5	27/06/1996
L	Frais de recherche et de développement - 203	5	27/06/1996
L	Progiciels et logiciels spécifiques sur réseau - 205	4	27/06/1996
L	Autres progiciels et logiciels - 205	2	27/06/1996
L	Autres immobilisations incorporelles amortissables - 205, 208	5	27/06/1996
L	Voitures et cars - 2172, 2182	8	27/06/1996
L	Camions et véhicules industrielles - 2172, 2182	5	27/06/1996
L	Mobiliers - 2174, 2184	15	27/06/1996
L	Matériel informatique - 2173, 2183	5	27/06/1996
L	Matériel de bureau électrique ou électronique - 2173, 2183	5	27/06/1996
L	Matériel classique et autres matériels de bureau - 2173, 2183	10	27/06/1996
L	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile - 2156	10	27/06/1996
L	Matériel et outillage de voirie - 2157	10	27/06/1996
L	Equipement des cuisines - 2158, 2188	15	27/06/1996
L	Equipement lingerie - 2158, 2188	10	27/06/1996
L	Equipement de garage et ateliers - 2158, 2188	15	27/06/1996
L	Equipement médicaux - 2158, 2188	10	27/06/1996
L	Equipements culturels - 2158, 2188	10	27/06/1996
L	Equipements sportifs intérieurs - 2158, 2188	15	27/06/1996
L	Equipements sportifs extérieurs - 2158, 2188	10	27/06/1996
L	Equipements des espaces verts - 2158, 2188	8	27/06/1996
L	Coffre-fort - 2178, 2188	30	27/06/1996
L	Autres installations, matériel et outillage techniques - 2158	10	27/06/1996
L	Autres immobilisations corporelles d'administration générale - 2178	10	27/06/1996
L	Autres immobilisations corporelles - 2171, 2181	10	27/06/1996
L	Installations générales, agencements et aménagements divers - 2171, 2181	15	27/06/1996
L	Immeubles productifs de revenus - 2132, 2135, 2142, 2145, 2153	30	27/06/1996
L	Installations de voirie - 2152	30	29/01/1998
L	Plantations d'arbres et d'arbustes - 2121, 21721	20	29/01/1998
L	Autres agencements et aménagements - 2128, 21728	20	29/01/1998
L	Subventions d'équipement versées aux personnes de droits publics - 204	15	15/12/2005
L	Subventions d'équipement versées aux personnes de droits privé - 204	5	15/12/2005
L	Frais d'études, d'élaboration de modifications et de révisions des documents d'urbanisme - 202	10	15/12/2005

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**938 707,54**	**938 707,54**	**0,00**	**938 707,54**
Construction de l'espace Pierre Brossolette	0,00	27/03/1997	21 291,19	21 291,19	0,00	21 291,19
Garantie d'emprunt BISEM	0,00	11/04/2002	326 520,35	326 520,35	0,00	326 520,35
Montant de la dotation globale de fonctionnement de 2000 à 2005	0,00	30/04/2009	590 896,00	590 896,00	0,00	590 896,00
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**938 707,54**	**938 707,54**	**0,00**	**938 707,54**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**3 261 611,48**	**I**	**3 053 185,89**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**3 149 229,35**		**3 024 496,18**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	3 149 229,35		3 024 496,18
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**112 382,13**		**28 689,71**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10223	TLE	26 945,13		26 944,66
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	64 295,00		0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*21 142,00*		*1 745,05*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**3 053 185,89**	**1 279 087,97**	**190 063,80**	**4 522 337,66**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**4 870 984,09**	**III** **1 701 395,76**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 018 218,00**	**410 596,39**
10222	FCTVA	518 218,00	398 561,45
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	100 000,00	12 034,94
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
275	Dépôts et cautionnements versés	400 000,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**3 852 766,09**	**1 290 799,37**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*0,00*	*20 347,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*1 592,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*2 160,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*0,00*	*144 425,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*0,00*	*5 733,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*	*94 205,13*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*	*11 280,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*5 917,90*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*17 121,34*
28132	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*2 293,93*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*75 055,64*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*2 875,80*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*965,20*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*16 550,21*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*1 641,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*1 266,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*0,00*	*2 066,54*
281571	*Matériel roulant*	*0,00*	*46 017,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*45 191,69*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*0,00*	*29 425,44*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*129 357,92*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*67 138,82*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*153 798,53*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*90 028,52*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 392 091,00*	*324 345,76*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 203 400,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*1 257 275,09*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 701 395,76**	**28 639,00**	**0,00**	**1 763 463,36**	**3 493 498,12**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**4 522 337,66**
Ressources propres disponibles	IV	**3 493 498,12**
Solde	V = IV – II (3)	**-1 028 839,54**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.4.1

A7.4.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		134 223,00
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		134 223,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
26/01/2022	TRVX INSTALLATION CLOTURE ECOLE P KERGOMARD	49 974,00	0,00	30
26/01/2022	FOURNITURE POSE STORES R DESNOS	6 796,80	0,00	30
26/01/2022	MISE EN PLACE BLOC PORTE A LA DST	3 344,64	0,00	30
26/01/2022	MISE EN PLACE D UN GARDE CORPS P KERGOMARD	5 136,00	0,00	30
27/01/2022	ARBRES ESPACES VERTS	1 506,68	0,00	20
27/01/2022	TABLETTE GRAPHIQUE ET EQUIPEMENTS COM	754,55	0,00	10
27/01/2022	POSTES CD CENTRE MATERNEL M.MEGREZ	519,98	0,00	10
28/01/2022	LAVE LINGE ECOLE BENOIT MALON	16 656,00	0,00	10
28/01/2022	CREATION ET REALISATION D UN RELIEF	27 430,00	0,00	0
28/01/2022	OEUVRES DE ZIGGY STARDUST	240,00	0,00	0
28/01/2022	OEUVRE D ART LE REVE ET LE TEMPS	530,00	0,00	0
28/01/2022	OEUVRE D'ART ESPACE MAURITANIE	240,00	0,00	0
28/01/2022	OEUVRE D'ART OLEMA	150,00	0,00	0
28/01/2022	REMPLACEMENT BLOCS PORTES A UPC M.MEGREZ	32 206,80	0,00	30
28/01/2022	TRVX D AGENCEMENT POSE D UNE CLOISON AU CTM	29 152,20	0,00	30
28/01/2022	CREATION LOCAL A PNEU AU CTM	15 809,64	0,00	30
28/01/2022	TRAVAUX D'ETANCHEITE SOUS FACE AUVENT A L' ESPACE	12 664,20	0,00	30
28/01/2022	CREATION ETANCHEITE AVEC ISOLATION TERRASSE R DESN	3 467,64	0,00	30
28/01/2022	POSE ARMOIRE ECTRIQUE RENOVATION REGULATION A MAIG	20 718,85	0,00	30
28/01/2022	CREATION D UNE TRAPPE ASCENSEUR E DOLET	678,00	0,00	30
28/01/2022	REMPLCT MIROIR STADE DES ESSELIERES	720,00	0,00	10
28/01/2022	RADIATEURS DOLET	20 713,39	0,00	10
28/01/2022	ETANCHEITE LIQUIDE SUR LES BALCONS M MEGREZ	20 876,95	0,00	30
28/01/2022	MISE EN PLACE DUN GARDE CORPS DST	8 319,11	0,00	30
28/01/2022	MATERIEL PLOMBERIE POUR CREATION WC1ER EQUIPEMENT	493,70	0,00	10
28/01/2022	LAVABO VASQUE ROBINET ECOLE DESNOS	667,58	0,00	10
31/01/2022	4 VELOS VTT ST 100 JAUNE 27,5	975,01	0,00	8
31/01/2022	TROTTINETTE ELECTRIQUE XIAOMI MI 3 SERVICE JEUNESS	498,00	0,00	8
31/01/2022	PORTES MANTEAUX MURALE SPORT BLD CHASTENET DE GERY	3 967,20	0,00	10
31/01/2022	3 VELOS VTT ST 100 JAUNE 27,5	717,01	0,00	8
31/01/2022	TRANSAT ADULTE RAM	227,98	0,00	10
11/02/2022	TROTINETTES XIAOMI ESSENTIAL GARAGE	747,01	0,00	1
11/02/2022	LOT TABLE ET CHAISES CENTRE M.MEGREZ	465,66	0,00	1
14/02/2022	DISQUES DUR SERVEUR STOCKAGE SERV INFORMATIQUE	15 432,00	0,00	5
14/02/2022	CHARGEUR LAVEUSE HALLES DES SPORTS	515,52	0,00	15
14/02/2022	PIED DE LAVABO R DESNOS	4 366,42	0,00	10
14/02/2022	TRAVAUX DE SOLS SOUPLES SUR SOL AMIANTE A L'ECOL	3 516,30	0,00	30
14/02/2022	TRAVAUX DE SOLS SOUPLES SUR SOLS AMIANTE A L'ECOLE	12 196,30	0,00	30
14/02/2022	AMENAGEMENT DOLET TRAVAUX DE REVETEMENT DE SOL 1E	6 073,20	0,00	30
14/02/2022	TRAVAUX DE SOLS SOUPLES SUR SOLS AMIANTE A L'ECOLE	5 347,62	0,00	30
14/02/2022	CHGT ARMOIRE ELECTRIQUE CUISINE B MALON	9 070,68	0,00	10
18/02/2022	TELEPHONES ANDROID SIT	2 358,83	0,00	5
18/02/2022	DISQUE SSD INTERNE IPAD PRO INFORMATIQUE	4 958,40	0,00	5
22/02/2022	FONDS DE COMMERCE 30 AVENUE EUGENE THOMAS	115 900,00	0,00	5
23/02/2022	REALISATION COLLECTEURS EN FONTES PARKING ECOLE B	25 372,42	0,00	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
24/02/2022	30 TELEPHONES DIVERS SERVICES SIT	3 502,21	0,00	5
24/02/2022	INTERVENTION URGENTE COUPURE FO CHASTENAY DE GERY	6 977,72	0,00	30
24/02/2022	COMMUTATEURS SWITCH SIT	850,80	0,00	5
24/02/2022	MODULE VISITES MEDICALES SIT	3 330,00	0,00	4
25/02/2022	SIGNALISATION	875,47	0,00	10
25/02/2022	SIGNALISATION	657,65	0,00	10
25/02/2022	MISSION CSPS TRVX S BUISSON	576,00	0,00	30
04/03/2022	CREATION ETANCHEITE SUR BALCONS M MEGREZ	8 947,26	0,00	30
04/03/2022	FILMS ARGENT POUR FENETRE.DESNOS C.PEGUY	2 293,33	0,00	10
04/03/2022	REALISATION COLLECTEURS EN FONTES PARKING B MALON	14 800,60	0,00	30
04/03/2022	FOURN POSE PORTE ENTREE SALLE MULTISPORTS MEGREZ	20 228,40	0,00	30
04/03/2022	INSTALLATION D'UN GROUPE DAIKIN MEDIATHEQUE	15 259,60	0,00	30
04/03/2022	TRVX DE RESTRUCTURATION A L'ESPACE MAIGNE	42 058,37	0,00	30
04/03/2022	AMENAGEMENT CUISINE ECOLE MEGREZ	7 800,30	0,00	30
04/03/2022	ALIMENTATION DE VENTOUSE CIRCULATION ECOLE C PEGUY	2 099,03	0,00	30
04/03/2022	INSTALLATION BLOC SECOURS ECOLE C PEGUY	4 259,23	0,00	30
04/03/2022	TRAVAUX AMELIORATION LUMINAIRES LED E DOLET	1 056,96	0,00	30
04/03/2022	ISOLATIONS COMBLES EN PAILLES DE RIZ ECOLE	110 391,63	0,00	30
05/03/2022	IVECO DAYLY GE 326 QK POUR SERVICE ESPACES VERTS	59 880,00	0,00	8
09/03/2022	REFECTION ENTOURAGES D'ARBRE R DANTON R THOMAS	30 240,00	0,00	0
10/03/2022	SIEGE ERGONOMIQUE DAP MONSIEUR CAILLAUD	601,96	0,00	15
10/03/2022	MIXER PLONGEANT ROBOT COUPE CRECHE DOLTO	484,56	0,00	10
10/03/2022	COUPE LEGUMES ROBOT COUPE CRECHE DOLTO	887,04	0,00	10
14/03/2022	SITUA2 LOT4 ETANCHEITE TERRASSE MATERNELLE SUZANNE	91 838,97	0,00	30
14/03/2022	SS TRAITANT2 LOT4 ETANCHEITIE TERRASSE MATER BUIS	1 300,00	0,00	30
14/03/2022	SS TRAITANT 1 SITUA1 ETANCHEITIE TERRASSE MATER BU	5 040,00	0,00	30
14/03/2022	SS TRAITANT 1 SITUA2 ETANCHEITIE TERRASSE MATER BU	18 960,00	0,00	30
21/03/2022	MISE EN PLACE DE CAMERAS	4 436,20	0,00	10
21/03/2022	ECRAN DE VIDEOPROJECTION AUDITORIUM MEDIATHEQUE	6 843,67	0,00	10
21/03/2022	MODULE BARRIERE DTEP	30 708,00	0,00	30
21/03/2022	RADIO PORTATIF, SECURITE AGENT ISOLE DTEP	2 137,20	0,00	10
23/03/2022	CREATION CHASSIS VITRE FENETRE ECOLE R DESNOS	703,20	0,00	30
23/03/2022	MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE C PEGUY	2 880,00	0,00	30
23/03/2022	REALISATION DE TRAVAUX ISOLATION BUREAU ECOLE M.ME	2 292,00	0,00	30
23/03/2022	PERFORATEUR CTM GERY	565,03	0,00	10
24/03/2022	ASPIROBROSSE SERV SPORTS GYMNASE DUCASSE	3 602,33	0,00	10
28/03/2022	MISE EN PLACE ALARME PPMS C DOLTO	5 263,20	0,00	30
29/03/2022	VESTIAIRE MONOBLOC AVEC PIEDS POUR UPC B.MALON	3 563,11	0,00	15
01/04/2022	MEUBLE CENTRE S.BUISSON	611,53	0,00	15
06/04/2022	MISE EN PLACE ALARME PPMS HG MADELEINE BRES	3 945,60	0,00	30
11/04/2022	FOURNITURE ET PLANTATION D'UN KOELREUTERIA AU PARC	2 794,50	0,00	20
11/04/2022	FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBRES	21 687,05	0,00	20
11/04/2022	FOURNITURE ET POSE D'UN SMARTPANEL ET RADIO POUR	1 824,31	0,00	10
11/04/2022	MISE EN PLACE D'ALARME PPMS CRECHE ST EXUPERY	3 506,40	0,00	30
11/04/2022	MISE EN PLACE ALARME PPMS HG MCVC	3 067,20	0,00	30
14/04/2022	BOITIERS ECRAN TACTILES EXPLORATEUR DES METIERS	4 968,00	0,00	10
14/04/2022	PORTE RADIO PORTATIF POUR LE PLACIER DTEP	672,00	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
14/04/2022	ETUDE PROJET ECLAIRAGE SCE MUNICIPAUX DE LA VILLE	7 030,80	0,00	30
14/04/2022	CONDAMNATION D'UNE PORTE SUR RUE 5 RUE DE VERDUN	960,00	0,00	30
14/04/2022	REALISATION DES COLLECTEURS EN FONTES PARKING S	2 114,34	0,00	30
14/04/2022	MISSION G5 DIAGNOSTIQUE A UPC M.MEGREZ	8 172,00	0,00	30
18/04/2022	SQUARE SYLVESTRE EX LECH WALESA - 18 RUE CARNOT	238 892,42	0,00	0
21/04/2022	VIPER MONOBROSSE ECOLE BUISSON	1 006,33	0,00	10
21/04/2022	VIPER MONOBROSSE ECOLE MEGREZ	1 006,33	0,00	10
21/04/2022	VIPER MONOBROSSE ECOLE PEGUY	1 006,33	0,00	10
22/04/2022	TABLE PLIANTE CLUB LACROIX	1 580,40	0,00	15
22/04/2022	FAUTEUILS APPUI-TETE ACCOUDOIRS CLUB LACROIX	1 546,56	0,00	15
25/04/2022	MEUBLE VAISSELIER HAUT CLUB LACROIX	836,16	0,00	15
29/04/2022	TONDEUSE ESPACES VERTS	7 742,40	0,00	15
29/04/2022	DEBROUSSAILLEUSE ESPECES VERTS	405,60	0,00	1
29/04/2022	DEBROUSSAILLEUSE ESPACES VERTS	664,80	0,00	15
29/04/2022	SCARIFICATEUR ESPACES VERTS	1 100,40	0,00	15
29/04/2022	ASPIRATEUR ESPACES VERTS	2 078,40	0,00	15
29/04/2022	RECIPROCATEUR ESPACES VERTS	1 221,60	0,00	15
02/05/2022	MISE EN SURVEILLANCE DES FISSURES A L'ECOLE M. MEG	1 429,99	0,00	30
02/05/2022	FOURN ET POSE PORTES WC S BUISSON	21 726,00	0,00	30
02/05/2022	MISSION PROGRAMMATION CITE SPORTIVE	10 116,00	0,00	0
04/05/2022	ARMOIRE A PHARMACIE CRECHE DOLTO	275,40	0,00	1
04/05/2022	REQUALIFICATION PORTE ITALIE	12 000,00	0,00	0
16/05/2022	REALISATION D'UNE PRESTATION AMO DOSSIER SUBV	5 880,00	0,00	0
18/05/2022	SOUFFLEUR SUR BATTERIE STIHL MATERN KERGOMARD	1 850,48	0,00	15
19/05/2022	MODIFICATION SUR RESEAU DE CHAUFFAGE B MALON	3 337,93	0,00	30
19/05/2022	DIAG AMIANTE AVT TRV RENOV CHAUFF B MALON	855,00	0,00	30
19/05/2022	AMENAGEMENT REVETEMENT DE SOL DOLET	1 959,72	0,00	30
19/05/2022	REMPCT HORLOGE MERE+CANALISATION ET VERRE B MALON	1 491,95	0,00	30
19/05/2022	REMPLCT COMPRESSEUR SUR VRV DOLET	6 234,73	0,00	30
19/05/2022	MISSION CSPS TRAVAUX BUISSON	576,00	0,00	30
19/05/2022	ETAGERE SUPPORT CASIER POUR PNEU CTM SEMBAT	801,60	0,00	15
25/05/2022	COFFRET DE PROXIMITE AVEC INTERRUPTEUR	1 559,76	0,00	10
25/05/2022	CREATION DE CHENEAU MEDIATHEQUE	37 493,16	0,00	30
25/05/2022	REMPLACEMENT FENETRE CTM SEMBAT LOGEMENT COSSON	7 573,50	0,00	30
26/05/2022	OBJECTIF APPAREIL PHOTO COM	1 268,90	0,00	10
26/05/2022	SOUFFLEUR A BATTERIE STIHL + THERMIQUES BR 450	2 851,80	0,00	15
26/05/2022	SOUFFLEUR A DOS BR 700 ESPACES VERTS	618,00	0,00	15
27/05/2022	ACQUISITION VEHICULE KANGOO GF 374 SL TRANQUILITE	1 748,51	0,00	8
27/05/2022	RENAULT KANGOO VP ZEN GF 374 SL SERVCE PM	31 094,75	0,00	8
27/05/2022	BUT PLIABLE HANDBALL HALLE DES SPORTS 398 DU	1 026,02	0,00	10
27/05/2022	TAPIS CRECHE DOLTO	1 356,48	0,00	10
27/05/2022	MAXI LOT COUCHETTES STANDARD CRECHE DOLTO	1 579,20	0,00	15
27/05/2022	MAXI LITS COCON ET MATELAS WATERPROOF CRECHE DOLTO	4 768,62	0,00	15
27/05/2022	IMPRIMANTE HP LASER JET PRO HDV	1 254,05	0,00	5
27/05/2022	4 VELOS ELECTRIQUES GITANE 2021 ORGAN E CENTRAL	6 189,65	0,00	8
01/06/2022	ETAGERE A CASIERS ECOLE JEAN ZAY	666,00	0,00	15
02/06/2022	TROTTINETTES XIAOMI PRO2 GARAGE	573,00	0,00	8
02/06/2022	TROTTINETTES XIAOMI ESSENTIAL GARAGE	373,99	0,00	1
07/06/2022	LOGICIEL SUR SITE MEDIATHEQUE	5 046,60	0,00	4
10/06/2022	AUTOLAVEUSE ENTRETIEN OFFICE	1 960,66	0,00	10
13/06/2022	ARMOIRE COUPE FEU LOCAL JARDINIER CTM GERY	7 683,60	0,00	10
13/06/2022	REMPLACEMENT ALARME HOTEL DE VILLE	987,00	0,00	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
13/06/2022	REMPLACEMENT DES 4 CREMONES DE FENETRES BUREAU DU	5 576,32	0,00	30
13/06/2022	TRAVAUX DE CLOTURE C PEGUY	12 708,00	0,00	30
13/06/2022	POSE MOTEUR ET CARTE SUR PORTE SECTIONNELLE CTM	2 449,88	0,00	30
15/06/2022	FONTAINE A EAU ECOLE DESNOS	1 813,02	0,00	10
17/06/2022	MATERIELS INFORMATIQUES 5 TELEPHONES ANDROID	1 450,44	0,00	5
17/06/2022	BARRES DE COMPETITIONS GYMNASE DUCASSE	4 320,60	0,00	10
17/06/2022	LICENCE LOGICIEL PLACIER MARCHE GEOPD	12 078,00	0,00	4
23/06/2022	ETUDE MISE A JOUR PROGRAMMATION ECOLE BROSSOLETTE	16 320,00	0,00	0
24/06/2022	PLAQUE IDENTIFICATION SQUARE ANNE SYLVESTRE	579,60	0,00	15
27/06/2022	CHANGEMENT PORTE CENTRE LOISIRS MALON ELEMENTAIRE	6 135,60	0,00	30
30/06/2022	ACQUISITION MATERIEL ELECTRIQUE OEUVRE D'ART SQUAR	672,72	0,00	10
30/06/2022	COORDINATION SSI HOTEL DE VILLE 50%	2 700,00	0,00	30
07/07/2022	FOURN ET POSE CAMERA RUE DELECLUZE	12 439,68	0,00	10
07/07/2022	MODUL AGRANDISSEMENT PODIUM	12 149,76	0,00	10
13/07/2022	REMPLACEMENT FENETRE CUISINE B.MALON	1 040,40	0,00	30
13/07/2022	REMPLCT PORTE ET RIDEAUX LOCAL PM	10 731,60	0,00	30
13/07/2022	REFECTION TERRASSE A L'ECOLE S.BUISSON	3 487,68	0,00	30
13/07/2022	INSTALL CLAPETS ANTIRETOUR ET MITIGEUR CTM SEMBAT	4 423,12	0,00	30
13/07/2022	INSTALLATION DIGICODE ASCENSEUR HDV	1 056,00	0,00	30
13/07/2022	ACQUISITION BANQUE D'ACCUEIL POUR LA DST	1 068,74	0,00	15
25/07/2022	2 CAMERAS VISIO CONFERENCE	2 326,20	0,00	5
25/07/2022	COLONNE CIRCULAIRE AVEC ROBINETS 6 BECS CTM CHST D	818,06	0,00	10
25/07/2022	AMIANTE AVANT TRAVAUX B MALON DS LE CADRE ADAP	915,00	0,00	30
25/07/2022	DIAGNOSTIQUE AMIANTE STADE VESTIAIRE DS LE CADRE A	765,00	0,00	30
25/07/2022	TRAVX VENTILATION CTM GERY ANNEE 2022	7 776,00	0,00	30
28/07/2022	ANALYSE AMIANTE ECOLE KERGOMARD DS LE CADRE ADAP	765,00	0,00	30
28/07/2022	FOURNITURES INFORMATIQUES CASQUES USB	684,00	0,00	5
28/07/2022	FOURNITURES INFORMATIQUES PACK CLAVIERS ET SOURIS	501,60	0,00	5
28/07/2022	FOURNITURES INFORMATIQUES ONDULATEURS EATON ELLIP	8 946,90	0,00	5
29/07/2022	BAC INOX GN 1/3 H65 SP ECO U RESTAURATION	552,72	0,00	1
29/07/2022	COUV INOX GN 1/3 AP ECO U RESTAURATION	459,36	0,00	1
29/07/2022	COUV INOX GN 2/3 AP ECO U RESTAURATION	937,44	0,00	1
29/07/2022	BAC INOX GN 2/3 H65 SP ECO U RESTAURATION	1 188,72	0,00	1
29/07/2022	BAC INOX GN 2/1 H65 SP ECO U RESTAURATION	826,20	0,00	1
29/07/2022	COUV INOX GN 2/1 AP ECO U RESTAURATION	895,68	0,00	1
02/08/2022	TAPIS D EVOLUTION ECOLE PRIMAIRE C PEGUY	547,06	0,00	10
12/08/2022	SOURIS ERGONOMIQUE SANS FIL	176,64	0,00	1
12/08/2022	ETUDE ACOUSTIQUE ESPACE MAIGNE	1 620,00	0,00	30
12/08/2022	RECOUVREMENT DU SOL AMIANTE D UNE CLASSE C PEGUY	13 416,84	0,00	30
12/08/2022	MEULEUSE CTM GERY	547,20	0,00	15
12/08/2022	RENOVATION TERRASSE ALSH-BAS P KERGOMARD	31 694,22	0,00	30
12/08/2022	PERCEUSE CTM	661,20	0,00	15
12/08/2022	KIT VISSEUSE CTM	1 346,63	0,00	15
12/08/2022	LICENCES PLEIADES ET MODULES	2 880,00	0,00	4
12/08/2022	ACQUISITION D 'UNE IDEAS BOX MEDIATHEQUE	55 000,00	0,00	10
31/08/2022	MEUBLE AVEC CAISSONS CTRE LOISIRS MATER	637,00	0,00	15
31/08/2022	BORNES WIFI SERV INFO	2 304,00	0,00	5
31/08/2022	CITE SPORTIVE PRIME CADRE DU CONCOURS CANDIDATS NO	24 000,00	0,00	0
31/08/2022	ACQUISITION COPIEUR XEROX SERV REPRO	51 322,32	0,00	5
31/08/2022	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SQUARE MALASSIS DEVIS 83	6 891,38	0,00	20
31/08/2022	LOGICIEL MEDIATHEQUE PARAMETRAGE LOGICIEL SYRACUSE	3 531,60	0,00	4
31/08/2022	LOGICIEL MEDIATEQUE FORMATION ADMINISTRATEURS SIGB	4 212,00	0,00	4

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
31/08/2022	LOGICIEL MEDIATHEQUE PRESTATION WEB DISIGN INFOGRA	3 922,80	0,00	4
31/08/2022	LOGICIEL MEDIATHEQUE ASSISTANCE A RECETTE ET PARAM	1 792,80	0,00	4
01/09/2022	TRAVAUX MISE EN PLACE VOUTE SUITE STADE DES ESSELI	25 643,93	0,00	30
01/09/2022	MODIFICATION POUR ACC7S PMR ADAP DOLTO DEVIS 819	6 784,92	0,00	30
02/09/2022	2 PISCINES CLP A CESAIRE	318,00	0,00	1
09/09/2022	KIT DOUBLE BANC EXTERIEUR COMMUN CLM BUISSON	433,37	0,00	1
12/09/2022	REPRISE PEINTURE SUITE TRAVAUX CRECHE DOLTO	6 886,92	0,00	30
15/09/2022	TABLES CENTRE B.MALON	1 202,16	0,00	1
15/09/2022	CHAISES CENTRE B.MALON	1 366,34	0,00	1
15/09/2022	MEUBLES 3 COLONNES ET BACS PLASTIQUE CENTRE P.BROS	821,80	0,00	15
16/09/2022	AD AP POSE REVETEMENT SOL PEINTURE DANS UNE CLASSE	5 328,72	0,00	30
16/09/2022	AD AP MEGREZ CHANGEMENT DE 6 PORTES EN MENUISERIE	47 011,56	0,00	30
16/09/2022	CHANGEMENT DE PORTE DANS LE CADRE AD AP KERGOMARD	4 396,90	0,00	30
16/09/2022	AD AP CHANGEMENT DE 2 BLOCS PORTES MAIGNE	12 656,98	0,00	30
16/09/2022	TRAVAUX DE MODIFICATION PLOMBERIE ET VENTILATION C	1 783,43	0,00	30
16/09/2022	TRAVX DE PEINTURE POUR L'ADAP DOLTO	1 880,88	0,00	30
16/09/2022	ACHATS LITHOGRAPHIES	940,00	0,00	0
16/09/2022	AD AP TRAVAUX REVETEMENT DE SOL MATER MEGREZ DG 22	6 529,20	0,00	30
16/09/2022	RECOUVREMENT SOL CENTRE DE LOISIRS COTE SALLE DES	5 490,00	0,00	30
16/09/2022	SIEGES 2 PLACES ET TABLETTE PMI	572,66	0,00	15
16/09/2022	VIPER ASPIRATEUR POUSSIER SCE ENTRETIEN	578,39	0,00	1
22/09/2022	FOURNITURES DE BACS D ORANGERIE 0,20M3	3 516,00	0,00	30
22/09/2022	FOURNITURES DE BACS D ORANGERIE 0,66 M3	10 012,80	0,00	30
22/09/2022	CASIER VESTIAIRES CRECHE DOLTO	1 806,24	0,00	1
23/09/2022	RECEVEUR ET MEUBLE EVIER PRIM B.MALON	651,46	0,00	10
23/09/2022	REFECTION VESTIAIRE ET BAR A MAIGNE	3 456,02	0,00	30
23/09/2022	TVX SUPPL SUR MUR SUPPORT SQUARE JOSETTE ET MAURIC	1 500,66	0,00	20
23/09/2022	CREATION LOCAL DE STOCKAGE CRECHE DOLTO	14 149,01	0,00	30
23/09/2022	CREATION WC PMR ADAP A MAIGNE	23 538,42	0,00	30
23/09/2022	MODIFICATION LOCAL VESTIAIRE ESP MAIGNE	1 422,56	0,00	30
23/09/2022	TONDEUSE THERMIQUE HALLE DES SPORTS HURTADO	892,98	0,00	8
23/09/2022	CHGT REVETEMENT DE SOL B MALON SUITE TRVX ADAP	4 485,60	0,00	30
23/09/2022	TRAVAUX POUR DEPLOIEMENT D UNE VISIOPHONIE B.MALON	15 702,25	0,00	30
23/09/2022	PANNEAUX HANDICAPES PEGUY	619,20	0,00	30
28/09/2022	VESTIAIRES 6 CASIERS HALTE GARDERIE M BRE	729,98	0,00	15
28/09/2022	VESTIAIRES MONOBLOC 6 CASIERS HALTE GARDERIE MCVC	724,98	0,00	15
28/09/2022	FONDS DE TRAVAUX 18 RUE DU 14 JUILLET	51,15	0,00	1
28/09/2022	MEUBLE 3 COLONNES BACS PLASTIQUE CENTRE M.MEGREZ	608,02	0,00	15
28/09/2022	MEUBLE AVEC BACS CENTRE P.KERGOMARD	535,94	0,00	15
28/09/2022	MONOBROSSE BI-VIT ESSE 1500/1800W DS350 SCE ENTRET	1 130,27	0,00	10
28/09/2022	MISE EN PLACE BADGE SYSTEME DE CONTROLE	471,60	0,00	10
30/09/2022	CONSIGNATION YES SPORT 36 AVE DE FONTAINEBLEAU KRE	60 000,00	0,00	0
03/10/2022	REMPLACEMENT DE LA CAMERA MINI DOME KRB 261	1 373,59	0,00	10
03/10/2022	REMPLACEMENT DE 13 CAMERAS PARC URBAIN & MAIRIE	37 000,00	0,00	10
03/10/2022	FOUR MIXTE UPC S.BUISSON	25 386,00	0,00	15
03/10/2022	CONSIGNATION OCS 36 38 AVE DE FONTAINEBLEAU KREMLI	5 250,00	0,00	0
04/10/2022	ARMOIRE POSITIVE S BUISSON	3 672,00	0,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
04/10/2022	ACHAT ET POSE STORE ECOLE C PEGUY	22 680,00	0,00	10
14/10/2022	CABLAGE COMPLEMENT PRISE RJ 45 ECOLE BENOIT MALON	14 644,01	0,00	30
14/10/2022	CIBLE ET CHEVALET BOOSTER SERV SPORTS	630,00	0,00	10
19/10/2022	COOP HLM HABITAT REUNI PART SOCIALE	20 000,00	0,00	0
21/10/2022	CAMERA PIETON SCE TRANQUILITE	6 483,34	0,00	10
21/10/2022	INSTALLATION SUR VOIRIE DE 8 BACS	8 864,11	0,00	30
24/10/2022	STADE DES ESSELIERES	630,00	0,00	0
24/10/2022	DECPTE FINALPLANTAT D'ARBRES DIVERS SITES DE LA VI	1 923,00	0,00	20
24/10/2022	FOURNITURE ET POSE DE CHAISES POUR CAISSON VMC S.B	1 171,97	0,00	30
24/10/2022	FOURNITURE ET POSE DE CHAISES POUR CAISSON VMC S.B	10 547,75	0,00	30
24/10/2022	MODIF LOGE+LOGEMENT GARDIEN MALON	19 502,81	0,00	30
24/10/2022	CREATION WC ADAP B MALON	1 693,16	0,00	30
24/10/2022	BALLON D'EAU CHAUDE STU	210,19	0,00	1
24/10/2022	MISE EN SURVEILLANCE DES FISSURES A L'ECOLE M. MEG	960,00	0,00	30
24/10/2022	POSE D'UN SYSTEME ANTICHOC RUE DELESCLUZE	3 912,00	0,00	30
24/10/2022	POSE D UN CHASSIS VITRE LOGE B.MALON	774,00	0,00	30
27/10/2022	FONDS DE COMMERCE 18 R GAL LECLERC DELICE CASHMIR	120 400,00	0,00	5
27/10/2022	FONDS DE COMMERCE 36 AV DE FONTAINEBLEAU YES SPORT	64 400,00	0,00	5
28/10/2022	2 TROTTINETTES E SCOOTER XIAOMI PRO 2 GARAGE	1 146,99	0,00	8
28/10/2022	DIAGNOSTIC AMIANTE AVT TRVX B MALON	976,80	0,00	30
28/10/2022	MISE AUX NORMES ASAP BUREAU DIRECTRICE ECOLE R.DES	13 272,82	0,00	30
28/10/2022	TABLETTE GRAPHIQUE POUR ATELIERS MEDIATHE	100,00	0,00	1
28/10/2022	REALISATION D'UNE CLOTURE DU PARC MALASSIS	100 158,00	0,00	20
28/10/2022	BARRIERE LAPI RUE DELESCLUZE	10 641,12	0,00	30
28/10/2022	BARRIERE LAPI RUE DELESCLUZE	3 813,60	0,00	30
28/10/2022	INTERVENTION SUR LES SOLS ET LES PORTES DOLTO ADAP	10 372,07	0,00	30
02/11/2022	ORDINATEUR GESTION MEDIATHEQUE	4 341,12	0,00	5
02/11/2022	MONOBROSSE ORBITAL HALLE DES SPORTS	2 271,52	0,00	10
02/11/2022	RADIO CD K7 CLMP	115,00	0,00	1
02/11/2022	CREATION DE POINT VDI HOTEL DE VILLE	17 383,72	0,00	30
02/11/2022	STUDIO MUSIQUE CULTURE	3 504,00	0,00	10
02/11/2022	REALISATION DE 2 PANNEAUX SQUARE MALASSIS	1 147,20	0,00	10
02/11/2022	ETUDE AVANT TRAVX RENOVATION CHAUFFERIE KERGOMARD	7 620,00	0,00	30
02/11/2022	COMPLEMENT MISSION MOE RENOVATION CHAUFFERIE KERGO	1 800,00	0,00	30
02/11/2022	MODIFICATION DU RACCORDEMENT URINOIR BUISSON	5 148,00	0,00	30
02/11/2022	FOURN ECRAN VIDEOPROTECTION	5 007,23	0,00	10
02/11/2022	TRVX ESCALIER MARCHE R DESNOS	2 345,40	0,00	30
02/11/2022	DEPLACEMENT DE CAMERAS AU CSU KRB 101 V3.3 P2	5 816,68	0,00	10
02/11/2022	POTEAU ANTICHOC RUE DELESCLUZE DEVIS DSAV2222	1 180,80	0,00	30
02/11/2022	MODIFICATION LARGEUR DE PORTES+COFFRE FORT KERGO	18 513,79	0,00	30
02/11/2022	TRAVAUX DE PEINTURE ET SOLS SOUPLES AD AP KERGOMA	4 284,84	0,00	30
09/11/2022	ORDINATEURS PORTABLE SERV INFORMATIQUE	12 936,00	0,00	5
09/11/2022	ORDINATEURS PORTABLE SERV INFORMATIQUE	7 056,00	0,00	5
09/11/2022	VIDEOPROJECTEURS GOULOTTES BOITIERS SERV INFORMATI	39 278,40	0,00	5
09/11/2022	VIDEOPROJECTEURS SERV INFORMATIQUE	3 072,00	0,00	5
09/11/2022	TABLEAU TRYPTIQUE SERV INFORMATIQUE	12 768,00	0,00	5
09/11/2022	INSTALLATION PARAMETRAGE VPI ET TABLEAU DE PROJECT	8 400,00	0,00	10
16/11/2022	FORMATION UTILISATEURS SIGB PORTAIL	1 872,00	0,00	4
16/11/2022	SOLUTION DE GESTION DES TERMINAUX PUBLICS NOVATICE	7 052,72	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
16/11/2022	SOLUTION DE GESTION DES TERMINAUX PUBLICS NOVATICE	6 231,53	0,00	5
18/11/2022	DEPOT DE GARANTIE 36 AV FONTAINEBLEAU PREEMPTION	8 146,18	0,00	0
18/11/2022	DEPOT DE GARANTIE 18 R G LECLERC PREEMPTION	12 000,00	0,00	0
21/11/2022	BANQUE D ACCUEIL COMPACTE ESPACE MAIGNE	1 555,56	0,00	15
21/11/2022	FOURNITURE ET POSE RADIATEUR BASSE CONSOMMATION DO	50 363,50	0,00	30
21/11/2022	MAITRISE OEUVRE PROJET ESCALE VEGETALE ESQUISSE IL	7 770,00	0,00	0
22/11/2022	TRAVAUX RACCORDEMENT ESPACE ANDRE MAIGNE	16 199,94	0,00	30
23/11/2022	MISE EN PLACE DES CAMERAS	1 748,17	0,00	10
23/11/2022	MISE EN SCE INTRUSION MAISON DES COMBATTANTS	5 266,12	0,00	30
23/11/2022	MEUBLE A DESSIN ACM M.MEGREZ	462,20	0,00	15
23/11/2022	MEUBLES AVEC BACS ACM R.DESNOS	722,90	0,00	15
24/11/2022	ENROULEUR ELECTRIQUE CTM	771,12	0,00	10
05/12/2022	REFECTION D UNE TERRASSE AVEC ISOLATION ET NORME B	52 048,18	0,00	30
05/12/2022	REHAUSSE DES GARDE CORPS SUITE TRVX ISOLATION B MA	5 622,20	0,00	30
05/12/2022	REMPLACEMENT DE LA CAMERA	5 816,78	0,00	10
07/12/2022	LAVE LINGE PETITE ENFANCE	588,00	0,00	10
07/12/2022	ETUDE AVT TRAVX RENOVATION CHAUFFERIE MATER BUISSO	7 920,00	0,00	30
07/12/2022	COMPLT MISSION MOE RENOVATION CHAUFFERIE MATER BUI	1 800,00	0,00	30
07/12/2022	SECHE LINGE PROFESSIONNEL CRECHE DOLTO	8 064,00	0,00	10
07/12/2022	ASSERVISSEMENT DES PORTES POUR ADAP MEGREZ	7 198,75	0,00	30
08/12/2022	TRAVAUX D INSTALLATION ALIMENTATION POUR FOUR S BU	1 112,81	0,00	30
08/12/2022	INSTALLATION D UN CLAPET ANTI-RETOUR MEDIATHEQUE	21 196,16	0,00	30
08/12/2022	DEPOSE CLOISON ET REFECTION FAUX PLAFONDS ESP JEUN	3 727,61	0,00	30
08/12/2022	CREATION WC ADAP+MODIF LOGE+LOGEMENT GARDIEN MALON	5 299,00	0,00	30
09/12/2022	TABLES RESTAURANT R.DESNOS	2 107,32	0,00	15
09/12/2022	CHAISES RESTAURANT R.DESNOS	2 865,14	0,00	15
09/12/2022	MAITRISE D OEUVRE AMENAGEMENT SQUARE JULES GUESDE	3 315,00	0,00	0
13/12/2022	CHANGEMENT DU BLOC PORTE MCVA	12 251,52	0,00	30
13/12/2022	REALISATION D UNE OSSATURE METALLIQUE CRECHE DOLTO	12 672,00	0,00	30
14/12/2022	TABLEAU FEUTRE CRAIEEVENEMENTIEL	1 083,54	0,00	10
14/12/2022	PANNEAUX SIGNALETIQUES	394,80	0,00	30
14/12/2022	BANQUETTES MODULO POUR CTRE LOISIRS B MALON	407,59	0,00	15
15/12/2022	ASPIRATEUR + SAC ET FILTRE CTM GERY	866,92	0,00	10
15/12/2022	SOLDE DEMANDE EXAMEN AU CAS PAR CAS ILOT ROSSEL	2 025,00	0,00	0
16/12/2022	CITY STADE GYMNASE RENOVATION	11 466,00	0,00	20
19/12/2022	SONO MICRO SERV EVENEMENTS	2 756,00	0,00	10
19/12/2022	ESCALIER ACTIBABY RAM	485,00	0,00	10
21/12/2022	POIGNEES PLAQUES ENSEMBLE BAT MEGREZ ADAP	1 782,24	0,00	10
22/12/2022	3 TELEPHONES ANDROID DIVERS SERVICES	916,42	0,00	5
22/12/2022	TOUR AUTOSTABLE EQUIPT PEDAGOGIQUE	1 465,00	0,00	10
22/12/2022	LOGICIEL DE GESTION CENTRE SOCIAL	3 000,00	0,00	4
23/12/2022	REMPLACEMENT ENSEMBLE ROBINETS ECOLE M.MEGREZ	1 579,44	0,00	10
30/12/2022	OOB TRX EN REGIE 12 R A FRANCE ISOLATION TOTALE	9 490,70	0,00	30
30/12/2022	OOB TRX REGIE APPARTEMENT 52 R E RECLUS	22 684,92	0,00	30
30/12/2022	LAVE LINGE ELECTROLUX ENTRETIEN OFFICES	249,00	0,00	10
30/12/2022	FRESQUE ECOLE PIERRE BROSSOLETTE	4 000,00	0,00	0
31/12/2022	SEQUESTRE POUR DEMOLITION 16 R P SEMARD CESSION	50 000,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
21/01/2022	APPEL N 1 FDS TRVX 1ERTR2022 3BIS RUE DU 14 JUIL	105,44	0,00	1
26/01/2022	DALLES DE PLAFONDS E DOLET	681,18	0,00	1
26/01/2022	REFRIGERATEUR HDV CAB DU MAIRE	149,00	0,00	1
27/01/2022	TABLE RONDE 80CM SERVICE HABITAT LOGEMENT	223,20	0,00	1
27/01/2022	TABLEAU BLANC SERVICE HABITAT LOGEMENT	94,80	0,00	1
27/01/2022	LAMPE DE BUREAU SERVICE HABITAT LOGEMENT	88,27	0,00	1
27/01/2022	OEUVRE D'ART LE KREMLIN BICETRE PLAGE	364,99	0,00	0
27/01/2022	OEUVRE D'ART PORT DE CONCARNEAU	100,00	0,00	0
27/01/2022	ILLUSTRATIONS LA MAISON BLEU ET PASSAGE DES PLANTE	640,00	0,00	0
27/01/2022	PLAQUES PORTE MEDIATHEQUE	393,60	0,00	1
27/01/2022	SUPPORTS D'AFFICHE MEDIATHEQUE	275,40	0,00	1
27/01/2022	CAISSON MOBILE 3 TIROIRS SCE ARCHIVES DOCUMENTATIO	202,35	0,00	1
27/01/2022	CAISSONS MOBILES 3 TIROIRS SCE PUBLICATION	404,71	0,00	1
27/01/2022	FAUTEUILS DE BUREAU WIMAX SCE PUBLICATION	573,19	0,00	1
27/01/2022	CAISSONS MOBILES 3 TIROIRS SCE TRANQUILITE URABAIN	607,06	0,00	1
27/01/2022	FAUTEUIL BUREAU ACCOUDOIRS APPUI TETE SCE TRANQUIL	1 559,17	0,00	1
27/01/2022	REPOSE PIED EROGNOMIQUE GRIS SCE TRANQUILITE URBAI	142,08	0,00	1
27/01/2022	CAISSONS MOBILES 3 TIROIRS MEDIATHEQUE	404,71	0,00	1
27/01/2022	CAISSON MOBILE 3 TIROIRS AFFAIRES CULTURELLES	202,35	0,00	1
27/01/2022	FAUTEUIL ACCOUDOIRS APPUI TETE SCE AFFAIRES CULTUR	389,78	0,00	1
27/01/2022	REPOSE PIED ERGONOMIQUE GRIS SCE AFFAIRES CULTUREL	35,52	0,00	1
27/01/2022	FAUTEUIL DE BUREAU SCE AFFAIRES GENERALES	573,19	0,00	15
27/01/2022	FAUTEUIL DE GAMME WIMAX SCE ESPACES VERTS	286,59	0,00	1
27/01/2022	TABLE DE REUNION PLIANTE ESPACE MAIGNE	1 464,00	0,00	1
27/01/2022	CHAISES PLIANTES MCVA	4 724,40	0,00	1
27/01/2022	CHARIOT DE TRANSPORT MCVA	319,68	0,00	1
27/01/2022	CAFETIERE ET PLATEAUX CONSEIL DE QUARTIER	87,48	0,00	1
27/01/2022	TABLE RABATABLE PETITE ENFANCE	347,33	0,00	15
28/01/2022	CHARIOT SERVICE UPC S.BUISSON	251,43	0,00	1
28/01/2022	CHARIOT PORTE SAC PUBELLE UPC S.BUISSON	330,48	0,00	1
28/01/2022	ECHELLE UPC S.BUISSON	264,28	0,00	1
28/01/2022	BACS PLEIN UPC S.BUISSON	581,76	0,00	1
28/01/2022	COUVERCLE ETANCHE INOX UPC S.BUISSON	1 649,29	0,00	1
04/02/2022	FONDS TRAVAUX 2022 7 7 BIS RUE DE VERDUN	117,86	0,00	1
09/02/2022	FONDS DE TRAVAUX	34,11	68,21	1
10/02/2022	APPEL PROVISIONS FD DE TRVX 2022 18 RUE DU 14 JUI	17,05	0,00	1
14/02/2022	ROBINET MATER J ZAY	1 103,57	0,00	1
14/02/2022	OSSATURE PLAFONDS ENTRETOISE ET PORTEUR E DOLET	462,78	0,00	1
18/02/2022	ACQUISITION SCANNNER DE DOCUMENTS SERV HABITAT	291,31	0,00	1
25/02/2022	GAZON SYNTHETIQUE CLP COMMUN	119,84	0,00	1
25/02/2022	PISCINES CLM	338,00	0,00	1
25/02/2022	OEUVRE D'ART MASQUE FACIAL DE TYPE BAOULE	300,00	0,00	0
25/02/2022	CHGT LUMINAIRES LED P.BROSSOLETTE	1 134,50	0,00	1
25/02/2022	SURVEILLANCE FISSURE M MEGREZ 03 12 21 AU 02 03 2	440,00	0,00	1
25/02/2022	SQUARE JOSETTE ET MAURICE AUDIN EX WALT DISNEY	84 420,36	0,00	0
04/03/2022	ROBINET MATERIEL POUR TRAVAUX ECOLE R.DESNOS	1 159,63	0,00	1
04/03/2022	TRAVAUX D AD AP LUMINAIRES M MEGREZ	129,42	0,00	1
04/03/2022	TRAVAUX D AD AP FERME PORTE M MEGREZ	585,35	0,00	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
04/03/2022	PORTE COUPE FEU TRVX D AMELIORATION E DOLET RDC	848,09	0,00	1
04/03/2022	VASQUE+ROBINET+PIED R DESNOS	14 129,95	0,00	10
05/03/2022	ARMOIRE 2 PORTES MATERN JEAN ZAY	336,15	0,00	1
05/03/2022	MEUBLES3 COLONNES MANDI BACS MATERN JEAN ZAY	593,66	0,00	1
05/03/2022	BACS PLASTIQUES 75MM MATERN JEAN ZAY	242,74	0,00	1
05/03/2022	BACS PLASTIQUES 150MM MATERN JEAN ZAY	175,22	0,00	1
05/03/2022	CHAUFFEUSE D ANGLE MODULO MATERN JEAN ZAY	145,84	0,00	1
05/03/2022	BANCS D ASSISE 3LAMES MATERN JEAN ZAY	438,80	0,00	1
05/03/2022	CHAIRE DE PROFESSEUR AVEC TIROIR MATERN JEAN ZAY	268,25	0,00	1
05/03/2022	MOBILIER D IMITATION L EVIER LAVE VAISSELLE MATERN	362,15	0,00	1
05/03/2022	MOBILIER D IMITATION LA MARCHANDE THEATRE MATERN J	188,75	0,00	1
05/03/2022	MEUBLE A DESSIN 30 TABLETTES MATERN JEAN ZAY	461,37	0,00	1
09/03/2022	LECTEURS DVD CTRE LOISIRS PRIMAIRES	99,98	0,00	1
10/03/2022	BOITES INOX RESTAURATION	1 465,20	0,00	1
21/03/2022	CAGE TRANSPORT CHIEN DTEP	177,00	0,00	1
23/03/2022	ESPACE JEUNESSE TRAVAUX D'AMELIORATION ECLAIRAGE L	540,60	0,00	1
23/03/2022	AMENAGEMENT DOLET ECLAIRAGE R+2	95,98	0,00	1
23/03/2022	SCIE SABRE CTM GERY	546,94	0,00	1
23/03/2022	TESTEUR CTM GERY	61,67	0,00	1
23/03/2022	ARBRE A CHANG CTM GERY	134,14	0,00	1
23/03/2022	VISSEUSE CTM GERY	452,15	0,00	1
23/03/2022	MARCHE PIED 5 MARCHES CTM GERY	166,78	0,00	1
23/03/2022	MITIGER ELECTRIQUE HDV	4 089,60	0,00	1
28/03/2022	SURVEILLANCE DES FISSURES A L'ECOLE M. MEGREZ EN V	440,00	0,00	1
01/04/2022	PANNEAUX PERMANENTS POUR LE MARCHE FORAIN	385,79	0,00	1
01/04/2022	PANNEAUX CODE ROUTIER POUR LE MARCHE FORAIN	1 142,17	0,00	1
14/04/2022	DRAPEAUX PAVILLON FRANCAIS	96,00	0,00	1
14/04/2022	CAFE + 1 MACHINE A CAFE DIRECTION GALE	158,24	0,00	1
14/04/2022	PERFORATEUR CTM GERY	429,91	0,00	1
14/04/2022	VISSEUSE CTM GERY	562,87	0,00	1
14/04/2022	MIROIR VERRE ACRYLIQUE HALTE GARDERIE MADELEINE BR	294,00	0,00	1
18/04/2022	ENSEMBLE LED DETECTEUR TRVX ADAP P BROSSOLETTE	2 238,05	0,00	1
18/04/2022	ECLAIRAGE LED CLSH P.KERGOMARD TRVX AMELIORATION	486,25	0,00	1
18/04/2022	ECLAIRAGE LED CLSH P.KERGOMARD AMELIORATION	420,24	0,00	1
18/04/2022	AMELIORATION LUMINAIRES LED PREAU C.PEGUY	1 178,40	0,00	1
18/04/2022	FOURN ECLAIRAGE CREATION DE BUREAU E DOLET	801,41	0,00	1
18/04/2022	ROBINET PACK WC TRAVX E DOLET	511,93	0,00	1
18/04/2022	ECLAIRAGE DOLET RDC TRAVAUX D'AMELIORATION	1 788,43	0,00	1
18/04/2022	ACQUISITION D'UN FAUTEUIL ERGONOMIQUE POUR MR PLUM	530,08	0,00	1
18/04/2022	ACQUISITION D'UN FAUTEUIL ERGONOMIQUE UDO CLUB LAC	459,70	0,00	1
21/04/2022	CAGE BRIGADE CYNOPHILE DTEP	271,00	0,00	1
22/04/2022	VESTIAIRES MONOBLOC JEU DE PIEDS CLUB LACROIX	1 263,60	0,00	1
22/04/2022	CHAISES MAHE CLUB LACROIX	741,60	0,00	1
22/04/2022	TABLE MODULAIRE SUPPORT UNITE CENTRAL CLUB LACROI	421,32	0,00	1
22/04/2022	ARMOIRE A RIDEAU 198CM CLUB LACROIX	476,64	0,00	15
22/04/2022	ARMOIRE A RIDEAUCOMPTOIR 102CM CLUB LACROIX	388,80	0,00	1
22/04/2022	PRESENTOIR MODULABLE ETAGERE DE PROXIMITE CLUB LAC	549,26	0,00	15
22/04/2022	BUREAUX PIED ROND CAISSONS MOBILES SERVICE DDL	1 427,64	0,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
22/04/2022	FAUTEUIL DE BUREAU ACCOUDOIRS APPUI TETE SERVICE D	773,28	0,00	15
22/04/2022	PLATEAU TABLE DE REUNION PIED ROND SERVICE DDL	271,42	0,00	1
02/05/2022	COFFRE SERVICE COMMERCE	356,70	0,00	1
16/05/2022	ETIQUETTES ET TABLEAU EN LIEGE	38,74	0,00	10
18/05/2022	PANNEAU DE BASKET	152,28	0,00	1
19/05/2022	APPAREIL LED R DESNOS	551,28	0,00	1
19/05/2022	LUMINAIRES LED +CABLE DESNOS	506,16	0,00	1
19/05/2022	LED LUMINAIRES R DESNOS	383,16	0,00	1
19/05/2022	LED GLOBE CTM	1 628,64	0,00	1
25/05/2022	ENSEMBLE CUISINETTE AVEC FRIGO ET PLAQUES LOGEMEN	904,61	0,00	1
25/05/2022	CHAUFFE EAU LOGEMENT E RECLUS	236,40	0,00	1
25/05/2022	RECEVEUR DE DOUCHE +ELEMT DOUCHE LOGEMENT E RECLUS	460,74	0,00	10
25/05/2022	LAVABO +ROBINET LOGEMENT E RECLUS	398,45	0,00	1
25/05/2022	GYMNASE	79 872,00	0,00	0
02/06/2022	PLASTIFIEUSE CENTRE DE LOISIRS J.ZAY	55,66	0,00	1
02/06/2022	BUREAUX 160X80 CAISSONS MOBILE 3 TIROIRS HOTEL DE	2 655,18	0,00	1
02/06/2022	FAUTEUILS ACCOUDOIRS APPUI TETE HOTEL DE VILLE EL	1 946,35	0,00	1
02/06/2022	ARMOIRES A RIDEAUX 198X120 CM HOTEL DE VILLE ELUS	1 472,40	0,00	1
10/06/2022	ENCEINTES J.ZAY	299,99	0,00	1
10/06/2022	FOURS J.ZAY	54,99	0,00	1
10/06/2022	TROTINETTE E SCOOTER XIAOMI ESSENTIAL GARAGE	369,00	0,00	1
10/06/2022	FER A REPASSER CTRE DE LOISIRS	119,97	0,00	1
10/06/2022	ASPIRATEUR ENTRETIEN OFFICE	225,10	0,00	1
13/06/2022	DALLES LED CTM SEMBAT	1 379,34	0,00	1
13/06/2022	REMPLACEMENT DECENNAL EXTINCTEURS MULTI SITES	7 069,20	0,00	10
17/06/2022	MATERIELS INFORMATIQUES COMMUTATEUR	200,93	0,00	5
23/06/2022	OEUVRE DIGITALE SUR TOILE MARIANNE	200,00	0,00	0
24/06/2022	VIDEOPROJECTEUR ECOLE BROSSOLETTE	400,00	0,00	1
27/06/2022	PMI 12TER AV.DOC.LACROIX	57,50	0,00	0
07/07/2022	BADGE CTM SEMBAT & MAIRIE	368,96	0,00	1
07/07/2022	REMPLACEMENT DES APPLIQUES PAR LED SANITAIRES C.LA	104,83	0,00	1
13/07/2022	ETAGERES CRECHE ST EXUPERY	499,55	0,00	1
13/07/2022	DISJONCTEUR M MEGREZ	286,50	0,00	1
13/07/2022	LEVE PLAQUE CTM GERY	574,80	0,00	10
21/07/2022	TELEVISEUR CLP B MALON	274,99	0,00	1
25/07/2022	SIGNALETIQUE M MEGREZ	4 993,20	0,00	30
25/07/2022	DESINCECTISEUR UPC BUISSON	150,00	0,00	1
25/07/2022	PORTE SAC POUBELLE UPC BUISSON	144,00	0,00	1
25/07/2022	LED CTM SEMBAT	565,62	0,00	1
25/07/2022	ECOLE PRIMAIRE CHARLES PEGUY	362 428,47	0,00	0
28/07/2022	CREP'PARTY ROUGE CENTRE M MEGREZ	124,99	0,00	1
11/08/2022	HAUTS PARLEURS SIT	135,36	0,00	1
12/08/2022	VISSEUSE CTM GERY	348,71	0,00	1
12/08/2022	VISSEUSE CTM.GERY	348,00	0,00	1
12/08/2022	FONDS DE TRVX 3EME TRIMESTRE 2022 7 ET 7 BIS RUE	58,94	0,00	1
12/08/2022	FONDS DE TRAVX 2EME TRIM 22 7 ET 7 BIS RUE DE VER	58,81	0,00	1
23/08/2022	CHANGEMENT DE 3 COFFRETS DE SECURITE HALLE DES SP	532,48	0,00	30
23/08/2022	PISCINE PEDILUVE DALLES ETE 2022 CENTRE BME	109,00	0,00	1
24/08/2022	DRAPEAUX 80X120 CM ENTRETIEN OFFICE	121,80	0,00	1
24/08/2022	DRAPEAUX FRANCE 80X120CM HAMPE ENTRETIEN OFFICE	170,52	0,00	1
24/08/2022	TABLES ORGA 1200X600MM SALLE AMPHITHEATRE CLP A CE	309,30	0,00	1
24/08/2022	CHAISES RAJA CENTRE A.CESAIRE	478,78	0,00	1
24/08/2022	BANQUETTES 3 PLACES MODULO CENTRE A.CESAIRE	2 039,67	0,00	1
26/08/2022	POSTE D ACCUEIL 180CM SERVICE COMMERCE	386,69	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
26/08/2022	FAUTEUIL DE BUREAU ACCOUDOIRS SERVICE COMMERCE	391,73	0,00	1
15/09/2022	CHARIOT 3 PLATEAUX PRIMAIRE CHARLES PEGUY	145,20	0,00	1
15/09/2022	MEUBLES OUVERT CENTRE P.BROSSOLETTE	354,37	0,00	1
15/09/2022	SURMEUBLES CENTRE P.BROSSOLETTE	246,67	0,00	1
16/09/2022	CHARIOT ARIANE MATER KERGOMARD	109,96	0,00	1
16/09/2022	VIP ER ASP IRAT EUR PRIM PEGUY	157,51	0,00	1
16/09/2022	CHARIOT DE LAVAGE ARIANE MATERN S.BUISSON	219,91	0,00	1
16/09/2022	COMMANDE CHARIOT DE LAVAGE ARIANE MATERN MEGREZ	219,91	0,00	1
16/09/2022	CHARIOT ARIANE MATERN DESNOS	329,87	0,00	1
16/09/2022	VIPER ASPIRAT EUR POUSSIERE ECOLE J ZAY	157,51	0,00	1
16/09/2022	ASPIRATEUR ARIANE ECOLE MATERN DESNOS	157,51	0,00	1
22/09/2022	MOUSSE SET CLES MIXTE GARAGE	175,96	0,00	1
22/09/2022	M PLEINE 8 CLES GARAGE	98,33	0,00	1
22/09/2022	MOUSSE SET D IMPACT GARAGE	114,31	0,00	1
22/09/2022	SET 9 CLES GARAGE	112,73	0,00	1
23/09/2022	MACHINE A ETIQUETEUSE CTM GERY	546,86	0,00	10
23/09/2022	PLAQUE ECOLE CHARLES PEGUY	309,60	0,00	1
23/09/2022	PERCEUSES CTM GERY	465,08	0,00	10
23/09/2022	CHAUFFE EAU CTM	302,34	0,00	1
23/09/2022	OEUVRES DARTS DESSIN HUMORISTIQUES	300,00	0,00	0
23/09/2022	OEUVRES DARTS DESSIN HUMORISTIQUES	300,00	0,00	0
23/09/2022	OEUVRES DARTS DESSIN HUMORISTIQUES	300,00	0,00	0
28/09/2022	ARMOIRE CENTRE M.MEGREZ	358,06	0,00	1
28/09/2022	ARMOIRE CENTRE J.ZAY	367,58	0,00	1
28/09/2022	CAISSON CENTRE J.ZAY	216,62	0,00	1
28/09/2022	BANQUETTE CENTRE J.ZAY	335,10	0,00	1
04/10/2022	TESTEUR MORTI METRIQUE CTM GERY	542,23	0,00	1
04/10/2022	AM AVANT TRAVAUX A L'ANCIEN ESPACE JEUNESSE	495,00	0,00	1
05/10/2022	REMPLACEMENT ECLAIRAGE LED ECOLE PRIM MALON	2 221,70	0,00	1
05/10/2022	THERMOMETRES UPC M MEGREZ	176,70	0,00	1
14/10/2022	ARMOIRE CRECHE FA ST EXUPERY	413,88	0,00	15
20/10/2022	LAVE LINGE HUBLOT SERV PETITE ENFANCE	408,00	0,00	1
21/10/2022	BOITIER DE DIRECT 1ER EQUIPEMENT STUDIO MUSIQUE	210,00	0,00	1
24/10/2022	BOUILLOIRE CLUB LACROIX	32,44	0,00	1
24/10/2022	ECOLE MATERNELLE PAULINE KERGOMARD	630,00	0,00	0
24/10/2022	GROUPE SCOLAIRE BENOIT MALON	5 276,08	0,00	0
24/10/2022	MATERNELLE ROBERT DESNOS / 3-7 RUE P.LAFARGUE	504,00	0,00	0
24/10/2022	HALLE DES SPORTS	742,80	0,00	0
24/10/2022	ECOLE MATERNELLE SUZANNE BUISSON	742,80	0,00	0
24/10/2022	ESPACE ANDRE MAIGNE	630,00	0,00	0
24/10/2022	CENTRE DE LOISIRS AIME CESAIRE	1 862,59	0,00	0
24/10/2022	LE RUBAN PARC URBAIN 2018	28 679,18	0,00	0
30/10/2022	BANQUETTE ENFANTS 400MM CENTRE S.BUISSON	405,56	0,00	1
30/10/2022	FAC. F2223846 DU 05/10/2022	118,86	0,00	1
02/11/2022	CHAINES HIFI CLMP	151,99	0,00	1
21/11/2022	LUMINAIRES LED DESNOS	1 328,28	0,00	1
21/11/2022	REMPLACEMENT INTERRUPTEUR C PEGUY	3 227,52	0,00	1
21/11/2022	ROBINET J ZAY	682,62	0,00	1
21/11/2022	ROBINET J ZAY	593,76	0,00	1
21/11/2022	POIGNEE DEMI LUNE CTM GERY	5 696,40	0,00	1
21/11/2022	TRICYCLES B MALON	483,38	0,00	1
23/11/2022	BANCS 3 LAMES 1600 MM MATER JEAN ZAY	266,55	0,00	1
23/11/2022	BANCS 3 LAMES 2000MM MATER JEAN ZAY	318,94	0,00	1
23/11/2022	ARMOIRES MATER JEAN ZAY	324,06	0,00	1
23/11/2022	MEUBLE BAS MATER JEAN ZAY	275,48	0,00	1
23/11/2022	MEUBLE COLONNE MATER JEAN ZAY	206,31	0,00	1
23/11/2022	PUPITRE ET BACS MATER JEAN ZAY	569,64	0,00	1
23/11/2022	TABLES MATER JEAN ZAY	338,38	0,00	1
23/11/2022	MEUBLES 3 COLONNES MATER JEAN ZAY	274,76	0,00	1
23/11/2022	NTERVENTION 23/12/2020 SUR LES BADGES D'ACCES MCV	304,99	0,00	1
23/11/2022	AMPLIFICATEUR - STUDIO MUSIQUE (VISUEL JOINT)	225,00	0,00	1
23/11/2022	TAPIS MODULO ACM R.DESNOS	306,10	0,00	1
24/11/2022	SCIE SAUTEUSE CTM	244,79	0,00	1
24/11/2022	MEULEUSE CTM	202,73	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
25/11/2022	PLASTIFIEUSE M MEGREZ	149,87	0,00	1
25/11/2022	THERMOMETRE INFRAROUGE DM MEGREZ	75,43	0,00	1
25/11/2022	HORLOGE M MEGREZ	92,23	0,00	1
25/11/2022	BAC PLIANT M MEGREZ	39,50	0,00	1
05/12/2022	SECHE LINGE POUR L ECOLE DESNOS	288,00	0,00	10
08/12/2022	EQUIPEMENT DE MOTRICITE ECOLE P KERGOMARD	219,48	0,00	1
09/12/2022	MAITRISE D OEUVRE SQUARE M SEMBAT ESQUISSE AMENAGE	4 500,00	0,00	0
13/12/2022	ORGANIGRAMME MA BUISSON	1 147,14	0,00	1
13/12/2022	LED DIVERS BATIMENTS	5 962,48	0,00	1
13/12/2022	POSE DETECTEURS LUMINEUX PKERGOMARD	2 162,40	0,00	1
13/12/2022	CREATION D UNE TRAPPE AU SOL BUISSON	444,00	0,00	1
13/12/2022	ROBINET PRESTO SUR DIVERS SITES	1 767,83	0,00	1
14/12/2022	BANQUETTE CTRE LOISIRS B MALON	203,80	0,00	1
15/12/2022	POMPE CTM GERY	448,08	0,00	1
15/12/2022	TESTO CO2 MESUREUR OXYGENE SCE HABITAT	194,40	0,00	1
15/12/2022	THERMO ANEMOMETRE SCE HABITAT + FRAIS DE PORT	162,00	0,00	1
21/12/2022	LAVE LINGE HOTEL DE VILLE	318,00	0,00	1
22/12/2022	MAT DE POMPIER EQUIPT PEDAGOGIQUE	328,99	0,00	1
22/12/2022	PONT DE SINGE EQUIPT PEDAGOGIQUE	273,01	0,00	1
22/12/2022	POSE DE NOUVEAUX STORE HDV	147,60	0,00	1
23/12/2022	SECHE LINGE ECOLE J ZAY	299,00	0,00	1
23/12/2022	SECHE LINGE LAVE LINGE ECOLE J ZAY	298,00	0,00	1
23/12/2022	CRECHE FAMILIALE ANTOINE DE ST EXUPERY	83,34	0,00	0
26/12/2022	TAPIS CHARLES PEGUY	319,46	0,00	1
26/12/2022	TAPIS CHARLES PEGUY	292,73	0,00	1
26/12/2022	PANNEAU ECLAIRANT MATERN DESNOS	338,40	0,00	1
26/12/2022	LECTEUR CD. MATERN DESNOS	122,93	0,00	1
29/12/2022	OEUVRE - HUILE SUR BOIS SANS TITRE	160,00	0,00	0
29/12/2022	OEUVRE DE COLLAGES PHOTOGRAPHIQUES	130,00	0,00	0
29/12/2022	"OEUVRE ""NIKI"" - ACRYLIQUE"	240,00	0,00	0
29/12/2022	"OEUVRE ""LA FEMME LIBEREE"" - PEINTURE"	240,00	0,00	0
29/12/2022	"OEUVRE PHOTOGRAPHIQUE 'REFLETS"""	95,00	0,00	0
29/12/2022	"OEUVRE ""VUE EXTERIEURE DU LOUVRE"""	100,00	0,00	0
29/12/2022	'OEUVRE INTITULEE JEUX DE NEIGE	90,00	0,00	0
30/12/2022	"OEUVRE""108 MEDITATION SUR L'ELEMENT VAYU/AIR"""	250,00	0,00	0
30/12/2022	"MASKALI ""STATION KREMLIN BICETRE"""	364,99	0,00	0
30/12/2022	"ACHAT OEUVRE ""LTN8"""	320,00	0,00	0
30/12/2022	CASQUE VERTEX CTM GERY	187,30	0,00	1
30/12/2022	"OEUVRE ""REFUGE 1"""	470,00	0,00	0
TOTAL GENERAL		**3 928 544,73**	**68,21**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
17/03/2022	IVECO DAILY 6850 YC 94	28 106,00	5	28 106,00	0,00	3 000,00	3 000,00
31/12/2022	16 RUE PIERRE SEMARD LOT A [P]	35 928,44	0	0,00	35 928,44	244 700,00	208 771,56
31/12/2022	35 RUE J F KENNEDY (CES ALBERT CRON) [P]	112 921,19	0	0,00	112 921,19	700 000,00	587 078,81
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
26/12/2022	MEGANE ESTATE ZEN EA-006-EJ	19 072,92	8	14 304,00	4 768,92	11 350,00	6 581,08
29/12/2022	2 SCOOTERS KYMCO ZX50 SERV.COM/ENV.PROPRETE [P]	2 968,60	8	2 968,60	0,00	0,00	0,00
29/12/2022	PEUGEOT BOXER CONF.2.0HDI85CH IMMATR.4558WN	20 406,31	8	20 406,31	0,00	0,00	0,00
Divers							
TOTAL GENERAL		**219 403,46**					**805 431,45**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	1 203 400,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	959 050,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	153 618,55

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**16 436,49**	
60631	Réfection complète isolation appartement 12 rue A. France	1 273,70	
60631	Réfection complète isolation appartement 12 rue E.Reclus	11 563,92	
60631	Travaux électricité création prise de courant Ecole Benoît malon	1 068,28	
60631	Travaux norme de sécurité pose barre anti-panique Centre loisirs A. Cesaire	705,79	
60631	Travaux opération ADAP Ecole Peguy	1 824,80	
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**26 169,00**	
64111	Réfection complète isolation appartement 12 rue A. France	8 217,00	
64111	Réfection complète isolation appartement 12 rue E.Reclus	11 121,00	
64111	Travaux électricité création prise de courant Ecole Benoît malon	3 465,00	
64111	Travaux norme de sécurité pose barre anti-panique Centre loisirs A. Cesaire	594,00	
64111	Travaux opération ADAP Ecole Peguy	2 772,00	
72	***Travaux en régie***		***0,00***
TOTAL GENERAL		**42 605,49**	**I 0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***42 605,49***
21312	*Travaux électricité création prise de courant Ecole Benoît malon*	*4 533,28*
21312	*Travaux opération ADAP Ecole Peguy*	*4 596,80*
21318	*Travaux norme de sécurité pose barre anti-panique Centre loisirs A. Cesaire*	*1 299,79*
2132	*Réfection complète isolation appartement 12 rue A. France*	*9 490,70*
2132	*Réfection complète isolation appartement 12 rue E.Reclus*	*22 684,92*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
TOTAL GENERAL		**42 605,49**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	44 926 936,48
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**151 071 049,98**	**83 330 465,72**											**1 233 883,59**	**5 460 766,53**
1001 VIES HABITAT	2007		3-3 Bis Rue A.France A	Banque des Territoires	671 057,82	97 246,27	1,25		R	Livret A	1,270	R	Livret A	1,020	A-1		1 495,08	49 329,80
1001 VIES HABITAT	2007		3-3 Bis Rue A.France B	Banque des Territoires	674 076,37	95 924,80	1,84		R	Livret A	1,270	R	Livret A	1,020	A-1		1 474,76	48 659,47
3F RESIDENCES	2017		150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	4 398 759,95	4 048 766,31	35,75		R	Livret A	1,340	R	Livret A	1,100	A-1		45 540,39	91 268,90
3F RESIDENCES	2017		150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	1 974 338,28	1 882 706,41	55,75		R	Livret A	1,340	R	Livret A	1,100	A-1		20 976,34	24 233,62
3F RESIDENCES	2017		150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU, 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	Banque des Territoires	614 073,81	589 843,28	55,75		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,610	A-1		9 600,54	6 463,74

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F RESIDENCES	2017		150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU, 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	Banque des Territoires	895 628,53	831 152,50	35,75		R	Livret A	1,860	R	Livret A	1,610	A-1		13 654,40	16 946,98
ANTIN RESIDENCES	2000		FINANCEMENT DE 148 LOGEMENTS AU KREMLIN BICETRE	Crédit Foncier de France	5 226 263,61	1 557 084,04	4,16		F	Taux Fixe	5,820	F	Taux Fixe	5,700	A-1		99 721,44	305 104,23
ANTIN RESIDENCES	2017		CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	1 359 060,00	1 275 744,74	35,00		R	Livret A	1,860	R	Livret A	1,610	A-1		20 927,10	24 074,85
ANTIN RESIDENCES	2017		CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	1 273 000,00	1 237 757,51	55,00		R	Livret A	1,860	R	Livret A	1,610	A-1		20 113,91	11 553,87
APOGEI 94	2009		RECONSTRUCTION IMPRO SEGUIN	Banque des Territoires	1 129 250,00	684 156,29	26,00		R	Livret A	1,350	R	Livret A	1,100	A-1		7 930,87	36 831,25
CDC HABITAT	1987		Quartier du Fort E	Banque des Territoires	1 385 593,87	133 665,75	1,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,020	A-1		2 054,99	67 804,20
CDC HABITAT	1987		Quartier du Fort C	Banque des Territoires	1 293 209,77	124 753,62	1,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,020	A-1		1 917,98	63 283,37
CDC HABITAT	1987		Quartier du Fort B	Banque des Territoires	4 847 878,75	467 666,11	1,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,020	A-1		7 189,96	237 231,52
CDC HABITAT	1990		QUARTIER DU FORT F	Banque des Territoires	6 054 743,04	859 069,40	2,75		R	Livret A	2,300	R	Livret A	2,950	A-1		2 726,64	280 621,47
CDC HABITAT	1993		ZAC G.PERI	Banque des Territoires	3 931 411,10	1 019 063,99	5,25		R	Livret A	2,300	R	Livret A	1,800	A-1		21 431,13	171 554,45
CDC HABITAT	1988		QUARTIER DU FORT A	Banque des Territoires	3 028 841,85	437 061,76	2,09		R	Livret A	1,520	R	Livret A	1,020	A-1		5 973,27	148 553,16
CDC HABITAT SOCIAL	2011		1BIS - 11 RUE BABEUF	Banque des Territoires	2 641 559,19	957 261,75	5,42		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,700	A-1		19 046,64	163 129,01
CDC HABITAT SOCIAL	2011		1 BIS - 11 RUE BABEUF	Banque des Territoires	1 128 087,78	408 802,21	5,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,700	A-1		8 133,94	69 664,85
CDC HABITAT SOCIAL	1998		ZAC Salengro / 66 PLA	Banque des Territoires	3 226 969,92	1 029 736,22	7,42		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,700	A-1		19 760,32	132 635,50
CDC HABITAT SOCIAL	1997		1bis-11 rue Babeuf / 94 PLAA	Banque des Territoires	91 469,40	26 447,12	6,17		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,700	A-1		515,50	3 876,70
CDC HABITAT SOCIAL	1998		1bis-11 rue Babeuf/94 PLA	Banque des Territoires	1 127 512,93	359 792,90	7,42		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,700	A-1		6 904,31	46 343,24
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	287 074,00	279 271,81	55,50		R	Livret A	1,200	R	Livret A	0,960	A-1		2 702,40	2 228,51

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	1 700 912,00	1 654 684,01	55,50		R	Livret A	1,200	R	Livret A	0,960	A-1		16 011,72	13 203,91
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	1 555 461,00	1 488 708,03	35,50		R	Livret A	1,320	R	Livret A	1,100	A-1		16 744,94	33 559,05
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	501 227,00	501 227,00	10,50		R	Livret A	1,300	R	Livret A	1,100	A-1		5 513,50	0,00
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	185 519,00	176 272,35	35,50		R	Livret A	0,540	R	Livret A	0,300	A-1		542,71	4 630,25
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	656 922,00	639 067,94	55,50		R	Livret A	1,200	R	Livret A	0,960	A-1		6 184,01	5 099,58
CDC HABITAT SOCIAL	2000		1BIS-11 RUE BABEUF/94 PLA	Banque des Territoires	557 963,40	200 769,10	9,84		R	Livret A	2,200	R	Livret A	3,000	A-1		1 091,65	19 667,91
CDC HABITAT SOCIAL	2004		CONSTRUCTION DE 42 LOGTS 7 RUE CHARLES RICHET	Banque des Territoires	1 531 440,00	909 138,65	16,58		R	Livret A	2,200	R	Livret A	1,700	A-1		16 345,26	52 347,02
CDC HABITAT SOCIAL	2004		ACQUISITION TERRAIN 7 RUE CHARLES RICHET	Banque des Territoires	1 527 996,00	1 173 965,68	31,58		R	Livret A	2,200	R	Livret A	1,700	A-1		20 577,84	36 495,56
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	294 970,00	283 500,59	35,50		R	Livret A	1,820	R	Livret A	1,610	A-1		4 657,43	5 780,50
COOPERATIF FONCIERE FRANCILIENNE	2019		PORTAGE LONG FINANCIER 8 RUE DELECLUZE	Banque des Territoires	851 062,06	821 231,49	56,67		R	Livret A	1,580	R	Livret A	1,100	A-1		9 147,10	10 322,75
EMMAUS HABITAT	2018		1344672	Banque des Territoires	447 598,40	362 999,84	19,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,060	A-1		5 763,30	19 307,41
EMMAUS HABITAT	2018		1344673	Banque des Territoires	2 201 527,03	1 800 160,47	19,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,370	A-1		37 707,21	92 013,03
ETAI	2003		Rénovation du foyer jour 16, rue A.France	Banque des Territoires	262 485,00	62 996,40	5,92		R	Livret A	1,950	R	Livret A	1,700	A-1		1 249,43	10 499,40
ETAI	2003		ACQUISITION ET AMELIORATION DE LA RESIDENCE COMMUNAUTAIRE	Crédit Mutuel	247 213,50	102 295,06	12,00		R	Livret A	3,170	R	Livret A	2,310	A-1		2 469,69	8 524,57
ETAI	2004		CONSTRUCTION FOYER DE VIE ET HEBERGEMENT 16 RUE ANATOLE FRANCE	Crédit Mutuel	2 679 682,50	1 108 834,16	12,00		V	Livret A	3,030	V	Livret A	2,980	A-1		34 534,81	92 402,82

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT & HUMANISME	2006		ACQUISITION D'UN LOGT. 36 DANTON	Banque des Territoires	10 000,00	6 369,36	18,09		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,000	A-1		66,72	303,03
HABITAT & HUMANISME	2008		acquisit°1 logt 47 bis rue G.Péri	Banque des Territoires	30 000,00	17 697,64	20,16		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		56,30	1 069,77
IMMOBILIERE 3F	2007		3-15 Rue J.F. Kennedy A	Banque des Territoires	3 736 370,89	1 479 826,44	7,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,700	A-1		28 361,69	188 508,28
IMMOBILIERE 3F	2007		3-15 Rue J.F. Kennedy B	Banque des Territoires	523 575,19	201 535,91	7,33		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,700	A-1		3 862,55	25 672,73
IMMOBILIERE 3F	2006		30-32 Av.Fontainebleau	Banque des Territoires	3 135 039,40	795 611,05	5,59		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,700	A-1		15 978,30	144 288,84
IMMOBILIERE 3F	2006		55 Log. PLA ZAC G.PERI	Banque des Territoires	3 169 999,73	1 308 845,71	7,16		R	Inflation FR Hors Tabac	3,450	R	Inflation FR Hors Tabac	4,150	A-1		57 811,67	142 246,26
IMMOBILIERE 3F	1998		6 Log. PLATS ZAC G.PERI	Banque des Territoires	237 443,70	63 954,02	7,16		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,300	A-1		944,15	8 672,83
KREMLIN BICETRE HABITAT	2015		FINANCER REMPLACEMENT DE CHAUDIERES ET INSTALLATIONS DE POMPE A CHALEUR	La Banque Postale	1 700 000,00	578 574,43	3,04		F	Taux Fixe	1,390	F	Taux Fixe	1,390	A-1		9 546,30	172 837,06
KREMLIN BICETRE HABITAT	1996		CONSTRUCTION DE 92 LOGEMENTS PLA ZAC LACROIX GAMBETTA	CIL	190 561,27	45 986,18	4,00		F	Taux Fixe	2,500	F	Taux Fixe	2,500	A-1		1 419,76	10 804,20
KREMLIN BICETRE HABITAT	2017		ACQUISITION ANCIEN LOCAL CPAM 28/34 RUE BENOIT MALON	Crédit Agricole	1 100 000,00	832 864,30	14,42		F	Taux Fixe	1,670	F	Taux Fixe	1,660	A-1		14 349,51	50 397,77
KREMLIN BICETRE HABITAT	2018		ACQUISITION DU PAVILLON AU 37 AVENUE CHARLES GIDE	La Banque Postale	400 000,00	302 462,12	10,96		F	Taux Fixe	1,600	F	Taux Fixe	1,590	A-1		5 057,76	24 967,92
LA SABLIERE	1999		Construction de 2 log.PLATS	Banque des Territoires	54 660,15	18 956,82	8,00		R	Livret A	1,550	R	Livret A	1,300	A-1		274,91	2 190,24
LA SABLIERE	2021		1365524	Banque des Territoires	686 445,36	614 325,38	8,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,400	A-1		9 610,24	72 119,98
LOGIREP	2020		ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	72 000,00	72 000,00	37,84		R	Taux Fixe	0,000	R	Taux Fixe	0,000	A-1		0,00	0,00
LOGIREP	2020		ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	315 644,00	304 044,54	37,84		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,550	A-1		4 803,28	5 844,33

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIREP	2020		ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	599 645,00	591 913,34	77,83		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,550	A-1		9 235,04	3 895,56
PARIS HABITAT	2015		Construction 17 logts 7 bld C.Géry	Banque des Territoires	950 054,35	792 726,77	32,58		R	Livret A	1,690	R	Livret A	1,440	A-1		11 766,56	24 395,16
PARIS HABITAT	2015		Construction 17 logts 7 bld C.Géry	Banque des Territoires	310 566,18	259 588,41	32,58		R	Livret A	1,690	R	Livret A	1,440	A-1		3 851,42	7 871,58
PARIS HABITAT	2016		Réhabilitation 58 logts 7 bld C.Géry	Banque des Territoires	1 556 054,29	1 273 218,58	19,00		R	Livret A	1,350	R	Livret A	1,100	A-1		14 667,88	60 224,77
PARIS HABITAT	2016		Construction 10 logts 7 bld C.Géry	Banque des Territoires	901 852,00	805 852,39	34,00		R	Livret A	1,350	R	Livret A	1,100	A-1		9 097,05	21 151,72
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019		ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	60 216,56	58 797,41	38,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		180,65	1 419,15
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019		ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	80 288,75	78 798,00	48,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		240,87	1 490,75
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019		ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	202 648,97	199 587,20	48,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,100	A-1		2 229,14	3 061,77
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019		ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	202 648,97	198 588,47	38,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,100	A-1		2 229,14	4 060,50
SEQENS	2010		21 logements PLA LM ZAC Salengro modifié	Banque des Territoires	1 109 780,97	624 384,15	10,17		F	Taux Fixe	0,000	F	Taux Fixe	3,610	A-1		23 351,19	49 628,17
SEQENS	1999		Renégociation Prêt N.42/0882263	Banque des Territoires	414 583,60	94 841,48	3,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,800	A-1		2 131,17	23 557,01
SEQENS	1999		Renégociation du Prêt N.68/08826	Banque des Territoires	973 185,42	222 629,05	3,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,800	A-1		5 002,67	55 297,26
SEQENS	1999		Renégociation du Prêt N.67/0882265	Banque des Territoires	223 124,20	51 042,62	3,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,800	A-1		1 146,97	12 678,12
SEQENS	1999		Renégociation Prêt N.43/0882266	Banque des Territoires	177 701,82	40 651,65	3,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,800	A-1		913,48	10 097,17
SEQENS	2018		1346065	Banque des Territoires	1 378 070,77	1 107 117,87	18,17		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,700	A-1		19 970,05	67 591,17
SEQENS	2020		ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	420 575,37	420 575,37	59,16		R	Livret A	1,690	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	0,00
SEQENS	2020		ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	23 083,79	23 083,79	39,16		R	Livret A	0,800	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEQENS	2020		ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	158 553,66	158 553,66	59,16		R	Livret A	1,690	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	0,00
SEQENS	2020		ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	70 506,16	70 506,16	39,16		R	Livret A	2,110	R	Livret A	2,110	A-1		1 570,98	0,00
SEQENS	2020		ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	409 519,34	409 519,34	59,16		R	Livret A	1,690	R	Livret A	1,690	A-1		6 780,32	0,00
SEQENS	2020		AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 , RUE CHARLES BICHET	Banque des Territoires	2 527 334,50	2 527 334,50	14,58		R	Livret A	3,920	R	Livret A	2,050	A-1		0,00	0,00
SEQENS	2020		AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 , RUE CHARLES BICHET	Banque des Territoires	1 018 485,86	1 018 485,86	14,58		R	Livret A	3,920	R	Livret A	2,050	A-1		0,00	0,00
VALDEVY	2007		REHAB.50 LOGT 135 G.PERI	Banque des Territoires	404 853,00	86 941,96	4,75		R	Livret A	1,380	R	Livret A	1,150	A-1		1 193,03	16 799,83
VALDEVY	2006		RENEGOCIATION CONTRAT N°134 ET 151	Banque des Territoires	1 658 667,48	164 761,08	2,67		R	Livret A	1,550	R	Livret A	1,100	A-1		2 403,40	53 729,62
VALDEVY	2006		RENEGOCIATION CONTRAT N°140/145/146/147/148/149	Banque des Territoires	2 026 335,14	621 567,55	6,18		R	Livret A	2,640	R	Livret A	1,800	A-1		20 290,45	75 012,21
VALDEVY	2006		RENEGOCIATION DES CONTRATS N°49 ET 81	Banque des Territoires	6 049 490,56	3 215 786,04	14,07		R	Livret A	2,000	R	Livret A	1,800	A-1		61 219,92	185 320,90
VALDEVY	2006		RENEGOCIATION CONTR. N°150-154-157-163-164-168-175	Banque des Territoires	6 357 610,28	2 186 671,86	8,07		R	Livret A	1,850	R	Livret A	1,710	A-1		41 205,41	223 000,96
VALDEVY	2006		1095907	Banque des Territoires	47 859,81	0,00	-0,44		F	Taux Fixe	1,990	F	Taux Fixe	1,990	A-1		66,87	3 359,84
VALDEVY	2009		Améliorat°261 logts 19 rue Mars 1962	Banque des Territoires	2 020 000,00	843 746,26	6,33		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,750	A-1		7 205,39	116 972,86
VALDEVY	2010		CONST.5 LOGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	236 268,00	178 641,65	22,00		R	Livret A	1,860	R	Livret A	1,630	A-1		3 015,54	6 360,58
VALDEVY	2010		CONST.5LOGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	261 226,00	232 465,62	37,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,630	A-1		3 860,81	4 393,82
VALDEVY	2010		ACQ/AMEL.2LGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	190 481,00	154 827,08	27,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,100	A-1		1 754,80	4 700,05
VALDEVY	2010		CONSTR.1LGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	38 186,00	29 954,50	27,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		92,94	1 024,03
VALDEVY	2010		AMELI.616 LOGT RUES SEVERINE/GIDE	Banque des Territoires	1 270 180,00	499 904,34	7,00		R	Livret A	1,350	R	Livret A	1,100	A-1		6 153,09	59 467,59
VALDEVY	2010		Réhabilitat°ascenseurs Martinets	Banque des Territoires	1 711 728,00	889 724,64	12,25		R	Livret A	1,350	R	Livret A	1,100	A-1		10 483,73	63 341,80

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALDEVY	2013		RUE 19 MARS 1962	Banque des Territoires	786 731,00	647 512,99	30,09		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,100	A-1		7 314,59	17 449,83
VALDEVY	2013		CONSTR.10 LOGEMENTS	Banque des Territoires	87 415,00	69 749,97	30,09		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		215,68	2 143,94
VALDEVY	2011		52/52bis RUE DE LA CONVENTION	Banque des Territoires	419 644,00	251 224,48	13,42		R	Livret A	1,350	R	Livret A	1,100	A-1		2 945,13	16 514,98
VALDEVY	2013		CONSTR.1 LOGT RUE DU 9 MARS 1962	Banque des Territoires	49 394,00	39 412,36	30,42		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		121,87	1 211,44
VALDEVY	2015		REHAB 120 LOGT 50 R M SEMBAT	Banque des Territoires	847 795,00	565 075,89	12,25		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,500	A-1		3 035,22	41 967,91
VALDEVY	2016		CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	7 430 504,86	6 653 426,47	35,67		R	Livret A	1,370	R	Livret A	1,100	A-1		75 404,75	201 550,58
VALDEVY	2016		CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	2 258 686,59	2 063 814,73	45,67		R	Livret A	1,410	R	Livret A	1,100	A-1		23 262,42	50 950,73
VALDEVY	2016		CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	1 390 611,45	1 230 270,42	35,67		R	Livret A	0,580	R	Livret A	0,300	A-1		3 814,26	41 150,72
VALDEVY	2016		CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	441 217,87	398 704,83	45,67		R	Livret A	0,570	R	Livret A	0,300	A-1		1 229,10	10 995,86
VALDEVY	2015		REHAB 88 PARKINGS RUE 19 MARS 1962	Banque des Territoires	1 877 677,00	1 434 829,82	13,50		R	Livret A	1,350	R	Livret A	1,350	A-2		20 055,44	102 775,51
VALDEVY	2016		ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	53 557,00	48 316,04	33,59		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		148,99	1 347,90
VALDEVY	2016		ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	25 326,00	23 406,13	43,58		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		71,71	496,93
VALDEVY	2016		ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	304 445,00	285 298,33	43,58		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,100	A-1		3 193,51	5 020,68
VALDEVY	2016		ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	750 756,00	687 047,81	33,59		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,100	A-1		7 740,02	16 590,69
VALDEVY	2016		REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	Banque des Territoires	522 000,00	433 300,73	18,58		F	Taux Fixe	0,000	F	Taux Fixe	0,250	A-1		1 140,31	22 822,32
VALDEVY	2015		REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	Banque des Territoires	648 538,00	560 589,39	23,58		R	Livret A	1,350	R	Livret A	1,720	A-2		9 752,99	17 778,79
VALDEVY	2018		REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	Banque des Territoires	400 000,00	365 186,35	20,84		F	Taux Fixe	0,500	F	Taux Fixe	0,250	A-1		956,48	17 405,69
VALDEVY	2018		REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	Banque des Territoires	1 064 507,00	979 563,53	20,84		R	Livret A	1,340	R	Livret A	1,100	A-1		11 244,21	42 637,80

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALDEVY	2018		REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	Banque des Territoires	753 130,00	693 033,19	20,84		R	Livret A	1,340	R	Livret A	1,100	A-1		7 955,19	30 165,89
VALDEVY	2018		REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	Banque des Territoires	661 500,00	603 926,94	20,84		F	Taux Fixe	0,500	F	Taux Fixe	0,250	A-1		1 581,78	28 784,65
VALOPHIS HABITAT	2010		CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	Banque des Territoires	424 486,00	330 475,21	31,25		R	Livret A	1,350	R	Livret A	1,100	A-1		3 734,80	9 051,86
VALOPHIS HABITAT	2010		CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	Banque des Territoires	829 200,00	591 026,85	25,25		R	Livret A	1,750	R	Livret A	1,500	A-1		9 155,41	19 333,67
VALOPHIS HABITAT	2010		CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	Banque des Territoires	591 000,00	501 564,65	37,25		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,630	A-1		8 330,03	9 480,05
VALOPHIS HABITAT	2010		ACQUISITION 9 LOGTS 11/13 RUE 14 JUILLET	Banque des Territoires	832 304,16	663 813,43	32,75		R	Livret A	1,390	R	Livret A	1,100	A-1		7 495,17	17 566,00
VALOPHIS HABITAT	2010		ACQUISITION 9 LOGTS RUE 14 JUILLET FONCIER	Banque des Territoires	273 000,00	226 292,50	37,75		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,100	A-1		2 541,76	4 776,59
VALOPHIS HABITAT	2010		114 CONST 114 LOGTS PLATS ZAC LACROIX GAMBETTA 41 RUE G.PERI	Banque des Territoires	2 719 266,14	1 477 562,21	17,33		R	Livret A	1,750	R	Livret A	1,500	A-1		23 260,58	73 142,86
VALOPHIS HABITAT	2009		1186594	Banque des Territoires	583 220,22	402 952,52	28,92		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,700	A-1		7 130,14	16 467,20
VALOPHIS HABITAT	2009		1201036	Banque des Territoires	279 923,97	120 789,55	6,92		R	Euribor 3 mois	0,000	R	Euribor 3 mois	0,380	A-2		486,56	15 283,92
VALOPHIS HABITAT	2009		1201103	Banque des Territoires	1 338 953,53	740 114,11	10,67		R	Euribor 3 mois	0,000	R	Euribor 3 mois	0,380	A-2		2 937,68	57 515,01
VALOPHIS HABITAT	1998		CONSTRUCTION DE 13 LOGS PLATS 32 A 48 RUE E.RECLUS	Banque des Territoires	445 252,52	183 575,35	17,33		R	Livret A	1,550	R	Livret A	1,300	A-1		2 506,85	9 258,90
VALOPHIS HABITAT	2015		CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	1 102 503,00	986 901,52	42,84		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,100	A-1		11 052,56	17 876,60
VALOPHIS HABITAT	2015		CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	1 033 577,00	352 497,96	32,84		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,100	A-1		3 974,51	8 821,03
VALOPHIS HABITAT	2015		CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	126 691,00	110 716,76	42,84		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		339,38	2 408,93
VALOPHIS HABITAT	2015		CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	118 771,00	99 585,10	32,84		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		307,36	2 866,73
VALOPHIS HABITAT	1998		6 LOGTS PLATS 11 BIS RUE E.RECLUS ET GABRIEL PERI	Banque des Territoires	307 358,27	122 080,11	17,17		R	Livret A	1,550	R	Livret A	1,300	A-1		1 667,09	6 157,29
VALOPHIS HABITAT	2001		Constr logts PLA ZAC Lacroix-Gambetta	Banque des Territoires	927 433,99	465 803,07	17,17		R	Livret A	1,740	R	Livret A	1,300	A-1		6 313,40	19 843,14

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALOPHIS HABITAT	2001		Acquisition terrain ZAC Lacroix-Gambetta	Banque des Territoires	367 963,37	248 314,87	28,92		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,300	A-1		3 353,78	9 668,59
VALOPHIS HABITAT	2003		FINANCEMENT D UN PRET CDC N 1041	Crédit Foncier de France	2 883 620,17	0,00	-0,99		F	Taux Fixe	0,000	F	Taux Fixe	4,100	A-1		576,56	56 249,46
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	40 646,16	39 661,54	57,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,050	A-1		421,64	494,88
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	289 012,65	278 523,21	37,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,610	A-1		4 569,34	5 286,60
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	115 816,95	110 349,74	37,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		339,26	2 737,70
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	62 860,80	61 338,05	57,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,050	A-1		652,09	765,35
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	508 402,55	496 086,93	57,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,050	A-1		5 273,91	6 189,97
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	231 406,41	222 081,97	37,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,100	A-1		2 494,47	4 687,72
TOTAL GENERAL					**151 071 049,98**	**83 330 465,72**											**1 233 883,59**	**5 460 766,53**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	3 556 589,38
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**3 556 589,38**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**47 060 601,12**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**7,56**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					**25 235 269,09**	**25 235 269,09**	**0,00**
2009	Acquisition 18/20 rue de la Réunion	E.P.F.I.F	6	X	160 843,77	160 843,77	0,00
2009	Acquisition 173 rue Gabriel Péri	E.P.F.I.F	6	X	216 228,36	216 228,36	0,00
2009	Acquisition 3 rue Professeur Bergonié (lots2/5)	E.P.F.I.F	6	X	178 911,29	178 911,29	0,00
2009	Acquisition 3 rue Professeur Bergonié (lots1/6/7 et 8)	E.P.F.I.F	6	X	133 253,95	133 253,95	0,00
2009	Acquisition 3 rue Professeur Bergonié (lots 3/4)	E.P.F.I.F	6	X	163 090,00	163 090,00	0,00
2009	Acquisition 128 avenue Charles Gide	E.P.F.I.F	6	X	251 042,18	251 042,18	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lots 19/20/21/22/23/28)	E.P.F.I.F	6	X	309 661,02	309 661,02	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lot N.48)	E.P.F.I.F	6	X	92 494,00	92 494,00	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lot N.16)	E.P.F.I.F	6	X	91 434,52	91 434,52	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lot N.31/32/33/34 et 35)	E.P.F.I.F	6	X	206 000,00	206 000,00	0,00
2009	Acquisition 62/66 rue du Général Leclerc (lots 28/34)	E.P.F.I.F	6	X	177 910,00	177 910,00	0,00
2010	Acquisition 5 rue Professeur Bergonié	E.P.F.I.F	5	X	220 000,00	220 000,00	0,00
2010	Acquisition 119 avenue Charles Gide	E.P.F.I.F	5	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2010	Acquisition 131 avenue Charles Gide	E.P.F.I.F	0	X	200 000,00	200 000,00	0,00
2010	Acquistion 169 rue G.Péri - 24 rue de la Réunion - 124 Av. Ch. Gide - 126 av. Ch.Gide	E.P.F.I.F	5	X	700 000,00	700 000,00	0,00
2010	Acquisition 62/66 rue du Général Leclerc (lot 35)	E.P.F.I.F	5	X	90 000,00	90 000,00	0,00
2010	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lots 39/46)	E.P.F.I.F	5	X	80 000,00	80 000,00	0,00
2010	Acquisition 68 rue du Général Leclerc (lot 9	E.P.F.I.F	5	X	65 000,00	65 000,00	0,00
2010	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lots 24/25/26/27/29/30/54)	E.P.F.I.F	5	X	230 000,00	230 000,00	0,00
2011	Acquisition 3 rue Professeur Bergonié (lots 9/10 et 11)	E.P.F.I.F	4	X	45 000,00	45 000,00	0,00
2011	Acquisition 11 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	4	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2011	Acquisition 4 rue de la Réunion	E.P.F.I.F	4	X	140 000,00	140 000,00	0,00
2011	Acquisition 4 rue Rossel	E.P.F.I.F	4	X	410 000,00	410 000,00	0,00
2011	Acquisition 13 rue Babeuf	E.P.F.I.F	4	X	290 000,00	290 000,00	0,00
2012	Acquisition 5/7 rue de l'avenir et 2/4 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	3	X	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00
2012	Acquisition 11 rue Professeur Bergonié	E.P.F.I.F	3	X	235 000,00	235 000,00	0,00
2012	Acquisition 68 rue du Général Leclerc (lot 12)	E.P.F.I.F	3	X	65 000,00	65 000,00	0,00
2012	Acquisition 66 rue du Général Leclerc (lot 6)	E.P.F.I.F	3	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2012	Acquisition 68 rue du Général Leclerc (lots 6+7)	E.P.F.I.F	3	X	90 000,00	90 000,00	0,00
2013	Acquisition 12 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	2	X	400 000,00	400 000,00	0,00
2013	Acquisition 66 rue du Général Leclerc (boulangerie/local commercial lots12/1/4/7)	E.P.F.I.F	2	X	470 000,00	470 000,00	0,00
2013	Acquisition 66 rue du Général Leclerc (lot 3/11)	E.P.F.I.F	2	X	140 000,00	140 000,00	0,00
2013	Acquisition 66 rue du Général Leclerc (lots 2/8/9)	E.P.F.I.F	2	X	160 000,00	160 000,00	0,00
2014	Acquisition 66 rue du général Leclerc (lot 5)	E.P.F.I.F	2	X	140 000,00	140 000,00	0,00
2014	Acquisition 6 rue de la réunion	E.P.F.I.F	1	X	350 000,00	350 000,00	0,00
2015	Acquisition 12 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	5	X	380 000,00	380 000,00	0,00
2016	Acquisition 23 b rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	4	X	410 000,00	410 000,00	0,00
2016	Acquisition 13 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	4	X	380 000,00	380 000,00	0,00
2016	Acquisition 8 rue de l avenir	E.P.F.I.F	4	X	600 000,00	600 000,00	0,00
2016	Acquisition 19 rue de la réunion	E.P.F.I.F	4	X	320 000,00	320 000,00	0,00
2016	Acquistion 62 rue du général Leclerc (lots 31/32/33/18/10)	E.P.F.I.F	4	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2016	Acquisition 10 rue de lavenir	E.P.F.I.F	4	X	380 000,00	380 000,00	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
2016	Acquisition 20 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	4	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2017	Acquisition 5 rue R Schuman	E.P.F.I.F	3	X	315 000,00	315 000,00	0,00
2017	Acquisition 19 rue R Schuman	E.P.F.I.F	3	X	342 000,00	342 000,00	0,00
2017	Acquisition 20 rue R Schuman	E.P.F.I.F	3	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2017	Acquisition 15 rue de la Réunion	E.P.F.I.F	3	X	540 000,00	540 000,00	0,00
2017	Acquisition 10 bis rue Rossel	E.P.F.I.F	3	X	450 000,00	450 000,00	0,00
2017	Acquisition 11 rue de la réunion	E.P.F.I.F	1	X	198 000,00	198 000,00	0,00
2018	Acquisition 72 rue du Général Leclerc lots 40 et 41	E.P.F.I.F	2	X	125 000,00	125 000,00	0,00
2018	Acquisition 72 rue du Général Leclerc lot 47	E.P.F.I.F	2	X	60 000,00	60 000,00	0,00
2018	Acquisition 74 rue du Général Leclerc lots 106/115/117/119/122	E.P.F.I.F	2	X	240 000,00	240 000,00	0,00
2018	Acquisition 12 rue Rossel (2 appartements)	E.P.F.I.F	2	X	540 000,00	540 000,00	0,00
2018	Acquisition 2-2b rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	2	X	245 000,00	245 000,00	0,00
2018	Participation capital	Agence France Locale	3	A	182 400,00	182 400,00	0,00
2019	Acquisition 68 avenue du Général Leclerc	E.P.F.I.F	1	X	70 000,00	70 000,00	0,00
2019	Acquisition 72 avenue du Général Leclerc (lots 37/38 et 51)	E.P.F.I.F	1	X	120 000,00	120 000,00	0,00
2019	Acquisition 12 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	1	X	450 000,00	450 000,00	0,00
2019	Acquisition 7 rue de la réunion	E.P.F.I.F	1	X	425 000,00	425 000,00	0,00
2019	Acquisition 9 rue du Professeur Bergonié	E.P.F.I.F	1	X	270 000,00	270 000,00	0,00
2019	Acquisition 135 avenue de Fontainebleau (loft à usage mixte)	E.P.F.I.F	1	X	675 000,00	675 000,00	0,00
2019	Acquisition 66 rue du Général Leclerc (lot 17)	E.P.F.I.F	1	X	10 000,00	10 000,00	0,00
2019	Acquisition 23 rue R Schuman	E.P.F.I.F	1	X	495 000,00	495 000,00	0,00
2020	Acquisition 15 rue Babeuf	E.P.F.I.F	1	X	430 000,00	430 000,00	0,00
2020	Acquisition 195 rue G Péri	E.P.F.I.F	1	X	450 000,00	450 000,00	0,00
2020	Acquisition 14 rue de l avenir	E.P.F.I.F	1	X	282 000,00	282 000,00	0,00
2020	Acquisition 76 rue du général Leclerc	E.P.F.I.F	1	X	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00
2020	Acquisition 12 rue Rossel	E.P.F.I.F	1	X	1 060 000,00	1 060 000,00	0,00
2020	Acquisition 197 rue Gabriel Péri	E.P.F.I.F	1	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2021	Acquisition 125 avenue de Fontainebleau	E.P.F.I.F	1	X	3 600 000,00	3 600 000,00	0,00
2021	Acquisition 21 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	1	X	230 000,00	230 000,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL					**25 235 269,09**	**25 235 269,09**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
ADASE	61 250,00	Centre 1 rue Jean Mermoz - 2 place Edouard Herriot
ADIL 94	3 762,75	
Accueil Fraternel 94	350,00	Permanence les samedis 3 rue I. Rabin
Amicale des boulistes du KB	650,00	
Art cur	750,00	
CIFF CIDF du Val de Marne	14 000,00	
COS (Comité des uvres Sociales)	113 108,00	Local Espace André Maigné
Cats love KB	1 000,00	
Citoyenneté active	7 000,00	Halle des sports, gymnase Jacques Ducasse et salle d'armes C.O.S.E.C.
Club Sportif et Athlétique du Kremlin-Bicêtre C.S.A.K.B	275 000,00	Ensemble des Installations Sportives
Compagnie les oiseaux de nuit	700,00	
Compagnie the singing mice	1 600,00	
Confédération générale du logement	200,00	
Croix rouge française	350,00	Maison de la citoyenneté salle 5-6 et 3-4 tous les samedis
Culture du cur en Val de Marne	500,00	
Culturelle franco-portugaise	250,00	Salle polyvalente 1 rue Jean Mermoz les vendredis
Dessine moi mon répi	500,00	
Deter A D	150,00	
EVADEH	1 000,00	
Echange	200,00	
Française de protect	150,00	
Fraternité Boganda	250,00	
KB API	600,00	
Karotte	200,00	Distribution ECAM les mardis
Kremlin-Bicêtre Futsal	51 750,00	Gymnase Jacques Ducasse et halle des sports
Kremlinpro	550,00	Atelier les mardis 23 rue du Général Leclerc
L'arbre sec	200,00	Espace André Maigné 1/4 salle les mardis
L'atelier des arts	950,00	
L'un est l'autre	350,00	Permanence du lundi au vendredi 25 ave Charles Gide
La grange aux queulx	1 700,00	
La ruche du KB	600,00	
Les buveurs de thé	200,00	
Les petits cailloux	65 000,00	
Les restaurants du cur	350,00	
Maison des parents KB	550,00	
O.M.S. (Office minicipale des sports)	2 000,00	
RESF (Réseau Education Sans Frontières)	250,00	
Rafamiray	250,00	
Redige assistance	1 200,00	
SOS enfants	350,00	
Secours catholique	350,00	Maison de la citoyenneté cours de français mardi et jeudi
Si les classiques m'étaient contes	600,00	
Soc des membres de la légion d'honneur	200,00	
Sociétat Valentinas	250,00	
Stop à l'alcool	300,00	Maison de la citoyenneté bureau associatif B et salle 5-6 chaque dernier samedi du mois
To mix or not to mix	1 250,00	Centre social Germaine Tillion les lundis
UFAC	2 800,00	
USKB Union Sportive du Kremlin-Bicêtre	56 000,00	Salle de tennis de table salle Omnisports du C.OS.E.C.
Vie fête et rencontre sur haut Bicêtre	300,00	
Voix et spectacle	1 300,00	Espace André Maigné tous les mardis et mercredis
Zazany Madagascar	250,00	
Entreprises		
Personnes physiques		
Personnes physiques	25 917,75	
Autres		
Personnes de droit public		

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
C.C.A.S. (Centre Communal d'Action Sociale)	408 264,04	
Autres		
TOTAL GENERAL	**1 107 552,54**	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice N	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
AP 2018013N Aménagement locaux contre social	0,00	0,00	0,00	101 499 492,00	0,00	0,00	640,80
AP 2019015 Aménagement nouvelle espace jeunesse	0,00	0,00	0,00	1 581 465,49	0,00	0,00	2 279,18
AP 2015011 Mise en uvre videoprojection	0,00	0,00	0,00	6 199 626,46	0,00	20 550,55	23 532,56
AP 2018012 Ruban vert - Projet parc urbain	0,00	0,00	0,00	4 145 635,04	0,00	22 633,17	3 237,60

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

Libellé de la recette : Taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N :			**0,00**
Recettes			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
73	7362	Taxes de séjour	252 043,35
Total recettes			**252 043,35**
Dépenses			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
Total dépenses			**0,00**
Reste à employer au 31/12/N :			**252 043,35**

Libellé de la recette : Taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N :			**0,00**
Recettes			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
Total recettes			**0,00**
Dépenses			
Chapitres	**Articles**	**Libellé de l'article**	**Montant**
11	611	Contrats de prestations de services	94 999,07
11	6135	Locations mobilières	1 243,30
11	6226	Honoraires	5 000,00
11	6232	Fêtes et cérémonies	149 843,50
11	6236	Catalogues et imprimés	957,48
Total dépenses			**252 043,35**
Reste à employer au 31/12/N :			**-252 043,35**

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		**0,00**	
TOTAL Recettes	**252 043,35**	**Total Dépenses**	**252 043,35**
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**148,00**	**8,00**	**156,00**	**94,00**	**38,00**	**132,00**
Adjoint administratif territorial	C	33,00	2,00	35,00	25,00	12,00	37,00
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	C	21,00	2,00	23,00	15,00	0,00	15,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	28,00	4,00	32,00	27,00	2,00	29,00
Attaché	A	28,00	0,00	28,00	11,00	7,00	18,00
Attaché principal	A	4,00	0,00	4,00	5,00	3,00	8,00
Rédacteur	B	26,00	0,00	26,00	4,00	12,00	16,00
Rédacteur principal de 1ère classe	B	4,00	0,00	4,00	4,00	1,00	5,00
Rédacteur principal de 2ème classe	B	4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**203,00**	**106,00**	**309,00**	**200,00**	**64,00**	**264,00**
Adjoint technique territorial	C	121,00	2,00	123,00	70,00	54,00	124,00
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	27,00	0,00	27,00	16,00	2,00	18,00
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	3,00	103,00	106,00	78,00	2,00	80,00
Agent de maîtrise	C	16,00	0,00	16,00	17,00	2,00	19,00
Agent de maîtrise principal	C	14,00	0,00	14,00	10,00	0,00	10,00
Ingénieur	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur principal	A	1,00	1,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Technicien	B	9,00	0,00	9,00	2,00	1,00	3,00
Technicien principal de 1ère classe	B	4,00	0,00	4,00	2,00	2,00	4,00
Technicien principal de 2ème classe	B	6,00	0,00	6,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**58,00**	**5,00**	**63,00**	**21,00**	**23,00**	**44,00**
Agent social principal de 2ème classe	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	C	8,00	0,00	8,00	6,00	0,00	6,00
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assistant socio-éducatif	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Assistante maternelle		20,00	0,00	20,00	0,00	9,00	9,00
Auxiliaire de puériculture classe normale	B	11,00	1,00	12,00	3,00	6,00	9,00
Auxiliaire de puériculture classe supérieure	B	7,00	1,00	8,00	5,00	0,00	5,00
Educateur territorial de jeunes enfants	A	5,00	2,00	7,00	3,00	4,00	7,00
Educateur territorial de jeunes enfants de classe exceptionnelle	A	1,00	0,00	1,00	2,00	0,00	2,00
Infirmier en soins généraux	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Psychologue hors classe	A	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Puéricultrice de classe normale	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Pédicures-pod,ergothérapeutes,psychomotricien,orthoptiste,tech.labo.,manip.,prép	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Technicien paramédical de classe normale	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**2,00**	**2,00**	**4,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	B	1,00	2,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**10,00**	**6,00**	**16,00**	**11,00**	**2,00**	**13,00**
Adjoint territorial du patrimoine	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation	B	2,00	6,00	8,00	4,00	2,00	6,00
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Bibliothécaire territorial principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**56,00**	**26,00**	**82,00**	**52,00**	**18,00**	**70,00**
Adjoint territorial d'animation	C	25,00	1,00	26,00	20,00	6,00	26,00
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	C	5,00	0,00	5,00	7,00	0,00	7,00
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	C	3,00	21,00	24,00	11,00	3,00	14,00
Animateur	B	15,00	3,00	18,00	5,00	9,00	14,00
Animateur principal de 1ère classe	B	2,00	1,00	3,00	6,00	0,00	6,00
Animateur principal de 2ème classe	B	6,00	0,00	6,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE POLICE (j)		**16,00**	**0,00**	**16,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**
Brigadier-chef principal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Garde champêtre chef principal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Gardien-brigadier	C	14,00	0,00	14,00	3,00	0,00	3,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**
Collaborateur de cabinet	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur cabinet	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**495,00**	**153,00**	**648,00**	**387,00**	**147,00**	**534,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial	C	ADM	367	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	370	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	419	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	378	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	381	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	387	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	ADM	430	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	ADM	404	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	ADM	392	0,00	3-3-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	3-4	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	3-4	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	354	0,00	3-4	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	3-4	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	3-4	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	340	0,00	3-4	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	328	0,00	3-4	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	3-4	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	378	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	387	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	401	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	3-4	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	3-4	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	387	0,00	3-4	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	432	0,00	3-4	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	3-3-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	378	0,00	3-3-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	TECH	525	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	TECH	499	0,00	3-4	CDD
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	TECH	461	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	TECH	446	0,00	3-2	CDD
Adjoint territorial d'animation	C	ANIM	378	0,00	3-4	CDI
Adjoint territorial d'animation	C	ANIM	356	0,00	3-4	CDI
Adjoint territorial d'animation	C	ANIM	361	0,00	3-4	CDI
Adjoint territorial d'animation	C	ANIM	367	0,00	3-4	CDI
Adjoint territorial d'animation	C	ANIM	367	0,00	3-2	CDD
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	C	ANIM	404	0,00	3-4	CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	C	ANIM	368	0,00	3-4	CDI
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	C	ANIM	368	0,00	3-3-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	562	0,00	3-2	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	499	0,00	3-3-2°	CDD
Animateur	B	ANIM	389	0,00	3-2	
Animateur	B	ANIM	431	0,00	3-2	
Animateur	B	ANIM	452	0,00	3-2	
Animateur	B	ANIM	478	0,00	3-2	
Animateur	B	ANIM	397	0,00	3-3-2°	
Animateur	B	ANIM	415	0,00	3-4	
Assistant de conservation	B	CULT	372	0,00	3-2	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	693	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	778	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché	A	ADM	693	0,00	3-4	CDI
Attaché principal	A	ADM	896	0,00	3-4	CDI
Attaché principal	A	ADM	896	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	843	0,00	3-3-2°	CDD
Auxiliaire de puériculture classe normale	B	MS	452	0,00	3-4	CDD
Auxiliaire de puériculture classe normale	B	MS	389	0,00	3-4	CDD
Auxiliaire de puériculture classe normale	B	MS	434	0,00	3-4	CDD
Auxiliaire de puériculture classe normale	B	MS	397	0,00	3-4	CDD
Auxiliaire de puériculture classe normale	B	MS	452	0,00	3-2	CDD
Auxiliaire de puériculture classe normale	B	MS	372	0,00	3-2	CDD
Collaborateur de cabinet	A	OTR		0,00	110	CDD
Directeur cabinet	A	OTR		0,00	110	CDD
Educateur territorial de jeunes enfants	A	MS	596	0,00	3-4	CDD
Educateur territorial de jeunes enfants	A	MS	623	0,00	3-3-2°	CDD
Educateur territorial de jeunes enfants	A	MS	547	0,00	3-3-2°	CDD
Educateur territorial de jeunes enfants	A	MS	512	0,00	3-4	CDD
Infirmier en soins généraux	A	MS	532	0,00	3-4	CDD
Infirmier en soins généraux	A	MS	653	0,00	3-1	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	3-2	CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	3-2	CDD
Puéricultrice de classe normale	A	MS	395	0,00	3-3-2°	CDD
Pédicures-pod,ergothérapeutes,psychomotricien,orthoptiste,tech.labo.,manip.,prép	A	MS	544	0,00	3-4	CDD
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	452	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	389	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	478	0,00	38	CDD
Rédacteur	B	ADM	478	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	3-2	CDD
Rédacteur principal de 1ère classe	B	ADM	660	0,00	3-4	CDI
Rédacteur principal de 2ème classe	B	ADM	638	0,00	3-2	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Technicien	B	TECH	597	0,00	3-3-2°	CDD
Technicien	B	TECH	503	0,00	3-2	CDD
Technicien principal de 1ère classe	B	TECH	707	0,00	3-3-2°	CDD
Technicien principal de 1ère classe	B	TECH	638	0,00	3-3-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial	C	ADM	367	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	3-a°	CDD
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	C	ANIM	404	0,00	3-1	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COUT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
LAURENT Jean-Luc	AMF	190,00	2021	Participation congrès
TRAORE Ibrahima	GROUPE MONITEUR	1 068,00	31/05/2022	Rencontre assises dématérialisation

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
11/03/2016 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC STATIONNEMENT	Q PARK Européenne de Stationnement	Q PARK Européenne de Stationnement	Privé	0,00
29/03/2021 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC MOBILIER URBAIN	JC DECAUX	JC DECAUX	Privé	0,00
Détention d'une part du capital				
24/10/2022 - ACQUISITION PARTS SOCIALES	KREMLIN BICETRE HABITAT COOPERATIV HLM	OPH	Public	112 300,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
01/09/1987 - Quartier du Fort E	CDC HABITAT	ESH	Privé	1 385 593,87
01/09/1987 - Quartier du Fort C	CDC HABITAT	ESH	Privé	1 293 209,77
01/09/1987 - Quartier du Fort B	CDC HABITAT	ESH	Privé	4 847 878,75
01/02/1988 - QUARTIER DU FORT A	CDC HABITAT	ESH	Privé	3 028 841,85
01/10/1990 - QUARTIER DU FORT F	CDC HABITAT	ESH	Privé	6 054 743,04
01/04/1993 - ZAC G.PERI	CDC HABITAT	ESH	Privé	3 931 411,10
19/12/1996 - CONSTRUCTION DE 92 LOGEMENTS PLA ZAC LACROIX GAMBETTA	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	190 561,27
01/03/1997 - 1bis-11 rue Babeuf / 94 PLAA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	91 469,40
01/03/1998 - 6 Log. PLATS ZAC G.PERI	IMMOBILIERE 3F	ESH	Privé	237 443,70
01/03/1998 - 6 LOGTS PLATS 11 BIS RUE E.RECLUS ET GABRIEL PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	307 358,27
01/05/1998 - CONSTRUCTION DE 13 LOGS PLATS 32 A 48 RUE E.RECLUS	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	445 252,52
01/06/1998 - ZAC Salengro / 66 PLA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	3 226 969,92
01/06/1998 - 1bis-11 rue Babeuf/94 PLA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 127 512,93
01/01/1999 - Construction de 2 log.PLATS	LA SABLIERE	AUTRES	Privé	54 660,15
01/09/1999 - Renégociation Prêt N.42/0882263	SEQENS	ESH	Privé	414 583,60
01/09/1999 - Renégociation du Prêt N.68/08826	SEQENS	ESH	Privé	973 185,42
01/09/1999 - Renégociation du Prêt N.67/0882265	SEQENS	ESH	Privé	223 124,20
01/09/1999 - Renégociation Prêt N.43/0882266	SEQENS	ESH	Privé	177 701,82
21/03/2000 - FINANCEMENT DE 148 LOGEMENTS AU KREMLIN BICETRE	ANTIN RESIDENCES	ESH	Privé	5 226 263,61
01/11/2000 - 1BIS-11 RUE BABEUF/94 PLA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	557 963,40
01/12/2001 - Constr logts PLA ZAC Lacroix-Gambetta	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	927 433,99
01/12/2001 - Acquisition terrain ZAC Lacroix-Gambetta	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	367 963,37
02/10/2003 - FINANCEMENT D UN PRET CDC N 1041	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	2 883 620,17
01/12/2003 - Rénovation du foyer jour 16, rue A.France	ETAI	ASSOCIATION	Public	262 485,00
18/12/2003 - ACQUISITION ET AMELIORATION DE LA RESIDENCE COMMUNAUTAIRE	ETAI	ASSOCIATION	Public	247 213,50
06/01/2004 - CONSTRUCTION FOYER DE VIE ET HEBERGEMENT 16 RUE ANATOLE FRANCE	ETAI	ASSOCIATION	Public	2 679 682,50
01/08/2004 - CONSTRUCTION DE 42 LOGTS 7 RUE CHARLES RICHET	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 531 440,00
01/08/2004 - ACQUISITION TERRAIN 7 RUE CHARLES RICHET	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 527 996,00
25/01/2006 - RENEGOCIATION DES CONTRATS N°49 ET 81	VALDEVY	OPH	Public	6 049 490,56
25/01/2006 - RENEGOCIATION CONTR. N°150-154-157-163-164-168-175	VALDEVY	OPH	Public	6 357 610,28
01/02/2006 - ACQUISITION D'UN LOGT. 36 DANTON	HABITAT & HUMANISME	ASSOCIATION	Privé	10 000,00

05/03/2006 - RENEGOCIATION CONTRAT N°140/145/146/147/148/149	VALDEVY	OPH	Public	2 026 335,14
25/07/2006 - 1095907	VALDEVY	OPH	Public	47 859,81
01/08/2006 - 30-32 Av.Fontainebleau	IMMOBILIERE 3F	ESH	Privé	3 135 039,40
01/09/2006 - RENEGOCIATION CONTRAT N°134 ET 151	VALDEVY	OPH	Public	1 658 667,48
01/09/2006 - 55 Log. PLA ZAC G.PERI	IMMOBILIERE 3F	ESH	Privé	3 169 999,73
01/01/2007 - 3-15 Rue J.F. Kennedy A	IMMOBILIERE 3F	ESH	Privé	3 736 370,89
01/04/2007 - 3-3 Bis Rue A.France A	1001 VIES HABITAT	ESH	Privé	671 057,82
01/05/2007 - 3-15 Rue J.F. Kennedy B	IMMOBILIERE 3F	ESH	Privé	523 575,19
01/10/2007 - REHAB.50 LOGT 135 G.PERI	VALDEVY	OPH	Public	404 853,00
01/11/2007 - 3-3 Bis Rue A.France B	1001 VIES HABITAT	ESH	Privé	674 076,37
01/03/2008 - acquisit°1 logt 47 bis rue G.Péri	HABITAT & HUMANISME	ASSOCIATION	Privé	30 000,00
01/01/2009 - RECONSTRUCTION IMPRO SEGUIN	APOGEI 94	ASSOCIATION	Privé	1 129 250,00
01/05/2009 - Améliorat°261 logts 19 rue Mars 1962	VALDEVY	OPH	Public	2 020 000,00
01/12/2009 - 1186594	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	583 220,22
01/12/2009 - 1201036	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	279 923,97
01/12/2009 - 1201103	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	1 338 953,53
01/01/2010 - CONST.5 LOGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	236 268,00
01/01/2010 - CONST.5LOGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	261 226,00
01/01/2010 - ACQ/AMEL.2LGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	190 481,00
01/01/2010 - CONSTR.1LGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	38 186,00
01/01/2010 - AMELI.616 LOGT RUES SEVERINE/GIDE	VALDEVY	OPH	Public	1 270 180,00
01/04/2010 - CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	424 486,00
01/04/2010 - CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	829 200,00
01/04/2010 - CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	591 000,00
01/04/2010 - Réhabilitat°ascenseurs Martinets	VALDEVY	OPH	Public	1 711 728,00
01/05/2010 - 114 CONST 114 LOGTS PLATS ZAC LACROIX GAMBETTA 41 RUE G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	2 719 266,14
01/06/2010 - 21 logements PLA LM ZAC Salengro modifié	SEQENS	ESH	Privé	1 109 780,97
01/10/2010 - ACQUISITION 9 LOGTS 11/13 RUE 14 JUILLET	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	832 304,16
01/10/2010 - ACQUISITION 9 LOGTS RUE 14 JUILLET FONCIER	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	273 000,00
01/06/2011 - 52/52bis RUE DE LA CONVENTION	VALDEVY	OPH	Public	419 644,00
01/06/2011 - 1BIS - 11 RUE BABEUF	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	2 641 559,19
01/07/2011 - 1 BIS - 11 RUE BABEUF	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 128 087,78
01/02/2013 - RUE 19 MARS 1962	VALDEVY	OPH	Public	786 731,00
01/02/2013 - CONSTR.10 LOGEMENTS	VALDEVY	OPH	Public	87 415,00
01/06/2013 - CONSTR.1 LOGT RUE DU 9 MARS 1962	VALDEVY	OPH	Public	49 394,00
01/04/2015 - REHAB 120 LOGT 50 R M SEMBAT	VALDEVY	OPH	Public	847 795,00
01/08/2015 - Construction 17 logts 7 bld C.Géry	PARIS HABITAT	OPH	Public	950 054,35
01/08/2015 - Construction 17 logts 7 bld C.Géry	PARIS HABITAT	OPH	Public	310 566,18
01/10/2015 - REHAB 88 PARKINGS RUE 19 MARS 1962	VALDEVY	OPH	Public	1 877 677,00
01/11/2015 - CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	1 102 503,00
01/11/2015 - CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	1 033 577,00
01/11/2015 - CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	126 691,00
01/11/2015 - CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	118 771,00
01/11/2015 - REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	VALDEVY	OPH	Public	648 538,00
17/12/2015 - FINANCER REMPLACEMENT DE CHAUDIERES ET INSTALLATIONS DE POMPE A CHALEUR	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	1 700 000,00
01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	53 557,00
01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	25 326,00
01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	304 445,00

01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	750 756,00
01/08/2016 - REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	VALDEVY	OPH	Public	522 000,00
01/09/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	7 430 504,86
31/12/2016 - Réhabilitation 58 logts 7 bld C.Géry	PARIS HABITAT	OPH	Public	1 556 054,29
31/12/2016 - Construction 10 logts 7 bld C.Géry	PARIS HABITAT	OPH	Public	901 852,00
31/12/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	2 258 686,59
31/12/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	1 390 611,45
31/12/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	441 217,87
01/01/2017 - CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	ANTIN RESIDENCES	ESH	Privé	1 359 060,00
01/01/2017 - CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	ANTIN RESIDENCES	ESH	Privé	1 273 000,00
30/07/2017 - ACQUISITION ANCIEN LOCAL CPAM 28/34 RUE BENOIT MALON	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	1 100 000,00
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	3F RESIDENCES	ESH	Privé	4 398 759,95
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	3F RESIDENCES	ESH	Privé	1 974 338,28
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU, 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	3F RESIDENCES	ESH	Privé	614 073,81
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU, 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	3F RESIDENCES	ESH	Privé	895 628,53
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	40 646,16
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	289 012,65
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	115 816,95
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	62 860,80
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	508 402,55
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	231 406,41
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	287 074,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 700 912,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 555 461,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	501 227,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	185 519,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	656 922,00
01/07/2018 - 1344672	EMMAUS HABITAT	ESH	Privé	447 598,40
01/07/2018 - 1344673	EMMAUS HABITAT	ESH	Privé	2 201 527,03
01/07/2018 - 1346065	SEQENS	ESH	Privé	1 378 070,77
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	294 970,00
01/11/2018 - REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	VALDEVY	OPH	Public	400 000,00
01/11/2018 - REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	VALDEVY	OPH	Public	1 064 507,00
01/11/2018 - REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	VALDEVY	OPH	Public	753 130,00
01/11/2018 - REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	VALDEVY	OPH	Public	661 500,00
29/11/2018 - ACQUISITION DU PAVILLON AU 37 AVENUE CHARLES GIDE	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	400 000,00
23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Privé	60 216,56

23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Privé	80 288,75
23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Privé	202 648,97
23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Privé	202 648,97
27/08/2019 - PORTAGE LONG FINANCIER 8 RUE DELECLUZE	COOPERATIF FONCIERE FRANCILIENNE	COOPERATIVE HLM	Privé	851 062,06
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Privé	420 575,37
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Privé	23 083,79
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Privé	158 553,66
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Privé	70 506,16
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Privé	409 519,34
01/10/2020 - ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	LOGIREP	ESH	Privé	72 000,00
01/10/2020 - ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	LOGIREP	ESH	Privé	315 644,00
01/10/2020 - ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	LOGIREP	ESH	Privé	599 645,00
26/11/2020 - AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 , RUE CHARLES BICHET	SEQENS	ESH	Privé	2 527 334,50
26/11/2020 - AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 , RUE CHARLES BICHET	SEQENS	ESH	Privé	1 018 485,86
01/01/2021 - 1365524	LA SABLIERE	AUTRES	Privé	686 445,36
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
-	C.O.S.	Comité des uvres Sociles du Personnel Communal	Association	113 108,00
-	C.S.A.K.B.	Club Sportif et Athlétique du Kremlin-Bicêtre	Association	275 000,00
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Syndicat Intercommunal Funéraire de Région Parisienne - SIFUREP		Sans fiscalité propre	1 346,00
SIGEIF (Service Public du Gaz, de l'Electricité et des Energies Locales en Ile-de-France)	01/01/1904	Sans fiscalité propre	5 103,99
Syndicat Intercommunal pour l'éducation d'un ensemble scolaire 2ème cycle	01/09/1977	Participation des villes de Villejuif, Gentilly et Kremlin-Bicêtre	38 560,00
Syndicat Mixte d'Etudes Paris Métropole	18/12/2008	Sans fiscalité propre	1 422,36
SIPPEREC (Synd interco périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de com)	22/05/2014	Sans fiscalité propre	10 786,56
Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre	31/12/2014	Contribution des communes au Fonds de Compensation des Charges Territoriales	6 865 713,14
FNCC (Fédération Nationale des Collectivités Territoriales)	26/09/2019	Sans fiscalité propre	511,00
Autres organismes de regroupement			
ANDES - Association Nationale Elus Charges Du Sport		Sans fiscalité propre	478,00
CODEP Gymnastique volontaire (Comité Départemantal de gymnastique volontaire)		Sans fiscalité propre	73,50
AMF (Association des Maires de France)		Sans fiscalité propre	8 391,79
AMIF (Association des Maires d'Ile-de-France)		Sans fiscalité propre	2 297,15
SAF 94 (Syndicat d'action Foncière du Val-de-Marne)	05/06/1997	Sans fiscalité propre	1 050,00
AMVBF (Association des maires ville et banlieue de France)	20/03/2003	Sans fiscalité propre	4 183,06
ORBIVAL	26/10/2006	Sans fiscalité propre	1 600,00
RTES (Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire)	26/05/2016	Sans fiscalité propre	225,00
AVPU (Association des Villes pour la Propreté Urbaine)	30/11/2017	Sans fiscalité propre	900,00
CNVVF (Conseil National des Villes et des Villages Fleuris)	27/09/2018	Sans fiscalité propre	450,00
Coordination eau Ile de France	15/04/2021	Sans fiscalité propre	500,00
Club des Villes et Territoires Cyclables et Marchables	15/04/2021	Sans fiscalité propre	569,85
Association Cultures du Coeur du Val de Marne	17/02/2022	Sans fiscalité propre	120,00
Vacances-Voyages-Loisirs	14/04/2022	Sans fiscalité propre	846,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communal d'Action Sociales		-	Action sociale sans hébergement n.c.a.	Oui
CE	Caisse des Ecoles	01/01/1980	-	Action sociale sans hébergement n.c.a.	Oui

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	53 205 134,00	3,30	36,95	0,00	19 671 417,00	3,30
TFPNB	30 984,00	2,10	17,89	0,00	5 543,00	2,10
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**53 236 118,00**	**2,70**			**19 676 960,00**	**2,70**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

ALESSANDRINI Rose	
AZZOUG Anissa	
BADOC Elsa	
BANBUCK Jean-François	
BASSEZ Ghislaine	
BELAINOUSSI Oidi	
BOCABEILLE Corinne	
BOUFRAINE Kamel	
BRICOUT Brigitte	
CHAPPELLIER Bernard	
CHIAKH Sidi	
CHIBOUB Nadia	
COURDY Corinne	
COUTO Laurence	
DEFRANCE Julie	
DELAGE Jean-François	
EDET Jean-Philippe	
EL KRETE Latifa	
ETIENNE Geneviève	
FOURCADE Catherine	
GESTIN Véronique	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

GIBLIN Jérôme	
HARTMANN Maeva	
HASSIN Jacques	
HEMERY Jonathan	
KHIAR Toufik	
LAURENT Jean-Luc	
MUSEUX Christine	
NICOLLE Jean-Marc	
RAYMOND Frédéric	
RUGGIERI Jean-Pierre	
TAPA Vry Narcisse	
THIAM Fatoumata	
TRAORÉ Ibrahima	
ZINCIROGLU Lionel	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-034

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Bilan des acquisitions et cessions immobilières de l'année 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-034-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil,

Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal, en application des dispositions de l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune.

Il est rappelé que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles.

Bilan des acquisitions de biens immobiliers en 2022 :

Aucune acquisition de bien immobilier n'a été réalisée par la ville en 2022.

Bilan des cessions de biens immobiliers en 2022 :

Désignation	Montant
Terrain situé 35 rue John Fitzgerald Kennedy	700 000,00 euros
Terrain situé 16 rue Pierre Sémard – Lot A	244 700,00 euros

Aussi, je vous demande d'approuver le bilan des acquisitions et cessions du patrimoine de l'année 2022.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu la loi n° 95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégation de service public, dont l'objet est d'apporter une meilleure connaissance des mutations immobilières réalisées par les Collectivités Locales,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2241-1,
Considérant que le conseil municipal doit délibérer une fois par an sur le bilan des acquisitions et cessions immobilières réalisées par la commune,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-034-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

DÉCIDE

Article 1 : Indique que la ville n'a procédé à aucune acquisition de bien immobilier en 2022.

Article 2 : Indique qu'en 2022, la ville a procédé aux deux cessions immobilières suivantes :

Désignation	Montant
Terrain situé 35 rue John Fitzgerald Kennedy	700 000,00 euros
Terrain situé 16 rue Pierre Sémard – Lot A	244 700,00 euros

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-034-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-034-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC IVRY-SUR-SEINE
N° CODIQUE 094027
Date Edition : 08/03/2023

IDENTIFIANT BUDGET 24900
N° de SIRET 21940043900010

COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION EXERCICE 2022

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Maryse BALDACHINO

094027 SGC IVRY-SUR-SEINE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 08/03/2023

Population 25422
Nomenclature M14 sup egal 10000h
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 24
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 28
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 42
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 43
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 88
4EME PARTIE : Page des signatures 89

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

ACTIF NET(1)	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**1 830,64**	Dotations	12 309,47
Terrains	18 408,41	Fonds Globalisés	22 274,67
Constructions	105 374,82	Réserves	55 565,91
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	675,59	Différences sur réalisations d'immobilisations	2 795,30
Immobilisations corporelles en cours	5 170,58	Report à nouveau	2 133,66
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	20 427,25	Résultat de l'exercice	-165,18
Autres immobilisations corporelles	5 222,56	Subventions transférables	5 322,86
Total immobilisations corporelles (nettes)	**155 279,22**	Subventions non transférables	22 475,68
Immobilisations financières	**1 504,95**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**158 614,82**	Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**122 712,37**
Créances	3 860,72	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**938,71**
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	**27 276,06**
Disponibilités	4 152,67	Fournisseurs(2)	2 450,56
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	13 809,91
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**8 013,39**	**Total dettes à court terme**	**16 260,47**
Comptes de régularisations	**746,76**	**TOTAL DETTES**	**43 536,53**
		Comptes de régularisations	**187,36**
TOTAL ACTIF	**167 374,98**	**TOTAL PASSIF**	**167 374,98**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2023

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées	2 252 379,93	1 570 388,08	681 991,85	832 149,85
	Autres immobilisations incorporelles	2 877 024,65	1 735 105,42	1 141 919,23	851 338,48
	Immobilisations incorporelles en cours	6 729,04		6 729,04	6 729,04
	Terrains en toute propriété	18 601 660,35	193 248,26	18 408 412,09	17 884 972,10
	Constructions en toute propriété	105 495 813,25	120 992,37	105 374 820,88	103 774 459,07
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Réseaux installations voirie rés divers	821 145,85	145 551,58	675 594,27	571 038,66
	Collections et oeuvres d'art	173 740,13		173 740,13	135 245,15
	Autres immobilisations corporelles	17 327 312,52	12 278 487,96	5 048 824,56	5 095 294,06
	Immobilisations corporelles en cours	5 170 581,47		5 170 581,47	5 168 074,68
	Immo affect à service non personnalisé				
	Immo en concess afferm à dispo immo aff	20 427 250,53		20 427 250,53	20 427 250,53
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	MONTANT A REPORTER	173 153 637,72	16 043 773,67	157 109 864,05	154 746 551,62

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

ACTIF		Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	173 153 637,72	16 043 773,67	157 109 864,05	154 746 551,62
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construc sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées	320 274,99		320 274,99	300 274,99
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Avances en garanties d'emprunt				
	Autres créances	1 184 678,49		1 184 678,49	1 049 282,31
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**174 658 591,20**	**16 043 773,67**	**158 614 817,53**	**156 096 108,92**

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Production autre que terrains				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	1 062 348,42		1 062 348,42	1 007 684,18
	Créanc irrécouv adm par juge des cptes				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	94 881,20		94 881,20	144 617,18
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées				
	Opérations pour le compte de tiers	2 444 429,19		2 444 429,19	2 444 429,19
	Autres créances	259 062,54		259 062,54	267 209,29
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	4 152 673,30		4 152 673,30	5 483 514,66
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**8 013 394,65**		**8 013 394,65**	**9 347 454,50**

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser	746 763,19		746 763,19	6 762,65
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	**746 763,19**		**746 763,19**	**6 762,65**
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**183 418 749,04**	**16 043 773,67**	**167 374 975,37**	**165 450 326,07**

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
FONDS PROPRES	Dotations	12 309 469,28	12 309 469,28
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves	55 565 911,66	53 802 448,30
	Neutra amortis subv equip versees		
	Report à nouveau	2 133 664,64	3 462 457,17
	Résultat de l'exercice	-165 181,88	434 670,83
	Subventions transférables	5 322 858,96	5 113 507,87
	Différences sur réalisations d'immob	2 795 295,94	1 989 864,49
	Fonds globalisés	22 274 673,11	21 891 021,38
	Subventions non transférables	22 475 681,61	21 996 779,52
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**122 712 373,32**	**121 000 218,84**

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	612 187,19	612 187,19
	Provisions pour charges	326 520,35	326 520,35
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II	**938 707,54**	**938 707,54**

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

PASSIF		Exercice 2022	Exercice 2021
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	26 020 997,38	26 061 831,99
	Emprunts et dettes financières divers	1 255 065,74	1 252 815,74
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 079 424,59	1 911 190,31
	Dettes fiscales et sociales	88 636,97	185 263,03
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	571 387,66	647 236,38
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées		
	Opérations pour le compte de tiers	13 031 776,73	13 031 776,73
	Autres dettes	118 110,68	35 008,00
	Fournisseurs d'immobilisations	371 132,84	274 431,49
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**43 536 532,59**	**43 399 553,67**

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	187 361,92	111 846,02
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	**187 361,92**	**111 846,02**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**167 374 975,37**	**165 450 326,07**

Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Impôts et taxes perçus	35 092,46	34 920,27
Dotations et subventions reçues	5 068,58	4 709,67
Produits des services	2 816,69	1 764,30
Autres produits	139,81	294,26
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	43 117,55	41 688,50
Traitements, salaires, charges sociales	24 331,51	22 521,11
Achats et charges externes	7 307,15	7 056,09
Participations et interventions	8 906,66	8 542,31
Dotations aux amortissements et provisions	1 290,80	1 378,94
Autres charges	1 060,03	1 009,44
Charges courantes non financières	42 896,15	40 507,89
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**221,40**	**1 180,61**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	513,01	559,38
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-513,01**	**-559,38**
RESULTAT COURANT	**-291,61**	**621,23**
Produits exceptionnels	1 108,90	7,58
Charges exceptionnelles	982,47	194,14
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**126,43**	**-186,56**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-165,18**	**434,67**

COMPTE DE RESULTAT 2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Impôts locaux	24 916 434,00	24 583 081,00
Autres impôts et taxes	10 176 028,94	10 337 190,92
Produits services, domaine et ventes div	2 816 691,94	1 764 295,63
Production stockée		
Production immobilisée	42 605,49	
Reprise sur amortissements et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	97 205,91	294 263,15
Dotations de l'Etat	2 450 169,61	2 488 284,00
Subventions et participations	2 496 728,86	2 110 382,00
Autres attributions (péréquat, compensa)	121 685,00	111 006,00
TOTAL I	**43 117 549,75**	**41 688 502,70**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	17 985 511,50	16 503 089,06
Charges sociales	6 346 002,27	6 018 019,48
Achats et charges externes	7 307 149,42	7 056 093,95
Impôts et taxes	756 106,41	702 317,01
Dotations amortissements des immob	1 290 799,37	1 378 944,65
Dot amort sur charges à répartir		

COMPTE DE RESULTAT 2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Dotations aux provisions		
Autres charges	303 925,78	307 123,17
Contingents et participations	7 779 107,14	7 413 124,10
Subventions	1 127 552,54	1 129 181,66
TOTAL II	**42 896 154,43**	**40 507 893,08**
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	**221 395,32**	**1 180 609,62**
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mob et créances de l'actif immo	1,80	1,44
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL III	**1,80**	**1,44**
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	513 008,86	559 381,01
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL IV	**513 008,86**	**559 381,01**

COMPTE DE RESULTAT 2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)	**-513 007,06**	**-559 379,57**
A + B - RESULTAT COURANT	**-291 611,74**	**621 230,05**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits except op gestion : Subventions		
Prod exception gestion : Autres opér	9 286,29	5 325,69
Produits des cessions d'immobilisations	959 050,00	
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat		
Neutralisation des amortissements		
Prod exception capital : Autres opér	140 559,86	2 259,22
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	**1 108 896,15**	**7 584,91**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions		517,89
Charg excep op gestion-Autres opérations	20 941,11	179 606,25
Valeur comptable des immo cédées	153 618,55	
Diff réalis(positives)transf à investist	805 431,45	
Charg excep op capital-Autres opérations	2 475,18	14 019,99
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL VI	**982 466,29**	**194 144,13**

COMPTE DE RESULTAT 2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	126 429,86	-186 559,22
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	44 226 447,70	41 696 089,05
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	44 391 629,58	41 261 418,22
RESULTAT DE L'EXERCICE	-165 181,88	434 670,83

Opérations Compte de Tiers

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-	2 444 429,19				2 444 429,19	
4582-		13 031 776,73				13 031 776,73

Résultats budgétaires de l'exercice

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	10 654 732,69	47 199 248,90	57 853 981,59
Titres de recette émis (b)	8 129 503,53	45 128 866,58	53 258 370,11
Réductions de titres (c)	2 276,00	157 579,56	159 855,56
Recettes nettes (d = b - c)	8 127 227,53	44 971 287,02	53 098 514,55
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	10 654 732,69	47 199 248,90	57 853 981,59
Mandats émis (f)	7 027 382,60	47 027 687,57	54 055 070,17
Annulations de mandats (g)		1 891 218,67	1 891 218,67
Depenses nettes (h = f - g)	7 027 382,60	45 136 468,90	52 163 851,50
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	1 099 844,93		934 663,05
(h - d) Déficit		165 181,88	

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement	-190 063,80		1 099 844,93		909 781,13
Fonctionnement	3 897 128,00	1 763 463,36	-165 181,88		1 968 482,76
TOTAL I	**3 707 064,20**	**1 763 463,36**	**934 663,05**		**2 878 263,89**
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**3 707 064,20**	**1 763 463,36**	**934 663,05**		**2 878 263,89**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	88 884,00	2 356,13	91 240,13	26 944,66		26 944,66	64 295,47
13	Subventions d'investissement		274,00	274,00	274,00		274,00	
16	Emprunts et dettes assimilees	3 149 633,00	2 596,35	3 152 229,35	3 024 496,18		3 024 496,18	127 733,17
20	Immobilisations incorporelles	848 350,00	234 000,84	1 082 350,84	430 961,06		430 961,06	651 389,78
21	Immobilisations corporelles	4 109 924,00	1 158 175,06	5 268 099,06	3 331 657,01		3 331 657,01	1 936 442,05
23	Immobilisations en cours	200 000,00	21 130,59	221 130,59	2 506,79		2 506,79	218 623,80
26	Participations et créances rattachées à des participations		40 000,00	40 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
27	Autres immobilisations financières	436 552,00	10 110,68	446 662,68	135 396,18		135 396,18	311 266,50
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**8 833 343,00**	**1 468 643,65**	**10 301 986,65**	**6 972 235,88**		**6 972 235,88**	**3 329 750,77**
4541	Opération pour compte tiers n° 4541	100 000,00		100 000,00				100 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**100 000,00**		**100 000,00**				**100 000,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**8 933 343,00**	**1 468 643,65**	**10 401 986,65**	**6 972 235,88**		**6 972 235,88**	**3 429 750,77**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	21 142,00	30 000,00	51 142,00	44 350,54		44 350,54	6 791,46
041	Opérations patrimoniales		11 540,24	11 540,24	10 796,18		10 796,18	744,06
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**21 142,00**	**41 540,24**	**62 682,24**	**55 146,72**		**55 146,72**	**7 535,52**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		190 063,80	190 063,80				190 063,80
TOTAL GENERAL		**8 954 485,00**	**1 700 247,69**	**10 654 732,69**	**7 027 382,60**		**7 027 382,60**	**3 627 350,09**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	618 218,00	1 763 463,36	2 381 681,36	2 174 059,75		2 174 059,75	207 621,61
13	Subventions d'investissement	179 025,00	424 569,00	603 594,00	690 272,23		690 272,23	-86 678,23
16	Emprunts et dettes assimilees	3 105 151,00		3 105 151,00	3 002 250,00		3 002 250,00	102 901,00
23	Immobilisations en cours	200 000,00		200 000,00				200 000,00
27	Autres immobilisations financières	400 000,00		400 000,00				400 000,00
024	Produits de cessions (recettes)	2 960 000,00	-2 715 650,00	244 350,00				244 350,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**7 462 394,00**	**-527 617,64**	**6 934 776,36**	**5 866 581,98**		**5 866 581,98**	**1 068 194,38**
4542	Opération pour compte tiers n° 4542	100 000,00		100 000,00				100 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**100 000,00**		**100 000,00**				**100 000,00**
	Opérations d'ordre de transfert entre sections							
SOUS-TOTAL								
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**7 562 394,00**	**-527 617,64**	**7 034 776,36**	**5 866 581,98**		**5 866 581,98**	**1 168 194,38**
021	Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement)		1 257 275,09	1 257 275,09				1 257 275,09
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 392 091,00	959 050,00	2 351 141,00	2 252 125,37	2 276,00	2 249 849,37	101 291,63
041	Opérations patrimoniales		11 540,24	11 540,24	10 796,18		10 796,18	744,06
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 392 091,00**	**2 227 865,33**	**3 619 956,33**	**2 262 921,55**	**2 276,00**	**2 260 645,55**	**1 359 310,78**
TOTAL GENERAL		**8 954 485,00**	**1 700 247,69**	**10 654 732,69**	**8 129 503,53**	**2 276,00**	**8 127 227,53**	**2 527 505,16**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	7 506 662,40	313 365,63	7 820 028,03	8 918 293,01	1 649 329,30	7 268 963,71	551 064,32
012	Charges de personnel et frais assimilés	24 709 270,60	490 000,00	25 199 270,60	25 239 277,53	46 447,32	25 192 830,21	6 440,39
014	Atténuations de produits	190 000,00	488 177,00	678 177,00	677 815,00		677 815,00	362,00
65	Autres charges de gestion courante	8 976 865,00	325 622,00	9 302 487,00	9 312 836,34	102 250,88	9 210 585,46	91 901,54
66	Charges financières	553 645,00		553 645,00	602 801,77	89 792,91	513 008,86	40 636,14
67	Charges exceptionnelles	34 850,00	2 375,18	37 225,18	26 814,55	3 398,26	23 416,29	13 808,89
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**41 971 293,00**	**1 619 539,81**	**43 590 832,81**	**44 777 838,20**	**1 891 218,67**	**42 886 619,53**	**704 213,28**
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)		1 257 275,09	1 257 275,09				1 257 275,09
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 392 091,00	959 050,00	2 351 141,00	2 249 849,37		2 249 849,37	101 291,63
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 392 091,00**	**2 216 325,09**	**3 608 416,09**	**2 249 849,37**		**2 249 849,37**	**1 358 566,72**
TOTAL GENERAL		**43 363 384,00**	**3 835 864,90**	**47 199 248,90**	**47 027 687,57**	**1 891 218,67**	**45 136 468,90**	**2 062 780,00**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	124 500,00		124 500,00	67 024,32		67 024,32	57 475,68
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	2 600 806,00	40 000,00	2 640 806,00	2 848 971,63	32 279,69	2 816 691,94	-175 885,94
73	Impots et taxes	35 675 517,00	150 290,00	35 825 807,00	35 770 502,54	224,60	35 770 277,94	55 529,06
74	Dotations et participations	4 803 069,00	479 732,50	5 282 801,50	5 068 583,47		5 068 583,47	214 218,03
75	Autres produits de gestion courante	138 048,00		138 048,00	210 931,18	113 725,27	97 205,91	40 842,09
76	Produits financiers	2,00		2,00	1,80		1,80	0,20
77	Produits exceptionnels	300,00	1 002 177,76	1 002 477,76	1 118 501,10	11 350,00	1 107 151,10	-104 673,34
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**43 342 242,00**	**1 672 200,26**	**45 014 442,26**	**45 084 516,04**	**157 579,56**	**44 926 936,48**	**87 505,78**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	21 142,00	30 000,00	51 142,00	44 350,54		44 350,54	6 791,46
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**21 142,00**	**30 000,00**	**51 142,00**	**44 350,54**		**44 350,54**	**6 791,46**
002	Résultat de fonctionnement reporté		2 133 664,64	2 133 664,64				2 133 664,64
TOTAL GENERAL		**43 363 384,00**	**3 835 864,90**	**47 199 248,90**	**45 128 866,58**	**157 579,56**	**44 971 287,02**	**2 227 961,88**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
10223	Taxe locale d'équipement	26 944,66		26 944,66
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et réserves**	**26 944,66**		**26 944,66**
1318	Subventions d'équipement transférables - autres subventions	274,00		274,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**274,00**		**274,00**
1641	Emprunts en euros	3 024 496,18		3 024 496,18
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**3 024 496,18**		**3 024 496,18**
2031	Frais d'études	78 659,26		78 659,26
2033	Frais d'insertion	9 936,00		9 936,00
2051	Concessions et droits similaires	41 665,80		41 665,80
2088	Autres immobilisations incorporelles	300 700,00		300 700,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**Immobilisations incorporelles**	**430 961,06**		**430 961,06**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	393 773,78		393 773,78
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	27 911,23		27 911,23
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	120 016,04		120 016,04
21312	Batiments scolaires	356 999,67		356 999,67
21318	Autres batiments publics	104 012,84		104 012,84
2132	Immeubles de rapport	443,49		443,49
2135	Installations générales agencements et aménagements des constructions	1 316 481,52		1 316 481,52
2152	Installations de voirie	72 648,43		72 648,43
21533	Réseaux cablés	55 205,39		55 205,39
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	7 069,20		7 069,20
21578	Autre matériel et outillage de voirie	3 061,08		3 061,08
2158	Autres installations matériel et outillage techniques	31 685,81		31 685,81
2161	Oeuvres et objets d'art	38 494,98		38 494,98

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2182	Matériel de transport	104 312,92		104 312,92
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	199 931,72		199 931,72
2184	Mobilier	75 251,64		75 251,64
2188	Autres immobilisations corporelles	424 357,27		424 357,27
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**Immobilisations corporelles**	**3 331 657,01**		**3 331 657,01**
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 506,79		2 506,79
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**2 506,79**		**2 506,79**
266	Autres formes de participation	20 000,00		20 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	**Participations et créances rattachées à des participations**	**20 000,00**		**20 000,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	135 396,18		135 396,18
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**Autres immobilisations financières**	**135 396,18**		**135 396,18**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**6 972 235,88**		**6 972 235,88**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**6 972 235,88**		**6 972 235,88**
13911	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - Etat et Etablissements Nationaux	330,16		330,16
13913	Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département	139,25		139,25
13918	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - autres	1 275,64		1 275,64
21312	Batiments scolaires	9 130,08		9 130,08
21318	Autres batiments publics	1 299,79		1 299,79
2132	Immeubles de rapport	32 175,62		32 175,62
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**44 350,54**		**44 350,54**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	4 778,18		4 778,18
21312	Batiments scolaires	3 452,40		3 452,40
21318	Autres batiments publics	2 565,60		2 565,60
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**10 796,18**		**10 796,18**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**55 146,72**		**55 146,72**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**7 027 382,60**		**7 027 382,60**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (FCTVA)	398 561,45		398 561,45
10226	Taxe daménagement	12 034,94		12 034,94
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 763 463,36		1 763 463,36
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et réserves**	**2 174 059,75**		**2 174 059,75**
1311	Subventions d'équipement transférables Etat et Etablissements Nationaux	40 000,00		40 000,00
1318	Subventions d'équipement transférables - autres subventions	171 370,14		171 370,14
1321	Etat et Etablissements Nationaux	478 902,09		478 902,09
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**690 272,23**		**690 272,23**
1641	Emprunts en euros	3 000 000,00		3 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 250,00		2 250,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**3 002 250,00**		**3 002 250,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**5 866 581,98**		**5 866 581,98**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**5 866 581,98**		**5 866 581,98**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	805 431,45		805 431,45
21312	Batiments scolaires	112 921,19		112 921,19
2132	Immeubles de rapport	35 928,44		35 928,44
2182	Matériel de transport	4 768,92		4 768,92
2802	Amortissements frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et la numérisation du cadastre	20 347,00		20 347,00
28031	Amortissements frais d'études	3 752,00	2 160,00	1 592,00
28033	Amortissements frais d'insertion	2 160,00		2 160,00
28041512	Bâtiments et installations	144 425,00		144 425,00
2804172	Bâtiments et installations	5 733,00		5 733,00
28051	Concessions et droits similaires	94 205,13		94 205,13
28088	Autres immobilisations incorporelles	11 280,00		11 280,00

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
28121	Amortissements plantations d'arbres et d'arbustes	5 917,90		5 917,90
28128	Amortissements autres agencements et aménagements de terrains	17 121,34		17 121,34
28132	Immeubles de rapport	2 293,93		2 293,93
28135	Amortissements installations générales agencements aménagements des constructions	75 055,64		75 055,64
28152	Installations de voirie	2 875,80		2 875,80
281531	Réseaux d'adduction d'eau	965,20		965,20
281533	Réseaux câblés	16 550,21		16 550,21
281534	Réseaux d'électrification	1 641,00		1 641,00
281538	Autres réseaux	1 266,00		1 266,00
281568	Amortissements autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	2 066,54		2 066,54
281571	Matériel roulant	46 017,00		46 017,00
281578	Amortissements autre matériel et outillage de voirie	45 307,69	116,00	45 191,69
28158	Autres installations matériel et outillage techniques	29 425,44		29 425,44
28181	Installations générales agencements et aménagements divers	129 357,92		129 357,92
28182	Matériel de transport	67 138,82		67 138,82
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	153 798,53		153 798,53
28184	Mobilier	90 028,52		90 028,52
28188	Amortissements autres immobilisations corporelles	324 345,76		324 345,76
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**2 252 125,37**	**2 276,00**	**2 249 849,37**
2031	Frais d'études	10 698,00		10 698,00
2033	Frais d'insertion	98,18		98,18
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**10 796,18**		**10 796,18**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**2 262 921,55**	**2 276,00**	**2 260 645,55**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**8 129 503,53**	**2 276,00**	**8 127 227,53**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6042	Achats de prestations de services - autres que terrains à aménager	136 288,56		136 288,56
60611	Achats non stockés de fournitures non stockables - eau et assainissement	208 165,92	51 961,30	156 204,62
60612	Achats non stockés de fournitures non stockables - énergie électricité	750 195,75	179 804,84	570 390,91
60613	Achats non stockés de fournitures non stockables - chauffage urbain	411 014,04	57 554,06	353 459,98
60621	Achats non stockés de combustibles	17 271,02		17 271,02
60622	Achats non stockés de carburants	143 956,82	13 928,40	130 028,42
60623	Achats non stockés d'alimentation	946 419,12	85 913,66	860 505,46
60628	Achats d'autres fournitures non stockées	84 629,82	10 023,96	74 605,86
60631	Achats non stockés de fournitures d'entretien	81 260,88	69 831,30	11 429,58
60632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	248 245,07	8 324,99	239 920,08
60633	Achats non stockés de fournitures de voirie	36 579,22	6 861,60	29 717,62
60636	Achats non stockés de vêtements de travail	68 442,75	28 435,00	40 007,75
6064	Achats non stockés de fournitures administratives	34 573,94	5 720,02	28 853,92
6065	Achats non stockés de livres disques cassettes... (bibliothèques ...)	29 984,53	200,80	29 783,73
6067	Achats non stockés de fournitures scolaires	61 006,60	3 159,81	57 846,79
6068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	85 601,77	3 374,31	82 227,46
611	Contrats prestations de services	738 760,56	225 065,20	513 695,36
6132	Services extérieurs - locations immobilières	865 344,15	244 626,99	620 717,16
6135	Services extérieurs - locations mobilières	302 501,67	29 110,62	273 391,05
614	Services extérieurs - charges locatives et de copropriété	108 988,97	41 043,86	67 945,11
61521	Services extérieurs - entretien et réparations de terrains	138 191,06		138 191,06
615221	Bâtiments publics	222 636,70	185 641,31	36 995,39
615228	Autres bâtiments	238,80		238,80
615231	Voieries	6 500,00	6 500,00	

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
615232	Réseaux	38 633,77	4 833,48	33 800,29
61551	Services extérieurs - entretien et réparations sur matériel roulant	73 844,13	3 805,70	70 038,43
61558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	78 257,95	8 094,36	70 163,59
6156	Services extérieurs - maintenance	534 965,36	78 664,02	456 301,34
6161	Multirisques	76 929,50		76 929,50
617	Services extérieurs - études et recherches	65 598,00		65 598,00
6182	Services extérieurs - divers - documentation générale et technique	50 381,90	225,80	50 156,10
6184	Services extérieurs - divers - versements à des organismes de formation	106 815,34	28 242,90	78 572,44
6188	Services extérieurs - autres frais divers	341 519,22	66 598,55	274 920,67
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	2 122,44		2 122,44
6226	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - honoraires	222 648,39	16 658,20	205 990,19
6227	Rémunération d'intermédiaires et honoraires frais d'actes et de contentieux	54 982,74	4 200,00	50 782,74
6228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - divers	153 665,69	29 017,98	124 647,71
6231	Publicité publications relations publiques - annonces et insertions	44 196,88	4 592,60	39 604,28
6232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	262 551,36	42 039,83	220 511,53
6236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	88 108,48	9 438,28	78 670,20
6237	Publicité publications relations publiques - publications	55 890,58	4 122,80	51 767,78
6238	Publicité publications relations publiques - divers	67 506,07	14 406,44	53 099,63
6241	Transports - transports de biens	3 950,40	2 430,00	1 520,40
6247	Transports - transports collectifs	28 046,75	1 385,76	26 660,99
6248	Transports - divers	1 700,00		1 700,00
6251	Déplacements missions et réceptions - voyages et déplacements	9 802,13		9 802,13

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6256	Déplacements missions et réceptions - missions	2 039,38		2 039,38
6257	Déplacements missions et réceptions - réceptions	3 330,00		3 330,00

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6261	Frais d'affranchissement	76 198,28		76 198,28
6262	Frais de télécommunications	171 203,41	34 814,75	136 388,66
627	Autres services extérieurs - services bancaires et assimilés	9 639,01		9 639,01
6281	Autres services extérieurs - concours divers (cotisations ...)	39 508,26	3 738,88	35 769,38
6283	Autres services extérieurs - frais de nettoyage des locaux	120 474,36	16 898,16	103 576,20
62876	Remboursements de frais au fgp de rattachement	5 811,00	1 000,00	4 811,00
62878	Remboursement de frais à d'autres organismes	67 093,24	760,00	66 333,24
6288	Autres services extérieurs	285 602,41	13 215,78	272 386,63
63512	Impôts directs - taxes foncières	13 697,01		13 697,01
63513	Impôts directs - autres impôts locaux	7 861,00		7 861,00
6358	Autres droits administration des impôts	20 149,15		20 149,15
637	Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunération autres organismes	6 771,70	3 063,00	3 708,70
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**8 918 293,01**	**1 649 329,30**	**7 268 963,71**
6218	Autre personnel extérieur au service	83 601,57		83 601,57
6331	Versement mobilité	423 799,00		423 799,00
6332	Cotisations versées au FNAL	72 001,00		72 001,00
6336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territoriale	214 890,55		214 890,55
64111	Personnel titulaire - rémunération principale	8 863 947,24	30 695,00	8 833 252,24
64112	Personnel titulaire - nbi supplément familial et indemnité de résidence	487 318,51		487 318,51
64114	Personnel titulaire Indemnité inflation	32 900,00		32 900,00
64118	Personnel titulaire - autres indemnités	2 586 600,99		2 586 600,99
64131	Personnel non titulaire - rémunération	5 981 874,76	15 180,00	5 966 694,76
64171	Apprentis rémunérations	110 433,65		110 433,65
6451	Charges sécurite sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	3 072 565,00		3 072 565,00

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 003 903,29		3 003 903,29
6454	Charges sécurite sociale et prévoyance cotisations aux ASSEDIC	231 239,00		231 239,00
6455	Charges securite sociale prevoyance-Cotis. p assurance du personnel	3 052,96		3 052,96
6456	Charges sécurite sociale et prévoyance versement F N C du supplément familial	4 941,00		4 941,00
6458	Charges sécurite sociale et prévoyance cotisations autres organismes sociaux	39 040,82	136,32	38 904,50
6475	Autres charges sociales - médecine du travail pharmacie	23 915,80	436,00	23 479,80
6488	Autres charges de personnel	3 252,39		3 252,39
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**25 239 277,53**	**46 447,32**	**25 192 830,21**
739118	Autres reversements de fiscalité	532 177,00		532 177,00
739223	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	145 638,00		145 638,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**677 815,00**		**677 815,00**
6531	Indemnités des maires adjoints et conseillers	248 452,05		248 452,05
6533	Cotisations de retraite des maires adjoints et conseillers	17 049,55		17 049,55
6535	Frais de formation des maires adjoints et conseillers	2 710,00		2 710,00
65372	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	484,46		484,46
6541	Créances admises en non-valeur	24 352,94		24 352,94
6542	Créances éteintes	10 875,37		10 875,37
6553	Contingents et participations obligatoires - service d'incendie	662 075,88	102 075,88	560 000,00
65541	Contributions au fonds de compensation des charges territoriales (établissement public de territoire)	6 865 713,14		6 865 713,14
65548	Autres contributions	39 906,00		39 906,00
6558	Contingents et participations obligatoires - autres contributions obligatoires	313 488,00		313 488,00
657362	Centre communal d'actions sociales (CCAS)	408 264,04		408 264,04

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
657364	Subventions de fonctionnement versées aux organismes publics à caractère industriel et commercial	20 000,00		20 000,00
6574	Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé	699 463,50	175,00	699 288,50

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
65888	Autres	1,41		1,41
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**Autres charges de gestion courante**	**9 312 836,34**	**102 250,88**	**9 210 585,46**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	529 347,29		529 347,29
66112	Intérêts - rattachement des icne	73 454,48	89 792,91	-16 338,43
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**Charges financières**	**602 801,77**	**89 792,91**	**513 008,86**
6711	Charges exceptionnelles - intérêts moratoires et pénalites sur marchés	61,74	61,74	
6712	Charges exceptionnelles - amendes fiscales et pénales	1 520,00		1 520,00
6713	Charges exceptionnelles secours et dots	4 922,58	512,04	4 410,54
6714	Charges exceptionnelles bourses et prix	12 179,56		12 179,56
6718	Charges exceptionnelles - autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 780,00		1 780,00
673	Charges exceptionnelles - titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 051,01		1 051,01
678	Autres charges exceptionnelles	5 299,66	2 824,48	2 475,18
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**Charges exceptionnelles**	**26 814,55**	**3 398,26**	**23 416,29**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**44 777 838,20**	**1 891 218,67**	**42 886 619,53**
675	Charges exceptionnelles - valeurs comptables des immobilisations cédées	153 618,55		153 618,55
6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	805 431,45		805 431,45
6811	Dotations aux Amortissements immobilisations incorporelles et corporelles	1 290 799,37		1 290 799,37
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**2 249 849,37**		**2 249 849,37**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**2 249 849,37**		**2 249 849,37**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**47 027 687,57**	**1 891 218,67**	**45 136 468,90**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	34 941,04		34 941,04
6459	Remboursement sur charges de sécurite sociale et de prévoyance	32 083,28		32 083,28
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**67 024,32**		**67 024,32**
70311	Utilisation du domaine - concession dans les cimetières (produit net)	115 472,59		115 472,59
70321	Utilisation du domaine - droits stationnement et location voie publique	86 279,56	4 793,30	81 486,26
70323	Utilisation domaine - redevance d'occupation du domaine public communal	188 993,48		188 993,48
70328	Utilisation du domaine - autres droits de stationnement et de location	74 282,39	9 318,76	64 963,63
70384	Forfait de post-stationnement	475 224,18		475 224,18
70631	Redevances et droits des services à caractère sportif	4 158,66	148,33	4 010,33
70632	Redevances et droits des services à caractère de loisirs	425 070,17	711,11	424 359,06
7066	Prestation services - redevances et droits services à caractere social	2 404,71		2 404,71
7067	Prestations services - redevances et droits services péri-scolaires et enseignement	1 008 488,94	3 241,20	1 005 247,74
70688	Prestations de services autres prestations de service	319 750,08	1 059,59	318 690,49
7083	Autres produits-locations diverses (autres qu'immeubles)	91,94		91,94
70876	Autres produits remboursement frais par le GFP de rattachement	80 600,00		80 600,00
70878	Autres produits - remboursement de frais par d'autres redevables	45 861,81	13 007,40	32 854,41
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages..)	22 293,12		22 293,12
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Produits des services, du domaine et ventes diverses**	**2 848 971,63**	**32 279,69**	**2 816 691,94**
73111	Impôts directs locaux	25 422 830,00		25 422 830,00
7318	Impôts locaux - autres impôts locaux ou assimilés	25 781,00		25 781,00
73211	Attribution de compensation	6 867 569,00		6 867 569,00
73222	Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France	872 582,00		872 582,00

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7338	Taxes services publics et domaine-autres taxes	645 770,49	224,60	645 545,89
7351	Taxe sur la consommation finale délectricité	350 088,26		350 088,26

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7362	Impôts et taxes activités services - taxes de séjour	252 043,35		252 043,35
7368	Taxes locale sur la publicité extérieure	71 282,38		71 282,38
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	1 262 556,06		1 262 556,06
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	**Impots et taxes**	**35 770 502,54**	**224,60**	**35 770 277,94**
7411	Dotation globale fonctionnement (DGF) dotation forfaitaire	1 878 085,00		1 878 085,00
74123	Dotation globale fonctionnement (DGF) de solidarité urbaine	529 665,00		529 665,00
744	FCTVA	42 419,61		42 419,61
74718	Autres participations de l'Etat	390 060,23		390 060,23
7473	Participations - Départements	236 778,40		236 778,40
74748	Participations des autres Communes	20 008,60		20 008,60
7478	Participations - autres organismes	1 849 881,63		1 849 881,63
74834	Etat compensation au titre des exonérations des taxes foncières	83 806,00		83 806,00
7484	Dotation de recensement	4 619,00		4 619,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	33 260,00		33 260,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Dotations et participations**	**5 068 583,47**		**5 068 583,47**
752	Autres produits de gestion courante - revenus des immeubles	62 489,64		62 489,64
757	Autres produits de la gestion courante - redevances versées par les fermiers et concessionnaires	9 166,66		9 166,66
7588	Autres produits divers de gestion courante	139 274,88	113 725,27	25 549,61
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**210 931,18**	**113 725,27**	**97 205,91**
761	Produits financiers-produits des participations	1,80		1,80
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	**Produits financiers**	**1,80**		**1,80**
7714	Produits exceptionnels sur opérations gestion - recouvrement sur créances non valeur	270,05		270,05
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	9 016,24		9 016,24
775	Produits exceptionnels - produits des cessions d'immobilisations	959 050,00		959 050,00

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7788	Produits exceptionnels divers	150 164,81	11 350,00	138 814,81
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**1 118 501,10**	**11 350,00**	**1 107 151,10**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**45 084 516,04**	**157 579,56**	**44 926 936,48**
722	Immobilisations corporelles	42 605,49		42 605,49
777	Quote-part des subventions d'investissement transféree au compte de résultat	1 745,05		1 745,05
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**44 350,54**		**44 350,54**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**44 350,54**		**44 350,54**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**45 128 866,58**	**157 579,56**	**44 971 287,02**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		12 266 910,54						12 266 910,54		12 266 910,54
10222	FCTVA		16 980 950,72				398 561,45		17 379 512,17		17 379 512,17
10223	TLE		2 892 357,08			26 944,66		26 944,66	2 892 357,08		2 865 412,42
10226	Taxe daménagement						12 034,94		12 034,94		12 034,94
10228	Autres fonds dinvestissement		2 017 713,58						2 017 713,58		2 017 713,58
1022	**Sous Total compte 1022**		**21 891 021,38**			**26 944,66**	**410 596,39**	**26 944,66**	**22 301 617,77**		**22 274 673,11**
10251	Dons et legs en capital		42 558,74						42 558,74		42 558,74
1025	**Sous Total compte 1025**		**42 558,74**						**42 558,74**		**42 558,74**
102	**Sous Total compte 102**		**34 200 490,66**			**26 944,66**	**410 596,39**	**26 944,66**	**34 611 087,05**		**34 584 142,39**
1068	Excédt de fonctionnement capitalisé		54 445 388,68				1 763 463,36		56 208 852,04		56 208 852,04
1069	Rep 97 excdt capit -neutr charg sur prod	642 940,38						642 940,38		642 940,38	
106	**Sous Total compte 106**	**642 940,38**	**54 445 388,68**				**1 763 463,36**	**642 940,38**	**56 208 852,04**		**55 565 911,66**
10	**Sous Total compte 10**	**642 940,38**	**88 645 879,34**			**26 944,66**	**2 174 059,75**	**669 885,04**	**90 819 939,09**		**90 150 054,05**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau solde créditeur		3 462 457,17	1 763 463,36	434 670,83			1 763 463,36	3 897 128,00		2 133 664,64
11	**Sous Total compte 11**		**3 462 457,17**	**1 763 463,36**	**434 670,83**			**1 763 463,36**	**3 897 128,00**		**2 133 664,64**
12	Résultat exercice excéd déficit		434 670,83	434 670,83				434 670,83	434 670,83		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**434 670,83**	**434 670,83**				**434 670,83**	**434 670,83**		**0,00**
1311	Subv équipt transf - Etat et EPN		257 131,18				40 000,00		297 131,18		297 131,18
1312	Subv équipt transf - Région		1 332 001,41						1 332 001,41		1 332 001,41
1313	Subv équipt transf - Dépt		3 670,70						3 670,70		3 670,70
13158	Subv équipt transf autres groupements		99 091,86						99 091,86		99 091,86
1315	**Sous Total compte 1315**		**99 091,86**						**99 091,86**		**99 091,86**
1316	Subv équipt transf - autres EPL		4 000,00	4 000,00				4 000,00	4 000,00		0,00
1318	Subv équipt transf - autres subv		233 257,46			274,00	171 370,14	274,00	404 627,60		404 353,60
131	**Sous Total compte 131**		**1 929 152,61**	**4 000,00**		**274,00**	**211 370,14**	**4 274,00**	**2 140 522,75**		**2 136 248,75**
1321	Etat et EPN		2 872 564,36				478 902,09		3 351 466,45		3 351 466,45

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1322	Région		6 331 910,01						6 331 910,01		6 331 910,01
1323	Dépt		1 640 079,13						1 640 079,13		1 640 079,13
13258	Autres groupements		129 663,66						129 663,66		129 663,66
1325	**Sous Total compte 1325**		**129 663,66**						**129 663,66**		**129 663,66**
1326	Autres EPL		1 782,00						1 782,00		1 782,00
1328	Autres		10 106 796,55						10 106 796,55		10 106 796,55
132	**Sous Total compte 132**		**21 082 795,71**				**478 902,09**		**21 561 697,80**		**21 561 697,80**
1332	Amendes de police		3 295 692,60						3 295 692,60		3 295 692,60
133	**Sous Total compte 133**		**3 295 692,60**						**3 295 692,60**		**3 295 692,60**
1341	Dotation d'équipement territoires ruraux		2 050,29						2 050,29		2 050,29
1342	Fds afftés équipt non transf amendes pol		867 799,53						867 799,53		867 799,53
1345	Fds afftés non transf part non réal aire		21 723,98						21 723,98		21 723,98
134	**Sous Total compte 134**		**891 573,80**						**891 573,80**		**891 573,80**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1381	Autres subv invest non transf Etat-epn		22 410,01						22 410,01		22 410,01
138	**Sous Total compte 138**		**22 410,01**						**22 410,01**		**22 410,01**
13911	Subv équipt transf - Etat EPN	5 174,62				330,16		5 504,78		5 504,78	
13913	Subv équipt transf - Dépt	1 790,51				139,25		1 929,76		1 929,76	
13916	Subv équipt transf - autres EPL	4 000,00			4 000,00			4 000,00	4 000,00		0,00
13918	Subv équipt transf autres	100 372,21				1 275,64		101 647,85		101 647,85	
1391	**Sous Total compte 1391**	**111 337,34**			**4 000,00**	**1 745,05**		**113 082,39**	**4 000,00**	**109 082,39**	
139	**Sous Total compte 139**	**111 337,34**			**4 000,00**	**1 745,05**		**113 082,39**	**4 000,00**	**109 082,39**	
13	**Sous Total compte 13**	**111 337,34**	**27 221 624,73**	**4 000,00**	**4 000,00**	**2 019,05**	**690 272,23**	**117 356,39**	**27 915 896,96**		**27 798 540,57**
15112	Prov litiges (b)		21 291,19						21 291,19		21 291,19
1511	**Sous Total compte 1511**		**21 291,19**						**21 291,19**		**21 291,19**
15181	Autres prov pour risques (nb)		590 896,00						590 896,00		590 896,00
1518	**Sous Total compte 1518**		**590 896,00**						**590 896,00**		**590 896,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
151	**Sous Total compte 151**		**612 187,19**						**612 187,19**		**612 187,19**
15722	Prov gros entretien grandes révision (b)		326 520,35						326 520,35		326 520,35
1572	**Sous Total compte 1572**		**326 520,35**						**326 520,35**		**326 520,35**
157	**Sous Total compte 157**		**326 520,35**						**326 520,35**		**326 520,35**
15	**Sous Total compte 15**		**938 707,54**						**938 707,54**		**938 707,54**
1641	Emprunts en euros		25 972 039,08			3 024 496,18	3 000 000,00	3 024 496,18	28 972 039,08		25 947 542,90
164	**Sous Total compte 164**		**25 972 039,08**			**3 024 496,18**	**3 000 000,00**	**3 024 496,18**	**28 972 039,08**		**25 947 542,90**
165	Dép et caution reçus		12 334,27				2 250,00		14 584,27		14 584,27
16876	Autres dettes - autres epl		1 240 481,47						1 240 481,47		1 240 481,47
1687	**Sous Total compte 1687**		**1 240 481,47**						**1 240 481,47**		**1 240 481,47**
16884	Ints courus sur emprunts éts financiers		89 792,91	89 792,91	73 454,48			89 792,91	163 247,39		73 454,48
1688	**Sous Total compte 1688**		**89 792,91**	**89 792,91**	**73 454,48**			**89 792,91**	**163 247,39**		**73 454,48**
168	**Sous Total compte 168**		**1 330 274,38**	**89 792,91**	**73 454,48**			**89 792,91**	**1 403 728,86**		**1 313 935,95**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
16	**Sous Total compte 16**		**27 314 647,73**	**89 792,91**	**73 454,48**	**3 024 496,18**	**3 002 250,00**	**3 114 289,09**	**30 390 352,21**		**27 276 063,12**
192	Plus ou moins-values cessions immo		2 027 627,49				805 431,45		2 833 058,94		2 833 058,94
193	Autres neutralisations et régularisation	37 763,00						37 763,00		37 763,00	
19	**Sous Total compte 19**	**37 763,00**	**2 027 627,49**				**805 431,45**	**37 763,00**	**2 833 058,94**		**2 795 295,94**
	Total classe 1	**792 040,72**	**150 045 614,83**	**2 291 927,10**	**512 125,31**	**3 053 459,89**	**6 672 013,43**	**6 137 427,71**	**157 229 753,57**	**789 785,77**	**151 882 111,63**
202	Frais réalisation doc urb et num cadast	242 704,39						242 704,39		242 704,39	
2031	Frais d'études	404 089,03				78 659,26	10 698,00	482 748,29	10 698,00	472 050,29	
2033	Frais d'insertion	80 706,62				9 936,00	98,18	90 642,62	98,18	90 544,44	
203	**Sous Total compte 203**	**484 795,65**				**88 595,26**	**10 796,18**	**573 390,91**	**10 796,18**	**562 594,73**	
2041512	Bâtiments et installations	2 166 379,93						2 166 379,93		2 166 379,93	
204151	**Sous Total compte 204151**	**2 166 379,93**						**2 166 379,93**		**2 166 379,93**	
20415	**Sous Total compte 20415**	**2 166 379,93**						**2 166 379,93**		**2 166 379,93**	
204172	Bâtiments et installations	86 000,00						86 000,00		86 000,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
20417	**Sous Total compte 20417**	**86 000,00**						**86 000,00**		**86 000,00**	
2041	**Sous Total compte 2041**	**2 252 379,93**						**2 252 379,93**		**2 252 379,93**	
20422	Bâtiments et installations	471 641,32			471 641,32			471 641,32	471 641,32		0,00
2042	**Sous Total compte 2042**	**471 641,32**			**471 641,32**			**471 641,32**	**471 641,32**		**0,00**
204	**Sous Total compte 204**	**2 724 021,25**			**471 641,32**			**2 724 021,25**	**471 641,32**	**2 252 379,93**	
2051	Concessions et droits similaires	1 677 111,73			4 152,00	41 665,80		1 718 777,53	4 152,00	1 714 625,53	
205	**Sous Total compte 205**	**1 677 111,73**			**4 152,00**	**41 665,80**		**1 718 777,53**	**4 152,00**	**1 714 625,53**	
2088	Autres immobilisations incorporelles	56 400,00				300 700,00		357 100,00		357 100,00	
208	**Sous Total compte 208**	**56 400,00**				**300 700,00**		**357 100,00**		**357 100,00**	
20	**Sous Total compte 20**	**5 185 033,02**			**475 793,32**	**430 961,06**	**10 796,18**	**5 615 994,08**	**486 589,50**	**5 129 404,58**	
2111	Terrains nus	425 152,89						425 152,89		425 152,89	
2112	Terrains de voirie	2 654 734,31						2 654 734,31		2 654 734,31	
2113	Terr aménagés autres que voirie	11 769 641,40				398 551,96		12 168 193,36		12 168 193,36	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2116	Cimetières	988 367,48						988 367,48		988 367,48	
2118	Autres terrains	27 098,82						27 098,82		27 098,82	
211	**Sous Total compte 211**	**15 864 994,90**				**398 551,96**		**16 263 546,86**		**16 263 546,86**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	201 090,51			33 247,05	27 911,23		229 001,74	33 247,05	195 754,69	
2128	Autres agenct et aménagt terrains	2 022 342,76				120 016,04		2 142 358,80		2 142 358,80	
212	**Sous Total compte 212**	**2 223 433,27**			**33 247,05**	**147 927,27**		**2 371 360,54**	**33 247,05**	**2 338 113,49**	
21311	Hôtel de ville	12 963 121,59						12 963 121,59		12 963 121,59	
21312	Batiments scolaires	29 353 791,75				369 582,15	112 921,19	29 723 373,90	112 921,19	29 610 452,71	
21316	Construct-batiments publics-equipt cimet	3 277,80						3 277,80		3 277,80	
21318	Autres batiments publics	53 361 566,73				107 878,23		53 469 444,96		53 469 444,96	
2131	**Sous Total compte 2131**	**95 681 757,87**				**477 460,38**	**112 921,19**	**96 159 218,25**	**112 921,19**	**96 046 297,06**	
2132	Immeubles de rapport	383 223,54			0,31	32 619,11	35 928,44	415 842,65	35 928,75	379 913,90	
2135	Instal gales agenct amégts const	1 992 530,73			5 110,16	1 316 481,52		3 309 012,25	5 110,16	3 303 902,09	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2138	Autres constructions	5 765 700,20						5 765 700,20		5 765 700,20	
213	**Sous Total compte 213**	**103 823 212,34**			**5 110,47**	**1 826 561,01**	**148 849,63**	**105 649 773,35**	**153 960,10**	**105 495 813,25**	
2152	Installations de voirie	90 592,10			2 893,26	72 648,43		163 240,53	2 893,26	160 347,27	
21531	Réseaux adduction eau	28 993,76						28 993,76		28 993,76	
21533	Réseaux cablés	489 590,39			356,40	55 205,39		544 795,78	356,40	544 439,38	
21534	Réseaux électrificatio	49 361,34						49 361,34		49 361,34	
21538	Autres réseaux	38 004,10						38 004,10		38 004,10	
2153	**Sous Total compte 2153**	**605 949,59**			**356,40**	**55 205,39**		**661 154,98**	**356,40**	**660 798,58**	
21568	Autre mat outil incendie déf civ	17 408,02			2 047,20	7 069,20		24 477,22	2 047,20	22 430,02	
2156	**Sous Total compte 2156**	**17 408,02**			**2 047,20**	**7 069,20**		**24 477,22**	**2 047,20**	**22 430,02**	
21571	Mat outil voirie mat roulant	1 077 855,08						1 077 855,08		1 077 855,08	
21578	Autre mat et outillage de voirie	615 164,88			6 490,80	3 061,08		618 225,96	6 490,80	611 735,16	
2157	**Sous Total compte 2157**	**1 693 019,96**			**6 490,80**	**3 061,08**		**1 696 081,04**	**6 490,80**	**1 689 590,24**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2158	Autres instal mat outil tech	352 445,62			27 145,42	31 685,81		384 131,43	27 145,42	356 986,01	
215	**Sous Total compte 215**	**2 759 415,29**			**38 933,08**	**169 669,91**		**2 929 085,20**	**38 933,08**	**2 890 152,12**	
2161	Oeuvres et objets d'art	135 245,15				38 494,98		173 740,13		173 740,13	
216	**Sous Total compte 216**	**135 245,15**				**38 494,98**		**173 740,13**		**173 740,13**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	2 090 053,61			8 247,56			2 090 053,61	8 247,56	2 081 806,05	
2182	Mat de transport	1 533 537,34			42 410,00	104 312,92	4 768,92	1 637 850,26	47 178,92	1 590 671,34	
2183	Mat bureau mat informatique	2 588 384,48			25 534,48	199 931,72		2 788 316,20	25 534,48	2 762 781,72	
2184	Mobilier	1 843 996,71			94 442,68	75 251,64		1 919 248,35	94 442,68	1 824 805,67	
2188	Autres immobilisations corporelles	6 730 430,96			156 546,76	424 357,27		7 154 788,23	156 546,76	6 998 241,47	
218	**Sous Total compte 218**	**14 786 403,10**			**327 181,48**	**803 853,55**	**4 768,92**	**15 590 256,65**	**331 950,40**	**15 258 306,25**	
21	**Sous Total compte 21**	**139 592 704,05**			**404 472,08**	**3 385 058,68**	**153 618,55**	**142 977 762,73**	**558 090,63**	**142 419 672,10**	
2312	Agencements et aménagements de terrains	285 581,82				2 506,79		288 088,61		288 088,61	
2313	Constructions	1 498 598,27						1 498 598,27		1 498 598,27	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2315	Instal mat outil techn	2 503,22						2 503,22		2 503,22	
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	78 787,40						78 787,40		78 787,40	
2318	Autres immobilisat corporelles en cours	3 302 603,97						3 302 603,97		3 302 603,97	
231	**Sous Total compte 231**	**5 168 074,68**				**2 506,79**		**5 170 581,47**		**5 170 581,47**	
232	Immobilisations incorporelles en cours	6 729,04						6 729,04		6 729,04	
23	**Sous Total compte 23**	**5 174 803,72**				**2 506,79**		**5 177 310,51**		**5 177 310,51**	
2423	Immob mises à dispo EPCI	20 429 767,53						20 429 767,53		20 429 767,53	
242	**Sous Total compte 242**	**20 429 767,53**						**20 429 767,53**		**20 429 767,53**	
2492	Mises à dispo transf compétences		2 517,00						2 517,00		2 517,00
249	**Sous Total compte 249**		**2 517,00**						**2 517,00**		**2 517,00**
24	**Sous Total compte 24**	**20 429 767,53**	**2 517,00**					**20 429 767,53**	**2 517,00**	**20 427 250,53**	
261	Titres de participation	182 400,00						182 400,00		182 400,00	
266	Autres formes de participation	117 874,99				20 000,00		137 874,99		137 874,99	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
26	**Sous Total compte 26**	**300 274,99**				**20 000,00**		**320 274,99**		**320 274,99**	
275	Dépôts et cautionnements versés	204 673,73				135 396,18		340 069,91		340 069,91	
2764	Créances particul et aut pers droit priv	844 608,58						844 608,58		844 608,58	
276	**Sous Total compte 276**	**844 608,58**						**844 608,58**		**844 608,58**	
27	**Sous Total compte 27**	**1 049 282,31**				**135 396,18**		**1 184 678,49**		**1 184 678,49**	
2802	Amort frais réal doc urb et num cadastre		126 378,39				20 347,00		146 725,39		146 725,39
28031	Amort frais études		3 184,00			2 160,00	3 752,00	2 160,00	6 936,00		4 776,00
28033	Amort frais d'insertion		4 320,00				2 160,00		6 480,00		6 480,00
2803	**Sous Total compte 2803**		**7 504,00**			**2 160,00**	**5 912,00**	**2 160,00**	**13 416,00**		**11 256,00**
28041511	Bâtiments et installations		1 310 975,00				144 425,00		1 455 400,00		1 455 400,00
2804151	**Sous Total compte 2804151**		**1 310 975,00**				**144 425,00**		**1 455 400,00**		**1 455 400,00**
280415	**Sous Total compte 280415**		**1 310 975,00**				**144 425,00**		**1 455 400,00**		**1 455 400,00**
2804172	Bâtiments et installations		68 796,00				5 733,00		74 529,00		74 529,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280417	**Sous Total compte 280417**		**68 796,00**				**5 733,00**		**74 529,00**		**74 529,00**
28041	**Sous Total compte 28041**		**1 379 771,00**				**150 158,00**		**1 529 929,00**		**1 529 929,00**
280422	Bâtiments et installations		512 100,40	471 641,32				471 641,32	512 100,40		40 459,08
28042	**Sous Total compte 28042**		**512 100,40**	**471 641,32**				**471 641,32**	**512 100,40**		**40 459,08**
2804	**Sous Total compte 2804**		**1 891 871,40**	**471 641,32**			**150 158,00**	**471 641,32**	**2 042 029,40**		**1 570 388,08**
28051	Concessions et droits similaires		1 475 790,90	4 152,00			94 205,13	4 152,00	1 569 996,03		1 565 844,03
2805	**Sous Total compte 2805**		**1 475 790,90**	**4 152,00**			**94 205,13**	**4 152,00**	**1 569 996,03**		**1 565 844,03**
28088	Autres immobilisations incorporelles						11 280,00		11 280,00		11 280,00
2808	**Sous Total compte 2808**						**11 280,00**		**11 280,00**		**11 280,00**
280	**Sous Total compte 280**		**3 501 544,69**	**475 793,32**		**2 160,00**	**281 902,13**	**477 953,32**	**3 783 446,82**		**3 305 493,50**
28121	Amort plantations d'arbres et d'arbustes		91 985,75	33 247,05			5 917,90	33 247,05	97 903,65		64 656,60
28128	Amort autres agenct amégat terr		111 470,32				17 121,34		128 591,66		128 591,66
2812	**Sous Total compte 2812**		**203 456,07**	**33 247,05**			**23 039,24**	**33 247,05**	**226 495,31**		**193 248,26**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28132	Immeubles de rapport		4 340,31	0,31			2 293,93	0,31	6 634,24		6 633,93
28135	Amort instal gales agenct amégat constru		44 412,96	5 110,16			75 055,64	5 110,16	119 468,60		114 358,44
2813	**Sous Total compte 2813**		**48 753,27**	**5 110,47**			**77 349,57**	**5 110,47**	**126 102,84**		**120 992,37**
28152	Installations de voirie		20 523,87	2 893,26			2 875,80	2 893,26	23 399,67		20 506,41
281531	Réseaux adduction eau		1 764,00				965,20		2 729,20		2 729,20
281533	Réseaux câblés		78 804,16	356,40			16 550,21	356,40	95 354,37		94 997,97
281534	Réseaux électrificatior		4 155,00				1 641,00		5 796,00		5 796,00
281538	Autres réseaux		20 256,00				1 266,00		21 522,00		21 522,00
28153	**Sous Total compte 28153**		**104 979,16**	**356,40**			**20 422,41**	**356,40**	**125 401,57**		**125 045,17**
281568	Amort aut matér outil incend déf civile		6 059,20	2 047,20			2 066,54	2 047,20	8 125,74		6 078,54
28156	**Sous Total compte 28156**		**6 059,20**	**2 047,20**			**2 066,54**	**2 047,20**	**8 125,74**		**6 078,54**
281571	Mat roulant		853 327,78				46 017,00		899 344,78		899 344,78
281578	Amort autre mat outillage de voirie		358 377,88	6 490,80		116,00	45 307,69	6 606,80	403 685,57		397 078,77

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28157	**Sous Total compte 28157**		**1 211 705,66**	**6 490,80**		**116,00**	**91 324,69**	**6 606,80**	**1 303 030,35**		**1 296 423,55**
28158	Autres instal mat outil tech		156 771,28	27 145,42			29 425,44	27 145,42	186 196,72		159 051,30
2815	**Sous Total compte 2815**		**1 500 039,17**	**38 933,08**		**116,00**	**146 114,88**	**39 049,08**	**1 646 154,05**		**1 607 104,97**
28181	Instal gales agenct amngts divers		859 253,98	8 247,56			129 357,92	8 247,56	988 611,90		980 364,34
28182	Mat de transport		1 145 637,37	42 410,00			67 138,82	42 410,00	1 212 776,19		1 170 366,19
28183	Mat bureau mat informatique		2 097 662,61	25 534,48			153 798,53	25 534,48	2 251 461,14		2 225 926,66
28184	Mobilier		1 342 828,04	94 442,68			90 028,52	94 442,68	1 432 856,56		1 338 413,88
28188	Amort autres immobilisations corporelles		4 934 064,50	156 546,76			324 345,76	156 546,76	5 258 410,26		5 101 863,50
2818	**Sous Total compte 2818**		**10 379 446,50**	**327 181,48**			**764 669,55**	**327 181,48**	**11 144 116,05**		**10 816 934,57**
281	**Sous Total compte 281**		**12 131 695,01**	**404 472,08**		**116,00**	**1 011 173,24**	**404 588,08**	**13 142 868,25**		**12 738 280,17**
28	**Sous Total compte 28**		**15 633 239,70**	**880 265,40**		**2 276,00**	**1 293 075,37**	**882 541,40**	**16 926 315,07**		**16 043 773,67**
	Total classe 2	**171 731 865,62**	**15 635 756,70**	**880 265,40**	**880 265,40**	**3 976 198,71**	**1 457 490,10**	**176 588 329,73**	**17 973 512,20**	**174 661 108,20**	**16 046 290,67**
4011	Fournisseurs		322 694,42	7 238 585,89	7 287 956,96			7 238 585,89	7 610 651,38		372 065,49

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		201,78						201,78		201,78
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions			25 342,66	25 342,66			25 342,66	25 342,66		0,00
4017	**Sous Total compte 4017**		**201,78**	**25 342,66**	**25 342,66**			**25 342,66**	**25 544,44**		**201,78**
401	**Sous Total compte 401**		**322 896,20**	**7 263 928,55**	**7 313 299,62**			**7 263 928,55**	**7 636 195,82**		**372 267,27**
4041	Fournis immob		182 035,43	4 113 853,24	4 179 991,23			4 113 853,24	4 362 026,66		248 173,42
40471	Fournis immob - retenues de garantie		92 396,06	46 883,56	22 378,95			46 883,56	114 775,01		67 891,45
40472	Fournisseurs immo - Cession, Oppositions			204 402,22	259 470,19			204 402,22	259 470,19		55 067,97
4047	**Sous Total compte 4047**		**92 396,06**	**251 285,78**	**281 849,14**			**251 285,78**	**374 245,20**		**122 959,42**
404	**Sous Total compte 404**		**274 431,49**	**4 365 139,02**	**4 461 840,37**			**4 365 139,02**	**4 736 271,86**		**371 132,84**
408	Fournis factures non parvenues		1 588 294,11	1 588 294,11	1 707 157,32			1 588 294,11	3 295 451,43		1 707 157,32
40	**Sous Total compte 40**		**2 185 621,80**	**13 217 361,68**	**13 482 297,31**			**13 217 361,68**	**15 667 919,11**		**2 450 557,43**
4111	Redevables - amiable	438 743,33		872 650,13	709 520,52			1 311 393,46	709 520,52	601 872,94	
4116	Redevables - contentieux	558 987,15		205 638,18	342 017,15			764 625,33	342 017,15	422 608,18	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
411	**Sous Total compte 411**	**997 730,48**		**1 078 288,31**	**1 051 537,67**			**2 076 018,79**	**1 051 537,67**	**1 024 481,12**	
4141	Locataires acquéreurs locat - amiable	8 325,14		57 030,00	49 727,64			65 355,14	49 727,64	15 627,50	
4146	Locataires-acquéreurs locat contentieux	1 628,56		26 817,64	6 206,40			28 446,20	6 206,40	22 239,80	
414	**Sous Total compte 414**	**9 953,70**		**83 847,64**	**55 934,04**			**93 801,34**	**55 934,04**	**37 867,30**	
41	**Sous Total compte 41**	**1 007 684,18**		**1 162 135,95**	**1 107 471,71**			**2 169 820,13**	**1 107 471,71**	**1 062 348,42**	
421	Personnel - rémunérations dues		2 200,00	14 524 707,76	14 522 507,76			14 524 707,76	14 524 707,76		0,00
427	Personnel - oppositions			69 595,78	69 595,78			69 595,78	69 595,78		0,00
4286	Personnel - autres charges à payer		45 875,00	45 875,00	19 000,00			45 875,00	64 875,00		19 000,00
428	**Sous Total compte 428**		**45 875,00**	**45 875,00**	**19 000,00**			**45 875,00**	**64 875,00**		**19 000,00**
429	Deficit débets comptables et régisseurs	138,00		1 783,00	1 780,00			1 921,00	1 780,00	141,00	
42	**Sous Total compte 42**	**138,00**	**48 075,00**	**14 641 961,54**	**14 612 883,54**			**14 642 099,54**	**14 660 958,54**		**18 859,00**
431	Sécurite sociale			5 921 218,81	5 921 218,81			5 921 218,81	5 921 218,81		0,00
437	Autres organismes sociaux		324,05	4 589 908,72	4 597 333,35			4 589 908,72	4 597 657,40		7 748,68

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4386	Organismes soc - autres charges à payer		136,32	136,32	472,63			136,32	608,95		472,63
438	**Sous Total compte 438**		**136,32**	**136,32**	**472,63**			**136,32**	**608,95**		**472,63**
43	**Sous Total compte 43**		**460,37**	**10 511 263,85**	**10 519 024,79**			**10 511 263,85**	**10 519 485,16**		**8 221,31**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			20 008,60	7 000,80			20 008,60	7 000,80	13 007,80	
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux			7 000,80	7 000,80			7 000,80	7 000,80		0,00
441	**Sous Total compte 441**			**27 009,40**	**14 001,60**			**27 009,40**	**14 001,60**	**13 007,80**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r		30 244,00	429 919,45	399 675,45			429 919,45	429 919,45		0,00
442	**Sous Total compte 442**		**30 244,00**	**429 919,45**	**399 675,45**			**429 919,45**	**429 919,45**		**0,00**
44311	Opér particul avec Etat dépenses			174 503,16	175 178,16			174 503,16	175 178,16		675,00
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable	140 198,40			139 938,00			140 198,40	139 938,00	260,40	
44316	Opér particul avec Etat rec contentieux			100,00	100,00			100,00	100,00		0,00
4431	**Sous Total compte 4431**	**140 198,40**		**174 603,16**	**315 216,16**			**314 801,56**	**315 216,16**		**414,60**
44322	Opér particul Région recettes amiable			2 736,20	2 736,20			2 736,20	2 736,20		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44326	Opér part Région recettes contentieux			535,00				535,00		535,00	
4432	**Sous Total compte 4432**			**3 271,20**	**2 736,20**			**3 271,20**	**2 736,20**	**535,00**	
44331	Opér particulières avec Département_Dép			152 195,00	152 195,00			152 195,00	152 195,00		0,00
44332	Opér particul avec Dépt rec amiable	432,26			432,26			432,26	432,26		0,00
4433	**Sous Total compte 4433**	**432,26**		**152 195,00**	**152 627,26**			**152 627,26**	**152 627,26**		**0,00**
44341	Opér part av Etat communes dépenses			138 242,25	138 242,25			138 242,25	138 242,25		0,00
44342	Opér part av Etat Cnes recettes amiable	1 125,26		3 014,20	3 961,46			4 139,46	3 961,46	178,00	
44346	Op particul avec Cnes rec contentieux			302,74	102,74			302,74	102,74	200,00	
4434	**Sous Total compte 4434**	**1 125,26**		**141 559,19**	**142 306,45**			**142 684,45**	**142 306,45**	**378,00**	
44351	Opér particul grp dépenses		647 236,38	7 415 426,44	7 309 949,89			7 415 426,44	7 957 186,27		541 759,83
44352	Opér particul avec grp recettes amiable	1 951,00		2 736,20	4 687,20			4 687,20	4 687,20		0,00
44356	Opér particul grp recettes contentieux			200,07	100,07			200,07	100,07	100,00	
4435	**Sous Total compte 4435**	**1 951,00**	**647 236,38**	**7 418 362,71**	**7 314 737,16**			**7 420 313,71**	**7 961 973,54**		**541 659,83**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44361	Opér part av Etat caisse écoles dépenses			47 583,00	47 583,00			47 583,00	47 583,00		0,00
4436	**Sous Total compte 4436**			**47 583,00**	**47 583,00**			**47 583,00**	**47 583,00**		**0,00**
44371	Opér part av Etat col pub ccas dépenses			408 264,04	408 264,04			408 264,04	408 264,04		0,00
4437	**Sous Total compte 4437**			**408 264,04**	**408 264,04**			**408 264,04**	**408 264,04**		**0,00**
44381	Aut serv organ pub - dépenses			306 222,19	335 175,02			306 222,19	335 175,02		28 952,83
44382	Aut serv organ pub - recette amiable	910,26			910,26			910,26	910,26		0,00
4438	**Sous Total compte 4438**	**910,26**		**306 222,19**	**336 085,28**			**307 132,45**	**336 085,28**		**28 952,83**
443	**Sous Total compte 443**	**144 617,18**	**647 236,38**	**8 652 060,49**	**8 719 555,55**			**8 796 677,67**	**9 366 791,93**		**570 114,26**
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés		344,78	72 388,67	72 043,89			72 388,67	72 388,67		0,00
4486	Autres charges à payer		106 138,88	106 138,88	61 415,66			106 138,88	167 554,54		61 415,66
4487	Produits à recevoir			80 600,00				80 600,00		80 600,00	
448	**Sous Total compte 448**		**106 138,88**	**186 738,88**	**61 415,66**			**186 738,88**	**167 554,54**	**19 184,34**	
44	**Sous Total compte 44**	**144 617,18**	**783 964,04**	**9 368 116,89**	**9 266 692,15**			**9 512 734,07**	**10 050 656,19**		**537 922,12**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4581	Dépenses (à subdiviser par mandat)	2 444 429,19						2 444 429,19		2 444 429,19	
4582	Recettes (à subdiviser par mandat)		13 031 776,73						13 031 776,73		13 031 776,73
458	**Sous Total compte 458**	**2 444 429,19**	**13 031 776,73**					**2 444 429,19**	**13 031 776,73**		**10 587 347,54**
45	**Sous Total compte 45**	**2 444 429,19**	**13 031 776,73**					**2 444 429,19**	**13 031 776,73**		**10 587 347,54**
4621	Créances cess immob - amiable			959 050,00	956 050,00			959 050,00	956 050,00	3 000,00	
462	**Sous Total compte 462**			**959 050,00**	**956 050,00**			**959 050,00**	**956 050,00**	**3 000,00**	
4643	Vacations encaissées à reverser			2 280,00	2 940,00			2 280,00	2 940,00		660,00
4648	Autres encaisSEMent pour compte de tiers		24 123,67	622,88	53 297,80			622,88	77 421,47		76 798,59
464	**Sous Total compte 464**		**24 123,67**	**2 902,88**	**56 237,80**			**2 902,88**	**80 361,47**		**77 458,59**
466	Excédt de verSEMent		1 167,69	11 036,70	15 025,81			11 036,70	16 193,50		5 156,80
46711	Autres comptes créditeurs		5 944,12	1 028 840,98	1 056 067,03			1 028 840,98	1 062 011,15		33 170,17
4671	**Sous Total compte 4671**		**5 944,12**	**1 028 840,98**	**1 056 067,03**			**1 028 840,98**	**1 062 011,15**		**33 170,17**
46721	Débiteurs divers - amiable	132 261,67		3 184 334,08	3 201 754,81			3 316 595,75	3 201 754,81	114 840,94	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46726	Débiteurs divers - contentieux	134 809,62		15 996,59	9 725,61			150 806,21	9 725,61	141 080,60	
4672	**Sous Total compte 4672**	**267 071,29**		**3 200 330,67**	**3 211 480,42**			**3 467 401,96**	**3 211 480,42**	**255 921,54**	
467	**Sous Total compte 467**	**267 071,29**	**5 944,12**	**4 229 171,65**	**4 267 547,45**			**4 496 242,94**	**4 273 491,57**	**222 751,37**	
4686	Divers - charges à payer		3 772,52	3 772,52	2 325,12			3 772,52	6 097,64		2 325,12
468	**Sous Total compte 468**		**3 772,52**	**3 772,52**	**2 325,12**			**3 772,52**	**6 097,64**		**2 325,12**
46	**Sous Total compte 46**	**267 071,29**	**35 008,00**	**5 205 933,75**	**5 297 186,18**			**5 473 005,04**	**5 332 194,18**	**140 810,86**	
4711	Verst des régisseurs		5 533,41	2 171 556,97	2 165 917,86			2 171 556,97	2 171 451,27	105,70	
4712	Viremts réimputés		3 656,99	44 712,48	85 290,73			44 712,48	88 947,72		44 235,24
47131	Raet : verst contrib directes			25 251 475,50	25 251 475,50			25 251 475,50	25 251 475,50		0,00
47132	Raet : verst dgf			3 499 130,25	3 499 130,25			3 499 130,25	3 499 130,25		0,00
47134	Raet : subv			1 131 327,41	1 131 327,41			1 131 327,41	1 131 327,41		0,00
47138	Raet : autres		76 723,47	16 262 089,75	16 291 319,23			16 262 089,75	16 368 042,70		105 952,95
4713	**Sous Total compte 4713**		**76 723,47**	**46 144 022,91**	**46 173 252,39**			**46 144 022,91**	**46 249 975,86**		**105 952,95**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		2 841,37	22 347,10	20 550,09			22 347,10	23 391,46		1 044,36
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		3 817,50	116 029,36	128 098,06			116 029,36	131 915,56		15 886,20
47141	**Sous Total compte 47141**		**6 658,87**	**138 376,46**	**148 648,15**			**138 376,46**	**155 307,02**		**16 930,56**
47143	Flux d'encaissements à réimputer				196,56				196,56		196,56
4714	**Sous Total compte 4714**		**6 658,87**	**138 376,46**	**148 844,71**			**138 376,46**	**155 503,58**		**17 127,12**
4718	Autres recettes à régulariser		19 273,28	3 760 395,16	3 761 274,19			3 760 395,16	3 780 547,47		20 152,31
471	**Sous Total compte 471**		**111 846,02**	**52 259 063,98**	**52 334 579,88**			**52 259 063,98**	**52 446 425,90**		**187 361,92**
47211	Remboursements d'annuités d'emprunts	1 277,09		3 520 498,56	3 521 775,65			3 521 775,65	3 521 775,65		0,00
47218	Autres dépenses	3 803,03		1 071 377,12	1 075 180,15			1 075 180,15	1 075 180,15		0,00
4721	**Sous Total compte 4721**	**5 080,12**		**4 591 875,68**	**4 596 955,80**			**4 596 955,80**	**4 596 955,80**		**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de mdt			70,15	70,15			70,15	70,15		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	1 682,53		925 740,57	180 659,91			927 423,10	180 659,91	746 763,19	
472	**Sous Total compte 472**	**6 762,65**		**5 517 686,40**	**4 777 685,86**			**5 524 449,05**	**4 777 685,86**	**746 763,19**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47	**Sous Total compte 47**	**6 762,65**	**111 846,02**	**57 776 750,38**	**57 112 265,74**			**57 783 513,03**	**57 224 111,76**	**559 401,27**	
	Total classe 4	**3 870 702,49**	**16 196 751,96**	**111 883 524,04**	**111 397 821,42**			**115 754 226,53**	**127 594 573,38**	**4 607 590,24**	**16 447 937,09**
5113	Titres spéc de paiemt et assim à encais	5 524,08		19 984,52	19 533,33			25 508,60	19 533,33	5 975,27	
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent			23 834,49	23 834,49			23 834,49	23 834,49		0,00
5116	TIP à l'encaissement	128,95		22 998,86	23 093,25			23 127,81	23 093,25	34,56	
51172	Chèques impayés			663,46	466,90			663,46	466,90	196,56	
51176	TIP impayés			243,09	243,09			243,09	243,09		0,00
51178	Autres valeurs impayées	220,00		3 065,29	2 430,35			3 285,29	2 430,35	854,94	
5117	**Sous Total compte 5117**	**220,00**		**3 971,84**	**3 140,34**			**4 191,84**	**3 140,34**	**1 051,50**	
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	382,06		13 541,69	13 607,11			13 923,75	13 607,11	316,64	
511	**Sous Total compte 511**	**6 255,09**		**84 331,40**	**83 208,52**			**90 586,49**	**83 208,52**	**7 377,97**	
515	Compte au trésor	5 465 318,67		47 776 497,62	49 105 461,86			53 241 816,29	49 105 461,86	4 136 354,43	
51931	Lignes de crédit de trésorerie			2 861 000,00	2 861 000,00			2 861 000,00	2 861 000,00		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5193	**Sous Total compte 5193**			**2 861 000,00**	**2 861 000,00**			**2 861 000,00**	**2 861 000,00**		**0,00**
519	**Sous Total compte 519**			**2 861 000,00**	**2 861 000,00**			**2 861 000,00**	**2 861 000,00**		**0,00**
51	**Sous Total compte 51**	**5 471 573,76**		**50 721 829,02**	**52 049 670,38**			**56 193 402,78**	**52 049 670,38**	**4 143 732,40**	
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	11 175,90		12 657,63	15 657,63			23 833,53	15 657,63	8 175,90	
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	765,00						765,00		765,00	
541	**Sous Total compte 541**	**11 940,90**		**12 657,63**	**15 657,63**			**24 598,53**	**15 657,63**	**8 940,90**	
54	**Sous Total compte 54**	**11 940,90**		**12 657,63**	**15 657,63**			**24 598,53**	**15 657,63**	**8 940,90**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			2 307 370,53	2 307 370,53			2 307 370,53	2 307 370,53		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			206 510,46	206 510,46			206 510,46	206 510,46		0,00
5872	Compte pivot - admission en non valeur			35 228,31	35 228,31			35 228,31	35 228,31		0,00
587	**Sous Total compte 587**			**35 228,31**	**35 228,31**			**35 228,31**	**35 228,31**		**0,00**
588	Autres virements internes			3 742 837,73	3 742 837,73			3 742 837,73	3 742 837,73		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**6 291 947,03**	**6 291 947,03**			**6 291 947,03**	**6 291 947,03**		**0,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 5	**5 483 514,66**		**57 026 433,68**	**58 357 275,04**			**62 509 948,34**	**58 357 275,04**	**4 152 673,30**	
6042	Achts prest serv autre que terr à aménag					136 288,56		136 288,56		136 288,56	
604	**Sous Total compte 604**					**136 288,56**		**136 288,56**		**136 288,56**	
60611	Achts non stkés fournit eau-assainist					208 165,92	51 961,30	208 165,92	51 961,30	156 204,62	
60612	Achts non stkés fournit énergie élect					750 195,75	179 804,84	750 195,75	179 804,84	570 390,91	
60613	Achts non stkés fournit chauf urbain					411 014,04	57 554,06	411 014,04	57 554,06	353 459,98	
6061	**Sous Total compte 6061**					**1 369 375,71**	**289 320,20**	**1 369 375,71**	**289 320,20**	**1 080 055,51**	
60621	Achts non stkés combustibles					17 271,02		17 271,02		17 271,02	
60622	Achts non stkés carburants					143 956,82	13 928,40	143 956,82	13 928,40	130 028,42	
60623	Achts non stkés d'aliment					946 419,12	85 913,66	946 419,12	85 913,66	860 505,46	
60628	Achts autres fournit non stkées					84 629,82	10 023,96	84 629,82	10 023,96	74 605,86	
6062	**Sous Total compte 6062**					**1 192 276,78**	**109 866,02**	**1 192 276,78**	**109 866,02**	**1 082 410,76**	
60631	Achts non stkés fournit entretien					81 260,88	69 831,30	81 260,88	69 831,30	11 429,58	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60632	Achts non stkés fournit petit équipt					248 245,07	8 324,99	248 245,07	8 324,99	239 920,08	
60633	Achts non stkés fournit voirie					36 579,22	6 861,60	36 579,22	6 861,60	29 717,62	
60636	Achts non stkés vêtements travail					68 442,75	28 435,00	68 442,75	28 435,00	40 007,75	
6063	**Sous Total compte 6063**					**434 527,92**	**113 452,89**	**434 527,92**	**113 452,89**	**321 075,03**	
6064	Achts non stkés fournit admin					34 573,94	5 720,02	34 573,94	5 720,02	28 853,92	
6065	Achts non stkés livres-disques-cassettes					29 984,53	200,80	29 984,53	200,80	29 783,73	
6067	Achts non stkés fournit scolaires					61 006,60	3 159,81	61 006,60	3 159,81	57 846,79	
6068	Achts non stkés autres mat et fourn					85 601,77	3 374,31	85 601,77	3 374,31	82 227,46	
606	**Sous Total compte 606**					**3 207 347,25**	**525 094,05**	**3 207 347,25**	**525 094,05**	**2 682 253,20**	
60	**Sous Total compte 60**					**3 343 635,81**	**525 094,05**	**3 343 635,81**	**525 094,05**	**2 818 541,76**	
611	Contrats prestations de services					738 760,56	225 065,20	738 760,56	225 065,20	513 695,36	
6132	Locations immobilières					865 344,15	244 626,99	865 344,15	244 626,99	620 717,16	
6135	Locations mobilières					302 501,67	29 110,62	302 501,67	29 110,62	273 391,05	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
613	**Sous Total compte 613**					**1 167 845,82**	**273 737,61**	**1 167 845,82**	**273 737,61**	**894 108,21**	
614	Charges locatives et de copropriété					108 988,97	41 043,86	108 988,97	41 043,86	67 945,11	
61521	Entretien et réparations de terrains					138 191,06		138 191,06		138 191,06	
615221	Bâtiments publics					222 636,70	185 641,31	222 636,70	185 641,31	36 995,39	
615228	Autres bâtiments					238,80		238,80		238,80	
61522	**Sous Total compte 61522**					**222 875,50**	**185 641,31**	**222 875,50**	**185 641,31**	**37 234,19**	
615231	Voieries					6 500,00	6 500,00	6 500,00	6 500,00		0,00
615232	Réseaux					38 633,77	4 833,48	38 633,77	4 833,48	33 800,29	
61523	**Sous Total compte 61523**					**45 133,77**	**11 333,48**	**45 133,77**	**11 333,48**	**33 800,29**	
6152	**Sous Total compte 6152**					**406 200,33**	**196 974,79**	**406 200,33**	**196 974,79**	**209 225,54**	
61551	Entretien réparations matériel roulant					73 844,13	3 805,70	73 844,13	3 805,70	70 038,43	
61558	Entretien réparations autres mobiliers					78 257,95	8 094,36	78 257,95	8 094,36	70 163,59	
6155	**Sous Total compte 6155**					**152 102,08**	**11 900,06**	**152 102,08**	**11 900,06**	**140 202,02**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6156	Maintenance					534 965,36	78 664,02	534 965,36	78 664,02	456 301,34	
615	**Sous Total compte 615**					**1 093 267,77**	**287 538,87**	**1 093 267,77**	**287 538,87**	**805 728,90**	
6161	Multirisques					76 929,50		76 929,50		76 929,50	
616	**Sous Total compte 616**					**76 929,50**		**76 929,50**		**76 929,50**	
617	Etudes et recherches					65 598,00		65 598,00		65 598,00	
6182	Divers doc générale et technique					50 381,90	225,80	50 381,90	225,80	50 156,10	
6184	Divers verst à organismes formation					106 815,34	28 242,90	106 815,34	28 242,90	78 572,44	
6188	Autres frais divers					341 519,22	66 598,55	341 519,22	66 598,55	274 920,67	
618	**Sous Total compte 618**					**498 716,46**	**95 067,25**	**498 716,46**	**95 067,25**	**403 649,21**	
61	**Sous Total compte 61**					**3 750 107,08**	**922 452,79**	**3 750 107,08**	**922 452,79**	**2 827 654,29**	
6218	Autre personnel extérieur au service					83 601,57		83 601,57		83 601,57	
621	**Sous Total compte 621**					**83 601,57**		**83 601,57**		**83 601,57**	
6225	Indemnités au comptable et régisseurs					2 122,44		2 122,44		2 122,44	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6226	Rému interméd honoraires					222 648,39	16 658,20	222 648,39	16 658,20	205 990,19	
6227	Rému interméd honoraires frais act cont					54 982,74	4 200,00	54 982,74	4 200,00	50 782,74	
6228	Rému interméd honoraires divers					153 665,69	29 017,98	153 665,69	29 017,98	124 647,71	
622	**Sous Total compte 622**					**433 419,26**	**49 876,18**	**433 419,26**	**49 876,18**	**383 543,08**	
6231	Pub public relat publ annonces insert					44 196,88	4 592,60	44 196,88	4 592,60	39 604,28	
6232	Pub public relat publ fêtes cérémonies					262 551,36	42 039,83	262 551,36	42 039,83	220 511,53	
6236	Pub public relat publ catalog imprimés					88 108,48	9 438,28	88 108,48	9 438,28	78 670,20	
6237	Pub public relat publ publications					55 890,58	4 122,80	55 890,58	4 122,80	51 767,78	
6238	Pub public relat publ divers					67 506,07	14 406,44	67 506,07	14 406,44	53 099,63	
623	**Sous Total compte 623**					**518 253,37**	**74 599,95**	**518 253,37**	**74 599,95**	**443 653,42**	
6241	Transports de biens					3 950,40	2 430,00	3 950,40	2 430,00	1 520,40	
6247	Transports collectifs					28 046,75	1 385,76	28 046,75	1 385,76	26 660,99	
6248	Transports-divers					1 700,00		1 700,00		1 700,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
624	**Sous Total compte 624**					**33 697,15**	**3 815,76**	**33 697,15**	**3 815,76**	**29 881,39**	
6251	Déplacts missions récep - voyage déplcts					9 802,13		9 802,13		9 802,13	
6256	Déplacts missions récep - missions					2 039,38		2 039,38		2 039,38	
6257	Déplacts missions récep - réceptions					3 330,00		3 330,00		3 330,00	
625	**Sous Total compte 625**					**15 171,51**		**15 171,51**		**15 171,51**	
6261	Frais d'affranchisser					76 198,28		76 198,28		76 198,28	
6262	Frais de télécommunicati					171 203,41	34 814,75	171 203,41	34 814,75	136 388,66	
626	**Sous Total compte 626**					**247 401,69**	**34 814,75**	**247 401,69**	**34 814,75**	**212 586,94**	
627	Aut serv extér servi bancaires assimil					9 639,01		9 639,01		9 639,01	
6281	Aut serv extér concours divers					39 508,26	3 738,88	39 508,26	3 738,88	35 769,38	
6283	Aut serv extér frais de nettoyage locaux					120 474,36	16 898,16	120 474,36	16 898,16	103 576,20	
62876	Rembst frais aux GFP de rattach					5 811,00	1 000,00	5 811,00	1 000,00	4 811,00	
62878	Rembst frais à autres organismes					67 093,24	760,00	67 093,24	760,00	66 333,24	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6287	**Sous Total compte 6287**					**72 904,24**	**1 760,00**	**72 904,24**	**1 760,00**	**71 144,24**	
6288	Autres serv extér					285 602,41	13 215,78	285 602,41	13 215,78	272 386,63	
628	**Sous Total compte 628**					**518 489,27**	**35 612,82**	**518 489,27**	**35 612,82**	**482 876,45**	
62	**Sous Total compte 62**					**1 859 672,83**	**198 719,46**	**1 859 672,83**	**198 719,46**	**1 660 953,37**	
6331	Versement mobilité					423 799,00		423 799,00		423 799,00	
6332	Cotisations versées au FNAL					72 001,00		72 001,00		72 001,00	
6336	Cotis. centre national - centres gestion					214 890,55		214 890,55		214 890,55	
633	**Sous Total compte 633**					**710 690,55**		**710 690,55**		**710 690,55**	
63512	Impôts directs - taxes foncières					13 697,01		13 697,01		13 697,01	
63513	Impôts directs - autres impôts locaux					7 861,00		7 861,00		7 861,00	
6351	**Sous Total compte 6351**					**21 558,01**		**21 558,01**		**21 558,01**	
6358	Autres droits administration des impôts					20 149,15		20 149,15		20 149,15	
635	**Sous Total compte 635**					**41 707,16**		**41 707,16**		**41 707,16**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
637	Autres impôts tax verst sur rému aut org					6 771,70	3 063,00	6 771,70	3 063,00	3 708,70	
63	**Sous Total compte 63**					**759 169,41**	**3 063,00**	**759 169,41**	**3 063,00**	**756 106,41**	
64111	Persl titulaire_rémun principale					8 863 947,24	30 695,00	8 863 947,24	30 695,00	8 833 252,24	
64112	Persl titulair_NBI supplt fami indem rés					487 318,51		487 318,51		487 318,51	
64114	Personnel titulaire Indemnité inflatio					32 900,00		32 900,00		32 900,00	
64118	Personnel titulaire - autres indemnités					2 586 600,99		2 586 600,99		2 586 600,99	
6411	**Sous Total compte 6411**					**11 970 766,74**	**30 695,00**	**11 970 766,74**	**30 695,00**	**11 940 071,74**	
64131	Persel non titulaire - rémunération					5 981 874,76	15 180,00	5 981 874,76	15 180,00	5 966 694,76	
6413	**Sous Total compte 6413**					**5 981 874,76**	**15 180,00**	**5 981 874,76**	**15 180,00**	**5 966 694,76**	
64171	Apprentis rémunérations					110 433,65		110 433,65		110 433,65	
6417	**Sous Total compte 6417**					**110 433,65**		**110 433,65**		**110 433,65**	
6419	Rembst rémunérations du persel						34 941,04		34 941,04		34 941,04
641	**Sous Total compte 641**					**18 063 075,15**	**80 816,04**	**18 063 075,15**	**80 816,04**	**17 982 259,11**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6451	Charges sécu cotisations URSSAF					3 072 565,00		3 072 565,00		3 072 565,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraites					3 003 903,29		3 003 903,29		3 003 903,29	
6454	Charges sécu cotisations ASSEDIC					231 239,00		231 239,00		231 239,00	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					3 052,96		3 052,96		3 052,96	
6456	Charges sécu verst FNC et SF					4 941,00		4 941,00		4 941,00	
6458	Charges sécu prévoyance cotisations					39 040,82	136,32	39 040,82	136,32	38 904,50	
6459	Rembst charges sécu sociale prévoyance						32 083,28		32 083,28		32 083,28
645	**Sous Total compte 645**					**6 354 742,07**	**32 219,60**	**6 354 742,07**	**32 219,60**	**6 322 522,47**	
6475	Autres charges sociales médecine travail					23 915,80	436,00	23 915,80	436,00	23 479,80	
647	**Sous Total compte 647**					**23 915,80**	**436,00**	**23 915,80**	**436,00**	**23 479,80**	
6488	Autres charges de personnel					3 252,39		3 252,39		3 252,39	
648	**Sous Total compte 648**					**3 252,39**		**3 252,39**		**3 252,39**	
64	**Sous Total compte 64**					**24 444 985,41**	**113 471,64**	**24 444 985,41**	**113 471,64**	**24 331 513,77**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6531	Indemnités maires adjoints conseillers					248 452,05		248 452,05		248 452,05	
6533	Cotisations retraite maire adjts conseil					17 049,55		17 049,55		17 049,55	
6535	Frais formation maires adjts conseil					2 710,00		2 710,00		2 710,00	
65372	Cotis fonds finan alloc fin de mandat					484,46		484,46		484,46	
6537	**Sous Total compte 6537**					**484,46**		**484,46**		**484,46**	
653	**Sous Total compte 653**					**268 696,06**		**268 696,06**		**268 696,06**	
6541	Créances admises en non-valeur					24 352,94		24 352,94		24 352,94	
6542	Créances éteintes					10 875,37		10 875,37		10 875,37	
654	**Sous Total compte 654**					**35 228,31**		**35 228,31**		**35 228,31**	
6553	Cont particip service incendie					662 075,88	102 075,88	662 075,88	102 075,88	560 000,00	
65541	Contributions au fonds de compensation d					6 865 713,14		6 865 713,14		6 865 713,14	
65548	Autres contributions					39 906,00		39 906,00		39 906,00	
6554	**Sous Total compte 6554**					**6 905 619,14**		**6 905 619,14**		**6 905 619,14**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6558	Autres contributions obligatoires					313 488,00		313 488,00		313 488,00	
655	**Sous Total compte 655**					**7 881 183,02**	**102 075,88**	**7 881 183,02**	**102 075,88**	**7 779 107,14**	
657362	CCAS					408 264,04		408 264,04		408 264,04	
657364	Subv fonct vers aux org pub indust cial					20 000,00		20 000,00		20 000,00	
65736	**Sous Total compte 65736**					**428 264,04**		**428 264,04**		**428 264,04**	
6573	**Sous Total compte 6573**					**428 264,04**		**428 264,04**		**428 264,04**	
6574	Subv fonct assoc et pers droit privé					699 463,50	175,00	699 463,50	175,00	699 288,50	
657	**Sous Total compte 657**					**1 127 727,54**	**175,00**	**1 127 727,54**	**175,00**	**1 127 552,54**	
65888	Autres					1,41		1,41		1,41	
6588	**Sous Total compte 6588**					**1,41**		**1,41**		**1,41**	
658	**Sous Total compte 658**					**1,41**		**1,41**		**1,41**	
65	**Sous Total compte 65**					**9 312 836,34**	**102 250,88**	**9 312 836,34**	**102 250,88**	**9 210 585,46**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					529 347,29		529 347,29		529 347,29	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
66112	Intérêts - rattachement des icne					73 454,48	89 792,91	73 454,48	89 792,91		16 338,43
6611	**Sous Total compte 6611**					**602 801,77**	**89 792,91**	**602 801,77**	**89 792,91**	**513 008,86**	
661	**Sous Total compte 661**					**602 801,77**	**89 792,91**	**602 801,77**	**89 792,91**	**513 008,86**	
66	**Sous Total compte 66**					**602 801,77**	**89 792,91**	**602 801,77**	**89 792,91**	**513 008,86**	
6711	Charges except intérets moratoires					61,74	61,74	61,74	61,74		0,00
6712	Charges except - amendes fiscales					1 520,00		1 520,00		1 520,00	
6713	Charges except-secours et dots					4 922,58	512,04	4 922,58	512,04	4 410,54	
6714	Charges except-bourses - prix					12 179,56		12 179,56		12 179,56	
6718	Charg except aut charg except opér gest					1 780,00		1 780,00		1 780,00	
671	**Sous Total compte 671**					**20 463,88**	**573,78**	**20 463,88**	**573,78**	**19 890,10**	
673	Charges except titres annulés					1 051,01		1 051,01		1 051,01	
675	Charges except vnc immob cédées					153 618,55		153 618,55		153 618,55	
6761	Différences sur réalisations (positives)					805 431,45		805 431,45		805 431,45	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
676	**Sous Total compte 676**					**805 431,45**		**805 431,45**		**805 431,45**	
678	Autres charges exceptionnelles					5 299,66	2 824,48	5 299,66	2 824,48	2 475,18	
67	**Sous Total compte 67**					**985 864,55**	**3 398,26**	**985 864,55**	**3 398,26**	**982 466,29**	
6811	DA - immob					1 290 799,37		1 290 799,37		1 290 799,37	
681	**Sous Total compte 681**					**1 290 799,37**		**1 290 799,37**		**1 290 799,37**	
68	**Sous Total compte 68**					**1 290 799,37**		**1 290 799,37**		**1 290 799,37**	
	Total classe 6					**46 349 872,57**	**1 958 242,99**	**46 349 872,57**	**1 958 242,99**	**44 474 992,33**	**83 362,75**
70311	Concession dans cimetières (produit net)						115 472,59		115 472,59		115 472,59
7031	**Sous Total compte 7031**						**115 472,59**		**115 472,59**		**115 472,59**
70321	Droits stationnement location voie pub					4 793,30	86 279,56	4 793,30	86 279,56		81 486,26
70323	Redev occupation domaine public communal						188 993,48		188 993,48		188 993,48
70328	Autres droits stationnement et location					9 318,76	74 282,39	9 318,76	74 282,39		64 963,63
7032	**Sous Total compte 7032**					**14 112,06**	**349 555,43**	**14 112,06**	**349 555,43**		**335 443,37**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70384	Forfait de post-stationnement						475 224,18		475 224,18		475 224,18
7038	**Sous Total compte 7038**						**475 224,18**		**475 224,18**		**475 224,18**
703	**Sous Total compte 703**					**14 112,06**	**940 252,20**	**14 112,06**	**940 252,20**		**926 140,14**
70631	Redev droits services à caract sportif					148,33	4 158,66	148,33	4 158,66		4 010,33
70632	Redev droits services à caract loisirs					711,11	425 070,17	711,11	425 070,17		424 359,06
7063	**Sous Total compte 7063**					**859,44**	**429 228,83**	**859,44**	**429 228,83**		**428 369,39**
7066	Prestation serv redev droits social						2 404,71		2 404,71		2 404,71
7067	Prest serv redev droits serv péri-scol					3 241,20	1 008 488,94	3 241,20	1 008 488,94		1 005 247,74
70688	Prest serv autres prestat service					1 059,59	319 750,08	1 059,59	319 750,08		318 690,49
7068	**Sous Total compte 7068**					**1 059,59**	**319 750,08**	**1 059,59**	**319 750,08**		**318 690,49**
706	**Sous Total compte 706**					**5 160,23**	**1 759 872,56**	**5 160,23**	**1 759 872,56**		**1 754 712,33**
7083	Aut produits locat div autre qu'immeuble						91,94		91,94		91,94
70876	Aut prod rembst frais par GFP rattach						80 600,00		80 600,00		80 600,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70878	Autres produits - remboursement de frais					13 007,40	45 861,81	13 007,40	45 861,81		32 854,41
7087	**Sous Total compte 7087**					**13 007,40**	**126 461,81**	**13 007,40**	**126 461,81**		**113 454,41**
7088	Aut prod activ annex abonnt vente ouvr						22 293,12		22 293,12		22 293,12
708	**Sous Total compte 708**					**13 007,40**	**148 846,87**	**13 007,40**	**148 846,87**		**135 839,47**
70	**Sous Total compte 70**					**32 279,69**	**2 848 971,63**	**32 279,69**	**2 848 971,63**		**2 816 691,94**
722	Immobilisations corporelles						42 605,49		42 605,49		42 605,49
72	**Sous Total compte 72**						**42 605,49**		**42 605,49**		**42 605,49**
73111	Impôts directs locaux						25 422 830,00		25 422 830,00		25 422 830,00
7311	**Sous Total compte 7311**						**25 422 830,00**		**25 422 830,00**		**25 422 830,00**
7318	Impôts locaux - autres impôts ou assimil						25 781,00		25 781,00		25 781,00
731	**Sous Total compte 731**						**25 448 611,00**		**25 448 611,00**		**25 448 611,00**
73211	Attribution de compensation						6 867 569,00		6 867 569,00		6 867 569,00
7321	**Sous Total compte 7321**						**6 867 569,00**		**6 867 569,00**		**6 867 569,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73222	Fonds de solidarité des communes IDF						872 582,00		872 582,00		872 582,00
7322	**Sous Total compte 7322**						**872 582,00**		**872 582,00**		**872 582,00**
732	**Sous Total compte 732**						**7 740 151,00**		**7 740 151,00**		**7 740 151,00**
7338	Taxes services publics - domaine-autres					224,60	645 770,49	224,60	645 770,49		645 545,89
733	**Sous Total compte 733**					**224,60**	**645 770,49**	**224,60**	**645 770,49**		**645 545,89**
7351	Taxe sur électricité						350 088,26		350 088,26		350 088,26
735	**Sous Total compte 735**						**350 088,26**		**350 088,26**		**350 088,26**
7362	Taxes de séjour						252 043,35		252 043,35		252 043,35
7368	Taxes locale sur la publicité extérieure						71 282,38		71 282,38		71 282,38
736	**Sous Total compte 736**						**323 325,73**		**323 325,73**		**323 325,73**
7381	Taxe addit droit mutation taxe pub fonc						1 262 556,06		1 262 556,06		1 262 556,06
738	**Sous Total compte 738**						**1 262 556,06**		**1 262 556,06**		**1 262 556,06**
739118	Autres reverst fiscalité					532 177,00		532 177,00		532 177,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73911	**Sous Total compte 73911**					**532 177,00**		**532 177,00**		**532 177,00**	
7391	**Sous Total compte 7391**					**532 177,00**		**532 177,00**		**532 177,00**	
739223	Fonds de péréquation des ress com interc					145 638,00		145 638,00		145 638,00	
73922	**Sous Total compte 73922**					**145 638,00**		**145 638,00**		**145 638,00**	
7392	**Sous Total compte 7392**					**145 638,00**		**145 638,00**		**145 638,00**	
739	**Sous Total compte 739**					**677 815,00**		**677 815,00**		**677 815,00**	
73	**Sous Total compte 73**					**678 039,60**	**35 770 502,54**	**678 039,60**	**35 770 502,54**		**35 092 462,94**
7411	DGFdotation forfaitaire						1 878 085,00		1 878 085,00		1 878 085,00
74123	DGF solidarité urbaine						529 665,00		529 665,00		529 665,00
7412	**Sous Total compte 7412**						**529 665,00**		**529 665,00**		**529 665,00**
741	**Sous Total compte 741**						**2 407 750,00**		**2 407 750,00**		**2 407 750,00**
744	FCTVA						42 419,61		42 419,61		42 419,61
74718	Autres participations Etat						390 060,23		390 060,23		390 060,23

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7471	**Sous Total compte 7471**						**390 060,23**		**390 060,23**		**390 060,23**
7473	Participations - Dépt						236 778,40		236 778,40		236 778,40
74748	Participations des autres Cnes						20 008,60		20 008,60		20 008,60
7474	**Sous Total compte 7474**						**20 008,60**		**20 008,60**		**20 008,60**
7478	Participations - autres organismes						1 849 881,63		1 849 881,63		1 849 881,63
747	**Sous Total compte 747**						**2 496 728,86**		**2 496 728,86**		**2 496 728,86**
74834	Compens au titre exonérat tax foncieres						83 806,00		83 806,00		83 806,00
7483	**Sous Total compte 7483**						**83 806,00**		**83 806,00**		**83 806,00**
7484	Dotation de recensement						4 619,00		4 619,00		4 619,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés						33 260,00		33 260,00		33 260,00
748	**Sous Total compte 748**						**121 685,00**		**121 685,00**		**121 685,00**
74	**Sous Total compte 74**						**5 068 583,47**		**5 068 583,47**		**5 068 583,47**
752	Revenus des immeubles						62 489,64		62 489,64		62 489,64

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
757	Redev versées par fermiers - concessions						9 166,66		9 166,66		9 166,66
7588	Autres produits divers de gestion couran					113 725,27	139 274,88	113 725,27	139 274,88		25 549,61
758	**Sous Total compte 758**					**113 725,27**	**139 274,88**	**113 725,27**	**139 274,88**		**25 549,61**
75	**Sous Total compte 75**					**113 725,27**	**210 931,18**	**113 725,27**	**210 931,18**		**97 205,91**
761	Produits financiers- produits des partici						1,80		1,80		1,80
76	**Sous Total compte 76**						**1,80**		**1,80**		**1,80**
7714	Recouvrement sur créances non valeur						270,05		270,05		270,05
7718	Autres prod except sur opé gestion						9 016,24		9 016,24		9 016,24
771	**Sous Total compte 771**						**9 286,29**		**9 286,29**		**9 286,29**
775	Produits des cessions d'immobilisatio						959 050,00		959 050,00		959 050,00
777	Quote-part des subv d'invest transférée						1 745,05		1 745,05		1 745,05
7788	Produits exceptionnels divers					11 350,00	150 164,81	11 350,00	150 164,81		138 814,81
778	**Sous Total compte 778**					**11 350,00**	**150 164,81**	**11 350,00**	**150 164,81**		**138 814,81**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
77	Sous Total compte 77					11 350,00	1 120 246,15	11 350,00	1 120 246,15		1 108 896,15
	Total classe 7					835 394,56	45 061 842,26	835 394,56	45 061 842,26	677 815,00	44 904 262,70
	Total général	181 878 123,49	181 878 123,49	172 082 150,22	171 147 487,17	54 214 925,73	55 149 588,78	408 175 199,44	408 175 199,44	229 363 964,84	229 363 964,84

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2022

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations : Le montant des amortissements du compte 280422 est supérieur au montant des immobilisations enregistrées au compte 20422_Les opérations de reprise au compte de résultat des subventions d'équipement transférables non comptabilisées pour les comptes 1332 1312 et 13158_Les comptes d'immobilisations en cours 2313 2315 2316 2318 et 232 et les comptes d'immobilisations incorporelles 2031 et 2033 présentent des auxiliaires non mouvementés depuis au moins 3 exercices
RECHIDI Elisabeth (1017735678-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe A **DDFiP DU VAL-DE-MARNE**, le **13/03/2023**
Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.
BALDACHINO Maryse (1007189897-0), CSC des Finances Publiques de 2ème catégorie A **IVRY-SUR-SEINE**, le **14/03/2023**
Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-035

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

BUDGET VILLE – PRESENTATION DU COMPTE DE GESTION 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-035-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil,

Le compte de gestion est préparé par la Comptable publique du Service de gestion comptable d'Ivry-sur-Seine.

Il comprend toutes les opérations constatées au titre de l'exercice budgétaire passé. Il doit être présenté au conseil municipal, et doit faire l'objet d'un « dont acte » avant le vote du compte administratif. Ainsi, l'assemblée délibérante peut constater la concordance entre le compte administratif et compte de gestion.

Le compte de gestion 2022 a été transmis à la ville.

Le résultat de cet exercice or reprise résultat 2021 se présente de la façon suivante :

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales [a]	10 654 732,69	47 199 248,90	57 853 981,59
Titres de recettes émis [b]	8 129 503,53	45 128 866,58	53 258 370,11
Réductions de titres [c]	2 276,00	157 579,56	159 855,56
Recettes nettes [d=b-c]	8 127 227,53	44 971 287,02	53 098 514,55
DEPENSES			
Prévisions budgétaires totales [e]	10 654 732,69	47 199 248,90	57 853 981,59
Mandats émis [f]	7 027 382,60	47 027 687,57	54 055 070,17
Annulations de mandats [g]		1 891 218,67	1 891 218,67
Dépenses nettes [h=f-g]	7 027 382,60	45 136 468,90	52 163 851,50
RESULTAT DE CLOTURE			
[D-H] Excédent	**1 099 844,93**		**934 663,05**
[H-D] Déficit		**165 181,88**	

À l'issue d'une vérification, on constate que les opérations passées au titre de 2022 en dépenses et en recettes, tant en fonctionnement qu'en investissement, sont identiques au compte administratif et au compte de gestion.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver le compte de gestion 2022 pour le budget de la commune, et de déclarer qu'il n'appelle ni observation ni réserve.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code général des Collectivités Territorial, notamment ses articles L.2121-29, L.2121-31 et D.2343-2 à D.2343-5,
Vu la délibération n° 2021-115 du conseil municipal du 16 décembre 2021 portant adoption du budget primitif 2022 de la commune,
Vu la délibération n° 2022-091 du conseil municipal du 15 juillet 2022 relative à la décision modificative n° 1 valant budget supplémentaire,
Vu la délibération n° 2022-096 du conseil municipal du 15 septembre 2022 relative à la décision modificative n° 2 du budget principal de la commune,
Vu la délibération n° 2022-109 du conseil municipal du 24 novembre 2022 relative à la décision modificative n° 3 du budget principal de la commune,
Vu le compte de gestion 2022 présenté par la comptable publique du Service de Gestion Comptable d'Ivry sur Seine,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-035-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 ne prenant pas part au vote (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1 : De prendre acte de la présentation faite du compte de gestion du budget principal de la ville dressé pour l'exercice 2022 par la Comptable publique, lequel peut se résumer ainsi :

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales [a]	10 654 732,69	47 199 248,90	57 853 981,59
Titres de recettes émis [b]	8 129 503,53	45 128 866,58	53 258 370,11
Réductions de titres [c]	2 276,00	157 579,56	159 855,56
Recettes nettes [d=b-c]	8 127 227,53	44 971 287,02	53 098 514,55
DEPENSES			
Prévisions budgétaires totales [e]	10 654 732,69	47 199 248,90	57 853 981,59
Mandats émis [f]	7 027 382,60	47 027 687,57	54 055 070,17
Annulations de mandats [g]		1 891 218,67	1 891 218,67
Dépenses nettes [h=f-g]	7 027 382,60	45 136 468,90	52 163 851,50
RESULTAT DE CLOTURE			
[D-H] Excédent	**1 099 844,93**		**934 663,05**
[H-D] Déficit		**165 181,88**	

Article 2 : De constater les identités de valeurs avec les indications du compte administratif.

Article 3 : D'approuver le compte de gestion présenté.

Article 4 : De déclarer que ce compte de gestion n'appelle ni observation, ni réserve.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-035-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-035-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-036

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

BUDGET VILLE – AFFECTATION DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-036-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil,

L'exécution du budget 2022 se résume ainsi :

- Section de FONCTIONNEMENT – Réalisé :
  Dépenses : 45 136 468,90 €
  Recettes : 47 104 951,66 €

- Section d'INVESTISSEMENT – Réalisé :
  Dépenses : 7 217 446,40 €
  Recettes : 8 127 227,53€

- Section d'INVESTISSEMENT – Restes à réaliser :
  Dépenses : 1 279 087,97€
  Recettes : 28 639,00€

Ainsi, ces montants permettent de constater :

- Un solde excédentaire de la section de fonctionnement de : 1 968 482,76 €
- Un solde excédentaire de la section d'investissement, hors restes à réaliser de : 909 781,13 €
- Un solde déficitaire des restes à réaliser de : - 1 250 448,97 €
- Donc, un besoin de financement, compte tenu des restes à réaliser de : - 340 667,84 €

Le solde d'exécution de la section d'investissement doit toujours être repris intégralement à la nature 001 (en dépenses ou en recettes). Ici, le solde excédentaire de 909 781,13 € sera donc repris au compte 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » en recettes d'investissement.

Afin de couvrir le besoin de financement d'investissement, il est nécessaire d'inscrire, en recettes d'investissement (à la nature 1068) le montant de 340 667,84 €.

Et il est proposé au conseil municipal d'affecter le reste du solde excédentaire de la section de fonctionnement (1 627 814,92 €) au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » en recettes de fonctionnement.

La reprise des résultats de l'exercice 2022 et des restes à réaliser se fera dans le cadre du budget supplémentaire de l'exercice 2023.

Je vous propose d'approuver la décision d'affectation des résultats du compte administratif 2022 de la Commune.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2311-5, R 2311-11, R 2311-12 et R 2311-13,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2023 portant adoption du compte administratif 2022 du budget de la commune,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-036-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

DÉCIDE

Article 1 : D'affecter au compte R 001 le résultat d'investissement excédentaire de 909 781,13 €.

Article 2 : D'affecter au compte R 1068 la somme de 340 667,84 € pour couvrir le besoin de financement.

Article 3 : D'affecter au compte R 002 le solde de l'excédent de fonctionnement d'un montant de 1 627 814,92 €.

Article 4 : De reprendre dans le budget supplémentaire de l'exercice 2023 les restes à réaliser d'investissement en dépenses et en recettes (présentant un solde déficitaire de 1 250 448,97 €).

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-036-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-036-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-037

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Adoption du budget supplémentaire 2023 du budget de la commune

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-037-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil,

Le budget supplémentaire 2023 a deux objets :

- D'une part, la reprise des restes à réaliser et des résultats de l'exercice 2022 dans le budget 2023,
- D'autre part, à mi-chemin de l'exercice budgétaire, il est nécessaire d'ajuster certaines inscriptions du budget primitif, en dépenses et en recettes.

1. La reprise des restes à réaliser et des résultats de l'exercice 2022

Les restes à réaliser issus de l'exercice 2022 sont les engagements juridiques passés mais non payés ou encaissés sur 2022. Ils doivent être repris en 2023.

Ils s'élèvent :
- en dépense d'investissement à : 1 279 087,97 euros,
- et en recette d'investissement à : 28 639,00 euros.

Le présent budget supplémentaire reprend ces restes à réaliser.

Parallèlement, les résultats de l'exercice 2022 sont les suivants :
- Un excédent de fonctionnement de : 1 968 482,76 €
- Un excédent d'investissement (hors restes à réaliser) de : 909 781,13 €

L'excédent d'investissement est obligatoirement repris en recettes d'investissement (au compte 001).

De plus, afin de couvrir le besoin de financement d'investissement, il est nécessaire d'inscrire, en recettes d'investissement (à la nature 1068) le montant de 340 667,84 €.

Enfin, la délibération relative à l'affectation du résultat 2022 affecte le reste du solde excédentaire de la section de fonctionnement (1 627 814,92 €) en recettes de fonctionnement (au compte 002).

Le présent budget supplémentaire intègre ces résultats.

Section de fonctionnement		
	Dépenses	*Recettes*
Reprise du résultat (solde de l'excédent de fonctionnement - 002)	-	1 627 814,92
Section d'investissement		
	Dépenses	*Recettes*
Restes à réaliser	1 279 087,97	28 639,00
Reprise du résultat (excédent d'investissement - 001)	-	909 781,13
Excédent de fonctionnement capitalisé (pour couvrir le besoin de financement - 1068)	-	340 667,84
TOTAL GENERAL	**1 279 087,97**	**2 906 902,89**

Au global, l'addition des restes à réaliser et des résultats représente une somme excédentaire de 1 627 814,92 euros (résultat au sens large de l'année 2022).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-037-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

2. Les modifications apportées à la section de fonctionnement du Budget Primitif 2023

2.1 Réajustement des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont réajustées à hauteur de + 1 786 525 euros.

Dépenses de fonctionnement		BP 2023	BS	BP + BS
Opérations réelles				
011	Charges à caractère général	8 260 877 €	223 692 €	*8 484 569 €*
012	Charges de personnel	25 600 000 €	0 €	*25 600 000 €*
014	Atténuation de produits (FPIC)	690 000 €	0 €	*690 000 €*
022	Dépenses imprévues	0 €	688 921 €	*688 921 €*
65	Autres charges de gestion courante	9 544 918 €	417 398 €	*9 962 316 €*
66	Charges financières	583 320 €	30 000 €	*613 320 €*
67	Charges exceptionnelles	31 780 €	1 600 €	*33 380 €*
68	Provisions	40 000 €	25 000 €	*65 000 €*
Opérations d'ordre				
023	Virement à la section d'investissement	2 028 770 €	305 483 €	*2 334 253 €*
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements)	1 350 511 €	94 430 €	*1 444 941 €*
Total		**48 130 176 €**	**1 786 525 €**	***49 916 701 €***

Chapitre 011 « Charges à caractère général »
Le présent budget supplémentaire intègre des baisses de dépenses au chapitre 011. Il s'agit des crédits qui étaient inscrits sur le budget ville concernant le marché forain, et qu'il convient de désinscrire suite à la création du budget annexe « marché forain ».
Le présent budget supplémentaire intègre également des hausses de dépenses. Cela explique la hausse globale de + 223 692 € sur ce chapitre.
On peut noter les hausses de dépenses suivantes :

- L'impact de la hausse des prix, liée à la conjoncture économique et aux difficultés d'approvisionnement, qui nécessite de revoir à la hausse les crédits prévus pour l'achat des denrées alimentaires (+ 50 705 €).
- La ville fait appel à un prestataire pour la mise à disposition de personnel, pour la surveillance de la « pause méridienne » dans les écoles maternelles et élémentaires. Cela fait suite aux difficultés de recrutement des animateurs. Et cela permet à la ville d'accueillir tous les élèves qui font une demande d'inscription. (+ 64 500 €).
- Le montant de la cotisation d'assurance pour le lot « dommages aux biens » a été revu à la hausse dans le cadre du nouveau marché conclu à compter du 1er janvier 2023 (+ 34 365 €).
- Le montant du reversement au délégataire Q PARK, dans le cadre de la délégation de service public relative au stationnement, doit être revu à la hausse, suite à l'augmentation des recettes prévues (+ 155 344 €).
- Dans le cadre du marché forain : Certaines recettes ont été encaissées sur le budget de la ville, en attendant le vote du premier Budget Primitif annexe « marché forain ». Aussi, il convient de reverser ces recettes perçues sur le budget annexe, via une dépense à la nature 62872. (+ 108 495 €).

Chapitre 022 « Dépenses imprévues »
Une fois les crédits nécessaires inscrits, le budget supplémentaire présente un solde de 688 921 €.
Il convient d'inscrire cette dépense au chapitre « dépenses imprévues ». Cela permettra à la ville de faire face à des dépenses imprévues qui pourraient intervenir en cours d'année, le cas échéant.

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante »
L'augmentation de 417 398 € des dépenses de ce chapitre, correspond aux éléments suivants :

- La ville doit augmenter les crédits inscrits pour la participation obligatoire au service incendie, suite à la notification reçue (+ 33 651 €).
- Le montant du fonds de compensation des charges territoriales (FCCT), correspondant à la contribution versée par la ville au Territoire, doit être réajusté suite au montant notifié par le Territoire (+ 16 147 €).
- La subvention versée au CCAS doit être augmentée (+ 40 000 €). Cela vient du fait que jusqu'alors, les prestations d'aide à domicile étaient facturées et encaissées par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) du Kremlin-Bicêtre. Or, avec la mise en place d'une régie unique, ces recettes seront désormais encaissées sur le budget ville. Il convient donc d'ajouter cette nouvelle recette sur le budget ville (+ 40 000 € sur le chapitre 70), et d'augmenter d'autant la subvention au CCAS afin de maintenir l'équilibre de son budget.
- L'inscription de la subvention d'équilibre versée au budget annexe « marché forain » (+ 300 000 €).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023063-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Chapitre 66 « Charges financières »
Il est nécessaire d'augmenter les dépenses prévues pour le remboursement des intérêts des emprunts (+ 30 000 €). Cela fait suite à la hausse des taux d'intérêt, qui est plus importante que prévue, et qui impacte les emprunts en cours conclus par la ville avec un taux variable.

Chapitre 67 « Charges exceptionnelles »
La hausse de ce chapitre (+ 1 600 €) s'explique par le fait qu'il convient d'augmenter les crédits inscrits pour le versement de l'ACAM (Aide Communale pour l'emploi d'une Assistante Maternelle Agréée), suite à une hausse des demandes.

Chapitre 68 « Provisions »
Dans un souci de bonne gestion financière, la commune avait inscrit la somme de 40 000 € au budget primitif, afin de constituer une provision. Il est en effet recommandé, à toutes les collectivités, d'effectuer une provision relative aux restes à recouvrer, qui tient compte du risque qu'une partie des créances attendues ne soient jamais honorées.
La comptable publique a transmis le montant définitif à inscrire. C'est pourquoi il est nécessaire d'ajouter + 25 000 € sur ce chapitre.

Chapitre 023 « Virement à la section d'investissement »
Le solde entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement fait l'objet d'un virement vers la section d'investissement, afin de financer les dépenses d'investissement. Le montant à ajouter au budget supplémentaire est ici de 305 483 €.

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements) »
Il convient d'ajouter 94 430 € aux dépenses prévues pour les amortissements afin d' :
- Ajuster le montant initialement prévu pour les amortissements,
- Ajouter des crédits qui permettront à la ville de procéder à des écritures de régularisations (qui s'équilibrent en dépenses et en recettes). En effet, la ville a mené un travail avec le Service de gestion comptable d'Ivry-sur-Seine pour régulariser certaines écritures d'amortissement.

2.2 Réajustement des recettes de fonctionnement (hors excédent de fonctionnement reporté)

Les recettes de fonctionnement sont réajustées à la hausse : + 158 710 euros (hors excédent de fonctionnement reporté).

Recettes de fonctionnement		BP 2023	BS	BP + BS
Opérations réelles				
013	Atténuation de charges	70 000 €	160 000 €	*230 000 €*
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	2 682 892 €	-93 115 €	*2 589 777 €*
73	Impôts, taxes et fiscalité reversée	40 248 321 €	-84 887 €	*40 163 434 €*
74	Dotations, subventions et participations	4 987 537 €	41 €	*4 987 578 €*
75	Autres produits de gestion courante	141 124 €	0 €	*141 124 €*
76	Produits financiers	2 €	0 €	*2 €*
77	Produits exceptionnels	300 €	0 €	*300 €*
Opérations d'ordre				
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0 €	176 671 €	*176 671 €*
Total		**48 130 176 €**	**158 710 €**	***48 288 886 €***

Chapitre 013 « Atténuation de charges »
Suite à la création du budget primitif « marché forain », il est nécessaire d'inscrire une recette de 160 000 € sur le budget ville, correspondant au remboursement, par le budget annexe, des frais de personnel payés par la ville.

Chapitre 70 « Redevances pour services rendus »
Les variations de ce chapitre s'expliquent par les éléments suivants :
- + 40 000 € de recettes supplémentaires correspondant à l'encaissement des prestations d'aide à domicile, par la régie unique, sur le budget ville (et non plus sur le budget du CCAS).
- + 38 390 € de recettes correspondant au remboursement, par le budget annexe « marché forain », de dépenses réalisées sur le budget ville, en attendant le vote du premier budget primitif.
- - 171 505 € de recettes relatives aux droits de place du marché forain ~~qu'il convient de désinscrire du budget~~ ville, puisqu'elles seront désormais encaissées sur le budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-037-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Chapitre 73 « Impôts et taxes »
Le produit fiscal attendu est revu à la baisse (- 84 887 euros), suite à la notification de l'état fiscal 1259.

Chapitre 74 « Dotations, subventions et participations »
Les variations de ce chapitre s'expliquent par les éléments suivants :
- Le montant des allocations compensatrices de taxe foncière est revu à la baisse, suite à la notification de l'état fiscal 1259 (- 11 518 €).
- Un réajustement de la dotation globale de fonctionnement, suite à la notification de l'Etat (+ 11 559 €).

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections »
Il s'agit ici d'inscrire :
- 50 000 € au titre des travaux en régie.
- 55 360 € de crédits liés à des régularisations comptables, suite à un travail mené en lien avec le service de gestion comptable sur les sur-amortissements.
- 71 311 € de crédits à inscrire pour régulariser et amortir des subventions d'investissement perçues par la ville les années antérieures.

Ce sont des écritures d'ordre en recettes de fonctionnement qui s'équilibrent par des écritures en dépenses d'investissement.

3. Les modifications apportées à la section d'investissement du Budget Primitif 2023

3.1 Réajustement des dépenses d'investissement (hors restes à réaliser)

Les dépenses d'investissement sont réajustées à hauteur de + 5 382 015 euros (hors restes à réaliser).

Dépenses d'investissement		BP 2023	BS	BP + BS
Opérations réelles				
10	Dotations et fonds divers	64 295,00	-64 295 €	*0 €*
13	Subventions d'investissement	0 €	4 726 786 €	*4 726 786 €*
16	Emprunt	2 680 708 €	0 €	*2 680 708 €*
20	Immobilisations incorporelles	494 260 €	30 000 €	*524 260 €*
204	Subventions d'équipement versées	0 €	0 €	*0 €*
21	Immobilisations corporelles	5 406 293 €	257 538 €	*5 663 831 €*
23	Immobilisations en cours	970 000 €	0 €	*970 000 €*
26	Participations	0 €	255 000 €	*255 000 €*
27	Autres immobilisations financières	236 550 €	0 €	*236 550 €*
4541	Travaux effectués pour le compte de tiers	100 000 €	0 €	*100 000 €*
Opérations d'ordre				
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0 €	176 671 €	*176 671 €*
041	Opérations patrimoniales	0 €	315 €	*315 €*
Total		**9 952 106 €**	**5 382 015 €**	***15 334 121 €***

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves »
La somme de 64 295 € a été inscrite au budget primitif 2023, afin de commencer l'apurement du compte 1069 « reprise 1997 sur excédents capitalisés » qui présente un solde débiteur.
En effet, le compte 1069 est un compte non budgétaire qui a été exceptionnellement mouvementé lors de la mise en place de la M14 pour neutraliser l'incidence budgétaire résultant de la mise en place du rattachement des charges et des produits à l'exercice.
La ville doit procéder à un apurement progressif de ce compte (sur 10 exercices), comme convenu avec les services de Gestion comptable de l'Etat. Toutefois, cet apurement ne pourra commencer qu'à compter de 2024, une fois le passage à la nouvelle nomenclature M 57 effectué. C'est pourquoi, il convient de supprimer cette inscription budgétaire sur l'exercice 2023.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-037-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Chapitre 13 « Subventions d'investissement »

En vue du passage à la nomenclature comptable M 57, le service des finances de la ville et le service de gestion comptable d'Ivry sur Seine de l'Etat ont mené un travail visant à régulariser des anomalies comptables.
Trois inscriptions budgétaires doivent être effectuées, afin de régulariser trois anomalies comptables :

- 3 295 692,60 € : Il s'agit des recettes « amendes de police » qui ont été titrées sur la nature 1332 eu lieu de la nature 1342 (entre 1997 et 2019). Aussi, il faut basculer ce montant sur la bonne nature, via les écritures suivantes : une dépense d'investissement à la nature 1332 et une recette d'investissement à la nature 1342.
- 1 332 001,41 € : C'est un montant antérieur à la mise en place de la M14, qu'il faut basculer d'une nature amortissable vers une nature non amortissable. Aussi, les écritures suivantes doivent être effectuées : une dépense d'investissement à la nature 1312 et une recette d'investissement à la nature 1322.
- 99 091,86 € : C'est également un montant antérieur à la mise en place de la M14, qu'il faut basculer d'une nature amortissable vers une nature non amortissable. Aussi, les écritures suivantes doivent être effectuées : une dépense d'investissement à la nature 13158 et une recette d'investissement à la nature 13258.

Ces écritures s'équilibrent en dépenses et en recettes. Elles n'ont donc aucun impact sur l'équilibre du budget 2023.

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles »

Une hausse de + 30 000 € est intégrée à ce chapitre, afin d'ajuster certaines dépenses prévues (+ 20 000 € pour les études relatives aux îlots de fraicheur dans les cours de récréation des écoles, et + 10 000 € pour les paramétrages du logiciel de facturation AGORA, dans le cadre de la refonte du quotient familial).

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles »

Un réajustement de + 257 538 euros est prévu sur ce chapitre, afin d'intégrer ou réajuster des projets de la municipalité dont :

- 45 000 € pour l'acquisition d'un véhicule qui servira à effectuer les livraisons du service restauration (afin de remplacer l'actuel contrat de location, par l'acquisition d'un véhicule),
- 40 000 € pour la requalification d'aires de jeux,
- 39 000 € pour l'acquisition d'un nouveau système de caméras LAPI servant à la verbalisation du défaut de stationnement,
- 42 348 € de dépenses supplémentaires dans le cadre de la vidéo-protection.

Chapitre 26 « Participations et créances rattachées à des participations »

La somme de 255 000 € est ajoutée à ce chapitre. Cela correspond à l'acquisition de nouvelles parts sociales dans la COOP HLM.

Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections »

Il s'agit de l'inscription en dépenses d'investissement des écritures inscrites en recettes de fonctionnement (pour les travaux en régie, les régularisations des sur-amortissements et les amortissements des subventions perçues).

Chapitre 041 « Opérations patrimoniales »

Il s'agit d'écritures d'ordre qui s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement (pour un montant de 315 euros).

3.2 Réajustement des recettes d'investissement (hors résultat reporté, hors excédent de fonctionnement capitalisé, et hors restes à réaliser)

Les recettes d'investissement sont réajustées à la hausse : + 5 382 015 euros (hors résultat reporté, hors excédent de fonctionnement capitalisé, et hors restes à réaliser).

Recettes d'investissement		BP 2023	BS	BP + BS
Opérations réelles				
024	Produit des cessions	2 662 000 €	0 €	2 662 000 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	480 000 €	0 €	480 000 €
13	Subventions d'investissement reçues	927 825 €	4 726 786 €	5 654 611 €
16	Emprunts et dettes assimilées	2 003 000 €	255 000 €	2 258 000 €
23	Immobilisations en cours	200 000 €	0 €	200 000 €
27	Autres immobilisations financières	200 000 €	0 €	200 000 €
4542	Travaux pour compte de tiers	100 000 €	0 €	100 000 €
Opérations d'ordre				
021	Virement de la section de fonctionnement	2 028 770 €	305 483 €	2 334 253 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements)	1 350 511 €	94 430 €	1 444 941 €
041	Opérations patrimoniales	0 €	315 €	315 €
Total		**9 952 106 €**	**5 382 015 €**	**15 334 121 €**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023037-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Chapitre 13 « Subventions d'investissement »
Le montant de ce chapitre correspond aux écritures de régularisations des anomalies comptables expliquées en dépenses d'investissement.
En effet, ces écritures en recettes d'investissement (d'un montant de 4,7 M€) s'équilibrent en dépenses d'investissement.

Chapitre 16 « Emprunts »
Un emprunt de 255 000 € est inscrit, afin de financer l'acquisition des nouvelles parts sociales dans la COOP HLM.

Chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement »
On retrouve en recettes d'investissement, le complément de 305 483 € du virement de la section de fonctionnement.

Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements) »
On retrouve également en recettes d'investissement, les crédits supplémentaires inscrits en dépenses de fonctionnement, et relatifs aux amortissements.

Chapitre 041 « Opérations patrimoniales »
Il s'agit des écritures d'ordre qui s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement (pour un montant de 315 euros).

4. L'équilibre global du budget supplémentaire

L'équilibre global du présent budget supplémentaire s'établit à 1 786 524,93 € en section de fonctionnement, et à 6 661 102,49 € en section d'investissement.

Section de fonctionnement		
	Dépenses	*Recettes*
Reprise du résultat (solde de l'excédent de fonctionnement - 002)	-	1 627 814,92
Nouvelles demandes ou réajustements dans le cadre de la DM	1 481 041,76	158 710,01
Virement à la section d'investissement (023)	305 483,17	-
TOTAL	**1 786 524,93**	**1 786 524,93**
Section d'investissement		
	Dépenses	*Recettes*
Restes à réaliser	1 279 087,97	28 639,00
Reprise du résultat (excédent d'investissement - 001)	-	909 781,13
Excédent de fonctionnement capitalisé (pour couvrir le besoin de financement - 1068)	-	340 667,84
Virement de la section de fonctionnement (021)	-	305 483,17
Nouvelles demandes ou réajustements dans le cadre de la DM	5 382 014,52	4 821 531,35
Ajustement de l'emprunt d'équilibre		255 000,00
TOTAL	**6 661 102,49**	**6 661 102,49**

Il est proposé au conseil municipal d'approuver le budget supplémentaire de l'exercice 2023, tel que présenté ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-037-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux Communes,
Vu la délibération n° 2022-131 du conseil municipal du 15 décembre 2022 portant adoption du budget primitif 2023 de la commune,
Vu la délibération n° 2023-033du conseil municipal du 29 juin 2023 portant adoption du compte administratif 2022 du budget de la commune,
Vu la délibération n 2023-036 du conseil municipal du 29 juin 2023 relative à l'affectation des résultats de l'exercice 2022,
Considérant qu'il est nécessaire de reprendre les résultats de l'exercice 2022 ainsi que les restes à réaliser, et d'ajuster les inscriptions du budget primitif 2023,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article unique
D'adopter le budget supplémentaire du budget principal de la ville pour l'exercice 2023, ci-annexé.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE 94 - Val-de-Marne

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-037-BF
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DU KREMLIN BICETRE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21940043900010

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE D IVRY-SUR-SEINE

M. 14

Budget supplémentaire (3)

Voté par nature

BUDGET : VILLE DU KREMLIN BICETRE (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 23

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 24
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 28
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 47
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 77
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 78
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) 79
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 80

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE		BS
94043	VILLE DU KREMLIN BICETRE VILLE DU KREMLIN BICETRE	2023

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	25085
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	255
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
METROPOLE DU GRAND PARIS	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
31303464.00	33238122.00	1315.03	1223.38

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1829.11	1212.00
2	Produit des impositions directes/population	1186.70	670.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1907.40	1405.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	334.49	301.00
5	Encours de dette/population	1031.34	1018.00
6	DGF/population	72.70	202.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	55,49%	62,40%
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	96,78%	93,40%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	17,54%	21,40%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	54,07%	72,40%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 786 524,93	158 710,01
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 627 814,92
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	1 786 524,93	1 786 524,93

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	5 382 014,52	5 722 682,36
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	1 279 087,97	28 639,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 909 781,13
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	6 661 102,49	6 661 102,49

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	8 447 627,42	8 447 627,42

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	8 260 877,00	0,00	223 691,83	223 691,83	8 484 568,83
012	Charges de personnel, frais assimilés	25 600 000,00	0,00	0,00	0,00	25 600 000,00
014	Atténuations de produits	690 000,00	0,00	0,00	0,00	690 000,00
65	Autres charges de gestion courante	9 544 918,00	0,00	417 398,00	417 398,00	9 962 316,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**44 095 795,00**	**0,00**	**641 089,83**	**641 089,83**	**44 736 884,83**
66	Charges financières	583 320,00	0,00	30 000,00	30 000,00	613 320,00
67	Charges exceptionnelles	31 780,00	0,00	1 600,00	1 600,00	33 380,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	40 000,00		25 000,00	25 000,00	65 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00		688 921,45	688 921,45	688 921,45
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**44 750 895,00**	**0,00**	**1 386 611,28**	**1 386 611,28**	**46 137 506,28**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*2 028 770,00*		*305 483,17*	*305 483,17*	*2 334 253,17*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 350 511,00*		*94 430,48*	*94 430,48*	*1 444 941,48*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***3 379 281,00***		***399 913,65***	***399 913,65***	***3 779 194,65***
	TOTAL	**48 130 176,00**	**0,00**	**1 786 524,93**	**1 786 524,93**	**49 916 700,93**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**49 916 700,93**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	70 000,00	0,00	160 000,00	160 000,00	230 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 682 892,00	0,00	-93 115,10	-93 115,10	2 589 776,90
73	Impôts et taxes	40 248 321,00	0,00	-84 886,83	-84 886,83	40 163 434,17
74	Dotations et participations	4 987 537,00	0,00	41,00	41,00	4 987 578,00
75	Autres produits de gestion courante	141 124,00	0,00	0,00	0,00	141 124,00
	Total des recettes de gestion courante	**48 129 874,00**	**0,00**	**-17 960,93**	**-17 960,93**	**48 111 913,07**
76	Produits financiers	2,00	0,00	0,00	0,00	2,00
77	Produits exceptionnels	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**48 130 176,00**	**0,00**	**-17 960,93**	**-17 960,93**	**48 112 215,07**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*176 670,94*	*176 670,94*	*176 670,94*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***0,00***		***176 670,94***	***176 670,94***	***176 670,94***
	TOTAL	**48 130 176,00**	**0,00**	**158 710,01**	**158 710,01**	**48 288 886,01**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 627 814,92**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**49 916 700,93**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**3 602 523,71**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	494 260,00	205 569,68	30 000,00	30 000,00	729 829,68
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	5 406 293,00	899 419,97	257 537,71	257 537,71	6 563 250,68
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	970 000,00	174 098,32	0,00	0,00	1 144 098,32
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**6 870 553,00**	**1 279 087,97**	**287 537,71**	**287 537,71**	**8 437 178,68**
10	Dotations, fonds divers et réserves	64 295,00	0,00	-64 295,00	-64 295,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	4 726 785,87	4 726 785,87	4 726 785,87
16	Emprunts et dettes assimilées	2 680 708,00	0,00	0,00	0,00	2 680 708,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	255 000,00	255 000,00	255 000,00
27	Autres immobilisations financières	236 550,00	0,00	0,00	0,00	236 550,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**2 981 553,00**	**0,00**	**4 917 490,87**	**4 917 490,87**	**7 899 043,87**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 952 106,00**	**1 279 087,97**	**5 205 028,58**	**5 205 028,58**	**16 436 222,55**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*176 670,94*	*176 670,94*	*176 670,94*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*315,00*	*315,00*	*315,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***176 985,94***	***176 985,94***	***176 985,94***
	TOTAL	**9 952 106,00**	**1 279 087,97**	**5 382 014,52**	**5 382 014,52**	**16 613 208,49**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**16 613 208,49**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	927 825,00	28 639,00	4 726 785,87	4 726 785,87	5 683 249,87
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	2 000 000,00	0,00	255 000,00	255 000,00	2 255 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
	Total des recettes d'équipement	**3 127 825,00**	**28 639,00**	**4 981 785,87**	**4 981 785,87**	**8 138 249,87**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	480 000,00	0,00	0,00	0,00	480 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	340 667,84	340 667,84	340 667,84
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 662 000,00	0,00	0,00	0,00	2 662 000,00
	Total des recettes financières	**3 345 000,00**	**0,00**	**340 667,84**	**340 667,84**	**3 685 667,84**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**6 572 825,00**	**28 639,00**	**5 322 453,71**	**5 322 453,71**	**11 923 917,71**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*2 028 770,00*		*305 483,17*	*305 483,17*	*2 334 253,17*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 350 511,00*		*94 430,48*	*94 430,48*	*1 444 941,48*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*315,00*	*315,00*	*315,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***3 379 281,00***		***400 228,65***	***400 228,65***	***3 779 509,65***
TOTAL		**9 952 106,00**	**28 639,00**	**5 722 682,36**	**5 722 682,36**	**15 703 427,36**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**909 781,13**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**16 613 208,49**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**3 602 523,71**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	223 691,83		223 691,83
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	417 398,00		417 398,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	30 000,00	*0,00*	30 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 600,00	*0,00*	1 600,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	25 000,00	*94 430,48*	119 430,48
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	688 921,45		688 921,45
023	*Virement à la section d'investissement*		*305 483,17*	305 483,17
Dépenses de fonctionnement – Total		**1 386 611,28**	***399 913,65***	**1 786 524,93**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 786 524,93**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	-64 295,00	*0,00*	-64 295,00
13	Subventions d'investissement	4 726 785,87	*71 311,00*	4 798 096,87
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	235 569,68	*0,00*	235 569,68
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	1 156 957,68	*50 315,00*	1 207 272,68
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	174 098,32	*0,00*	174 098,32
26	Participations et créances rattachées	255 000,00	*0,00*	255 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*55 359,94*	55 359,94
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**6 484 116,55**	***176 985,94***	**6 661 102,49**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 661 102,49**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	160 000,00		160 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	-93 115,10		-93 115,10
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*50 000,00*	50 000,00
73	Impôts et taxes	-84 886,83		-84 886,83
74	Dotations et participations	41,00		41,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*71 311,00*	71 311,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*55 359,94*	55 359,94
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**-17 960,93**	***176 670,94***	**158 710,01**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 627 814,92**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 786 524,93**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	4 755 424,87	*0,00*	4 755 424,87
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	255 000,00	*0,00*	255 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*315,00*	315,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*94 430,48*	94 430,48
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*305 483,17*	305 483,17
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**5 010 424,87**	***400 228,65***	**5 410 653,52**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**909 781,13**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**340 667,84**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 661 102,49**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**8 260 877,00**	**223 691,83**	**223 691,83**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	211 034,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	196 270,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	833 367,00	-10 672,26	-10 672,26
60613	Chauffage urbain	744 072,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	8 720,00	0,00	0,00
60622	Carburants	150 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	818 320,00	50 705,00	50 705,00
60628	Autres fournitures non stockées	80 985,27	3 500,00	3 500,00
60631	Fournitures d'entretien	78 391,68	800,00	800,00
60632	Fournitures de petit équipement	187 019,11	4 998,00	4 998,00
60633	Fournitures de voirie	33 660,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	73 932,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	26 110,00	6 500,00	6 500,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	27 593,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	49 610,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	60 766,94	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	540 400,00	185 344,00	185 344,00
6132	Locations immobilières	664 054,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	352 364,63	-110 446,00	-110 446,00
614	Charges locatives et de copropriété	83 096,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	153 505,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	79 408,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	18 100,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	41 900,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	84 194,00	300,00	300,00
6156	Maintenance	646 432,64	7 000,00	7 000,00
6161	Multirisques	87 821,00	38 372,00	38 372,00
617	Etudes et recherches	9 460,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	38 654,20	12 572,00	12 572,00
6184	Versements à des organismes de formation	96 000,00	1 800,00	1 800,00
6188	Autres frais divers	305 403,80	-148 002,00	-148 002,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	3 236,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	144 864,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	42 500,00	0,00	0,00
6228	Divers	100 623,00	8 769,00	8 769,00
6231	Annonces et insertions	37 800,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	262 315,55	-8 000,00	-8 000,00
6236	Catalogues et imprimés	74 753,00	5 691,14	5 691,14
6237	Publications	48 188,00	1 124,36	1 124,36
6238	Divers	49 720,00	3 000,00	3 000,00
6241	Transports de biens	770,00	768,00	768,00
6247	Transports collectifs	19 090,00	0,00	0,00
6248	Divers	2 100,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	22 450,00	0,00	0,00
6256	Missions	3 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	3 917,10	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	59 311,00	8 000,00	8 000,00
6262	Frais de télécommunications	154 254,08	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	7 010,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	34 871,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	34 000,00	0,00	0,00
62872	Remb. frais au budget annexe	0,00	108 494,91	108 494,91
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	3 200,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	85 100,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	250 085,00	53 073,68	53 073,68
63512	Taxes foncières	7 070,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	2 605,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	20 050,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	7 350,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**25 600 000,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	81 795,71	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	387 665,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	65 863,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	197 106,55	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	9 188 716,55	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	441 999,34	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflat°	32 900,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	2 613 221,03	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
64131	Rémunérations non tit.	6 123 288,91	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	97 721,18	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 069 997,73	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 000 993,72	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	211 447,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 742,75	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	4 941,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	36 382,92	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	40 000,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	3 217,61	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**690 000,00**	**0,00**	**0,00**
739118	Autres reversements de fiscalité	530 000,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	160 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**9 544 918,00**	**417 398,00**	**417 398,00**
6531	Indemnités	254 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	26 000,00	0,00	0,00
6535	Formation	5 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	39 000,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	576 000,00	33 651,00	33 651,00
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	7 189 902,00	16 147,00	16 147,00
65548	Autres contributions	40 060,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	179 165,00	0,00	0,00
657361	Subv. fonct. Caisse des écoles	30 000,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	500 000,00	40 000,00	40 000,00
657363	Subv. fonct. Établ. à caractère adminis	0,00	330 350,00	330 350,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	7 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	698 741,00	-2 750,00	-2 750,00
65888	Autres	50,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**44 095 795,00**	**641 089,83**	**641 089,83**
66	**Charges financières (b)**	**583 320,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	573 320,00	30 000,00	30 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	10 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**31 780,00**	**1 600,00**	**1 600,00**
6713	Secours et dots	1 600,00	1 600,00	1 600,00
6714	Bourses et prix	18 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	11 680,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	500,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**40 000,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	40 000,00	25 000,00	25 000,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**688 921,45**	**688 921,45**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**44 750 895,00**	**1 386 611,28**	**1 386 611,28**
023	***Virement à la section d'investissement***	***2 028 770,00***	***305 483,17***	***305 483,17***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***1 350 511,00***	***94 430,48***	***94 430,48***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 350 511,00*	*94 430,48*	*94 430,48*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***3 379 281,00***	***399 913,65***	***399 913,65***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***3 379 281,00***	***399 913,65***	***399 913,65***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**48 130 176,00**	**1 786 524,93**	**1 786 524,93**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 786 524,93**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	138 200,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	138 200,00

= Différence ICNE N – ICNE N-1	10 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**70 000,00**	**160 000,00**	**160 000,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	35 000,00	160 000,00	160 000,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	35 000,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**2 682 892,00**	**-93 115,10**	**-93 115,10**
70311	Concessions cimetières (produit net)	120 000,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	67 000,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	280 000,00	-171 505,00	-171 505,00
70328	Autres droits stationnement et location	70 000,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	450 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	624,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	3 500,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	406 062,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	4 000,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	960 000,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	246 737,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	100,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	40 000,00	40 000,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0,00	38 389,90	38 389,90
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	20 001,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	34 868,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	20 000,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**40 248 321,00**	**-84 886,83**	**-84 886,83**
73111	Impôts directs locaux	30 018 170,00	-84 886,83	-84 886,83
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	150 000,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	6 867 569,00	0,00	0,00
73222	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	872 582,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	600 000,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	380 000,00	0,00	0,00
7362	Taxes de séjour	300 000,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	60 000,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 000 000,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**4 987 537,00**	**41,00**	**41,00**
7411	Dotation forfaitaire	1 878 085,00	-44 325,00	-44 325,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	500 000,00	55 884,00	55 884,00
744	FCTVA	11 476,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	469 300,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	600,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	217 604,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	1 789 762,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	100 000,00	-11 518,00	-11 518,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	20 710,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**141 124,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	74 874,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	60 000,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	6 250,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**48 129 874,00**	**-17 960,93**	**-17 960,93**
76	**Produits financiers (b)**	**2,00**	**0,00**	**0,00**
761	Produits de participations	2,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**300,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	300,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**48 130 176,00**	**-17 960,93**	**-17 960,93**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***0,00***	***176 670,94***	***176 670,94***
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*0,00*	*71 311,00*	*71 311,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*	*55 359,94*	*55 359,94*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***176 670,94***	***176 670,94***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**48 130 176,00**	**158 710,01**	**158 710,01**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)			**1 627 814,92**
				=
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			**1 786 524,93**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**494 260,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
2031	Frais d'études	304 500,00	20 000,00	20 000,00
2033	Frais d'insertion	12 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	46 360,00	10 000,00	10 000,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	131 400,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**5 406 293,00**	**257 537,71**	**257 537,71**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	2 058 094,00	40 000,00	40 000,00
2115	Terrains bâtis	225 000,00	0,00	0,00
2116	Cimetières	35 000,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	40 000,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	122 120,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	1 580,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	1 830,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	1 749 690,00	65 345,71	65 345,71
2138	Autres constructions	43 440,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	10 000,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	20 000,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	15 000,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	15 000,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	112 910,81	20 000,00	20 000,00
2161	Oeuvres et objets d'art	17 500,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	4 291,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	145 000,00	100 000,00	100 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	122 686,40	0,00	0,00
2184	Mobilier	67 083,00	0,00	0,00
2185	Cheptel	4 500,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	595 567,79	32 192,00	32 192,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**970 000,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	770 000,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	200 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**6 870 553,00**	**287 537,71**	**287 537,71**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**64 295,00**	**-64 295,00**	**-64 295,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	64 295,00	-64 295,00	-64 295,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**4 726 785,87**	**4 726 785,87**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	1 332 001,41	1 332 001,41
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	99 091,86	99 091,86
1332	Amendes de police transférables	0,00	3 295 692,60	3 295 692,60
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 680 708,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	2 677 708,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**255 000,00**	**255 000,00**
266	Autres formes de participation	0,00	255 000,00	255 000,00
27	**Autres immobilisations financières**	**236 550,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	236 550,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**2 981 553,00**	**4 917 490,87**	**4 917 490,87**
45410	BATIMENTS (COMMUN) (6)	100 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**9 952 106,00**	**5 205 028,58**	**5 205 028,58**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***0,00***	***176 670,94***	***176 670,94***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***0,00***	***126 670,94***	***126 670,94***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*0,00*	*70 331,00*	*70 331,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*0,00*	*980,00*	*980,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*0,00*	*40 459,08*	*40 459,08*
281571	*Matériel roulant*	*0,00*	*12 944,08*	*12 944,08*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*0,00*	*1 913,82*	*1 913,82*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*42,96*	*42,96*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***50 000,00***	***50 000,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13911	*Etat et établissements nationaux*	*0,00*	*70 331,00*	*70 331,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*0,00*	*980,00*	*980,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***315,00***	***315,00***
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*0,00*	*216,00*	*216,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*99,00*	*99,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***176 985,94***	***176 985,94***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**9 952 106,00**	**5 382 014,52**	**5 382 014,52**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**1 279 087,97**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 661 102,49**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**927 825,00**	**4 726 785,87**	**4 726 785,87**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	1 332 001,41	1 332 001,41
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	99 091,86	99 091,86
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	927 825,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	0,00	3 295 692,60	3 295 692,60
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**2 000 000,00**	**255 000,00**	**255 000,00**
1641	Emprunts en euros	2 000 000,00	255 000,00	255 000,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	200 000,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**3 127 825,00**	**4 981 785,87**	**4 981 785,87**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**480 000,00**	**340 667,84**	**340 667,84**
10222	FCTVA	380 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	100 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	340 667,84	340 667,84
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	200 000,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**2 662 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**3 345 000,00**	**340 667,84**	**340 667,84**
45420	BATIMENTS (COMMUN) (5)	100 000,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**6 572 825,00**	**5 322 453,71**	**5 322 453,71**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***2 028 770,00***	***305 483,17***	***305 483,17***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***1 350 511,00***	***94 430,48***	***94 430,48***
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 350 511,00*	*94 430,48*	*94 430,48*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***3 379 281,00***	***399 913,65***	***399 913,65***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***315,00***	***315,00***
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*315,00*	*315,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***3 379 281,00***	***400 228,65***	***400 228,65***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**9 952 106,00**	**5 722 682,36**	**5 722 682,36**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**28 639,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**909 781,13**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 661 102,49**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	7 404 494	1 358 774	151 348	1 374 317	331 730	935 209	10 780	107 255	263 050	2 793 748	426 430	15 157 135
- Equipements municipaux (2)		1 258 774	151 348	1 374 317	328 730	935 209	10 780	107 255	1 500	2 793 748	196 430	7 158 091
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	7 404 494											7 404 494
Dépenses d'ordre	176 986											176 986
Total dépenses de l'exercice	**7 581 480**	**1 358 774**	**151 348**	**1 374 317**	**331 730**	**935 209**	**10 780**	**107 255**	**263 050**	**2 793 748**	**426 430**	**15 334 121**
RAR N-1 et reports	**0**	**278 434**	**119 191**	**401 135**	**45 190**	**278 771**	**193**	**44 001**	**82**	**102 269**	**9 823**	**1 279 088**
Total cumulé dépenses d'investissement	**7 581 480**	**1 637 208**	**270 539**	**1 775 452**	**376 920**	**1 213 980**	**10 973**	**151 256**	**263 132**	**2 896 017**	**436 253**	**16 613 208**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**11 581 963**	**300 000**	**0**	**0**	**3 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 589 825**	**200 000**	**15 674 788**
RAR N-1 et reports	**909 781**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**28 639**	**0**	**938 420**
Total cumulé recettes d'investissement	**12 491 744**	**300 000**	**0**	**0**	**3 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 618 464**	**200 000**	**16 613 208**

FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**13 052 865**	**11 622 672**	**2 258 668**	**6 489 089**	**1 687 304**	**5 259 532**	**1 354 976**	**3 005 619**	**286 377**	**3 971 899**	**927 698**	**49 916 701**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**13 052 865**	**11 622 672**	**2 258 668**	**6 489 089**	**1 687 304**	**5 259 532**	**1 354 976**	**3 005 619**	**286 377**	**3 971 899**	**927 698**	**49 916 701**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**41 935 419**	**364 839**	**14 306**	**960 200**	**160 714**	**999 958**	**206 104**	**1 357 213**	**10 554**	**1 687 000**	**592 579**	**48 288 886**
RAR N-1 et reports	**1 627 815**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 627 815**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**43 563 234**	**364 839**	**14 306**	**960 200**	**160 714**	**999 958**	**206 104**	**1 357 213**	**10 554**	**1 687 000**	**592 579**	**49 916 701**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**7 581 480**	**1 637 208**	**270 539**	**1 775 452**	**376 920**	**1 213 980**	**10 973**	**151 256**	**263 132**	**2 896 017**	**436 253**	**16 613 208**
Dépenses réelles		7 404 494	1 637 208	270 539	1 775 452	376 920	1 213 980	10 973	151 256	263 132	2 896 017	436 253	16 436 223
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	4 726 786	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 726 786
16	Emprunts et dettes assimilées	2 677 708	0	0	0	3 000	0	0	0	0	0	0	2 680 708
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	246 364	39 600	155 725	7 671	17 494	0	4 200	0	127 376	131 400	729 830
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	1 090 844	216 840	1 619 727	366 248	266 486	10 973	147 056	1 582	2 768 641	74 853	6 563 251
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	200 000	14 098	0	0	930 000	0	0	0	0	0	1 144 098
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	255 000	0	0	255 000
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	6 550	0	230 000	236 550
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000
45410	BATIMENTS (COMMUN)	0	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000
Dépenses d'ordre		*176 986*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*176 986*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*176 671*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*176 671*
041	*Opérations patrimoniales*	*315*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*315*
RECETTES													
Total recettes investissement		**11 581 963**	**300 000**	**0**	**0**	**3 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 618 464**	**200 000**	**15 703 427**
Recettes réelles		7 802 454	300 000	0	0	3 000	0	0	0	0	3 618 464	200 000	11 923 918
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 662 000	0	2 662 000
10	Dotations, fonds divers et réserves	820 668	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	820 668
13	Subventions d'investissement	4 726 786	0	0	0	0	0	0	0	0	956 464	0	5 683 250

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	2 255 000	0	0	0	3 000	0	0	0	0	0	0	2 258 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000	200 000
Opérations pour compte de tiers		0	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000
45420	BATIMENTS (COMMUN)	0	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000
Recettes d'ordre		*3 779 510*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 779 510*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*2 334 253*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 334 253*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 444 941*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 444 941*
041	*Opérations patrimoniales*	*315*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*315*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**13 052 865**	**11 622 672**	**2 258 668**	**6 489 089**	**1 687 304**	**5 259 532**	**1 354 976**	**3 005 619**	**286 377**	**3 971 899**	**927 698**	**49 916 701**
Dépenses réelles		9 273 670	11 622 672	2 258 668	6 489 089	1 687 304	5 259 532	1 354 976	3 005 619	286 377	3 971 899	927 698	46 137 506
011	Charges à caractère général	380	3 124 925	496 252	1 928 373	496 612	566 183	73 181	379 520	6 100	1 068 360	344 683	8 484 569
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	8 015 306	1 152 765	4 312 392	1 182 492	4 230 019	740 945	2 557 899	276 477	2 879 039	252 666	25 600 000
014	Atténuations de produits	690 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	690 000
022	Dépenses imprévues	688 921	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	688 921
65	Autres charges de gestion courante	7 206 049	479 441	609 651	247 725	8 200	448 250	540 850	65 000	3 800	23 000	330 350	9 962 316
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	613 320	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	613 320
67	Charges exceptionnelles	10 000	3 000	0	600	0	15 080	0	3 200	0	1 500	0	33 380
68	Dot. aux amortissements et provisions	65 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	65 000
Dépenses d'ordre		*3 779 195*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 779 195*
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 334 253*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 334 253*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 444 941*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 444 941*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**41 935 419**	**364 839**	**14 306**	**960 200**	**160 714**	**999 958**	**206 104**	**1 357 213**	**10 554**	**1 687 000**	**592 579**	**48 288 886**
Recettes réelles		41 758 748	364 839	14 306	960 200	160 714	999 958	206 104	1 357 213	10 554	1 687 000	592 579	48 112 215
013	Atténuations de charges	0	70 000	0	0	0	0	0	0	0	0	160 000	230 000
70	Produits des services, du domaine, vente	0	232 489	14 306	960 200	4 624	370 040	0	286 259	2 280	587 000	132 579	2 589 777
73	Impôts et taxes	38 823 434	0	0	0	0	0	0	0	0	1 040 000	300 000	40 163 434
74	Dotations et participations	2 935 312	44 300	0	0	101 290	629 618	206 104	1 070 954	0	0	0	4 987 578
75	Autres produits de gestion courante	0	18 050	0	0	54 800	0	0	0	8 274	60 000	0	141 124
76	Produits financiers	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	300	0	0	0	0	0	300
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*176 671*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*176 671*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*176 671*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*176 671*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		13 052 865,10	11 622 672,38	0,00	0,00	24 675 537,48
Dépenses de l'exercice		13 052 865,10	11 622 672,38	0,00	0,00	24 675 537,48
011	Charges à caractère général	380,00	3 124 925,12	0,00	0,00	3 125 305,12
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	8 015 306,26	0,00	0,00	8 015 306,26
014	Atténuations de produits	690 000,00	0,00	0,00	0,00	690 000,00
022	Dépenses imprévues	688 921,45	0,00	0,00	0,00	688 921,45
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 334 253,17*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*2 334 253,17*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 444 941,48*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 444 941,48*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	7 206 049,00	479 441,00	0,00	0,00	7 685 490,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	613 320,00	0,00	0,00	0,00	613 320,00
67	Charges exceptionnelles	10 000,00	3 000,00	0,00	0,00	13 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		43 563 234,03	364 839,00	0,00	0,00	43 928 073,03
Recettes de l'exercice		41 935 419,11	364 839,00	0,00	0,00	42 300 258,11
013	Atténuations de charges	0,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*176 670,94*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*176 670,94*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	232 489,00	0,00	0,00	232 489,00
73	Impôts et taxes	38 823 434,17	0,00	0,00	0,00	38 823 434,17
74	Dotations et participations	2 935 312,00	44 300,00	0,00	0,00	2 979 612,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	18 050,00	0,00	0,00	18 050,00
76	Produits financiers	2,00	0,00	0,00	0,00	2,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		1 627 814,92	0,00	0,00	0,00	1 627 814,92
SOLDE (2)		30 510 368,93	-11 257 833,38	0,00	0,00	19 252 535,55

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		8 984 628,74	286 966,82	547 752,03	970 320,91	601 327,20	173 274,68	58 402,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		8 984 628,74	286 966,82	547 752,03	970 320,91	601 327,20	173 274,68	58 402,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	2 419 859,17	0,00	30 421,00	278 036,30	307 532,65	32 174,00	56 902,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 408 078,57	6 966,82	517 331,03	692 284,61	290 794,55	99 850,68	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	156 691,00	280 000,00	0,00	0,00	0,00	41 250,00	1 500,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		204 738,00	0,00	100,00	20 000,00	0,00	20 001,00	120 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		204 738,00	0,00	100,00	20 000,00	0,00	20 001,00	120 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	72 388,00	0,00	100,00	20 000,00	0,00	20 001,00	120 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	44 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	18 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-8 779 890,74	-286 966,82	-547 652,03	-950 320,91	-601 327,20	-153 273,68	61 598,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		2 251 168,34	7 500,00	2 258 668,34
Dépenses de l'exercice		2 251 168,34	7 500,00	2 258 668,34
011	Charges à caractère général	488 751,92	7 500,00	496 251,92
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 152 765,42	0,00	1 152 765,42
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	609 651,00	0,00	609 651,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		14 306,00	0,00	14 306,00
Recettes de l'exercice		14 306,00	0,00	14 306,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	14 306,00	0,00	14 306,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 236 862,34	-7 500,00	-2 244 362,34

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		173 741,99	0,00	985 838,43	729 926,00	361 661,92

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		173 741,99	0,00	985 838,43	729 926,00	361 661,92
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	6 815,00	120 275,00	361 661,92
012	Charges de personnel, frais assimilés	173 741,99	0,00	979 023,43	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	609 651,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	14 306,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	14 306,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	14 306,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-173 741,99	0,00	-985 838,43	-729 926,00	-347 355,92

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		174 602,37	3 819 335,64	0,00	0,00	0,00	2 495 151,45	6 489 089,46
Dépenses de l'exercice		174 602,37	3 819 335,64	0,00	0,00	0,00	2 495 151,45	6 489 089,46
011	Charges à caractère général	298,00	787 072,76	0,00	0,00	0,00	1 141 002,04	1 928 372,80
012	Charges de personnel, frais assimilés	174 304,37	2 822 597,88	0,00	0,00	0,00	1 315 489,41	4 312 391,66
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	209 165,00	0,00	0,00	0,00	38 560,00	247 725,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	100,00	600,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	960 200,00	960 200,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	960 200,00	960 200,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	960 200,00	960 200,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-174 602,37	-3 819 335,64	0,00	0,00	0,00	-1 534 951,45	-5 528 889,46

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		2 140 428,29	1 646 080,59	32 826,76	2 308 849,76	0,00	41 660,00	1 000,00	143 641,69
Dépenses de l'exercice		2 140 428,29	1 646 080,59	32 826,76	2 308 849,76	0,00	41 660,00	1 000,00	143 641,69
011	Charges à caractère général	455 945,00	328 301,00	2 826,76	993 360,35	0,00	3 100,00	1 000,00	143 541,69
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 630 262,29	1 192 335,59	0,00	1 315 489,41	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	54 221,00	124 944,00	30 000,00	0,00	0,00	38 560,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	800 200,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	800 200,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	800 200,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 140 428,29	-1 646 080,59	-32 826,76	-1 508 649,76	0,00	-41 660,00	-1 000,00	16 358,31

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		191 387,04	0,00	1 163 822,97	332 094,42	1 687 304,43
Dépenses de l'exercice		191 387,04	0,00	1 163 822,97	332 094,42	1 687 304,43
011	Charges à caractère général	13 422,00	0,00	221 070,00	262 120,46	496 612,46
012	Charges de personnel, frais assimilés	177 965,04	0,00	942 752,97	61 773,96	1 182 491,97
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	8 200,00	8 200,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	43 400,00	117 314,00	160 714,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	43 400,00	117 314,00	160 714,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	4 624,00	4 624,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	600,00	100 690,00	101 290,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	42 800,00	12 000,00	54 800,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-191 387,04	0,00	-1 120 422,97	-214 780,42	-1 526 590,43

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	1 102 745,91	0,00	61 077,06	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	1 102 745,91	0,00	61 077,06	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	220 120,00	0,00	950,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	882 625,91	0,00	60 127,06	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	43 400,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	43 400,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	42 800,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-1 059 345,91	0,00	-61 077,06	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		1 029 901,07	420 226,70	3 809 404,12	5 259 531,89
Dépenses de l'exercice		1 029 901,07	420 226,70	3 809 404,12	5 259 531,89
011	Charges à caractère général	24 300,00	245 579,00	296 304,31	566 183,31
012	Charges de personnel, frais assimilés	618 521,07	174 647,70	3 436 849,81	4 230 018,58
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	387 000,00	0,00	61 250,00	448 250,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	80,00	0,00	15 000,00	15 080,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		4 500,00	0,00	995 458,00	999 958,00
Recettes de l'exercice		4 500,00	0,00	995 458,00	999 958,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	3 500,00	0,00	366 540,00	370 040,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 000,00	0,00	628 618,00	629 618,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	300,00	300,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 025 401,07	-420 226,70	-2 813 946,12	-4 259 573,89

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		241 889,71	178 336,99	0,00	0,00	0,00	3 124 641,17	684 762,95	0,00
Dépenses de l'exercice		241 889,71	178 336,99	0,00	0,00	0,00	3 124 641,17	684 762,95	0,00
011	Charges à caractère général	152 420,00	93 159,00	0,00	0,00	0,00	174 086,31	122 218,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	89 469,71	85 177,99	0,00	0,00	0,00	2 950 554,86	486 294,95	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 250,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	897 203,00	98 255,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	897 203,00	98 255,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347 540,00	19 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	549 363,00	79 255,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-241 889,71	-178 336,99	0,00	0,00	0,00	-2 227 438,17	-586 507,95	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		443 975,79	911 000,48	1 354 976,27
Dépenses de l'exercice		443 975,79	911 000,48	1 354 976,27
011	Charges à caractère général	57 947,00	15 234,00	73 181,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	385 178,79	355 766,48	740 945,27
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	850,00	540 000,00	540 850,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		206 104,00	0,00	206 104,00
Recettes de l'exercice		206 104,00	0,00	206 104,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	206 104,00	0,00	206 104,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-237 871,79	-911 000,48	-1 148 872,27

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		65 057,87	0,00	378 917,92	898 323,48	0,00	0,00	12 677,00	0,00
Dépenses de l'exercice		65 057,87	0,00	378 917,92	898 323,48	0,00	0,00	12 677,00	0,00
011	Charges à caractère général	34 700,00	0,00	23 247,00	2 557,00	0,00	0,00	12 677,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	30 357,87	0,00	354 820,92	355 766,48	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	850,00	540 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	206 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	206 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	206 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-65 057,87	0,00	-172 813,92	-898 323,48	0,00	0,00	-12 677,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		178 281,64	340 530,48	0,00	3 469,78	2 483 336,86	3 005 618,76
Dépenses de l'exercice		178 281,64	340 530,48	0,00	3 469,78	2 483 336,86	3 005 618,76
011	Charges à caractère général	18 830,22	149 010,57	0,00	269,78	211 409,00	379 519,57
012	Charges de personnel, frais assimilés	159 451,42	191 519,91	0,00	0,00	2 206 927,86	2 557 899,19
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	65 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00	3 200,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		64 864,00	39 522,00	0,00	2 409,00	1 250 418,00	1 357 213,00
Recettes de l'exercice		64 864,00	39 522,00	0,00	2 409,00	1 250 418,00	1 357 213,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	39 522,00	0,00	0,00	246 737,00	286 259,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	64 864,00	0,00	0,00	2 409,00	1 003 681,00	1 070 954,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-113 417,64	-301 008,48	0,00	-1 060,78	-1 232 918,86	-1 648 405,76

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		276 476,96	6 100,00	3 800,00	0,00	286 376,96
Dépenses de l'exercice		276 476,96	6 100,00	3 800,00	0,00	286 376,96
011	Charges à caractère général	0,00	6 100,00	0,00	0,00	6 100,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	276 476,96	0,00	0,00	0,00	276 476,96
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	3 800,00	0,00	3 800,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	10 554,00	0,00	0,00	10 554,00
Recettes de l'exercice		0,00	10 554,00	0,00	0,00	10 554,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	2 280,00	0,00	0,00	2 280,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	8 274,00	0,00	0,00	8 274,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-276 476,96	4 454,00	-3 800,00	0,00	-275 822,96

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		1 629 832,10	2 342 066,88	0,00	3 971 898,98
Dépenses de l'exercice		1 629 832,10	2 342 066,88	0,00	3 971 898,98
011	Charges à caractère général	37 493,00	1 030 867,00	0,00	1 068 360,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 592 339,10	1 286 699,88	0,00	2 879 038,98
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	23 000,00	0,00	23 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		440 000,00	1 247 000,00	0,00	1 687 000,00
Recettes de l'exercice		440 000,00	1 247 000,00	0,00	1 687 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	587 000,00	0,00	587 000,00
73	Impôts et taxes	380 000,00	660 000,00	0,00	1 040 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 189 832,10	-1 095 066,88	0,00	-2 284 898,98

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		85 070,51	18 100,00	0,00	1 524 298,59	70,00	0,00	2 293,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		85 070,51	18 100,00	0,00	1 524 298,59	70,00	0,00	2 293,00
011	Charges à caractère général	0,00	18 100,00	0,00	17 030,00	70,00	0,00	2 293,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	85 070,51	0,00	0,00	1 507 268,59	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	440 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	440 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	380 000,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-85 070,51	-18 100,00	0,00	-1 524 298,59	439 930,00	0,00	-2 293,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		246 073,30	0,00	895 197,87	1 184 095,71	16 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	246 073,30	0,00	895 197,87	1 184 095,71	16 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	33 450,00	0,00	716 914,00	263 803,00	16 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	212 623,30	0,00	153 783,87	920 292,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		60 000,00	0,00	1 187 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	60 000,00	0,00	1 187 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	587 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	60 000,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-186 073,30	0,00	291 802,13	-1 184 095,71	-16 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		43 977,00	549 394,17	0,00	0,00	334 327,19	0,00	0,00	927 698,36
Dépenses de l'exercice		43 977,00	549 394,17	0,00	0,00	334 327,19	0,00	0,00	927 698,36
011	Charges à caractère général	43 977,00	128 874,65	0,00	0,00	171 831,00	0,00	0,00	344 682,65
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	90 169,52	0,00	0,00	162 496,19	0,00	0,00	252 665,71
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	330 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 350,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	292 578,90	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	592 578,90
Recettes de l'exercice		0,00	292 578,90	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	592 578,90
013	Atténuations de charges	0,00	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	132 578,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 578,90
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-43 977,00	-256 815,27	0,00	0,00	-334 327,19	300 000,00	0,00	-335 119,46

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**7 581 479,81**	**1 637 208,08**	**0,00**	**0,00**	**9 218 687,89**
Dépenses de l'exercice		**7 581 479,81**	**1 358 774,00**	**0,00**	**0,00**	**8 940 253,81**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***176 670,94***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***176 670,94***
041	***Opérations patrimoniales***	***315,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***315,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**4 726 785,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 726 785,87**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 677 708,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 677 708,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**161 160,00**	**0,00**	**0,00**	**161 160,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**897 614,00**	**0,00**	**0,00**	**897 614,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
45410	BATIMENTS (COMMUN)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**278 434,08**	**0,00**	**0,00**	**278 434,08**
RECETTES (2)		**12 491 744,49**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**12 791 744,49**
Recettes de l'exercice		**11 581 963,36**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**11 881 963,36**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***2 334 253,17***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***2 334 253,17***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 444 941,48***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***1 444 941,48***
041	***Opérations patrimoniales***	***315,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***315,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**820 667,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**820 667,84**
13	**Subventions d'investissement**	**4 726 785,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 726 785,87**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	2 255 000,00	0,00	0,00	0,00	2 255 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
45420	BATIMENTS (COMMUN)	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
Restes à réaliser – reports		909 781,13	0,00	0,00	0,00	909 781,13
SOLDE (2)		4 910 264,68	-1 337 208,08	0,00	0,00	3 573 056,60

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		1 502 328,58	0,00	0,00	1 000,00	14 527,40	6 941,10	112 411,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		1 233 583,00	0,00	0,00	1 000,00	11 780,00	0,00	112 411,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	141 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	792 423,00	0,00	0,00	1 000,00	11 780,00	0,00	92 411,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45410	BATIMENTS (COMMUN)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**268 745,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 747,40**	**6 941,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45420	BATIMENTS (COMMUN)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-1 202 328,58**	**0,00**	**0,00**	**-1 000,00**	**-14 527,40**	**-6 941,10**	**-112 411,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		270 538,57	0,00	270 538,57
Dépenses de l'exercice		151 348,00	0,00	151 348,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	151 348,00	0,00	151 348,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		119 190,57	0,00	119 190,57
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-270 538,57	0,00	-270 538,57

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		7 094,80	0,00	4 500,00	0,00	258 943,77
Dépenses de l'exercice		5 500,00	0,00	4 500,00	0,00	141 348,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	5 500,00	0,00	4 500,00	0,00	141 348,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		1 594,80	0,00	0,00	0,00	117 595,77
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-7 094,80	0,00	-4 500,00	0,00	-258 943,77

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	1 624 461,05	0,00	0,00	0,00	150 990,97	1 775 452,02
Dépenses de l'exercice		0,00	1 239 683,83	0,00	0,00	0,00	134 632,88	1 374 316,71
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 129 683,83	0,00	0,00	0,00	134 632,88	1 264 316,71
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	384 777,22	0,00	0,00	0,00	16 358,09	401 135,31
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 624 461,05	0,00	0,00	0,00	-150 990,97	-1 775 452,02

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		1 059 740,67	564 720,38	0,00	150 990,97	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		803 932,65	435 751,18	0,00	134 632,88	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	80 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	723 932,65	405 751,18	0,00	134 632,88	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		255 808,02	128 969,20	0,00	16 358,09	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 059 740,67	-564 720,38	0,00	-150 990,97	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	227 907,80	149 011,76	376 919,56
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	215 230,00	116 500,00	331 730,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	215 230,00	113 500,00	328 730,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	12 677,80	32 511,76	45 189,56
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-227 907,80	-146 011,76	-373 919,56

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	226 407,80	0,00	1 500,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	213 730,00	0,00	1 500,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	213 730,00	0,00	1 500,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	12 677,80	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-226 407,80	0,00	-1 500,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	1 128 380,20	85 599,82	1 213 980,02
Dépenses de l'exercice		0,00	856 484,00	78 725,00	935 209,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	86 484,00	78 725,00	165 209,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	770 000,00	0,00	770 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	271 896,20	6 874,82	278 771,02
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 128 380,20	-85 599,82	-1 213 980,02

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		989 753,22	138 626,98	0,00	0,00	0,00	32 070,64	53 529,18	0,00
Dépenses de l'exercice		795 000,00	61 484,00	0,00	0,00	0,00	28 075,00	50 650,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	25 000,00	61 484,00	0,00	0,00	0,00	28 075,00	50 650,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	770 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		194 753,22	77 142,98	0,00	0,00	0,00	3 995,64	2 879,18	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-989 753,22	-138 626,98	0,00	0,00	0,00	-32 070,64	-53 529,18	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		**10 972,50**	**0,00**	**10 972,50**
Dépenses de l'exercice		**10 780,00**	**0,00**	**10 780,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**10 780,00**	**0,00**	**10 780,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**192,50**	**0,00**	**192,50**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-10 972,50	0,00	-10 972,50

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	10 972,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	10 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	10 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	192,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-10 972,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		4 200,00	54 910,26	0,00	0,00	92 145,69	151 255,95
Dépenses de l'exercice		4 200,00	44 500,00	0,00	0,00	58 555,00	107 255,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	44 500,00	0,00	0,00	58 555,00	103 055,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	10 410,26	0,00	0,00	33 590,69	44 000,95
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-4 200,00	-54 910,26	0,00	0,00	-92 145,69	-151 255,95

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		255 000,00	8 131,80	0,00	0,00	263 131,80
Dépenses de l'exercice		255 000,00	8 050,00	0,00	0,00	263 050,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	255 000,00	0,00	0,00	0,00	255 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	6 550,00	0,00	0,00	6 550,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	81,80	0,00	0,00	81,80
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-255 000,00	-8 131,80	0,00	0,00	-263 131,80

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		0,00	2 896 016,74	0,00	2 896 016,74
Dépenses de l'exercice		0,00	2 793 748,00	0,00	2 793 748,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	117 500,00	0,00	117 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 676 248,00	0,00	2 676 248,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	102 268,74	0,00	102 268,74
RECETTES (2)		0,00	3 618 464,00	0,00	3 618 464,00
Recettes de l'exercice		0,00	3 589 825,00	0,00	3 589 825,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	2 662 000,00	0,00	2 662 000,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	927 825,00	0,00	927 825,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	28 639,00	0,00	28 639,00
SOLDE (2)		0,00	722 447,26	0,00	722 447,26

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		177 993,02	72 125,00	188 242,00	2 189 216,72	268 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		163 674,00	72 125,00	187 000,00	2 102 509,00	268 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	67 500,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	96 174,00	72 125,00	137 000,00	2 102 509,00	268 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		14 319,02	0,00	1 242,00	86 707,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		28 639,00	0,00	0,00	927 825,00	2 662 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	927 825,00	2 662 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 662 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	927 825,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		28 639,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-149 354,02	-72 125,00	-188 242,00	-1 261 391,72	2 393 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		5 000,00	9 793,44	0,00	0,00	421 460,00	0,00	0,00	436 253,44
Dépenses de l'exercice		5 000,00	0,00	0,00	0,00	421 430,00	0,00	0,00	426 430,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	131 400,00	0,00	0,00	131 400,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	60 030,00	0,00	0,00	65 030,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	230 000,00	0,00	0,00	230 000,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	9 793,44	0,00	0,00	30,00	0,00	0,00	9 823,44
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-5 000,00	-9 793,44	0,00	0,00	-221 460,00	0,00	0,00	-236 253,44

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 2 742 003,00**	**7 016,00**	**II 7 016,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 677 708,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 677 708,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**64 295,00**	**7 016,00**	**7 016,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	64 295,00	-64 295,00	-64 295,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*71 311,00*	*71 311,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**2 749 019,00**	**1 279 087,97**	**0,00**	**4 028 106,97**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 6 721 281,00**	**399 913,65**	**VI 399 913,65**
Ressources propres externes de l'année (a)		**680 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	380 000,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	100 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	200 000,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**6 041 281,00**	**399 913,65**	**399 913,65**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 350 511,00*	*94 430,48*	*94 430,48*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 662 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*2 028 770,00*	*305 483,17*	*305 483,17*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**7 121 194,65**	**28 639,00**	**909 781,13**	**340 667,84**	**8 400 282,62**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**4 028 106,97**
Ressources propres disponibles	VIII	**8 400 282,62**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**4 372 175,65**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.7

B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(Article L. 2311-7 du CGCT)

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					
FONCTIONNEMENT					
657362		Encaissemens MAD vers la régie unique	C.C.A.S. (Centre Communal d'Action Sociale)	Etablissement de droit public	40 000,00
657362		Subvention buget annexe marché forain	Marché forain	Etablissement de droit public	330 350,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

ALESSANDRINI Rose	
AZZOUG Anissa	
BADOC Elsa	
BANBUCK Jean-François	
BASSEZ Ghislaine	
BELAINOUSSI Oidi	
BOCABEILLE Corinne	
BOUFRAINE Kamel	
BRICOUT Brigitte	
CHAPPELLIER Bernard	
CHIAKH Sidi	
CHIBOUB Nadia	
COURDY Corinne	
COUTO Laurence	
DEFRANCE Julie	
DELAGE Jean-François	
EDET Jean-Philippe	
EL KRETE Latifa	
ETIENNE Geneviève	
FOURCADE Catherine	
GESTIN Véronique	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

GIBLIN Jérôme	
HARTMANN Maeva	
HASSIN Jacques	
HEMERY Jonathan	
KHIAR Toufik	
LAURENT Jean-Luc	
MUSEUX Christine	
NICOLLE Jean-Marc	
RAYMOND Frédéric	
RUGGIERI Jean-Pierre	
TAPA Vry Narcisse	
THIAM Fatoumata	
TRAORÉ Ibrahima	
ZINCIROGLU Lionel	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-038

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Approbation du nouveau mode de calcul du quotient familial

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-038-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil,

Les services publics de la Ville du Kremlin-Bicêtre ont pour principe fondamental de garantir un accès universel et inconditionnel à leurs missions d'intérêt général. Dans ce cadre, ils sont appelés à prévoir un paiement pour certaines prestations qu'ils assurent.

Au Kremlin-Bicêtre, il existe à ce jour deux types de tarifs appliqués aux usagers.

D'une part, pour certaines prestations, un tarif unique est appliqué. C'est le cas par exemple des locations de salle ou de l'artothèque.

D'autre part, pour la majorité des prestations, un tarif est appliqué en fonction du Quotient familial du foyer kremlinois préalablement calculé. C'est le cas pour :

- La restauration,
- Les centres de loisirs et les accueils périscolaires
- Les séjours
- Les stages sport découverte,
- Le conservatoire intercommunal : c'est le quotient familial de la Ville qui est utilisé par l'Etablissement public territorial pour la facturation.

Le Quotient familial (QF ci-après) est également utilisé par la Ville pour le versement d'une aide : la bourse au sport (pour les tranches de QF de 1 à 4).

Grâce à ce système, les tarifs des services publics locaux sont adossés aux ressources des usagers et à la composition des familles, dans le but d'en favoriser l'égal accès. C'est un choix de justice sociale et de solidarité qui bénéficie à tous les Kremlinois.

Le quotient familial a été mis en place par la Ville par délibération du Conseil municipal du 27 juin 1996. Une délibération du 27 novembre 2008 a ensuite modifié le mode de calcul du quotient familial, et a ajouté trois nouvelles tranches.

En vertu de ces deux délibérations, aujourd'hui, un calcul complexe permet de déterminer la tranche de QF du foyer.

La Ville a souhaité mener une réflexion globale sur la tarification du service public local et notamment le mode de calcul du quotient familial.

Le calcul actuel du QF relève en effet d'un système complexe, qui présente des lourdeurs importantes tant pour l'usager qui doit fournir de nombreuses pièces, que pour l'administration qui instruit le dossier.

Aussi, il est proposé de modifier le mode de calcul du quotient familial, dans un objectif de simplification, de sécurisation de la démarche et d'une plus grande équité entre les usagers.

Nouveau calcul proposé :

Il est proposé que le calcul du QF repose sur un seul document : le ou les avis d'imposition (ou de non-imposition) du foyer.

Ainsi, une seule pièce administrative sera demandée à l'usager et une seule pièce sera instruite par la Ville. Dans le cas où le foyer est composé de plusieurs personnes disposant chacune d'un avis d'impôt sur les revenus, il pourra s'agir de plusieurs avis d'imposition. Dans ce cas, la Ville additionne les données figurant sur ces avis d'imposition.

Ce nouveau calcul sera le suivant :
Le Revenu Fiscal de Référence (RFR) annuel figurant sur l'avis d'impôt sur les revenus
DIVISÉ par 12
DIVISÉ par le nombre de parts fiscales (indiqué sur l'avis d'imposition).

Dans un objectif de renforcer la justice sociale, il est proposé :

- D'ajouter une demi-part supplémentaire pour les parents isolés avec enfant (foyers typés T sur leur avis d'imposition). Ainsi, les adultes avec enfant compteront pour deux parts (que ce soit un couple ou un foyer monoparental). C'est ce système qui est utilisé par la Caisse d'allocations familiales pour le calcul des parts de son quotient familial.

Ce calcul n'intègre que les ressources imposables. Ainsi, dans ce nouveau système, les allocations familiales ne sont pas considérées comme un revenu du foyer.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-038-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

La procédure de calcul du quotient familial :
Les usagers disposent de leur avis d'imposition ou de non-imposition, entre fin juillet et début août pour les avis en ligne, et entre fin juillet et fin août pour les avis « papier ».
Ainsi, les calculs de quotient familial de l'ensemble des usagers seront effectués au cours de la même période : entre le 1er août et le 20 septembre de chaque année, sur la base du nouvel avis d'imposition.

Il sera proposé un dépôt papier à l'accueil de la mairie ou un dépôt dématérialisé sur le compte citoyen famille.

Si un foyer ne fournit pas les documents nécessaires au calcul de son quotient familial, il se verra appliquer le tarif maximum.

Les usagers pourront demander le nouveau calcul de leur quotient familial en cours d'année pour prendre en compte une baisse des ressources du foyer dans les deux cas suivants : lorsque le foyer a subi un décès ; lorsqu'un membre du foyer connaît une maladie de longue durée.
Ce nouveau calcul sera valable trois mois. A l'issue de ces trois mois, l'usager devra refaire calculer son quotient familial sur la base des éléments actualisés.
Pour toutes les autres situations spécifiques (surendettement par exemple), les foyers concernés seront orientés vers le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Il est en outre précisé que ce nouveau mode de calcul du quotient familial a fait l'objet d'une concertation avec les représentants des parents d'élèves, le Conseil des jeunes, les directions d'écoles et le Conseil consultatif des séniors.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter ces nouvelles modalités de calcul du quotient familial, à compter du 1er août 2023.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération du 27 juin 1996 relative à la mise en place de la politique tarifaire basée sur le quotient familial,
Vu la délibération n° 2008-146 du 27 novembre 2008 relative aux services publics communaux : adoption des nouvelles règles applicables aux quotients familiaux et fixation des nouveaux tarifs,
Considérant la concertation préalable avec les représentants des parents d'élèves, le Conseil des jeunes, les directions d'écoles et le Conseil consultatif des séniors,
Considérant le choix de la Ville de faire évoluer le mode de calcul du quotient familial, dans un objectif de simplification, de sécurisation de la démarche et d'une plus grande équité,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU)

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
DIT que le principe retenu par la Ville consiste à adosser le calcul des tarifs des services publics locaux sur les ressources des usagers, afin d'en promouvoir un accès égalitaire.

Article 2
DECIDE que les seuls éléments qui seront pris en compte dans le calcul du quotient familial de chaque foyer seront issus du (ou des) avis d'imposition du foyer des habitants de la ville du Kremlin-Bicêtre.
Ainsi, une seule pièce obligatoire doit être fournie par les usagers pour effectuer le calcul de quotient familial : le ou les avis d'imposition ou de non-imposition du foyer.

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
094-219400439-20230629-2023-038-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Il pourra s'agir de plusieurs avis d'imposition dans le cas où le foyer est composé de plusieurs personnes disposant chacune d'un avis d'impôt sur les revenus. Dans ce cas, la Ville additionne les données figurant sur ces avis d'imposition.
Ce (ou ces) avis d'imposition devront obligatoirement être déposés en ligne sur le compte citoyen famille ou en papier auprès de la Direction relation citoyen entre le 1er août et le 20 septembre de chaque année. Il devra s'agir de l'avis d'imposition de l'année N relatif aux revenus N-1.
Faute de dépôt dans les délais, l'usager ne pourra pas bénéficier des tarifs adossés aux ressources et sa tarification sera renvoyée aux conditions de l'article 7.

Article 3

DIT que c'est le revenu fiscal de référence (RFR) figurant sur l'avis d'impôt sur les revenus qui est utilisé pour le calcul du Quotient Familial.
Ce revenu fiscal de référence (RFR) est divisé par 12, afin d'obtenir le revenu fiscal de référence mensuel.
Le revenu fiscal de référence (RFR) mensuel est divisé par le nombre de parts fiscales. Ce nombre est celui indiqué sur le ou les même avis d'imposition.
Pour les foyers pour lesquels la codification « T » (parent isolé) apparaît sur leur avis d'imposition, il est ajouté une demi-part supplémentaire.
Pour les enfants handicapés il est aussi ajouté une demi-part supplémentaire.

Article 4

DIT que concernant les enfants des familles d'accueil, inscrits dans les activités municipales, c'est le revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'impôt sur les revenus des familles d'accueil qui est retenu pour le calcul tarifaire.
Si l'avis d'imposition n'a pas comptabilisé l'enfant accueilli pour l'année concernée, le foyer d'accueil présente une attestation administrative, afin qu'il puisse être ajouté.

Article 5

DIT que les usagers pourront demander le re-calcul de leur quotient familial, en cours d'année, pour prendre en compte un changement de situation exceptionnel dans les deux cas suivants :

- En cas de maladie grave longue durée avec modification de ressources,
- En cas de décès d'un membre du foyer apporteur de ressources et figurant sur le ou les avis.

Pour ces cas exceptionnels, les ressources seront saisies en référence à la situation la plus proche, sur présentation des justificatifs liés à cette situation exceptionnelle, et notamment :

- Attestations de sécurité sociale pour les maladies longue durée, et l'ensemble des justificatifs de revenus des trois derniers mois du foyer,
- Présentation d'un certificat de décès, et l'ensemble des justificatifs de revenus des trois derniers mois du foyer,
- Tout document justifiant d'un changement de situation.

Ces modifications génèrent le calcul d'un quotient familial décalé de l'avis d'imposition.
Les tarifs sont instruits ou corrigés, à compter de la date de décès ou de certificat médical dans le cas d'une maladie ou à défaut à compter du mois suivant la nouvelle situation familiale.
Ces nouveaux tarifs sont applicables pour une durée de trois mois.
A l'issue de ces trois mois, l'usager devra refaire calculer son quotient familial.

Article 6

DIT que pour toutes les situations spécifiques, autres que celles indiquées à l'article 5, les foyers concernés seront orientés vers le CCAS.
Un éventuel re-calcul de quotient familial est soumis à l'avis préalable du CCAS, qui préconise les modalités d'attribution.

Article 7

En cas de refus de présentation de l'avis d'imposition ou de non-imposition, la tarification maximum sera appliquée.

Article 8

DIT que le quotient familial calculé par la commune s'applique pour la période allant du mois de septembre (N) au mois d'août (N+1).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-038-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Article 9

DIT que l'ensemble de ces dispositions constitue le cadre général de la politique tarifaire de la Ville, décrivant les caractéristiques communes à tous les barèmes tarifaires des différentes activités concernées par des tarifs adossés aux ressources des usagers.
Ces caractéristiques seront intégrées dans les documents remis aux usagers.
Les tarifs spécifiques à chaque activité, construits dans le respect de la présente délibération cadre, pour ceux qui sont adossés aux ressources, sont fixés par délibération du Conseil municipal ou par décision de M. le Maire dans le cadre de l'article L. 2121-22 du CGCT.

Article 10

RAPPORTE dans tous leurs effets la délibération du 27 juin 1996 relative à la mise en place de la politique tarifaire basée sur le quotient familial ainsi que la délibération n° 2008-146 du 27 novembre 2008 relative aux services publics communaux portant adoption des nouvelles règles applicables aux quotients familiaux et fixation des nouveaux tarifs.

Article 11

AUTORISE M. le Maire à signer tout document afférent à la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-038-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-038-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-039

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :
FIXATION DES TAXES ET TARIFS POUR L'ANNÉE 2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil,

Chaque année, la Ville fixe les tarifs pour ses services publics.

Lors de la séance du 15 décembre 2022, le Conseil municipal a approuvé les taxes et tarifs pour l'année 2023. Certains étaient applicables au 1er janvier, d'autres au 1er septembre.

Certains de ces tarifs sont adossés au quotient familial. Or, dans le cadre de la refonte du calcul du quotient familial et du mode de tarification, il convient de modifier ces tarifs.

D'autres tarifs ne sont pas adossés au quotient familial et doivent simplement être repris. C'est l'objet de la présente délibération.

Les tarifs fixés par la présente délibération concernent :

- les droits de place du marché forain,
- les droits de voirie,
- les tournages de films,
- les droits d'étalage et de terrasse,
- les taxes pour l'exercice du commerce ambulant,
- les locations de salles,
- les prêts d'urnes et d'isoloirs,
- les locations des installations sportives,
- les concessions dans le cimetière et services funéraires,
- les copies de documents administratifs,
- les droits d'inscription à L'Écho et l'utilisation de l'Auditorium Lounès-Matoub
- le centre social Germaine-Tillion et le club Antoine-Lacroix,
- l'artothèque,
- l'utilisation du studio de musique,
- la restauration,
- les centres de loisirs,
- les activités périscolaires,
- les séjours proposés dans le cadre des centres de loisirs,
- les stages « sport découverte »,
- les activités et séjours du service jeunesse.

Conformément aux textes en vigueur, les tarifs s'appliquant aux copies de documents administratifs sont maintenus au niveau de 2022.

<u>En ce qui concerne les tarifs qui ne sont pas adossés au quotient familial</u>, la présente délibération reprend à l'identique les tarifs initialement fixés par la délibération du 15 décembre 2022, sauf deux éléments :

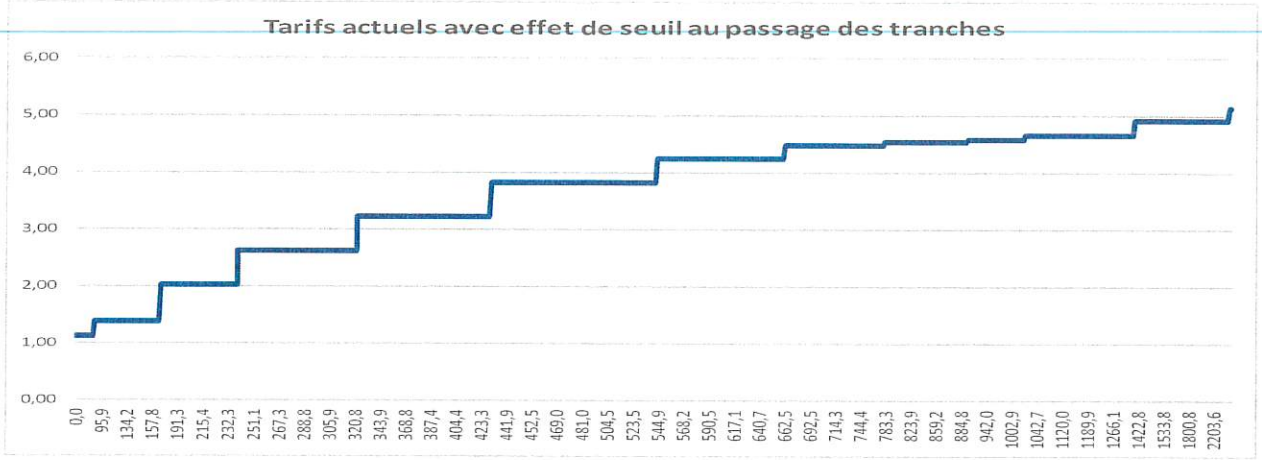
- Pour les tournages de film, il était indiqué le tarif de 21,87 € pour le stationnement des véhicules nécessaires au tournage, par véhicule et par jour. Or, il est proposé de fixer ce tarif par place de stationnement et par jour.
- Dans le cadre des droits de voirie, il est proposé de revenir au tarif initial de 7 € (au lieu de 17 €) pour les neutralisations de place de stationnement (par jour et par place).

<u>En ce qui concerne les tarifs adossés au quotient familial</u> :
La Ville a souhaité mener une réflexion globale sur la tarification des usagers.
Les objectifs étaient les suivants :

➔ Modifier le mode de calcul du quotient familial, dans un objectif de simplification, de sécurisation et de plus forte équité. C'est l'objet de la délibération n° 2023-038 du 29 juin 2023.

➔ Modifier le mode de tarification, afin de limiter les effets de seuil.
En effet, dans le système actuel, les tranches de tarifs induisent des effets de seuil. Tous les foyers appartenant à une même tranche acquittent le même tarif forfaitaire :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023



Or, l'objectif est de permettre de déterminer un tarif « sur mesure » pour chaque foyer, en fonction de son quotient familial, avec une progressivité des tarifs en fonction du quotient familial et sans effets de seuil.

La méthode de tarification qui a été retenue est la suivante : des tarifs lissés dans des sections de quotient familial (QF ci-après).
Comme actuellement, le barème sera adossé à des sections de QF.
Dans chaque section de QF, la ville définit un tarif plancher et un tarif plafond, sachant que :
- Le tarif plafond d'une section correspondra au tarif plancher de la section suivante, supprimant les effets de seuils existant actuellement au passage des sections.
- Une formule mathématique permet, au sein de chaque section de QF, de calculer un tarif spécifique à chaque foyer, progressif avec l'importance du QF :

$$\text{TARIF du foyer} = \text{Tarif mini de la tranche} + \left\{ \text{Tarif max de la tranche} - \text{Tarif mini de la tranche} \right\} \times \left\{ \frac{\text{QF du foyer} - \text{QF min tranche}}{\text{QF max de la tranche - QF mini de la tranche}} \right\}$$

Le changement de mode de calcul du quotient familial et le changement du mode de tarification nécessitent de revoir l'ensemble des grilles de tarifs.
C'est l'objet de la présente délibération.

A noter, que ce fut l'occasion de revoir également les tarifs appliqués aux activités du Club Lacroix. Ce travail a été conduit en lien avec le Conseil Consultatif des Séniors. Il est notamment proposé les changements suivants :

- La mise en place d'une adhésion annuelle payante au club Lacroix
- La mise en place d'une participation annuelle payante pour les ateliers annuels.

Une concertation a également eu lieu avec le Conseil consultatif des séniors, le Conseil des jeunes et les représentants des parents d'élèves élus dans les conseils d'écoles.

Au regard de ces éléments, il est donc proposé d'actualiser les tarifs de la commune, détaillés ci-dessous.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 2022-133 du 15 décembre 2022 fixant les taxes et tarifs pour l'année 2023,
Vu la délibération n° 2023-038 du 29 juin 2023 relative à l'approbation du nouveau mode de calcul du quotient familial,
Vu le Règlement intérieur des activités périscolaires,
Considérant la nécessité de modifier la délibération de fixation des tarifs pour l'année 2023, dans le cadre de la refonte de la tarification et du quotient familial conduite par la Ville,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINGIROGLU),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Vu la proposition d'amendement présentée par M. EDET, approuvée par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 ne prenant pas part au vote (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 abstentions (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1

D'abroger à compter du 1er septembre 2023 la délibération n° 2022-133 du 15 décembre 2022 fixant les taxes et tarifs pour l'année 2023.

Article 2

De fixer les taxes et tarifs des services municipaux suivants dans les conditions stipulées ci-dessous à compter du 1er septembre 2023.

I – DROITS DE PLACE POUR LE MARCHE FORAIN

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
Abonnés alimentaires		
Droit de place	2, 68 €	2, 68 €
Publicité	0,50 €	0,50 €
Collecte	1 €	1 €
Total ml HT	**4,18 €**	**4,18 €**
Abonnés non alimentaires		
Droit de place	2, 99 €	2, 99 €
Publicité	0,50 €	0,50 €
Collecte	1 €	1 €
Total ml HT	**4,49 €**	**4,49 €**
Volants alimentaires		
Droit de place	4, 36€	4, 36€
Publicité	0,50 €	0,50 €
Collecte	1 €	1 €
Total ml HT	**5,86 €**	**5,86 €**
Volants non alimentaires		
Droit de place	5, 04 €	5, 04 €
Publicité	0,50 €	0,50 €
Collecte	1 €	1 €
Total ml HT	**6,54 €**	**6,54 €**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

II - DROITS DE VOIRIE

En ce qui concerne les droits de voirie, toute période commencée est due. Ainsi, aucun re-calcul au *prorata temporis* ne sera réalisé une fois que l'arrêté aura été pris.

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
Bennes à gravats (redevance forfaitaire par jour d'immobilisation sur la voie publique)	28,00 €	28,00 €
Palissades (le mètre linéaire par mois d'installation ou fraction de mois entamé)	20,00 €	20,00 €
Echafaudages (le mètre linéaire par mois de pose ou fraction de mois entamé)	20,00 €	20,00 €
Occupation temporaire du sol clos ou non de la voie publique ou du domaine privé de la ville dans le cadre de travaux (le mètre carré par mois ou par fraction de mois entamé)	18,27 €	18,27 €
Borne de collecte de vêtements (le mètre carré par mois ou par fraction de mois entamé) : - Dans le cadre d'une utilisation à but non lucratif (par une association ou une entreprise d'insertion). - Dans le cadre d'une utilisation à but lucratif (par une association ou une entreprise d'insertion). - Dans les autre cas	 Gratuité 9,05 € 18,10 €	 Gratuité 9,05 € 18,10 €
Bulle de vente (au m²/mois)	25,00 €	25,00 €
Nacelle, Dispositif de levage (redevance forfaitaire par jour d'immobilisation sur la voie publique)	50,00 €	50,00 €
Grue installée sur le territoire du Kremlin-Bicêtre redevance forfaitaire (pour une durée inférieure ou égale à 6 mois) : puis au-delà de 6 mois, redevance mensuelle :	 500,00 € 50,00 €	 500,00 € 50,00 €
Neutralisation d'une place de stationnement (par jour et par place)	17 €	7 €
Pénalité pour occupation illégale du domaine publique (montant forfaitaire par jour)	180,00 €	180,00 €

III – TOURNAGE DE FILMS

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
Films documentaires, culturels, d'études ou touristiques	Gratuité	Gratuité
Court métrage à but non commercial	Gratuité	Gratuité
Longs ou courts métrages commerciaux, série pour la télévision ou films publicitaires, sur le domaine public (par journée de tournage)	500,00 €	500,00 €
Stationnement des véhicules nécessaires au tournage (par place de stationnement et par jour)	21,87 €	21,87 €
Utilisation de l'hôtel de ville pour un tournage (par jour en semaine du lundi au samedi (entre 7h et 20h))	327,91 €	327,91 €
Utilisation de l'hôtel de ville pour un tournage (par nuit (entre 20h et 7h), le dimanche et jours fériés)	546,52 €	546,52 €
Autres bâtiments communaux (par jour en semaine du lundi au samedi (entre 7h et 20h))	163,96 €	163,96 €
Autres bâtiments communaux (par nuit (entre 20h et 7h), le dimanche et jours fériés)	327,91 €	327,91 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

IV – DROITS D'ETALAGE ET DE TERRASSE

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
Terrasse fermée sur la voie publique (par mètre carré et par année commencée)	247,29 €	247,29 €
Etalage permanent et terrasse ouverte (par mètre carré et par année commencée)	78,09 €	78,09 €
Etalage exceptionnel pour vente		
- Installation inférieure à 10 m² / Forfait par jour	32,00 €	32,00 €
- Installation comprise entre 10 et 20 m² / Forfait par jour	59,00 €	59,00 €
- Installation inférieure à 10 m² / Forfait par semaine	150,00 €	150,00 €
- Installation comprise entre 10 et 20 m² / Forfait par semaine	300,00 €	300,00 €
- Installation inférieure à 10 m² / Forfait par mois	557,45 €	557,45 €
- Installation comprise entre 10 et 20 m² / Forfait par mois	1 114,90 €	1 114,90 €

V - TAXES POUR L'EXERCICE DU COMMERCE AMBULANT

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
FORFAIT ANNUEL		
-Installation 1 fois par semaine	1 047,09 €	1 047,09 €
-Installation 2 à 3 fois par semaine	2 094,18 €	2 094,18 €
-Installation permanente	4 449,82 €	4 449,82 €
Tarif du m² supplémentaire au-delà de 20 m²	78,09 €	78,09 €
FORFAIT OCCASIONNEL OU SAISONNIER		
Etalage ou camionnette de vente ambulante		
-Installation inférieur à 10 m² / Tarif à la journée	32,00 €	32,00 €
-Installation comprise entre 10 et 20 m² / Tarif à la journée	59,00 €	59,00 €
Spectacles et manèges forains		
-Cirque / Tarif journalier	157,37 €	157,37 €
-Théâtre de marionnettes / Tarif à la journée	78,09 €	78,09 €
-Manège / Tarif à la semaine	111,24 €	111,24 €
-Manège / Tarif au mois	350,00 €	350,00 €
Chalet ou autres guérites de ventes fixes (inf. à 10 m²)		
-Tarif par semaine	100,00 €	100,00 €
-Tarif du m² supplémentaire entre 10 et 20 m²	10,00 €	10,00 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

VI - LOCATION DE L'ESPACE ANDRE MAIGNE 18 bis, rue du 14 juillet

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
1) LOCATION D'UN QUART DE SALLE A L'HEURE OU POUR 4H00		
TARIFS HORAIRES		
de 9h00 à 23h00 -Particuliers Kremlinois et associations locales	56,79 €	56,79 €
de 23h00 à 1h00 -Particuliers Kremlinois et associations locales	72,17 €	72,17 €
TARIFS FORFAITAIRES		
Pour 4h00 -Copropriétaires ou sociétés, pour réunions et particuliers	211,79 €	211,79 €
L'heure supplémentaire	71,00 €	71,00 €
CONDITIONS DE GRATUITE		
Associations locales		
-Une réunion de travail de 4h00 par mois (intensité sonore limitée) non cumulable d'un mois à l'autre.		
Groupes Politiques du Conseil Municipal		
2) LOCATION DE SALLE POUR 7 HEURES		
TARIFS SALLE EN TOTALITE (380 personnes environ)		
Personnes extérieures	2 343,83 €	2 343,83 €
Heure supplémentaire	195,22 €	195,22 €
Habitants de la ville	1 089,68 €	1 089,68 €
Heure supplémentaire	94,66 €	94,66 €
Associations de la ville	545,43 €	545,43 €
Heure supplémentaire	94,66 €	94,66 €
TARIFS DEMI-SALLE (190 personnes environ)		
Personnes extérieures	1 351,15 €	1 351,15 €
Heure supplémentaire	118,31 €	118,31 €
Habitants de la ville	668,49 €	668,49 €
Heure supplémentaire	74,54 €	74,54 €
Associations de la ville	340,74 €	340,74 €
Heure supplémentaire	74,54 €	74,54 €
TARIFS QUART DE SALLE (90 personnes environ)		
Personnes extérieures	773,79 €	773,79 €
Heure supplémentaire	85,19 €	85,19 €
Habitants de la ville	340,74 €	340,74 €
Heure supplémentaire	48,51 €	48,51 €
Associations de la ville	170,38 €	170,38 €
Heure supplémentaire	48,51 €	48,51 €
CONDITIONS DE GRATUITE		
Associations Kremlinoises		
-Une par an (à leur convenance suivant disponibilités) salle en totalité		
Groupes politiques du Conseil Municipal		
Associations locales d'Anciens Combattants et associations patriotiques ou du souvenir (à leur convenance suivant disponibilités)		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Personnel Communal et assimilés		
-Une par an par agent ou par couple d'agent -au-delà d'une par an : application du tarif "habitants de la ville"		
Etablissements publics locaux, d'enseignement, de Kremlin-Bicêtre Habitat et assimilés -Dans la limite des horaires disponibles		
3) Les salles louées doivent être rendues propres. Or, **dans le cas où l'espace André Maigné** (loué de façon gratuite ou payante) **ne serait pas rendu propre et en bon état,** un montant forfaitaire sera appliqué, en fonction de la taille de la salle louée : - Salle en totalité, - Demi-salle, - Quart de salle.	 200,00 € 130,00 € 90,00 €	 200,00 € 130,00 € 90,00 €
4) Dans le cas où l'espace André Maigné (loué de façon gratuite ou payante) **serait rendu en retard** (c'est-à-dire au-delà de la durée indiquée dans le contrat de location), **un montant forfaitaire sera appliqué par heure de retard, en fonction de l'horaire.** Toute heure commencée est due : - Entre 7h et 21h - Entre 21h et 7h	 60,00 € 100,00 €	 60,00 € 100,00 €

Pour toute location de l'espace André Maigné, que la salle soit mise à disposition gracieusement ou qu'elle soit payante, un chèque de caution est exigé :

- D'un montant de 500 € pour un quart de salle,
- D'un montant de 750 € pour une demi-salle,
- D'un montant de 1 000 € pour la salle entière.

La caution peut être conservée suite au constat d'une utilisation des locaux non conforme à l'autorisation ou au règlement, conformément aux modalités fixées par le règlement intérieur de la l'espace André Maigné.

Cette obligation ne s'applique pas aux associations et aux services municipaux.

VII - TARIFS PRETS D'URNES ET D'ISOLOIRS AUX ENTREPRISES LOCALES

Selon leur disponibilité, les urnes et isoloirs de la Commune seront prêtés aux sociétés et entreprises du Kremlin-Bicêtre qui en feront la demande dans le cadre d'élections organisées par leur Comité d'Entreprise ou autres, moyennant une participation financière :

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
URNE		
Tarifs par urne quelle que soit la durée du prêt	11,85 €	11,85 €
ISOLOIR		
Tarif par isoloir quelle que soit la durée du prêt	23,66 €	23,66 €
CONDITIONS DE GRATUITE		
Pour les associations et les établissements scolaires de la ville		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

VIII - TARIFS DE LOCATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MUNICIPALES

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
GYMNASE J. DUCASSE ou COSEC E. PURKART		
Mise à disposition du terrain omnisports / heure	84,02 €	84,02 €
SALLES SPORTIVES SPECIALISEES		
Mise à disposition d'une salle / heure	42,60 €	42,60 €
STADE TERRAIN		
Match de football (soit 1h30) -de jour	91,09 €	91,09 €
Match de football (soit 1h30) -de nuit (l'hiver à partir de 17h00 et l'été à partir de 19h30)	110,02 €	110,02 €
Entraînement -associations non kremlinoises / heure	123,05 €	123,05 €
HALLE DES SPORTS		
Mise à disposition d'un équipement sportif / heure -1 terrain	84,02 €	84,02 €
Mise à disposition d'un équipement sportif / heure -Totalité	168,00 €	168,00 €
CONDITIONS POUR LES ASSOCIATIONS D'ENTREPRISES KREMLINOISES		
La moitié de tous les tarifs indiqués ci-dessus		
CONDITIONS DE GRATUITE		
Pour les associations sportives locales agréées par la ville et les écoles communales.		

IX - TARIFS DES CONCESSIONS DANS LE CIMETIERE COMMUNAL

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
TARIFS CONCESSIONS		
Concessions de 10 ans	412,13 €	412,13 €
Concessions de 15 ans	721,00 €	721,00 €
Concessions de 30 ans	1 125,39 €	1 125,39 €
Concessions de 50 ans	3 665,79 €	3 665,79 €
Location d'un caveau provisoire par corps les 8 premiers jours	72,17 €	72,17 €
Location d'un caveau provisoire par corps au-delà par jour	9,48 €	9,48 €

X - TAXES DE DISPERSION

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
TAXES		
Dispersion de cendres	47,33 €	47,33 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

XI - TARIFS DES SERVICES FUNERAIRES RELATIFS A L'ACHAT DES CASES DE COLUMBARIUM

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
CASE A URNE		
Pour 10 ans	394,27 €	394,27 €
Pour 30 ans	1 066,70 €	1 066,70 €
Pour 50 ans	1 430,33 €	1 430,33 €
CASE A DEUX URNES		
Pour 10 ans	788,55 €	788,55 €
Pour 30 ans	2 133,39 €	2 133,39 €
Pour 50 ans	2 861,95 €	2 861,95 €
CAVURNES		
Pour 10 ans	412,13 €	412,13 €
Pour 30 ans	1 125,39 €	1 125,39 €
Pour 50 ans	3 665,79 €	3 665,79 €

XII – TARIF APPLIQUE AUX POMPES FUNEBRES, EN CAS DE RETARD DE CONVOI

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
En cas de retard de convoi, les pompes funèbres se verront appliquer un montant forfaitaire, par demi-heure de retard. Toute demi-heure commencée est due.	240 €	240 €

XIII - TARIFS DES COPIES DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS DE LIVRES SUR LES SUPPORTS PAPIER ET ELECTRONIQUE

Arrêté du 1er octobre 2001 relatif aux conditions de fixation et de détermination du montant des frais de copie d'un document administratif NOR: PRMG0170682A

TAXES DES COPIES DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	
Page de format A4 en noir et blanc	0,18 €
Cédérom	2,75 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

XIV - DROITS D'INSCRIPTION ET DIVERS TARIFS DE LA MEDIATHEQUE L'ECHO ET DE L'AUDITORIUM

1 - LA MEDIATHEQUE

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
DROITS D'INSCRIPTION		
Conditions de gratuité • Pour les Kremlinois • Pour les habitants de l'établissement public territorial Grand Orly Seine-Bièvre • Pour les mineurs et les étudiants • Pour les salariés d'entreprise du Kremlin-Bicêtre		
Autres personnes n'entrant dans aucune de ces catégories	33,44 €	33,44 €
DROITS DE REPROGRAPHIE		
Photocopies Recto	0,21 €	0,21 €
Photocopies Recto Verso	0,30 €	0,30 €
Impression		
Forfait pour 5 impressions	1 €	1 €
Forfait pour 30 impressions	5 €	5 €
Crédit gratuit de 10 impressions lors de l'inscription		
REMBOURSEMENT DE CARTE PERDUE ET VENTE DE SACS EN TISSU		
Edition nouvelle carte	2,22 €	2,22 €
Sacs en tissu réutilisables	3,34 €	3,34 €

2 - L'AUDITORIUM

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
Location de l'auditorium aux entreprises		
Demi-journée (4h)	436,10 €	436,10 €
Journée entière (8h)	990,53 €	990,53 €
Prestation complète avec régisseur → installation tables, chaises, micros, lumière, vidéoprojecteur, webcam		
Demi-journée (4h)	1 185,75 €	1 185,75 €
Journée entière (8h)	1 681,02 €	1 681,02 €
(Intermittent rémunéré 61 € / heure		

XV - DROITS D'INSCRIPTION ET DIVERS TARIFS DU CENTRE SOCIAL

Le centre social propose deux types de contribution financière :

- ✓ En direction de l'habitant :

A/ l'Adhésion

L'adhésion signifie l'acceptation des valeurs et des principes défendus par le centre social. Toutes personnes souhaitant participer à une activité, projet (aide aux devoirs, ASL, Cultures du cœur, projets proposant différentes pratiques et disciplines, sorties, projet des jardins familiaux…), ou souhaitant s'investir en tant que bénévole et par choix d'être actrice de la vie du centre social, doit régler des frais d'adhésion, excepté pour les actions en libre accès. Elle est valable durant une saison du 1er septembre au 31 août.

Conditions d'adhésion:

- ouvert à tous mais prioritairement aux habitants du Kremlin-Bicêtre lors des projets réguliers.
- Fournir les justificatifs demandés (papier d'identité, justificatif de domicile, avis d'imposition…).

Accusé de réception en préfecture
094-219400438-20230704-2023-038-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
L'adhésion individuelle	8,12 €	8,12 €
L'adhésion familiale	12,98 €	12,98 €

Les personnes s'inscrivant dans un parcours d'accompagnement socioprofessionnel validé par les organismes partenaires (Mission locale, Pôle Emploi, CCAS,…) pourront bénéficier de la gratuité de l'adhésion.

B/ La participation

Certains projets et activités nécessitent une participation financière, distincte de l'adhésion, qui est calculée en fonction de la durée du projet.

Activités nécessitant une participation	Participation	
	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
Accompagnement aux devoirs et à la lecture	Gratuit	Gratuit
Evènements ponctuels (ex: fête de fin d'année, ouverture de saison…)	Gratuit	Gratuit
Participation mensuelle pour des pratiques hebdomadaires développées dans le cadre de projets collectifs :		
- pour les Kremlinois	2,89 €	2,89 €
- pour les non Kremlinois	5,77 €	5,77 €
- pour les familles	Tarif adulte + 1€/enfant	Tarif adulte + 1€/enfant
Participation mensuelle pour des pratiques bimensuelles développées dans le cadre de projets collectifs :		
- pour les Kremlinois	1,44 €	1,44 €
- pour les non Kremlinois	2,89 €	2,89 €
- pour les familles	Tarif adulte + 1€/enfant	Tarif adulte + 1€/enfant
Activités ponctuelles :		
- pour les Kremlinois	1,08 €	1,08 €
- pour les non Kremlinois	2,16 €	2,16 €
- pour les familles	Tarif adulte/gratuit enfant	Tarif adulte/gratuit enfant
Atelier Sociolinguistique	6,49 €	6,49 €
Sorties / Stages :		
- pour les adultes	3,24 €	3,24 €
- pour les familles	Tarif adulte + 1€/enfant	Tarif adulte + 1€/enfant
Parcelles de jardin	Gratuit	Gratuit

✓ <u>En direction des partenaires associatifs</u> :

Une convention de partenariat et de mise à disposition des locaux est signée pour chaque saison entre la ville et la structure usagère. Une adhésion annuelle non tarifée est demandée aux associations par le biais de la convention. Dans le cadre des projets en partenariat avec le centre social, les associations doivent régler une cotisation à la saison afin que leur public puisse bénéficier de l'action, activité, et ou du projet.	50,18 €	50,18 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

XVI - TARIFS DE L'ARTOTHEQUE

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
PARTICULIERS		
Tarif par an et par famille pour 1 œuvre empruntée (pour une durée de 2 mois), soit un maximum de 6 œuvres dans l'année	15,45 €	15,45 €
MINIMAS SOCIAUX, ETUDIANTS		
Tarif par an pour 1 œuvre empruntée (pour une durée de 2 mois), soit un maximum de 6 œuvres dans l'année	10,30 €	10,30 €
ASSOCIATIONS OU ENTREPRISES		
Tarif par an pour 1 œuvre empruntée (pour une durée de 2 mois), soit un maximum de 6 œuvres dans l'année	103,00 €	103,00 €
ECOLES DU KREMLIN-BICETRE		
Gratuité, Emprunts limités à 2 œuvres pour une durée de 2 mois, soit au maximum 12 œuvres pour une année scolaire (de septembre à juin)	/	/

Chèque de caution de 150 €.

XVII - TARIFS DU STUDIO DE MUSIQUE

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
Utilisation du studio de musique durant 15 semaines, à raison de 4h par semaine (soit 60h).	120 €	120 €
Utilisation du studio de musique pour 1h.	2,00 €	2,00 €

Article 3

Les taxes et tarifs des services municipaux suivants sont fixés dans les conditions stipulées ci-dessous à compter du 1er septembre 2023.

I – TARIFS DU CLUB ANTOINE LACROIX

Le Club Antoine Lacroix est ouvert aux retraités kremlinois.

A/ l'Adhésion

Pour bénéficier des activités, ateliers, sorties, séjours, distribution des corbeilles gourmandes lors des fêtes de fin d'année et toute autre animation proposée par le Club, le retraité doit être adhérent et titulaire de la Carte Senior.
L'adhésion est valable durant une saison du 1er septembre au 31 août.
La mise en place de cette adhésion payante commence au 1er septembre 2023.

Conditions d'adhésion:

- Ouvert aux personnes retraitées, habitant Le Kremlin-Bicêtre.
- Fournir les justificatifs demandés (papier d'identité, titre de retraite, justificatif de domicile).

	Au 01/09/2023
Adhésion annuelle individuelle du 1er septembre au 31 août	10 €

B/ La participation

Certaines activités organisées par le club Lacroix sont gratuites pour les adhérents (après-midi jeux, ateliers bien être, goûter…).

D'autres activités nécessitent une participation financière, distincte de l'adhésion.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Ateliers annuels nécessitant une participation annuelle unique :

	Au 01/09/2023
Cartonnage, Tricot, Décoration d'objets	Gratuit
Gymnastique	30 €
Anglais	30 €
Dessin	30 €
Vocal et Histoire de la musique	30 €
Aquagym / Natation	30 €

Activités ponctuelles nécessitant une participation (tarif unique à la prestation) :

	Au 01/01/2023	Au 01/09/2023
Sorties musées	3,29 €	3,30 €
Sorties bases de loisirs	3,29 €	3,30 €
Loto et autres concours au Club Lacroix	3,29 €	3,30 €
Spectacles au Club Lacroix	3,29 €	3,30 €
Fêtes du Club Lacroix	10,82 €	10,00 €
Spectacles sans restaurant	10,82 €	10,00 €
Sorties à la journée avec restaurant	27,06 €	27,00 €
Sorties à la journée avec restaurant et visite	30,36 €	30,00 €

Séjours :

Dans le cadre des séjours, les séniors payent un pourcentage du coût du séjour, en fonction de leur Quotient Familial :

Quotient	Pourcentage du coût du séjour à payer
QF 1	10 %
QF 2	20 %
QF 3	30 %
QF 4	40 %
QF 5	45 %
QF 6	50 %
QF 7	55 %
QF 8	60 %
QF 9	65 %
QF 10	70 %
QF 11	75 %
QF 12	80 %
QF 13	85 %

II – RESTAURATION SCOLAIRE

Pour bien organiser le service et éviter le gaspillage, l'inscription à la restauration scolaire est obligatoire. Il est possible de la modifier voire de l'annuler au plus tard 5 jours avant la date concernée.

Les familles n'ayant pas procédé à la réservation dans les délais impartis se verront appliquer un tarif journalier majoré de 30 % par rapport à la section de quotient familial applicable.

Les absences justifiées par une attestation médicale, ou par un cas de force majeure, seront déductibles, même si l'annulation n'a pas été effectuée ou l'a été tardivement. . Le justificatif doit être transmis à la Direction relation citoyen, dans le délai prévu au Règlement intérieur des activités périscolaires.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Les grilles de tarifs applicables à compter du 1er septembre 2023 :

Restauration scolaire - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commun
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Fourchettes de Tarifs - Restauration scolaire	0,90 €	0,90 €	1,90 €	2,90 €	3,90 €	4,60 €	4,80 €	5,00 €	5,30 €	5,60 €	5,90 €	6,20 €	7,00 €	14,00
		1,90 €	2,90 €	3,90 €	4,60 €	4,80 €	5,00 €	5,30 €	5,60 €	5,90 €	6,20 €	7,00 €		
Restauration scolaire - Majoration de 30 %	1,17 €	1,17 €	2,47 €	3,77 €	5,07 €	5,98 €	6,24 €	6,50 €	6,89 €	7,28 €	7,67 €	8,06 €	9,10 €	18,20
		2,47 €	3,77 €	5,07 €	5,98 €	6,24 €	6,50 €	6,89 €	7,28 €	7,67 €	8,06 €	9,10 €		

Lorsque les enfants ne résident pas dans la commune, mais fréquentent les restaurants scolaires, un accord intercommunal est recherché pour que la différence entre le montant de la participation familiale et le prix de revient du repas (tarif hors commune) soit prise en charge par la commune de résidence.
En cas d'accord entre les deux communes, le montant de la participation familiale est calculé par référence au tarif dont la famille bénéficierait dans la commune de résidence.

En l'absence d'accord, le tarif hors commune est payé par la famille. En cas de refus, l'enfant ne pourrait pas être admis au restaurant scolaire.

Pour les enfants ayant un PAI (Projet d'Accueil Individualisé) alimentaire validé par le médecin scolaire, le tarif appliqué correspond à 50 % des tarifs de la grille « restauration scolaire » :

Restauration scolaire PAI - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commun
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Restauration scolaire PAI	0,45 €	0,45 €	0,95 €	1,45 €	1,95 €	2,30 €	2,40 €	2,50 €	2,65 €	2,80 €	2,95 €	3,10 €	3,50 €	7,00
		0,95 €	1,45 €	1,95 €	2,30 €	2,40 €	2,50 €	2,65 €	2,80 €	2,95 €	3,10 €	3,50 €		
Restauration scolaire PAI - Majoration de 30 %	0,59 €	0,59 €	1,24 €	1,89 €	2,54 €	2,99 €	3,12 €	3,25 €	3,45 €	3,64 €	3,84 €	4,03 €	4,55 €	9,10
		1,24 €	1,89 €	2,54 €	2,99 €	3,12 €	3,25 €	3,45 €	3,64 €	3,84 €	4,03 €	4,55 €		

III – RESTAURATION AU CLUB LACROIX POUR LES RETRAITES

Le restaurant Lacroix est accessible aux personnes âgées en retraite résidant au Kremlin-Bicêtre, sur inscription, au moins 5 jours au préalable, en mentionnant les jours de fréquentation pour garantir le bon fonctionnement du restaurant, la qualité de service et dans un souci de bonne gestion.
La facturation s'effectue sur la base des inscriptions et à terme échu, sauf pour les jours d'absence qui sont justifiés sur présentation d'un certificat médical ou d'hospitalisation, ou en cas de force majeure. Les justificatifs doivent être transmis à la Direction relation citoyen.

Les convives non-inscrits ne seront acceptés, que dans la limite des places disponibles et seront facturés avec une majoration de tarif de 30 %.

Deux formules sont proposées, avec boisson ou sans boisson, à choisir à l'avance au moment de l'inscription.

Les grilles de tarifs applicables à compter du 1er septembre 2023 :

Restauration retraités Club Lacroix - Grille des tarifs													
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus
Repas sans boisson	1,00 €	1,00 €	1,50 €	2,00 €	2,50 €	3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50 €
		1,50 €	2,00 €	2,50 €	3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50 €	
Repas sans boisson - Majoration de 30 %	1,30 €	1,30 €	1,95 €	2,60 €	3,25 €	3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45 €
		1,95 €	2,60 €	3,25 €	3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45 €	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Restauration retraités Club Lacroix - Grille des tarifs													
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 e plus
Repas avec boisson (supplément de + 1,5€)	2,50 €	2,50 €	3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50 €	7,00 €	7,50 €	8,00
		3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50 €	7,00 €	7,50 €	8,00 €	
Repas avec boisson (supplément de + 1,5€) - Majoration de 30 %	3,25 €	3,25 €	3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45 €	9,10 €	9,75 €	10,40
		3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45 €	9,10 €	9,75 €	10,40 €	

IV – PORTAGE DES REPAS

Les inscriptions sont réalisées par le service de maintien à domicile, qui évalue la recevabilité de chaque demande en fonction de la situation physique (mobilité, pathologies lourdes…) et sociale de la personne âgée et du nombre de places disponibles.

Il existe deux types de tarifs :
- Le portage du repas du midi,
- Le portage du repas du midi et du soir.

Portage de repas - Grille des tarifs													
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus
Portage du repas du midi	1,15 €	1,15 €	1,80 €	2,42 €	3,04 €	3,66 €	4,28 €	4,90 €	5,52 €	6,14 €	6,76 €	7,38 €	8,00
		1,80 €	2,42 €	3,04 €	3,66 €	4,28 €	4,90 €	5,52 €	6,14 €	6,76 €	7,38 €	8,00 €	
Portage des repas du midi et du soir	1,65 €	1,65 €	2,41 €	3,17 €	3,93 €	4,69 €	5,45 €	6,21 €	6,97 €	7,73 €	8,49 €	9,25 €	10,00
		2,41 €	3,17 €	3,93 €	4,69 €	5,45 €	6,21 €	6,97 €	7,73 €	8,49 €	9,25 €	10,00 €	

V – AUTRES TARIFS LIES A LA RESTAURATION

Tarifs pour les repas des enseignants :

- Enseignant indice net majoré inférieur ou égal à 480 : 4,73 €
- Enseignant indice net majoré supérieur à 480 : 6,01 €

Les repas des enseignants qui ont un indice de traitement net majoré au plus égal à 480 donnent lieu à une subvention de l'Etat d'un montant forfaitaire par repas, versée chaque trimestre sur présentation d'un mémoire établi par la Ville. Chaque année, la prestation interministérielle est réétudiée par l'Etat et fait l'objet d'une circulaire indiquant le taux applicable pour l'année civile suivante.

Tarifs pour le personnel communal et les élus :

Les agents municipaux et les élus doivent réserver au moins 5 jours au préalable, en précisant la formule choisie (avec ou sans boisson). Les convives non-inscrits se voient appliquer une majoration de tarif de 30 %.

La facturation est établie selon une tarification journalière, suivant le nombre de repas. Elle intervient à terme échu, sur la base des inscriptions. Sauf pour les jours d'absence qui sont justifiés sur présentation d'un certificat médical ou d'hospitalisation, ou en cas de force majeure. Les justificatifs doivent être transmis à la Direction relation citoyen.

- Personnel communal dont l'indice net majoré est inférieur ou égal à 480 : 4,55 € (avec la majoration de 30 % : 5,92 €)
- Elus de la commune et Personnel communal dont l'indice net majoré est supérieur à 480 : 5,85 € (avec la majoration de 30 % : 7,61 €).
- Un tarif unique pour une boisson est appliqué : 1,50 €.

Autres tarifs :

- AESH intervenant dans les écoles : 4,30 €.
- Personnes extérieures accompagnées d'un agent ou d'un retraité : 13 €. A noter que c'est l'agent ou le retraité qui se verra facturer de ce repas supplémentaire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

- Pour accompagner les associations et acteurs locaux (sportifs, culturels…) implantés sur la commune, dans l'organisation d'évènements ponctuels à destination des Kremlinois, la Ville leur permet d'avoir accès à l'un des restaurant municipaux. Ces demandes doivent être préalablement agrées par la Ville, à titre exceptionnel. La Ville détermine le restaurant municipal le plus adapté pour accueillir les convives. Les convives doivent tous acquitter une participation financière, basée sur le tarif maximum de la grille « restauration retraités Club Lacroix ».
- Un formateur qui intervient dans le cadre d'une formation auprès des agents de la Ville, organisée par la Direction des ressources humaines : le tarif maximum de la grille « restauration retraités Club Lacroix ».

VI – ALSH MATERNELS ET ELEMENTAIRES – MERCREDI ET VACANCES SCOLAIRES

Le mercredi :

L'inscription à l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) le mercredi est obligatoire, il est possible de la modifier voire de l'annuler au plus tard 5 jours avant la date concernée.

Les familles n'ayant pas procédé pour les mercredis à la réservation dans les délais impartis, se verront appliquer un tarif majoré de 30 % par rapport à la section de quotient familial applicable.

En cas d'absence, aucun remboursement ne sera effectué, sauf cas de force majeure, raisons médicales ou professionnelles et sur présentation d'un justificatif.

Les familles kremlinoises et les familles ne résidant pas au Kremlin-Bicêtre dont les enfants sont scolarisés dans une école publique de la ville ont la possibilité d'inscrire leur enfant au centre de loisirs, comme suit :

- soit en journée complète,

- soit en 1/2 journée (repas et centre de loisirs éducatifs matin ou après-midi).

Les vacances scolaires :

Pour le centre de loisirs durant les vacances scolaires et afin de garantir le bon fonctionnement des accueils de loisirs, ainsi que le recrutement du nombre d'animateurs nécessaire, il est demandé aux familles d'inscrire leur(s) enfant(s) au plus tard trois semaines avant le début des vacances scolaires. L'inscription des enfants est obligatoire et se fait en journée.

Il est à noter qu'un accueil en ½ journée peut être mis en place afin de garantir un accueil de qualité et adapté, dans les cas suivants :

- dans le cadre de l'accueil des enfants à besoins spécifiques ou porteur de handicap,
- pour les enfants inscrits dans le cadre du projet passerelle petite enfance / enfance.

Après la clôture des inscriptions, les familles pourront continuer à s'inscrire via le compte citoyen famille en fonction des places disponibles ou devront se déplacer directement à l'accueil de l'hôtel de ville. Aucune inscription ne pourra alors se faire par téléphone, fax, courrier ou courriel. Au-delà des délais fixés, les éventuelles places disponibles seront attribuées en fonction de l'ordre d'arrivée des demandes.
Les familles se verront appliquer un tarif journalier majoré de 50 % par rapport à la section de quotient familial applicable. La facture du mois regroupera les activités périscolaires et la période de vacances concernées. En cas d'absence, aucun remboursement ne sera effectué, sauf cas de force majeure, raisons médicales ou professionnelles et sur présentation d'un justificatif.

Les enfants ayant un PAI :

Pour les enfants ayant un PAI (Projet d'Accueil Individualisé) alimentaire validé par le médecin scolaire, un tarif spécifique sera appliqué.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Grilles de tarifs applicables au 1er septembre 2023 :

ALSH maternelles et élémentaires - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commun
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
ASLH journée	3,01 €	3,01 €	3,91 €	4,81 €	5,71 €	6,61 €	7,51 €	8,41 €	9,31 €	10,21 €	11,11 €	12,01 €	12,89 €	25,78
		3,91 €	4,81 €	5,71 €	6,61 €	7,51 €	8,41 €	9,31 €	10,21 €	11,11 €	12,01 €	12,89 €		
ASLH demi journée	2,04 €	2,04 €	2,62 €	3,18 €	3,74 €	4,30 €	4,86 €	5,42 €	5,98 €	6,54 €	7,10 €	7,66 €	8,22 €	16,43
		2,62 €	3,18 €	3,74 €	4,30 €	4,86 €	5,42 €	5,98 €	6,54 €	7,10 €	7,66 €	8,22 €		
PAI - ALSH journée avec repas	2,47 €	2,47 €	3,33 €	4,16 €	4,99 €	5,82 €	6,65 €	7,48 €	8,31 €	9,14 €	9,97 €	10,80 €	11,63 €	23,26
		3,33 €	4,16 €	4,99 €	5,82 €	6,65 €	7,48 €	8,31 €	9,14 €	9,97 €	10,80 €	11,63 €		
PAI - ALSH demi-journée avec repas	1,50 €	1,50 €	2,00 €	2,50 €	3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50 €	6,96 €	13,92
		2,00 €	2,50 €	3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50 €	6,96 €		

Majoration - ALSH maternelles et élémentaires - Mercredi - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commun
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
ASLH journée - Mercredi - Majoration 30 %	3,91 €	3,91 €	5,08 €	6,25 €	7,42 €	8,59 €	9,76 €	10,93 €	12,10 €	13,27 €	14,44 €	15,61 €	16,75 €	33,5
		5,08 €	6,25 €	7,42 €	8,59 €	9,76 €	10,93 €	12,10 €	13,27 €	14,44 €	15,61 €	16,75 €		
ASLH demi journée - Mercredi - Majoration 30 %	2,65 €	2,65 €	3,41 €	4,13 €	4,86 €	5,59 €	6,32 €	7,05 €	7,77 €	8,50 €	9,23 €	9,96 €	10,68 €	21,3
		3,41 €	4,13 €	4,86 €	5,59 €	6,32 €	7,05 €	7,77 €	8,50 €	9,23 €	9,96 €	10,68 €		
PAI - ALSH journée avec repas - Mercredi - Majoration 30 %	3,21 €	3,21 €	4,33 €	5,41 €	6,49 €	7,57 €	8,65 €	9,72 €	10,80 €	11,88 €	12,96 €	14,04 €	15,12 €	30,2
		4,33 €	5,41 €	6,49 €	7,57 €	8,65 €	9,72 €	10,80 €	11,88 €	12,96 €	14,04 €	15,12 €		
PAI - ALSH demi-journée avec repas - Mercredi - Majoration 30 %	1,95 €	1,95 €	2,60 €	3,25 €	3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45 €	9,05 €	18,0
		2,60 €	3,25 €	3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45 €	9,05 €		

Majoration - ALSH maternelles et élémentaires - Vacances - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commun
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
ASLH journée - Vacances - Majoration 50 %	4,52 €	4,52 €	5,87 €	7,22 €	8,57 €	9,92 €	11,27 €	12,62 €	13,97 €	15,32 €	16,67 €	18,02 €	19,33 €	38,66
		5,87 €	7,22 €	8,57 €	9,92 €	11,27 €	12,62 €	13,97 €	15,32 €	16,67 €	18,02 €	19,33 €		
ASLH demi journée - Vacances - Majoration 50 %	3,06 €	3,06 €	3,93 €	4,77 €	5,61 €	6,45 €	7,29 €	8,13 €	8,97 €	9,81 €	10,65 €	11,49 €	12,33 €	24,65
		3,93 €	4,77 €	5,61 €	6,45 €	7,29 €	8,13 €	8,97 €	9,81 €	10,65 €	11,49 €	12,33 €		
PAI - ALSH journée avec repas - Vacances - Majoration 50 %	3,71 €	3,71 €	5,00 €	6,24 €	7,49 €	8,73 €	9,98 €	11,22 €	12,47 €	13,71 €	14,96 €	16,20 €	17,45 €	34,89
		5,00 €	6,24 €	7,49 €	8,73 €	9,98 €	11,22 €	12,47 €	13,71 €	14,96 €	16,20 €	17,45 €		
PAI - ALSH demi-journée avec repas - Vacances - Majoration 50 %	2,25 €	2,25 €	3,00 €	3,75 €	4,50 €	5,25 €	6,00 €	6,75 €	7,50 €	8,25 €	9,00 €	9,75 €	10,44 €	20,88
		3,00 €	3,75 €	4,50 €	5,25 €	6,00 €	6,75 €	7,50 €	8,25 €	9,00 €	9,75 €	10,44 €		

VII – ACCUEILS PERISCOLAIRES MATERNELS ET ELEMENTAIRES

L'inscription aux accueils périscolaires est obligatoire. Il est possible de la modifier voire de l'annuler au plus tard 5 jours avant la date concernée.

Les familles n'ayant pas procédé à la réservation dans les délais impartis, se verront appliquer un tarif majoré de 30 % par rapport à la section de quotient familial applicable.

En cas d'absence, aucun remboursement ne sera effectué, sauf cas de force majeure, raisons médicales ou professionnelles et sur présentation d'un justificatif.

Accusé de réception en préfecture
042-214204439-20230704-62523039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Les accueils et tarifs existants sont les suivants :

- Accueil avant la classe (7h30-8h30),
- Les temps se situant de 17h à 18h, études (pour les élémentaires) et activités périscolaires (maternelles et élémentaires), sont gratuits pour les familles. Ils sont toutefois soumis, au même titre que les autres temps, à une inscription obligatoire pour toute fréquentation.
- Accueil après la classe (16h30-18h30).

Périscolaire maternelles et élémentaires - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commu
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Accueil avant la classe (7h30-8h30)	0,52 €	0,52 €	0,74 €	0,93 €	1,11 €	1,16 €	1,23 €	1,34 €	1,49 €	1,57 €	1,68 €	1,81 €	1,96 €	3,9
		0,74 €	0,93 €	1,11 €	1,16 €	1,23 €	1,34 €	1,49 €	1,57 €	1,68 €	1,81 €	1,96 €		
Majoration 30 %	0,68 €	0,68 €	0,96 €	1,21 €	1,44 €	1,51 €	1,60 €	1,74 €	1,94 €	2,04 €	2,18 €	2,35 €	2,55 €	5,1
		0,96 €	1,21 €	1,44 €	1,51 €	1,60 €	1,74 €	1,94 €	2,04 €	2,18 €	2,35 €	2,55 €		
Accueil après la classe (16h30 - 18h30)	1,08 €	1,08 €	1,44 €	1,71 €	1,99 €	2,06 €	2,18 €	2,32 €	2,54 €	2,66 €	2,84 €	3,02 €	3,87 €	7,7
		1,44 €	1,71 €	1,99 €	2,06 €	2,18 €	2,32 €	2,54 €	2,66 €	2,84 €	3,02 €	3,87 €		
Majoration 30 %	1,40 €	1,40 €	1,87 €	2,22 €	2,59 €	2,68 €	2,83 €	3,02 €	3,30 €	3,46 €	3,69 €	3,93 €	5,03 €	10,0
		1,87 €	2,22 €	2,59 €	2,68 €	2,83 €	3,02 €	3,30 €	3,46 €	3,69 €	3,93 €	5,03 €		

VIII –MINI CAMPS ET SEJOURS PROPOSES DANS LE CADRE DES CENTRES DE LOISIRS EDUCATIFS MATERNELS ET ELEMENTAIRES

La participation des familles au coût de ces prestations est déterminée sur la base des sections de quotient, selon un pourcentage du prix du séjour variant de 15 % pour la première section à 75 % pour la 13ème.
Les familles doivent avoir procédé au règlement avant le départ de leur enfant.
La participation des enfants ne résidant pas sur la commune est fixée au coût du séjour.

Quotient	Pourcentage du coût du séjour à payer
QF 1	15 %
QF 2	20 %
QF 3	25 %
QF 4	30 %
QF 5	35 %
QF 6	40 %
QF 7	45 %
QF 8	50 %
QF 9	55 %
QF 10	60 %
QF 11	65 %
QF 12	70 %
QF 13	75 %

IX – STAGES SPORTIFS « SPORT DECOUVERTE »

Le service municipal des sports organise des stages « sport découverte », pour des enfants de 8 à 12 ans qu'ils soient débutants, initiés ou confirmés. Les inscriptions s'effectuent à l'accueil de l'hôtel de ville.

Les tarifs des stages comprennent les activités sportives, le déjeuner, le goûter, les frais du personnel d'encadrement (brevetés d'état) et la mise à disposition de matériel sportif spécifique.

Lorsque qu'une inscription est effectuée, elle est considérée pour l'ensemble du stage, soit deux jours ou trois jours selon la formule organisée par le service. Les tarifs indiqués ci-dessous comprennent ainsi les deux ou trois jours de participation aux stages.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Stages sportifs - Grille de tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commune
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Tarifs 2 jours	6,31 €	6,31 €	9,11 €	11,17 €	13,38 €	14,94 €	15,90 €	17,30 €	18,39 €	19,91 €	21,00 €	22,31 €	23,61 €	32,53 €
		9,11 €	11,17 €	13,38 €	14,94 €	15,90 €	17,30 €	18,39 €	19,91 €	21,00 €	22,31 €	23,61 €		
Tarifs 3 jours	9,47 €	9,47 €	13,67 €	16,75 €	20,07 €	22,41 €	23,85 €	25,96 €	27,57 €	29,88 €	31,51 €	33,47 €	35,42 €	48,79 €
		13,67 €	16,75 €	20,07 €	22,41 €	23,85 €	25,96 €	27,57 €	29,88 €	31,51 €	33,47 €	35,42 €		

X – LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT DE LA JEUNESSE

Adhésion annuelle

Le service municipal de la jeunesse organise des activités pour les jeunes âgés de 11 à 17 ans, sur la base d'une participation familiale ou en accès libre et gratuit pendant les périodes périscolaires et de vacances scolaires.

Cette adhésion constitue un outil de valorisation des différentes activités en accès libre auprès des jeunes et des familles.

Adhésion annuelle aux accueils de loisirs jeunesse	10 €

Les inscriptions aux accueils de loisirs jeunesse s'effectuent via « le compte citoyen », au plus tard la veille (ou le vendredi pour le lundi).
Et les inscriptions aux sorties et activités exceptionnelles s'effectuent via « le compte citoyen », au plus tard 5 jours avant.

Les familles n'ayant pas procédé à la réservation dans les délais impartis, se verront appliquer un tarif majoré de 30 % par rapport au tarif applicable.

L'ALSH Jeunesse peut être fréquenté à la Demi-journée ou à la Journée entière, avec ou sans repas.

- La journée entière et la demi-journée d'activités ALSH jeunesse – Sans repas :
  Sont gratuites.

- Pour les activités ALSH jeunesse à la journée ou à la demi-journée – Avec repas :
  Les activités sont gratuites.
  Les repas sont facturés selon les grilles de tarifs suivantes :

Restauration ALSH Jeunesse - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commun
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Fourchettes de Tarifs - Restauration ALSH jeunesse	0,90 €	0,90 €	1,90 €	2,90 €	3,90 €	4,60 €	4,80 €	5,00 €	5,30 €	5,60 €	5,90 €	6,20 €	7,00 €	14,00
		1,90 €	2,90 €	3,90 €	4,60 €	4,80 €	5,00 €	5,30 €	5,60 €	5,90 €	6,20 €	7,00 €		
Restauration ALSH jeunesse - Majoration de 30 %	1,17 €	1,17 €	2,47 €	3,77 €	5,07 €	5,98 €	6,24 €	6,50 €	6,89 €	7,28 €	7,67 €	8,06 €	9,10 €	18,20
		2,47 €	3,77 €	5,07 €	5,98 €	6,24 €	6,50 €	6,89 €	7,28 €	7,67 €	8,06 €	9,10 €		

Restauration ALSH jeunesse PAI - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commu
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Restauration ALSH jeunesse PAI	0,45 €	0,45 €	0,95 €	1,45 €	1,95 €	2,30 €	2,40 €	2,50 €	2,65 €	2,80 €	2,95 €	3,10 €	3,50 €	7,0
		0,95 €	1,45 €	1,95 €	2,30 €	2,40 €	2,50 €	2,65 €	2,80 €	2,95 €	3,10 €	3,50 €		
Restauration ALSH jeunesse PAI - Majoration de 30 %	0,59 €	0,59 €	1,24 €	1,89 €	2,54 €	2,99 €	3,12 €	3,25 €	3,45 €	3,64 €	3,84 €	4,03 €	4,55 €	9,1
		1,24 €	1,89 €	2,54 €	2,99 €	3,12 €	3,25 €	3,45 €	3,64 €	3,84 €	4,03 €	4,55 €		

- Participation financière complémentaire :

En cas de sortie, ou d'activité exceptionnelle, une participation financière complémentaire de 5 € sera demandée par activité et par participant.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

XI – SEJOURS PROPOSES DANS LE CADRE DU SERVICE JEUNESSE

La participation des familles au coût de ces prestations est déterminée sur la base des sections de quotient, selon un pourcentage du prix du séjour variant de 15 % pour la première section à 75 % pour la 13ème.
Les familles doivent avoir procédé au règlement avant le départ de leur enfant.
La participation des enfants ne résidant pas sur la commune est fixée au coût du séjour.

Quotient	Pourcentage du coût du séjour à payer
QF 1	15 %
QF 2	20 %
QF 3	25 %
QF 4	30 %
QF 5	35 %
QF 6	40 %
QF 7	45 %
QF 8	50 %
QF 9	55 %
QF 10	60 %
QF 11	65 %
QF 12	70 %
QF 13	75 %

Les familles bénéficiant d'aides financières de la CAF pour le départ en séjour (VACAF) devront participer financièrement à hauteur de 5% du prix du séjour. En conséquence, les bons VACAF ne pourront solder la totalité du coût du séjour.

Les enfants du personnel communal ou assimilé qui sont domiciliés en dehors du Kremlin-Bicêtre pourront accéder aux diverses activités municipales, dans la limite des places disponibles, aux tarifs applicables aux Kremlinois.

Article 4
Dit que les tarifs de la présente délibération sont applicables au budget principal et à ses budgets annexes.

Article 5
Dit que les crédits sont inscrits au budget principal et au budget annexe pour ce qui les concerne.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230704-2023-039-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-040

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

OBJET MIS EN DELIBERATION :

UTILISATION DU FONDS DE SOLIDARITE DES COMMUNES DE LA REGION ILE DE FRANCE – EXERCICE 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-040-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil,

Le Fonds de Solidarité des communes de la région Ile-de-France (FSRIF) a été créé en 1991 pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines d'Ile-de-France supportant des charges particulières au regard des besoins sociaux de leur population sans disposer de ressources fiscales suffisantes (article L.2531-12 du code général des collectivités territoriales).

Jusqu'à la loi de finances pour 2012, le FSRIF était alimenté par deux prélèvements sur les ressources fiscales des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : l'un en fonction de l'écart entre le potentiel financier par habitant de la commune et le potentiel financier moyen des communes de la région; l'autre en fonction des bases totales d'imposition de la taxe professionnelle des communes et des EPCI.

La loi de finances pour 2012 a adapté le dispositif du FSRIF aux conséquences de la réforme de la fiscalité locale, en supprimant le deuxième prélèvement au fonds. De ce fait, les EPCI sont exclus du fonds, d'autant qu'ils ont vocation à participer au fonds national de péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC).

La loi de finances pour 2014 a ajusté le dispositif instauré en 2012. Les modifications portent sur l'introduction d'un indice synthétique pour le calcul du prélèvement, le relèvement du plafond du prélèvement à 11% des dépenses réelles de fonctionnement et la mise en place d'un plafonnement en cas de hausse du prélèvement supérieure à 25% par rapport à l'année précédente.

Sont éligibles au reversement les communes de la Région Ile-de-France dont la population utilisée pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement (DGF) au 1er janvier 2022 est supérieure à 5 000 habitants et dont la valeur de l'indice synthétique (IS) est supérieure à l'IS médian de l'ensemble des communes d'Ile-de-France.

La définition de l'indice synthétique s'appuie sur trois critères mis en œuvre sous forme de ratios pondérés :

- le rapport entre le potentiel financier moyen par habitant régional et celui de la commune, pour 50% de l'indice ;
- le rapport entre la proportion de logements sociaux dans le total des logements de la commune et la proportion moyenne régionale des communes de plus de 5 000 habitants, pour 25% ;
- le rapport entre le revenu moyen par habitant régional et le revenu par habitant de la commune, pour 25%.

Afin de concentrer le bénéfice des attributions au titre du fonds sur les communes les plus en difficulté, un coefficient multiplicateur (allant de 4 à 0,5) est calculé en fonction du rang de la commune déterminé à partir du classement par ordre décroissant de valeur des indices synthétiques des communes éligibles au reversement.

Pour l'exercice 2022, notre Ville a bénéficié d'une attribution de **872 582 €.**

Conformément à l'article L 2531-16 du code général des collectivités territoriales, le bénéfice du FSRIF sur l'exercice 2022 nous conduit à vous présenter un rapport qui présente les actions entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et les conditions de leur financement.

Actions réalisées en 2022 contribuant à l'amélioration des conditions de vie des Kremlinois :

Travaux dans les écoles maternelles et primaires de la ville (travaux de couverture et de réfection des cheminées, réfection de l'étanchéité et des terrasses…).**Objectif :** Améliorer les conditions de vie et d'accueil des élèves.**Coût :** 846 170 €
Dont part du financement FSRIF : 592 319 €

Travaux dans les établissements d'accueil petite enfance (pose de radiateurs basse consommation, réfection des sols…).
Objectif : Améliorer les conditions de vie et d'accueil de la petite enfance.
Coût : 113 890 €
Dont financement FSRIF : 40 889 €

Travaux d'aménagement des espaces verts (réaménagement du square Anne Sylvestre, du square Josette et Maurice Audin…).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-040-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

ANNEXE A LA DELIBERATION

FONDS DE SOLIDARITE DES COMMUNES DE LA REGION D'ILE DE FRANCE
Exercice 2022
Département : VAL DE MARNE – Commune du Kremlin-Bicêtre

Montant du F.S.R.I.F. perçu en 2022 : **872 582 €.**

Actions réalisées en 2022 contribuant à l'amélioration des conditions de vie des Kremlinois.es et les conditions de leur financement :

Domaine d'intervention	Nature des dépenses	Montant mandaté (en €)	Part du financement FSRIF (en €)
Améliorer les conditions de vie et d'accueil des élèves	**Travaux dans les écoles maternelles et primaires de la ville** (travaux de couverture et de réfection des cheminées, réfection de l'étanchéité et des terrasses…)	846 170 €	592 319 €
Améliorer les conditions de vie et d'accueil de la petite enfance	**Travaux dans les établissements d'accueil petite enfance** (pose de radiateurs basse consommation, réfection des sols…).	113 890 €	40 889 €
Améliorer le cadre de vie des habitants	**Travaux d'aménagement des espaces verts** (réaménagement du square Anne Sylvestre, du square Josette et Maurice Audin…)	422 703 €	239 374 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-040-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Objectif : Améliorer le cadre de vie des habitants.
Coût : 422 703 € €
Dont financement FSRIF : 239 374 €

Il est demandé au conseil municipal de prendre acte de ces diverses actions.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu la loi N° 91-429 du 13 mai 1991 instituant un Fonds de Solidarité des Communes de la Région Ile-de-France,
Vu les articles L.2531-12 à L.2531-16 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le compte administratif de la ville de l'exercice 2022,
Considérant qu'il revient à la commune, chaque année, d'établir un rapport présentant l'usage du Fonds de Solidarité des Communes de la Région Ile-de-France,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU)
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article unique

DE PRENDRE ACTE du rapport annexé à la présente délibération, sur l'utilisation des crédits du Fonds de Solidarité des Communes de la Région Ile de France (FSRIF) pour l'exercice 2022.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-040-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-041

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

UTILISATION DE LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE ET DE COHESION SOCIALE – EXERCICE 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-041-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil,

La loi du 13 mai 1991 a institué une Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale (DSU) spécifiquement destinée au développement social des communs répondants à certains critères, notamment leur engagement en faveur du logement social.

Les communes de 10 000 habitants et plus sont classées par ordre décroissant selon un indice synthétique de charges et de ressources constitué :

- pour 30 % du rapport entre le potentiel financier moyen par habitant des communes de 10 000 habitants et plus et le potentiel financier par habitant de la commune ;
- pour 15 % du rapport entre la part des logements sociaux de la commune dans son parc total de logements et la part des logements sociaux dans le parc total de logements des communes de 10°000 habitants et plus ;
- pour 30 % du rapport entre la proportion par logement de personnes couvertes par des prestations logement dans la commune et la proportion de personnes couvertes par ces mêmes prestations dans les communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 25 % du rapport entre le revenu moyen des habitants des communes de 10 000 habitants et plus et le revenu moyen des habitants de la commune.

La loi de finances pour 2017 a modifié les modalités de répartition de la DSU.

Sont donc éligibles les deux premiers tiers des communes de 10 000 et plus classées par ordre décroissant de la valeur de l'indice synthétique, soit 700 communes en 2022.

Ainsi pour 2022, la Ville du Kremlin-Bicêtre a bénéficié d'une attribution de **529 665 €.**

Le bénéfice de la DSU sur l'exercice 2022 conduit à présenter aux membres du Conseil municipal un rapport qui retrace le bilan des actions de développement social urbain entreprises au cours de cet exercice, déduction faite des subventions obtenues.

Actions réalisées en 2022 contribuant au développement social urbain des Kremlinois :

Dans le cadre du contrat de ville du Val de Bièvre :

1°) Vie des quartiers, accompagnement, lien social et citoyenneté : 137 107 €

- **Ateliers Sociolinguistiques (8 766 €)**

Il s'agit de favoriser l'autonomie des personnes en situation d'apprentissage de la langue française, en leur permettant de s'affirmer, de s'exprimer au sein d'un groupe, les soutenir dans leur apprentissage de la langue française en favorisant la prise de parole, les échanges et l'écoute au sein du groupe, les accompagner dans l'adaptation à leur environnement, les inciter à en utiliser toutes les potentialités (en particulier sur le plan culturel), pour elles-mêmes et pour les membres de leur famille le cas échéant.

- **Estivales kremlinoises (67 791 €)**

Les Estivales kremlinoises regroupent tout un dispositif d'animations mis en place par la ville. Les lieux d'animations proposent des activités pour tous : ateliers cuisine, ateliers artistiques, initiations sportives, moments de lecture…Il s'agit de permettre aux Kremlinois de tout âge de se retrouver pour des moments de convivialité et de partage.

- **Fête de la ville et forum des associations (18 893 €)**

Deux moments forts qui rythment la vie festive et culturelle du Kremlin-Bicêtre. Ces deux fêtes reposent aussi sur l'implication enthousiaste des associations. Ces évènements riment avec convivialité et rencontres. L'occasion de découvrir la richesse associative de la commune au cœur des villages des associations.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-041-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

- **Opération IDEAS BOX (33 870 €)**

Les IDEAS BOX permettent de mettre en place des activités « hors les murs » au sein des différents quartiers, de proposer une réelle programmation éducative et culturelle, avec des contenus et équipements de qualité intervertibles (jeux de société, ressource numérique, matériel audiovisuel), qui amènent les publics à être acteurs de leurs pratiques, et sur une grande variété de thématiques (citoyenneté, intergénérationnel, vulgarisation scientifique et sensibilisation aux enjeux écologiques, culture numérique…)

- **Valeurs de la République et Citoyenneté (7 787 €)**

Plan d'actions afin de permettre aux participants d'acquérir plus de connaissances quant à la citoyenneté et aux valeurs de la république mais surtout d'interroger les idées reçues et développer les échanges et les débats sur ces questions. Au-delà de sensibiliser les publics sur les notions et problématiques définis par les usagers, ces temps serviront à favoriser l'expression du public à travers des questionnements, leurs interrogations, les préjugés, les aprioris qu'ils peuvent avoir. Ainsi, toutes les classes de CM1 et CM2 des écoles élémentaires de la ville ont pu bénéficier de l'animation interactive « *virtual addict* » portée par l'association OLYMPIO en lien avec le service médiation, sur le cyber-harcèlement, les dangers et l'impact psychique des réseaux sociaux. Ces temps ont également permis de rappeler les valeurs républicaines de laïcité, de liberté d'opinion et d'expression, d'égalité hommes-femmes, des droits de l'Homme.

2°) La Réussite éducative : 208 920 €

La réussite éducative est primordiale pour contribuer à l'épanouissement des jeunes; à la préparation de leur avenir et de leur insertion sociale. Si elle comporte une indispensable dimension scolaire dans laquelle la relation élève-enseignant est primordiale, elle implique d'autres acteurs et se réalise également en dehors du temps scolaire, dans le milieu familial, à travers la vie associative, culturelle et sportive, mais aussi dans le cadre périscolaire.

- **Coup de pouce (service Enfance / Enseignement) (138 490 €)**

Clubs de lecture, d'écriture et d'apprentissage des mathématiques pour élèves de CP (de toutes les écoles de la ville) afin de prévenir les décrochages précoce en lecture-écriture. Ces clubs sont organisés après l'école et permettent aux enfants de bénéficier d'encadrant formés pour leur apprendre les bases de la lecture, l'envie de lire et les mathématiques. Outre l'aspect technique de l'apprentissage de la lecture, les clubs Coup de Pouce permettent aux enfants de mieux appréhender leur scolarité en prenant confiance en leurs capacités et en se sentant soutenu par l'association, les animateurs, les professeurs des écoles et les parents qui sont investis dans la démarche.

- **Accompagnement à la scolarité (12 360 €)**

Pour contribuer à l'épanouissement scolaire de chacun et favoriser la réussite aux examens, le service jeunesse propose un dispositif d'accompagnement au travail personnel des élèves.

Les élèves ont ainsi la possibilité de réaliser leurs devoirs dans de bonnes conditions, grâce à un appui technique, méthodologique et l'accès à une documentation adaptée (ouvrages et accès à des supports numériques).

Ce dispositif est encadré par les équipes d'animation.

- **Les enfants et la communication non violente (30 120 €)**

Il s'agit à travers différentes actions d'aider les enfants, au comportement violent, accueillis sur des temps périscolaires au sein du centre de loisirs Benoit Malon, à communiquer avec les autres autrement que par la violence et de nouer des relations plus sereines, tout en accompagnant leurs parents dans leur rôle éducatif d'une part et répondre aux attentes des professionnels encadrant pour mieux appréhender les conflits, la médiation, mais aussi la confiance dans leurs capacités à gérer les situations, dans la connaissance de leurs droits et les dispositifs de signalement d'autre part.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-041-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

- **Colos apprenantes (27 950 €)**

Les « colos apprenantes » ont pour objectif le renforcement des apprentissages, de la culture, du sport et du développement durable, tout en favorisant la découverte d'autres enfants. Une priorité est donnée à la remobilisation et au renforcement des compétences et des connaissances des enfants et des jeunes en vue de préparer leur rentrée scolaire. Elles accueillent les enfants et les jeunes scolarisés de 3 à 17 ans, en priorité ceux domiciliés en quartiers en politique de la ville mais également en zones rurales, issus de familles isolées ou monoparentales ou en situation socio-économique précaire. Cela concerne également les enfants en situation de handicap, les enfants de personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire ou encore les enfants de familles ayant perdu le lien avec l'école ou n'ayant pas de connexion internet suffisante pour l'enseignement à distance.

3°) Accès aux droits : 26 682 €

- **Accès aux droits (26 682 €)**

L'enjeu de cette action est de lutter contre la disqualification sociale en associant trois axes: l'accès aux droits, la sociabilité et proposer un service d'écriture publique qui se déclinent de la manière suivante :

***Permanence d'écrivain public** assurée au centre social par l'association Rédig'assistance qui met ses compétences à la disposition d'un public qui rencontre des difficultés de lecture, de compréhension, d'écriture, et d'un public désorienté par la complexité des démarches administratives et juridiques.

***Permanence d'accès aux droits itinérant** qui sont organisées au sein d'un espace de convivialité et d'échange itinérant principalement à l'occasion des actions hors les murs proposées par les services de la ville. Les habitants pourront trouver des professionnels avec qui parler de leurs préoccupations du quotidien permettant ainsi de créer à nouveau du lien dans un cadre agréable.

***Espace numérique :** réduire la fracture numérique, c'est aussi permettre l'accès, sinon libre, mais autonome à l'outil informatique pour faire une recherche, utiliser les réseaux sociaux ou encore écrire un courrier, le centre social propose deux créneaux par semaine pour venir utiliser les ordinateurs et bénéficier d'un accompagnement de l'animatrice. Ces créneaux sont ouverts à tous ceux qui ont besoin de conseils pour les démarches en ligne (e-administration).

4°) Santé et prévention 26 338 €

- **Atelier Santé Ville (26 338 €)**

Mise en place d'un réseau partenarial sur les questions de Santé, afin de coordonner au mieux les compétences et connaissances de tous les partenaires (institutionnels, municipaux, associatifs) et ainsi initier des projets répondant aux besoins des habitants du Kremlin-Bicêtre.

5°) Soutien aux associations, animations sportives 130 618 €

La ville soutient les associations qui ont une action locale et participent au développement social urbain. C'est le cas par exemple des associations sportives et culturelles, du centre d'information sur les droits des femmes et des familles, de l'ADIL.

Le Conseil municipal est invité à prendre acte de ces diverses actions.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-041-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu la loi n° 91-429 du 13 mai 1991 instituant une Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale,
Vu la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale,
Vu les articles L 2334-15 à L 2334-18-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le compte administratif de l'exercice 2022 de la commune,
Vu l'avis de la commission municipale concernée,
Considérant la nécessité d'expliciter l'utilisation de la Dotation de Solidarité Urbaine perçue par la commune pour l'exercice 2022, soit 529 665 €
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU)
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article unique

DE PRENDRE ACTE de la réalisation des actions menées en matière de développement social urbain, au cours de l'exercice 2022, et identifiées dans le cadre de la dotation de solidarité urbaine :

- Vie des quartiers, accompagnement, lien social et citoyenneté : 137 107 €,
- Réussite éducative : 208 920 €,
- Accès aux droits : 26 682 €,
- Santé et prévention : 26 338 €,
- Soutien aux associations, animations sportives : 130 618 €.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-041-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-041-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-042

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Règles et durées d'amortissement du budget annexe marché forain

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-042-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil,

Le présent rapport a pour objet de se prononcer sur les modalités et durées d'amortissement du budget annexe marché forain qui sont identiques à celles du budget principal de la ville.

Selon l'article L2321-1 du code général des collectivités territoriales, la dotation aux amortissements est une dépense obligatoire pour les communes de plus de 3 500 habitants.

- Les modalités de calcul de l'amortissement :

L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de constater la dépréciation d'un bien et de dégager des ressources destinées à le renouveler. Cet amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résulte de l'usage, du temps, du changement technique ou de toute autre cause.

L'amortissement se limitera aux seuls biens renouvelables.

L'amortissement linéaire est calculé sur la valeur comptable du bien à l'actif de la commune et répartit de manière égale la valeur du bien sur sa durée de vie.

Le seuil unitaire en dessous duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent en un an, est fixé à 460€ par la collectivité.

- Les durées d'amortissement :

Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante, qui peut se référer à un barème fixé par arrêté du ministre chargé des collectivités locales et du ministre chargé du budget, à l'exception toutefois de certaines immobilisations pour lesquelles la durée est fixée par la Code Générale des Collectivités Locales (art. D6363-1 CGCT).

La collectivité ne peut pratiquer les amortissements, qui sont rendus obligatoires par la M14, qu'à la condition d'avoir délibérer sur les durées appliquées.
Concernant le budget annexe du marché forain, il s'agit de pouvoir amortir les 4 armoires électriques qui sont prévues place de la république pour assurer le bon fonctionnement du marché.
Pour des questions de lisibilités et de conformité de formes entre le budget principal et le budget annexe, il vous est proposé de voter la même grille de durées d'amortissements.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M 14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif,
Vu la délibération du 15 décembre 2022 relative à la création du budget annexe marché forain,
Considérant la nécessité de fixer les modalités et les durées d'amortissement pour le nouveau budget annexe « marché forain »,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-042-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

DÉCIDE

Article 1

De fixer pour chaque catégorie de biens renouvelables les durées d'amortissement suivantes :

BIENS ET CATEGORIES DE BIENS AMORTISSABLES	DUREE	COMPTES BUDGETAIRES
Bien meuble dont la valeur d'acquisition unitaire est inférieure à 460 €	1 an	
20 - Immobilisations incorporelles		
Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	10 ans	202
Frais d'études (non suivis de réalisation)	5 ans	2031
Frais de recherche et de développement	5 ans	2032
Frais d'insertion (non suivis de réalisation)	5 ans	2033
Concessions et droits similaires	2 ans	2051
204 - Subventions d'équipement versées		
Subventions d'équipement aux organismes publics	5 ans	2041
Subventions d'équipement aux personnes de droit privé	5 ans	2042
21- Immobilisations corporelles		
Agencements et aménagements de terrains :		
Plantations d'arbres et d'arbustes	20 ans	2121, 21721
Autres agencements et aménagements de terrains	20 ans	2128, 21728
Immeubles de rapport	30 ans	2132
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	30 ans	2135
Installations, matériel et outillage techniques :		
Installations de voirie	30 ans	2152
Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10 ans	2157
Matériel et outillages de voirie	10 ans	2157
Autres installations, matériel et outillage techniques	10 ans	2158
Installations générales, agencements et aménagements divers	15 ans	2171, 2181
Matériel de transport :		
Véhicules légers	8 ans	2172, 2182
Camions et véhicules industriels	5 ans	2172, 2182
Matériel de bureau et matériel informatique	5 ans	2173, 2183
Mobilier	15 ans	2174, 2184
Equipements spécifiques :		
Equipement des cuisines	15 ans	2158, 2188
Equipement des lingeries	10 ans	2158, 2188
Equipement de garage et ateliers	15 ans	2158, 2188
Equipements médicaux	10 ans	2158, 2188
Equipement culturels	10 ans	2158, 2188
Equipement sportifs intérieurs	15 ans	2158, 2188
Equipement sportifs extérieurs	10 ans	2158, 2188
Equipement des espaces verts	8 ans	2158, 2188
Coffre-fort	30 ans	78, 2188
Autres immobilisations corporelles	10 ans	2188

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-042-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Article 2

De fixer un amortissement linéaire pour les biens renouvelables et figurant sur la liste de l'article 1.

Article 3

De fixer le seuil unitaire en dessous duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent en un an, à 460€.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-042-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-043

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 3
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Adhésion de la ville à l'association ACPUSI

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-043-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil,

L'Association des Collectivités Publiques Utilisant des Systèmes d'Information (A.C.P.U.S.I), est une association loi 1901 créée en 1984 sur l'initiative de trois villes, et qui regroupe aujourd'hui plus de 170 collectivités territoriales ou établissements publics principalement utilisateurs de logiciels de la gamme CIVIL, société Ciril GROUP.

En 2002, l'A.C.P.U.S.I. a concrétisé son partenariat avec la société CIRIL, devenue Société Ciril GROUP, par la signature d'une charte.

La ville est utilisatrice de deux logiciel CIRIL : Civil net Finances (le logiciel de gestion financière) et Civil net RH (le système d'information des ressources humaines).

L'association ACPUSI a pour mission de défendre les intérêts de ses membres en se faisant leur porte-parole auprès des fournisseurs de logiciels.

Les avantages réservés aux adhérents sont multiples :

- Adhérer à un « club utilisateur » des progiciels CIRIL, indépendant.
- Bénéficier d'une remise de 5 % sur l'ensemble des prestations Ciril GROUP (hors contrats de maintenance) ainsi que sur le prix catalogue des modules complémentaires.
- Accéder à des informations, des échanges d'expériences et des conseils entre utilisateurs, via une simple inscription sur le site internet : www.acpusi.org.
- Participer gratuitement à l'Assemblée Générale annuelle avec des rencontres débats en présence d'intervenants de la société Ciril GROUP sur leurs différents produits.
- Participer gratuitement à des « réunions utilisateurs ». Ces réunions permettent un moment d'échanges entre adhérents utilisateurs des mêmes outils sur les problématiques qu'ils souhaitent voir améliorer ou corriger.
- Participer gratuitement à des « ateliers produits » sur les progiciels CIRIL : Civil-Net Finances et Civil-Net RH notamment. Ces ateliers permettent un moment d'échanges entre adhérents utilisateurs d'un même produit avec des explications et/ou présentation des évolutions proposées par la société Ciril GROUP.
- Participer à des « groupes de travail thématiques », en présence de représentants de la société Ciril GROUP (chef de produit et collaborateurs) afin de pouvoir confronter les attentes des collectivités aux développements futurs ou en cours sur des thématiques très précises.

La municipalité souhaite développer les échanges et les partages d'expériences dans la cadre de l'utilisation de ses systèmes d'information, et ceci dans un souci de bonne gestion et d'optimisation. Les objectifs fixés par l'association ACPUSI sont de nature à répondre à cette volonté.

C'est la raison pour laquelle, je vous propose que la ville adhère à l'Association ACPUSI.

Le montant annuel des cotisations étant fixé en fonction du nombre d'habitants, il s'élève à 380 € pour la ville du Kremlin-Bicêtre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-043-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Considérant le souhait de la municipalité de participer à un réseau de villes relatif aux systèmes d'information des finances et des ressources humaines, permettant notamment un partage d'expériences et une diffusion des informations,

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU),

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1

D'approuver l'adhésion de la ville du Kremlin-Bicêtre à l'Association ACPUSI.

Article 2

D'imputer le montant de la cotisation, qui s'élève à 380€, au budget supplémentaire 2023, nature comptable 6281.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-043-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-043-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Création de la ZAC Rossel –Leclerc



Bilan de la concertation

Annexe 1 : Documents de la concertation

Présentation et historique de l'ilot Rossel Leclerc

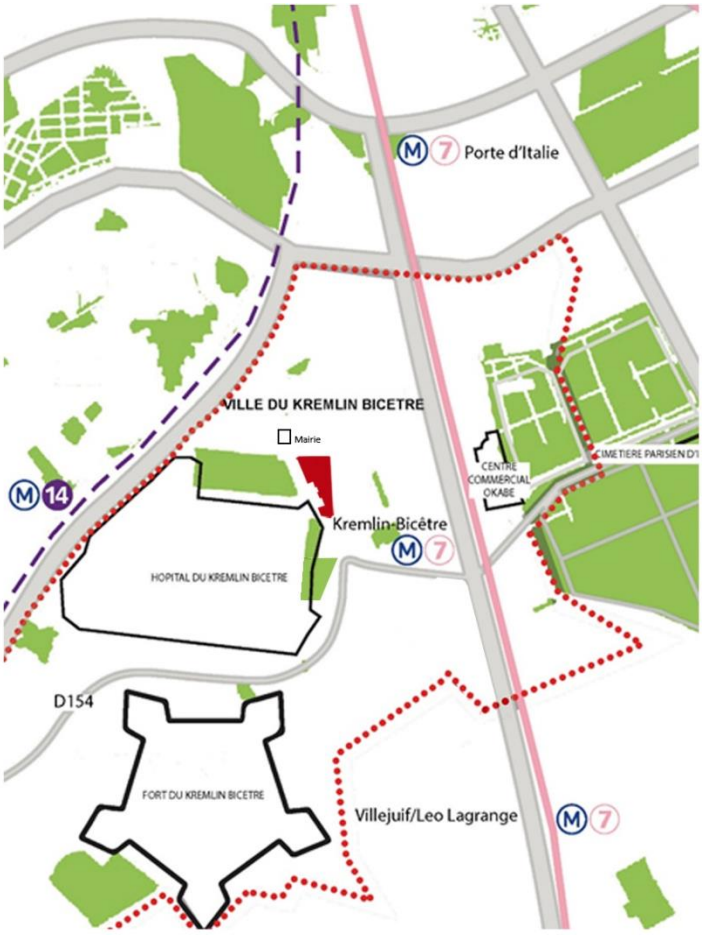
1. La commune du Kremlin-Bicêtre

Le Kremlin-Bicêtre est une commune de 24 850 habitants (source INSEE, données de 2018) située en limite immédiate avec Paris, dans le département du Val-de-Marne, et membre depuis janvier 2016 de l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre (EPT GOSB, anciennement communauté d'agglomération de Val de Bièvre (CAVB)).

Le Kremlin-Bicêtre s'étend sur 154 hectares. La densité de population en 2018 était de 16 136 habitants/km² (source INSEE, données 2018).

Bordée au Nord par le boulevard périphérique (Porte d'Italie) et traversée par deux axes de circulation majeurs (A6b et RD 7), le Kremlin-Bicêtre bénéficie d'un réseau de transport collectif important qui se développera encore davantage avec la gare du Réseau « Grand Paris Express » (gare de « Kremlin-Bicêtre Hôpital ») mise en service en 2024.

La localisation de la commune aux portes de Paris, et son accessibilité ont pour effet une forte pression sur le parc de logement et le développement démographique de la Ville.



L'histoire de la ville et de ses différentes phases de développement ont constitué un tissu urbain hétérogène dans lequel se distingue deux grandes entités au nord et au sud séparées en particulier par les équipements du CHU de Bicêtre et du Fort qui forment deux enclaves au sein de la ville. La partie nord s'est constituée comme une extension des faubourgs parisiens, la partie Sud de la ville concentrent les grands équipements et les grands ensembles construits d'habitat collectif depuis 1975 et l'habitat individuel ouvrier construit à partir des années 1930/1940.

L'ilot Rossel est situé dans la partie Nord de la commune, sur la plaine autour de l'Avenue de Fontainebleau et du quartier de la rue du 14 Juillet, à proximité.

2. L'îlot Rossel / Leclerc

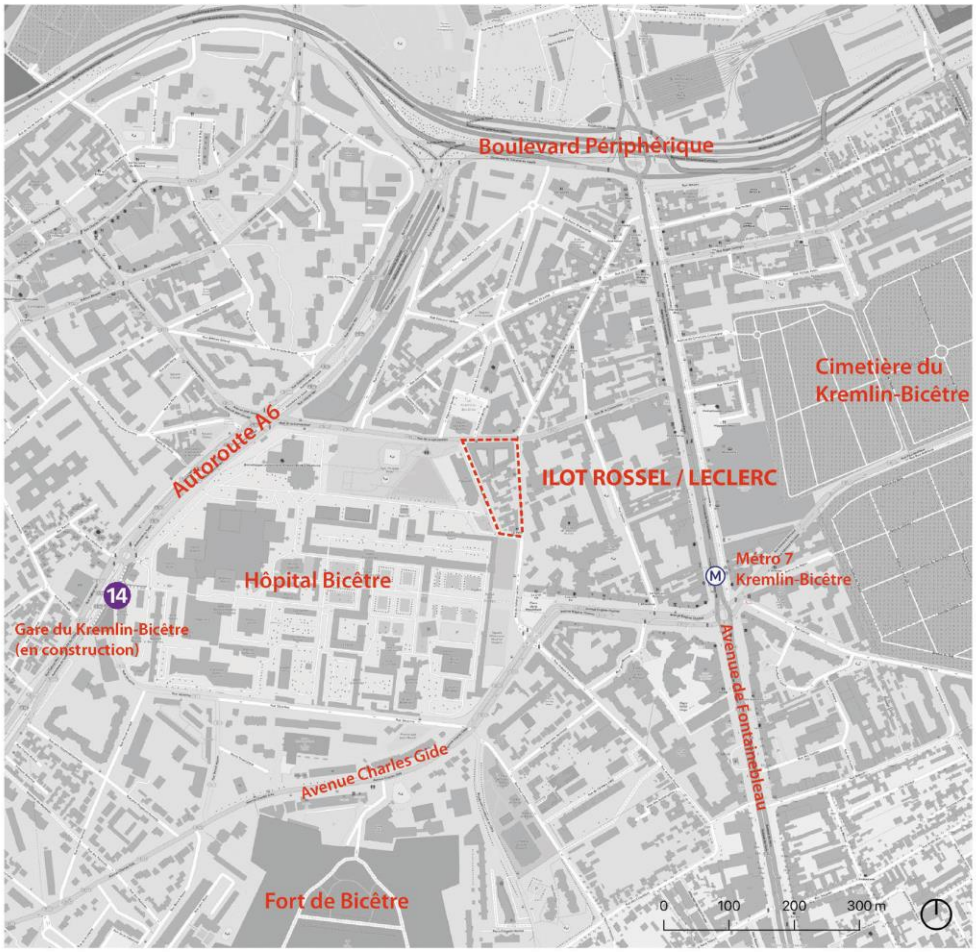
L'îlot est situé à un emplacement stratégique dans la Ville. Situé à 500m de Paris, dans le quartier Mairie Salengro, il est très bien desservi notamment par la ligne 7 du métro. La création à proximité d'une gare de métro de la ligne 14 constituera un réel levier supplémentaire et rendra cet ilot encore plus accessible et attractif.

Cette partie de la Ville est une des plus anciennes de la ville et représente le cœur historique du Kremlin Bicêtre. Elle est située à proximité immédiate du CHU de Bicêtre, de la faculté de médecine, de la Mairie et de 2 axes commerciaux principaux que sont l'avenue de Fontainebleau et l'avenue Eugène Thomas.

Cet ilot a également pour caractéristique d'être en bordure de deux parcs urbains de centre-ville : le parc Pinel et le parc de Bicêtre. L'objectif est de valoriser et renforcer ce cadre de vie en aménageant des circulations apaisées voire paysagères en bordure d'ilot.

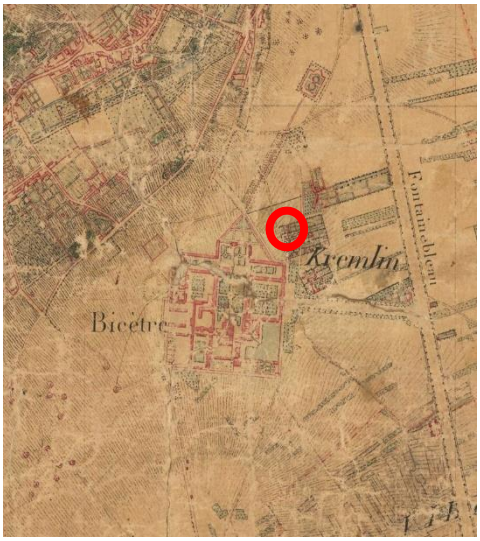
Le projet a été conçu à une échelle élargie pour assurer la cohérence entre les centralités et les polarités (centre-ville, pôles commerciaux, équipements publics et infrastructures).

Sur la commune de Kremlin-Bicêtre, l'altitude varie entre 55 m au Nord-Est du territoire à 110 m environ au Sud. L'îlot Rossel est installé en bordure des coteaux à proximité de la vallée de la Bièvre et présente un dénivelé assez important avec une pente d'environ 4%.



3. Historique de l'îlot

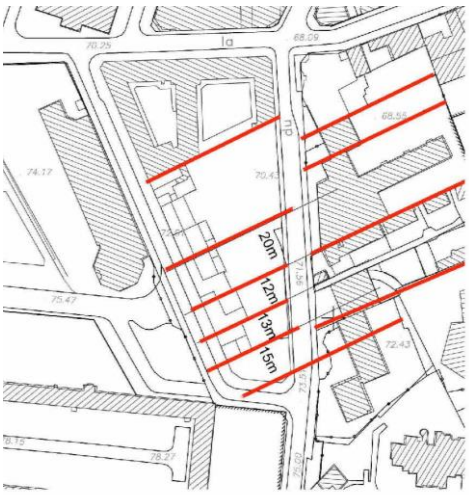
Le Kremlin-Bicêtre est une commune à l'histoire récente. Appartenant à l'origine au territoire de Gentilly, elle a été créée le 13 décembre 1896. Son nom réunit deux anciens quartiers de la ville : le Kremlin et Bicêtre. C'est sur une carte d'état-major de 1832 que le nom de Kremlin apparaît pour la première fois de manière officielle. Puis les deux noms, Kremlin et Bicêtre, s'accolent pour n'en former qu'un seul. Ces deux enclaves historiques marquent très fortement l'évolution de l'urbanisation au Kremlin-Bicêtre.



Situé au cœur de la ville entouré par des bâtiments historiques, **l'îlot Rossel** présente un **intérêt patrimonial unique** sur la commune. Cet îlot est entouré par :

L'hôpital classé monument historique, construit au XVII e siècle lorsque Louis XIII fait bâtir sur les ruines d'un château un établissement destiné à l'accueil de soldats et d'officiers blessés. Jusqu'au XVIIIème siècle, l'histoire du Kremlin-Bicêtre se confond avec celle du domaine qui va devenir le château puis l'hôpital de Bicêtre. Il s'agissait d'ailleurs probablement, durant cette période, du seul bâtiment sur le territoire.

L'école Jean Zay construite en 1877 cette école est plus ancien établissement scolaire du Kremlin Bicêtre, servit de mairie provisoire de 1897 à 1903. L'élément remarquable à protéger est la façade rue de la Convention.



Cadastre actuel

L'Hôtel de Ville : construit en 1903 par Henri Rebersat (architecte). Classé dans le PLU comme bâtiment remarquable à protéger.
Son intérêt patrimonial est aussi dû à l'histoire même de l'ilot : l'îlot Rossel est un des plus anciens de la ville et figurait déjà dans les cartes de 1819. La ville du Kremlin-Bicêtre doit une partie de son nom à une auberge qui se serait installée à proximité de l'hôpital de Bicêtre et qui portait le nom « *Au sergent du Kremlin* » ou « Au Kremlin », en référence aux campagnes napoléoniennes.



Cet établissement était localisé soit sdans l'îlot Rossel soit à proximité.

La trame parcellaire actuelle est issue des premiers lotissements de la Ville. Au départ la présence de l'Hôpital de Bicêtre a été à l'origine du lotissement des parcelles agricoles. Ces parcelles ont été progressivement investies par des constructions en dessinant la trame parcellaire actuelle de l'ilot.





Un tissu urbain hétérogène

L'îlot Rossel Leclerc est délimité par les rues de la Convention / Général Leclerc / Rossel, et est situé dans le **cœur historique du Kremlin-Bicêtre**, à proximité immédiate de l'Hôtel de Ville, du parc Pinel et du parc de Bicêtre, les principaux espaces verts publics de la ville.

L'ilot a une superficie de 6 650 m² environ situé le long de l'hôpital de Bicêtre.

L'ilot Rossel/Leclerc est caractérisé par **des formes urbaines et architecturales disparates** :

- Présence d'une **école maternelle**, l'école Jean Zay, de style IIIe République, avec quelques éléments de monumentalité sur la rue de la Convention
- Tissu d'habitat individuel ou de maisons de ville le long de la rue Rossel, dont la composition et l'écriture sont très diversifiées mais de faible hauteur pour l'ensemble.
- Tissu de faubourg à l'est, avec un bâti ancien, souvent dégradé, marqué par un front bâti sur la rue du Général Leclerc irrégulier et des cours à l'arrière desquels se situent des bâtiments plus bas, de facture très inégale. Les rez-de-chaussée sont occupés par quelques commerces et locaux d'activité ;
  Une partie du bâti rue du Général Leclerc est concerné par de **l'insalubrité irrémédiable et remédiable.**







Surface globale de l''îlot : 6650 m2 **Surface hors école existante : 4050 m2**

Le contexte juridique

Par la délibération n°2022-093 du Conseil Municipal du 15 juillet 2022 et par la délibération n°2022-06-28_2849 du Conseil Territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre du 28 juin 2022 a été décidé, en application des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, une concertation préalable, afin de recueillir l'avis du public sur la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Rossel – Leclerc » au Kremlin-Bicêtre.

La délibération n°2022-093 du Conseil Municipal
La délibération n°2022-06-28_2849 du Conseil Territorial Grand Orly Seine Bièvre

Les textes

Article L103-2
(Version en vigueur depuis le 09 déc 2020 - Modifié par LOI n°2020-1525 du 7 déc 2020 - art. 40)

Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1° Les procédures suivantes :
a) L'élaboration et la révision du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme ;
b) La modification du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale ;
c) La mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale ;
d) L'élaboration et la révision de la carte communale soumises à évaluation environnementale ;

2° La création d'une zone d'aménagement concerté ;

3° Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat ;

4° Les projets de renouvellement urbain.

Conformément au IV de l'article 148 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020, ces dispositions sont applicables aux procédures engagées après la publication de la présente loi.

Versions Liens relatifs

Article L103-3
(Modifié par Ordonnance n°2019-552 du 3 juin 2019 - art. 14)

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

1° L'autorité administrative compétente de l'Etat lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'Etat ;

2° Le représentant légal de la société SNCF Réseau mentionnée à l'article L. 2111-9 du code des transports ou de sa filiale mentionnée au 5° du même article lorsque l'opération est à l'initiative de l'une de ces deux sociétés ;

3° L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas.

Toutefois, lorsque la concertation est rendue nécessaire en application du 2° ou du 3° de l'article L. 103-2 ou lorsqu'elle est organisée alors qu'elle n'est pas obligatoire, les objectifs poursuivis et les modalités de

la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent.

Article L103-4

(Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

Article L103-5

(Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Lorsqu'une opération d'aménagement doit faire l'objet d'une concertation en application des 2° ou 3° de l'article L. 103-2 et nécessite une révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider que la révision du document d'urbanisme et l'opération font l'objet d'une concertation unique. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.

Article L103-6

(Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L. 103-3 en arrête le bilan. Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête.
Versions Liens relatifs

Article L103-7

(Création LOI n°2020-1525 du 7 décembre 2020 - art. 47 (V))

Ne sont pas soumises aux dispositions de l'article L. 103-2 du présent code la révision, la modification ou la mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme lorsque cette révision, cette modification ou cette mise en compatibilité ont pour objet exclusif de permettre la réalisation d'une opération ayant reçu la qualification d'opération sensible intéressant la défense nationale en application de l'article L. 2391-1 du code de la défense ou celle d'opération sensible intéressant la sécurité nationale en application de l'article L. 112-3 du code de la sécurité intérieure.
Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article L. 103-2 du présent code les projets et opérations d'aménagement ou de construction mentionnés au 3° du même article L. 103-2 ayant reçu la qualification d'opération sensible intéressant la défense nationale en application de l'article L. 2391-1 du code de la défense ou celle d'opération sensible intéressant la sécurité nationale en application de l'article L. 112-3 du code de la sécurité intérieure.

Les documents d'urbanisme et de planification

a. La requalification de l'ilot Rossel Leclerc inscrite dans le PLU

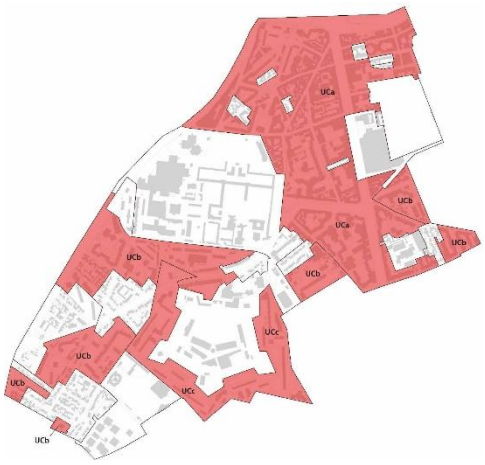
La Ville du Kremlin-Bicêtre a approuvé la révision de son Plan local d'Urbanisme (PLU) au Conseil municipal du 17 décembre 2015 pour permettre la réalisation de son développement urbain à horizon 2030.

Le PLU révisé porte sur plusieurs objectifs régionaux fixés par le SDRIF aux nombres desquels figurent, l'intensification de la ville, l'articulation du développement urbain avec celui des transports collectifs, amélioration de la qualité de vie et, notamment des espaces naturels de la ville.
Au travers de cette révision, la ville souhaite, face aux faibles potentialités foncières disponibles, donner la maitrise d'une évolution urbaine, en proposant des aménagements de qualités répondant aux besoins présents et futurs de ses habitants.
En effet, la ville fait face à un manque d'espace pour construire de nouveaux logements. Elle identifie alors 4 secteurs qui font l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de de programmation (OAP) spatialisée, ayant pour vocation d'illustrer la mise en application possible des principes de la politique d'aménagement et le développement communal présentée dans le Programme d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU, en décrivant par quartier ou par secteur, les actions et opérations d'aménagement.

Le PLU prévoit, conformément aux objectifs de l'Etat, la création d'environ 120 logements par an et un total de plus de 2200 logements à l'horizon 2030.

L'ilot Rossel Leclerc fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation « La requalification de l'îlot Rossel/Leclerc et l'intégration d'un nouvel équipement » (OAP n°4), et d'un règlement de zone, dans le PLU révisé pour encadrer son évolution future. Il est aussi situé dans le périmètre de l'OAP « Ruban Vert » (OAP n°5) du PLU révisé.

- **Contraintes réglementaires du PLU – Zone UCa**



L'ilot Leclerc fait également l'objet d'une règlementation de zone dans le PLU révisé.
Il est classé en secteur UCa qui correspond à un secteur mixte d'habitat majoritairement collectif et d'activités caractérisé par une implantation des constructions à l'alignement.

S'ajoute aux règles propres du PLU, une servitude d'utilité publique : AC1 liée à la protection des monuments historiques inscrits et classés. En L'îlot Leclerc se situe dans le périmètre de protection du patrimoine, à moins de 500 mètres de l'Hôpital de Bicêtre.
De plus, l'école maternelle Jean Zay située sur l'ilot Leclerc est inscrit dans les bâtiments à protéger car sa façade est un élément remarquable.

Le PLU prévoit qu'en application de l'article L.123-1-5 I-4° du Code de l'urbanisme, tout programme de logements comportant une surface de plancher à usage d'habitation supérieure à 1 000m² est admis, à condition qu'il comporte au minimum **30% de logements locatifs sociaux.**

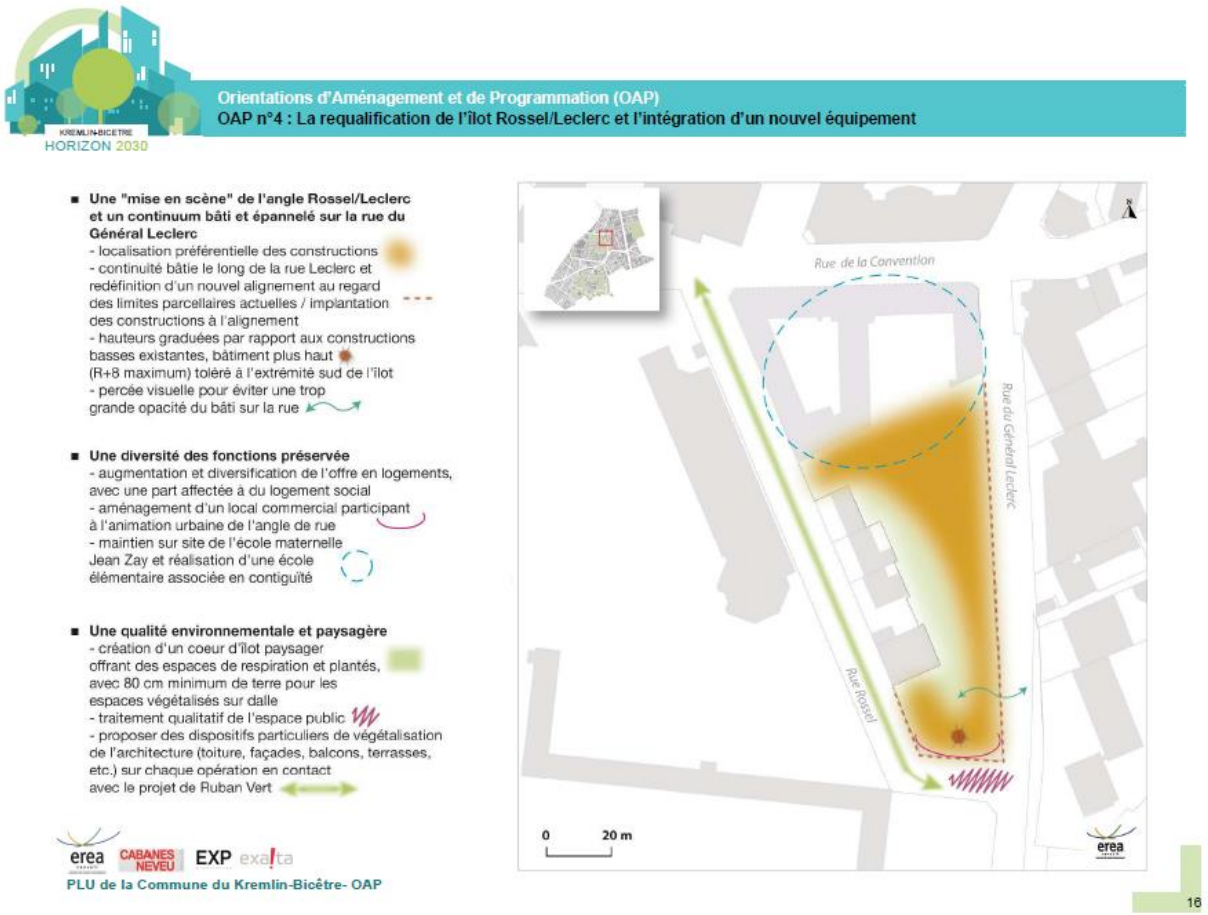
La réhabilitation de l'ilot prendra en compte ces aspects règlementaires.

- **L'OAP n°4 du PLU « La requalification de l'îlot Rossel/Leclerc et l'intégration d'un nouvel équipement »**

L'ilot Leclerc s'inscrit dans les périmètres d'actions des Orientations d'Aménagement et de Programmation du PLU approuvé avec l'OAP n°4 « La requalification de l'îlot Rossel/Leclerc et l'intégration d'un nouvel équipement » dans le but d'encadrer son évolution future.

Ces orientations d'aménagement ont pour objectif la construction de logements neufs dans un esprit de mixité et visant une amélioration des conditions d'habitat sur ce secteur.

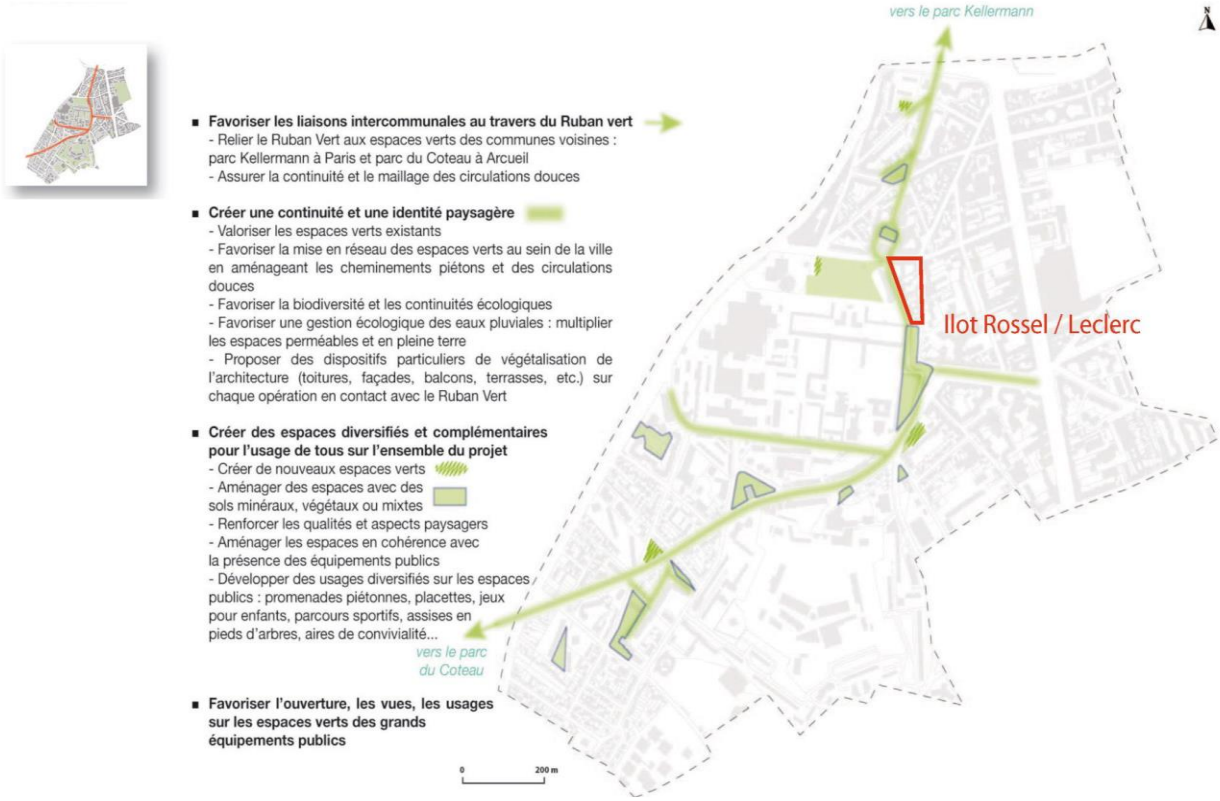
Elles prévoient un traitement fort de l'angle Rossel/Leclerc et une continuité bâtie le long de la rue du Général Leclerc. La ville entend maintenir une diversité des fonctions grâce à une nouvelle offre de logements constituée notamment de logement social, et souhaite adapter les équipements scolaires.



- **L'OAP n°5 du PLU « Le ruban vert»**

L'ilot est situé sur le linéaire du ruban vert qui a pour objectif de créer une continuité d'aménagements paysagers entre le parc du Coteau à Arcueil et le parc Kellermann à Paris. Ce projet de trame verte consiste à créer une continuité largement végétalisée générant une identité paysagère en valorisant les espaces existants et en aménageant de nouveaux espaces minéraux, végétaux ou mixtes.

Extrait du PLU - OAP N°5 :



c. <u>Le Schéma Directeur de le Région Île-de-France</u>

Le PLU du Kremlin-Bicêtre révisé et approuvé en décembre 2015 porte sur plusieurs objectifs régionaux fixés par le SDRIF aux nombres desquels figurent, l'intensification de la ville, l'articulation du développement urbain avec celui des transports collectifs, amélioration de la qualité de vie et, notamment des espaces naturels de la ville.

Au travers de cette révision, la ville envisage une nouvelle offre de logement pour que la ville de Kremlin Bicêtre demeure une commune à taille humaine et dynamique, le tout dans le respect d'une démarche environnementale répondant aux besoins présents et futurs de ses habitants.

Pour y répondre, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) fixe les grands axes, et en particulier « la lutte contre l'habitat insalubre et traiter l'habitat privé dégradé, notamment en facilitant les travaux visant à la lutte contre la précarité énergétique ».

Les principes de la politique d'aménagement et le développement communal présentés dans le PADD du PLU sont traduits notamment dans les Orientations d'Aménagement et de de programmation (OAP) spatialisées qui concernent 4 secteurs de la commune dont l'ilot Rossel Leclerc.

d. Les objectifs de création de logements sociaux du Programme Local de l'Habitat

L'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre a adopté, le 14 décembre 2009, un PLH d'une durée de 6 ans (2010-2015).
Sur 7 355 logements programmés dans le PLH, dont 4 838 logements familiaux neufs (parmi lesquels : 49% de logements sociaux, 47 % de logements en accession, 3% en accession sociale à la propriété et 1% de locatif libre), ce sont 7 416 logements qui ont été réalisés, dont 24% de logements livrés par le Kremlin Bicêtre.

Actualisé en juin 2015, le PLH prévoit dans son axe n°2, un objectif favorisant l'accès et le maintien des habitants dans un habitat de qualité. Cela passe par l'amélioration et la réhabilitation du parc privé existant en identifiant les problématiques et en mobilisant les outils adaptés. Ainsi, la procédure de résorption de l'habitat insalubre-RHI constitue un outil indispensable.

Le PLH a été prolongé pour la période 2016-2017 et encourage à « Travailler à une meilleure articulation entre lutte contre l'habitat dégradé et stratégie foncière en mobilisant des outils tels que la Résorption de l'habitat insalubre (RHI) ».

A noter également que le diagnostic du PLH 2016-2017 indique la localisation des situations d'habitat dégradé. Elles restent principalement concentrées dans plusieurs secteurs comme l'avenue de Fontainebleau au Kremlin-Bicêtre où les fragilités sociales sont plus aiguës avec un indice de décrochage IRIS au niveau « Vigilance ».

e. Les objectifs de la politique de la ville et de l'ANAH : lutte contre l'habitat indigne

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, L'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre s'est également engagée aux côtés de ses villes-membres et de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dans un programme d'intérêt général (PIG) « habitat dégradé » d'une durée de 5 ans, qui a pris effet le 2 décembre 2013, pour prendre fin le 02 décembre 2018.
L'enjeu est notamment de « Lutter contre l'habitat indigne et très dégradé en améliorant le confort pour la santé et la sécurité des occupants (travaux de mise en sécurité, diagnostic plomb, etc.) »

Sur les données du « Parc privé potentiellement indigne » (PPPI) 2007 pour le territoire du Val de Bièvre, le PIG indique que la ville du Kremlin-Bicêtre présente un risque d'indignité des résidences principales du parc privé environ deux fois plus élevé que le PPPI de la CAVB (7,7% contre 4,20%).

La résorption de l'habitat insalubre sur l'ilot Leclerc s'inscrit également dans les objectifs de l'ANAH.

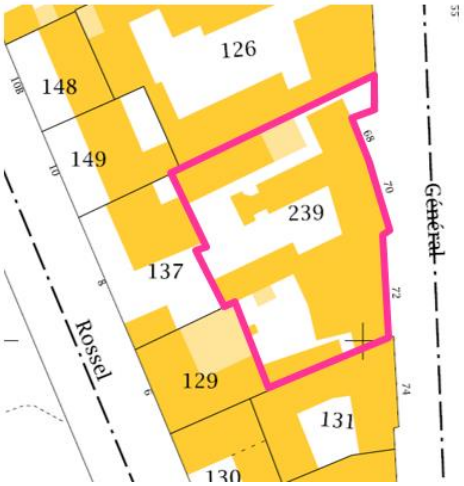
Résorption de l'habitat insalubre

Le constat de l'habitat insalubre concerne la copropriété assise sur la parcelle cadastrée Section C numéro 239, sise du 68 au 72 rue Général Leclerc et a été engagé depuis de nombreuses années.

Le Préfet a pris les arrêtés d'insalubrité pour imposer aux propriétaires de remédier à cette situation de risques sanitaires et de sécurité. Ces derniers n'ont pas pris les mesures imposées.

La nécessité de traiter ces situations d'insalubrité a justifié le recours par les services de l'Etat à des arrêtés d'insalubrité enjoignant aux propriétaires de remédier aux situations d'insalubrité remédiables et des situations d'insalubrité irrémédiables. L'importance et la gravité des désordres de l'immeuble **du n°72 rue du Général Leclerc**, a entraîné la désignation d'un expert par ordonnance du Tribunal Administratif de Melun en date du 2 août 2016 à la requête de la commune du Kremlin-Bicêtre. Un arrêté de péril imminent a ensuite été pris par le Maire en date du 2 août 2016.

A ce jour les situations d'insalubrité et de périls persistent, sur une partie de la copropriété située du 68 au 72 rue Général Leclerc, en raison de l'abandon de la gestion des parties communes de ladite copropriété et en l'absence d'intervention des propriétaires pour remédier à l'état de péril et d'insalubrité.





- 2 arrêtés d'insalubrité irrémédiable:

- Un arrêté préfectoral n° 2008/5029 en date du 2 décembre 2008 déclarant insalubre à titre irrémédiable le logement aménagé escalier gauche, au 1er étage porte droite dans la cour située au fond du couloir droite de l'immeuble sis 68, rue du Général Leclerc au Kremlin Bicêtre – 94270
- Un arrêté préfectoral n° 2010/6641 en date du 20 septembre 2010 déclarant insalubre à titre irrémédiable l'immeuble sis 72, rue du Général Leclerc au Kremlin Bicêtre – 94270.

- 1 arrêté de péril grave et imminent :

- Un arrêté préfectoral n° 517 en date du 18 août 2016 déclarant en situation de péril grave et imminent l'immeuble sis **72, rue du Général Leclerc** au Kremlin Bicêtre – 94270.

A noter qu'une autre adresse le **n°74 rue Général Leclerc** est concernée par de l'insalubrité. En outre, la **chute d'une corniche sur la voie publique au n°74** rue du Général Leclerc a été constatée dans la nuit du 18 septembre 2021. Un courrier de la Ville a été transmis aux copropriétaires et au syndic bénévole pour demander une mise en sécurité de la toiture. A défaut, la commune a prévenu qu'elle engagerait des travaux d'office.
Le 14 juin 2023 la Ville saisi formellement le Tribunal administratif de Melun pour une expertise d'audit bâtiment et de sécurité dans le cadre d'une procédure de péril imminent dont les conclusions sont, à la présente date, attendues.

Tous les lots de copropriété de l'immeuble situé au **n°70 rue Général Leclerc**, au sein de la copropriété assise sur la parcelle cadastrée Section C numéro 239, sise du 68 au 72 rue Général Leclerc, ont fait l'objet d'une acquisition par l'EPFIF.

Diagnostic de l'état des immeubles de la copropriété cadastrée C 239 sise du 68 au 72 rue Général Leclerc	Légende carte Ci-dessous Bâti concerné
Immeubles sous arrêtés d'insalubrité irrémédiable avec interdiction d'habiter	72
Immeubles sous arrêtés de péril avec IDH (interdiction d'habiter)	72
Immeubles insalubres remédiables, ou en péril ordinaire, leur démolition est techniquement nécessaire au traitement des immeubles sous IDH (mitoyen, imbrication) ;	68
Immeuble salubre (acquis par l'EPFIF), la démolition est techniquement nécessaire (mitoyen, imbrication) et la consolidation pourrait être plus chère que l'acquisition/démolition	70



<u>Une procédure déclaration d'utilité publique pour résorption de l'habitat insalubre (DUP RHI) au n°72 rue du Général Leclerc</u>

Une procédure de demande de **déclaration d'utilité publique pour résorption de l'habitat insalubre (DUP RHI)** a été engagée concernant le n°72 rue du Général Leclerc par délibération du Conseil municipal du 28/06/2021. Un **arrêté préfectoral** a été pris le 01/10/2021 et fait l'objet d'un affichage depuis le 18/10/2021 pour une durée de 2 mois.

L'immeuble situé au n°72 rue du Général Leclerc est inclus dans la copropriété sise du n°68 au n°72 rue du Général Leclerc. Il a fait l'objet **de 2 arrêtés préfectoraux d'insalubrité irrémédiables en 2008 et en 2010, et d'un arrêté préfectoral de péril grave et imminent en 2016.**

En application de l'article L511-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, p**ar délibération du 28 juin 2021, le Conseil municipal a approuvé le dossier de demande de déclaration d'utilité publique – Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI)** ci-annexé, et autorisé le Maire ou son représentant désigné à saisir la préfecture et à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et tout document y afférant.

La déclaration d'utilité publique pour Résorption de l'Habitat Insalubre a été prononcée par le Préfet **au bénéfice de l'Etablissement Public Foncier Ile de France** qui mènera à bien la procédure d'expropriation en vue de l'acquisition de l'immeuble sis 72 rue du Général Leclerc et en application de l'article L.511-2 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Un arrêté préfectoral n°2021/03515 a été pris le 1er octobre 2021. Ce dernier fait l'objet d'un affichage et a fait l'objet d'une publication dans les journaux Le Parisien 94 et Les Echos le mercredi 13 octobre 2021 (cf. ANNEXE)

A noter que la situation d'urgence caractérisée par les risques sanitaires et de périls (au titre des Codes de la Santé Publique et Code de la Construction et de l'Habitation) a conduit à cette DUP RHI pour la seule copropriété du n°72 rue du Général Leclerc pour permettre d'acquérir les logements insalubres, menaçant ruine, avec interdiction d'habiter de manière partielle ou total (péril).

Compte tenu des acquisitions déjà réalisées par l'EPFIF dans cette copropriété, la DUP concerne huit lots de copropriété insalubres à acquérir (appartement, chambre, local, …).

La commune a procédé à l'évacuation de tous les occupants de l'immeuble du 72 rue du Général Leclerc le 22 juillet 2019 et sécurisé l'immeuble.

Les modalités de la concertation

Les documents administratifs et juridiques :

- **avis administratifs** (lien) annonçant les dates d'ouverture et de fermeture de la concertation seront affichées aux emplacements réservés à cet effet et feront l'objet d'une parution dans un journal diffusé dans le département.
- Avant la clôture, un **avis administratif** (lien) sera inséré dans un journal diffusé dans le département et affiché aux mêmes endroits, indiquant la date de clôture effective.
- L'**affichage de la délibération** n°2022-093 du Conseil Municipal du 15 juillet 2022 (lien).

Un **dossier mis à disposition du public** (lien)

Consultable à la Direction des Services techniques – Service de l'Urbanisme – 10, rue Etienne Dolet – Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h et sur le site internet de la ville : www.kremlinbicetre.fr.

Le dossier de concertation comporte :

- La délibération n°2022-093,
- un plan de situation,
- un plan du périmètre étudié,
- une notice explicative fixant les objectifs du projet,

- un cahier destiné à recueillir les observations du public).

Un **registre numérique** (lien) accessible sur le site de la ville : www.kremlinbicetre.fr.

Une **page d'information pédagogique** (lien) accessible sur le site de la ville : www.kremlinbicetre.fr

Deux **ateliers participatifs**

L'insertion du nouveau groupe scolaire
Le 6 décembre 2022 à 18h
Salle Rebersat - Mairie du Kremlin-Bicêtre

Le logement
Le 13 décembre 2022 à 18h
Salle Rebersat - Mairie du Kremlin-Bicêtre

Une **réunion publique d'information** et restitution des ateliers participatifs,
Le 13 janvier 2022 à 18h,
Salle du Conseil - Mairie du Kremlin

Présentation en **conseils de quartier**

Mairie – Fontainebleau
Le 10 février 2022 à 18h,
Salle du Conseil - Mairie du Kremlin

Centre –Ville - Barnufles
Le 13 février 2022 à 18h,
Salle du Conseil - Mairie du Kremlin

CONCERTATION

CRÉATION DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) ROSSEL - LECLERC



Dossier d'information du projet

Conformément aux modalités de la concertation définies par la **délibération n°2022-093 du Conseil municipal du 15 juillet 2022** relative à la définition des objectifs du projet et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel Leclerc et la **délibération n°2022-06-28_2849 du Conseil**

Territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre du 28 juin 2022 relative à la définition des objectifs du projet et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel Leclerc.

Sommaire

1. Les délibérations :
    - La délibération n°2022-093 du Conseil municipal du 15 juillet 2022 relative à la définition des objectifs du projet et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel Leclerc
    - La délibération n°2022-06-28_2849 du Conseil Territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre du 28 juin 2022 relative à la définition des objectifs du projet et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel Leclerc
2. Le plan de situation
3. Le plan du périmètre étudié
4. La notice explicative fixant les objectifs du projet

1. Les délibérations

La délibération n°2022-093 du Conseil municipal du 15 juillet 2022 relative à la définition des objectifs du projet et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel Leclerc

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 15 juillet 2022

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2022-093

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 14
Représentés 7
Absents..... 14

Le 15 juillet 2022 à 18h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er juillet 2022.

Membres présents : M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, Mme MUSEUX, M. HASSIN, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA.

Membres représentés :
M. HEMERY par M. EDET
Mme AZZOUG par Mme COURDY
Mme ETIENNE par Mme GESTIN
Mme BADOC par M. RAYMOND
Mme BASSEZ par M. DELAGE
M. TRAORE par Mme GESTIN
Mme DEFRANCE par Mme BOCABEILLE

Membres absents :
M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU.

Secrétaire de séance : Mme COURDY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

DEFINITION DES OBJECTIFS DU PROJET ET DES MODALITES DE CONCERTATION PREALABLE A LA CREATION DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTE (ZAC) ROSSEL LECLERC

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20220715-2022-093-DE
Date de télétransmission : 19/07/2022
Date de réception préfecture : 19/07/2022

Monsieur RAYMOND expose au conseil,

À l'issue de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique « réserve foncière » et de l'enquête parcellaire relative au projet de requalification de l'îlot Rossel-Leclerc au Kremlin-Bicêtre, un avis favorable a été donné par le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Melun assorti de deux recommandations sur lesquelles le Conseil municipal vient de se prononcer.

Afin de pouvoir mettre en œuvre un projet d'aménagement pour la requalification de l'ilot Rossel Leclerc qui soit à la fois structurant et de qualité, tout en suivant les objectifs de cette opération, il est important de se doter des outils d'urbanisme opérationnel adéquats. Il est donc envisagé de créer une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). De plus, la ville pourra ainsi maîtriser le déroulement opérationnel en vue de la réalisation des aménagements et de l'équipement public (groupe scolaire).

Pour rappel, les trois grandes étapes nécessaires à la réalisation d'une ZAC :

- Lancement des études et de la concertation qui en définit les objectifs et modalités (conformément à l'article L.103-2 du code de l'Urbanisme)
- Approbation du dossier de création définissant le périmètre de la ZAC, le mode de réalisation, le régime de participations et qui contient un rapport de présentation de l'opération ainsi qu'une étude d'impact spécifique, le cas échéant.
- Approbation du dossier de réalisation (projet de programme global des constructions et des équipements publics, modalités prévisionnelles de financement.

I. Les objectifs de la requalification de l'ilot Rossel

Actuellement constitué par un tissu et des fonctions très hétérogènes, cet îlot est inscrit dans une logique de restructuration, qui doit satisfaire plusieurs objectifs :

- Construire une **nouvelle école primaire**, en réalisant une **réhabilitation et extension** de l'école maternelle Jean Zay existante.
- **Remédier à la dégradation du bâti** rue du Général Leclerc, constitué en partie d'habitat insalubre irrémédiable.
- Créer une **nouvelle offre de logements** dans le respect du principe de **mixité sociale** et cohérente avec le parc de logements de la ville.
- **Conforter le tissu commercial de proximité**, dans un secteur géographiquement central mais à l'écart des principaux pôles commerçants de la commune.
- **Embellir la ville, valoriser l'histoire et le patrimoine** du quartier et réaliser un projet de grande qualité architecturale et environnementale.
- Participer à la **qualité des espaces publics et paysagers**, favoriser les circulations douces, s'inscrire dans des espaces publics apaisés, en respectant les prescriptions de l'OAP n°5 prévues au Plan Local d'Urbanisme.
- Intégrer **une démarche environnementale** poussée en utilisant la trame verte comme une composante essentielle du projet urbain.
- Concevoir un **projet urbain d'ensemble harmonieux**

Le programme prévisionnel des constructions du secteur prévoit :

a. la création d'une nouvelle école élémentaire et la réhabilitation partielle de l'école maternelle
b. la réalisation de programmes de logements
c. des commerces de proximité en pieds d'immeubles

a. Une nouvelle école élémentaire

L'école élémentaire Brossolette à déplacer et la création de nouvelles classes

L'école Brossolette existante est une propriété de la Région Ile-de-France, jouxtant le lycée Brossolette, nécessitant de libérer les locaux mis à disposition de la ville à moyen terme.
De plus, ce déplacement permettrait de faciliter les trajets des familles ayant des enfants en maternelle et en primaire.

Une étude de programmation est en cours d'élaboration pour définir les besoins en classes et la faisabilité d'un nouveau groupe scolaire sur l'ilot Rossel/Leclerc.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20220715-2022-093-DE
Date de télétransmission : 19/07/2022
Date de réception préfecture : 19/07/2022

L'Ilot est actuellement occupé par une école maternelle sur la partie nord et le long de la rue de la Convention. Cette école maternelle serait conservée et en partie réhabilitée. Une nouvelle école élémentaire pourrait être construite en cœur d'ilot afin de former avec l'école maternelle un **groupe scolaire, ce qui simplifiera la vie des familles.**

Cette école élémentaire sera construite pour libérer des locaux actuellement occupés par l'école élémentaire Pierre Brossolette dans la rue du même nom. Elle est donc réalisée pour remplacer cette dernière. Cette opération permet ainsi de répondre au plus près aux besoins de l'école et créer des espaces adaptés et modernes. Elle permettra également de mettre fin à une occupation sur un terrain partagé avec un lycée et appartenant à la région.

b. La création d'une nouvelle offre de logement

L'aménagement de l'ilot doit permettre de créer une offre de logements mixte et diversifiée, en réponse aux besoins des habitants de la commune.
La programmation des logements devra ainsi répondre aux caractéristiques suivantes :

- 30% à 40% de logements locatifs sociaux
- Une offre en bail réel solidaire (BRS) ou en accession sociale
- Une offre en accession

c. L'aménagement des commerces

En matière de commerce, le projet prévoit des commerces qui pourraient participer à l'animation du quartier. Sa programmation sera donc définie en fonction de l'environnement, pour la qualité de vie du quartier et afin d'assurer sa viabilité et sa pérennité.

Ceux-ci pourraient être situés en priorité sur la rue Leclerc, compte tenu de la présence de quelques cellules commerciales sur cette rue.

d. Un projet urbain d'ensemble cohérent

Une étude de faisabilité est en cours de réalisation pour définir la capacité de construction prévisionnelle et la forme urbaine du projet urbain en tenant compte du nouveau groupe scolaire.
A ce stade, plusieurs hypothèses de répartition de la programmation et de forme urbaine de l'ilot sont en cours de réflexion.

II. Les objectifs de la concertation

La tenue d'une concertation a pour principal objectif de permettre une véritable co-construction du devenir de l'ilot Rossel Leclerc. Cette concertation permettra d'informer et d'associer, tout au long du processus, les habitants, les associations et les autres personnes concernées, sur le projet d'aménagement et l'évolution des études menées et objet du projet de la création de la ZAC.

Enfin, elle permettra de sensibiliser les kremlinois aux principes environnementaux et aux enjeux de constructions.

III. Les modalités de la concertation préalable à la création de la ZAC

Les modalités de la concertation préalable proposées sont les suivantes :

- des avis administratifs annonceront la date d'ouverture et celle de la clôture de la concertation. Ils seront affichés aux emplacements réservés à cet effet et feront également l'objet d'une parution dans un journal diffusé dans le département

- Avant la date de clôture, un avis administratif sera inséré dans un journal diffusé dans le département et affiché aux mêmes endroits, indiquant la date de clôture effective.

- la délibération des modalités de la concertation sera également affichée

- un dossier sera mis à la disposition du public

  Le dossier de concertation comportera au moins :
  - la présente délibération,
  - un plan de situation,
  - un plan du périmètre étudié,
  - une notice explicative fixant les objectifs du projet,
  - un cahier destiné à recueillir les observations de public.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20220715-2022-093-DE
Date de télétransmission : 19/07/2022
Date de réception préfecture : 19/07/2022

Ce même dossier pourra également être consulté sur le site internet de la ville. Il comportera un registre numérique destiné à recueillir les observations du public sur le site internet de la ville.

- La tenue d'une réunion publique d'information, permettant de présenter les éléments du projet, d'en expliquer les enjeux, les objectifs et la démarche. (date annoncée sur le site de la ville et/ou insérer dans un journal diffusé dans le département)

- Une page d'information pédagogique sera créée sur le site de la ville

- La mise en place d'atelier(s) participatif(s) et de conseil(s) de quartier. Ces outils visent à mieux appréhender les attentes des citoyens, de préciser et de faire émerger de nouvelles idées pour le développement de l'ilot.

- Le bilan de la concertation sera présenté, pour approbation, au Conseil Municipal

Modalités de participation du public en cas d'évaluation environnementale

Le projet peut être soumis à étude d'impact au cas par cas après saisine et avis de l'autorité environnementale.

Les ZAC étant exonérées d'enquête publique, la participation du public s'effectuera dans les conditions prévues par l'article L.123-19 du code de l'environnement. Celle-ci s'effectuera par voie électronique, mais aussi par la mise à disposition du dossier comprenant :

- l'étude d'impact
- l'avis de l'autorité environnementale, afin que le public puisse faire part de ses observations pendant le délai de 30 jours à compter de cette mise à disposition.

Le public sera informé par un avis mis en ligne sur le site internet de la ville ainsi que par un affichage en mairie et sur les lieux, 15 jours avant l'ouverture de la participation du public.
Les observations et propositions du public déposées par voie électronique devront parvenir dans un délai de 30 jours à compter de la date de début de la participation du public. Elles pourront également être consignées dans le registre de la concertation préalable qui restera ouverte jusqu'à sa clôture.
La synthèse de la mise à disposition de l'étude d'impact et la prise en compte des observations et propositions sera présentée, pour approbation, au Conseil municipal, au cours de la même séance que celle tirant le bilan de la concertation et créant la ZAC.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Frédéric RAYMOND,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.103-2 à L.103-7 et R.311-1

Vu le Plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal du 20 octobre 2005, et révisé le 17 décembre 2015, et plus particulièrement les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°4 : « la requalification de l'îlot Rossel / Leclerc et l'intégration d'un nouvel équipement » et n°5 : « Le ruban vert »,

Considérant la volonté de la ville de requalifier l'ilot Rossel Leclerc et notamment les objectifs retenus,

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique « réserve foncière » préalable à la DUP et de l'enquête parcellaire relative au projet de requalification de l'îlot Rossel-Leclerc au Kremlin-Bicêtre,

Considérant que toute création de ZAC fait l'objet d'une concertation préalable « associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées » conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par « l'organe délibérant de la collectivité », conformément à l'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme,

Considérant les objectifs du projet, objet de la présente délibération,

Considérant les modalités de la concertation, objet de la présente délibération,

Considérant le périmètre d'étude associé à la concertation préalable à la création d'une ZAC, tel qu'annexé à la présente délibération,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20220715-2022-093-DE
Date de télétransmission : 19/07/2022
Date de réception préfecture : 19/07/2022

Considérant que la ville est à l'initiative de la ZAC, tel que lui confère l'objet de celle-ci (équipement public collectif de compétence communale)

Vu l'avis de la commission municipale concernée, réunie le 20 juin 2022, émis à l'unanimité par 4 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, M. RAYMOND, Mme DEFRANCE) et 2 ne prenant pas part au vote (M. KHIAR, M. RUGGIERI),

Considérant la demande des groupes d'opposition, lors du conseil municipal du 30 juin 2022, de reporter ce point à une date ultérieure,

Vu l'avis de la commission municipale unique, réunie le 4 juillet 2022, émis à l'unanimité par 5 voix pour (Mme MUSEUX, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme THIAM),

Après en avoir délibéré l'unanimité par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE),

DECIDE

Article 1 : D'approuver que la ville soit à l'initiative d'une Zone d'Aménagement Concerté, selon le périmètre d'étude annexé à la présente délibération,

Article 2 : D'approuver les objectifs du projet d'aménagement de l'ilot Rossel Leclerc,

Article 3 : D'approuver le lancement d'une concertation pour la création d'une opération d'aménagement sous forme de ZAC,

Article 4 : D'approuver les modalités de la concertation suivante qui constitue un préalable à la création d'une ZAC :

- avis administratifs annonçant la date d'ouverture et celle de la clôture de la concertation affichés aux emplacements réservés à cet effet et parution dans un journal diffusé dans le département

- avis administratif indiquant la date de clôture effective affichée aux emplacements réservés à cet effet et parution dans un journal diffusé dans le département

- délibération des modalités de la concertation affichée aux emplacements réservés à cet effet

- dossier de concertation mis à la disposition du public comportant au moins et consultable sur le site internet de la ville :
  - la présente délibération,
  - un plan de situation,
  - un plan du périmètre étudié,
  - une notice explicative fixant les objectifs du projet,
  - un cahier destiné à recueillir les observations de public.

- registre numérique destiné à recueillir les observations du public sur le site internet de la ville.

- réunion publique d'information
- page d'information pédagogique sera créé sur le site de la ville
- atelier(s) participatif(s)
- conseil(s) de quartier
- bilan de la concertation approuvé au Conseil Municipal,

Article 5 : De rappeler que le Conseil Municipal devra se prononcer sur le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC par une nouvelle délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE * 94276 *

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20220715-2022-093-DE
Date de télétransmission : 19/07/2022
Date de réception préfecture : 19/07/2022

La délibération n°2022-06-28_2849 du Conseil Territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre du 28 juin 2022 relative à la définition des objectifs du projet et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel Leclerc

Grand Orly seine bièvre

Etablissement Public Territorial

Séance ordinaire du conseil territorial du 28 juin 2022
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DÉLIBÉRATION n°2022-06-28_2849

Le Kremlin Bicêtre - Définition des objectifs et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel Leclerc

L'an deux mille vingt-deux, le 28 juin à 19h les membres du Conseil de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre se sont réunis en Mairie de Vitry-sur-Seine, en séance ouverte par son président, Monsieur Leprêtre, sur convocation individuelle en date du 21 juin 2022. Conformément à la loi relative à la gestion de la crise sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19, le quorum est ramené à un tiers des membres, chaque élu pouvant détenir deux pouvoirs. La séance est retransmise en direct sur le site internet de l'EPT.

Ville	Nom	Présent	A donné pouvoir à	Votes
Villejuif	Mme ABDOURAHAMANE Rakia	Absente		
Vitry-sur-Seine	M. AFFLATET Alain	Présent		P
Gentilly	M. AGGOUNE Fatah	Présent		P
Villeneuve-Saint-Georges	Mme AMKIMEL Saloua	Absente		
Le Kremlin-Bicêtre	Mme AZZOUG Anissa	Représentée	Mme Labrousse	P
Vitry-sur-Seine	M. BELL-LLOCH Pierre	Présent		P
Orly	Mme BEN CHEIKH Imène	Représentée	Mme Janodet	P
Vitry-sur-Seine	M. BENBETKA Abdallah	Présent		P
Juvisy-sur-Orge	M. BENETEAU Sébastien	Présent		P
Vitry-sur-Seine	M. BEN-MOHAMED Khaled	Présent		P
Juvisy-sur-Orge	Mme BENSARSA REDA Lamia	Présente		P
Viry Chatillon	M. BERENGER Jérôme	Représenté	M. Sauerbach	P
Thiais	M. BEUCHER Daniel	Représenté	M. Dell'Agnola	P
Chevilly-Larue	Mme BOIVIN Régine	Représentée	Mme Daumin	P
Villejuif	M. BOUNEGTA Mahrouf	Présent		P
Vitry-sur-Seine	M. BOURDON Frédéric	Présent		P
Ivry-sur-Seine	M. BOUYSSOU Philippe	Présent		P
Villeneuve-Saint-Georges	Mme CABILLIC Kati	Absente		
Viry-Chatillon	Mme CAPELO Vanessa	Présente		P
Fresnes	Mme CHAVANON Marie	Présente		P
Savigny-sur-Orge	Mme CHEVALIER Catherine	Présente		P
Athis-Mons	M. CONAN Gautier	Présent		P
Savigny-sur-Orge	M. DARMON Charles	Présent		P
Chevilly-Larue	Mme DAUMIN Stéphanie	Présente		P
Cachan	Mme DE COMARMOND Hélène	Représentée	M. Rabuel	P
L'Haÿ-les-Roses	M. DECROUY Clément	Présent		P
Savigny-sur-Orge	M. DEFREMONT Jean-Marc	Présent		P
Le Kremlin-Bicêtre	M. DELAGE Jean-François	Représenté	M. Laurent	P
Arcueil	Mme DELAHAIE Carine	Représentée	M. Aggoune	P
Thiais	M. DELL'AGNOLA Richard	Présent		P
Villeneuve-Saint-Georges	M.DELORT Daniel	Absent		
Vitry-sur-Seine	Mme DEXAVARY Laurence	Absente		
Ivry-sur-Seine	Mme DORRA Maryse	Représentée	M. Bouyssou	P
Morangis	M. DUFOUR Jean-Marc	Présent		P
Vitry-sur-Seine	Mme EBODE ONDOBO Bernadette	Présente		P
Savigny-sur-Orge	Mme EUGENE Joëlle	Présente		P
Villejuif	M. GARZON Pierre	Représenté	Mme Leydier	P
Villeneuve-Saint-Georges	M. GAUDIN Philippe	Présent		P
Choisy-le-Roi	Mme GAULIER Danièle	Présente		P
Villeneuve-le-Roi	M. GONZALES Didier	Représenté	M. Maître	P
Villeneuve-le-Roi	Mme GONZALES Elise	Représentée	M. Maître	P
Ablon-sur-Seine	M. GRILLON Eric	Présent		P
Athis-Mons	M.GROUSSEAU Jean-Jacques	Représenté	M. Conan	P
Choisy-le-Roi	M. ID ELOUALI Ali	Représenté	M. Bourdon	P

Ville	Nom	Présent	A donné pouvoir à	Votes
Orly	Mme JANODET Christine	Présente		P
Vitry-sur-Seine	Mme KABBOURI Rachida	Présente		P
Villejuif	Mme KACIMI Malika	Présente		P
Vitry-sur-Seine	M. KENNEDY Jean-Claude	Présent		P
Ivry-sur-Seine	Mme KIROUANE Ouarda	Présente		P
Arcueil	Mme LABROUSSE Sophie	Présente		P
Vitry-sur-Seine	M. LADIRE Luc	Absent		
Villejuif	M. LAFON Gilles	Présent		P
Paray-Vieille-Poste	Mme LALLIER Nathalie	Représentée	Mme Bensarsa-Reda	P
Le Kremlin-Bicêtre	M. LAURENT Jean-Luc	Présent		P
Fresnes	Mme LEFEBVRE Claire	Représentée	M. Defremont	P
Vitry-sur-Seine	Mme LEFEBVRE Fabienne	Absente		
Vitry-sur-Seine	M. LEPRETRE Michel	Présent		P
Orly	M. LERUDE Renaud	Représenté	Mme Janodet	P
L'Haÿ-les-Roses	M. LESSELINGUE Pascal	Présent		P
Thiais	Mme LEURIN-MARCHEIX Virginie	Présente		P
Villejuif	Mme LEYDIER Anne-Gaëlle	Présente		P
Athis-Mons	Mme LINEK Odile	Présente		P
Villejuif	M. LIPIETZ Alain	Représenté	M. Taupin	P
Vitry-sur-Seine	Mme LORAND Isabelle	Présente		P
Villeneuve-le-Roi	M. MAITRE Jean-Louis	Présent		P
Ivry-sur-Seine	M. MARCHAND Romain	Présent		P
Rungis	M. MARCILLAUD Bruno	Présent		P
Ivry-sur-Seine	M. MOKRANI Mehdi	Absent		
Villejuif	Mme MORIN Valérie	Présente		P
Vitry-sur-Seine	Mme MORONVALLE Margot	Représentée	Mme Ebode Ondobo	P
L'Haÿ-les-Roses	M. MOUALHI Sophian	Représenté	M. Taupin	P
Ivry-sur-Seine	M. MRAIDI Mehrez	Absent		
L'Haÿ-les-Roses	Mme NOWAK Mélanie	Représentée	M. Bénéteau	P
Choisy-le-Roi	Mme OSTERMEYER Sushma	Représentée	M. Panetta	P
Choisy-le-Roi	Mme OZCAN Canan	Représentée	Mme Gaulier	P
Choisy-le-Roi	M. PANETTA Tonino	Présent		P
Arcueil	Mme PECCOLO Hélène	Représentée	M. Bourdon	P
Ivry-sur-Seine	M. PECQUEUX Clément	Présent		P
Cachan	M. PETIOT David	Absent		
Ivry-sur-Seine	Mme PIERON Marie	Présente (1)		
Fresnes	M. PIROLLI Yann	Absent		
Cachan	M. RABUEL Stéphane	Présent		P
Athis-Mons	M. SAC Patrice	Représenté	Mme Sow	P
Viry Chatillon	M. SAUERBACH Laurent	Présent		P
Ivry-sur-Seine	Mme SEBAIHI Sabrina	Absente		
Thiais	M. SEGURA Pierre	Représenté	Mme Leurin-Marcheix	P
L'Haÿ-les-Roses	Mme SOURD Françoise	Représentée	M. Decrouy	P
Athis-Mons	Mme SOW Fatoumata	Présente		P
Valenton	Mme SPANO Cécile	Présente		P
Chevilly-Larue	M. TAUPIN Laurent	Présent		P
Savigny-sur-Orge	M. TEILLET Alexis	Présent		P
Choisy-le-Roi	M. THIAM Moustapha	Absent		
Gentilly	Mme TORDJMAN Patricia	Représentée	M. Aggoune	P
Le Kremlin-Bicêtre	M. TRAORE Ibrahima	Présent		P
Fresnes	Mme VALA Cécilia	Représentée	Mme Chavanon	P
Morangis	Mme VERMILLET Brigitte	Représentée	M. Dufour	P
Vitry-sur-Seine	Mme VEYRUNES-LEGRAIN Cécile	Représentée	M. Leprêtre	P
Villeneuve-Saint-Georges	M.VIC Jean-Pierre	Absent		
Cachan	M. VIELHESCAZE Camille	Représenté	Mme Kacimi	P
Viry Chatillon	M. VILAIN Jean-Marie	Représenté	Mme Capelo	P
Valenton	M. YAVUZ Métin	Présent		P

(1) Jusqu'à la délibération n° 2833

Secrétaire de Séance : Monsieur Alexis Teillet

Nombre de Conseillers en exercice composant le Conseil de territoire 1 siège vacant Choisy-le-Roi			101
N° de délibérations	**Présents**	**Représentés**	**Votants**
2773 à 2833	54	33	87
2834 à 2862	53	33	86

Exposé des motifs

Afin de pouvoir mettre en œuvre un projet d'aménagement pour la requalification de l'ilot Rossel Leclerc qui soit à la fois structurant et de qualité, tout en suivant les objectifs de cette opération, il est important de se doter des outils d'urbanisme opérationnels adéquats. Il est donc envisagé de créer une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).
Le Territoire pourra ainsi maîtriser le déroulement opérationnel en vue de la réalisation des aménagements et de l'équipement (groupe scolaire).

Pour rappel, les trois grandes étapes nécessaires à la réalisation d'une ZAC :

- Lancement des études et de la concertation qui en définit les objectifs et modalités (conformément à l'article L.103-2 du code de l'Urbanisme)
- Approbation du dossier de création définissant le périmètre de la ZAC, le mode de réalisation, le régime de participations qui contient un rapport de présentation de l'opération ainsi qu'une étude d'impact spécifique, le cas échéant.
- Approbation du dossier de réalisation (projet de programme global des constructions et du programme des équipements publics (PEP), modalités prévisionnelles de financement.

I. Les objectifs de la requalification de l'ilot Rossel

Actuellement constitué par un tissu et des fonctions très hétérogènes, cet îlot est inscrit dans une logique de restructuration, qui doit satisfaire plusieurs objectifs :

- Construire une **nouvelle école primaire**, en réalisant une **réhabilitation et extension** de l'école maternelle Jean Zay existante.
- **Remédier à la dégradation du bâti** rue du Général Leclerc, constitué en partie d'habitat insalubre irrémédiable.
- Créer une **nouvelle offre de logements** dans le respect du principe de **mixité sociale** et cohérente avec le parc de logements de la ville.
- **Conforter le tissu commercial de proximité**, dans un secteur géographiquement central mais à l'écart des principaux pôles commerçants de la commune.
- **Embellir la ville, valoriser l'histoire et le patrimoine** du quartier et réaliser un projet de grande qualité architecturale et environnementale.
- Participer à la **qualité des espaces publics et paysagers**, favoriser les circulations douces, s'inscrire dans des espaces publics apaisés, en respectant les prescriptions de l'OAP n°5 prévues au Plan Local d'Urbanisme.
- Intégrer **une démarche environnementale** poussée en utilisant la trame verte comme une composante essentielle du projet urbain.
- Concevoir un **projet urbain d'ensemble harmonieux.**

Le programme prévisionnel des constructions du secteur prévoit :

a. la création d'une nouvelle école élémentaire et la réhabilitation partielle de l'école maternelle

b. la réalisation de programmes de logements

c. des commerces en pied d'immeuble

a. Une nouvelle école élémentaire

L'école élémentaire Brossolette à déplacer et la création de nouvelles classes
L'école Brossolette existante est une propriété de la Région Ile-de-France, jouxtant le lycée Brossolette, nécessitant de libérer le foncier à moyen terme.
De plus, ce déplacement permettrait de faciliter les trajets des familles ayant des enfants en maternelle et en primaire.

Une étude de programmation est en cours d'élaboration pour définir les besoins en classes et la faisabilité d'un nouveau groupe scolaire sur l'ilot Rossel/Leclerc.

L'Ilot est actuellement occupé par une école maternelle sur la partie nord et le long de la rue de la Convention. Cette école maternelle est conservée et en partie réhabilitée. Une nouvelle école élémentaire est à construire en cœur d'ilot afin de former avec l'école maternelle un **groupe scolaire.**

Cette école élémentaire sera construite pour libérer des locaux actuellement occupés par l'école élémentaire Pierre Brossolette dans la rue du même nom. Elle est donc réalisée pour remplacer cette dernière. Cette opération permet ainsi de répondre au plus près aux besoins de l'école et créer des espaces adaptés et modernes. Elle permettra également de mettre fin à une occupation sur un terrain partagé avec un lycée et appartenant à la région.

A ce jour, l'emprise du nouveau groupe scolaire comprenant l'extension de l'école maternelle existante réhabilitée et de la nouvelle école élémentaire n'est pas encore validée.

b. La création d'une nouvelle offre de logement

L'aménagement de l'ilot doit permettre de créer une offre de logements mixte et diversifiée, en réponse aux besoins des habitants de la commune.
La programmation des logements devra ainsi répondre aux caractéristiques suivantes :

- 30% à 40% de logements locatifs sociaux
- Une offre en bail réel solidaire (BRS) ou en accession sociale
- Une offre en accession privée

c. La création de commerces

En matière de commerce, le projet prévoit des commerces en pied d'immeuble. La programmation sera définie en fonction de l'environnement, pour la qualité de vie du quartier afin d'assurer sa viabilité et sa pérennité.

Ceux-ci pourraient être situés en priorité sur la rue Leclerc, compte tenu de la présence de quelques cellules commerciales sur cette rue. L'opportunité et la viabilité de commerces supplémentaires sur ce secteur pourraient être étudiées.

d. Un projet urbain d'ensemble cohérent

Une étude de faisabilité est en cours de réalisation pour définir la capacité de construction prévisionnelle et la forme urbaine du projet urbain en tenant compte du nouveau groupe scolaire.
A ce stade, plusieurs hypothèses de répartition de la programmation et de forme urbaine de l'ilot sont en cours de réflexion.

II. Les objectifs de la concertation

La tenue d'une concertation a pour principal objectif de permettre une véritable co-construction du devenir de l'ilot Rossel Leclerc.

D'autre part, cette concertation permettra d'informer, tout au long du processus, les habitants, les associations et les autres personnes concernées, sur le projet d'aménagement et l'évolution des études menées et objet du projet de la création de la ZAC.

Enfin, elle permettra de sensibiliser les kremlinois aux principes environnementaux et aux enjeux de construction.

III. Les modalités de la concertation préalable à la création de la ZAC

Les modalités de la concertation préalable proposées sont les suivantes :

- des avis administratifs annonceront la date d'ouverture et celle de la clôture de la concertation. Ils seront affichés aux emplacements réservés à cet effet et feront également l'objet d'une parution dans un journal diffusé dans le département.
- Avant la date de clôture, un avis administratif sera inséré dans un journal diffusé dans le département et affiché aux mêmes endroits, indiquant la date de clôture effective.
- la délibération des modalités de la concertation sera également affichée.
- un dossier sera mis à la disposition du public. Le dossier de concertation comportera au moins :
  - la présente délibération,
  - un plan de situation,
  - un plan du périmètre étudié,
  - une notice explicative fixant les objectifs du projet,
  - un cahier destiné à recueillir les observations du public.

Ce même dossier pourra également être consulté sur le site internet de la ville. Il comportera un registre numérique destiné à recueillir les observations du public sur le site internet de la ville.

- la tenue d'une réunion publique d'information, permettant de présenter les éléments du projet, d'en expliquer les enjeux, les objectifs et la démarche (date annoncée sur le site de la ville et/ou insérée dans un journal diffusé dans le département).
- Un page d'information pédagogique sera créé sur le site de la ville.
- La mise en place d'atelier(s) participatif(s) et de conseil(s) de quartier. Ces outils visent à mieux appréhender les attentes des citoyens, de préciser et de faire émerger de nouvelles idées pour le développement de l'ilot.
- Le bilan de la concertation sera présenté, pour approbation, au Conseil Territorial.

Modalités de participation du public en cas d'évaluation environnementale

Selon le point 39 de l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui énumère les opérations ayant une incidence sur l'environnement, le projet peut être soumis à étude d'impact au cas par cas après saisine et avis de l'autorité environnementale ou évaluation environnementale.

La participation du public s'effectuera dans les conditions prévues par l'article L.123-19 du code de l'environnement. Celle-ci s'effectuera par voie électronique, mais aussi par la mise à disposition du dossier comprenant :

- l'évaluation environnementale ;
- l'avis de l'autorité environnementale, afin que le public puisse faire part de ses observations pendant le délai de 30 jours à compter de cette mise à disposition.

Le public sera informé par un avis mis en ligne sur le site internet de la ville ainsi que par un affichage en mairie et sur les lieux, 15 jours avant l'ouverture de la participation du public.

Les observations et propositions du public déposées par voie électronique devront parvenir dans un délai de 30 jours à compter de la date de début de la participation du public. Elles pourront également être consignées dans le registre de la concertation préalable qui restera ouverte jusqu'à sa clôture.

La synthèse de la mise à disposition de l'étude d'impact et la prise en compte des observations et propositions sera présentée, pour approbation, au Conseil Territorial, au cours de la même séance que celle tirant le bilan de la concertation et créant la ZAC.

Suite à l'avis favorable de la ville du Kremlin Bicêtre exprimé par courrier du 7 juin 2022 et à l'engagement de passer cette question au Conseil municipal du 30 juin 2022, il est proposé au Conseil territorial :

- d'approuver que l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre soit à l'initiative d'une Zone d'Aménagement Concerté, selon le périmètre d'étude annexé à la présente délibération ;
- d'approuver les objectifs du projet d'aménagement de l'ilot Rossel Leclerc ;
- d'approuver le lancement d'une concertation pour la création d'une opération d'aménagement sous forme de ZAC ;
- d'approuver les modalités de la concertation décrits précédemment ;
- de rappeler que l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre devra se prononcer sur le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC par une nouvelle délibération.

DELIBERATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-9 et L5211-10 et L5219-2 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.103-2 à L.103-7 et R.311-1,

Vu le décret n°2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre dont le siège est à Vitry-sur-Seine ;

Vu le Plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal du 20 octobre 2005, et révisé le 17 décembre 2015, et plus particulièrement les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°4 : "la requalification de l'îlot Rossel / Leclerc et l'intégration d'un nouvel équipement" et n°5 : "Le ruban vert" ;

Considérant la volonté de la ville de requalifier l'ilot Rossel Leclerc et notamment les objectifs retenus ;

Considérant que toute création de ZAC fait l'objet d'une concertation préalable "associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées" conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant que les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par "l'organe délibérant de la collectivité", conformément à l'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant les objectifs du projet, objet de la présente délibération ;

Considérant les modalités de la concertation, objet de la présente délibération ;

Considérant le périmètre d'étude associé à la concertation préalable à la création d'une ZAC, tel qu'annexé à la présente délibération ;

Considérant que l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre est à l'initiative de la ZAC ;

Considérant le courrier de la commune du Kremlin Bicêtre du 7 juin 2022 pour délibérer sur la définition des objectifs et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel Leclerc ;

Après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la commission permanente ;

Entendu le rapport de M. Romain Marchand,

Sur proposition de Monsieur Le Président,

Le conseil territorial délibère et, à l'unanimité,

1. Approuve que l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre soit à l'initiative d'une Zone d'Aménagement Concerté, selon le périmètre d'étude annexé à la présente délibération,

2. Approuve les objectifs du projet d'aménagement de l'ilot Rossel Leclerc,

3. Approuve le lancement d'une concertation pour la création d'une opération d'aménagement sous forme de ZAC,

4. Approuve les modalités de la concertation suivante qui constitue un préalable à la création d'une ZAC :

   - avis administratifs annonçant la date d'ouverture et celle de la clôture de la concertation affichés aux emplacements réservés à cet effet et parution dans un journal diffusé dans le département ;
   - avis administratifs indiquant la date de clôture effective affichée aux emplacements réservés à cet effet et parution dans un journal diffusé dans le département ;
   - délibération des modalités de la concertation affichée aux emplacements réservés à cet effet ;
   - dossier de concertation mis à la disposition du public comportant au moins et consultable sur le site internet de la ville :
     - la présente délibération,
     - un plan de situation,
     - un plan du périmètre étudié,
     - une notice explicative fixant les objectifs du projet,
     - un cahier destiné à recueillir les observations de public.

- registre numérique destiné à recueillir les observations du public sur le site internet de la ville.
- réunion publique d'information
- page d'information pédagogique créée sur le site de la ville
- atelier participatif
- conseil(s) de quartier
- bilan de la concertation approuvé au Conseil Territorial,

5. Rappelle que l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre devra se prononcer sur le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC par une nouvelle délibération.

6. Charge le Président ou toute personne habilitée par lui, d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

Vote : Pour 86

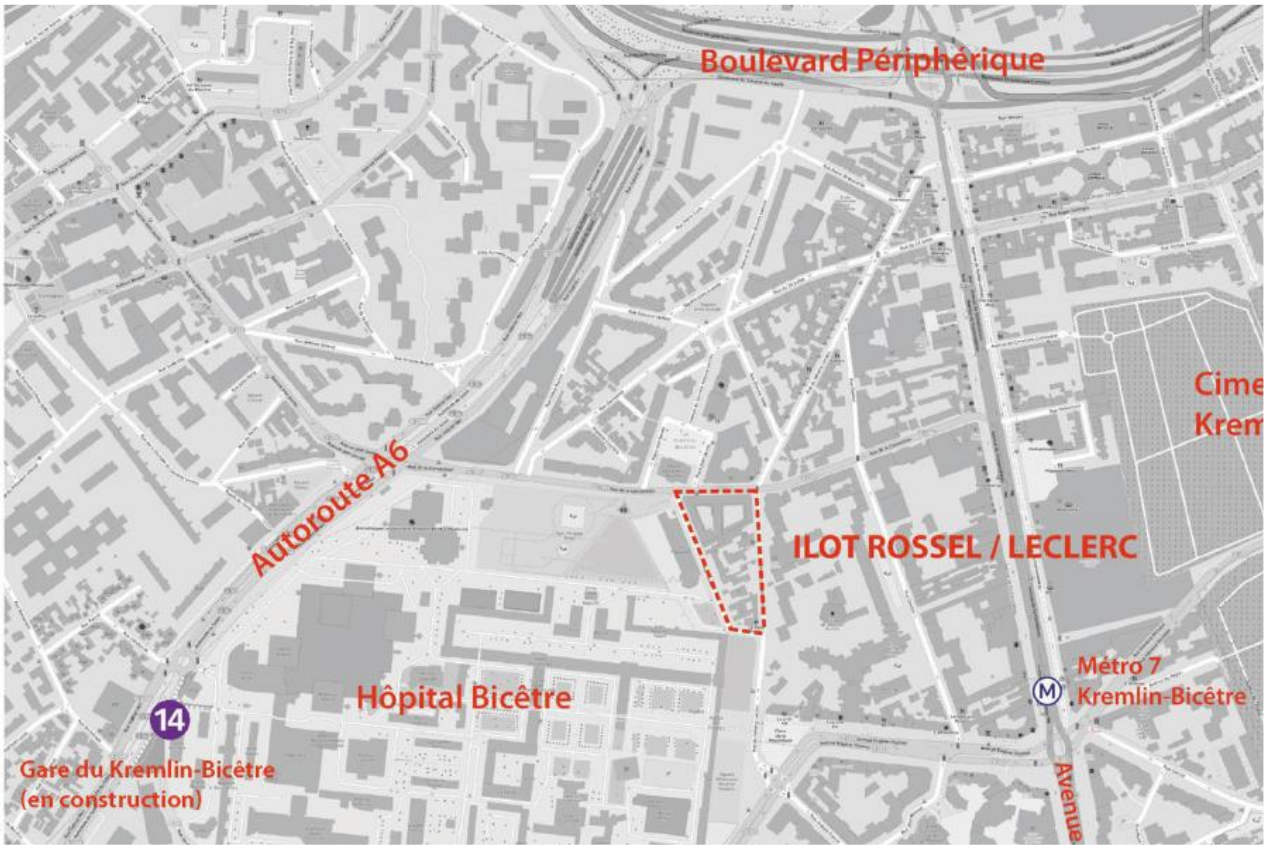
A Vitry-sur-Seine, le 4 juillet 2022
Le Président

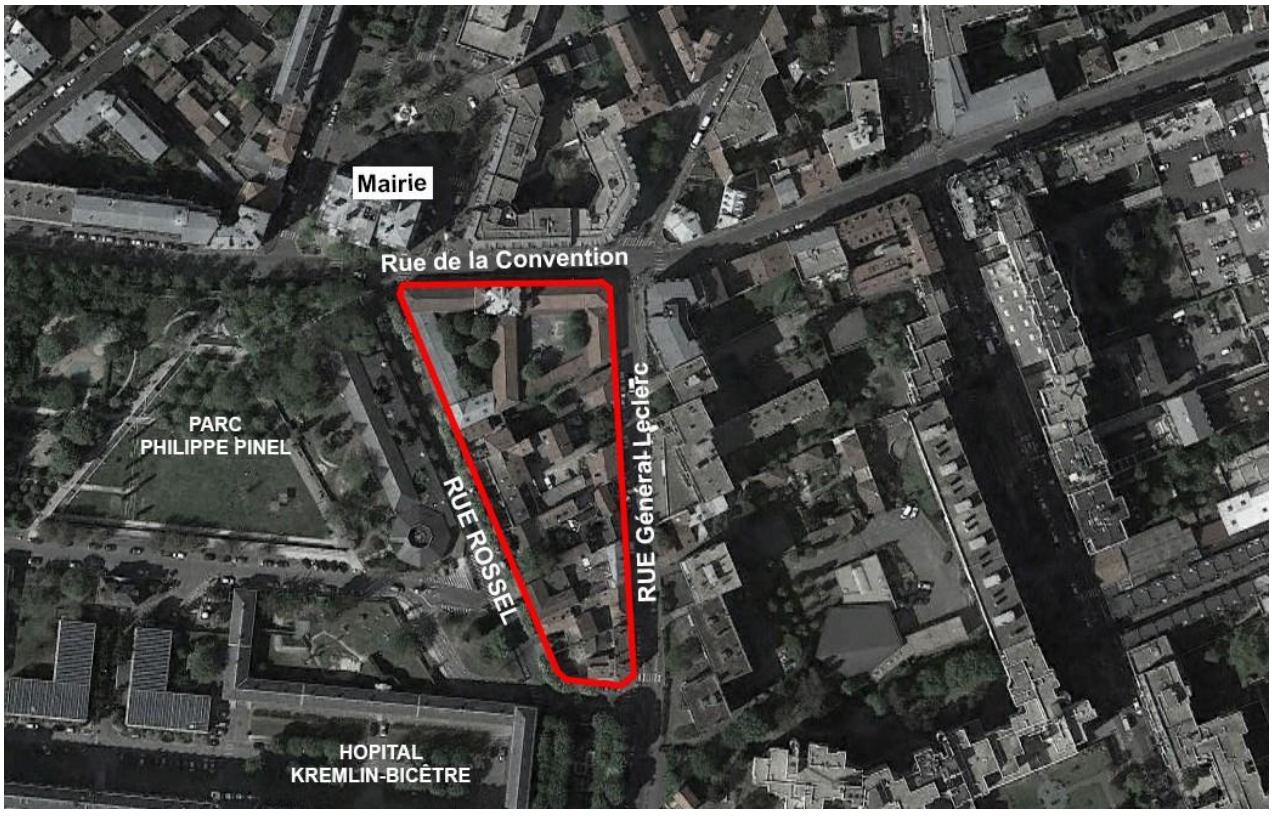
Michel LEPRETRE

La présente délibération est certifiée exécutoire,
étant transmise en préfecture le 06 juillet 2022
ayant été publiée le 06 juillet 2022

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication.

2. Le plan de situation





3. Le plan du périmètre étudié



4. La notice explicative fixant les objectifs du projet

1. Les objectifs de la requalification

Actuellement constitué par un tissu et des fonctions très hétérogènes, cet îlot est inscrit dans une logique de restructuration, qui doit satisfaire plusieurs objectifs :

- Construire une nouvelle école primaire, en réalisant une réhabilitation et extension de l'école maternelle Jean Zay existante.
- Remédier à la dégradation du bâti rue du Général Leclerc, constitué en partie d'habitat insalubre irrémédiable
- Créer une nouvelle offre de logements dans le respect du principe de mixité sociale et cohérente avec le parc de logements de la ville
- Conforter le tissu commercial de proximité, dans un secteur géographiquement central mais à l'écart des principaux pôles commerçants de la commune.
- Embellir la ville, valoriser l'histoire et le patrimoine du quartier et réaliser un projet de grande qualité architecturale et environnementale.
- Participer à la qualité des espaces publics et paysagers, favoriser les circulations douces, s'inscrire dans des espaces publics apaisés, en respectant les prescriptions de l'OAP n°5 prévues au Plan Local d'Urbanisme.
- Intégrer une démarche environnementale poussée en utilisant la trame verte comme une composante essentielle du projet urbain.
- Concevoir un projet urbain d'ensemble harmonieux.

Le programme prévisionnel des constructions du secteur prévoit :

a. la création d'une nouvelle école élémentaire et la réhabilitation partielle de l'école maternelle
b. la réalisation de programmes de logements
c. des commerces en pied d'immeuble

a. Une nouvelle école élémentaire

L'école élémentaire Brossolette à déplacer et la création de nouvelles classes

L'Ilot est actuellement occupé par une école maternelle sur la partie nord et le long de la rue de la Convention. Cette école maternelle est conservée et en partie réhabilitée. Une nouvelle école élémentaire est à construire en cœur d'ilot afin de former avec l'école maternelle un groupe scolaire. Cette école élémentaire sera construite pour libérer des locaux actuellement occupés par l'école élémentaire Pierre Brossolette dans la rue du même nom. Elle est donc réalisée pour remplacer cette dernière. De plus, ce déplacement permettrait de faciliter les trajets des familles ayant des enfants en maternelle et en primaire.

Cette opération permet ainsi de répondre au plus près aux besoins de l'école et créer des espaces adaptés et modernes. Elle permettra également de mettre fin à une occupation sur un terrain partagé avec un lycée et appartenant à la région. A ce jour, l'emprise du nouveau groupe scolaire comprenant l'extension de l'école maternelle existante réhabilitée et de la nouvelle école élémentaire n'est pas encore validée.

Une étude de programmation est en cours d'élaboration pour définir les besoins en classes et la faisabilité d'un nouveau groupe scolaire sur l'ilot Rossel/Leclerc.

b. La création d'une nouvelle offre de logement

L'aménagement de l'ilot doit permettre de créer une offre de logements mixte et diversifiée, en réponse aux besoins des habitants de la commune.
La programmation des logements devra ainsi répondre aux caractéristiques suivantes :

- 30% à 40% de logements locatifs sociaux
- Une offre en bail réel solidaire (BRS) ou en accession sociale
- Une offre en accession privée

c. La création de commerces

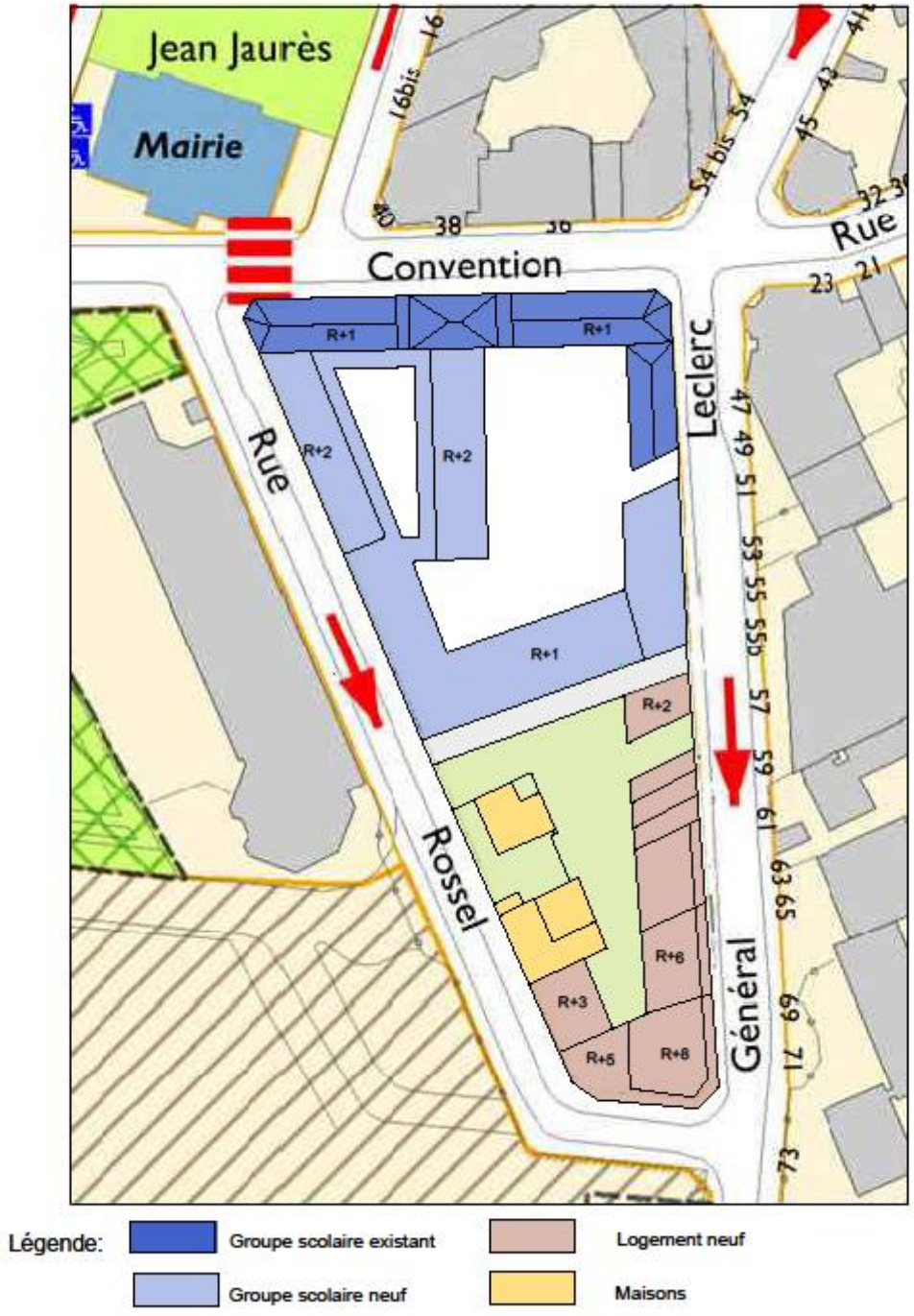
En matière de commerce, le projet prévoit des commerces en pied d'immeuble. La programmation sera définie en fonction de l'environnement, pour la qualité de vie du quartier afin d'assurer sa viabilité et sa pérennité. Ceux-ci pourraient être situés en priorité sur la rue Leclerc, compte tenu de la présence de quelques cellules commerciales sur cette rue.
L'opportunité et la viabilité de commerces supplémentaires sur ce secteur pourraient être étudiées.

d. Un projet urbain d'ensemble cohérent

Une étude de faisabilité menée par les services de la ville a permis de dégager deux scénarii servant de base de réflexion à la concertation préalable relative à la création de la ZAC Rossel Leclerc.
Ces scénarii permettent de définir la capacité de construction prévisionnelle et la forme urbaine du projet urbain en tenant compte du nouveau groupe scolaire.

Le premier scénario n’utilise pas tout le foncier disponible en conservant certains pavillons côté rue Rossel. Le gabarit des immeubles est plus bas que dans le scénario 1 en privilégiant un épannelage côté rue du Général Leclerc.

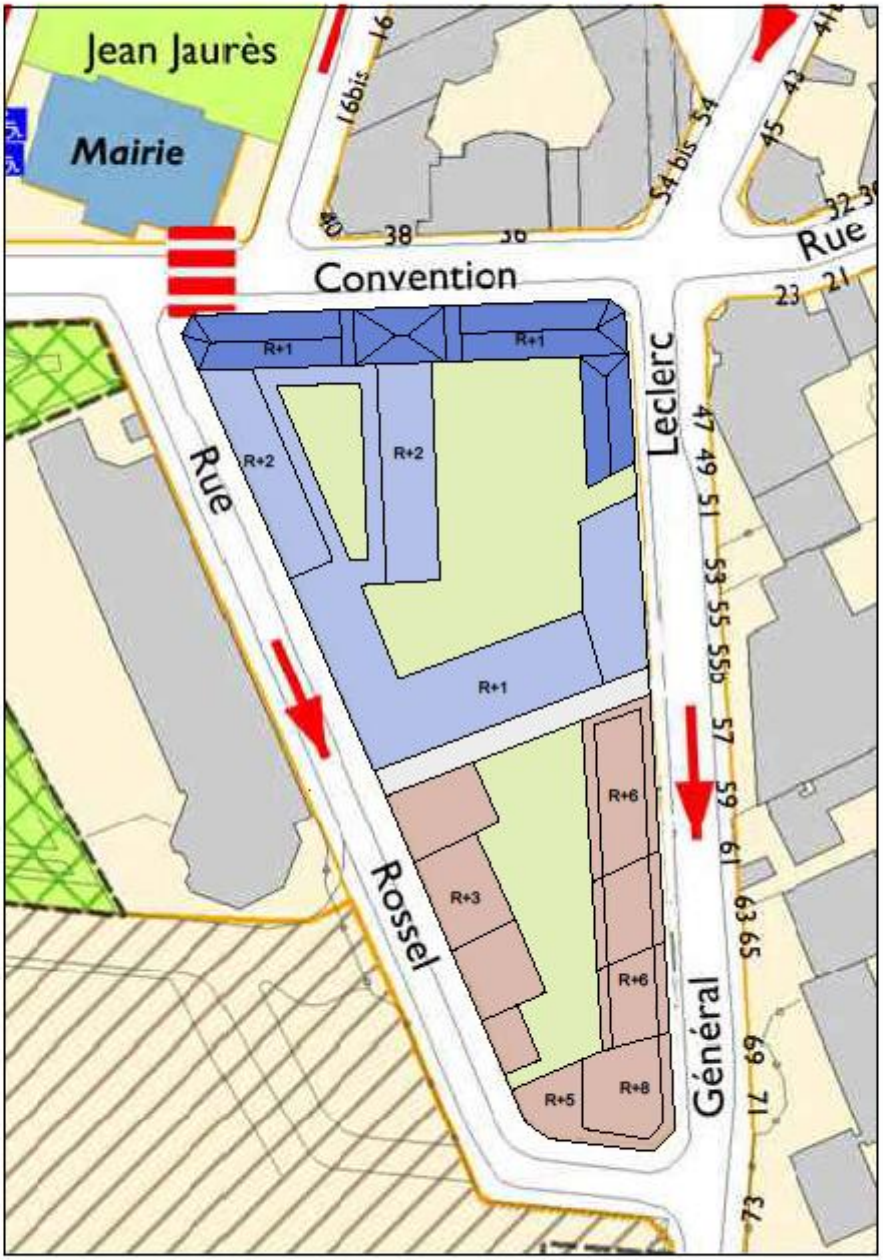
L'îlot Rossel /Leclerc
Le Kremlin-Bicêtre - Scénario 1



Légende:
- Groupe scolaire existant
- Groupe scolaire neuf
- Logement neuf
- Maisons

Le second scénario privilégie un projet qui utilise tout le foncier disponible sur l'ilot. Les gabarits des immeubles sont adaptés à leur environnement en s'adaptant aux gabarits des avoisinants et à la présence de l'hôpital de Bicêtre à l'Ouest côté Rossel.

L'îlot Rossel /Leclerc
Le Kremlin-Bicêtre -Scénario2



Légende:

groupe scolaire existant | groupe scolaire neuf | Logement neuf

2. Insertion environnementale et prescriptions architecturales

a. Les grands objectifs environnementaux

Ce projet vise l'exemplarité environnementale notamment dans la qualité des constructions et la gestion de l'eau et des déchets :

- gestion des eaux pluviales sur le site du projet,
- utilisation d'éco-matériaux participant à la lutte contre la déforestation,
- éclairage extérieur performant,
- ambiance architecturale locale et utilisation de matériaux en filières courtes,
- utilisation économe de l'espace, gérable dans le temps,
- favoriser la nature dans l'espace extérieur
- la valorisation de la biodiversité locale (prairies, fourrés arbustifs..) et le maintien d'une épaisseur végétale sur dalle,
- identifier les accès possibles au site et proposer la solution la plus adaptée au regard des besoins en interconnexions avec le reste de la commune, de la sécurité et de la fonctionnalité, en favorisant les circulations douces.

Une performance énergétique incitant la construction de bâtiments à faible consommation énergétique sera également proposée. Cette faible consommation énergétique serait assurée grâce à une structure évolutive des bâtiments, une sobriété des matériaux de construction, ainsi que la prise en compte de la règlementation thermique. La conception des bâtiments pourrait également être bioclimatique en assurant la compacité des volumes et en intégrant les énergies renouvelables ainsi que les matériaux à faible impact écologique.

b. Parti architectural

La volonté de la commune est de mettre la priorité sur l'insertion du projet dans son environnement. L'équilibre devra être trouvé entre cette volonté et la viabilité économique du projet.

Le principe de composition recherché sera celui d'une architecture à la fois lisible et présente dans l'espace public et qui s'intègre au tissu urbain environnant. Les éléments des bâtiments ainsi que leurs proportions correspondraient à une architecture locale transposée dans une écriture contemporaine.

Le choix des matériaux de construction doit être effectué de manière attentive pour assurer la parfaite intégration avec les bâtiments historiques et sera validé par l'ABF. Ainsi l'utilisation de la couleur sur les façades doit être justifiée par la volumétrie du projet ou les matériaux utilisés. Il doit être recherché un traitement harmonieux de toutes les façades.

Le projet doit être adapté à la réalité du terrain (topographie, accès, orientation, perspective, etc...) et devra s'adapter et être complémentaires avec les espaces publics à proximité auquel il se raccordera. Une attention toute particulière doit être apportée au traitement des rez-de-chaussée (transition entre le sol et le bâtiment, l'espace public et l'espace privé). La pente naturelle de la rue devra être

prise en compte : des accès de pleins pieds sont demandés et une intégration architecturée de la pente au sein de la façade est souhaitée.

L'alignement des immeubles sur la rue du général Leclerc, prévu par l'OAP n°4 sera accompagné d'un traitement qualitatif des espaces publics et des limites environnant l'ilot.

Ces limites seront conçues pour assurer la transition entre l'opération et les quartiers et équipements environnants, et pour intégrer l'ilot aux réseaux des liaisons douces (piétonnes et vélos), notamment celle prévues dans le cadre de l'OAP n°5 « Ruban vert ».

Le potentiel du site sera mis en valeur grâce au traitement paysager qualitatif des espaces publics et des espaces verts du projet.

Création de la ZAC Rossel –Leclerc



Bilan de la concertation

Annexe 2 : Réunions et rencontres

Sommaire :

Atelier Participatif du 29 novembre 2022

- Présentation page 2
- Compte rendu page 15

Les conseils de quartier (14-15-16 mars 2023)

- Présentation page 18
- Comptes-rendus page 21
    - Mairie – fontainebleau
    - Martinets – Le Plateau
    - Barnufles – Cœur de ville

Réunion Publique (25 mars 2023)

- Présentation page 25
- Compte rendu page 31

Atelier Participatif du 29 novembre 2022



En préambule :

- Consultation et concertation préalables sur la rehabilitation de J Zay et son extension avec une école primaire :

- **Parents d'élèves : 29 juin et 13 septembre 2022**
- **Directrices et directeurs et IEN : 22 septembre 2022**

- **Depuis le 28/11/2022, mise en place d'une concertation obligatoire dans le cadre de la creation d'une Zone d'Aménagement Préalable, au titre de l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme qui durera jusqu'en mars 2023**

- **A l'issue de la concertation au titre du CU, une concertation se poursuivra tout au long du projet**

Les modalités de concertation dans le cadre de l'article L103-2 du CU:

- Des **avis administratifs** annonçant les dates d'ouverture et de fermeture de la concertation seront affichées aux emplacements réservés à cet effet et feront l'objet d'une parution dans un journal diffusé dans le département.

- Avant la clôture, un **avis administratif** sera inséré dans un journal diffusé dans le département et affiché aux mêmes endroits, indiquant la date de clôture effective.

- L'**affichage de la délibération** n°2022-093 du Conseil Municipal du 15 juillet 2022.
- Un **dossier mis à disposition du public** à la Direction des Services techniques – Service de l'Urbanisme – 10, rue Etienne Dolet – Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h et sur le site internet de la ville : www.kremlinbicetre.fr.

  (Le dossier de concertation comportera : La présente délibération, un plan de situation, un plan du périmètre étudié, une notice explicative fixant les objectifs du projet et un cahier destiné à recueillir les observations du public).

- Un **registre numérique** accessible sur le site de la ville : www.kremlinbicetre.fr et une **page d'information pédagogique** accessible sur le site de la ville : www.kremlinbicetre.fr

3

Les modalités de concertation dans le cadre de l'article L103-2 du CU (suites) :

- Une **réunion publique d'information**, le **samedi 25 mars à 9h30**, Mairie du Kremlin-Bicêtre

- Un **atelier participatif** sur le thème du projet d'extension de l'école Jean Zay et d'aménagement de l'îlot Rossel Leclerc, le **mardi 29 novembre à 19h**, Mairie du Kremlin-Bicêtre.

- Présentation aux **conseils de quartier** de mars 2023 *(date des conseils de quartier disponibles sur le site de la ville : www.kremlin-Bicêtre.fr).*

Les personnes intéressées peuvent prendre connaissance du dossier de la concertation à la Direction des Services Techniques – Service de l'Urbanisme – 10, rue Étienne Dolet – Du lundi au Vendredi 8h30 – 12h30 et 13h30 -18h.

Pendant toute la durée de la concertation des observations et propositions pourront aussi être adressées avant clôture le 31 mars 2023 :
- Par écrit, sur le registre disponible sur le site de la ville
- Par écrit, sur le registre ouvert au service de l'Urbanisme aux heures d'ouverture du service
- Par correspondance, à l'attention de Monsieur le Maire – 1, place Jean Jaurès 92270 LE KREMLIN- BICÊTRE
- Par voie électronique à l'adresse : concertation@ville-kremlin-bicetre.fr

4

FILIGRANE PROGRAMMATION

Le Kremlin BicEtre

Commune du Kremlin-Bicetre

Définition des besoins : programmation de l'école Brossolette au Kremlin-Bicetre

Scenario de synthese



Avec l'appui du bureau d'études

Filigrane Programmation

Novembre 2022

Le projet du secteur « ilot Leclerc-Rossel »

Environnement urbain : un ilot en renouvellement
Perimetre d'intervention / perimetre de reflexion a definir
Synthese des caracteristiques du site

Environnement urbain : un ilot en renouvellement

- L'Ilot Rossel Leclerc, cible par une operation de renouvellement urbain
  - Association de plusieurs programmes : logements, commerces, ecole elementaire.
  - Articulation de l'Ilot entre une face « boisee » (rue Rossel) et une face urbaine (rue du General Leclerc)

- Relocalisation de l'ecole elementaire Pierre Brossolette
  - Voisine du lycee technologique du meme nom
  - Des problemes fonctionnels qui rendent le demenagement de l'ecole opportun

^Le projet de renouvellement urbain de l'Ilot Rossel-Leclerc est une aubaine pour relocaliser l'ecole elementaire Pierre Brossolette sur le meme perimetre scolaire que l'ecole maternelle Jean Zay et creer des liens entre les deux ecoles.





Le groupe scolaire Jean Zay - Pierre Brossolette

L'evolution des effectifs scolaires Actualisation des besoins en termes de classe Principe de fonctionnement du groupe scolaire Le restaurant scolaire Le centre de loisirs Synthese des surfaces

L'evolution des effectifs scolaires

Synthese des resultats de la prospective scolaire de l'IAU (septembre 2021)

« En depit d'une reprise de la construction dans la Ville du Kremlin-Bicetre, la baisse continue des naissances est a l'origine d'une baisse des effectifs scolaires en maternelle et en elementaire »

^Une baisse des effectifs scolaires dans le tissu existant quelque soit le scenario de fecondite



Les nouvelles operations de construction logements

->Une seule operation prevue dans le secteur

Les operations de construction dans le diffus

PLU en cous de modification (protection du tissu pavillonnaire et encadrement des operations de construction dans le diffus).
Le nombre de logements moyens construits dans le diffus est estime entre 30 et 90 logements / an a lechelle de la commune.

^ Ces operations ne devraient pas generer de besoins supplementaires en termes de classe a l'echelle de l'etabiissement scolaire Jean Zay/ Brossolette.

Entree de ville Sud-Ouest ILOT C PHASE 1	debut construction previsionjanvier 2023	Livraison 2025	Nb logements : 262
Entree de ville Sud-Ouest ILOT B PHASE 2	debut construction previsionjanvier 2024	2026	114
Gare KB Hopital	PC delivre previsionjanvier 2022	previ-2027	120
Ilot Rossel/Leclerc	debut construction previsionjanvier 2024	previ-2026	95
Entree de ville Sud-Ouest PHASE 3 ILOT D	debut construction 2025 previsionjanvier 2020	2027	114
Entree de ville Sud-Ouest PHASE 4 ILOT E	debut construction previsionjanvier 2026	2028	116
Entree de ville Sud-Ouest PHASE 5 ILOT A	debut construction previsionjanvier 2027	2029	230
Ilot Lech Walesa	debut construction prevision 2025	previ-2030	150

Actualisation des besoins en termes de classe

Suite a l'ouverture d'une salle de classe maternelle, et aux directives de l'academie de Creteil concernant le nombre d'eleves par classe, les besoins en termes de classe ont ete actualises :

^ Maternelle :

7 classes entre 24 (GS) et 30 eleves maximum, soit 200 eleves au total

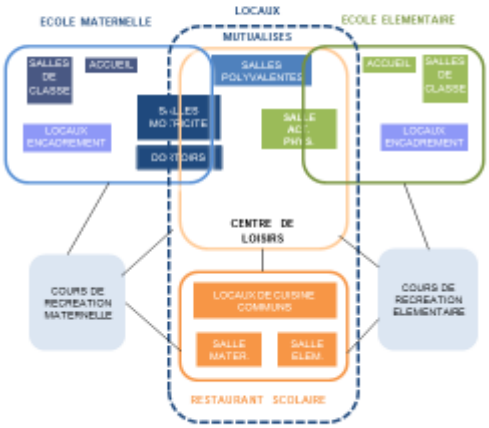
^ Elementaire :

10 classes entre 24 (CP + CE1) et 27 eleves maximum, soit 258 eleves au total

Principes de fonctionnement du groupe scolaire

Des accès distincts

- **Deux accès distincts** pour l'école maternelle et l'école élémentaire. Les deux accès pourront toutefois donner sur la rue Rossel.
- **Des accès indépendants** pour le centre de loisirs, ainsi que pour le restaurant scolaire sont souhaitables



Concrétiser les opportunites de mutualisation

La rapprochement des écoles Jean Zay et Pierre Brossolette sur un meme site est une aubaine pour mutualiser leurs locaux.

! *Les conditions de reussite de ces mutualisations sont a affiner avec les enseignants.*

→ **entre les écoles et le centre de loisirs**

- Les salles d'activites maternelle et elementaire, et les dortoirs sont a mutualiser avec le centre de loisirs.

→ **entre l'ecole maternelle et l'ecole elementaire**

- **Un logement de fonction pour le gardien** pour l'ensemble du groupe scolaire.
- **Un restaurant scolaire,** et notamment l'office cuisine
- **Une infirmerie**

Des espaces dedies aux personnels et equipes enseignantes distinctes

- **Prevoir une salle des enseignants par école** et une salle dédiée aux animateurs du centre de loisirs

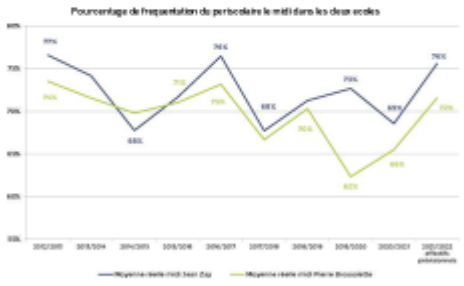
Le centre de loisirs

Preambule situation actuelle

^ **Frequentation du periscolaire dans les ecoles Jean Zay et Pierre Brossolette les plus importants dans les deux ecoles : temps de pause meridienne**

Un taux de frequentation les mercredis qui oscille :

- Entre 68 et 77 % pour la maternelle
- Entre 62 et 74 % pour l'elementaire



Hypothese retenue

Choix de deux hypotheses de frequentation :

- **Hypothese haute : 80 % pour la maternelle + 75 % pour l'elementaire**
- Hypothese basse : 70 % pour la maternelle + 65 % elementaire

Fonctionnement du nouveau centre de loisirs

L'ensemble des activites periscolaires et extrascolaires se deroulent dans l'enceinte du groupe scolaire.
Le centre de loisirs accueillera les eleves de l'ecole maternelle Jean Zay et de l'ecole elementaire Brossolette.
Le centre de loisirs profitera de salles dediees et specifiques suivant l'age des enfants, mais aussi des salles d'activites mutualisees avec les ecoles et de leurs cours de recreation.

Le restaurant scolaire

Fonctionnement de la restauration

La restauration maternelle et elementaire est organisee en deux services.

Des salles de restaurant sont dediees aux eleves suivant leur tranches d'ages et le mode de fonctionnement du service :

- a table pour les eleves en maternelle,
- en self pour les eleves en elementaire.

Aucune salle de restauration n'est prevue pour le personnel. Les equipes enseignantes et surveillants dejeunent dans les memes espaces que les

L'office cuisine

Le restaurant scolaire profite d'une office cuisine mutualisee. La livraison est assuree en liaison froide. Le rechauffage est le dressage est assure dans l'office, mais aucune transformation n'est realisee sur place.

^ Taux description 72 a 80 %

Synthese des surfaces

Besoins immobiliers - octobre 2021

ECOLE MATERNELLE	ECOLE ELEMTENTAIRE	CENTRE DE LOISIRS	RESTAURATION
7 classes - env. 200 enfants	10 classes - env. 258 enfants	1300 m2 SU	370 m2 SU
820 m² SU	900 a 980 m2 SU	1760 m2 SP	500 m2 SP
1 100 m2 SP	1 230 a 1 330 m2 SP		
		AUTRES ESPACES MUTUALISES	
		140 m2 SU	
		190 m2 SP	

GROUPE SCOLAIRE
4 800 a 4 900 m2 S.P.

Scenario de synthese

Donnees d'entree
Presentation detaillee du scenario

Donnees d'entree

© Evolution du batiment existant :

- La facade Nord classee et l'aile Est en pierre, a caractere patrimonial sont conservees
- Extension en etage ou demolition/reconstruction des deux autres ailes du batiment existant suivant la faisabilite technique
- Demolition de la salle polyvalente et de l'aile sud du centre de loisirs

Les acces :

- 2 entrees principales (maternelle et elementaire) rue Rossel,
- ^ 1 acces independant au sous-sol a l'angle de l'avenue G. Leclerc et de la rue de la Convention
- ► Conservation de deux acces non PMR logistique/sortie de secours rue du G. Leclerc et avenue du General Leclerc
- ^ 1 acces logistique cree rue General Leclerc pour le restaurant scolaire
- ^ 1 acces pompier desservant les cours de recreation

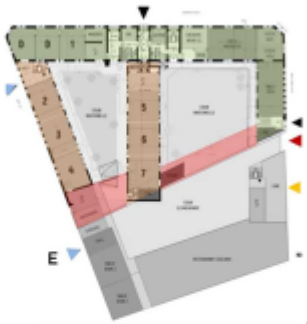
© Positionnement des quatre entites :

- Ecole maternelle dans la partie Ouest du site en rez-de-chaussee
- Ecole elementaire dans la partie Ouest du site en etage
- Centre de loisirs reparti dans la partie Est du site (rez-de-chaussee et sous-sol) et dans le nouveau batiment au Sud pour les salles d'activites elementaires en R+1 principalement
- Restaurant scolaire au sud du site, en rez-de-chaussee de la construction neuve.

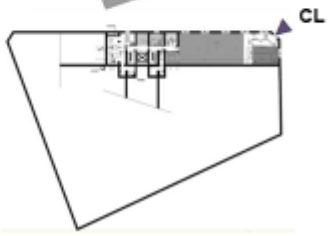
® Fermeture temporaire de l'ecole maternelle pendant le chantier :

- Interventions consequentes (desamiantage, reprise structure, demolition/reconstruction, ...) sur la majorite des locaux scolaires de l'ecole maternelle existants, ne permettant pas une continuite d'activite pour cet etablissement.

Rez-de-chaussee



Sous-sol



Presentation du scenario de synthese



Les locaux conserves

- Sous-sol:
- Conservation des locaux techniques (chaufferie),
- Mise en accessibility et conservation d'un acces independant,
- Reconversion des locaux pour accueillir des salles d'activites dediees aux eleves de maternelle du centre de loisirs.
- Aile Nord et aile Est
- • Partie Est: reamenagement pour accueillir le centre de loisirs,
- Partie Ouest: reamenagement pour accueillir des locaux de l'ecole maternelle,
- En etage : conservation d'un des deux logements de fonction, reamenagement du second en locaux dedies a l'ecole elementaire (bureau de direction, vestiaire des agents, etc.)

Les extensions en etage ou demolition -reconstruction (suivant la faisabilite technique et structurelle)

- Agrandissement des salles de classe maternelle,
- Elargissement des circulations,
- Elevation sur deux etages pour accueillir les salles de classe elementaire.

Construction neuve au sud du groupe scolaire :

- Creation du restaurant scolaire maternelle et elementaire au Sud du site,
- Centre de loisirs elementaire au rez-de-chaussee et R+1 du nouveau batiment,
- Seconde cour de l'ecole elementaire en terrasse, en R+2.

Scenario de synthese | Zoom sur l'ecole maternelle



Salles de classe :

- Des salles de classe plus **genereuses**, en adequation avec les preconisations du Ministere de l'Education
- A proximite de plusieurs blocs de **sanitaires**.

Salles d'activites :

- Les salles de motricite mutualisees avec le centre de loisirs sont proches d'une partie des salles de classe maternelle

Cours de recreation :

- **Deux cours** de recreation differenciees (de **250** et **550 m²**), pour un ratio relativement satisfaisant de **4 m² par eleve** (ratio de 5 m² / eleve preconise par le Ministere),
- Mise a distance entre les salles de classe et les cours de recreation par la presence de **circulations**,
- Des cours maternelles communicants avec la cour elementaire, permettant une certaine permeabilite et un acces facilite au restaurant scolaire depuis l'ecole maternelle,
- **Preaux** non materialises mais prevus dans le dimensionnement.

Espaces du personnel :

- Des locaux regroupes au centre de la construction existante, et profitant d'un acces independant (non accessible) depuis la rue de la Convention.

Locaux mutualises du groupe scolaire :

- **Infirmerie** et les bureaux **gardien/RED** positionnes entre l'ecole maternelle et le hall de l'ecole elementaire.

Scenario de synthese | Zoom sur l'ecole elementaire





Salles de classe :

- **Des salles de classes generieuses**, ne disposant toutefois **pas de salles d'ateliers**
- Repartition des sanitaires, garantissant une proximite avec les salles de classe.

Salles d'activites

- Les salles de classe du R+1 sont relativement a proximite des salles d'activites mutualisees du centre de loisirs. En revanche certaines salles de classe situes au R+2 sont eloignes de la circulation verticale situe a proximite des salles d'activites.

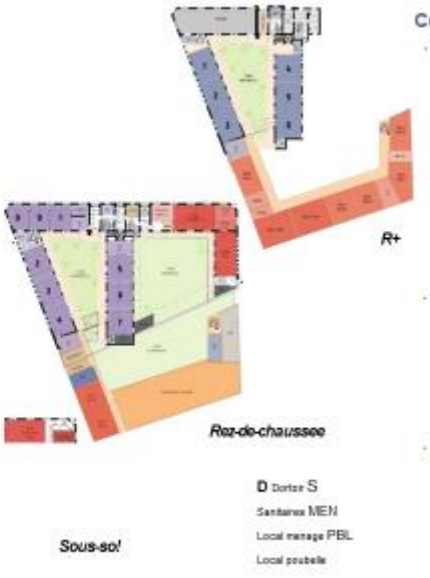
Cours de recreation :

- Deux cours de recreation differenciees : une cour de recreation en RDC pour les **jeux de ballons** (500 m²) et une cour en etage (620 m²), pour un ratio satisfaisant de **4,5 m² par eleve** (ratio de 5 m2 / eleve preconise par le Ministere).
- Des sanitaires a proximite des deux espaces exterieurs de recreation.
- ***Preaux*** *non materialises mais prevus dans le dimensionnement.*

Espaces du personnel :

- Des locaux repartis entre R+1 et R+2, a proximite d'une circulation verticale, et relativement en retrait des salles de classe.

Scenario de synthese | Zoom sur le centre de loisirs



Centre de loisirs :

- Maternelle

Capacite d'accueil : 150 eleves, soit 75% de l'effectif maternelle (besoins estimes entre 70 et 80%)

- Les salles d'activites maternelle sont regroupees au Nord-Est du site et reparti sur deux niveaux.
- Il est accessible depuis les circulations interieures du groupe scolaire et profite d'un **acces independant**
- Salles pour la **maternelle** dans l'aile est du batiment existant reserve

- Elementaires

Capacite d'accueil : 230 eleves, soit 88 % de l'effectif elementaire (besoins estimes entre 65 et 75 %)

- Salles d'activites elementaire principalement situees en R+1 (deux salles d'activites au rez-de-chaussee), au Sud du site

- Locaux d'encadrement

- Ils sont repartis entre le centre de loisirs maternelle et le centre de loisirs elementaire : la salle dediee aux animateurs est situee a proximite des salles d'activites maternelle et le bureau de Direction est situe a proximite des salles d'activites elementaire au R+1 de la construction situee au Sud du site, **risquant de complexifier l'organisation des equipes**

Scenario de synthese | Zoom sur le restaurant scolaire



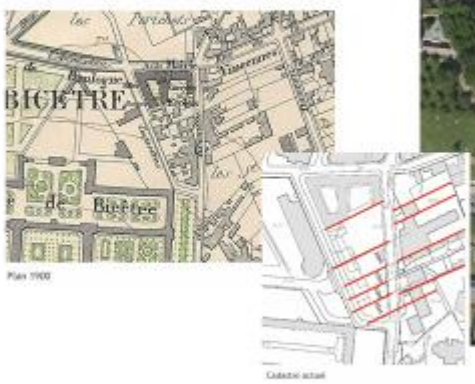
Locaux situes dans le batiment neuf, en **lien** direct **avec les deux ecoles**, via les cours de recreation du RDC.

A proximite des sanitaires des cours de recreation.

Disposant d'un **espace de livraison** propre.

Capacite d'accueil : **80 % de l'effectif** scolaire en **deux services**.

Périmètre de l'ilot ROSSEL LECLERC





La requalification de l'ilot
Scénario 1



La requalification de l'ilot
Scénario 2



Le compte-rendu

Réunion RPE
Atelier participatif dans le cadre de la concertation du nouveau groupe scolaire concernant les écoles

J. ZAY et P. BROSSOLETTE
Le 29 novembre 2022

Objet : Relevé de décisions
Date : 29/11/2022

Lieu : Salle du Conseil

Participants :

- Ville : JL. LAURENT – G. BASSEZ – JF. DELAGE - C. LORIDANT - K. ZIN EL ABIDINE
- Parents d'élèves :

Mme RUDENT – M. GAUTIER – Mme ARABI – Mme SEVIN – Mme RIEGEL – Mme AZZOUG

M. ED DAOUDY – Mme ZEGGANE – M. SAUGUET – Mme BOURLAND – Mme LEFEVRE –

M. YAHIA CHERIF – Mme TISACA – Mme CANONIGA.

Il est rappelé en préambule les deux réunions avec les parents d'élèves, l'une le 29 juin 2022 et l'autre du 13 septembre 2022. Celle d'aujourd'hui, avec les nouveaux parents d'élèves élus, s'inscrit dans le cadre de la procédure de concertation au titre de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme en vue de la création d'une Zone d'Aménagement Concerté sur l'ilot Rossel Leclerc.

Cet atelier participatif a ainsi pour objet de prendre en compte les remarques et suggestions pour améliorer l'étude programmatique qui a été conduite en 2021-2022 sur la réhabilitation de l'école maternelle Jean Zay, et améliorer son fonctionnement d'une part, et l'extension pour l'école primaire Pierre Brossolette d'autre part. Il est prévu le transfert de l'école élémentaire Pierre Brossolette sur le site de l'école maternelle Jean Zay. En effet, aujourd'hui le bâtiment où se situe l'école élémentaire est partagé avec un lycée. Cet état de fait provoque des difficultés, notamment en termes de séparation des flux entre les écoliers et les lycéens.

En deuxième lieu, cet atelier permettra de montrer des premières esquisses du nouveau groupe scolaire et son intégration au sein de l'ilot Rossel-Leclerc selon deux scénarii.

1. **Les remarques soulevées par les parents d'élèves :**

- Souhaits de modifier la localisation des sanitaires et dortoirs en articulation avec les classes de petites sections
- Souhaits de préaux dans les cours de récréation pour protéger les enfants ainsi que de créer des cours arborées de type ilots de fraicheur (bitumes de différentes couleurs ; végétalisation…).

↳ Voir également pour des jardins pédagogiques dans, ou en dehors de l'enceinte scolaire, en fonction de l'aménagement de l'ilot Rossel Leclerc

- Une attention particulière est soulevée sur la localisation de la loge de gardien et de l'infirmerie (coté Rossel) qui est à l'opposé de l'entrée des livraisons (rue Général Leclerc), le possible risque d'intrusion coté Leclerc et des livraisons par la cour de récréation. Ce point sera regardé en termes de fonctionnement et d'usage.
- Souhaits d'un ascenseur (accès PMR), et questions relatives autour de l'accessibilité PMR
- Demandes liées au mode de chauffage et de performance énergétique, voire d'autonomie en énergie.
- Questions relatives à l'accès pompier et sa localisation : il est prévu le long de la rue Général Leclerc

Il est également précisé qu'à ce jour des variantes et adaptations possibles existent et qu'elles ne seront levées qu'en fonction de l'évolution de l'aménagement de l'ilot et/ou de la phase ultérieure du programme technique détaillé du groupe scolaire et de la phase de consultation des entreprises :

- L'entrée de l'école primaire côté Rossel pourrait évoluer côté sente piétonne, pour rechercher un cœur d'ilot en espaces verts dans la partie Sud en lien, avec la sortie et l'entrée repositionnées
- La localisation des salles de classes / dortoirs / sanitaires

Enfin, il est souligné positivement par les parents:

- La taille des salles de classes, d'activité et de motricité
- Une salle de restauration de plain-pied
- Les entrées séparées entre maternelle et primaire
- Le regroupement en un seul groupe scolaire, la maternelle et la primaire

2. Le nouveau groupe scolaire sur l'ilot Rossel Leclerc

Sur la base des deux scénarii présentés, les questions posées portent sur :

- Les difficultés futures de l'accès à l'hôpital par l'entrée actuelle, rue Rossel, et la fermeture, à la circulation automobile
  Réponse : Des discussions sont en cours avec l'APHP. Il existe d'autres accès, notamment du côté de la nouvelle gare de la ligne 14 mais également du côté rue Séverine. La ville a exprimé son souhait de supprimer l'accès rue Rossel mais ce scénario obligeait l'APHP à revoir totalement son plan de circulation interne. Dans ce contexte, la ville a engagé une réflexion sur le schéma de circulation du quartier (rues Rossel, Convention, Danton, Général Leclerc). Ce schéma sera élaboré avec les habitants et les usagers du quartier. Parmi les options possibles, la fermeture à la circulation ponctuelle, comme les jours de marché par exemple, ou plus pérenne fera partie de la réflexion sur le devenir de l'ilot

- La présence d'habitants dans la partie Sud de l'ilot est posée, et de leur devenir.
  Réponse : il y a encore des habitants en effet ; dans le cadre de la procédure qui a été conduite de DUP Réserve Foncière, l'avis du commissaire-enquêteur a porté une recommandation dans « l'accompagnement au relogement des occupants de l'ilot au cas par cas », l'autre portait sur la « consultation / concertation allant au-delà des obligations légales » (Cet atelier participatif s'inscrit dans cette concertation).

- La commune souhaite avant tout engager des négociations amiables avec les propriétaires, avant toute expropriation. Une attention particulière sera aussi portée en direction des habitants qui sont locataires.

- Il est précisé que sur les 2 scénarii présentés, il n'y a rien de décidé à ce jour, et que selon le scénario qui sera retenu, le financement par l'aménagement de l'ilot pour le groupe scolaire sera différent.

- Le calendrier de réalisation du groupe scolaire
  Réponse : sur la base des remarques et questions posées, il est prévu de travailler sur le programme technique détaillé début 2023, permettant de lancer les consultations au 4eme trimestre. Un démarrage travaux pourrait ainsi être envisagé sur 2024-2025.

- Le coût du nouveau groupe scolaire
  Réponse : il faut compter environ 1M€ / classe, soit pour les 17 classes visées, un cout estimé entre 16 et 19 M€ HT.

- Le nombre de logements prévu sur l'ilot
  Réponse : il n'est pas déterminé à ce jour car dépend aussi de la typologie de logement souhaité : accession, accession sociale, logement social et logements spécifiques.

- La localisation des enfants de l'école maternelle lors des travaux
  Réponse : il est préférable d'accueillir les enfants selon les capacités d'accueil sur différentes écoles existantes (Buisson, Péguy, Desnos par exemple), plutôt que dans des algécos. Cette analyse est en cours.

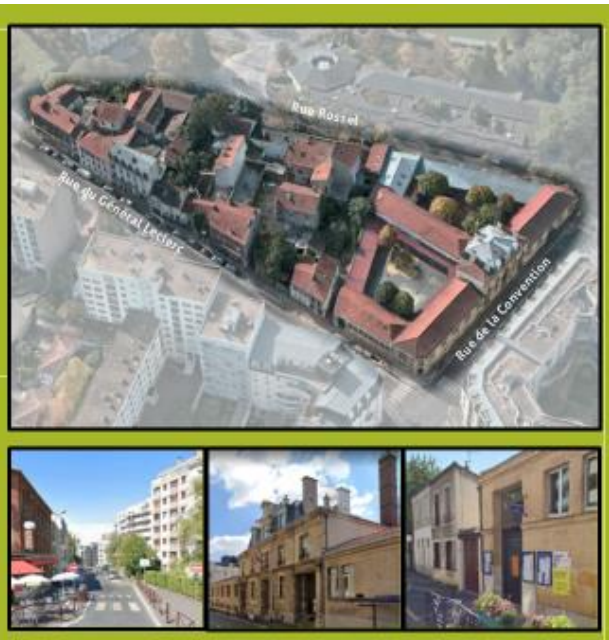
Les conseils de quartier des 14, 15 et 16 mars

Le Kremlin Bicêtre

CONCERTATION EN VUE DE LA CRÉATION DE LA ZAC ROSSEL LECLERC

CONSEILS DE QUARTIER

14, 15 ET 16 MARS 2023

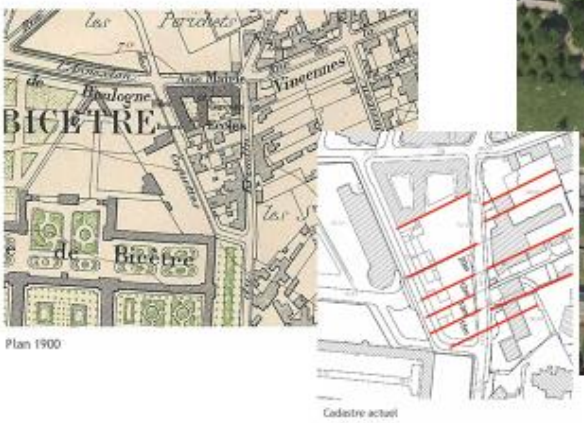


Le Kremlin Bicêtre

1. Ilot Rossel Leclerc : le périmètre d'étude
2. Enjeux et orientations de politiques publiques
3. Premières réflexions de scénarii sur l'ilot Rossel Leclerc (hors enjeux commerce, mobilités et trame verte)

Le Kremlin Bicêtre

Périmètre de l'ilot ROSSEL LECLERC



Plan 1900

Cadastre actuel



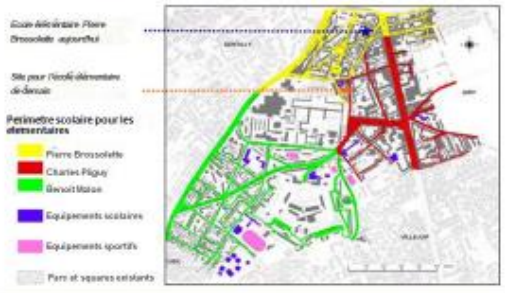
Le Kremlin Bicêtre

Environnement urbain : un ilot en renouvellement

- L'ilot Rossel - Leclerc : une opération de renouvellement urbain
  - ENJEUX EN DEVELOPPEMENT URBAIN : Association de plusieurs politiques publiques : habitat, commerces, mobilités / déplacements et équipements
  - ENJEUX EN DEVELOPPEMENT DURABLE : Articulation de l'ilot entre une partie « végétalisée» (rue Rossel) et une partie « urbaine » (rue du General Leclerc)

- Relocalisation de l'école élémentaire Pierre Brossolette et réhabilitation de l'école maternelle Jean Zay
  - Situation actuelle : Partage de locaux jouxtant le lycée technologique
  - Des problèmes fonctionnels rendant le déménagement de l'école opportun

Le projet de renouvellement urbain de l'ilot Rossel-Leclerc est une aubaine pour relocaliser l'école élémentaire Pierre Brossolette dans le même périmètre scolaire que l'école maternelle Jean Zay et ainsi créer des liens entre les deux écoles.





Mise à jour de la programmation de l'ecole Brossolette au Kremlin-Bicetre |

Environnement urbain : un ilot en renouvellement

- L'ilot Rossel - Leclerc : une opération de renouvellement urbain
  - ENJEUX EN DEVELOPPEMENT URBAIN : Association de plusieurs politiques publiques : habitat, commerces, mobilités / déplacements et équipements
  - ENJEUX EN DEVELOPPEMENT DURABLE : Articulation de l'ilot entre une partie « végétalisée» (rue Rossel) et une partie « urbaine » (rue du General Leclerc)

- Relocalisation de l'école élémentaire Pierre Brossolette et réhabilitation de l'école maternelle Jean Zay
  - Situation actuelle : Partage de locaux jouxtant le lycée technologique
  - Des problèmes fonctionnels rendant le déménagement de l'école opportun

Le projet de renouvellement urbain de l'ilot Rossel-Leclerc est une aubaine pour relocaliser l'école élémentaire Pierre Brossolette dans le même périmètre scolaire que l'école maternelle Jean Zay et ainsi créer des liens entre les deux écoles.





La requalification de l'ilot
Scénario 2





Les comptes-rendus

Mairie – Fontainebleau

La concertation proposée s'inscrit dans le cadre de la concertation dite obligatoire en vue de l'aménagement de la ZAC Rossel-Leclerc. La composition de l'îlot a été présentée.

La ZAC Rossel Leclerc accueillera des logements neufs ainsi que des commerces en rez-de -chaussée. L'école Jean Zay sera réhabilitée et l'école Brossolette reconstruite. Les deux écoles constitueront un nouveau groupe scolaire. Des espaces verts en cœur d'ilot seront mis en place et un cheminement piéton pourrait être créé. Ce dernier sera fermé le soir pour des raisons de sécurité.

L'objectif de cette présentation était d'ouvrir le dialogue et de faire un point d'étape entre juin et aujourd'hui. Il y a la volonté de poursuivre cette concertation et avec ces idées qui sont nées à partir du processus de concertation, qui est toujours ouvert aux propositions.

Deux scénarios sont mis en débat : Le scénario 1 maintient des parcelles avec pavillons sur la rue Rossel alors que le scénario 2 propose un projet global de renouvellement urbain.

Jean-Luc Laurent : Comme évoqué lors des précédents conseils de quartier, ce projet a donné lieu à une réunion avec une balade sur le quartier pour fixer les enjeux et orientations. L'objectif de ce périmètre est l'amélioration de l'habitat, qui est particulièrement dégradé au niveau de la rue du Général Leclerc, et le renouvellement urbain pour permettre la réalisation de la nouvelle école. Les parties latérales de l'école sur les rues Général Leclerc et Rossel feront l'objet d'une restructuration et d'une modification dans le cadre du projet d'aménagement de la nouvelle école.

Quelles seront les nouvelles constructions ?

Jean-Luc Laurent : Sur la hauteur les nouvelles constructions ne seront pas plus hautes que les immeubles d'en face. L'accession à la propriété et aux logements sociaux sont envisagés, mais la

question du type de logement n'est pas encore tranchée. La discussion va se poursuivre. Ce projet répond à ce qui a été entendu antérieurement.

Le terrain appartient à des constructeurs. Il y aura une procédure de désignation d'un aménagement, suivie d'un appel à projet. Le promoteur sélectionné construira en fonction du plan prévu par la Ville (réglementation de la hauteur, qualité environnementale…). Il est aussi envisagé suite aux discussions avec l'Etat concernant un projet labélisé avec la démolition de 120 logements, de reconstruire pour permettre le relogement des habitants dont les logements seront détruits. Il y aura des reconstructions à différents endroits de la Ville et un dialogue sera engagé avec chaque famille concernée au niveau de la résidence Schuman.

Service technique : Entre 80 et 150 logements sont prévus.

Jean-Luc Laurent : La volonté de la Ville dans toutes constructions de plus de 1 000 mètres carrés est de respecter la règle des 30% de logements locatifs sociaux familiaux.

Qu'en sera-t-il de la sécurité au niveau des écoles ?

Jean-Luc Laurent : Nous réfléchissons à créer un espace sécurisé pour déposer et récupérer les enfants au niveaude l'école élémentaire. Vous retrouverez l'ensemble des éléments sur kremlinbicêtre.fr

Barnufles – Cœur de ville

Frederic Raymond a présenté le projet. Ce projet prévoit une zone d'aménagement concerté. Il a d'ores et déjà obtenu une déclaration d'utilité publique. L'habitat depuis de nombreuses années nécessite un projet de renouvellement urbain qui suppose une maitrise des parcelles. L'élaboration du projet incombe donc maintenant à la ville qui veut mettre en place une concertation et prendre en compte les enjeux de développement de commerces, de mobilité douce, de développement durable et de renouvellement d'espaces aux cotés de la réalisation d'un groupe scolaire. A ce sujet, l'école Jean-Zay sera réhabilité avec une surélévation et une extension pour faire la reconstruction de l'école Brossolette actuellement dans des locaux partagés avec des lycéens et étudiants. Le projet scolaire a été concerté avec les parents d'élèves et l'Education Nationale. La partie école est stabilisée. Deux scénarios sont mis en concertation :

Scénario 1 : Le projet prévoit de maintenir deux parcelles de maisons sur la rue Rossel et la réalisation de logement diversifiés et de commerces de proximité.

Scénario 2 : Ce projet prévoit un renouvellement urbain sur toute la parcelle sans maintenir de maisons existantes.

Dans les deux scénarios il est envisagé de réaliser des logements qui permettent notamment de reconstituer une partie des logements de façon certaine.

Sur la partie développement durable, l'application des nouvelles normes et la conservation des éléments historiques sont prévues. Le projet sera tranché avant cet été.

Questions des habitants sur le projet

Rue Rossel actuellement c'est une voie dans laquelle il y a beaucoup de passage car il y a l'entrée de l'hôpital comment la rendre piétonne et dans quelle temporalité ?

Frédéric Raymond : Au lieu d'avoir 2 entrées, on peut très bien envisager une circulation différente sans que cela soit dommageable. Cela nécessite un réaménagement de circulation que l'on engagera avec l'APHP. L'objectif étant également de sécuriser la sortie de l'école Jean-Zay pour les parents et les enfants.

Jean-Luc Laurent : Un courrier a été fait à l'APHP il y a 2 ans. La problématique étant que c'est une voie d'accès pompier. L'APHP n'est pas favorable à la fermeture de leur accès actuellement à cause du projet de la ligne 14.

Nous comptons tout de même trouver une solution quand la ligne 14 sera active. Nous avons également la volonté d'apaiser l'ensemble des entrées d'écoles.

Comment attirer de nouveaux commerces ?

Frédéric Raymond : nous souhaitons des commerces de bouches et des commerces proximité.

Jean-Luc Laurent : notre volonté sur la rue General Leclerc c'est de remettre du commerce de proximité notamment en rez-de-chaussée. Se pose la question des prix de l'immobilier. Notre ville est dans le dispositif des centres-villes vivants. Le projet du syndicat d'action foncière sur l'entrée de ville Grand-Sud sera voté en Conseil municipal dans prochainement. Par ailleurs, la métropole du Grand Paris est en train de créer une foncière pour acquérir des locaux, les transformer et accompagner les collectivités territoriales.

Corinne Bocabeille : Les locaux au Kremlin-Bicêtre coûtent chers. Notamment sur la RD7 qui est une localisation très spéculative. Pour vous donner un exemple, un local de 15 m2 en location coûte 1 500 € par mois.

Qu'allez-vous faire du Petit Relais, peut-il rester dans les mêmes conditions ?

Frédéric Raymond : il a une priorité à cet emplacement mais il y aussi ce que souhaite faire ce commerçant. C'estune négociation que l'on doit avoir avec lui. S'il ne souhaite pas rester à cet emplacement, nous devons lui trouverun espace similaire et nous sommes dans l'obligation de le reloger.

Jean-Luc Laurent : Je suis attentif au commerce de proximité. Le bien a été cédé par l'Etablissement Public Foncier d'Île-de-France. On a rencontré le titulaire du fond. Quand un commerçant s'en va, il doit recevoir une indemnité et il doit être réinstallé. A ce stade, nous lui avons proposé de l'aider à rechercher un autre lieu dans le secteur mais il n'envisage pas de reprendre d'activité tout de sui

Martinets – Le Plateau

Jean-Luc Laurent a présenté le projet. Ce projet prévoit une zone d'aménagement concerté. Il a d'ores et déjà obtenu une déclaration d'utilité publique. L'habitat depuis de nombreuses années nécessite un projet de renouvellement urbain qui suppose une maitrise des parcelles. L'élaboration du projet incombe donc maintenant à la ville qui veut mettre en place une concertation et prendre en compte les enjeux de développement de commerces, de mobilité douce, de développement durable et de renouvellement d'espaces aux cotés de la réalisation d'un groupe scolaire. A ce sujet, l'école Jean-Zay sera réhabilité avec une surélévation et une extension pour faire la reconstruction de l'école Brossolette actuellement dans des locaux partagés avec des lycéens et étudiants. Le projet scolaire a été concerté avec les parents d'élèves et l'Education Nationale. La partie école est stabilisée. Deux scénarios sont mis en concertation :

Scénario 1 : Le projet prévoit de maintenir deux parcelles de maisons sur la rue Rossel et la réalisation de logement diversifiés et de commerces de proximité.

Scénario 2 : Ce projet prévoit un renouvellement urbain sur toute la parcelle sans maintenir de maisons existantes.

Dans les deux scénarios il est envisagé de réaliser des logements qui permettent notamment de reconstituer une partie des logements de façon certaine.

Sur la partie développement durable, l'application des nouvelles normes et la conservation des éléments historiques sont prévues. Le projet sera tranché avant cet été.

Question : N'allons-nous pas détruire un monument historique ?

Jean-Luc Laurent : Il y avait un estaminet mais rien n'indique que c'était le Kremlin. Il était situé aux 53 rue du Général Leclerc, de l'autre côté, donc en dehors du projet. Selon une étude, la dimension mémorielle de la Ville sera intégrée dans le projet qui reste à élaborer en concertation.

La réunion publique du 25 mars 2023

Le Kremlin Bicêtre

REUNION PUBLIQUE

CONCERTATION ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) ROSSEL - LECLERC

25 MARS 2023





Le Kremlin Bicêtre

1. Diagnostic et enjeux
2. Les scenarii urbains
3. Le pré-bilan de la concertation obligatoire
4. Les temps du projet et de la concertation

Le Kremlin Bicêtre

Diagnostic et enjeux

(Rappel des enjeux et diagnostics présentés en réunion du 24 novembre 2022)

Le Kremlin Bicêtre

Diagnostic de l'ilot

Le commerce



Un pôle historique

L'habitat



Un habitat dégradé

Le groupe scolaire



Une possibilité de relocalisation de l'école Brossolette

L'environnement



Un patrimoine végétal peu développé

Les mobilités



Une bonne desserte en transports en commun, des mobilités douce limitées

Les enjeux urbains et de développement durable de l'ilot

Le commerce

Un Linéaire commercial
à recomposer ?

L'habitat

Des besoins pour :
- les habitants de l'ilot;
- le logement locatif social,
- l'accession sociale à la propriété
- l'accession classique

Faciliter et promouvoir le parcours résidentiel des kremlinois

Le groupe scolaire

Création d'un groupe scolaire regroupant :
- une école maternelle,
- une école primaire,
- un centre de loisirs,
- un restaurant scolaire

L'environnement

Les enjeux de l'OAP « Ruban vert »
- Créer une continuité largement végétalisée générant une identité paysagère (rue Rossel),
- Favoriser la mise en réseau des espaces verts existant et en projet,
- Végétalisation des façades

Les mobilités

- Créer une zone de circulation apaisée ;
- Favoriser la diminution du trafic automobile,
- Augmenter la desserte en transport en commun
- Créer une ouverture Est / Ouest au cœur de l'ilot.

Embellir la ville et valoriser l'histoire et le patrimoine

- Etudier une surélévation de l'école avec la conservation en l'état de la façade principale, rue de la Convention

- Proposer un espace muséal dédié à l'histoire de l'ilot dans la constitution de la Ville

Le Kremlin Bicêtre

Les scenarii urbains

Le Kremlin Bicêtre

La requalification de l'ilot
Scénario 1



Le Kremlin Bicêtre

La requalification de l'ilot
Scénario 2



Le Kremlin Bicêtre

Pré-bilan de la concertation :

- Avis et remarques recueillis dans les registres numérique et papier
(A la date du 23 mars)
- Avis des 3 comites de quartier
- Atelier participatif sur le groupe scolaire

L'équipement scolaire
- Construire ailleurs l'équipement scolaire
- Avis favorables à l'équipement scolaire
- Besoins exprimés de la communauté éducative

Environnement
- Végétalisation
- Enjeux climatiques
- Biodiversité locale
- Création d'un ilot de verdure
- Eco-quartier

Logements
- Pas de logements sociaux supplémentaires
- Pas de nouveaux habitants

Les habitants de l'ilot
- Quel relogement pour les différents locataires de l'ilot ?
- Prendre en considération la volonté des propriétaires dont les biens sont en bon état et ne souhaitant pas vendre

Architecture
- Revoir complètement l'épannelage urbain de l'ilot
- Préserver les pavillons
- Hauteur des bâtiments et insertion dans le tissu urbain existant
- Réhabilitation - Démolition
- Démolition EX : démolir le 68-72, rue du général Leclerc et réhabiliter les constructions existantes

Le projet urbain
- Favorable au scénario 1
- Revoir partiellement le projet d'aménagement de la ZAC
- Opposition au scénario 2

Patrimoine
- Mémoire collective
- Ancrage historique

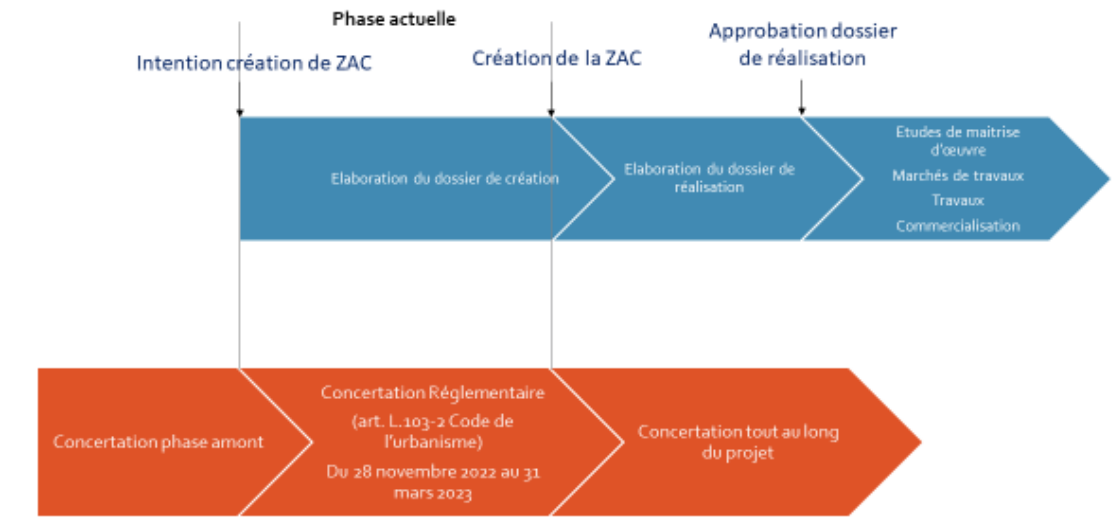
Esprit du lieu
- Esprit champêtre de l'ilot Rossel
- Garder le caractère village
- Charme de la rue Rossel

Activités – Commerce
- Devenir du café à la pointe de l'ilot
- Pas de commerce
- Maintien des activités artistiques, touristiques et artisanales
- Stratégie commerciale et flux
- Mixités fonctionnelles

Mobilités et Voirie
- Liens avec l'APHP
- Elargissement des trottoirs
- Requalification rues Rossel et Leclerc
- Liaisons entre la rue Danton / rue Général Leclerc et rue Rossel

Concertation
- Modalités de concertation

Au 25 mars 2023 : conclusion partielle (pré-bilan) avec une clôture de la concertation réglementaire au 31.03.2023. Une poursuite de la concertation sous une autre forme…



- Réunion publique *du 20 oct. 2021*
- Réunion publique et ballade urbaine *du 19 novembre 2022*
- Registre numérique

Le compte rendu

Compte-rendu

Réunion publique ilot Rossel Leclerc – 25 participants

2023

Participants :

Monsieur le Maire, Jean-Luc Laurent
M. Frédéric Raymond, Maire-adjoint
M. Jean-François Delage, Maire-adjoint
Mme Chloé Loridant, Directrice des Services
M. Damien Barrieu, responsable de l'Urbanisme
49 participants
Durée de la réunion : de 9h30 à 13h30

Le 25 mars 2023, dans le cadre de la concertation obligatoire au titre de l'article L103-2 du code de l'urbanisme et en accord avec les modalités de la concertation détaillée dans la délibération n°2022-093 du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2022 et de la délibération du Conseil Territorial n°2022-06-28_2849 en date du 28 juin 2022 de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, la ville du Kremlin-Bicêtre a organisée une réunion publique relative à la création de la ZAC Rossel-Leclerc.

Cette réunion publique a été organisée en deux temps avec dans un premier temps, une présentation du diagnostic, des objectifs et des premières hypothèses de l'aménagement futur de l'ilot puis dans un second temps un échange avec les participants présents.

Il a été également présenté un premier retour thématique de la concertation, notamment les avis, remarques et propositions recueillis dans les registres papier et numérique.

Les échanges ont porté sur :

1. **Les éléments administratifs et techniques du projet**

Certains participants ont demandés que soit mis à leur disposition certains éléments techniques validant certaines orientations du projet dont les suivants :

- Etude de structure du bâtiment scolaire validant la possibilité d'une surélévation ;
- Etude validant la nécessité de l'extension du groupe scolaire au regard des évolutions du nombre d'élèves scolarisés au Kremlin-Bicêtre ;
- Etude d'impact environnemental du projet même si l'avis de l'autorité environnementale, dans le cadre de sa saisine obligatoire, ne l'impose pas.

Une personne a mis en doute l'existence d'un arrêté d'insalubrité remédiable sis 68, rue du Général Leclerc.

Le boitage a été fait par un prestataire privé missionné sur l'ensemble des bâtiments de l'ilot et du secteur, prestataire habituel de la commune pour d'autres distributions comme le journal municipal.

Après ces précisions réglementaires apportées aux participants, la présentation du diagnostic et des

orientations urbaines permet d'échanger avec les participants sur des points de vigilance, des demandes et/ou des questions relatives au devenir de l'ilot.

2. Le projet en lui-même

Les temporalités du projet avec l'extension de l'école

Ce type de projet s'inscrit dans le temps long et il y a une différence entre le temps du projet et le temps du quotidien. De plus, la ville encadre la gestion de l'occupation temporaire des lieux, notamment avec des locations de locaux à des associations par exemple.

Les marges de manœuvre liées à la concertation, quel projet va voir le jour et le périmètre du projet

Le projet évolue en s'enrichissant du dialogue engagé avec les habitants depuis plus d'un an et les résultats de la concertation seront intégrés dans la réflexion. A ce jour aucun scénario n'est privilégié. Le périmètre de réflexion porte sur l'ilot Rossel Leclerc et ses alentours (rue Rossel / rue Général Leclerc et rue de la Convention) qui s'inscrit dans un cadre urbain plus large, tant en matière de mobilités, d'espaces verts, d'habitat, de commerces…

L'opportunité de démolir au lieu de conserver et rénover les bâtiments existants.

Le choix entre réhabilitation et démolition / reconstruction est à étudier. Il est à noter que de nombreux bâtiments sur l'ilot, notamment rue Général Leclerc, sont dans un état dégradé et que certains sont frappés d'insalubrité. Tous les scénarii seront étudiés.

Réhabilitation et extension d'un groupe scolaire

Des participants réagissent pour préciser que les expropriations ne sont pas urgentes et que le projet est élaboré trop rapidement.

Il est rappelé le contexte de l'occupation de l'école Brossolette dans un bâtiment appartenant à la Région et des difficultés de promiscuité entre lycéens et élèves de primaire. La réhabilitation de l'école maternelle Jean Zay, avec une extension pour une école élémentaire sur le même site, avait déjà été étudiée il y a quelques années. Ces études ont été reprises pour créer un nouveau groupe scolaire.

De plus, la requalification de l'ilot est présente dans les documents d'urbanisme depuis 2015 (Ndlr : OAP Rossel du plan Local d'Urbanisme en vigueur) dans lequel ce projet de construction d'un équipement scolaire est intégré. Le dialogue est engagé depuis plus d'un an et une enquête publique a eu lieu pour confirmer l'utilité publique du projet.

Densité du projet

Est évoquée la densité déjà importante de la ville et la problématique des transports qui n'arrive pas à absorber l'augmentation de population. Une nouvelle gare va ouvrir en 2024 (Ndlr : station Hôpital de Bicêtre – Ligne 14) et à l'échelle de la métropole, la ville doit participer à son échelle à la densification notamment aux abords des lignes de transport.

Néanmoins la ville souhaite aussi que le tissu pavillonnaire sur la commune soit préservé, et c'est dans le sens qu'une modification du PLU de 2015 est engagée.

Une nouvelle fois, certains participants demandent que soit bien inscrit dans le présent relevé de décision que cette présentation ne fait pas partie de la concertation réglementaire (Ndlr : L103-2 du Code de l'Urbanisme). Une nouvelle fois Monsieur le Maire rappelle l'organisation du dialogue engagée depuis plus d'un an et de la concertation stricto-sensu sur le projet de requalification de l'ilot.

Problématique du relogement des habitants de l'ilot dans le cadre des expropriations.

La commune privilégie toujours les négociations amiables, qui sont engagées depuis plusieurs années par l'EPFIF. Les conclusions du commissaire enquêteur pour la DUP sont favorables avec deux recommandations, notamment sur l'accompagnement des riverains. Il est prévu d'accompagner l'ensemble des riverains de l'ilot qui le souhaiteraient.

Ventilation des types d'appartements et leurs surfaces, et comment les Kremlinois peuvent en bénéficier

Les éléments de la programmation sont en cours de réflexion ; l'objectif recherché est de proposer une nouvelle offre de logement permettant d'assurer le parcours résidentiel des Kremlinois, avec différentes gammes de logements en social, accession sociale, accession et logements spécifiques. La ville peut réguler en échangeant en amont avec les opérateurs constructeurs, qu'ils soient bailleurs sociaux ou promoteurs, dans le cadre de la construction de nouveaux logements. Cela est plus difficile dans l'existant. De plus, dans le cadre des garanties d'emprunts d'une commune lors de construction de nouveaux logements, un contingent de 20 % est réservé aux communes ;

Remise en cause d'une traversée piétonne de l'ilot

Cette traversée Est-Ouest s'inscrit dans un schéma plus large de circulations douces avec d'une part une connexion au ruban vert (Ndlr : axe vert de Porte d'Italie au carrefour Malleret-Joinville) et d'autre part une connexion entre le Parc Pinel et la rue Danton. De plus, il est prévu, via un plan de circulation et de la réduction de la vitesse à 30 km/h, de réduire le caractère de transit de la rue du Général Leclerc. Ainsi, le département a déjà effectué une étude de comptage du nombre de véhicules empruntant cette voie.
L'objectif est de réduire la circulation de transit et favoriser la desserte locale, et de permettre également des entrées dans le futur groupe scolaire en zone apaisée, voire zone piétonne

Prévision d'un jardin pédagogique pour l'école

A ce stade de la réflexion rien n'a été décidé en la matière, au sein de l'école ou plus largement au sein de l'ilot. La commune développe déjà des jardins pédagogiques dans certaines écoles, en lien avec les directions d'école qui le souhaitent. Des réflexions ont également lieu pour réaliser des ilots de fraicheur.

Les études sont différentes du scénario.

Monsieur le Maire contredit cette affirmation et précise de nouveau que les études posent un diagnostic et que les scénarii proposent différentes programmations. De plus, il dit que l'Architecte des Bâtiments de France a été associé dans le diagnostic.

Une vision du dialogue avec les riverains « digne des années 70 »

Les éléments de dialogue et d'information, d'enquête publique et de concertation peuvent portés parfois des incompréhensions, et montrer les différends. Cependant, la ville a toujours privilégié le dialogue au-delà de la concertation uniquement réglementaire.

Remise en cause du bien-fondé d'une telle opération dans le cœur historique du Kremlin

Il est précisé que cet ilot est extrêmement dégradé. Un état de fait qui rend nécessaire une opération de requalification. La majeure partie des bâtiments de l'ilot ne sont plus entretenus depuis des années. Enfin, le PLU a inscrit cette opération, comme prioritaire (Ndlr : OAP Rossel), depuis 8 ans et l'approbation du PLU en 2015. Enfin, l'ABF a fait un diagnostic des éléments patrimoniaux de l'ilot révélant une absence de valeur patrimoniale des bâtiments l'ilot, mis à part quelques petits éléments d'ornements.

Demande de maintien du commerce (brasserie) à la pointe nord de l'ilot

De nouveaux locaux commerciaux, sur la base de l'étude SEMAEST présentée lors de cette réunion, sont posés comme un sujet. Il est bien entendu le souhait de maintenir dans le cadre du nouveau projet la brasserie. Aujourd'hui, l'immeuble n'est pas efficient (ancien hôtel) pour accueillir une population diversifiée.

Demande de ne pas avoir d'immeuble à R+8 sur l'ilot

Un épannelage fin sera étudié, côté rue du général Leclerc, pour éviter un front bâti trop important. Il est possible de baisser la hauteur du bâtiment R+8 en proposant un bâtiment moins haut. Il indique qu'à ce stade le dialogue est ouvert à ce sujet.

Monsieur le Maire remercie l'assistance pour sa présence et sa participation. Il confirme que la concertation réglementée va débuter très prochainement et que les Kremlinois seront invités à donner leur avis sur le projet via un registre mis à disposition. Il confirme également que le document de présentation et relevé de décision seront disponibles sur le site de la ville.

Création de la ZAC Rossel –Leclerc



Bilan de la concertation

Annexe 3 : Les contributions

Le registre électronique anonymisées

Envoyé : mardi 20 décembre 2022 15:36 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Projet de destruction de l'îlot Rossel - situation des locataires

Madame, Monsieur,

Locataire rue Rossel, c'est avec inquiétude que j'ai appris les projets de la Mairie de construction d'une ZAC rue Rossel-Leclerc. Ayant parcouru les différentes informations données par sur le site de la Mairie, je n'ai pas trouvé de réponse à ma question : quel avenir pour les différents locataires des habitations de ces deux rues?

Dans l'attente d'un retour de votre part, je reste à votre disposition.

Envoyé : mardi 27 décembre 2022 11:11 – Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : contribution "pour un ilot Rossel-Leclerc bien renouvelé"

Le Kremlin-Bicêtre, le 27 décembre 2022

Contribution dans le cadre de la concertation pour la ZAC sur l'ilot Rossel-Leclerc

« POUR UN ILÔT ROSSEL-LECLERC BIEN RENOUVELÉ »

- Oui, l'ilot Rossel-Leclerc appartient bien au cœur historique de Bicêtre, avec sa voirie à échelle humaine, sa variété d'occupations (école, commerces, artisanat, logements), la diversité des habitations (immeubles collectifs, maisons individuelles, ateliers) et des espaces extérieurs (cours, jardins).

- Oui, l'ilot Rossel-Leclerc accompagne naturellement la liaison entre le Nord et le Sud du Kremlin-Bicêtre à travers le futur « Ruban Vert » et en complément du Parc Pinel et du Parc de Bicêtre.

- Oui, les bâtiments de l'école au Nord de l'ilot Rossel-Leclerc doivent être agrandis pour assurer l'intégration de l'école Pierre Brossolette.

Par rapport à ces observations, partagées par tous, et à ce projet public nécessaire, il est possible et souhaitable de développer une autre stratégie urbaine et architecturale pour l'ilot Rossel-Leclerc plus pertinente que celle exposée dans le projet de Zone d'Aménagement dit « Concerté » (ZAC).

- Le côté Nord de l'ilot, sur la rue de la Convention et face à l'arrière de la Mairie, peut être surélevé puisque la rue de la Convention est une voie large et dont les gabarits urbains sont déjà élevés, en particulier celui de la Mairie. De plus « cette relativement grande » hauteur, située au Nord, ne portera pas ombre sur l'intérieur de l'ilot, au contraire de la grande hauteur proposée pour la partie Sud de l'ilot.

- L'insalubrité observée au 68-72 rue du Général Leclerc ne touche que quelques immeubles et n'oblige pas à faire table rase de toutes les autres constructions de l'ilot. On peut réaliser sur ce terrain un immeuble neuf d'habitations et de commerces au gabarit moyen et en alignement sur la rue du Général Leclerc.

- Les autres bâtiments existants (immeubles collectifs et maisons individuelles) méritent d'être conservés ou réhabilités pour apporter hygiène et confort thermique, et surtout pour conserver la mémoire et la vie du centre historique de Bicêtre. Ils peuvent être ponctuellement surélevés sur la rue de Général Leclerc, qui est plus large et avec des immeubles de haut gabarit côté Est.

- Les activités artistiques, culturelles, commerciales et artisanales doivent être aussi maintenues et développées car elles vont profiter du renouvellement de la rue Rossel et de la rue du Général Leclerc.

- La requalification des rues Rossel et du Général Leclerc doit être entreprise pour favoriser la liaison Nord-Sud dans le Kremlin-Bicêtre en alternative à l'avenue de Fontainebleau : trottoirs piétonniers larges et lisses, pistes cyclables dédiées, voirie automobile minimale et apaisée, plantations d'accompagnement.

Il est en tout cas inadapté :

- de faire table rase de tous les bâtiments existants, ce qui va déstructurer la forme existante de ce morceau de ville déjà fragilisé par les opérations de ces dernières années ;

- de construire un immeuble au gabarit imposant à la pointe Sud de l'ilot, car les ombres portées sur l'ilot et les rues seront désastreuses pour le confort des résidents et des passants. De plus il ne serait pas intéressant visuellement de dialoguer avec la masse imposante et raffinée de l'hôpital de Bicêtre en surplomb sur les parcs environnants.

Aussi pour tenir compte plus précisément des réalités géographiques, humaines, urbaines et architecturales :

- Je pense souhaitable de revoir partiellement le programme d'activités de la future Zone d'Aménagement « Concerté ».

- Je pense souhaitable de revoir complètement l'épannelage urbain de l'ilot.

Ceci devrait permettre au centre historique du Kremlin-Bicêtre de mieux jouer son rôle unificateur pour tous les Kremlinois.

Envoyé : dimanche 5 mars 2023 10:11– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : observations et propositions sur ilot Rossel

Pourquoi je suis contre
Dans le Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) au sujet de la densification, il est écrit « L'effort de densification doit porter certes sur le logement, mais aussi sur les activités économiques et sur l'ensemble des fonctions urbaines. » Vous ne portez pas cette stratégie sur la ville, vous misez uniquement sur le foncier. Ce pari d'avenir est dangereux.

Toujours dans le SDRIF, sur comment Penser l'urbanisation en même temps que l'offre en transports collectifs. « *La Région porte comme objectif d'anticiper et de réduire le plus possible l'exposition de la population aux nuisances sonores et aux risques (inondation, pollution de l'air…). Elle vise ainsi pour l'horizon 2030 une organisation de la ville adaptée à ces contraintes en développant des espaces de respiration et de calme ainsi que des boulevards métropolitains aux multiples fonctions (route, transport collectif, vélo, marche à pied…) pour un apaisement des grands espaces urbains* ». Le projet ilôt-Rossel n'apporte pas l'apaisement souhaité et nécessaire.

Mesures de publicité absentes. Concertation qui n'en est pas une

Les obligations relatives à la publicités sur la création de ZAC et l'appel à la concertation n'ont pas été respectées. vous n'avez pas publié dans un journal local (aucun article dans 94 citoyens, ni dans le Parisien, ni sur le site officiel du val de marne (https://www.val-de-marne.gouv.fr/), enfin sur le site de l'EPT EPT Grand Orly Seine Bièvre pour la création de ZAC. (Cf. code l'urbanisme, section relative à la création de ZAC, *l'Article R*311-5, Version en vigueur depuis le 28 janvier 2012 (modifié par Décret 2012-87 du 25 janvier 2012 art. 2).*

Quant à la publicité sur la concertation, vous l'avez mis en ligne sur le site de la ville après coup (voir en annexe la chronologie). Nous n'avons pas les moyens de participer à la vie politique locale.

Si l'on suit la chronologie des faits,

- la mairie a organisé le 19 novembre 2022 une réunion publique d'information (via le site de la ville et des flyers distribués dans les rues avoisinantes à l'îlot Rossel). Le jour de la réunion, le maire a présenté cette réunion comme une concertation, les habitants présents ont dû contester les dires du maire. L'invitation à cette réunion était : « *Réfléchissons ensemble aux besoins de réhabilitation de l'école maternelle Jean Zay, de la construction d'une école primaire, de commerces, de logements, de mobilité, de végétalisation et de préservation du caractère historique du quartier.* » Sauf qu'il n'y a rien eu à réfléchir on nous dit, il y a deux projets soit on rase tout, soit on laisse 2 pavillons sur l'ilot Rossel. C'est comme si on me demandait tu préfères en rouge ou jaune.
- l'affichage public (sur les panneaux de la ville) s'est fait le 24 novembre 2022.
- le dossier d'information a été publié sur le site de la ville le 25 novembre 2022 (cf. date dans le code source de la page = article:published_time 2022-11-25T14:55:44+0100) et modifié le 29 novembre 2022 (article:modified_time 2022-11-29T18:58:36+0100)
- Les informations relatives à la concertation ont été affichées seulement le 25 novembre avec le détail de la procédure. (article:published_time = 2022-11-25 T14:49:20+0100) et modifié le 08 décembre (article:modified_time = 2022-12-08 T14:19:47+0100)
- le 29 novembre a eu lieu l'unique « réunion de concertation ». Seuls les parents, enseignants côtoyant l' école ont été prévenus de cette réunion de concertation. Les riverains et autres kremlinois n'ont pas eu de délai décent pour anticiper leur participation à cette réunion de concertation.

La transparence ne fait pas partie de l'ADN de cette ville. les méthodes employées sont insatisfaisantes tant sur le fond que sur la forme. Nous ne percevons pas de nouvelle manière de conduire l'action publique. Ce n'est pas cela la démocratie locale.

Dans le dossier en ligne, il manque

- une étude d'impact socio-économique, tant les impacts directs que les effets externes (ou externalités) que ces derniers soient écologiques, économiques et sociaux. Je veux connaître les conséquences d'un tel réaménagement. Il faut anticiper les coûts environnementaux et existentiels. Une telle étude d'impact nous garantit le sérieux de la démarche de création de ZAC et d'appréciation les conséquences de ces choix stratégiques orientés sur le foncier.
- une étude présentant les effectifs à date (sur Brossolette et J. Zay) ainsi que projections sur la fréquentation des écoles du bas bicêtre (maternelles et élémentaires), sachant qu'un taux de

natalité constaté à un temps à des effets sur les effectifs de l'école élémentaire sept ans plus tard. Nous demandons à avoir :

- des projections d'arrivée de nouveaux habitants sur les constructions nouvelles (place Jean Jaurès et 31-33 avenue de Fontainebleau)
- des projections tenant compte de la baisse de natalité constater par l'INSEE,
    - plus forte dans les régions les plus touchées par la première vague de Covid-19 - « *Le nombre de naissances enregistrées en France en janvier 2021 a chuté de 13 % par rapport à janvier 2020. Une baisse inédite depuis 1975, principalement liée au contexte « de crise sanitaire et de forte incertitude* ». »
    - La stagnation des effectifs dans l'élémentaire, conséquence d'une baisse de la natalité, une légère hausse sur 2023-2024 qui sera suivi d'une baisse générale des effectifs comme conséquence du maintien de la baisse du nombre moyen d'enfants par femme (1,8 enfants).
- des hypothèses
    - d'une solution sans agrandissement de Jean Zay de restructuration de la carte scolaire (secteur) sur le bâti à date,
    - d'une solution avec agrandissement de Jean Zay, sans empiéter sur les pavillons ou bien en empiétant dans une moindre mesure.

- Enfin, ce qui manque, c'est une vision de notre à ville à 2040 voire 2050, une cohérence d'ensemble.

Face aux enjeux climatiques, vous voulez favoriser la visibilité des espaces verts de l'îlot Rossel, nous aussi mais pas au prix d'une pseudo végétalisation (toiture, façades, etc.). Nous voulons conserver cette biodiversité et préférons la végétalisation en pleine terre. Votre projet prévoit des hauteurs R+8 et R+6.

Comment peut-on affirmer dans le même temps créer des percées visuelles ? Nous pensons que cette notion doit être redéfinie dans un autre scénario sur l'îlot Rossel. Nous pourrions imaginer que le chemin de traverse ridiculement petit et dont on ne comprend pas l'intérêt (jonction entre les rues Rossel et Leclerc), pourrait permettre de rejoindre l'avenue de Fontainebleau en traversant les copropriété rue Danton (au droit de l'église) et celles qui permettent d'accéder à la RD7. Ainsi, nous pourrions faciliter les mobilités douces entre les quartiers (telles les traboules de Lyon).

Par ailleurs, les travaux des spécialistes de la météorologie urbaine ont montré que le phénomène d'« îlot de chaleur urbain » causé par l'accumulation de matériaux artificiels (tels le béton, le bitume). En densifiant la part du bâti, nous allons avoir une zone de concentration de chaleur, phénomène bien connu du « dôme ». Il est essentiel de préserver les surfaces de sol naturel, ce qui n'apparaît pas dans vos 2 scenarii. Il est connu et reconnu que les quartiers pavillonnaires (avec moins de 50% de bâti) permettent de limiter cette augmentation des températures, et c'est la présence de végétation qui permet de rafraîchir les quartiers grâce aux zones d'ombrages et à l'évaporation engendrée.

Une autre façon d'aborder le réaménagement de l'îlot Rossel s'impose pour assurer à ce quartier une qualité de vie, en favorisant les couloirs d'air et de fraîcheur.

Préservation de la biodiversité locale

Le projet de destruction de l'îlot Rossel a un impact sur des espèces protégées et leurs habitats. Dans le dossier de ZAC, il n'est pas fait mention de ce point, ni même d'une demande et d'une obtention de la dérogation à l'interdiction de de destruction d'espèces protégées. La dérogation doit être obtenue avant la réalisation de l'opération. L'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations prévoit que la demande de dérogation doit être déposée à la DREAL. Sur ce bout de nature en coeur de ville, nous pouvons observer : des mésanges, des chauve-souris (protection à l'échelon national par un arrêté et qui figure aussi dans les Conventions de Berne et de Bonn), des peluches, des pies et hérissons.

Réhabiliter plutôt que détruire

L'Ordre des architectes a écrit un plaidoyer pour une stratégie urbaine au service de l'économie et l'écologie, face aux crises sociales et environnementales, mais également face à la pénurie des ressources, avec l'architecture comme levier d'amélioration de la qualité du cadre de vie des français et françaises. Ce plaidoyer réaffirme les besoins en investissements publics et une vision politique. Parmi l'ensemble des solutions proposées nous pouvons citer :

1. Mettre en oeuvre une politique locale de réparation urbaine
2. Réhabiliter le bâti existant
3. Viser la sobriété énergétique
4. Mettre en place l'architecture en circuits courts

En matière de rénovation et de réhabilitation, ce ne sont pas les cabinets d'architectes qui manquent.

Des cabinets qui savent faire de la rénovation :

- *agence Djuric Tardio Architectes , une* agence d'architecture qui sait faire de l'habitat imbriqué sur des zones pavillonnaires
- *A&M Patrimoine* qui se consacre à des projets liés au bâti ancien faisant de la mémoire un outil du projet d'architecture.
- Enfin, nous pouvons citer Nicolas IACOBELLI // Responsable aménagement et planification Secteur sud, urbanisme transitoire, Pôle projets urbains [Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre] qui porte la démarche d'urbanisme transitoire, une démarche intéressante, pour réinvestir des lieux désaffectés, et notamment celle menée à Paray-Vieille-Poste.

Un lieu de partage et de vie adossé à l'hôpital

Nous notons depuis plusieurs mois déjà qu'un coeur de ville s'est installé autour et grâce à l'hôpital. Le café Rafi est un site très fréquenté par les étudiants du CHU Bicêtre. De plus, si l'on s'intéresse d'un peu plus près au positionnement de l'hôtel, café restaurant chez RAFI. Le gérant aimerait continuer son activité et l'élargir en adaptant son offre de services en direction des accompagnants de malades. Il serait navrant d'empêcher une telle activité économique et ce lieu de vie. C'est bien grâce à l'hôpital que la vie économique a pris de l'essor sur notre ville.

L'hôpital est un patrimoine historique conséquent, tant sur le plan architectural, qu'au niveau de ses archives médicales. C'est un des pôles hospitaliers les plus importants de l'AP-HP (recherche, enseignement). L'hôpital est indissociable du passé de la ville, réhabiliter un coeur historique au plus près de ce site ne pourrait que mieux rattacher le présent à son histoire.

Le site identitaire de notre ville

Il est paradoxal de bâtir l'avenir sur les ruines de notre mémoire collective. Il nous importe de maintenir la trace de notre histoire. « *Le patrimoine c'est ce qui est encore visible d'un monde invisible* », Pierre Nora. Vos arguments bâtis sur une carte d'état-major portant les traces de corrections successives, sont pour le moins hasardeux pour justifier de l'histoire du Kremlin. Les kremlinois doivent se réapproprier leur histoire, ce n'est pas en détruisant son coeur historique que nous pouvons redonner un sentiment d'appartenance. « *Sans mémoire, il n'y a pas de passé mais pas d'avenir non plus* », Emmanuel Rongiéras.

Un logement adapté pour tous

On parle d'accompagnement au relogement. L'accompagnement doit se faire à l'aller et au retour. Puisque l'on propose de détruire et qu'à la place il y aura du logement social, il est essentiel que les habitants de l'îlot Rossel puissent revenir pour être logés dans les nouveaux logements. Vous ne vous engagez à rien sur cette question en particulier pour les propriétaires.

Dans votre Engagement n°63 de campagne électoral - *Créer un « cœur de ville » au centre géographique de la commune dans la continuité du nouveau parc à l'entrée de l'hôpital avec le réaménagement complet de l'avenue Eugène Thomas pour développer les circulations douces (déplacements des piétons et cyclistes), renforcer la qualité et la diversité du commerce de proximité, et augmenter les passages pour la traversée des piétons*.
Comment peut-on dire que l'on renforce la diversité du commerce dès lors que sur l'îlot Rossel, ont été supprimés : une épicerie/primeur, une boulangerie, un charcutier. La contrepartie sur la proposition de nouvel aménagement ne prévoit qu'un seul commerce.

Dans votre Engagement n°66 de campagne électoral - « *Modification du PLU : réduction de la densification dans certains quartiers, préserver la diversité de l'habitat avec des maisons de ville et des pavillons qui donnent un esprit « village » au Kremlin- Bicêtre.* »
Nous voulons que vous teniez cet engagement de campagne électoral, et souhaitons que ce coeur historique soit conservé, préservant le charme et l'esprit village. Sachant que le Kremlin Bicêtre est la ville qui a la plus forte densité de l'île de France : 25 292 habitants pour 1,53 km² de superficie

Dans votre Engagement n°69. Elaborer une charte promoteur pour imposer nos objectifs publics et d'intérêt général en matière de concertation et de participation des habitants, nos exigences architecturales et environnementales, de prix de ventes et de logements sociaux. Nous voulons prendre connaissance de cette charte, et qu'une vraie concertation soit mise en place avec l'aménageur.

En conclusion, votre rôle de premier magistrat de la ville consiste à prendre soin des gens, des lieux, des choses, de nos communs. Vous devriez vous appuyer sur les attentes des habitants, sur leurs pratiques ainsi que sur des cabinets d'architectes, d'urbanistes, et mieux tenir compte des enjeux climatiques (environnementaux). Votre politique cherche la rentabilité budgétaire et au final ne satisfait personne. « *Le design des politiques publiques s'inscrit dans une logique de transformation publique à travers des méthodes d'analyses des usages, de co-conception et de prototypage de solutions. »* Thierry Paquot est philosophe de l'urbain.

Envoyé : samedi 18 mars 2023 14:08– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Avis sur le projet de ZAC Rossel-Leclerc

Bonjour.

Je souhaite donner mon avis sur le projet de création de la ZAC Rossel-Leclerc du Kremlin-Bicêtre.

Dans l'ensemble, ce projet me semble sortir d'une époque révolue : détruire plutôt que rénover, accroître davantage la densité de population de la commune (déjà l'une des élevées d'Ile-de-France) !

Si ce projet doit se faire malgré tout, le scénario 1 me semble préférable car il permet de préserver une partie des habitations, qui sont en très bon état. Il permet de préserver ce qui fait actuellement le charme de la rue Rossel. C'est ce scénario qui est le moins destructeur pour le cœur de la commune.

J'espère que les avis émis via ce registre numérique seront pris en compte.

Cordialement,

Envoyé : samedi 18 mars 2023 16:20 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Ilôt Rossel

Notre ville est déjà étouffante trop de constructions, peu d'espaces libres, voilà l'impression que l'on ressent en entrant au KB. Pourquoi vouloir supprimer cet ilôt de verdure, de vie animal et de respiration ? Une construction de 8 étages amenerait trop de monde qui remplirait en plus une rue du général Leclerc déjà surchargée et de plus coupée 2 fois par semaine à cause du ùarché. Huit étages devant un monument historique, pas possible ! Il est possible de repenser cet ilôt en gardant et la verdure et l'âme du secteur, en agrandissant l'école et en creant des logements de ce fait plus agréables. Ne pas rendre la rue du Général Leclerc dans la section Conventilon Rossel comme un tunnel avec une construction trop haute. Il faut penser aux gens qui y habitent déjà ! Un aménagement judicieux valoriserait le parc situé au-dessus de la sortie de la rue Rossel. On est loin de la trouée verte avec ce projet !

Envoyé : samedi 18 mars 2023 18:12– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ZAC Rossel-Leclerc

Voilà mon avis sur la ZAC Rossel-Leclerc : non au scénario 2.

Accroître encore la population de la commune n'est pas raisonnable. Le Kremlin-Bicêtre est la troisième commune la plus peuplée du 94. Elle n'est devancée que par Vincennes et Saint-Mandé qui sont en bordure du bois. Le Kremlin-Bicêtre est en bordure du périphérique et de l'A6, c'est assez différent.

Il faut faire un scénario 1 à la rigueur, en faisant une école et des bâtiments bas pour remplacer ceux qui ne peuvent plus être rénovés.

Cordialement

Envoyé : samedi 18 mars 2023 18:15– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Consultation ZAC Leclerc-rossel

Bonjour

Mon opinion sur la ZAC Rossel-Leclerc : surtout pas du scénario 2 !

Le projet en soi est déjà un non-sens, alors que la priorité devrait être de lutter contre le dérèglement climatique.

Mais le scénario 1 est le seul qui conserve des maisons de la rue Rossel, le sentiment d'espace que l'on a lorsqu'on emprunte cette rue en allant au parc Pinel.

Cordialement

Envoyé : samedi 18 mars 2023 18:41– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Avis donné sur la concertation sur la ZAC Rossel Leclerc

Bonjour.

Je voudrais par ce message donner mon avis à propos du projet de la mairie touchant la rue Rossel et la rue du général Leclerc.

Je suis tout à fait hostile au projet 2, seul le projet 1 me semble acceptable, même si je regrette qu'on choisisse de démolir une partie du coeur historique de la ville. Au moins le projet 1 conserve une partie des maisons charmantes de la rue Rossel. Lorsqu'on la remonte en sortant par exemple du parc Pinel, nous apprécions tous l'environnement avec ces maisons à taille humaine.

Le Kremlin-Bicêtre a déjà été saccagé selon moi ces dernières décennies. La population a aussi considérablement augmenté. Tout cela n'améliore pas notre cadre de vie. Il faut arrêter ces changements et prendre plus soin de notre ville.

Merci.

Envoyé : dimanche 19 mars 2023 18:24– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Réhabilitation de l'ilôt Roussel et de son quartier

Demeurant depuis 30 ans rue du Général Leclerc au Kremlin Bicêtre , je me sens au premier chef concernée par la réhabilitation de l'ilôt Roussel .

La circulation rue du Général Leclerc est déjà insupportable actuellement : y ajouter des véhicules deviendrait intolérable sans parler de la circulation des engins mécaniques et camions divers durant la construction !

Mais le plus grave concernant le projet est l'aberration écologique et esthétique que représente le projet de construire des immeubles de 8 étages supplémentaires dans ce quartier historique du Kremlin qui détruiraient la perspective vers l'hôpital classé monument historique ?

Ce dont a besoin ce quartier ce sont des espaces verts de pleine terre et la préservation de la nature ainsi que d'équipements sociaux . Nombre d'enfants et de personns âgées vivent dans ce quartier et empruntent notamment la rue du Général Leclerc où il est devenu difficile de se promener en sécurité avec des vélos en sens contraire , des patinettes sur les trottoirs , des motos à échappement libre véritables nuisance sonores et qui tout comme les automobiles roulant à des vitesses au moins doubles de celles autorisées sans JAMAIS être verbalisées !

Envoyé : lundi 20 mars 2023 01:07– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ZAC Rossel-Leclerc

Madame, Monsieur,

Bonjour,

Je souhaite donner mon avis sur la ZAC que vous organisez pour l'ilot Rossel.

Nous vivons un moment où la lutte contre le dérèglement climatique devrait être une priorité.

Je suis tout à fait contre le scénario 2 qui est disproportionné par rapport aux besoins.

Le scénario 1 est un moindre mal, il permet au moins de préserver quelques maisons et l'ambiance actuelle de la rue Rossel.

Bien cordialement,

Envoyé : lundi 20 mars 2023 16:52– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Rehabilitation de l'îlot Rossel

En tant que citoyen, résidant à Le Kremlin-Bicêtre depuis maintenant 12 ans, je souhaite exprimer mes vives inquiétudes sur l'avenir de l'îlot Rossel; et pour ce faire voici la liste de mes souhaits et de mes rejets:

1) Je voudrais la réhabilitation de l'îlot Rossel, l'école Jean Zay et son quartier en valorisant les constructions existantes tout en ajoutant un peu de verdure environnante

2) Je ne veux surtout pas que la rue soit bordée de constructions d'immeubles de plusieurs étages; la ville est déjà assez très dense

3) Je souhaite que la ville conserve son identité et son cœur central

4) Je préférais que notre ville préserve et améliore ses jardins verdoyants

5 Je veux que Le Kremlin-Bicêtre soit moins dense en population, et que celle-ci soit plus variée, et plus accueillante, avec un peu plus de calme et de sécurité

6) Je suis fatigué de voir uniquement des boucheries halal (au moins 7) et par des nombreux fast-food Kebab, sans la moindre boucherie normale française

7) Je suis extrêmement traumatisé par le trafic de tabacs et de drogues à la longueur de la journée et sans inquiétude

8) Pour finir, je demande que cessent ces constructions dans une ville déjà très dense qui étouffe les poumons par l'absence de verdure, qui assourdit les oreilles par le bruissement des glandouilleurs devant les brasseries à la sortie du métro, et des trafiquants de tabac et de la drogue, et qui aveugle les yeux par les mêmes types de commerces.

Envoyé : lundi 20 mars 2023 17:50– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Mon inquiétude sur le devenir de l'îlot Rossel

Bonjour,

En tant que citoyenne, résidante à Le Kremlin-Bicêtre depuis maintenant 12 ans, je souhaite exprimer mes vives inquiétudes sur l'avenir de l'îlot Rossel qui je voudrais les exprimer comme suit:

1) Je voudrais plutôt une réhabilitation de l'îlot Rossel, l'école Jean Zay et son quartier en valorisant ses constructions existantes tout en ajoutant un peu de verdure environnante

2) Je ne veux surtout pas que la rue soit bordée de constructions d'immeubles de plusieurs étages; la ville est déjà assez très dense

3) Je souhaite que la ville conserve son identité et son cœur central

4) Je préférais que notre ville préserve et améliore ses jardins verdoyants

5 Je veux que Le Kremlin-Bicêtre soit moins dense en population, et que celle-ci soit plus variée, et plus accueillante, avec un peu plus de calme et de sécurité

6) Je suis fatigué de voir uniquement des boucheries halal (au moins 7) et par des nombreux fast-food Kebab, sans la moindre boucherie normale française

7) Je suis extrêmement traumatisé par le trafic de tabacs et de drogues à la longueur de la journée et sans inquiétude

8) Pour finir, je demande que cessent ces constructions dans une ville déjà très dense qui étouffe les poumons par l'absence de verdure, qui assourdit les oreilles par le bruissement des glandouilleurs devant les brasseries à la sortie du métro, et des trafiquants de tabac et de la drogue, et qui aveugle les yeux par les mêmes types de commerces.

Envoyé : mardi 21 mars 2023 00:39– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Îlot Rossel Quartier Jean Zay

Bonjour,
J'habite dans le quartier depuis septembre 1988, et je souhaite qu'il soit réhabilité en valorisant les constructions existantes et en conservant le cœur de ville avec les immeubles actuels peu élevés, les maisons avec jardins.
Merci à l'association Le Hameau du Kremlin.

Meilleurs encouragements

Envoyé : mardi 21 mars 2023 11:49 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Îlot Rossel

Je me promène souvent dans ce coin du KB car il est un peu préservé, je n'ai aucune envie qu'on y construise des immeubles sans âme dans une ville qui est déjà trop dense et qui manque de services. Le métro est surpeuplé, les embouteillages constants, où va t'on s'arrêter ?
Je soutiens toutes les démarches qui visent à empêcher ce qui m'apparaît comme une nouvelle dégradation de mon cadre de vie.

Envoyé : mardi 21 mars 2023 14:58– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ilot Rossel

bonjour, ne détruisez pas tout, réhabilitez!! il faut préserver cette partie aérée du KB, oui pour la reconstruction de l'école mais pas de barres de logements, vous devez prendre en compte l'avis des riverains, opposés à ce projet de béton!!

Envoyé : mardi 21 mars 2023 21:08– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Non à la bétonisation de l'Ilot Roussel

Ne détruisez pas ce quartier historique originel...réhabitez le...transformez le en un éco-quartier qui répondra aux critères écologiques actuels. Ne confisquez pas ni l'horizon ni le ciel avec des barres d'immeubles. N'appliquez pas une architecture ringarde, années 90....mais favorisez un quartier résidentiel ouvert, vert à composants naturels. N'imposez rien aux kremlinois, mais écoutez l'avis de ceux qui y habitent.

Envoyé : mercredi 22 mars 2023 14:48 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Ilot Rossel

Bonjour,

Que pouvons nous attendre du projet Rossel?

Que des désagréments supplémentaires.

Habitante de la rue Leclerc, déjà très bruyante et passagère , elle le sera davantage: vitesse excessive, multiplication du nombre de véhicules, problèmes de stationnement, bruits: toute ces pollutions seront en augmentation.

Pourquoi un immeuble? je ne comprends pas. Il s'agit d'un quartier paisible de maisons individuelles, belles et saines, (ce n'est pas l'insalubrité? d'un bâtiment qui devrait remettre en question tout un quartier!), alors pourquoi construire un immeuble ? Les maisons s'intègrent parfaitement à l'environnement: le parc, les bâtiments historiques de l'hôpital. Pourquoi ne pas construire des maisons et établir un eco-quartier?

Toujours plus d'habitants dans une ville étroite en superficie!! Que veut on? Pourquoi densifier encore cette ville?

Elle l'est suffisamment. Il serait souhaitable, plutôt que de construire de nouveau immeubles, de valoriser l'existant, d'intégrer les populations, d'améliorer le vivre ensemble....

Je suis CONTRE ce projet non raisonnable et non raisonné!!

Envoyé : mercredi 22 mars 2023 13:41– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Sur la ZAC Rossel-Leclerc

Madame, Monsieur.

Je désire vous donner mon avis sur la ZAC que vous organisez au Kremlin-Bicêtre pour l'ilot Rossel et rue Leclerc.

Dans une période où la lutte contre le changement climatique est une priorité, y compris à l'échelle d'une commune, ce genre de projet ne paraît pas d'actualité.

Je suis complètement opposé à votre scénario 2, qui me paraît sur dimensionné pour répondre aux besoins qui sont présentés.

Le scénario 1 paraît plus acceptable car il semble permettre de conserver quelques maisons sur la rue Rossel. Cette rue est une des plus charmantes du Kremlin-Bicêtre, il est important de ne pas la détruire.

De façon plus générale, densifier encore davantage le Kremlin-Bicêtre me semble être une espèce de fuite en avant. Cette ville est déjà l'une des plus densément peuplée de la région.

Bien cordialement,

Envoyé : mercredi 22 mars 2023 16:22– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ZAC Ilot Rossel-Général Leclerc

Bonjour,

Veuillez trouver ci-dessous ma participation à la ZAC en cours :

Attention à la volonté de construire des immeubles imposants sur la moitié sud de l'ilot ! Cela créerait des ombres portées sur l'ilot, néfastes pour les promeneurs, les habitants et surtout la végétation qui y serait plantée…

Il serait judicieux d'envisager la construction d'une école supplémentaire ailleurs. Ce tout petit ilot en plein centre-ville n'a peut-être pas les bonnes proportions pour une telle construction et les abords et accès qui lui sont nécessaires.

L'insalubrité observée au 68-72 rue du Général Leclerc ne touche que quelques immeubles et n'oblige pas à faire table rase de toutes les constructions de l'ilot. Il serait souhaitable de prendre en compte la volonté des propriétaires dont les biens sont en bon état et qui ne souhaitent pas vendre.

On peut réaliser sur ce terrain insalubre un immeuble neuf d'habitations et de commerces au gabarit aligné sur la rue du Général Leclerc.

Tous les autres bâtiments existants, immeubles collectifs et maisons individuelles, méritent d'être conservés ou réhabilités pour conserver la mémoire du centre historique de Bicêtre et lui donner vie.

Favoriser la réhabilitation et renforcer l'ancrage historique de l'ilot pourrait contribuer à créer un centre-ville et donner une identité vivante et dynamique au Kremlin-Bicêtre, qui souffre aujourd'hui de ne pas en avoir. En ce sens, les activités artistiques, culturelles, commerciales et artisanales (comme les cours de yoga) doivent être maintenues et développées.

Envoyé : mercredi 22 mars 2023 16:38– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Ilot Rossel - non à la sur-densification du coeur de ville

Bonjour,

Je ne pourrais assister à la réunion pour la ZAC Rossel qui aura lieu en mairie le 25 mars 2023 mais je souhaitais exprimer mon opinion surtout que . La "mode" au Kremlin est aux référendums et à toute la publicité faite autour du prochain donc je pense pouvoir donner mon opinion ...

A noter que j'ai consulté la notice explicative fixant les objectifs du projet sur le site de la mairie.Au pire le scenario 1 me semble le moins pire : conservation de pavillons.

Mes remarques sur ce projet :

1) je souhaiterais que l'îlot Rossel actuel soit réhabilité (au vu des immeubles vétustes et insalubres bordant la rue du Général Leclerc où j'habite) en valorisant au mieux les constructions existantes en particulier en conservant tous les pavillons existants et en remplaçant les immeubles insalubres et devenus inhabitables par de petits immeubles avec 4 / 5 étages au maximum.

2) Stop sur la construction de nouveaux logements et stop à l'augmentation de logements sociaux supplémentaires

Le Kremlin Bicêtre est à la 14 ème place des villes françaises les plus denses (16 214,9 habitants au km2 !). Pourquoi vouloir augmenter cette densification ? Monter dans le classement des villes les plus denses n'est peut-être pas un but enviable !

Stop à une vision purement financière de l'aménagement de notre ville ! Oui à un environnement humain qui fait la part belle à la verdure et à la qualité de vie.

3) L'augmentation du nombre d'habitants dans cette partie de la ville n'est franchement pas souhaitable vu les transports en commun actuels qui sont déjà surchargés : ligne 7, bus 47, 125, 131,185, 323 ...

L'ouverture la ligne 14 ne va pas résoudre le pb. L'apport de population supplémentaire ne peut qu'aggraver la situation.

4) Marre d'une offre de services sous-dimensionnée. Une augmentation du nombre d'habitants va aggraver là-aussi la situation : impossibilité de trouver un médecin traitant au KB, difficultés pour trouver une infirmière, trop peu de labos d'analyse, etc

5) Trop de circulation : Rue du Général Leclerc, de Verdun, Charles Gide, avenue de Fontainebleau asphyxiées.Sans parler du blocage de la rue du Général Leclerc 2 fois par semaine le jeudi et le dimanche qui conduit à un refus des artisans de se déplacer le jeudi, de ne pas pouvoir obtenir un taxi au pied de chez soi, de la difficulté de déménager ces jours-là sans parler de l'interdiction de sortir en voiture de chez soi certains jours de l'année au mépris de toute liberté de circuler. Ce n'est pas la construction de nouveaux logements qui va améliorer la situation

6) Je veux respirer et voir des arbres et de la verdure. Ce n'est pas en construisant des immeubles jusqu'à 8 étages ou plus qui va améliorer les choses. La bétonisation à outrance ne peut qu'empirer cette sensation d'étouffement et de chaleur en été. Ce ne sont pas des plantes ou arbustes en bacs qui vont régler ce pb. Il y a de moins en moins d'oiseaux au fil des ans sans parler de autres animaux qu'on voit moins mais qui participent aussi au bien-être qui vont pâtir de cette bétonisation.

7) Les trottoirs seront-ils élargis car actuellement le piéton est loin d'être le roi rue du Général Leclerc. Heureusement, rue Rossel on a l'impression de ne pas être en ville et de profiter d'un petit coin de campagne.

8) Dans votre projet, vous parlez d'avoir des commerces au pied des nouveaux immeubles. De quelle nature seront ces commerces sur des rues peu propices au passage des piétons donc peu favorables à la marche d'un commerce. Le café / hôtel au coin des rues Rossel et du Général Leclerc permet aujourd'hui aux étudiants de l'hôpital d'apporter jeunesse et gaieté.

A noter que tous les commerces rachetés par la mairie à des endroits plus "passants" ont du mal à trouver preneur donc pourquoi en rajouter ?

En conclusion, conservation des pavillons, création d'un vrai ilot de verdure et stop à une nouvelle densification et bétonisation qui ne fera qu'engorger encore plus le quartier.

Merci d'avoir lu ce mail à défaut d'en tenir éventuellement compte.

Cordialement

Envoyé : mercredi 22 mars 2023 17:58– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Consult. ZAC Rossel-Leclerc

A l'attention de la mairie du Kremlin-Bicêtre.

Je veux donner mon avis à propos de la ZAC organisée pour les rues Rossel et du général Leclerc. Je suis tout à fait contre le deuxième scénario, je trouve que le premier est le seul acceptable. Il ne faut pas selon moi démolir des maisons qui sont en bon état, il faut garder le plus possible la rue Rossel dans sa configuration actuelle, avec le sentiment d'espace que l'on a lorsqu'on l'emprunte, par exemple pour aller au parc Pinel.

Il y a déjà beaucoup d'habitants au Kremlin, il n'y a pas besoin de construire de nouveaux immeubles !

Envoyé : mercredi 22 mars 2023 18:37– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ilot rossel

Bonjour

dans le cadre de la concertation sur l'Ilot historique Rossel, il semble important de conserver des maisons basses dans la rue du Général Leclerc

d'une part pour la vue de l'hôpital et sur l'hôpital (bâtiments classés)

d'autre part pour garder le caractère historique du quartier, son aspect de village qui est essentiel pour nombre d'entre nous

enfin pour res-pi-rer ! la barre d'immeubles derrière la Sainte famille et donnant sur la rue du général Leclerc est étouffante . Pensez à nos enfants , à nos séniors. Le Kremlin est densément peuplé. On y vit mal, on y respire mal ....

Ne faites pas l'erreur d'effacer le passé historique de la ville

ne faites pas l'erreur de laisser à nos enfants , à l'avenir , une ville défigurée , plus laide que celle que vous avez trouvé lors de la première mandature de JL lAurent.

merci de prendre en compte l'avis des habitants du Kremlin-Bicêtre, d'écouter ce que les gens ont à dire même si ce n'est pas la tendance actuelle

cordialement

Envoyé : mercredi 22 mars 2023 22:07– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : zone d'aménagement concertée ilot rossel

Madame, monsieur,

Avec plus de 16.000 habitants par km2, le Kremlin-Bicêtre figure parmi les 15 communes les plus peuplées de France. Peut-être sur le podium si l'on retranche les surfaces de l'hôpital… Vouloir ajouter encore des immeubles à la place de maisons paraît insensé.

Le scénario 1 est donc préférable : s'il faut agrandir l'école et reconstruire à la place de bâtiments trop dégradés, il faut chercher à impacter le moins possible l'existant.

Le scénario 2 est à rejeter.

Sincères salutations,

Envoyé : jeudi 23 mars 2023 07:54 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ilôt Rossel

Pas de barres d'immeubles supplémentaires ni de logements supplémentaires

Pas d'augmentation de la population

Pas de problèmes sur la ligne 7 déjà surchargée !!!!

Je suis contre tout cela . Je suis contre ce projet.

Je veux préserver les jardins et la nature.

Envoyé : jeudi 23 mars 2023 08:14 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Avis

Je suis contre le projet de la mairie, je pense qu'il ne faut pas raser l'ilot Rossel, mais remplacer ce qui est inhabitable en gardant ce qui peut être conservé des bâtiments existants, et ne pas monter jusqu'à huit étages le projet d'agrandissement de l'école qui me parait largement surévalué compte tenu des prévisions de fréquentation à venir. En outre, construire du huit étages au ras d'un monument historique de la qualité de l'Hôpital de Bicêtre est du vandalisme. De plus, la mairie n'a visiblement pas étudié l'impact sur la circulation dans le quartier d'un ensemble de la taille de ce qui figure dans le projet, et annoncer des commerces au pied des immeubles avec la surpopulation projetée dans une rue aussi étroite et passante, est de la poudre aux yeux et à la limite une malhonnêteté.

Pour ces raisons et d'autres encore, je pense qu'il faut réévaluer à la baisse le projet de la mairie.

Envoyé : jeudi 23 mars 2023 14:16– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ZAC Rossel-Leclerc

Chère Madame, cher Monsieur,

Voici mon avis sur la ZAC Rossel-Leclerc qui est en cours d'organisation.

Je suis un jeune habitant du Kremlin-Bicêtre, où j'ai passé une partie de mon enfance.

Je suis complètement opposé au scénario 2. Le scénario 1 engendre moins de démolitions, il permet au moins de préserver certaines des maisons de la rue Rossel.

Dans l'ensemble, ce type de projet devrait chercher à limiter au maximum l'impact sur les habitants et aussi l'impact sur la planète.

Envoyé : jeudi 23 mars 2023 14:30– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Avis sur la ZAC Rossel-Leclerc

Madame, Monsieur.

Je souhaite participer à la démarche de ZA, organisée pour les rues Rossel et Leclerc au Kremlin-Bicêtre.

Dans son ensemble, le projet me paraît relever d'une autre époque, déjà lointaine. Les priorités d'aujourd'hui devraient aller à la préservation de l'environnement, à la qualité de vie et à la lutte contre le réchauffement climatique. Il faut dès lors privilégier les rénovations, les approches « douces », à des entreprises de démolition et de reconstruction. Le Kremlin-Bicêtre n'a que trop souffert déjà par le passé de tels types de projet. Quiconque emprunte aujourd'hui l'avenue de Fontainebleau mesure les dommages qui ont été occasionnés ces dernières décennies.

Sauf erreur de ma part, le Kremlin-Bicêtre figure parmi les communes les plus densément peuplées de France. Pourquoi donc vouloir augmenter encore le nombre d'habitants ?

Je peux comprendre le besoin d'agrandir une école comme celui de remplacer un immeuble insalubre. Mais cela ne doit pas servir de prétexte à raser tout un quartier ! Il ne saurait être question de remplacer des maisons en parfait état, habitées par des familles, par des immeubles.

Je suis donc fermement opposé au scénario 2 présenté. Son ampleur et surtout ses impacts sont disproportionnés.
Le scénario 1 semble, à la rigueur, plus tolérable pour le Kremlin-Bicêtre, car il préserve plusieurs de maisons situées rue Rossel. C'est aujourd'hui une rue très agréable, vouloir la border d'immeubles neufs n'a aucun sens.

De façon plus générale, densifier encore davantage le Kremlin-Bicêtre me semble être une espèce de fuite en avant. Cette ville est déjà l'une des plus densément peuplée de la région.

Bien cordialement,

Envoyé : jeudi 23 mars 2023 15:16 - Favorable
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : avis de concertation choix de scénario

Bonjour,
Votre site de concertation d'aménagement d'urbanisme est clair et très intéressant

Pour ma part et sans hésitation je préfère le scénario n°1, il ne faut pas ajouter tout le temps du neuf, il faut garder le charme de l'ancien réhabiliter l'école existante, très bien, mais pas plus de logement neuf qu'il n'en faut, déjà beaucoup d'habitants au Kremlin-Bicêtre plus que dans certaines villes plus grande !

Ne pas tout casser, pas trop de neuf, pas trop d'habitant réhabilitation en douceur préservation de l'ancien, de l'histoire du quartier

Scénario 1

Cordialement

Envoyé : jeudi 23 mars 2023 15:51 - Divers
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Registre de la concertation en ligne

Bonjour,

J'habite rue du square Jules Guesde et je ne pourrai pas être là samedi pour la réunion publique d'information sur la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel-Leclerc.

J'aurais voulu savoir à quoi correspond le registre de la concertation en ligne ?

Merci de votre aide.

Bien cordialement,

Envoyé : jeudi 23 mars 2023 20:02– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Rénovation de l îlot Rossel

Bonjour,

le premier café, les toutes premières maisons de la ville seront-elles rasées pour mettre des immeubles modernes ? Ou bien rénovées en même temps que l ecole avec une cohabitation de nouvelles constructions de même hauteur pour laisser la lumière et le soleil passer vers les petites maisons et la cour de récréation ? Le soleil d automne et d hiver seraient arrêtés par des immeubles plus hauts que l existants. Je souhaite pour ma part la rénovation agrandissement de l ecole, oui au passage vers le parc, oui a la démolition d immeubles en réel arrete de peril et leur remplacement à même hauteur. Mais aussi oui a la rénovation écologique et économique de ce si beau îlot avec ses petites maisons, courettes, son café en brique, le cafe historique avec son petit retrait arboré et charmant, c'est notre richesse populaire, notre histoire comme le panneau l indique en face. Oui a la mixité de l histoire et de l avenir qui fait la richesse de notre belle ville. Je vous remercie pour votre attention et pour l organisation de cette concertation démocratique. Bien respectueusement et chaleureusement. une habitante depuis presque 40 ans.

Envoyé : jeudi 23 mars 2023 20:38– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ZAC Rossel

Bonjour,
Je me permets d'écrire pour écrire mon inquiétude sur ce projet quand j'entends des immeubles de 8 étages. Je suis pour des rues piétonnes et un cœur de quartier plus vert, ce qui manque énormément au KB.
Ayant suivi les retours je suis pour des immeubles ne passant pas 4-5 étages. Je suis pour un espace vert et surtout des commerces et des restaurants pour faire revivre ce centre qui devra devenir un point important avec la nouvelle ligne 14. Je précise que je pense qu'il est très important de trouver un moyen (accord avec l'hôpital) pour d'avoir un chemin direct à travers l'hôpital pour aller à la ligne 14

Bien cordialement,

Envoyé : jeudi 23 mars 2023 21:12 - Divers
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Questions sur le projet de ZAC

Bonjour,

A ce stade du projet, quel est le pourcentage de maîtrise foncière du secteur par la ville, l'établissement public territorial et/ou un opérateur foncier?

Quel est le coût estimé d'acquisition du foncier?

Pourquoi le Territoire a fait le choix de recourir à une ZAC?

Est ce que la ville envisage de confier la maîtrise d'ouvrage de l'extension de l'école au Territoire? Quel est le coût estimé de cette extension?

Quel est le mode de gestion envisagée pour cette future ZAC à ce stade?

Par avance, merci.

Cordialement

Envoyé : vendredi 24 mars 2023 13:24 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Non à la sur-densification du coeur de ville et à la destruction de l'îlot Rossel

Bonjour

Après avoir signé la pétition contre la destruction de l'îlot Rossel, j'écris pour manifester à nouveau ce choix

Pas de 120 logements en plus sur une surface très réduite, de ligne 7 impraticable aux heures de pointe…

Surtout si l'offre de services de la ville n'est pas adaptée

Je souhaite conserver le cœur de ville, l'identité de la ville, ne pas raser toute l'histoire…

Un cœur de ville vivant, boisé, habité de nature et de ses animaux

Une ville à taille humaine tournée vers la préservation du naturel et de l'humain.

Non à la destruction des cadeaux de la terre.

Envoyé : vendredi 24 mars 2023 14:45 - Divers
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : îlot Rossel

J'habite au Kremlin-Bicêtre. Je me sens concernée par les actions mais je ne serai pas disponible pour la réunion de demain. Je suis preneuse d'informations. Bon courage. A bientôt.

Envoyé : vendredi 24 mars 2023 17:24 - Favorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Ilot Rossel

Je suis tout a fait d'accord avec vos revendications à propos de l'Ilôt Rossel.

Il est tout a fait nécessaire de réhabiliter cet espace mais de grâce! STOP au bétonnage à tout va.

Le seul objectif valable pour cette commune serait de la rendre plus jolie, plus attrayante, plus verdoyante!

Un espace se libère; C'est une opportunité pour réaliser un site aéré qui réconcilierait le passé et les attentes des Kremlinois très tournées vers la nature.

On nous propose donc un immeuble de 8 étages ! Pourquoi pas une tour de 32 étages avec 5 niveaux de parking?

Envoyé : vendredi 24 mars 2023 17:26 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Non au projet de l îlot Rossel

Bonjour, nous sommes contre ce projet qui va encore betoniser le Kremlin Bicetre!!

Notre maire était contre la betonisation mais visiblement il a changé d avis ou ceder à la pression.

Je serai plus d avis de construire des logements avec accès à.la propriété pour les ménages les plus modestes.

A condition de ne pas.construire des tours, seulement des petits bâtiments de 4 étages qui pourraient être harmonieux pour le paysage.

Envoyé : vendredi 24 mars 2023 19:09– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ZAC Rossel-Leclerc

Bonjour,
Je voudrais vous faire connaître mon avis sur votre projet de ZAC Rossel-Leclerc.

Le projet me semble complètement dépassé. De nos jours, il chercher à rénover les habitations, pas à détruire pour construire des immeubles neufs.

Le scénario 1 est le moins mauvais des deux qui sont présentés sur votre site, parce qu'il a dans l'ensemble l'impact le plus faible pour la ville, pour les habitants et même pour notre planète.
Merci pour votre attention.

Envoyé : vendredi 24 mars 2023 19:32 - Favorable
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : Simple avis citoyen Ilot Rossel

Bonjour,
J'entends parfois que la réflexion sur la création de la ZAC Rossel serait un projet néfaste pour la ville. Pour ma part, je trouve premièrement que porter ce type de concertation sur des projets d'ampleur pour notre ville est une méthode appréciable. Deuxièmement, cette création de ZAC incluant des commerces, des lieux de vie et de nouveaux logements sert la revivification de la ville et de l'Ilot Rossel qui est nécessaire pour que la ville grandisse et avance tout en conservant son patrimoine historique.
Bien cordialement.

Envoyé : samedi 25 mars 2023 11:08 - – Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Avis concertation Zac Rossel

Bonjour,

Nouvel habitant propriétaire au 63 rue du Général Leclerc, vous trouverez ci-après mon avis dans le cadre de la concertation.

Est-ce que vous pourriez accuser réception de mon avis, et le publier de façon anonyme sur le registre numérique et papier ?

Je suis pour :

- le maintien et la réhabilitation de l'hôtel à l'architecture historique des feaubourgs

- le maintien du café/restaurant en pied d'immeuble du 76, dans sa forme actuelle qui témoigne d'un certain ''patrimoine historique commercial''

- Préserver les pavillons rue rossel et la maison au 68 rue du Général Leclerc avec l'ancien cabaret.

- Ne démolir que les immeubles en arrêté de péril

- Du fait de l'étroitesse de la rue, de sa pente, et de l'implantation à l'alignement, limiter la hauteur des immeubles en particulier de la pointe en cohérence avec les hauteurs existantes

- Favorable à l'accueil de l'école primaire avec maintien façade historique

- Favorable à la création d'une percée piétonne rue general leclerc à rue rossel.

En revanche pour qu'elle soit pratique dans son usage, il conviendrait qu'elle soit perpendiculaire à la rue du Général Leclerc (et non à la rue Rossel).

- Favorable à une zone de circulation apaisée

En conclusion, plus favorable à un scénario proche du 1, mais en réduisant la hauteur à r+3/4, en maintenant le café et en rehabilitant l'hôtel.

Vous en remerciant,

Bien cordialement,

Envoyé : samedi 25 mars 2023 11:56 - – Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Non à la construction de logements ZAC Rossel Leclerc

Bonjour,
Kremlin Bicetre est trop densément peuplé et nous n'avons absolument pas besoin de plus de logements mais surtout plus de parcs et d'espaces verts et moins de circulation.

Le transport en commun est une horreur aux heures de pointes, il n'y en a pas assez et assez souvent donc nous n'avons surtout pas besoin de plus d'habitants.

Cordialement,

Envoyé : samedi 25 mars 2023 16:10– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Zac Rossel Leclerc

Madame, Monsieur,

J'ai assisté ce matin à la réunion publique concernant la réhabilitation du quartier Zac Rossel Leclerc.

Habitante du Kremlin Bicêtre depuis 2007 et ayant des enfants qui ont été scolarisés à l'école Pierre brossolette ,j'étais au courant depuis cette époque d' un projet de déménagement de l'école primaire Pierre brossolette qui se trouve intégrée dans un lycée.

Étant proche du quartier Rossel Leclerc, je circule à pied souvent le long des pavillons lorsque l'on redescend de l'Adase ou de la piscine ou du haut du Kremlin-Bicêtre. J'ai appris ce matin avec surprise qu'un projet d'immeuble de 8 étages pourrait se faire.

Je comprends le besoin de logement mais je pense que la ville du Kremlin-Bicêtre participe largement à la construction de logements sociaux ou autres déjà . Je suis par contre tout à fait contre le fait de construire à la place de ces petits pavillons et immeubles qui font le charme du Kremlin-Bicêtre un immeuble de 8 étages .

Dans le projet, il est également évoqué la construction de commerces.comment peut-on vouloir rajouter des commerces alors que le centre commercial okabé a des locaux vides qui ont du mal à se maintenir.

peut-être que les zones commerciales au Kremlin-Bicêtre sont mal réparties par exemple dans le nord du Kremlin-Bicêtre, c'est vrai que les gens sont un peu plus isolés mais en tout cas sur le bas du Kremlin il n'est vraiment pas nécessaire de rajouter des commerces en dehors d'une boulangerie peut-être et je répète encore une fois pour moi le charme du Kremlin-Bicêtre c'est justement cette zone que l'on ne voit pas au départ quand on arrive parce qu'on l'on voit surtout l'avenue de Fontainebleau et moi si je suis venu habiter au Kremlin-Bicêtre c'est pour le charme des petits pavillons qu'il y a tout autour de la mairie mais aussi dans le nord du Kremlin-Bicêtre aux alentours du collège Albert Cron au nord de l'hôpital ce serait vraiment dommage que cela change. nous n'avons pas besoin de constructions supplémentaires, les gens ont besoin de verdure ,d'oxygénation des villes, de respirer. arrêtons de construire et construire, la ligne 7 est saturée- la ligne du 47 est saturée bien sûr il va y avoir la ligne 14 qui va désengorger la ligne 7.

alors arrêtons d'en rajouter sinon on court après le désengorgement donc:

- tout à fait d'accord avec vous pour le projet du regroupement des ecoles primaire et maternelle

- tout à fait d'accord pour réhabiliter les immeubles qui paraissent insalubres dans le respect des personnes qui les occupent .

C'est un endroit historique de la ville, il faut absolument le préserver.

On peut restaurer sans toutefois tout détruire pour reconstruire plus haut en tout cas je suis tout à fait contre gardons le cachet du quartier pavillonnaire.

J'espère sue rien est décidé.

Bien à vous

Merci pour cette concertation

Envoyé : samedi 25 mars 2023 19:50 - Favorable
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : Remarques sur le projet concernant l'îlot Rossel

Bonjour,
J'ai assisté aux deux réunions de concertations portant sur ce projet d'aménagement futur.
Je considère pour ma part que ce projet tient la route et qu'il va permettre de revivifier cet endroit.

L'idée d'intégrer l'école élémentaire actuellement située rue Pierre Brossolette, au sein de l'îlot, me parait une bonne mesure.
Le passage prévu reliant la rue du général Leclerc à la rue Rossel est une bonne idée également. Une ouverture sur ce passage permettant d'accéder à la future école élémentaire serait un plus incontestablement.
La végétalisation de ce périmètre (îlot Rossel) est à promouvoir, car actuellement seuls quelques arbres éparses existent.
Par ailleurs, je suis plutôt favorable à la conservation, en vertu de son caractère historique, au maintien du 70 rue du général Leclerc.

Enfin, si cela peut être évité, relativement à la question de la construction d'immeubles d'habitation, il serait préférable que ne soit pas retenu l'idée d'un R+8, en bout de parcelle.
Merci
Cordialement

Envoyé : samedi 25 mars 2023 21:20– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Zac rossel- leclerc

Madame, Monsieur.

Je désire vous donner mon avis sur la ZAC que vous organisez au Kremlin-Bicêtre pour l'ilot Rossel et rue Leclerc.

Dans une période où la lutte contre le changement climatique est une priorité, y compris à l'échelle d'une commune, ce genre de projet ne paraît pas d'actualité.

Je suis complètement opposé à votre scénario 2, qui me paraît sur dimensionné pour répondre aux besoins qui sont présentés.

Le scénario 1 paraît plus acceptable car il semble permettre de conserver quelques maisons sur la rue Rossel. Cette rue est une des plus charmantes du Kremlin-Bicêtre, il est important de ne pas la détruire.

De façon plus générale, densifier encore davantage le Kremlin-Bicêtre me semble être une espèce de fuite en avant. Cette ville est déjà l'une des plus densément peuplée de la région.

Bien cordialement,

Envoyé : dimanche 26 mars 2023 06:34– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Projet

Madame, Monsieur,

Voici mon opinion sur la « ZAC Rossel-Leclerc ».

Je suis tout à fait contre le scénario 2. Le scénario 1 est « moins pire », il provoque moins de démolitions, il permet de conserver à la rue Rossel une partie de son aspect et de son ambiance actuelle, que nous apprécions.

Envoyé : dimanche 26 mars 2023 06:35 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet :

Bonjour.

Je veux donner mon avis sur le projet de ZAC Rossel-Leclerc au Kremlin.

Ce projet me semble archaïque : il vaudrait mieux rénover que détruire, ce serait meilleur pour préserver la planète !

Mais si le projet est quand même réalisé, le scénario 1 est le moins mauvais. Il conserve une partie des habitations de la rue Rossel. Il préserve aussi l'ambiance autour du parc Pinel.

Envoyé : dimanche 26 mars 2023 10:25– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Ilot Rossel

Bonjour,

J 'ai assisté plusieurs réunions d'information sur l'amélioration de l'ilot Rossel . Voici mon ressenti.

- En effet 1 maison (au 72) est dans un état déplorable et des morceaux tombent sur chaussée.

- Mais détruire le cabaret d'origine , symbole de la ville, classé monument historique me semble une abérration.

- D'autre part, construite un immeuble de 8 étages à l'angle du général Leclerc et de la rue Rossel n'est pas envisageable. Cela détruirait l' harmonie de cet ilot, amènerait une circulation encore plus dense dans cette petite rue pavillonnaire alors qu'il y a déjà l'entrée de l'hôpital , la sortie de l'hopital , l'entrée du Parc Pinel , et une inversion de circulation é fois par semaine lors des marchés !

- Je suis étonnée qu'une telle construction ait l'autorisation de faire surface à moins de 500 m de l'entrée historique de l'hôpital alors qu'habitant en face, j'ai du fournir un gros dossier pour changer 1 fenêtre !

- Quant est il des parkings de ces futures constructions ? Où se situeront les entrées et sorties ?

Merci de prendre en compte mes demandes .

Cordialement

Envoyé : dimanche 26 mars 2023 12:35 – Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Îlot Rossel

Bonjour,

Je suis contre les deux projets proposés par M. Le Maire et je propose de les remplacer par un projet qui respecte les critères suivants :

- Expertises indépendantes sur l'état des bâtiments sur la base d'un appel d'offre public. L'appel d'offre et les expertises seront publiés sur le site de la ville et dans le « mag » (n° spécial) afin de déterminer dans le débat public les conditions de la réhabilitation de l'Îlot Rossel.
- Le projet sera soumis à une votation.
- Pour des bâtiment délabrés et/ou inhabitables, il faut déterminer les responsabilités pour cet état. Qui a laissé délabrer ces bâtiments ? Réhabilitation aux frais des responsables.
- Maintien des bâtiments existants. Si le maintien n'est plus possible, remplacement par des bâtiments de la même hauteur et en harmonie esthétique avec les bâtiments existants
- Pas d'augmentation de la densité car la densité de la ville est déjà énorme : de 16 214,9 habitants au km^2 pour une surface totale de 1,5km^2 dont au moins 0,5 km^2 ne sont pas habitables (hôpital, fort, cimetière). En réalité, nous sommes environ 25 000 habitants sur un km^2. La qualité de vie en dépend : nuisances sonores, services privés et publics débordés, transports en commun surchargés (même avec la ligne 14 à partir de 2024).

- Élaboration d'un plan documenté et argumenté du développement de la couverture scolaire de la ville afin de disposer d'arguments raisonnables pour l'agrandissement de l'École Jean Zay, projet d'une école primaire etc. qui s'intègre dans la réhabilitation de l'Îlot Rossel
- La réinstallation de commerces de proximité et de lieux de culture dont une librairie
- Développement d'un plan de circulation sûre qui met en avant les transports en commun, la circulation à pied et à vélo

Meilleures salutations,

Envoyé : dimanche 26 mars 2023 12:58 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ZAC Rossel

Bonjour,
Je suis contre les deux projets proposés par la municipalité.

En effet, la ville est déjà trop dense. Sur 1,5 kilomètre carré, seul un km2 est habitable (0,5 km2 est occupé par l'hôpital, le fort et le cimetière), ce qui signifie que nous sommes en fait 25000 habitants au km2, ce qui est déjà difficilement supportable.

Raser l'îlot Rossel en ne laissant que l'école Jean Zay et éventuellement deux pavillons rue Rossel, signifie effacer le passé de la ville. Au contraire, un travail sur la mémoire de la ville permettrait de développer un sentiment d'appartenance qui fait cruellement défaut au Kremlin-Bicêtre et contribue à la dégradation de l'espace public.

Faisons plutôt de l'îlot Rossel un havre de verdure et accentuons son côté bucolique pour en faire un îlot de fraîcheur! Certains immeubles doivent être réhabilités. Il faut conserver leur hauteur actuelle - voire la diminuer.

Il y a d'autres endroits qui se dégradent depuis des années au Kremlin-Bicêtre, en particulier rue de Verdun où il est urgent d'entreprendre quelque chose.

Meilleures salutations.

Envoyé : dimanche 26 mars 2023 14:35– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : avis

Bonjour,

Voici ma contribution, bonne réception.

Ilot Rossel

1 – Les scenari présentés à la réunion du 25 mars 2023 (toujours les mêmes depuis la 1ere réunion du 19 novembre 2022, malgré toutes les remarques et propositions faites par les habitants).

Seuls deux schémas sont proposés :

- Le premier on rase tout et on reconstruit et agrandit l'école jean Zay
- Le second identique à la seule exception de conserver 2 pavillons sur rue Rossel

Remarques :

Concernant l'école Jean Zay : le projet semble surdimensionné au regard de la baisse régulière de la population ces dernières années sur la commune selon les données de l'INSEE (2019 = 24971 hbts ; 2020 = 24513 hbts) ; de la baisse du taux de natalité (2,1 en 2019) ; de la baisse de la population des enfants de 0 à 14 ans (19% en 2013, 17 % en 2019). Et enfin des projets de fermeture d'écoles dans Paris et la petite couronne. Il manque une étude de prospective qui prenne en compte ces chiffres pour une évaluation juste et adaptée qui pourrait aboutir à limiter la surélévation à R+1 ou la diminution de l'emprise au sol (le projet actuel occupant plus de la moitié de la surface de l'îlot).
D'accord avec le fait de conserver le bâtiment tel quel sur la rue de la Convention.

Concernant l'immeuble frappé d'insalubrité au 72-74 avenue du Général Leclerc d'accord avec une reconstruction.

Pour tous les autres pavillons et petites bâtisses de 1ou 2 étages sur la rue Rossel et l'avenue du général Leclerc : on conserve, on réhabilite si nécessaire, on préserve l'aspect bucolique et historique de cet îlot : un havre de tranquillité où l'on respire, où l'on voit le ciel à hauteur des yeux. Un endroit de poésie et de convivialité avec le petit hôtel-café chez Rafi, en cœur de ville entouré de monuments remarquables (Hôpital, Mairie, façade Ecole Jean Zay) et à quelques mètres d'une avenue de Fontainebleau totalement défigurée par un Okabé aux vitrines vides, un mur aveugle et déprimant, une avenue bruyante et encombrée.
En plus, tout proche, le projet Jean Jaurès, qui détruit 4 pavillons et construit à R+6 va défigurer la place du même nom et l'enfermer avec une façade coupant l'horizon et la circulation de l'air incite à stopper la vague de destruction.

Concernant les arguments sur l'augmentation de l'offre de logements :
Le KB est une ville très dense : 16 674,3 habitants au km2 - 24 513 hbts sur 1,5 km2.). C'est la 3ème ville la plus peuplée du Val de Marne. En comparaison : Villejuif 11 042, Arcueil 10 894, Ivry 10 624.
De nouvelles constructions vont encore faire grimper ce chiffre (cf. plus haut le projet Jaurès). La municipalité veut-elle nous hausser au 1er rang et rendre la ville encore plus étouffante ? Aujourd'hui c'est déjà 96 % de tissu urbain et 4 % d'espaces verts sur la Commune.
Par ailleurs sur la ville, on compte 1049 logements vacants, des m2 vides à Okabé, un hôtel fermé et barricadé rue du 14 juillet, un immeuble qu'on laisse se dégrader 2 avenue de Verdun entre autres.
Le choix de démolir des pavillons habités ou habitables dans un quartier agréable plutôt que de s'occuper de ce qui est vide et se dégrade est un choix fait contre les habitants, leurs voeux et leur cadre de vie.

2 – Sur le déroulement de la consultation

Les informations données ont été trompeuses : annonces d'une réunion d'information pour le 19 novembre qui se transforme en réunion de concertation en début de séance ; annonces faites quelques jours avant la réunion. Aucun des documents demandés à l'issue de cette réunion ni comptes rendus n'ont été communiqués.

Les scénarios présentés ne sont pas le fruit d'une concertation, ils émanent de la seule municipalité et ne tiennent pas compte des remarques exprimées.

A la réunion du 25 mars, sur une cinquantaine de participants, seule une personne s'est dite d'accord avec les 2 projets. Toutes les autres ont émis des critiques, fait des propositions.

En ce qui me concerne, j'ai demandé des scenari 3 et 4 qui prennent en compte toutes ces propositions exprimées.

3 – Sur l'aspect écologique et environnemental

Conserver les bâtiments existants, les adapter si besoin pour limiter le coût environnemental des travaux, tel est le credo depuis quelques années. Et cela, déjà, avant la hausse vertigineuse des matières premières, du coût du transport et traitement des déchets d'une démolition. Faire table rase, c'est du passé qui ne passe plus.

Conclusion : En dehors de l'agrandissement de l'école Jean Zay, qui doit être précisé et mis en perspectives avec les données démographiques, la démolition de l'immeuble insalubre avec une reconstruction s'harmonisant avec l'Hôtel-café Rafi et le 70-68 avenue du général Leclerc, le projet de tout rasé ou quasi tout rasé cet îlot s'avère couteux sur le plan économique, social, environnemental et écologique. Et en opposition avec les remarques faites lors des deux réunions auxquelles j'ai assisté comme avec les contributions rassemblées par le commissaire lors de l'enquête d'utilité publique de mars 2022.

Envoyé : dimanche 26 mars 2023 17:00– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Avis sur la concertation Ilot Rossel

Madame, Monsieur,

Propriétaires au 1-5 avenue du docteur Antoine Lacroix (devant la mairie) et résidant au Kremlin-Bicêtre depuis plus de dix ans, nous ne pouvons que déplorer les choix de la municipalité qui se résument à deux scénarios quasiment identiques l'un et l'autre.

Dernier espace de calme et de tranquillité, la rue Rossel ne mérite pas un tel saccage qui représente un coût démesuré alors que la ville attend de l'attention à de nombreux autres lieux qui semblent bien plus prioritaires (par exemple l'hôtel abandonné rue du 14 juillet). Nous rappelons que le Kremlin-Bicetre est une des communes les plus densément peuplées de la petite couronne parisienne.

Aucun des deux scénarios n'étant équilibré et raisonnable, voici ce que nous proposons :

- démolition des immeubles insalubres au 72-74 avenue du général Leclerc ;

- revoir le projet d'agrandissement de l'école Jean Zay, en limitant les nouvelles emprises sur l'Ilot Rossel au 72-74 avenue du général Leclerc maximum, et en conservant la façade historique sur la rue de la convention ;

- conservation et éventuellement adaptation/amélioration des maisons rue Rossel lorsque nécessaire

- conservation de l'hôtel-café « Rafi » ;

- compte tenu du périmètre très protégé (sites historiques de la mairie du KB et Hopital), ne pas dépasser R+2 au maximum pour toute éventuelle reconstruction.

Bien cordialement,

Envoyé : dimanche 26 mars 2023 18:47– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr

Objet : Ilot Rossel

Dans le cadre de la concertation concernant l'ilot Rossel, je fais part de mon accord sur le projet : extension de l'école, nécessaire ; logements avec répartition entre logements sociaux et logements privés ; commerces en rez de chaussée si faisabilité économique ; espace végétalisé). Une interrogation, toutefois, concernant la hauteur de 8 étages qui parait élevée compte tenu de l'étroitesse relative de la rue du général Leclerc et des constructions proches (R + 1 prévu pour l'école proche, notamment). Ne pourrait-on limiter à 6 étages ? Nécessité d'une bonne intégration architecturale.

Envoyé : dimanche 26 mars 2023 23:21– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Avis sur la destruction projetée de l'îlot Rossel-Leclerc

Bonjour,

A l'issue de la réunion d'information du 25 mars dernier, il est toujours plus évident que les deux scénarios repris depuis novembre 2022 ne sont que les deux facettes, les deux seules options restrictives d'un même projet qui, à défaut d''architecte officiellement désigné, ne dit pas encore son nom. Il s'agirait donc de détruire l'essentiel de l'existant, y compris salubre, en gardant ou en remplaçant éventuellement deux maisons ; il s'agirait par suite de bétonner en hauteur pour créer entre 80 et 150 logements. En l'état, ces destructions et ces constructions projetées sont inacceptables.

1° En matière de destruction, cela impliquerait de mettre à bas, au cœur de notre ville, le dernier cabaret d'origine en l'état (1825) et ainsi une part essentielle de son identité, de la mémoire vive de la ville, ce qui fait que le Kremlin est le Kremlin ! Nous sommes sans doute nombreux à vouloir d'une ville qui garde son âme - pas d'un quartier, d'une ville-dortoir sans passé où l'on passe et où l'on s'entasse. Un "espace muséal" dans un recoin de l'école voisine ressemblerait alors à un enterrement de première classe.

2° Quant aux constructions dont on espère qu'elle seront loin d'être si démesurées que prévu (R + 4, cela suffit pour faire assez de logements !) et loin de minéraliser à outrance un environnement encore riche, elles devraient venir ajouter, en matière de densité urbaine, de la saturation au trop-plein. S'agit-il donc de densifier une ville déjà parmi les espaces les plus denses au monde (16 214,9 habitants au km2 au Kremlin emprises comprises, bien plus que Tokyo avec 6 313 habitants au km2 !) ? Nous sommes déjà parmi les vingt villes les plus denses de toute la France (selon l'INSEE 2020), derrière des villes qui ont déjà malheureusement été plus que bétonnées (ex. Levallois, Issy). Je préfère une ville dont certains quartiers restent à taille humaine, laissant circuler l'air, entrer le soleil (enjeu de santé publique et de dépense énergétique) tout en préservant des sources de fraîcheur quand bientôt, il fera à Paris des chaleurs plus que toulousaines auxquelles les grands bâtiments minéraux ne sont pas adaptés. Faut-il en faire plus, est-on resté bloqué dans les années 1970 ? La densification ne se fait pas sans discernement ; sans cela, c'est tout simplement une bêtise.

J'espère que mes remarques, comme celles de mes concitoyennes et de mes concitoyens, seront pleinement prises en considération ! Une concertation n'est pas un concert : on n'y joue pas avec des variations minimes, une partition écrite d'avance.

Bonne soirée, cordialement,

Envoyé : lundi 27 mars 2023 09:40 - Divers
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Contact

Bonjour

J'ai trouvé votre courrier dans ma boite aux lettres. N'ayant pu me libérer samedi matin, je viens vous exprimer mon intérêt pour votre initiative. J'habite sur le plateau et ne me sens pas immédiatement concerné par les travaux de l'îlot Roussel. En revanche, nous sommes plusieurs riverains à nous étonner de certains permis de construire octroyés à des « pavillons » de plus de 300m2, qui ne laissent plus aucune place à la végétation (contrairement aux préconisations des urbanistes en matière d'écologie et de lutte contre le réchauffement climatique). Par ailleurs, dépendant à 100% des transports publics pour mes déplacements, je constate des difficultés grandissantes sur mes trajets en bus (le 47 en particulier) et une ligne 7 toujours aussi chaotique.

Je vous remercie de bien vouloir me tenir au courant de vos réunions et/ou actions à venir.

Cordialement,

Envoyé : lundi 27 mars 2023 10:19– **Propositions et évolutions des scénarii**
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Concertation îlot Rossel / Leclerc Scénariis

Bonjour,

Il nous est proposé 2 scénariis :

. Un premier scénario conserve certains pavillons côté rue Rossel. Le gabarit des immeubles est plus bas que dans le scénario 2 en privilégiant un épannelage côté rue du Général Leclerc.

Ce scénario a l'avantage, côté rue Rossel, d'offrir pour les piétons qui continueront à emprunter cette voie, une **zone de respiration**, d'espace, avec une **diversité de bâtiments** à échelle humaine, pas trop hauts, et une conservation d'une partie de **la mémoire du quartier**, à savoir deux **pavillons de bonne facture dont la démolition et disparition serait tout à fait dommageable.** Le « charme » de cette rue ne tient qu'à ces pavillons, aux arbres qui y sont plantés et qui offrent aux passants un visuel arboré. Ils répondent en tout points aux critères d'habitat durable avec conservation du bâti, participent à « rafraichir » l'espace avec des **arbres de hautes tiges qui sont à protéger et pas à abattre**. Ces arbres font partie d'un **patrimoine végétal qui est extrêmement précieux**. Ces arbres existent, ils doivent être une composante du projet qui ne doit pas se faire sans eux. Ils apportent une qualité végétale qui est devenue aujourd'hui tout aussi importante que la qualité architecturale surtout à l'heure du réchauffement climatique.

Je passe dans cette rue régulièrement. Pourquoi dans celle-ci plutôt que dans la rue du Général Leclerc qui me ferait un trajet plus court ? Simplement parce que cette rue offre tout ce que je viens d'écrire plus haut et est agréable pour le piéton.

Je choisis donc le scénario 1 car il répond aux critères de durabilité, d'écologie et de qualité de vie.

. Le second scénario privilégie un projet qui utilise tout le foncier de l'ilot. Les gabarits des immeubles sont soit-disant « adaptés à leur environnement » en « s'adaptant aux gabarits des avoisinants » et à la présence de l'hôpital de Bicêtre à l'Ouest côté Rossel.

Ce scénario **démolit tout** ce qui fait le charme de la rue, plus de pavillons, les arbres, poumon vert de cette zone sont abattus. A la place, une rangée de bâtiments sera construite. La végétation sera en cœur de parcelle. Le piéton de la rue Rossel ne pourra plus flâner, lever la tête pour admirer les arbres et apprécier les pavillons, non, il marchera en regardant droit devant lui. Quant au côté de la rue du Général Leclerc je préfère ne pas en parler… Ce bétonnage avec des bâtiments de 6 et 8 étages est tout à fait déprimant. Que d'excès ! Rien qu'à regarder le plan parcellaire avec cette couleur maronasse affublée de R+6, R+8 ça m'attriste. Comment faire pour éviter cette catastrophe patrimoniale et écologique….

Vous avez aujourd'hui le pouvoir de minimiser les dégâts en ne faisant pas ce scénario alors soyez audacieux et responsable. Evitez-nous le pire.

Envoyé : lundi 27 mars 2023 10:59– **Propositions et évolutions des scénarii**
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Fwd: Ilôt rue Rossel / Convention / Général Leclerc / Jean Zay

Monsieur le Maire,

Je suis informée qu'il y aurait un projet de construction d'un (ou plusieurs) immeubles à usage d'habitation sur l'ilôt mentionné en objet.

Or, depuis des années, et cela fait partie de vos différents programmes électoraux, il est question pour ce quartier précis de :

1) Agrandir l'école Jean Zay

2) Créer des espaces de vie et des espaces verts en liaison avec le quartier Kellerman/Paul Bourget/Porte d'Italie, rue Antoine Lacroix/Mairie/parcPinel puis, à terme, plus haut, vers le fort et vers Villejuif.

Et ce sont de très bonnes idées, de beaux projets ; de l'argent public investi à bon escient dans l'amélioration du cadre de vie de vos administrés. De quoi rendre la ville du Kremlin-Bicêtre encore plus attractive qu'elle ne l'est déjà.

Le Kremlin-Bicêtre a subi (je dit bien subi) une très forte urbanisation dans les années 70 à 90. Aujourd'hui, le territoire de la commune est saturé et l'arrivée de la nouvelle ligne de métro ne doit pas être prétexte à urbaniser davantage. Au contraire, elle servira à désenclaver les quartiers Sud-Ouest de la ville.

Je vous demande, à vous et à vous équipe, de remettre en question votre projet d'immeuble d'habitation qui va impacter négativement le quartier pour des dizaines d'années.

Regardez... En son temps, heureusement que nous n'avons rien construit sur l'actuel Parc Pinel ! Qu'en serait-il aujourd'hui ? Un îlot parmi tant d'autres ? Alors que ce parc fait maintenant partie de l'identité de la ville !

Faites en sorte que notre parc Pinel ait son prolongement sur l'ilôt Rossel. Investissez dans la qualité plus que dans la quantité !!!

Vous en avez le pouvoir et je suis sûre qu'au fond de vous, vous avez envie de mettre vos véritables projets à exécution.

En vous remerciant de m'avoir lue jusqu'au bout,

je vous présente, Monsieur le Maire, l'expression de mes plus respectueuses salutations.

Habitante du Kremlin Bicêtre depuis 35 ans. Ancienne résidente du quartier Rossel/Général Leclerc

---

Envoyé : lundi 27 mars 2023 15:18 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Point de vue d'un habitant du quartier dans le cadre de la Concertation ouverte concernant l'ilôt Rossel

Bonjour,

Lors d'une réunion de mémoire en juin dernier, faisant office de consultation officielle sans le dire, j'ai eu l'occasion de m'exprimer par rapport à ce projet, que je désapprouve vigoureusement à nouveau.

Je fais partie des 20% qui paient une taxe foncière, qui ont été sacrifiés lors des dernières assemblées dans la mesure où ils sont « privilégiés » (un de mes voisins propriétaire ne peut plus payer ses charges, il va être déloger et son logement sera mis aux enchères, merci pour lui).

Puisqu'il a été annoncé qu'elle allait encore augmenter, je me dis « et bien allez-y tant que vous y êtes, refaites une école plus moderne aux frais du contribuable plutôt que le procédé peu avouable mis en œuvre par la mairie : préempter une parcelle foncière, la laisser pourrir le temps (une décennie) qu'une partie s'effondre, en prenant le voisinage en otage, et invoquer le lendemain de l'éboulement une situation d'urgence. Le fait de mettre en œuvre une prophétie autoréalisatrice de la sorte, s'apparente fort, je le crains aux opérations permettant de créer une « réalité alternative » dont nous connaissons les adeptes : D. Trump et ses amis et affidés ….

Alors en qualité d'habitant je me permets de dire : profitez plutîot de l'augmentation des taxes foncières pour reprendre la dynamique de réduction de la dette, qui a été enterrée, et surtout lancez un vrai combat contre les logements déficients.

Ce n'est pas de construire des logements neufs qui va cesser la dynamique de dégradation des logements anciens et de création de friches urbaines. Et ce n'est qu'en lançant un travail de réhabilitation, rénovation et amélioration de l'existant, que vous parviendrez à remonter la pente. Par exemple au niveau de l'ancien centre commercial des 36-38 avenue de Fontainebleau, qui est devenu un cloaque (repaires de drogués) la nuit et un bazar le jour.

Sur le fond je souhaite faire part de 10 réserves :

- 1/ Le projet qui nous a été présenté considère avec une désinvolture révoltante, le volet écologique, invoquant, de mémoire, une couche de terre de 50 cm ou un peu plus sur dalle de béton, et non pas le maintien de la pleine terre. Donc, en fait, un projet d'artificialisation des sols, sous couvert de bannière publicitaire écolo.
- 2/Le projet fera au moins 100 logements de plus : l'école aura beau s'agrandir, elle devra accueillir encore une classe ou deux d'élèves en plus, compte tenu des deux autres projets dans cette zone. Je ne vois pas comment la mairie tombera à l'équilibre,
- 3/ L'offre de crèches est elle aussi catastrophique (elle fait vitre certes une économie parallèle, comme on a coutume de dire, pour être plus clair : du travail au noir)
- 4/ L'offre de bus est très sous-dimensionnée (impossible de revenir de place d'Italie à porte d'Italie autrement qu'à pied, un vendredi soir sur deux).
- 5/ Aucune considération n'a été faite de ma proposition de garder une parcelle de terrain pour créer une zone d'éducation au jardinage pour les écoliers.

- 6/ Les rues adjacentes sont déjà très engoncées et très étroites, et que par ailleurs l'ouverture de la gare ligne 14 va faire exploser le trafic piétonnier (la mairie a-t-elle anticipé et préparé cela ??)
- 7/ La disparition d'un cabaret accueillant les jeunes de l'hôpital tout proche
- 8/ La construction envisagée sur 8 nveaux déséquilibrera la perspective faisant apparaître la mairie, seul bâtiment esthétique du quartier, qui se découpe bien depuis la porte d'Italie.
- 9/ Kremlin Bicêtre n'est-il pas déjà assez dense ? 26 000 habitants sur 1,5 km2, en fait deux fois plus si je compte bien, en retranchant la masse des bâtiments publics … soit autant que Paris – déjà l'une des capitales les plus denses d'Europe. Il n'est qu'à voir le trafic piétonnier sur l'artère principale le samedi, c'est une catastrophe, de même qu'en ce qui concerne les pollutions automobiles.
- 10/ La mise en œuvre du PLU peut être qualifiée de très active. De multiples constructions nouvelles et surélévations parfois « sauvages » en termes d'architecture et d'urbanisme. Exemple criant, surélévation et nouvelle construction imposante de la rue du 14 juillet. Entre ces deux projets, un bâtiment de 4 niveaux muré sur deux niveaux et des commerces qui n'en finissent pas de fermer ou proposer des services nuls (tatouage, fumerie …).
- 11/ En conclusion, plutôt que bétonner les quelques ilôts qui restent relativement agréables de ce quartier, je me permets de suggérer à la mairie à lancer une réflexion pour pallier à cette dégradation qui risquent à la longue d'en faire une zone sinistrée.

Ces éléments seront communiqués à nouveau sur le site, et en cas de nécessité, signifiés à la mairie par recommandé.

Bien cordialement

Envoyé : lundi 27 mars 2023 16:06 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ZAC Rossel-Leclerc – Mon avis

Bonjour,

Je voudrais exprimer mon avis au sujet du projet concernant les rues Rossel et Leclerc au Kremlin-Bicêtre.

Je suis contre ce projet qui est vraiment d'une autre époque. Qui peut aujourd'hui envisager de telles choses sauf à vivre dans le passé ?

Nos priorités en 2023 doivent impérativement aller à la protection de l'environnement, à l'amélioration de la qualité de vie des habitants et aussi à la lutte contre le changement climatique.

Il faut chercher à rénover et pas démolir pour construire ensuite, en enrichissant au passage de grandes entreprises et leurs filiales spécialisées dans l'immobilier.

En outre, le Kremlin Bicêtre est l'une des communes de France où la densité de population est la plus forte. Ajouter encore davantage d'habitants est insensé ! Vous utilisez le besoin d'agrandir l'école le problème posé par un immeuble insalubre comme un prétexte à une opération immobilière d'un autre âge, pour laquelle vous allez raser tout un pâté de maisons ! Je ne comprends même pas que vous puissiez mettre en avant une quelconque « utilité publique ».

Le scénario 2 que vous présentez est le pire, il est complètement hors de proportion avec la commune. Le scénario 1 préserve plusieurs de maisons situées rue Rossel, il est donc « moins pire ». La rue Rossel que nous connaissons aujourd'hui est une rue tout à fait agréable. Vous la détruiriez en la bordant d'une barre d'immeubles.

Voilà mon avis. Un projet comme celui-là oublie les priorités des habitants.

En espérant avoir été lue et entendue.

Envoyé : lundi 27 mars 2023 21:10 - – Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : concertation "îlot Rossel"

bonjour Madame, Monsieur,

merci d'avoir pris le temps de cette réunion à la Mairie samedi matin.

Je me permets de vous adresser quelques remarques, dont je vous remercie par avance d'accuser réception.

- Harmonie générale du bâti

  · Les parties les plus anciennes de l'hôpital sont les seules constructions d'intérêt historique et architectural sur le territoire de la commune. Leur visibilité fait partie intégrante de la signature de notre commune et de sa personnalité.

  · Le futur projet ne devrait pas altérer cette visibilité, que ce soit depuis le bas de la rue du Général Leclerc par exemple, comme de tout autre point de vue (Gentilly, Paris XIII, Ivry…). A ce titre, il conviendrait d'éviter toute construction ou reconstruction dépassant les plus hauts points du bâti actuel de l'îlot.

  · La création d'un espace vert devant le portail ancien de l'hôpital, côté av. Eugène Thomas est une 1ère étape de mise en valeur de ce patrimoine historique. Cette mise en valeur trouverait un prolongement naturel via un élargissement des trottoirs côté pair de la rue du Général Leclerc. Dans l'hypothèse d'une démolition/reconstruction, un élargissement significatif de la rue, dans l'alignement de ce nouveau jardin public, serait une piste intéressante (avec des façades mises significativement en retrait côté pair).

  · Enfin, que le futur projet porte sur une réfection de l'existant ou une démolition/reconstruction de tout ou partie, une harmonie devrait être recherchée dans les façades, entre la pierre de taille de l'hôpital et celle de l'école Jean Zay, avec des parements de pierre pour d'éventuels nouveaux édifices ou le choix de coloris du même type pour les édifices existant rénovés.

- Critères environnementaux

  · Le futur projet devrait impérativement prendre en compte la nécessité de limiter l'artificialisation des sols, soit par augmentation de la surface du bâti, soit par transformation des surfaces pavées existantes qui constituent un optimum de durabilité tout en permettant l'absorption de l'eau de pluie par le sol.

  · Compte tenu de la situation géographique de l'îlot, la limitation du ruissellement de surface devrait être recherchée. En effet, l'îlot est en position relativement haute par rapport au reste de la rue du Général Leclerc et en cas de fortes pluies, un très fort ruissellement est observé en aval (cf. également le type de revêtement des trottoirs de l'avenue Eugène Thomas et du parvis de l'hôpital, qui est à éviter à tout prix à cause des risques de glissade et du ruissellement).

· La structure actuelle de l'îlot qui mêle un habitat ancien et / ou pavillonnaire présente une capacité d'héberger une certaine **biodiversité** (oiseaux, végétation, mousses…) qui doit impérativement être prise en compte dans la réflexion.

· Enfin, la densification de population ne doit être acceptable qu'à condition d'une **amélioration générale des conditions de vie pour l'ensemble du quartier**. Elle devrait être très limitée compte tenu de la densité actuelle de population déjà atteinte.

- Intégration aux flux de circulation

· Le prolongement du passage de la Sainte-Famille est une piste intéressante dans l'hypothèse d'une refonte du bâti existant. Il pourrait être intégré à une réflexion plus large sur les **accès piétons à la future station de métro 14 et à la faculté de médecine, ainsi qu'à la mise en valeur du portail nord de l'hôpital**, actuellement totalement isolé.

· De même, un **schéma général** de circulation et d'aménagement, intégrant le projet de "ruban vert", de voies cyclables ou tout autre dont vous auriez connaissance serait apprécié.

- Observation générale sur la démarche projet et sur le dossier présenté

· Dans le dossier et dans les supports de présentation, merci de bien vouloir **séparer clairement ce sur quoi la commune est déjà engagée de ce qui reste à l'état d'avant-projet** (partie « groupe scolaire » vs partie « autre » ?).

· Des **éléments chiffrés et comparatifs seraient appréciés** : densité de population, taux de logement social, % de la population en logement social, engagements pris dans le cadre du Grand Paris, abaques d'accroissement des flux de circulation : voiture, transports en commun supplémentaires par unité de population supplémentaire. Autres impacts par unité de population supplémentaire (adduction d'eau, eau usées, production de déchets, stationnement, accès aux services publics et de santé, etc.).

· Autre sujet : le **logement étudiant** ne semble pas évoqué dans les réflexions alors que la commune comporte des établissements supérieurs publics et privés et qu'elle est favorablement située par rapport aux établissements du supérieur localisés à Paris intra muros (5^{e} arrdt notamment).

En espérant que ces remarques retiendront votre attention et qu'elles pourront être versées au dossier en cours de constitution, recevez mes meilleures salutations.

Envoyé : mardi 28 mars 2023 15:40 - **Défavorable**
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : réhabilitation ilot Rossel

Faisant suite à votre lettre d'information concernant la ZAC Rossel, je suis en accord avec vos arguments.

Trop de logements sur une petite surface
Transports surchargés

Offre de services public sous dimensionnée
Je vous remercie de me tenir informer de la suite de ce dossier
Cordialement

Envoyé : mardi 28 mars 2023 18:48 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : RE: Point de vue d'un habitant du quartier dans le cadre de la Concertation ouverte concernant l'ilôt Rossel

Bonjour, Lors d'une réunion de mémoire en juin dernier, faisant office de consultation officielle sans le dire, j'ai eu l'occasion de m'exprimer par rapport à ce projet, que je désapprouve vigoureusement à nouveau.

Je fais partie des 20% qui paient une taxe foncière, qui ont été sacrifiés lors des dernières assemblées dans la mesure où ils sont « privilégiés » (un de mes voisins propriétaire ne peut plus payer ses charges, il va être déloger et son logement sera mis aux enchères, merci pour lui).

Puisqu'il a été annoncé qu'elle allait encore augmenter, je me dis « et bien allez-y tant que vous y êtes, refaites une école plus moderne aux frais du contribuable plutôt que le procédé peu avouable mis en œuvre par la mairie : préempter une parcelle foncière, la laisser pourrir le temps (une décennie) qu'une partie s'effondre, en prenant le voisinage en otage, et invoquer le lendemain de l'éboulement une situation d'urgence. Le fait de mettre en œuvre une prophétie autoréalisatrice de la sorte, s'apparente fort, je le crains aux opérations permettant de créer une « réalité alternative » dont nous connaissons les adeptes : D. Trump et ses amis et affidés ….

Alors en qualité d'habitant je me permets de dire : profitez plutîot de l'augmentation des taxes foncières pour reprendre la dynamique de réduction de la dette, qui a été enterrée, et surtout lancez un vrai combat contre les logements déficients.

Ce n'est pas de construire des logements neufs qui va cesser la dynamique de dégradation des logements anciens et de création de friches urbaines. Et ce n'est qu'en lançant un travail de réhabilitation, rénovation et amélioration de l'existant, que vous parviendrez à remonter la pente. Par exemple au niveau de l'ancien centre commercial des 36-38 avenue de Fontainebleau, qui est devenu un cloaque (repaires de drogués) la nuit et un bazar le jour.

Sur le fond je souhaite faire part de 10 réserves :

- 1/ Le projet qui nous a été présenté considère avec une désinvolture révoltante, le volet écologique, invoquant, de mémoire, une couche de terre de 50 cm ou un peu plus sur dalle de béton, et non pas le maintien de la pleine terre. Donc, en fait, un projet d'artificialisation des sols, sous couvert de bannière publicitaire écolo.
- 2/Le projet fera au moins 100 logements de plus : l'école aura beau s'agrandir, elle devra accueillir encore une classe ou deux d'élèves en plus, compte tenu des deux autres projets dans cette zone. Je ne vois pas comment la mairie tombera à l'équilibre,
- 3/ L'offre de crèches est elle aussi catastrophique (elle fait vitre certes une économie parallèle, comme on a coutume de dire, pour être plus clair : du travail au noir)
- 4/ L'offre de bus est très sous-dimensionnée (impossible de revenir de place d'Italie à porte d'Italie autrement qu'à pied, un vendredi soir sur deux).
- 5/ Aucune considération n'a été faite de ma proposition de garder une parcelle de terrain pour créer une zone d'éducation au jardinage pour les écoliers.

- 6/ Les rues adjacentes sont déjà très engoncées et très étroites, et que par ailleurs l'ouverture de la gare ligne 14 va faire exploser le trafic piétonnier (la mairie a-t-elle anticipé et préparé cela ??)
- 7/ La disparition d'un cabaret accueillant les jeunes de l'hôpital tout proche
- 8/ La construction envisagée sur 8 nveaux déséquilibrera la perspective faisant apparaître la mairie, seul bâtiment esthétique du quartier, qui se découpe bien depuis la porte d'Italie.
- 9/ Kremlin Bicêtre n'est-il pas déjà assez dense ? 26 000 habitants sur 1,5 km2, en fait deux fois plus si je compte bien, en retranchant la masse des bâtiments publics … soit autant que Paris – déjà l'une des capitales les plus denses d'Europe. Il n'est qu'à voir le trafic piétonnier sur l'artère principale le samedi, c'est une catastrophe, de même qu'en ce qui concerne les pollutions automobiles.
- 10/ La mise en œuvre du PLU peut être qualifiée de très active. De multiples constructions nouvelles et surélévations parfois « sauvages » en termes d'architecture et d'urbanisme. Exemple criant, surélévation et nouvelle construction imposante de la rue du 14 juillet. Entre ces deux projets, un bâtiment de 4 niveaux muré sur deux niveaux et des commerces qui n'en finissent pas de fermer ou proposer des services nuls (tatouage, fumerie …).
- 11/ En conclusion, plutôt que bétonner les quelques ilôts qui restent relativement agréables de ce quartier, je me permets de suggérer à la mairie à lancer une réflexion pour pallier à cette dégradation qui risquent à la longue d'en faire une zone sinistrée.

Ces éléments seront communiqués à nouveau sur le site, et en cas de nécessité, signifiés à la mairie par recommandé.

Bien cordialement

Envoyé : mercredi 29 mars 2023 13:41 - Divers
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : Réhabiliter îlot roussel

Conserver le centre ville nous comptons sur vos bonnes décisions

---

Envoyé : mercredi 29 mars 2023 14:15 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ILOT ROSSEL ECOLE JEAN ZAY-SCE DE L URBANISME

Bonjour,

REUNION DE CONCERTATION DU SAMEDI 25 MARS 2023-

Tout simplement vous dire que je suis tout a fait opposée a la construction d'immeubles de plus de .5 à 8 étages -

Il serait souhaitable de revoir votre étude, ne serait -il pas possible de trouver un autre ENDROIT pour la construction de LOGEMENTS sachant que vous avez déjà des terrains préemptés dans la ville -

Avec la sécheresse qui sévit ? NOUS SOUHAITONS PLUS D AIR ET DE VERDURE-....

Bien cordialement

Envoyé : mercredi 29 mars 2023 16:31– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Concertation Rossel

Madame, Monsieur,

Propriétaires au 1-5 avenue du docteur Antoine Lacroix (devant la mairie) et résidant au Kremlin-Bicêtre depuis maintenant 3 ans, nous ne pouvons que déplorer les choix de la municipalité qui se résument à deux scénarios quasiment identiques l'un et l'autre.

Dernier espace de calme et de tranquillité, la rue Rossel ne mérite pas un tel saccage qui représente un coût démesuré alors que la ville attend de l'attention à de nombreux autres lieux qui semblent bien plus prioritaires (par exemple l'hôtel abandonné rue du 14 juillet). Nous rappelons que le Kremlin-Bicetre est une des communes les plus densément peuplées de la petite couronne parisienne.

Aucun des deux scénarios n'étant équilibré et raisonnable, voici ce que nous proposons :
- démolition des immeubles insalubres au 72-74 avenue du général Leclerc ;

- revoir le projet d'agrandissement de l'école Jean Zay, en limitant les nouvelles emprises sur l'Ilot Rossel au 72-74 avenue du général Leclerc maximum, et en conservant la façade historique sur la rue de la convention ;

- conservation et éventuellement adaptation/amélioration des maisons rue Rossel lorsque nécessaire
- conservation de l'hôtel-café « Rafi » ;

- compte tenu du périmètre très protégé (sites historiques de la mairie du KB et Hopital), ne pas dépasser R+2 au maximum pour toute éventuelle reconstruction.

En espérant pouvoir faire avancer les choses pour le bien être des Kremlinois.
Cordialement,

Envoyé : jeudi 30 mars 2023 11:07 - Divers
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Concertation ZAC Rossel

Je vous informe par la présente l'absence d'affichage rue Danton de l'avis de concertation ce jour 30 mars 2023 8h52.

Cordialement

Envoyé : jeudi 30 mars 2023 18:04– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Remarques sur la création de la ZAC Rossel / Leclerc

Tout d'abord, je ne concidère pas que la concertation telle qu'elle a été menée soit une réelle concertation.

Comme il est annoncé sur l'avis de concertation "création de la Z.A.C. Rossel-Leclerc", j'ai demandé, à mes frais, l'obtention du dossier de la concertation à la Direction des Services Techniques - Service Urbanisme - 10 rue Etienne Dolet.

J'ai fait ma demande tout d'abord par mail le 31 janvier 2023.

Sans aucune nouvelle, je suis passée par deux fois au Service Urbanisme du Kremlin-Bicêtre qui m'a répondu oralement que j'allais recevoir une réponse.

Le 18 février 2023, n'ayant toujours rien reçu, j'ai envoyé une lettre avec accusé de réception au Service Urbanisme, toujours sans réponse à la veillle de la fermeture de la concertation !

Et aujourd'hui, le 30 mars 2023, le batiment de la Direction des Services Techniques - Service Urbanisme est fermé depuis ce matin sans que ne soit affiché quand il rouvrira.

Selon moi, cette abscence de réponse à ma demande d'obtention du dossier, a entravé le déroulement de la concertation puisque l'équipe municipale du Kremlin-Bicêtre n'a pas produit les documents administratifs que j'étais en droit d'obtenir.

Une concertation, comme son nom l'indique, n'a-t-elle pas pour objectif de consulter les parties concernées pour mettre au point un projet commun ?

Ici, nul projet commun coconstruit.

Les kremlinois assistent à des réunions où l'on leur donne certaines informations, sans qu'ils puissent exposer leur propositions et leurs points de vue.

L'insincérité de cette concertation est patente.

De plus, il se trouve que les deux projets présentés sont totalement contraires aux désirs et aux besoins des kremlinois et de la société actuelle.

En effet, aujourd'hui, comme le démontre beaucoup d'études, et les manifestations actuelles contre la réforme des retraite, les habitants demandent à être associés aux décisions sociétales importantes et donc à la pré-conception de l'espace urbain. Ils désirent un quartier à échelle humaine car notre société a besoin d'ancrage et de repères. Certaines politiques urbanistiques ont bien intégré ce besoin d'ancrage et de repères qui, s'ils sont intelligemment mis en place au niveau de l'architecture urbaine, permettent une diminution de la délinquance. Au contraire, lorsque l'architecture urbaine n'est pas à échelle humaine et lorsqu'il y a une densité de population trop importante, nous assistons à une augmentation de la délinquance.

A ce jour, les projets actuels pour la ZAC Rossel-Leclerc présentés et conçus par l'équipe municipale du Kremlin-Bicêtre prennent le risque d'une augmentation importante de la délinquance. D'une part, car les bâtiments prévus sont trop haut (R+6 - R+8) et ils ne sont donc pas à l'échelle humaine et d'autre part, car notre ville a déjà une densité de population très importante (3ème ville la plus peuplé du Val de Marne).

De plus, lorsque ces deux critères urbanistiques sont concomitants, les études montrent que le partage d'un projet social n'est plus possible.

L'ilôt Rossel / Leclerc représente pour beaucoup d'habitants kremlinois, la symbolique de la ville car c'est un ilôt si chargé de l' histoire de la commune qu'il est devenu pour de nombreux habitants le lieu mémoriel de la ville, et ce d'autant plus que c'est un ilôt bucolique, charmant et poétique d'où l'on peut même voir la ciel et admirer les monuments historiques tels que le CHU...

De nos jours, il est essentiel de sanctuariser ces lieux de mémoire car se sont des lieux d'ancrage et de repères.

Notre société se trouve à un tournant essentiel . Allons-nous réussir à sauvegarder la planète ?

Beaucoup de scientifiques nous disent qu'il faut drastiquement réduire nos consommations , revenir au local, créer du lien et des repères, et ce, si nous voulons éviter la destructions de nos habitats et le chaos que cela va engendrer.

A ce jour, les deux projets présentés ne peuvent produire que des nuissances importantes. et ne permettent pas aux habitants de penser le monde d'après, avec ses défits environnementaux, climatiques et sociétaux :

En cas de tempête ou de mini cyclone, le vent va s'engouffrer et prendre de la vitesse dans la rue du Général Leclerc car il existera à cet endroit, un passage resserré - puisque plus haut - entre les deux côtés de la rue. Le risque est de devoir faire face à d'importants dégâts matériels dès que le vent arrivera à la hauteur du CHU si c'est un vent à dominance du Nord, ou à la sortie du carrefour Convention / Général Leclerc si c'est un vent à dominance du Sud.

Avec les deux projets d'urbanisme présentés par l'équipe municipale, d'importants courants d'air vont de toutes façons se créer dans le centre ville, ce qui peut engendrer, en plus des dégâts matériels , la propagation de virus et donc plus d'arrêts maladie, etc.

Ces importants courants d'air casseront définitivement le charme de ce quartier à échelle humaine.

Qui aime se promener dans les courants d'air et la poussière qui vole ?

Il est à noter que lorsqu'il y a une densité de population importante, (surpopulation) le risque de propagation d'un virus est plus important...

Aussi, il me semble essentiel que l'avenir de l'îlot Rossel / Leclerc puisse se faire en collaboration avec la population qui elle, souhaite réhabiliter ce quartier en bonne intelligence et souhaite sauvegarder un certain nombre de bâtiments.

Certaines bâtisses pourraient être réhabilitées.

Par exemple, l'hôtel café Rafi est un lieu de socialisation et de lien social important qu'il est essentiel de sauvegarder et d'intégrer compte tenu des attentes et des besoins d'ancrage de notre société, à l'heure où tout va trop vite.

Autre exemple, la maison rue du Général Leclerc (entre le N°60 et 68) qui a un grand jardin donnant sur la rue pourrait être réhabilité et devenir un lieu collectif municipal (cantine, jardin d'enfants, maison d'hôtes, maison relais, jardin partagé, etc).

Enfin, tous les propriétaires qui souhaitent garder leurs biens (exceptés ceux dont le bien est concerné par une insalubrité irrémédiable) devrait pouvoir le faire.

D'autres bâtiment (comme le 72 rue du Général Leclerc frappé d'insalubrité) pourraient être remplacés par des bâtiments neufs à hauteur des bâtiments actuels de cet ilot et ils pourraient parfaitement s'intégrer dans l'îlot.

Au niveau de l'agrandissement de l'école Jean Zay, il manque une étude prospective car le projet semble surdimensionné (baisse de la population en Ile de France, baisse de la fécondité ...).

Si besoin, l'agrandissement de l'école Jean Zay pourrait se faire en réhabilitant ce quartier et en limitant sa surélévation à R+1.

Réhabiliter cet ilôt est possible. Compte tenu des changements climatiques, la construction d'un éco quartier serait même pertinente, mais elle ne peut pas se faire sans la participation des habitants.

Il existe des cabinets d'architecture sachant allier écologie, patrimoine, réhabilitation et constructions neuves .

N'existe-t-il pas des subventions spécifiques concernant la réhabilitaion des bâtiments ?

Une codécision entre les habitants et l'équipe municipale, sur l'avenir et la réhabilitation de cet ilôt, ne permettrait-il pas de contrer le soit disant désintéressement à la vie politique des français ? Une participation active des kremlinois sur l'avenir de cet ilôt, permettrait de construire ensemble un projet social tout en créant du lien social.

Cela pourrait même aboutir, pourquoi pas, à la création de lieux d'échange, de partage, et de rencontre, gérés par les habitants eux-même pour le devenir au sens large de ce quartier, de la commune et de notre société au futur très anxiogène.

Ne serait-ce pas là une démonstration qu'une réelle démocratie participative est possible ?

Envoyé : jeudi 30 mars 2023 18:15– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Remarques sur la création de la ZAC Rossel avec justificatifs

Tout d'abord, je ne concidère pas que la concertation telle qu'elle a été menée soit une réelle concertation.

Comme il est annoncé sur l'avis de concertation "création de la Z.A.C. Rossel-Leclerc", j'ai demandé, à mes frais, l'obtention du dossier de la concertation à la Direction des Services Techniques - Service Urbanisme - 10 rue Etienne Dolet.

J'ai fait ma demande tout d'abord par mail le 31 janvier 2023.

Sans aucune nouvelle, je suis passée par deux fois au Service Urbanisme du Kremlin-Bicêtre qui m'a répondu oralement que j'allais recevoir une réponse.

Le 18 février 2023, n'ayant toujours rien reçu, j'ai envoyé une lettre avec accusé de réception au Service Urbanisme, toujours sans réponse à la veillle de la fermeture de la concertation !

Et aujourd'hui, le 30 mars 2023, le batiment de la Direction des Services Techniques - Service Urbanisme est fermé depuis ce matin sans que ne soit affiché quand il rouvrira.

Selon moi, cette abscence de réponse à ma demande d'obtention du dossier, a entravé le déroulement de la concertation puisque l'équipe municipale du Kremlin-Bicêtre n'a pas produit les documents administratifs que j'étais en droit d'obtenir.

Une concertation, comme son nom l'indique, n'a-t-elle pas pour objectif de consulter les parties concernées pour mettre au point un projet commun ?

Ici, nul projet commun coconstruit.

Les kremlinois assistent à des réunions où l'on leur donne certaines informations, sans qu'ils puissent exposer leur propositions et leurs points de vue.

L'insincérité de cette concertation est patente.

De plus, il se trouve que les deux projets présentés sont totalement contraires aux désirs et aux besoins des kremlinois et de la société actuelle.

En effet, aujourd'hui, comme le démontre beaucoup d'études, et les manifestations actuelles contre la réforme des retraite, les habitants demandent à être associés aux décisions sociétales importantes et donc à la pré-conception de l'espace urbain. Ils désirent un quartier à échelle humaine car notre société a besoin d'ancrage et de repères. Certaines politiques urbanistiques ont bien intégré ce besoin d'ancrage et de repères qui, s'ils sont intelligemment mis en place au niveau de l'architecture urbaine, permettent une diminution de la délinquance. Au contraire, lorsque l'architecture urbaine n'est pas à échelle humaine et lorsqu'il y a une densité de population trop importante, nous assistons à une augmentation de la délinquance.

A ce jour, les projets actuels pour la ZAC Rossel-Leclerc présentés et conçus par l'équipe municipale du Kremlin-Bicêtre prennent le risque d'une augmentation importante de la délinquance. D'une part, car les bâtiments prévus sont trop haut (R+6 - R+8) et ils ne sont donc pas à l'échelle humaine et d'autre part, car notre ville a déjà une densité de population très importante (3ème ville la plus peuplé du Val de Marne).

De plus, lorsque ces deux critères urbanistiques sont concomitants, les études montrent que le partage d'un projet social n'est plus possible.

L'ilôt Rossel / Leclerc représente pour beaucoup d'habitants kremlinois, la symbolique de la ville car c'est un ilôt si chargé de l' histoire de la commune qu'il est devenu pour de nombreux habitants le lieu mémoriel de la ville, et ce d'autant plus que c'est un ilôt bucolique, charmant et poétique d'où l'on peut même voir la ciel et admirer les monuments historiques tels que le CHU...

De nos jours, il est essentiel de sanctuariser ces lieux de mémoire car se sont des lieux d'ancrage et de repères.

Notre société se trouve à un tournant essentiel . Allons-nous réussir à sauvegarder la planète ?

Beaucoup de scientifiques nous disent qu'il faut drastiquement réduire nos consommations , revenir au local, créer du lien et des repères, et ce, si nous voulons éviter la destructions de nos habitats et le chaos que cela va engendrer.

A ce jour, les deux projets présentés ne peuvent produire que des nuissances importantes. et ne permettent pas aux habitants de penser le monde d'après, avec ses défits environnementaux, climatiques et sociétaux :

En cas de tempête ou de mini cyclone, le vent va s'engouffrer et prendre de la vitesse dans la rue du Général Leclerc car il existera à cet endroit, un passage resserré - puisque plus haut - entre les deux côtés de la rue. Le risque est de devoir faire face à d'importants dégâts matériels dès que le vent arrivera à la hauteur du CHU si c'est un vent à dominance du Nord, ou à la sortie du carrefour Convention / Général Leclerc si c'est un vent à dominance du Sud.

Avec les deux projets d'urbanisme présentés par l'équipe municipale, d'importants courants d'air vont de toutes façons se créer dans le centre ville, ce qui peut engendrer, en plus des dégâts matériels , la propagation de virus et donc plus d'arrêts maladie, etc.

Ces importants courants d'air casseront définitivement le charme de ce quartier à échelle humaine.

Qui aime se promener dans les courants d'air et la poussière qui vole ?

Il est à noter que lorsqu'il y a une densité de population importante, (surpopulation) le risque de propagation d'un virus est plus important...

Aussi, il me semble essentiel que l'avenir de l'îlot Rossel / Leclerc puisse se faire en collaboration avec la population qui elle, souhaite réhabiliter ce quartier en bonne intelligence et souhaite sauvegarder un certain nombre de bâtiments.

Certaines bâtisses pourraient être réhabilitées.

Par exemple, l'hôtel café Rafi est un lieu de socialisation et de lien social important qu'il est essentiel de sauvegarder et d'intégrer compte tenu des attentes et des besoins d'ancrage de notre société, à l'heure où tout va trop vite.

Autre exemple, la maison rue du Général Leclerc (entre le N°60 et 68) qui a un grand jardin donnant sur la rue pourrait être réhabilité et devenir un lieu collectif municipal (cantine, jardin d'enfants, maison d'hôtes, maison relais, jardin partagé, etc).

Enfin, tous les propriétaires qui souhaitent garder leurs biens (exceptés ceux dont le bien est concerné par une insalubrité irrémédiable) devrait pouvoir le faire.

D'autres bâtiment (comme le 72 rue du Général Leclerc frappé d'insalubrité) pourraient être remplacés par des bâtiments neufs à hauteur des bâtiments actuels de cet ilot et ils pourraient parfaitement s'intégrer dans l'îlot.

Au niveau de l'agrandissement de l'école Jean Zay, il manque une étude prospective car le projet semble surdimensionné (baisse de la population en Ile de France, baisse de la fécondité ...).

Si besoin, l'agrandissement de l'école Jean Zay pourrait se faire en réhabilitant ce quartier et en limitant sa surélévation à R+1.

Réhabiliter cet ilôt est possible. Compte tenu des changements climatiques, la construction d'un éco quartier serait même pertinente, mais elle ne peut pas se faire sans la participation des habitants.

Il existe des cabinets d'architecture sachant allier écologie, patrimoine, réhabilitation et constructions

neuves .

N'existe-t-il pas des subventions spécifiques concernant la réhabilitaion des bâtiments ?

Une codécision entre les habitants et l'équipe municipale, sur l'avenir et la réhabilitation de cet ilôt, ne permettrait-il pas de contrer le soit disant désintéressement à la vie politique des français ? Une participation active des kremlinois sur l'avenir de cet ilôt, permettrait de construire ensemble un projet social tout en créant du lien social.

Cela pourrait même aboutir, pourquoi pas, à la création de lieux d'échange, de partage, et de rencontre, gérés par les habitants eux-même pour le devenir au sens large de ce quartier, de la commune et de notre société au futur très anxiogène.

Ne serait-ce pas là une démonstration qu'une réelle démocratie participative est possible ?

PS : ci-joint copie du mail et lettre A.R. envoyé au Service Urbanisme du Kremlin-Bicêtre

Ne serait-ce pas là une démonstration qu'une réelle démocratie participative est possible ?

Envoyé : jeudi 30 mars 2023 18:45– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : ZAC Rossel-Leclerc - Le Kremlin-Bicêtre

Bonjour,

Ces nouvelles constructions d'immeubles jusqu'à R+8, vont poursuivre l'encerclement qui bouche l'horizon des habitants sur l'hôpital et la mairie, bâtiments historiques.

Ces nouvelles constructions vont également entraîner une perte d'ensoleillement, de lumière de jour et de vue dont les habitants bénéficient depuis leur installation. Tout cela entraînera des conséquences sur le bien-être et le budget (électricité/éclairage) des habitants.

Du fait des 3 écoles, des accès de l'hôpital sur la rue Rossel, la circulation sera plus conséquente avec les risques qui s'ensuivent.

Mes propositions :

- Conserver les bâtiments existants. Si ce n'est plus possible, les remplacer par un bâtiment de même hauteur en cohérence esthétique avec l'existant (école Jean Zay, cabaret, pavillons).

- Envisager pour les propriétaires occupants des bâtiments qui peuvent être conservés, un dispositif d'aide leur permettant de réaliser des travaux.

- Le projet d'extension et de construction d'école doit être en adéquation avec les besoins et non surdimensionné.

- Développer des jardins, des espaces fleuris en pleine terre et des arbres.

- Réinstaller des commerces de proximité (fromager/crèmerie, librairie…).

Je suis contre les 2 scénarios proposés du fait de l'imprécision dans la présentation et pour l'absence des points ci-dessus mentionnés.

Ce projet détruit le cœur historique de la ville. De plus, il occulte le volet environnemental et écologique. L'îlot Rossel est un havre de paix qui doit être préservé.

Cordialement,

Envoyé : jeudi 30 mars 2023 19:49 - **Favorable**
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : Avis - Concertation pour la zone d'aménagement concerté Rossel

Dans le cadre du projet de requalification de "**l'Ilot Rossel/Leclerc",** après lecture du compte rendu de la **Réunion Publique "Concertation zone d'aménagement concerté (ZAC) Rossel-Leclerc" du 25 mars 2023,** notamment "***Pré-Bilan de la concertation* :** *Avis et remarques recueillis dans les registres numérique et papier (A la date du 23 mars) - Avis des 3 comites de quartier - Atelier participatif sur le groupe scolaire " ,*
je suis favorable au scénario 1

Envoyé : jeudi 30 mars 2023 20:21 - **Favorable**
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : Avis - Concertation pour la zone d'aménagement concerté Rossel

Dans le cadre du projet de requalification de "**l'Ilot Rossel/Leclerc",** après lecture du compte rendu de la *Réunion Publique* ***"Concertation zone d'aménagement concerté (ZAC) Rossel-Leclerc" du 25 mars 2023,*** notamment "***Pré-Bilan de la concertation* :** *Avis et remarques recueillis dans les registres numérique et papier (A la date du 23 mars) - Avis des 3 comites de quartier - Atelier participatif sur le groupe scolaire " ,* **je suis favorable au scénario 1**

Envoyé : jeudi 30 mars 2023 21:17– **Propositions et évolutions des scénarii**
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Création de la ZAC Rossel –Leclerc

Suite à la réunion publique relative à la création de la ZAC Rossel-Leclerc tenue le samedi 25 mars à l'hôtel de ville je souhaite vous faire part des observations suivantes :

S'agissant de la procédure de concertation

J'observe que les informations dont les kremlinois ont pu disposer afin de pouvoir donner leur avis au cours de la période de concertation préalable du 28 novembre 2022 au 31 mars 2023 sont demeurées trop parcellaires pour permettre une véritable concertation ;

La présentation du projet en plusieurs étapes dans les différents cercles de personnes concernées par le projet (communauté éducative, conseils de quartiers ou autres instances locales) n'ont pas permis une information complète de tous les publics intéressés de sorte qu'un échange constructif sur l'ensemble du projet n'a pu avoir lieu au cours de la réunion publique du 25 mars dernier à laquelle j'ai assisté en tant que Kremlinois riverain.

S'agissant du projet présenté :

J'observe que le projet apparaît surdimensionné et contraire aux ambitions environnementales affichées.

Sans doute faut-il maintenir les deux premiers objectifs du projet devenu incontournables à savoir :

- Construire une nouvelle école primaire, en réalisant une réhabilitation et extension de l'école maternelle Jean Zay existante.

- Remédier à la dégradation du bâti rue du Général Leclerc, constitué en partie d'habitat insalubre irrémédiable

En revanche s'il convient en effet de garder comme objectifs de :

- Embellir la ville, valoriser l'histoire et le patrimoine du quartier et réaliser un projet de grande qualité architecturale et environnementale.
- Participer à la qualité des espaces publics et paysagers, favoriser les circulations douces, s'inscrire dans des espaces publics apaisés, en respectant les prescriptions de l'OAP n°5 prévues au Plan Local d'Urbanisme.
- Intégrer une démarche environnementale poussée en utilisant la trame verte comme une composante essentielle du projet urbain.
- Concevoir un projet urbain d'ensemble harmonieux.

Cette ambition me semble difficilement compatible avec le projet de :

- Créer une nouvelle offre de logements dans le respect du principe de mixité sociale et cohérente avec le parc de logements de la ville
- Conforter le tissu commercial de proximité, dans un secteur géographiquement central mais à l'écart des principaux pôles commerçants de la commune.

Compte tenu de la densité de population ainsi concentrée sur un espace réduit, les créations de logement et de commerce prévues dans les deux scénarii présentés ne me semblent pas justifiées.

Construire des immeubles de 5, 6 ou 8 étages pour implanter sur le site de 80 à 150 logements, des commerces auprès d'un groupe scolaire élémentaire et maternel de 450 élèves ne peut manquer de générer des difficultés de circulation et de cohabitation tant pour les habitants, les élèves, leurs parents et leurs enseignants qui ne disposeront chacun que d'un espace notablement insuffisant.

Une étude d'impact du projet suivant différents sénarii apparait nécessaire pour en évaluer les conséquences.

Un choix me semble devoir s'imposer parmi les objectifs annoncés, la priorité devant être accordée au groupe scolaire dont la surface pourrait être étendue sur une partie des terrains de l'îlot où la construction d'immeuble de 6 étages était envisagée.

Plus d'espace pour l'école signifie plus de possibilité d'aménagement intérieur et extérieur, plus de confort pour les usagers (enfants, parents d'élèves, enseignants, animateurs périscolaires, et autres intervenants dans la vie scolaire) plus de sécurité et moins de bruit.

Par ailleurs, la création de la ZAC pourrait offrir l'opportunité de pallier l'insuffisance des services dont bénéficie actuellement la population de la ville pour l'accueil des jeunes enfants notamment en termes d'espace de jeux et de crèches.

La construction d'immeuble jusqu'à la hauteur limite autorisée me semble à proscrire pour maintenir les qualités environnementales du programme qui ne justifie pas de la nécessité de prévoir des constructions neuves de plus de 3 étages.

Envoyé : jeudi 30 mars 2023 21:43 - Favorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Concertation îlot Rossel

Bonjour,

Je souhaite porter à votre connaissance plusieurs points concernant le projet d'aménagement de l'îlot Rossel.

D'abord, une école est un projet important pour une ville qui permet d'accueillir les enfants dans de bonnes conditions. Comme riverain, j'espère que cette école sera construite avant que ma fille aille en maternelle pour qu'elle puisse en bénéficier car l'école Jean Zay a l'air plutôt abîmée de l'extérieur.

Pour l'aménagement autour, j'ai cru comprendre qu'une allée verte était prévue, c' est important pour permettre aux piétons de mieux circuler. La question des déplacements doit se poser pour les rues autour pour que les voitures n'aient plus autant de place à l'avenir !!!

Je regrette que les hauteurs d'immeubles ne soient pas plus précises à ce stade, habitant dans l'immeuble en face, des immeubles de 5 à 7 étages ne seront pas gênants pour nous, mais surtout pas plus haut….

Je vous remercie de votre attention et vous prie de recevoir mes salutations cordiales.

Envoyé : jeudi 30 mars 2023 22:06 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Mon avis sur votre ZAC Rossel-Leclerc

Voilà mon avis à propos du projet touchant la rue Rossel et la rue Leclerc du Kremlin-Bicêtre.

Je suis tout à fait opposée à ce projet, qui est complètement dépassé. Comment peut-on en 2023 encore faire de tels projets ?

En 2023, quelles doivent être les priorités ? Sans hésitation possible : 1/la protection de l'environnement, 2/la qualité de vie des habitants d'une ville et enfin 3/la lutte contre le changement climatique. Et cela sans hiérarchie entre ces 3 enjeux qui ne sont pas du tout contradictoires, mais qui doivent être visés comme un tout.

Il ne faut plus chercher à démolir pour construire plus grand ensuite, mais au contraire chercher à rénover. Sauf à considérer qu'il y a un objectif à enrichir les filiales *real estate* des grands groupes financiers.

Votre scénario 2 est bien sûr le pire : totalement hors de proportion pour le Kremlin Bicêtre. Le scénario 1, qui préserve quelques maisons situées rue Rossel, est un peu moins destructeur c'est vrai. Or cette rue Rossel que nous connaissons aujourd'hui est très agréable et vous la condamneriez en l'étouffant avec une barre d'immeubles.

Vous instrumentalisez le besoin d'agrandir une école, les souhaits de parents d'élèves, l'insalubrité d'un immeuble pour déclencher à une opération immobilière que l'on croirait recyclée d'un plan d'urbanisme des années 1970.

Oser se targuer là d'« utilité publique », tout en expropriant des personnes qui vivent dans des logements qu'elles ont rénovés, me laisse à vrai dire stupéfaite. Le Kremlin Bicêtre fait en outre déjà partie des communes de France dont la densité de population est la plus élevée. Comment face à cela justifier d'ajouter encore davantage d'habitants ?

Voilà mon avis. Votre projet va à l'encontre des besoins fondamentaux des habitants que vous représentez.

Cordialement,

Envoyé : jeudi 30 mars 2023 23:11 - Favorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : CONCERTATION ÎLOT ROSSEL

Bonjour

Je remercie la Mairie du Kremlin-Bicêtre d'offrir à ses habitants la possibilité de s'exprimer sur le projet de réqualification de l'Ilot Rossel

En tant qu'habitant du Kremlin-Bicêtre depuis plus de 20 ans, je partage ici mon avis 100% défavorable à ce projet

Le quartier Rossel est l'un des derniers vestiges du vieux Bicetre et je trouve important de préserver ce patrimoine. Le fait qu'il soit en mauvais état ne doit pas servir de prétexte pour lancer une démolition radicale et cette opération immobilière insensée

La construction d'immeubles d'habitation de grande hauteurs a la place de pavillons et de petits d'immeubles centenaires va enlaidir notre ville. Le Kremlin-Bicêtre est déjà ultra dense n'a pas besoin de buildings supplémentaires.

Je me promène souvent dans le parc de Bicetre et j'espère de tout cœur que je ne verrai jamais une barre de 8 étages boucher l'horizon.

Il y a certainement des alternatives au projet fou de notre mairie

- rénovation douce ou éventuellement ponctuellement immeubles de faible hauteur 2 ou 3 étages maximum
- Création d'équipement culturel : cinéma, musée, salle d'exposition
- Création d'un marché couvert
- Élargissement de ce projet de requalification à l'ensemble du secteur
- - Pietonnisation totale ou partielle des rue Rossel et Leclerc à partir de la rue de la Convention
- - Création d'une allée traversant l'hôpital de la Rue Rossel vers la future station de métro
- - Recul de l'entrée de l'hôpital rue Rossel pour laisser place à un espace vert
- - Transformation des locaux techniques de l'hôpital avec des arches en commerces ou ateliers artisanaux
- - création d'un square autour de l'église de la Sainte Famille

J'aimerais que la mairie engage une vraie concertation en partant d'une feuille blanche pour récolter les idées des habitants et faire un choix qui rehausse le prestige et l'attractivité de notre ville.

Pour finir, je trouve paradoxal qu'une mairie qui se réclame des valeurs de la gauche et de l'écologie mette en avant un telle opération immobilière qui va défigurer notre commune. Si l'objectif de la ville est d'augmenter ses recettes fiscales, alors je préfère vivre dans une ville un peu moins riche et plus humaine qu'une ville aux caisses bien remplies et enlaidie par ce projet

---

Envoyé : jeudi 30 mars 2023 23:51 - Favorable
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : Îlot rossel

Absolument favorable à ce projet où éducation et logement social répondent à des urgences. Je soutiens ce projet qui va dans le bon sens pour les familles kremlinoises et qui éradique l'habitat insalubre.

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 07:53 - Favorable
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : Ilot Rossel

Bonjour,
Le projet est intéressant et prometteur. En effet, la nouvelle école est une chance pour les enfants de la ville qui pourront bénéficier de locaux bien mieux adaptés. Quant aux logements sociaux, ils seront utiles et bienvenus afin que les Kremlinois continuent de bénéficier d'un cadre de vie de qualité et agréable avec une proximité de transports et de commerces. Ces immeubles permettront plus de logements sociaux, utiles aux Kremlinois et désireux de rester dans cette ville où il fait bon
vivre. Néanmoins, une vigilance toute particulière doit être observée quant à la hauteur des immeubles qui ne doit pas être trop élevée.
Cordialement

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 11:39– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : Participation à la concertation sur la future ZAC ilot Rossel

Bonjour
Suite à la réunion tenue en mairie le 25 mars, je vous fais part de quelques réflexions

Le caractère d'utilité publique de l'opération me parait incontestable :
- Modernisation de l'école maternelle jean ZAY et transfert des classes de l'école élémentaire Pierre Brossolette;
- Résorption de l'habitat insalubre;
- Création d'une offre de commerces de proximité en bordure d'ilot ;
- Mixité de l'offre de logements (privé , accession sociale à la propriété , locatif social);
- Nécessité de revitaliser ce secteur , cœur historique de la ville,

Quelques remarques ;
- Il me parait nécessaire d'inclure dans le projet la totalité de l'îlot y compris les maisons de ville situées en bordure de la rue Rossel;
- La hauteur des constructions ne devrait pas excéder R+4 compte tenu de la proximité du périmètre classé de l'hôpital et du parc Pinel ;

- Le gabarit et l'aspect extérieur des immeubles à construire devrait éviter l'effet " barre" en privilégiant la diversité architecturale et en respectant l'alignement sur la rue. Il faudrait également laisser des espaces ouverts et végétalisés en cœur d'îlots ;

S'il s'avèrerait nécessaire , compte tenu de ces remarques , de revoir à la baisse le nombre de logements prévus (sans diminuer la proportion de logements sociaux !) , dans quelle mesure cela remettrait en cause l'équilibre financier de l'opération (compte tenu du coût de la rénovation/extension de l'école) ?

Enfin , est-il envisageable un mixte entre construction de logements neufs et rénovation de l'existant du moins pour les parties les plus caractéristiques de l'architecture " village " de l'ancien Kremlin?

Bien cordialement

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 13:01 - **Favorable**
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : Concertation ilot rossel

Bonjour,
Je pense que le scénario numéro deux mettant des logements neufs participe à la redynamisation du quartier.
Les réhabilitations représentent une solution moins durable et plus éloignée des normes environnementales actuelles.
Aujourd'hui, il faut être solidaire, considérant une crise du logement sans précédent avec une part des loyers de plus en plus importante dans les dépenses incompressibles des ménages. En augmentant les capacités d'accueil, notamment pour le logement social, le projet de construction nouvelle répond à la particularité du KB en termes de mixité sociale

---

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 13:28– **Propositions et évolutions des scénarii**
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Contribution Ilôt Rossel

Contribution sur l'Ilôt Rossel

Impression Générale: Le dossier mis à la discussion me met mal à l'aise, en particulier par le sentiment d'une occasion perdue de prolonger les espaces ouverts ou de construction de hauteur limitée.

Demande spécifique : En particulier, un passage de verdure pourrait être traversant partant de la sortie du parc Pinel vers l'église de la Saint-Famille et la rue Danton, le tout en circulation piétonne. C'est donc un espace bien plus ouvert qui serait jouable, par rapport au scénario 2 proposé à la concertation qui ne propose qu'un étroit passage entre immeubles et école, au milieu de l'ilôt.

Cette proposition n'est pas exclusive de la construction de HLM, même si plusieurs des maisons particulières semblent mériter une conservation ou une réhabilitation plutôt qu'un nouveau bloc d'immeubles.

Enfin, aucune mention n'est faite d'un choix souhaitable de fonctionner sur la base d'énergies renouvelables, en particulier géothermie de faible profondeur ou récupération de chaleur en combinaison avec l'hôpital si proche.

Je vous remercie pour la prise en compte de cet avis

Cordialement

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 13:34– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Avis

Bonjour,

Je souhaite conserver l'aspect bucolique autour de l'école Jean Zay.
Le quartier est déjà trop dense, la destruction de pavillons habitables alors que la.population de la ville baisse ne me paraît pas justifié.
La qualité de vie autour de l'avenue de Fontainebleau est désastreuse (autoroute urbaine, Okabé quasi-vide, bruit incessant).
Conserver un minimum de calme et de.petits immeubles autour du.parc Pinel serait un élément qualitatif dans une ville qui pâtit déjà de tous les maux d'une urbanisation anarchique.
Cordialement

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 15:05– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Ma contribution à la concertation ZAC Rossel/Leclerc

Monsieur le Maire, Madame , Monsieur,
Vous trouverez ci-joint ma contribution à la concertation pour la ZAC Rossel/Leclerc.

Vous en souhaitant bonne réception.

Merci de bien vouloir en accuser sans faute réception.

Cordialement

CONCERTATION SUR LA ZAC ILOT ROSSEL/LELCLERC

LA RESTAURATION DE L'ILOT ROSSEL/LECLERC DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE APPROCHE INTEGRANT LES ENJEUX PATRIMONIAUX EXCEPTIONNELS NOTAMMENT IMMATERIELS QUE PORTENT CETTE ZONE.

1/ L'Ilôt Rossel/Leclerc occupe le tiers de la zone originelle nommant la ville.

Je m'oppose à sa destruction.

Juché sur sa colline en surplomb de Gentilly, Bicestre était de tout temps entouré d'un paysage agraire.… jusqu'au premier quart du XIXè siècle où commencent à être loties des constructions modestes sur la zone la plus proche de sa porte d'accès, la Porte Nord dite Saint Jean-Baptiste. Une petite société composée d'anonymes dotés de forte personnalité, acteurs de notre Histoire nationale, se forme à la faveur de cabarets juste construits. Ils ont un signe de ralliement : ''les Kremlin'' qui s'ancre sur le territoire. Ainsi nait le Hameau dans lequel ils font société, bientôt dénommé ''Hameau du Kremlin''. Il se déploie entre les actuels 51 et 65 rue du Général Leclerc côté impair et les 60 à 74, côté pair. Après 200 ans, la configuration de la zone et son bâti d'origine témoignent encore de leur présence qui marqua si fortement les esprits, que 70 ans plus tard, ''Kremlin'' est porté, d'un petit Hameau naissant jusqu'au fronton de l'Hôtel de ville, pour devenir le toponyme municipal.

2/ Raser L'Ilôt Rossel/Leclerc, c'est éradiquer la mémoire vive du Kremlin-Bicêtre et son patrimoine immatériel exceptionnel.

Je m'oppose à son éradication.

Le patrimoine originel du Kremlin-Bicêtre conjugue patrimoine bâti et patrimoine immatériel réunissant capital humain, social, économique. Dans l'apparente désorganisation de l'espace bâti, dans l'entrelacs de jardins et de bâtiments de l'Ilôt Rossel on ne peut s'empêcher de voir l'indice de la force de vie et de l'indépendance de ceux qui survécurent à l'épopée tragique en Russie présents aux abords de Bicêtre et dont le courage marqua tant leurs contemporains. Après 200 ans, les lignes directrices du Hameau continuent à se caler sur le parcellaire visible dans le cadastre de 1812. La disposition en épis de nombre de bâtiments résiste à s'aligner sur la voie traversante. À la surprise des passants, une faune et une flore inattendues s'y développent. Au centre subsiste l'unique cabaret de l'origine encore en place, qui accueillit les grognards et qui doit être sanctuarisé. De cette organisation spatiale s'exhale la détermination du groupe fondateur, animé par une grande solidarité, fidèle aux idéaux de la Révolution qu'illustre l'histoire politique du Kremlin-Bicêtre ; en même temps qu'une économie qui dessina son identité et dont on retrouve les particularités dans son grand marché légendaire, ses nombreux cafés qui accueillaient en musique couples et familles le dimanche, les réalisations des Castors fondées sur la solidarité et le compagnonnage …

3/ Statufier la force et la résistance des pionniers en leur substituant un mausolée ou en les musïfiant prive à jamais les Kremlinois de l'épaisseur de leur passé.

Je m'oppose à la muséïfication de l'Ilot Rossel.

La consultation des cartes, des plans et des archives relatifs à la période originelle du Kremlin-Bicêtre grâce auxquels on découvre l'identité des premiers bâtisseurs, offre comme en miroir un arrêt sur image d'un groupe emporté par la Révolution, l'Empire puis la Restauration. Le lotissement progressif du Hameau résulte de la migration vers les villes qui se produit après la Révolution et de l'installation d'anciens soldats. Dès 1814, le drapeau tricolore est remplacé par le drapeau blanc. L'armée a été réorganisée. Aux abords de Bicestre, certains militaires deviennent cabaretiers. Leurs établissements où se retrouvent les grognards résidant à l'Hospice de Bicestre, sont à la fois les creusets et des lieux de protection et de replis contre la police monarchique qui les recherche. On fait état des campagnes mémorables auxquelles certains des habitués ont participé. Mais aussi des déconvenues d'être méconnus, seulement dotés d'une demi-solde … Ils ont été confrontés à l'inimaginable. Ils ont résisté à l'extrême rigueur des hivers russes, à la faim et à la soif qui faisaient tomber leurs compagnons, à l'Armée du Tsar qui les poursuivait. Les mémoires de soldats ayant survécu (Cf *Les Mémoires du Sergent Bourgogne 1812-1813. Hachette 1978*) donne la mesure de leur force de vie, de leur courage et de leur fidélité à leurs engagements. Ils sont la mémoire de cette épopée tragique exceptionnelle, devenue vite légendaire. Conserver la clarté et la vitalité de l'image qui s'incarne dans les espaces et les rythmes du Hameau, est un enjeu important de la restauration de l'Ilot Rossel.

4/ Des informations erronées figurent dans les textes de présentation de l'Ilot Rossel, à l'appui du projet de ZAC.

De telles erreurs mettant en cause la valeur patrimoniale de l'Ilot Rossel entament la régularité de la concertation pour fausses informations sur un point capital.

Outre la transmission fautive d'informations erronées, emmener les Kremlinois dans des récits historiques inexacts sape leur adhésion au Récit commun lié à l'Histoire de leur ville. Dans son récent

audit sur la propreté au Kremlin-Bicêtre, le Cabinet Ocyres ne regrette-t-il pas l'absence d'un tel Récit qui donnerait sens aux efforts de tous et limiterait les incivilités. Outre les déviances introduites dans une démarche contrôlée au plan juridique, emmener les Kremlinois dans des récits inexacts, c'est bâtir une citoyenneté branlante. Cette démarche est d'autant plus surprenante que le Kremlin-Bicêtre jouit d'un capital patrimonial exceptionnel qui, divulgué aux Kremlinois, emporterait leur attachement à la ville, ainsi qu'il en a été fait l'expérience lors des visites du Hameau organisées après qu'en 2008, aient été faites les découvertes permettant de localiser avec certitude l'origine de la ville.

Le patrimoine de la ville se déploie sur 3 registres :

- Son patrimoine originel composé de bâtis et d'un patrimoine immatériel porteur de l'identité et de la culture de la ville. Il est ancré sur le Hameau du Kremlin et l'Ilôt Rossel qui en fait partie dont cette note développe le caractère primordial,
- Son patrimoine municipal monumental, qui célèbre la création de la ville en 1896, s'exprime dans son Hôtel de ville, la façade classée de l'École jean Zay bâtie quelques années avant la scission et qui accueillit la première mairie, ...Ce patrimoine porte la solennité de l'Institution mais ne se substitue pas au patrimoine bâti modeste et immatériel de l'origine auquel la ville doit sa culture et son Récit identitaire.
- Un référent symbolique prestigieux, ''Bicêtre'', dont la ville a adopté le patronyme - non l'histoire 6 fois centenaire - et dont l'inclusion dans la cité permet d'envisager des partenariats féconds. Certains veulent assimiler l'histoire de Bicêtre et celle de la ville. Cette version est contredite par les fondateurs. Aucune citation n'est faite à ''Bicêtre'' dans le blason municipal voté en 1899, alors qu'une place centrale y est donnée à ''Kremlin''. De même, l'importance de ''Kremlin'' est célébrée dans l'allégorie sur la fondation de la ville ornant le plafond de la grande salle des mariages au dernier étage de l'Hôtel de ville.

EN ANNEXE AU POINT 4, VOICI UNE COMPILATION DES AFFIRMATIONS ERRONEES PUBLIEES SUR LE SITE DE LA VILLE :

A/ In www.kremlinbicetre.fr Présentation et historique du projet. Historique de l'Ilôt *:*

''Situé en coeur de ville entouré par des bâtiments historiques, l'Ilot Rossel présente un intérêt patrimonial sur la commune. Cet ilôt est entouré par : L'hôpital….., L'école Jean Zay ….. , L'Hôtel de ville…..'' **L'intérêt patrimonial de l'Ilôt lui est propre et n'est nullement dû à sa centralité par rapport à des bâtiments prestigieux ou classés MH**.

''*Jusqu'au XVIII è siècle, l'histoire du Kremlin-Bicêtre se confond avec celle du domaine qui va devenir le Château puis l'Hôpital de Bicêtre''*. **Cette affirmation est si surprenante qu'elle semble être une coquille, Le Kremlin-Bicêtre ne pouvant partager l'histoire tumultueuse 6 fois centenaire de Bicestre avant même d'exister**.

''*L'Ilôt Rossel … figurait déjà dans les cartes de 1819*'' **En 1819, aucune maison n'est encore bâtie sur le parcellaire dont l'Ilot Rossel fait partie et qui deviendra le Hameau**.

B/ In www.kremlinbicetre.fr L'Histoire du Kremlin-Bicêtre. Naissance du Kremlin.

Dans la partie ''Naissance de Kremlin'' que le rédacteur du site municipal place sous l'autorité de Madeleine Leveau-Fernandez : ''*Les sources de cette page proviennent de l'ouvrage Histoire du Kremlin-Bicêtre, identité d'une ville de l'historienne Madeleine Leveau-Fernandez*'', sont portées les affirmations suivantes :

''*Suite à la retraite de Russie de l'armée de Napoléon, en 1812, de nombreux vétérans de l'armée sont accueillis à l'Hospice de Bicêtre. Un cabaretier astucieux ouvre alors un établissement appelé ''Le nouveau Kremlin'', souvenir de la forteresse moscovite. Le quartier prend progressivement le nom de*

Kremlin, qui apparaît pour la première fois en 1832, sur une carte d'état-major". Les affirmations qui précèdent sont inexactes. Ainsi que l'écrit l'historienne qui découvrit l'existence du "Nouveau Kremlin", "Cette série de reventes rapides (quatre en huit ans) et de saisies semble indiquer que cette maison de rapport ne rapporte pas l'argent escompté…". En effet, créé par une jeune parisienne sans relation ni avec les soldats de la Grande Armée, ni avec Gentilly ou Bicestre, "Le Nouveau Kremlin" est définitivement fermé et remplacé par une épicerie moins de huit ans après sa création. Son nom même s'efface selon un acte notarié de 1850. Elle est démolie en 1890. Cette enseigne parachutée dans une démarche opportuniste, n'a tout simplement pas fait ses affaires. Elle n'a pu contribuer à l'émergence du souffle qui porta "Kremlin" au fronton de la nouvelle municipalité. Quant à la carte datée supposément de 1832, il s'agit d'une carte d'état-major levée en 1819 et révisée jusque vers 1850 ainsi qu'il est d'usage pour ces documents dont la fonction consiste à signaler l'existant. Ce qui implique des actualisations régulières, soit en surchargeant les informations qui font l'objet d'une modification (ce qui est ici le cas pour Le Kremlin), soit en ajoutant de nouvelles indications. En haut et à droite de la même carte, partie qui est cachée dans les illustrations produites par la ville, apparaissent la voix du chemin de fer Paris-Orléans dont l'inauguration date de 1840, une gare de marchandises et une gare à bestiaux. S'appuyer sur une telle carte à l'effet de datation n'a aucun sens.

D'ailleurs ainsi que me l'a confirmé Madeleine Leveau-Fernandez, ni le "Nouveau Kremlin", ni le rapprochement de cette enseigne avec les vétérans de la Grande Armée, ni la carte supposément de 1832 ne sont évoqués dans son ouvrage.

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 14:07 - Favorable
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : Ilot Rossel

Bonjour,
Le projet est intéressant.
La nouvelle école est une chance pour les enfants de la Ville qui pourront bénéficier de locaux bien mieux adaptés à leurs besoins.
Quant aux nouveaux logements sociaux, ils seront utiles pour que les Kremlinois profitent d'un cadre de vie de qualité et agréable, avec de plus une proximité des transports et des commerces. Néanmoins, une vigilance toute particulière doit être portée sur la hauteur des immeubles qui ne doit pas être trop élevée, immeubles qui permettront d'augmenter les logements sociaux utiles aux kremlinois qui aspirent à rester au Kremlin - Bicêtre où il fait bon vivre.
Cordialement.

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 15:05– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Ma contribution à la concertation ZAC Rossel/Leclerc

Monsieur le Maire, Madame , Monsieur,
Vous trouverez ci-joint ma contribution à la concertation pour la ZAC Rossel/Leclerc.

Vous en souhaitant bonne réception.

Merci de bien vouloir en accuser sans faute réception.

LA RESTAURATION DE L'ILOT ROSSEL/LECLERC DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE APPROCHE INTEGRANT LES ENJEUX PATRIMONIAUX EXCEPTIONNELS NOTAMMENT IMMATERIELS QUE PORTENT CETTE ZONE.

1/ L'Ilôt Rossel/Leclerc occupe le tiers de la zone originelle nommant la ville.

Je m'oppose à sa destruction.

Juché sur sa colline en surplomb de Gentilly, Bicestre était de tout temps entouré d'un paysage agraire.... jusqu'au premier quart du XIXè siècle où commencent à être loties des constructions modestes sur la zone la plus proche de sa porte d'accès, la Porte Nord dite Saint Jean-Baptiste. Une petite société composée d'anonymes dotés de forte personnalité, acteurs de notre Histoire nationale, se forme à la faveur de cabarets juste construits. Ils ont un signe de ralliement : ''les Kremlin'' qui s'ancre sur le territoire. Ainsi nait le Hameau dans lequel ils font société, bientôt dénommé ''Hameau du Kremlin''. Il se déploie entre les actuels 51 et 65 rue du Général Leclerc côté impair et les 60 à 74, côté pair. Après 200 ans, la configuration de la zone et son bâti d'origine témoignent encore de leur présence qui marqua si fortement les esprits, que 70 ans plus tard, ''Kremlin'' est porté, d'un petit Hameau naissant jusqu'au fronton de l'Hôtel de ville, pour devenir le toponyme municipal.

2/ Raser L'Ilôt Rossel/Leclerc, c'est éradiquer la mémoire vive du Kremlin-Bicêtre et son patrimoine immatériel exceptionnel.

Je m'oppose à son éradication.

Le patrimoine originel du Kremlin-Bicêtre conjugue patrimoine bâti et patrimoine immatériel réunissant capital humain, social, économique. Dans l'apparente désorganisation de l'espace bâti, dans l'entrelacs de jardins et de bâtiments de l'Ilôt Rossel on ne peut s'empêcher de voir l'indice de la force de vie et de l'indépendance de ceux qui survécurent à l'épopée tragique en Russie présents aux abords de Bicêtre et dont le courage marqua tant leurs contemporains. Après 200 ans, les lignes directrices du Hameau continuent à se caler sur le parcellaire visible dans le cadastre de 1812. La disposition en épis de nombre de bâtiments résiste à s'aligner sur la voie traversante. À la surprise des passants, une faune et une flore inattendues s'y développent. Au centre subsiste l'unique cabaret de l'origine encore en place, qui accueillit les grognards et qui doit être sanctuarisé. De cette organisation spatiale s'exhale la détermination du groupe fondateur, animé par une grande solidarité, fidèle aux idéaux de la Révolution qu'illustre l'histoire politique du Kremlin-Bicêtre ; en même temps qu'une économie qui dessina son identité et dont on retrouve les particularités dans son grand marché légendaire, ses nombreux cafés qui accueillaient en musique couples et familles le dimanche, les réalisations des Castors fondées sur la solidarité et le compagnonnage …

3/ Statufier la force et la résistance des pionniers en leur substituant un mausolée ou en les musïfiant prive à jamais les Kremlinois de l'épaisseur de leur passé.

Je m'oppose à la muséïfication de l'Ilot Rossel.

La consultation des cartes, des plans et des archives relatifs à la période originelle du Kremlin-Bicêtre grâce auxquels on découvre l'identité des premiers bâtisseurs, offre comme en miroir un arrêt sur image d'un groupe emporté par la Révolution, l'Empire puis la Restauration. Le lotissement progressif du Hameau résulte de la migration vers les villes qui se produit après la

Révolution et de l'installation d'anciens soldats. Dès 1814, le drapeau tricolore est remplacé par le drapeau blanc. L'armée a été réorganisée. Aux abords de Bicestre, certains militaires deviennent cabaretiers. Leurs établissements où se retrouvent les grognards résidant à l'Hospice de Bicestre, sont à la fois les creusets et des lieux de protection et de replis contre la police monarchique qui les recherche. On fait état des campagnes mémorables auxquelles certains des habitués ont participé. Mais aussi des déconvenues d'être méconnus, seulement dotés d'une demi-solde … Ils ont été confrontés à l'inimaginable. Ils ont résisté à l'extrême rigueur des hivers russes, à la faim et à la soif qui faisaient tomber leurs compagnons, à l'Armée du Tsar qui les poursuivait. Les mémoires de soldats ayant survécu (Cf *Les Mémoires du Sergent Bourgogne 1812-1813. Hachette 1978*) donne la mesure de leur force de vie, de leur courage et de leur fidélité à leurs engagements. Ils sont la mémoire de cette épopée tragique exceptionnelle, devenue vite légendaire. Conserver la clarté et la vitalité de l'image qui s'incarne dans les espaces et les rythmes du Hameau, est un enjeu important de la restauration de l'Ilot Rossel.

4/ Des informations erronées figurent dans les textes de présentation de l'Ilot Rossel, à l'appui du projet de ZAC.

De telles erreurs mettant en cause la valeur patrimoniale de l'Ilot Rossel entament la régularité de la concertation pour fausses informations sur un point capital.

Outre la transmission fautive d'informations erronées, emmener les Kremlinois dans des récits historiques inexacts sape leur adhésion au Récit commun lié à l'Histoire de leur ville. Dans son récent audit sur la propreté au Kremlin-Bicêtre, le Cabinet Ocyres ne regrette-t-il pas l'absence d'un tel Récit qui donnerait sens aux efforts de tous et limiterait les incivilités. Outre les déviances introduites dans une démarche contrôlée au plan juridique, emmener les Kremlinois dans des récits inexacts, c'est bâtir une citoyenneté branlante. Cette démarche est d'autant plus surprenante que le Kremlin-Bicêtre jouit d'un capital patrimonial exceptionnel qui, divulgué aux Kremlinois, emporterait leur attachement à la ville, ainsi qu'il en a été fait l'expérience lors des visites du Hameau organisées après qu'en 2008, aient été faites les découvertes permettant de localiser avec certitude l'origine de la ville.

Le patrimoine de la ville se déploie sur 3 registres :

- Son patrimoine originel composé de bâtis et d'un patrimoine immatériel porteur de l'identité et de la culture de la ville. Il est ancré sur le Hameau du Kremlin et l'Ilôt Rossel qui en fait partie dont cette note développe le caractère primordial,
- Son patrimoine municipal monumental, qui célèbre la création de la ville en 1896, s'exprime dans son Hôtel de ville, la façade classée de l'École jean Zay bâtie quelques années avant la scission et qui accueillit la première mairie, ...Ce patrimoine porte la solennité de l'Institution mais ne se substitue pas au patrimoine bâti modeste et immatériel de l'origine auquel la ville doit sa culture et son Récit identitaire.
- Un référent symbolique prestigieux, ''Bicêtre'', dont la ville a adopté le patronyme - non l'histoire 6 fois centenaire - et dont l'inclusion dans la cité permet d'envisager des partenariats féconds. Certains veulent assimiler l'histoire de Bicêtre et celle de la ville. Cette version est contredite par les fondateurs. Aucune citation n'est faite à ''Bicêtre'' dans le blason municipal voté en 1899, alors qu'une place centrale y est donnée à ''Kremlin''. De même, l'importance de ''Kremlin'' est célébrée dans l'allégorie sur la fondation de la ville ornant le plafond de la grande salle des mariages au dernier étage de l'Hôtel de ville.

EN ANNEXE AU POINT 4, VOICI UNE COMPILATION DES AFFIRMATIONS ERRONEES PUBLIEES SUR LE SITE DE LA VILLE :

A/ In www.kremlinbicetre.fr Présentation et historique du projet. Historique de l'Ilôt *:*

''*Situé en coeur de ville entouré par des bâtiments historiques, l'Ilot Rossel présente un intérêt patrimonial sur la commune. Cet ilôt est entouré par : L'hôpital….., L'école Jean Zay ….. , L'Hôtel de ville…..*'' L'intérêt patrimonial de l'Ilôt lui est propre et n'est nullement dû à sa centralité par rapport à des bâtiments prestigieux ou classés MH.

''*Jusqu'au XVIII è siècle, l'histoire du Kremlin-Bicêtre se confond avec celle du domaine qui va devenir le Château puis l'Hôpital de Bicêtre*''. Cette affirmation est si surprenante qu'elle semble être une coquille, Le Kremlin-Bicêtre ne pouvant partager l'histoire tumultueuse 6 fois centenaire de Bicestre avant même d'exister.

''*L'Ilôt Rossel … figurait déjà dans les cartes de 1819*'' En 1819, aucune maison n'est encore bâtie sur le parcellaire dont l'Ilot Rossel fait partie et qui deviendra le Hameau.

B/ In www.kremlinbicetre.fr L'Histoire du Kremlin-Bicêtre. Naissance du Kremlin.

Dans la partie ''Naissance de Kremlin'' que le rédacteur du site municipal place sous l'autorité de Madeleine Leveau-Fernandez : ''*Les sources de cette page proviennent de l'ouvrage Histoire du Kremlin-Bicêtre, identité d'une ville de l'historienne Madeleine Leveau-Fernandez*'', sont portées les affirmations suivantes :

''*Suite à la retraite de Russie de l'armée de Napoléon, en 1812, de nombreux vétérans de l'armée sont accueillis à l'Hospice de Bicêtre. Un cabaretier astucieux ouvre alors un établissement appelé ''Le nouveau Kremlin'', souvenir de la forteresse moscovite. Le quartier prend progressivement le nom de Kremlin, qui apparaît pour la première fois en 1832, sur une carte d'état-major*''. Les affirmations qui précèdent sont inexactes. Ainsi que l'écrit l'historienne qui découvrit l'existence du ''Nouveau Kremlin'', ''Cette série de reventes rapides (quatre en huit ans) et de saisies semble indiquer que cette maison de rapport ne rapporte pas l'argent escompté…''. En effet, créé par une jeune parisienne sans relation ni avec les soldats de la Grande Armée, ni avec Gentilly ou Bicestre, ''Le Nouveau Kremlin'' est définitivement fermé et remplacé par une épicerie moins de huit ans après sa création. Son nom même s'efface selon un acte notarié de 1850. Elle est démolie en 1890. Cette enseigne parachutée dans une démarche opportuniste, n'a tout simplement pas fait ses affaires. Elle n'a pu contribuer à l'émergence du souffle qui porta ''Kremlin'' au fronton de la nouvelle municipalité. Quant à la carte datée supposément de 1832, il s'agit d'une carte d'état-major levée en 1819 et révisée jusque vers 1850 ainsi qu'il est d'usage pour ces documents dont la fonction consiste à signaler l'existant. Ce qui implique des actualisations régulières, soit en surchargeant les informations qui font l'objet d'une modification (ce qui est ici le cas pour Le Kremlin), soit en ajoutant de nouvelles indications. En haut et à droite de la même carte, partie qui est cachée dans les illustrations produites par la ville, apparaissent la voix du chemin de fer Paris-Orléans dont l'inauguration date de 1840, une gare de marchandises et une gare à bestiaux. S'appuyer sur une telle carte à l'effet de datation n'a aucun sens.

D'ailleurs ainsi que me l'a confirmé Madeleine Leveau-Fernandez, ni le ''Nouveau Kremlin'', ni le rapprochement de cette enseigne avec les vétérans de la Grande Armée, ni la carte supposément de 1832 ne sont évoqués dans son ouvrage.

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 15:07– Propositions et évolutions des scénarii *(doublon message précédant)*
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Ma contribution à la concertation ZAC Rossel/Leclerc

2ème envoi de mon mail perso

Monsieur le Maire, Madame, Monsieur,
Vous trouverez ci-joint ma contribution à la concertation pour la ZAC Rossel/Leclerc.

Vous en souhaitant bonne réception.

Merci de bien vouloir en accuser sans faute réception.

Cordialement

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 16:17– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Concertation relative à la création de la ZAC "Rossel-Leclerc"

A l'attention de Monsieur le Maire,

Vous trouverez, ci-joint, le courrier que j'ai adressé au titre de la concertation préalable destinée à recueillir l'avis du public sur la création de la Zone d'Aménagement Concerté « Rossel – Leclerc » en application des articles L103-2 et suivants du code de l'urbanisme.

Veuillez agréer de mes plus sincères salutations.

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 18:16 – Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Projet d'aménagement Rossel-Leclerc

Madame, Monsieur,

Je veux absolument vous faire part de mon avis sur votre projet d'aménagement de l'ilot Rossel-Leclerc.

Je suis un enfant du Kremlin-Bicêtre, ma famille en est originaire, j'y ai passé une partie de mon enfance, j'y habite maintenant depuis plusieurs années.

Je suis résolument opposé à votre projet : ce n'est pas de l'aménagement mais de la destruction, avec au passage certainement des profits pour des promoteurs immobiliers.

Le scénario 2 c'est le paroxysme de votre égarement : on rase tout !

Le scénario 1 est moins extrémiste, il sembler préserver quelques maisons rue Rossel. C'est à peine mieux…

Penser ce genre de projet en 2023, c'est imaginer que le Kremlin-Bicêtre est situé sur une autre planète que la Terre. Désolant !

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 20:26– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Ilôt Rossel

Bonsoir,
J'assiste autant que possible aux réunions d'information où il n'a jamais été question de concertation, de co-construction avec les habitants. La municipalité expose toujours ses deux mêmes projets, note nos questions et propositions mais n'y répond jamais.

Concernant les deux projets je n'y suis pas du tout favorable pour les raisons suivantes :
- Il s'agit d'un grand projet qui va changer totalement la physionomie du quartier Mairie / Parc Pinel / Hôpital.
- Ce quartier est actuellement apaisé, diversifié et contraste avec le reste de la ville (cf avenue de Fontainebleau et OKabé).
- Depuis ces dernières années, les architectes prônent la réhabilitation. Les exemples ne manquent pas (des cités HLM aux parkings en passant par les rues ou cités pavillonnaires).
- Les études de l'ADEME montrent que la démolition-reconstruction est une aberration humaine, écologique et économique, alors que nous devons promouvoir la décroissance.

Propositions :
- Concernant l'école Jean Zay, il faudrait des études sur les besoins chiffrés.
- Peut-on disposer de l'avis d'architectes spécialisés dans la réhabilitation au sujet de l'immeuble frappé d'insalubrité ?
- Tout le reste doit nécessairement faire l'objet d'une réhabilitation si nécessaire, en respectant les constructions actuelles en préservant la diversité, la hauteur du bâti (au maximum R+2), l'ilot de fraicheur.

Très bonne fin de semaine.

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 20:35 - Défavorable
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Parti

Bonjour

Par ce mail je m'oppose à la construction d'habitations supplémentaires au Kremlin.

Par contre si c'est pour créer des espaces verts avec des bancs c'est une très mauvaise idée.

Le nouveau parc face à l'hôpital sert à tout le monde sauf aux riverains.

Bien à vous.

L'habitante du quartier.

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 21:47– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet :

- Grand attachement de toute la famille à ce petit îlot: dans une ville tellement bétonnée et envahie par les grands immeubles (avenue de Fontainebleau, avenue Eugène Thomas...), il est reposant visuellement d'avoir des constructions basses, des petits pavillons, des bouts de jardin, des ruelles pavées, des arbres dont on sent qu'ils sont là depuis longtemps.

  Les petits immeubles et maisons de cet îlot ont bien sûr besoin d'être rénovés. Mais il y a dans ce coin un vrai charme, qui rappelle certains coins du 20e arrondissement, par exemple. Impression que le temps s'arrête, qu'on échappe un peu à la pression commerciale et au bruit des grandes artères. Il est reposant qu'il n'y ait pas de magasins

  = sensation de bien-être; endroit où l'on aime se promener, avec les enfants; rues que l'on aime emprunter pour aller au Parc Pinel, à la mairie. L'un des trottoirs est très large, et c'est suffisant.

C'est l'un des rares endroits où il est agréable de flâner au Kremlin, où l'on a l'impression que la ville est d'abord faite pour les piétons, et pas pour les voitures.

Dans une ville aussi densifiée, c'est proprement inestimable d'avoir une telle bulle où l'on n'est pas écrasés par des immeubles hauts.

- Continuité de la vue dégagée: depuis le nouveau parc devant l'hôpital, on apprécie d'avoir une vue, non obstruée par des hautes constructions, sur le beffroi de l'Hôtel de Ville. Cette impression de pouvoir respirer un peu, d'avoir de l'espace devant soi, on l'a aussi depuis le Parc Pinel: on apprécie qu'il y ait l'îlot bas qui fait une sorte de SAS avant les hauts immeubles (esthétiquement douteux) de la rue du général Leclerc.

- Avant de construire de nouveaux logements, il faudrait d'abord privilégier la rénovation de l'existant, la transformation des bureaux vides en logement, la réhabilitation des logements vides: la mairie devrait fournir aux citoyen·nes les chiffres du bâti non occupé et le renover avant toute chose. Dans une ville déjà aussi dense, dont les infrastructures sont déjà suroccupées et dont les rues et parkigs débordent de voitures, la priorité ne devrait pas être de bétonner encore ni de faire des parkings souterrains. Par ailleurs,

- Nécessité écologique de préserver cet îlot: garder des jardins en pleine terre, des arbres anciens, plantés depuis longtemps (qui stockent plus de carbone que des arbres récemment plantés). Si des immeubles hauts sont construits, cela va encore réfracter de la chaleur. Cela paraît vraiment déraisonnable, alors que les canicules vont être de plus en plus fréquentes.

L'équipe municipale (élus, urbanistes) a-t-elle seulement lu le dernier rapport du GIEC?

S'est-elle seulement formée aux solutions à apporter de toute urgence à la crise écologique? Nous ne parlons pas ici d'éléments de langage (slogans et mots-clés à ressortir dans les tracts et la communication): nous parlons d'une vraie formation intellectuelle, telle que les membres de la Convention citoyenne pour le climat ont pu en bénéficier. C'est le mot "rénovation" qui est au coeur de leurs propositions sur le logement - un mot que la mairie du Kremlin-Bicêtre ne semble pas connaître.

Dans la mesure où les constructions neuves augmentent les émissions de carbone, la priorité est que la ville de demain soit **rénovée et végétalisée** (et non pas truffée de nouveaux bâtiments et artificialisée)

Quand les élus écouteront-ils les habitants plutôt que les promoteurs immobiliers?

Quand mettront-ils l'intérêt commun au centre de leur politique, au lieu de nous servir une communication qui dissimule très mal leurs arrangements financiers avec les bétonneurs?

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 22:26 - **Favorable**
À : concertation concertation@ville-kremlin-bicetre.fr
Objet : Concertation

Madame,
J'ai assisté à la réunion publique organisée un samedi à la mairie. La présentation était claire et détaillée et la discussion a été constructive. Pour ma part je suis sensible à la question de la nature en ville et espère que ce projet pourra intégrer des espaces verts supplémentaires qui permettront d'agrandir indirectement le Parc Pinel.

Je suis également sensible à la création d'une allée à l'intérieur des bâtiments qui je l'espère permettra

de mettre en valeur le patrimoine de la ville lequel est aujourd'hui dans un triste état. A ce titre j'espère que ce projet permettra de lutter contre les marchands de sommeil et le mal logement à l'intérieur de l'îlot.

Bien cordialement à vous,

Envoyé : vendredi 31 mars 2023 22:37– Propositions et évolutions des scénarii
À : concertation <concertation@ville-kremlin-bicetre.fr>
Objet : Qu'en serait-il de l'impact de la bétonisation de l'ilot Rossel-Leclerc ?

Bonjour,

Même si la "concertation" actuelle apparaît comme mal - ou trop bien - ficelée, j'entends tout de même, comme citoyen et riverain, défendre ici une réhabilitation modérée, équilibrée des espaces résidentiels de l'îlot Rossel-Leclerc, à partir d'un existant autant que possible conservé dès lors qu'il n'est pas officiellement déclaré insalubre, et sans aller chercher dans des élévations (R+6, R+8 !) qui rendraient la rue du Général Leclerc sombre, froide et humide en hiver.

Dans l'hypothèse, à mon sens délirante et dangereuse, soutenue à travers les deux scénarios projetés depuis novembre 2022 jusqu'à aujourd'hui (fin mars 2023), le dépassement probable de la centaine de logements livrés produirait à coup sûr un surcroît d'encombrements dans la rue du Général Leclerc et à son débouché, déjà rendu malcommode par un aménagement défavorable à la fluidité de la circulation au niveau de la porte monumentale de Bicêtre.

On pourrait se retourner vers les transports collectifs ; mais en l'état, la ligne 7 est déjà quasi impraticable aux heures de pointe, les bus 47, 125, 131, 323 et 185 sont en nombre insuffisant et surchargés ! La future station de la ligne 14, située de l'autre côté de Bicêtre, servira surtout à desservir d'autres quartiers de la commune. Quant à compter sur une augmentation du trafic sur les lignes existantes, c'est de la pure spéculation, au mieux un vœu pieux. Avec les scénarios projetés, il s 'agirait donc de faire de notre commune une zone de stockage et de transit de personnes où l'on passe encore plus - et toujours plus encombrée jusqu'à saturation - , où l'on s'entasse ! Où est la qualité de vie attendue par les nouveaux arrivants, sans parler des personnes déjà là ?

Quant à l'offre de services en ville, elle risque d'être encore plus insuffisante qu'aujourd'hui. Elle apparaît déjà comme sous-dimensionnée vu les besoins des habitants : trop peu de crèches, de médecins, d'infirmières, de laboratoires d'analyses ... ces services, ces espaces déjà débordés risquent d'être submergés par une nouvelle vague de demandes supplémentaires impossible à assumer.

Enfin, même si les éléments historiques semblent de peu de poids dans le processus de décision, que serait "le Kremlin" sans le dernier bâtiment encore en place, et encore parfaitement habitable, qui garde la mémoire des origines de la commune ? Le détruire serait à mon avis plus qu'une faute : une insulte au passé, et donc à l'avenir.

Pour toutes ces raisons, le simple principe de réalité et une projection dans un avenir probable commandent certes de faire tous les travaux utiles et nécessaires pour rénover et agrandir l'école, mais aussi de limiter bien plus que prévu le nombre des logements et l'élévation des bâtiments à construire. La présence de Bicêtre à côté devrait inciter chacune et chacun à bien distinguer ce qui est sagesse et ce qui est folie !

Cordialement,

Le registre papier

PREMIÈRE JOURNÉE

Les _____ de _____ heures _____ à _____ heures _____

Observations de M[1]

s'agissant de la rénovation du cœur de ville et plus particulièrement du lieu où ont été construites les premières maisons de ce qui deviendra la commune du Kremlin Bicêtre, je ne suis absolument pas d'accord pour que tant soit détruit et surtout remplacées par des immeubles allant jusqu'à 8 étages notamment près de la porte des champs (monument historique).
Si naiment, il n'est pas possible de conserver les immeubles "insalubres", ils ne devraient être remplacés que par des immeubles au maximum de 3 étages.
La proposition faite, qui j'espère ne sera pas mise en œuvre, va à l'encontre de ce que préconise l'écologie => moins de densification.

2

[1] *Pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent registre ou adressez-vous directement au commissaire-enquêteur.*

– Propositions et évolutions des scénarii

Les courriers postaux

Forum Citoyen du Kremlin Bicêtre
24 rue Anatole France
94270 Le Kremlin Bicêtre

A

ARRIVÉ LE
18 AVR. 2023
LE KREMLIN-BICÊTRE

Monsieur le maire
Place Jean Jaurès
94270 – Kremlin-Bicêtre

Kremlin-Bicêtre, le 31 mars 2023

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de la « Concertation » sur l'ilot Rossel et n'ayant jusqu'ici obtenu aucune réponse à nos questions, comme à celles de nombreux citoyens, sur le déroulement de cette opération, nous réitérons nos remarques et demandes de façon officielle. Ce dossier est au cœur des préoccupations de nombreux Kremlinois quant à l'avenir social, environnemental et démocratique de notre ville.

Des informations floues, un manque de lisibilité et transparence

1 – Réunion du 19 novembre 2022

- Flyer pour une réunion publique le samedi 19 novembre qui est annoncée comme réunion de concertation en début de séance. Suite aux observations de l'assistance, il nous est répondu par la municipalité « qu'on jouait sur les mots ». La dernière partie de cette réunion est une présentation de deux schémas d'aménagement (1 = agrandissement de l'école Jean Zay puis démolition de la totalité des bâtisses, pavillons et café Rafi ; 2 idem avec conservation de 2 pavillons. Beaucoup de critiques et propositions sont formulées par l'assistance.
- Aucun compte rendu envoyé ; le dossier d'information publié sur le site de la ville le 25 novembre (!)
-

2 – Réunion le 29 novembre 2022 pour l'agrandissement de l'école.

- Seuls les parents d'élèves ont été prévenus.
- Les autres habitants trop tardivement pour se rendre disponibles.
- Pas de compte-rendu disponible.

3 – Réunion du 25 mars 2023

- Flyer peu et mal distribué. Sur le site en petit « Concertation » en gros et gras « Réunion publique d'information ».
- Présentation de toujours les mêmes 2 schémas (cf. supra.) Aucune prise en compte des propositions faites à la précédente réunion, sauf à la marge (garder quelques pavés napoléoniens pour une traverse, le dernier étage des immeubles en léger retrait !)
- Sur une cinquantaine de personnes, seule une personne d'accord avec démolition
- Les autres : réhabilitation et conservation (sauf immeuble du 72 insalubre)
- Une adresse mail erronée pour déposer les contributions (depuis rectifiée)
- Pas de récépissé de dépôt de contribution
- Pas de consultation possible du registre des contributions

4 – Les réunions de quartier du mois de mars

- A l'ordre du jour parmi d'autres points (budget participatif, audit propreté...)
- A nouveau présentation des 2 projets de la Mairie, accompagnée de quelques questions. En aucun cas le format d'une concertation.

Où est la concertation ? La construction ensemble (pas la seule Municipalité) d'un projet qui tiennent compte de l'avis des habitants ?
Selon le code de l'urbanisme et l'article L 103-2 : « La concertation vise à associer le plus tôt possible les habitants, les associations à l'élaboration de projets d'aménagements et de construction et de documents d'urbanisme. » Sur le document ci-dessous vous trouverez la marche à suivre que vous avez semblé ignorer :
http://outil2amenagement.cerema.fr/la-concertation-classique-code-de-l-urbanisme-r1138.html#:~:text=La%20concertation%20pr%C3%A9vue%20%C3%A0%20l,et%20de%20documents%20d'urbanisme.

Dans le dossier, nous ne trouvons pas de documents sur les études préalables à l'établissement de schéma : perspective démographique des effectifs scolaires, coûts (même approximatif) de la démolition (déchets de BTP, tri, gestion, stockage, transport, temps passé), pas d'étude d'impact socio-économique et environnementale.

L'ensemble du dossier est muet sur ces points, se focalisant sur deux projets. C'est un manque de sérieux et de réalisme cela d'autant plus en période de crise climatique et de hausse du couts des matières premières.

Nous sommes également perplexes par le dernier changement de date figurant sur le site de la ville. Que veut-il dire ? : « La concertation préalable se déroule du 28 novembre 2022 au 31 mars 2023. Les Kremlinois ont la possibilité de donner leur avis jusqu'au 30 juin 2023 en envoyant un courriel à concertation@ville-kremlin-bicetre.fr »

Qu'à partir du 1er avril on entre dans la vraie concertation, juste par envoi de mail, sans échange ni élaboration de documents en commun comme prévu par la loi ? Sans prise en compte de toutes les remarques et propositions faites aux deux réunions ?

Nous vous remercions de vos réponses et propositions afin de répondre aux exigences de la procédure d'une concertation.
Recevez, Monsieur le Maire, nos salutations distinguées.

Pour le Forum Citoyen
(Rui Batista, Evelyne Héno, Christine Leproux, Gilles Vallet)

Copies :
Michel Leprêtre Président EPT – GOSB 11, rue Farman – BP 748 – 94 Orly Aérogare ;
Sophie Thibault – Préfète Val de Marne 21-29 avenue du Général de Gaulle 94000 Créteil

– Propositions et évolutions des scénarii

ARRIVÉ LE
31 MARS 2023
LE KREMLIN-BICÊTRE

CONCERTATION SUR LA ZAC ILOT ROSSEL/LELCLERC

LA RESTAURATION DE L'ILOT ROSSEL/LECLERC DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE APPROCHE INTEGRANT LES ENJEUX PATRIMONIAUX EXCEPTIONNELS NOTAMMENT IMMATERIELS QUE PORTENT CETTE ZONE.

1/ L'Ilôt Rossel/Leclerc occupe le tiers de la zone originelle nommant la ville.
Je m'oppose à sa destruction.

Juché sur sa colline en surplomb de Gentilly, Bicestre était de tout temps entouré d'un paysage agraire.... jusqu'au premier quart du XIXè siècle où commencent à être loties des constructions modestes sur la zone la plus proche de sa porte d'accès, la Porte Nord dite Saint Jean-Baptiste. Une petite société composée d'anonymes dotés de forte personnalité, acteurs de notre Histoire nationale, se forme à la faveur de cabarets juste construits. Ils ont un signe de ralliement : ''les Kremlin'' qui s'ancre sur le territoire. Ainsi nait le Hameau dans lequel ils font société, bientôt dénommé ''Hameau du Kremlin''. Il se déploie entre les actuels 51 et 65 rue du Général Leclerc côté impair et les 60 à 74, côté pair. Après 200 ans, la configuration de la zone et son bâti d'origine témoignent encore de leur présence qui marqua si fortement les esprits, que 70 ans plus tard, ''Kremlin'' est porté, d'un petit Hameau naissant jusqu'au fronton de l'Hôtel de ville, pour devenir le toponyme municipal.

2/ Raser L'Ilôt Rossel/Leclerc, c'est éradiquer la mémoire vive du Kremlin-Bicêtre et son patrimoine immatériel exceptionnel.
Je m'oppose à son éradication.

Le patrimoine originel du Kremlin-Bicêtre conjugue patrimoine bâti et patrimoine immatériel réunissant capital humain, social, économique. Dans l'apparente désorganisation de l'espace bâti, dans l'entrelacs de jardins et de bâtiments de l'Ilôt Rossel on ne peut s'empêcher de voir l'indice de la force de vie et de l'indépendance de ceux qui survécurent à l'épopée tragique en Russie présents aux abords de Bicêtre et dont le courage marqua tant leurs contemporains. Après 200 ans, les lignes directrices du Hameau continuent à se caler sur le parcellaire visible dans le cadastre de 1812. La disposition en épis de nombre de bâtiments résiste à s'aligner sur la voie traversante. À la surprise des passants, une faune et une flore inattendues s'y développent. Au centre subsiste l'unique cabaret de l'origine encore en place, qui accueillit les grognards et qui doit être sanctuarisé. De cette organisation spatiale s'exhale la détermination du groupe fondateur, animé par une grande solidarité, fidèle aux idéaux de la Révolution qu'illustre l'histoire politique du Kremlin-Bicêtre ; en même temps qu'une économie qui dessina son identité et dont on retrouve les particularités dans son grand marché légendaire, ses nombreux cafés qui accueillaient en musique couples et familles le dimanche, les réalisations des Castors fondées sur la solidarité et le compagnonnage ...

3/ Statufier la force et la résistance des pionniers en leur substituant un mausolée ou en les musïfiant prive à jamais les Kremlinois de l'épaisseur de leur passé.
Je m'oppose à la muséïfication de l'Ilot Rossel.

La consultation des cartes, des plans et des archives relatifs à la période originelle du Kremlin-Bicêtre grâce auxquels on découvre l'identité des premiers bâtisseurs, offre comme en miroir un arrêt sur image d'un groupe emporté par la Révolution, l'Empire puis la Restauration. Le lotissement progressif du Hameau résulte de la migration vers les villes qui se produit après la Révolution et de l'installation d'anciens soldats. Dès 1814, le drapeau tricolore est remplacé par le drapeau blanc. L'armée a été réorganisée. Aux abords de Bicestre, certains militaires deviennent cabaretiers. Leurs établissements où se retrouvent les grognards résidant à l'Hospice de Bicestre, sont à la fois les creusets et des lieux de protection et de replis contre la police monarchique qui les recherche. On fait état des campagnes mémorables auxquelles certains des habitués ont participé. Mais aussi des déconvenues d'être méconnus, seulement dotés d'une demi-solde ... Ils ont été confrontés à l'inimaginable. Ils ont résisté à l'extrême rigueur des hivers russes, à la faim et à la soif qui faisaient tomber leurs compagnons, à l'Armée du Tsar qui les poursuivait. Les mémoires de soldats ayant survécu (Cf *Les Mémoires du Sergent Bourgogne 1812-1813. Hachette 1978*) donne la mesure de leur force de vie, de leur courage et de leur fidélité à leurs engagements. Ils sont la mémoire de cette épopée tragique exceptionnelle, devenue vite légendaire. Conserver la clarté et la vitalité de l'image qui s'incarne dans les espaces et les rythmes du Hameau, est un enjeu important de la restauration de l'Ilot Rossel.

4/ Des informations erronées figurent dans les textes de présentation de l'Ilot Rossel, à l'appui du projet de ZAC.

De telles erreurs mettant en cause la valeur patrimoniale de l'Ilot Rossel entament la régularité de la concertation pour fausses informations sur un point capital.

Outre la transmission fautive d'informations erronées, emmener les Kremlinois dans des récits historiques inexacts sape leur adhésion au Récit commun lié à l'Histoire de leur ville. Dans son récent audit sur la propreté au Kremlin-Bicêtre, le Cabinet Ocyres ne regrette-t-il pas l'absence d'un tel Récit qui donnerait sens aux efforts de tous et limiterait les incivilités. Outre les déviances introduites dans une démarche contrôlée au plan juridique, emmener les Kremlinois dans des récits inexacts, c'est bâtir une citoyenneté branlante. Cette démarche est d'autant plus surprenante que le Kremlin-Bicêtre jouit d'un capital patrimonial exceptionnel qui, divulgué aux Kremlinois, emporterait leur attachement à la ville, ainsi qu'il en a été fait l'expérience lors des visites du Hameau organisées après qu'en 2008, aient été faites les découvertes permettant de localiser avec certitude l'origine de la ville.

Le patrimoine de la ville se déploie sur 3 registres :

- Son patrimoine originel composé de bâtis et d'un patrimoine immatériel porteur de l'identité et de la culture de la ville. Il est ancré sur le Hameau du Kremlin et l'Ilôt Rossel qui en fait partie dont cette note développe le caractère primordial,
- Son patrimoine municipal monumental, qui célèbre la création de la ville en 1896, s'exprime dans son Hôtel de ville, la façade classée de l'École jean Zay bâtie quelques années avant la scission et qui accueillit la première mairie, ...Ce patrimoine porte la solennité de l'Institution mais ne se substitue pas au patrimoine bâti modeste et immatériel de l'origine auquel la ville doit sa culture et son Récit identitaire.
- Un référent symbolique prestigieux, ''Bicêtre'', dont la ville a adopté le patronyme - non l'histoire 6 fois centenaire - et dont l'inclusion dans la cité permet d'envisager des partenariats féconds. Certains veulent assimiler l'histoire de Bicêtre et celle de la ville.

Cette version est contredite par les fondateurs. Aucune citation n'est faite à ''Bicêtre'' dans le blason municipal voté en 1899, alors qu'une place centrale y est donnée à ''Kremlin''. De même, l'importance de ''Kremlin'' est célébrée dans l'allégorie sur la fondation de la ville ornant le plafond de la grande salle des mariages au dernier étage de l'Hôtel de ville.

EN ANNEXE AU POINT 4, VOICI UNE COMPILATION DES AFFIRMATIONS ERRONEES PUBLIEES SUR LE SITE DE LA VILLE :

A/ In www.kremlinbicetre.fr Présentation et historique du projet. Historique de l'Ilôt *:*
''Situé en coeur de ville entouré par des bâtiments historiques, l'Ilot Rossel présente un intérêt patrimonial sur la commune. Cet ilôt est entouré par : L'hôpital....., L'école Jean Zay ..... , L'Hôtel de ville.....'' **L'intérêt patrimonial de l'Ilôt lui est propre et n'est nullement dû à sa centralité par rapport à des bâtiments prestigieux ou classés MH.**
''Jusqu'au XVIII è siècle, l'histoire du Kremlin-Bicêtre se confond avec celle du domaine qui va devenir le Château puis l'Hôpital de Bicêtre''. **Cette affirmation est si surprenante qu'elle semble être une coquille, Le Kremlin-Bicêtre ne pouvant partager l'histoire tumultueuse 6 fois centenaire de Bicestre avant même d'exister.**
''L'Ilôt Rossel ... figurait déjà dans les cartes de 1819'' **En 1819, aucune maison n'est encore bâtie sur le parcellaire dont l'Ilot Rossel fait partie et qui deviendra le Hameau.**
B/ In www.kremlinbicetre.fr L'Histoire du Kremlin-Bicêtre. Naissance du Kremlin.
Dans la partie ''Naissance de Kremlin'' que le rédacteur du site municipal place sous l'autorité de Madeleine Leveau-Fernandez : *''Les sources de cette page proviennent de l'ouvrage Histoire du Kremlin-Bicêtre, identité d'une ville de l'historienne Madeleine Leveau-Fernandez''*, sont portées les affirmations suivantes :
''Suite à la retraite de Russie de l'armée de Napoléon, en 1812, de nombreux vétérans de l'armée sont accueillis à l'Hospice de Bicêtre. Un cabaretier astucieux ouvre alors un établissement appelé ''Le nouveau Kremlin'', souvenir de la forteresse moscovite. Le quartier prend progressivement le nom de Kremlin, qui apparaît pour la première fois en 1832, sur une carte d'état-major''. **Les affirmations qui précèdent sont inexactes. Ainsi que l'écrit l'historienne qui découvrit l'existence du ''Nouveau Kremlin'', ''Cette série de reventes rapides (quatre en huit ans) et de saisies semble indiquer que cette maison de rapport ne rapporte pas l'argent escompté...''. En effet, créé par une jeune parisienne sans relation ni avec les soldats de la Grande Armée, ni avec Gentilly ou Bicestre, ''Le Nouveau Kremlin'' est définitivement fermé et remplacé par une épicerie moins de huit ans après sa création. Son nom même s'efface selon un acte notarié de 1850. Elle est démolie en 1890. Cette enseigne parachutée dans une démarche opportuniste, n'a tout simplement pas fait ses affaires. Elle n'a pu contribuer à l'émergence du souffle qui porta ''Kremlin'' au fronton de la nouvelle municipalité. Quant à la carte datée supposément de 1832, il s'agit d'une carte d'état-major levée en 1819 et révisée jusque vers 1850 ainsi qu'il est d'usage pour ces documents dont la fonction consiste à signaler l'existant. Ce qui implique des actualisations régulières, soit en surchargeant les informations qui font l'objet d'une modification (ce qui est ici le cas pour Le Kremlin), soit en ajoutant de nouvelles indications. En haut et à droite de la même carte, partie qui est cachée dans les illustrations produites par la ville, apparaissent la voix du chemin de fer Paris-Orléans dont l'inauguration date de 1840, une gare de marchandises et une gare à bestiaux. S'appuyer sur une telle carte à l'effet de datation n'a aucun sens.**
D'ailleurs ainsi que me l'a confirmé Madeleine Leveau-Fernandez, ni le ''Nouveau Kremlin'', ni le rapprochement de cette enseigne avec les vétérans de la Grande Armée, ni la carte supposément de 1832 ne sont évoqués dans son ouvrage.

– Propositions et évolutions des scénarii

Création de la ZAC Rossel –Leclerc

Bilan de la concertation

Création de la ZAC Rossel –Leclerc

Bilan de la concertation

Avant - propos

Par la délibération n°2022-093 du Conseil Municipal du 15 juillet 2022 et par la délibération n°2022-06-28_2849 du Conseil Territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre du 28 juin 2022 a été décidée, en application des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, une concertation préalable afin de recueillir l'avis du public sur la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Rossel – Leclerc » au Kremlin-Bicêtre. Cette concertation préalable a eu lieu du 28 novembre 2022 au 31 mars 2023.

Lors de la concertation préalable, un certain nombre d'outils et de réunion ont été mises en place, notamment un dossier de concertation, un dossier numérique dédié avec des informations complémentaires sur le site de la ville, des registres papier et numérique. Les objectifs du projet et les scenarii envisagés ont été présentés lors d'un atelier participatif, de trois conseils de quartier et lors d'une réunion publique.

Le présent bilan expose de manière synthétique le contexte de la concertation, la description de ses modalités, les principales questions et les contributions issues de la concertation. Il est l'occasion également d'apporter des réponses à ces contributions.

Il est à préciser également, qu'au-delà du cadre légal de la présente concertation et des outils et réunions mis en place, le dialogue et les échanges avec les habitants ont débuté depuis plusieurs années. Ainsi, une réunion publique s'est tenue le 20 octobre 2021. En juin 2022, une présentation du conseil de quartier Mairie – Fontainebleau a précisé les enjeux et les principaux objectifs du projet de requalification de l'îlot. Deux réunions avec les parents d'élèves ont été organisées (29/06/2022 et 13/09/2022) et une ballade urbaine autour de l'îlot complétée par une réunion d'information ont eu lieu le 19 novembre 2022. De plus, l'enquête publique relative à la Déclaration d'Utilité Publique « réserve foncière », qui a eu lieu du 7 février au 8 mars 2022, a permis également de recueillir les avis du public. Toutes ces étapes préalables ont permis de faire murir le projet et d'intégrer les premières remarques et observations dans le projet présenté aujourd'hui.

1. Objectifs et modalités de la concertation

L'îlot Rossel – Leclerc est un secteur accueillant un habitat faubourien et quelques maisons individuelles et une école historique de la ville. Actuellement constitué par un tissu et des fonctions très hétérogènes, cet îlot est inscrit dans une logique de restructuration, qui doit satisfaire à plusieurs objectifs.

La délibération n°2022-093 du Conseil Municipal du 15 juillet 2022 et la délibération n°2022-06-28_2849 du Conseil Territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre du 28 juin 2022 prévoient et encadrent une concertation préalable.

Les modalités de la concertation présentées dans ce bilan sont les suivantes :

- Un dossier mis à disposition du public,
- Un dossier dédié au projet sur le site de la ville,
- Un registre numérique,
- Une page d'information pédagogique sur la procédure et l'historique du projet,
- Une réunion publique d'information,
- Un atelier participatif,
- Trois conseils de quartier.

2. Déroulement et description de la concertation

La concertation s'est déroulée selon les modalités définies par la délibération du conseil municipal du 15 juillet 2022 et du Conseil Territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre du 28 juin 2022.

Ce dispositif s'est enrichi en proposant des modalités complémentaires visant une meilleure compréhension et appropriation du projet par le public en amont de la présente concertation.

• Dossier de concertation

Le dossier de concertation a été mis à disposition du public durant toute la durée de la concertation aux horaires d'ouverture de la Direction des Services Techniques sis 10, rue Etienne Dolet. Il comprenait les délibérations du Conseil Municipal du 15 juillet 2022 et du Conseil Territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre du 28 juin 2022, un plan de situation, un plan du périmètre étudié et une notice explicative fixant les objectifs du projet (*Voir annexe volet 1 : documents de la concertation*).

Quatre personnes sont venues consultées le dossier papier. Le service urbanisme a été sollicité une fois pour une copie complète du dossier.

Le dossier était consultable sur le site internet de la ville dans un dossier regroupant tous les documents. En plus du dossier réglementaire, plusieurs fiches ont été éditées pour compléter et détailler le dossier réglementaire : Une présentation et historique du projet, le contexte juridique, les documents d'urbanisme, les modalités et l'historique de la concertation et une fiche pédagogique (*Voir annexe volet 1 : documents de la concertation*).

• Atelier participatif : Projet d'extension de l'école Jean Zay et d'aménagement de l'îlot Rossel Leclerc – *29 novembre 2022 – Mairie du Kremlin Bicêtre*

Cet atelier participatif organisé sur une des thématiques prioritaires du projet a réuni les représentants de parents d'élèves, les élus et les services municipaux. Il a rassemblé une vingtaine de personnes.

La présentation projetée était une synthèse (*Voir annexe volet 2 : Réunions et rencontres*) prenant en compte d'une part les prospectives des effectifs scolaires futurs et d'autre part les éléments de programmation de l'équipement scolaire projeté issus d'une étude réalisée par un bureau d'études en Assistance à Maitrise d'Ouvrage achevée en 2022.

Cet atelier participatif avait ainsi pour objet de prendre en compte les remarques et suggestions pour améliorer certains éléments programmatiques, notamment le fonctionnement de l'équipement d'une part, et l'extension pour accueillir les élèves de l'actuelle école primaire Pierre Brossolette d'autre part. Cet atelier a permis de préciser les objectifs du projet urbain et de montrer les premières esquisses de localisation du nouveau groupe scolaire et son intégration au sein de l'îlot Rossel-Leclerc selon deux scénarii.

Les échanges ont été riches et de nombreuses observations ont été formulées tant en terme de localisation des locaux (toilettes, infirmerie…), d'organisation des espaces récréatifs (débétonisation, ilot de fraicheur, végétalisation, préau…) que des conditions de travail des personnels et des usagers (loge du gardien, accès PMR..). Ils ont permis ainsi de faire évoluer la programmation de l'équipement et de l'améliorer.

Les participants ont jugé positivement la taille des salles de classes, d'activité et de motricité, la salle de restauration de plain-pied, les entrées séparées entre maternelle et primaire et le regroupement en un

seul groupe scolaire de la maternelle et de l'école primaire qui simplifiera la vie des familles ayant plusieurs enfants.

Sur l'insertion dans l'environnement du groupe scolaire et de ses usagers au sein de l'ilot renouvelé, les intervenants ont noté un risque sur la gestion de la circulation notamment vers l'hôpital. La ville a souligné que le projet prévoyait un traitement apaisé de la rue Rossel ce qui permettra de sécuriser les déplacements et les mobilités douces. Des demandes, auxquelles la ville a répondu, ont été posées sur la procédure administrative de DUP et son calendrier, les objectifs du projet urbain dans son ensemble et la localisation des enfants pendant la durée des travaux.

A l'issue de ces échanges, un compte-rendu a été rédigé (*Voir annexe volet 2 : Réunions et rencontres*)

• Les conseils de quartier

14 mars 2023 – Mairie - Fontainebleau

Après une présentation (*Voir annexe volet 2 : Réunions et rencontres*) des objectifs du projet et des scenarii, les participants demandent des précisons sur les hauteurs des futurs bâtiments (réponse de la ville : non connus à ce stade du projet) et la sécurisation des abords de l'école notamment vis-à-vis des flux automobiles (réponse de la ville : un projet de piétonisation total ou seulement lors des entrées et sorties d'école sera étudié et concerté pour la rue Rossel). Un compte rendu a été rédigé (*Voir annexe volet 2 : Réunions et rencontres*). Les élus insistent sur la volonté de dialogue et de concertation menée tout au long du projet, au-delà du délai légal de la procédure.

15 mars 2023 – Martinets - le Plateau

Après la présentation et l'historique du projet, les élus ont présenté les deux scenarii. Le sujet d'un estaminet présent dans l'ilot ayant donné son nom à la ville « Au sergent du Kremlin » est posé par un participant permettant aux élus d'apporter des précisions historiques sur la localisation de l'estaminet considéré par d'autres recherches comme ayant été situé à l'extérieur de l'ilot sis 53, rue du Général Leclerc. Cependant, la ville précise que la dimension mémorielle sera intégrée au projet. Un compte rendu a été rédigé (*Voir annexe volet 2 : Réunions et rencontres*)

16 mars 2023 – Barnufles - Cœur de ville

Les élus ont présenté les objectifs du projet en détaillant la procédure administrative et en présentant les objectifs du projet et les deux scénarii envisagés. Des questions ont été posées sur la circulation et les problématiques d'accès à l'hôpital en cas de piétonisation de la rue Rossel. En réponse les élus précisent que plusieurs solutions sont envisageables et seront étudiées avec l'APHP. D'autres questions ont tourné autour du commerce, notamment l'attractivité du lieu et le maintien d'un commerce à la pointe de l'ilot. Un compte rendu a été rédigé (*Voir annexe volet 2 : Réunions et rencontres*).

• Réunion publique – *25 mars 2023 – Mairie du Kremlin-Bicêtre*

L'information de la tenue de cette réunion publique a été effectuée par un boitage dans tous les immeubles des alentours de l'îlot sous forme d'un flyer (*Voir annexe volet 2 : Réunions et rencontres*). La réunion a été également annoncée dans la rubrique actualité du site de la ville et sur les réseaux sociaux.

Une centaine de participants a répondu à l'invitation.

La réunion a permis de présenter les objectifs du projet et les scenarii urbains ainsi que les thématiques et problématiques soulevées par les habitants durant la concertation en cours, notamment via les registres. Ainsi, la ville a présenté un pré-bilan de la concertation prenant en compte les avis déposés

du 28 novembre 2022 au 23 mars 2023. Une présentation de cette réunion publique a été diffusée lors de cette réunion (*Voir annexe volet 2 : Réunions et rencontres*).

C'est sur cette base que le dialogue entre les participants, les élus et les services de la ville a débuté dans un troisième temps. De nombreuses observations ont été exprimées et les échanges ont duré plus de 2 heures 30.

Les principales thématiques sont les suivantes :

- La programmation scolaire avec des demandes de précisions sur le bâtiment et les effectifs.
- La hauteur des bâtiments et l'insertion dans l'environnement
- Les mobilités douces, la piétonisation de la rue Rossel
- L'histoire et l'esprit du lieu
- Les aspects administratifs, techniques et juridiques (étude d'impact, insalubrité…)
- Les modalités de la concertation

Une frise chronologique indiquant les principales étapes de la procédure d'aménagement a également été présentée.

Une demande forte s'est exprimée pour un dialogue étroit avec la ville et sa poursuite tout au long de l'élaboration du projet, à l'image de la participation à l'enquête publique dédiée à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de l'ilot Rossel – Leclerc qui a eu lieu du 7 février au 8 mars 2022. L'implication du public et ses interventions ont déjà permis et permettront, tout au long du projet, de mener une véritable concertation. La ville se félicite de cette importante participation.

Un compte rendu de cette réunion publique a été rédigé (*Voir annexe volet 2 : Réunions et rencontres*).

• Les registres numériques et papier

Dans le délai de la concertation, du 28 novembre 2022 au 31 mars 2023, les registres papier et numérique ont permis de recueillir une centaine d'avis (94 numériques, 2 papier et 2 courriers) classifié en quatre typologies d'avis pour en tirer leur bilan et enrichir le projet.

Sur l'ensemble des contributions, nous avons recensé quatre types d'avis différents :

- Les avis favorables aux objectifs du projet (13)
- Les avis proposant des modifications et une évolution des scénarii (57)
- Les avis défavorables (17)
- Les demandes diverses (5)

La partie suivante propose une synthèse des avis déposés sur les registres papier et numérique au regard des principales thématiques abordées. Le détail de ces contributions anonymisées et classées selon la typologie détaillé ci-dessus est disponible en annexe du présent bilan de la concertation (*Voir annexe volet 3 : les contributions)*

Les principales thématiques abordées :

- Sur l'équipement scolaire

Dans la grande majorité des avis abordant ce thème, la réhabilitation et l'extension de l'école Jean Zay sont parfaitement acceptées et comprises par les contributeurs. Néanmoins, il est souligné que le caractère historique du bâtiment, notamment sa façade rue de la Convention, doit être conservée.

Un point particulier est soulevé sur la sécurisation des chemins d'accès et des entrées du futur groupe scolaire.

Réponse de la ville :

Le travail engagé avec la communauté éducative a permis de faire évoluer le projet en le rendant plus efficient pour tous les usagers tout en conservant la façade historique de l'école construite en 1877, rue de la Convention. La protection de la façade historique de l'école rue de la Convention est une demande de l'architecte des bâtiments de France ; cette protection est également soutenue par la ville qui voit, au travers de ce témoignage historique, la réponse architecturale des lois Ferry datant de 1881/1882.

La ville s'engage à faire inscrire dans le cahier des charges, la dimension de la « sécurité passive » du nouvel établissement en lien avec les cheminements piétons et les mobilités douces. La sente piétonne traversant l'ilot est une première réponse à cette problématique en proposant une entrée du groupe scolaire à l'écart des flux automobiles.

- Sur l'environnement

Les questions d'environnement ont été un des thèmes les plus évoqués dans les contributions. De nombreux avis s'interrogent sur les conséquences environnementales du projet.

On peut distinguer deux grandes familles de thématiques liées aux problématiques environnementales. Celles-ci abordent des enjeux à des échelles différentes allant du périmètre d'aménagement, à des principes généraux:

- Le développement des espaces verts et des plantations
- La pollution engendrée par l'apport de nouveaux habitants

La réponse de la ville :

Les objectifs du projet en termes d'environnement et de développement durable sont une priorité. Ainsi, le projet intègre de nombreuses actions pour répondre à ces objectifs.

Le projet permettra ainsi de finaliser le chainon manquant de l'axe vert traversant la ville du Nord au Sud (OAP Ruban vert). Les alignements d'arbres ainsi que des dispositifs particuliers de végétalisation de l'architecture (toiture, terrasses et balcons) seront réalisés sur chaque opération en contact avec le projet de ruban vert.

Le projet permettra également de dégager des surfaces plus importantes de pleine terre par rapport à la situation actuelle d'un ilot très artificialisé. Cette remise en pleine terre est un des axes majeurs des recommandations du SCOT et de la ville pour réintroduire la nature en ville et créer des ilots de fraîcheur.

A propos de la pollution, notamment automobile, le projet prévoit de prioriser l'usage de la rue Rossel aux circulations douces.

Enfin, dans le cadre de l'élaboration du projet, une saisine auprès de l'autorité environnementale a été déposée pour savoir si le projet envisagé avait un impact sur l'environnement et si par conséquent une étude d'impact était nécessaire pour évaluer les risques du projet sur la faune et la flore notamment. La réponse de l'autorité environnementale a confirmé qu'au regard du bâti existant, de l'artificialisation quasi-totale de l'ilot, mis à part quelques espaces de pleine-terre au niveau du tissu pavillonnaire, il n'était pas nécessaire de réaliser une étude d'impact. Néanmoins, la commune souhaite intégrer dans l'élaboration du projet urbain, une dimension environnementale forte.

- Sur la problématique du logement

La concertation a permis de comprendre plus finement l'attente des habitants sur cette problématique du logement. Si un certain nombre comprennent la nécessité de construire de nouveaux logements dans un contexte d'un marché tendu où les Kremlinois ont du mal à se loger et à avoir un parcours résidentiel qui évolue en fonction de leurs besoins, d'autres sont totalement opposés à la construction de tout nouveau logement.

La réponse de la ville :

Au niveau local, un des objectifs portés par la ville est de proposer une typologie de logements variés qui permettra d'élargir l'offre facilitant le parcours résidentiel des Kremlinois.

Nous ne pouvons ignorer les difficultés de plus en plus importantes qu'ont les Kremlinois à trouver un logement correspondant à leurs attentes. La ville compte plus de 2000 demandeurs de logements locatifs sociaux et de nombreux Kremlinois sont en attente d'un logement abordable en location et en accession.

Plus généralement, l'objectif de tous les candidats lors des précédentes élections présidentielles situait le besoin entre 100 000 et 200 000 logements par an. Il ressort un consensus d'accroissement qui ne peut pas être ignoré à l'échelle locale. Dans ce cadre, il convient aussi de rappeler que l'Etat demande un effort particulier de construction de nouveaux logements aux villes qui, comme le Kremlin-Bicêtre, vont avoir une station de métro de la ligne 14

Au-delà des chiffres, la ville porte des valeurs de solidarité et de fraternité qui doivent trouver toutes leurs places dans la politique locale de l'habitat qui est une politique sociale du logement favorisant le parcours résidentiel des habitants.

- Sur le mode constructif neuf ou réhabilitation

Quelques observations relatives au mode constructif ont été soulevées. La réhabilitation du bâti existant plutôt qu'une démolition est évoquée.

Réponse de la ville :

En effet, dans certains contextes la réhabilitation peut s'avérer une bonne solution environnementale. Cependant, dans le cas de l'ilot Rossel - Leclerc, les particularités du site rendent cette solution inadéquate à plusieurs titres :

- l'hétérogénéité actuelle du bâti compte tenu de son état, de son volume bâti et de son architecture ne permet pas d'envisager un projet urbain d'ensemble qui doit être à la hauteur des objectifs du projet, notamment celui de la requalification au profit d'un paysage urbain et offrant une qualité environnementale et architecturale du bâti.

- Entreprendre une opération de réhabilitation aussi complexe avec d'un côté des bâtiments dont une majorité de contributeurs approuvent la démolition (notamment le 72, rue du Général Leclerc) et qui devraient être, pour d'autres participants, des bâtiments à consolider, sans être certain que la rénovation soit réalisable. En effet, l'habitat est trop dégradé pour envisager cette voie.

- De plus, conserver les emprises des bâtis existants rendrait impossible l'objectif de pleine terre en cœur d'ilot. La végétalisation du quartier serait alors fortement impactée à la baisse.

- Au-delà de ces arguments techniques la démolition, si elle est menée avec des objectifs environnementaux élevés, peut être écologiquement la meilleure solution.

Derrière ces observations demandant une réhabilitation du bâti, des questions environnementales évoquées dans d'autres contributions, apparaissent et doivent être entendues. Ainsi, la ville acte que la démolition du bâti est rendu nécessaire et s'engage à introduire de hautes exigences environnementales avec le réemploi des matériaux lors de la démolition, les modes de construction et les matériaux qui devront être utilisés pour le nouveau bâti.

Enfin l'actualité très récente démontre que les bâtiments sont en fin de cycle. Il en est ainsi de l'état de péril imminent dont la procédure est engagée avec la saisine du Tribunal administratif de Melun, pour une expertise d'audit batimentaire et de sécurité au 74 rue du Général Leclerc ce qui remet en cause la solidité de ces immeubles construits avant le début du XXième siècle.

La ville fait le constat du vieillissement du parc de logement et de son état de vétusté avancé sur cet îlot. A ce constat s'ajoutent des problématiques de salubrité et d'état d'occupation indigne qui ne peut plus perdurer.

- Sur l'architecture et l'urbanisme

Des observations notent le caractère historique de l'îlot

Réponse de la ville :

Certains bâtiments de l'îlot sont très dégradés et leur intérêt historique est limité. Des visites sur place de l'Architecte des Bâtiments de France ont relevé comme éléments patrimoniaux le pavage au sol. Néanmoins, la ville est consciente du passé de cet ilot et de ses environs qui a été un point de départ mémoriel et de développement du Kremlin-Bicêtre. La ville connait aussi l'effacement intervenu d'autres éléments mémoriaux au profit de nouvelles constructions dans le quartier. La ville souhaite donc que les éléments mémoriels existants puissent être intégrés dans un espace muséal retraçant l'histoire et les héritages matériels de ce passé. Par exemple, le pavage traditionnel pourrait être repris au niveau de la sente piétonne traversant l'îlot, sous réserve que ce dernier soit praticable pour les personnes à mobilités réduites notamment.

Certains avis affirment que le cabaret historique de la ville ayant donné le nom de la ville : « Au Sergent du Kremlin » ou « Au Kremlin » était présent dans le périmètre de l'îlot. Les avis déposés allant dans ce sens ne reposent que sur des affirmations d'éléments immatériels actuellement non vérifiables.

De plus, des recherches historiques menées par les services de la Ville et ayant fait l'objet d'une exposition ont montré que ce cabaret, totalement détruit à ce jour, était plus probablement situé rue du général Leclerc mais à l'extérieur de l'ilot Rossel-Leclerc.

Seule l'organisation du bâti calé sur la division en lanière des parcelles étroites rappelle le passé maraicher de l'îlot. La ville s'engage à respecter cette organisation parcellaire dans l'organisation du nouveau bâti et notamment par le séquençage architectural des immeubles

- Sur le patrimoine et l'esprit du lieu

De nombreux avis insistent sur l'ambiance village qui règne dans cet îlot. Cet état d'esprit s'explique par la présence d'un bâti ancien hétéroclite et partiellement dégradé qui dénote des autres quartiers de la ville qui sont d'époques architecturales plus modernes, avec une prédominance d'immeubles post années 60.

Réponse de la ville :

Le projet intégrera cet esprit du lieu en reprenant d'une part la trame parcellaire dit « en lanières », héritière du passé maraicher de l'îlot, en séquençant le nouveau bâti sur cette organisation parcellaire.

D'autre part le gabarit des nouveaux bâtiments s'inscrira harmonieusement dans le paysage urbain en tenant compte du gabarit des immeubles avoisinants.

- Sur les activités et le commerce

De nombreuses contributions demandent que le café-restaurant qui anime le quartier soit conservée

Certains avis s'interrogent sur le bien-fondé de proposer des commerces dans cet îlot.

Réponse de la ville :

L'îlot reste relativement éloigné des polarités commerciales existantes. Ainsi, une offre commerciale de proximité est nécessaire aux futurs habitants et aux Kremlinois habitant à proximité de l'îlot.

Un local commercial sera conservé dans le nouveau bâtiment qui sera construit à cet emplacement. Toutefois, à ce jour, la Ville n'est pas en mesure de figer le type d'activité avant de connaître les conclusions des études spécifiques relative à l'attractivité commerciale du lieu.

- Sur la concertation

Une certaine incompréhension sur les modalités de la concertation a été mentionnée par certaines contributions. Ces avis remettent en cause le fait d'engager la concertation en amont de la concertation préalable au titre de l'article L103-2 du code de l'Urbanisme.

Réponse de la ville :

La ville s'est engagée depuis 2021 dans un processus de dialogue avec les Kremlinois. Dans le cadre de la création d'une ZAC, l'article L.103-2 du code de l'urbanisme oblige la tenue d'une concertation préalable

La ville considère qu'une concertation de 4 mois pour un projet si emblématique est beaucoup trop courte pour affiner un projet avec autant de problématiques et situé dans une zone urbaine constituée dense.

La volonté de la ville a été d'associer le plus tôt possible les habitants et de continuer cette concertation au-delà, tout au long de l'élaboration et de la réalisation du projet.

Conclusion générale

Cette concertation préalable à la création de la ZAC Rossel Leclerc a, tout d'abord, permis de présenter le projet aux habitants dans un cadre légal. Il est la traduction réglementaire du dialogue entamé avec tous les acteurs du projet (habitants et communauté éducative) depuis de nombreuses années sur le projet de réaménagement de l'îlot et de l'extension de l'école. Ce dialogue sera maintenu au-delà du cadre légal.

Les outils et réunions mises en place ont permis de toucher un certain nombre de personnes et notamment les habitants du quartier Mairie. La participation a été forte à certains moments clés de la concertation notamment lors de la réunion publique du 25 mars. Les registres ont également été très utilisés avec une centaine de contributions.

Lors de l'atelier participatif et des Conseils de Quartier, la participation a été active et les objectifs du projet ainsi que les scenarii envisagés n'ont pas suscité d'opposition. La ville a pu, à ces occasions, répondre aux interrogations et observations sur le devenir de cet ilot.

La réunion publique a été un temps fort de la concertation et les échanges ont été riches et constructifs. Les participants, nombreux, ont exprimé la demande d'une véritable implication dans la co-construction du projet. La présentation d'un pré-bilan lors de cette réunion publique a permis de nourrir les échanges sur les principales thématiques.

Les registres papier et numérique sont des outils précieux de la concertation. Ils ont permis de répertorier par thématiques les différentes attentes, observations et propositions des Kremlinois sur ce projet. Il a été l'occasion pour les élus et les services de la ville d'apporter des réponses détaillées. Cette réflexion a permis de mesurer les impacts de certaines modifications sur les objectifs du projet, de son insertion, de l'environnement et de la problématique scolaire. L'ensemble des réponses de la ville aux contributions des registres est consultable dans la partie sur les registres du présent bilan.

Certains éléments issus de ces registres sont pris en compte dans l'évolution du projet. Grâce à ces contributions, les objectifs du projet ont été affinés autour d'un intérêt commun : le réaménagement de l'Ilot Rossel-Leclerc.

Néanmoins, il se détache une réflexion à poursuivre sur le débat réhabilitation/construction neuve (avantage/inconvénient)

Enfin, on peut se féliciter qu'un consensus apparaisse sur certains objectifs majeurs :

- L'extension du groupe scolaire
- Le développement des mobilités douces (rue Rossel et sente traversante)
- La re-végétalisation de l'îlot (pleine terre, plantation arbres…)
- Maintien du commerce à la pointe de l'îlot (croisement Rossel / Leclerc)

Au niveau des scénarii, même si les avis sont partagés, on remarque une préférence pour le scénario 1 en l'état actuel du dossier.

Ainsi, la concertation préalable en vue de la création de la ZAC Rossel a permis de renforcer la nécessité de bien prendre en compte certaines préoccupations des habitants et de poursuivre la concertation tout au long de la conception et la réalisation du projet.

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-044

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC Rossel - Leclerc

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-044-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Rapporteur : Frédéric RAYMOND

Par la délibération n°2022-093 du Conseil Municipal du 15 juillet 2022 et par la délibération n°2022-06-28_2849 du Conseil Territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre du 28 juin 2022 a été décidé, en application des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, une concertation préalable, afin de recueillir l'avis du public sur la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Rossel – Leclerc » au Kremlin-Bicêtre. Cette concertation préalable a eu lieu du 28 novembre 2022 au 31 mars 2023.

Lors de la concertation préalable, un certain nombre d'outils et de réunions ont été mises en place, notamment un dossier de concertation, un dossier numérique dédié avec des informations complémentaires sur le site de la ville, des registres papier et numérique. Les objectifs du projet et les scenarii envisagées ont été présentés lors d'un atelier participatif, de trois conseils de quartier et lors d'une réunion publique.

Le bilan de la concertation expose de manière synthétique le contexte de la concertation, la description de ses modalités, les principales questions et les contributions issues de la concertation. Il est l'occasion également d'apporter des réponses à ces contributions.

Il est à préciser également qu'au-delà du cadre légal de la présente concertation et des outils et réunions mis en place, le dialogue et les échanges avec les habitants ont débuté depuis plusieurs années. Ainsi, une réunion publique s'est tenue le 20 octobre 2021. En juin 2022, une présentation du conseil de quartier Mairie – Fontainebleau a précisé les enjeux et les principaux objectifs du projet de requalification de l'ilot. Deux réunions avec les parents d'élèves ont été organisées (29/06/2022 et 13/09/2022) et une ballade urbaine autour de l'ilot complétée par une réunion d'information ont eu lieu le 19 novembre 2022. De plus, l'enquête publique relative à la Déclaration d'Utilité Publique « réserve foncière » qui a eu lieu du 7 février au 8 mars 2022 a permis également de recueillir les avis du public. Toutes ces étapes préalables ont permis de murir le projet et d'intégrer les premières remarques et observations dans le projet présenté aujourd'hui.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric RAYMOND,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article L103-2,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 juillet 2022 relative à la définition des objectifs et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel – Leclerc,
Vu la délibération du conseil territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre en date du 28 juin 2022 relative à la définition des objectifs et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel – Leclerc,

Considérant que les modalités de mise en œuvre de cette concertation préalable à la création de la ZAC ont été définies par le Conseil Municipal du 15 juillet 2022 et du Conseil Territorial Grand Orly Seine Bièvre du 28 juin 2022,

Considérant les outils suivants mis en place :
- Mise à disposition du public du dossier de concertation à la Direction des Services Techniques et sur le site internet de la ville,
- Un page d'information pédagogique,
- Une fiche d'information pédagogique,
- Un atelier participatif sur le thème du projet d'extension du groupe scolaire de l'aménagement de l'ilot,
- Trois conseils de quartiers,
- Une réunion publique.

Considérant que les éléments relevés par les habitants, détaillés dans le bilan de la concertation ayant trait à :
- L'équipement scolaire,
- L'environnement et notamment le développement des espaces verts et la pollution,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-044-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

- La problématique du logement,
- Au mode constructif,
- L'architecture et l'urbanisme,
- Le patrimoine et l'esprit des lieux,
- Les activités et le commerce,
- La mobilité et la voirie,

Ont été pris en compte dans l'élaboration du scénario d'aménagement.

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 8 voix pour (Mme Museux, Mme Bocabeille, M Raymond, M Tapa, Mme Etienne, M Traoré, M Delage, Mme Defrance) et 2 ne prenant pas part au vote (M Zinciroglu et Mme El Krete)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver le bilan de la concertation en vue du lancement de la procédure de désignation du concessionnaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC Rossel – Leclerc.

Article 2
D'assurer la communication au public du bilan de la concertation en le rendant consultable sur le site internet de la ville ainsi qu'en mairie, sur demande, aux horaires d'ouverture habituels.

Article 3
De clore la concertation publique préalable, au sens de l'article L103-2 du code de l'urbanisme, à la création de la ZAC Rossel – Leclerc.

Article 4
D'autoriser le Maire à mettre en œuvre toutes formalités et signer toutes pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT



Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-044-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-044-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France

Décision n° DRIEAT-SCDD-2023-024 du 17 février 2023
Dispensant de réaliser une évaluation environnementale
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

VU le décret n° 2020-844 du 3 juillet 2020 relatif à l'autorité environnementale et à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas ;

VU le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Marc GUILLAUME en qualité de préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ;

VU l'arrêté n° IDF-2022-07-19-00005 du 19 juillet 2022 portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France en matière administrative ;

VU la décision n° DRIEAT-IDF-2023-0055 du 17 janvier 2023 portant subdélégation de signature en matière administrative de Madame Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, à ses collaborateurs ;

VU l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

VU la demande d'examen au cas par cas n° F01123P0004 relative au projet d'aménagement de l'îlot Rossel-Leclerc incluant la restructuration et l'extension d'un groupe scolaire situé rues Général Leclerc, Rossel et de la Convention au Kremlin-Bicêtre dans le département du Val-de-Marne, reçue complète le 16 janvier 2023

VU l'avis de l'agence régionale de la santé d'Île-de-France daté du 02 février 2023 ;

12 Cours Louis Lumière - CS 70027
94307 VINCENNES Cedex
Accueil téléphonique : 01 87 36 45 00
www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

Considérant que le projet consiste, sur un îlot urbain d'une emprise de 6 650 m² sur lequel se situe une école maternelle, des habitations pavillonnaires et des habitations collectives, après démolition des habitats insalubres, en :

- la construction de 100 à 120 logements culminant en R+8 avec des commerces en rez-de-chaussée,
- la restructuration et l'extension d'une école maternelle afin d'y accueillir une école élémentaire en R+2,
- la création d'un cœur d'îlot paysager et la revégétalisation des rues Rossel et Général Leclerc,

le tout développant une surface de plancher d'environ 11 000 m² ;

Considérant que le projet crée une surface de plancher au sens de l'article R.111-22 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 10 000 m² et qu'il relève donc de la rubrique 39°a), « projet soumis à examen au cas par cas », du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet s'implante à proximité d'une route départementale, la RD 50 située au nord du projet, que cette voie, fréquentée et bruyante, figure en catégories 4 du classement sonore départemental des infrastructures terrestres, et que le maître d'ouvrage a précisé en cours d'instruction que la réglementation relative à l'isolation acoustique des logements sera respectée ;

Considérant que le projet s'implante sur un secteur ayant accueilli dans le passé des activités polluantes (industrie électrique, dépôts d'hydrocarbures, blanchisseries, traitement de surface…) référencées dans la carte des anciens sites industriels et activités de service (CASIAS) et d'autres bases de données (ICPE, GUNenv), que le projet présente un enjeu sanitaire important lié notamment à la présence et l'extension d'un établissement accueillant des usagers sensibles (extension et création d'un groupe scolaire), que le maître d'ouvrage s'engage à réaliser un diagnostic des sols et à respecter la réglementation et les dépollutions obligatoires et qu'en tout état de cause, il est de sa responsabilité de prendre les mesures nécessaires pour garantir la compatibilité de l'état du site avec les usages projetés, conformément aux dispositions de la note ministérielle du 19 avril 2017 relative à la méthodologie nationale sur les modalités de gestion et de réaménagement des sites et sols pollués ;

Considérant que le projet est situé en zone B3 « verte », zone faiblement exposée, dite zone de précaution du plan de prévention des risques mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux du Val-de-Marne, approuvé le 21 novembre 2018, et qu'il devra en respecter le règlement ;

Considérant que le projet se situe dans le périmètre de protection des abords d'un monument historique partiellement classé et inscrit « Ancien hospice de Bicêtre », que le projet présente donc un enjeu paysager, d'autant plus qu'il prévoit des bâtiments à R+8 qui pourraient créer une co-visibilité avec le monument historique, et qu'à ce titre il sera soumis à avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) dans le cadre de la procédure de permis de construire, et que les enjeux seront étudiés et traités dans ce cadre ;

Considérant que les travaux sont susceptibles d'engendrer des nuisances telles que bruits, poussières, pollutions accidentelles et obstacles aux circulations et que le maître d'ouvrage devra respecter la réglementation en vigueur visant à préserver la qualité de vie et la sécurité des riverains en limitant les impacts de ces travaux sur l'environnement ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le maître d'ouvrage et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé ;

DÉCIDE

Article 1 : La réalisation d'une évaluation environnementale n'est pas nécessaire pour le projet d'aménagement de l'îlot Rossel-Leclerc incluant la restructuration et l'extension d'un groupe scolaire sur la commune du Kremlin-Bicêtre dans le département du Val-de-Marne.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 : En application de l'article R.122-3-1 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de région et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France.

Pour le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, et par délégation,
La directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France

Par délégation

Le chef du service connaissance et développement durable

Enrique PORTOLA

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé à :
Monsieur le préfet de la région d'Île-de-France
Adresse postale : DRIEAT IF – SCDD/DEE – 12 Cours Louis Lumière – CS 70027 – 94307 VINCENNES CEDEX
Le recours doit être formé dans le délai de 2 mois à compter de la notification ou publication de la décision.

Le recours hiérarchique, qui peut être formé auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision, n'a pas pour effet de suspendre et proroger le délai du recours contentieux.
Le recours est adressé à :
Monsieur le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires
Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
92055 Paris La Défense Cedex

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO auprès du tribunal administratif compétent.

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel – Leclerc

Périmètre de l'opération



CONCERTATION

CRÉATION DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) ROSSEL - LECLERC



Dossier de création de la ZAC

Sommaire

1. Présentation du site et état initial de l'environnement **Page 3**
    a. Le Kremlin-Bicêtre
    b. L'ilot Rossel – Leclerc
    c. Historique de l'îlot et forme urbaine
2. Le contexte juridique de la ZAC **Page 8**
3. Les documents d'urbanisme en vigueur **Page 10**
    a. La requalification de l'ilot inscrite au PLU
    b. Le Schéma directeur de la Région Île-de-France
4. La politique de la ville et la résorption de l'habitat insalubre **Page 13**
    a. Les objectifs de création de logements sociaux du Programme Local de l'Habitat
    b. Les objectifs de la politique de la ville et de l'ANAH : lutte contre l'habitat indigne
    c. La résorption de l'habitat insalubre sur l'ilot Leclerc s'inscrit également dans les objectifs de l'ANAH.
5. Périmètre de la ZAC **Page 18**
6. Les objectifs du projet **Page 19**
7. Un projet urbain cohérent **Page 21**
8. Insertion environnementale et prescriptions architecturales **Page 23**

1. Présentation du site et état initial de l'environnement

a. La commune du Kremlin-Bicêtre

Le Kremlin-Bicêtre est une commune de 24 850 habitants (source INSEE, données de 2018) située en limite immédiate avec Paris, dans le département du Val-de-Marne, et membre depuis janvier 2016 de l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre (EPT GOSB, anciennement communauté d'agglomération de Val de Bièvre (CAVB)).

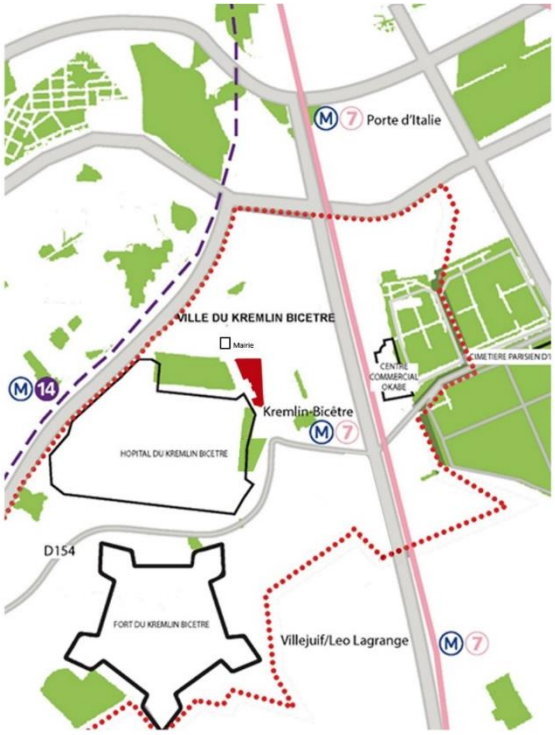
Le Kremlin-Bicêtre s'étend sur 154 hectares. La densité de population en 2018 était de 16 136 habitants/km² (source INSEE, données 2018).

Bordée au Nord par le boulevard périphérique (Porte d'Italie) et traversée par deux axes de circulation majeurs (A6b et RD 7), le Kremlin-Bicêtre bénéficie d'un réseau de transport collectif important qui se développera encore davantage avec la gare du Réseau « Grand Paris Express » (gare de « Kremlin-Bicêtre Hôpital ») mise en service en 2024.

La localisation de la commune aux portes de Paris, et son accessibilité ont pour effet une forte pression sur le parc de logement et le développement démographique de la Ville.

L'histoire de la ville et de ses différentes phases de développement ont constitué un tissu urbain hétérogène dans lequel se distingue deux grandes entités au nord et au sud séparées en particulier par les équipements du CHU de Bicêtre et du Fort qui forment deux enclaves au sein de la ville. La partie nord s'est constituée comme une extension des faubourgs parisiens, la partie Sud de la ville concentrent les grands équipements et les grands ensembles construits d'habitat collectif depuis 1975 et l'habitat individuel ouvrier construit à partir des années 1930/1940.

L'ilot Rossel est situé dans la partie Nord de la commune, sur la plaine autour de l'Avenue de Fontainebleau et du quartier de la rue du 14 Juillet, à proximité.



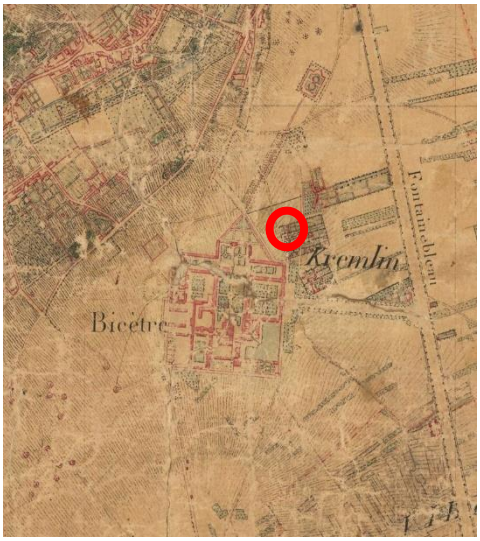
b. L'îlot Rossel / Leclerc

L'îlot est situé à un emplacement stratégique dans la Ville. Situé à 500m de Paris, dans le quartier Mairie Salengro, il est très bien desservi notamment par la ligne 7 du métro. La création à proximité d'une gare de métro de la ligne 14 constituera un réel levier supplémentaire et rendra cet ilot encore plus accessible et attractif.

Cette partie de la Ville est une des plus anciennes de la ville et représente le cœur historique du Kremlin Bicêtre. Elle est située à proximité immédiate du CHU de Bicêtre,

de la faculté de médecine, de la Mairie et de deux axes commerciaux principaux que sont l'avenue de Fontainebleau et l'avenue Eugène Thomas.

Cet îlot a également pour caractéristique d'être en bordure de deux parcs urbains de centre-ville : le parc Pinel et le parc de Bicêtre. L'objectif est de valoriser et renforcer ce cadre de vie en aménageant des circulations apaisées voire paysagères en bordure d'îlot.



Le projet a été conçu à une échelle élargie pour assurer la cohérence entre les centralités et les polarités (centre-ville, pôles commerciaux, équipements publics et infrastructures).

Sur la commune de Kremlin-Bicêtre, l'altitude varie entre 55 m au Nord-Est du territoire à 110 m environ au Sud. L'îlot Rossel est installé en bordure des coteaux à proximité de la vallée de la Bièvre et présente un dénivelé assez important avec une pente d'environ 4%.

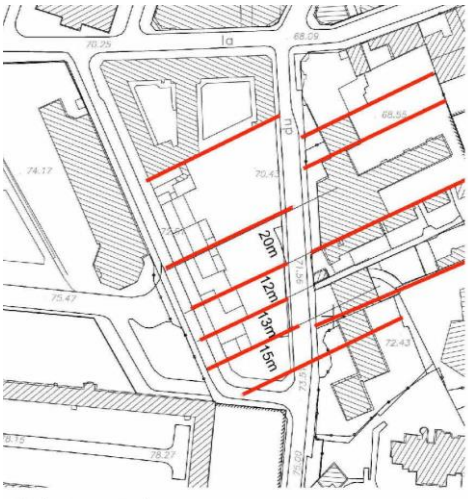
c. Historique de l'îlot et forme urbaine

Le Kremlin-Bicêtre est une commune à l'histoire récente. Appartenant à l'origine au territoire de Gentilly, elle a été créée le 13 décembre 1896. Son nom réunit deux anciens quartiers de la ville : le Kremlin et Bicêtre. C'est sur une carte d'état-major de 1832 que le nom de Kremlin apparaît pour la première fois de manière officielle. Puis les deux noms, Kremlin et Bicêtre, s'accolent pour n'en former qu'un seul. Ces deux enclaves historiques marquent très fortement l'évolution de l'urbanisation au Kremlin-Bicêtre.

Situé au cœur de la ville entouré par des bâtiments historiques, **l'îlot Rossel** présente un **intérêt patrimonial unique** sur la commune. Cet îlot est entouré par :

L'hôpital classé monument historique, construit au XVII e siècle lorsque Louis XIII fait bâtir sur les ruines d'un château un établissement destiné à l'accueil de soldats et d'officiers blessés. Jusqu'au XVIIIème siècle, l'histoire du Kremlin-Bicêtre se confond avec celle du domaine qui va devenir le château puis l'hôpital de Bicêtre. Il s'agissait d'ailleurs probablement, durant cette période, du seul bâtiment sur le territoire.

L'école Jean Zay construite en 1877 cette école est plus ancien établissement scolaire du Kremlin Bicêtre, servit de mairie provisoire de 1897 à 1903. L'élément remarquable à protéger est la façade rue de la Convention.



Cadastre actuel

L'Hôtel de Ville : construit en 1903 par Henri Rebersat (architecte). Classé dans le PLU comme bâtiment remarquable à protéger.
Son intérêt patrimonial est aussi dû à l'histoire même de l'îlot : l'îlot Rossel est un des plus anciens de la ville et figurait déjà dans les cartes de 1819. La ville du Kremlin-Bicêtre doit une partie de son nom à une auberge qui se serait installée à proximité de l'hôpital de Bicêtre et qui portait le nom « *Au sergent du Kremlin* » ou *« Au Kremlin »,* en référence aux campagnes napoléoniennes.



Cet établissement était localisé dans le quartier.

La trame parcellaire actuelle est issue des premiers lotissements de la Ville. Au départ la présence de l'Hôpital de Bicêtre a été à l'origine du lotissement des parcelles agricoles. Ces parcelles ont été progressivement investies par des constructions en dessinant la trame parcellaire actuelle de l'ilot.





<u>Un tissu urbain hétérogène</u>

L'îlot Rossel Leclerc est délimité par les rues de la Convention / Général Leclerc / Rossel, et est situé dans le **cœur historique du Kremlin-Bicêtre**, à proximité immédiate de l'Hôtel de Ville, du parc Pinel et du parc de Bicêtre, les principaux espaces verts publics de la ville.

L'îlot a une superficie de 6 650 m² environ situé le long de l'hôpital de Bicêtre.

L'îlot Rossel/Leclerc est caractérisé par **des formes urbaines et architecturales disparates** :

- Présence d'une **école maternelle**, l'école Jean Zay, de style IIIe République, avec quelques éléments de monumentalité sur la rue de la Convention

- Tissu d'habitat individuel ou de maisons de ville le long de la rue Rossel, dont la composition et l'écriture sont très diversifiées mais de faible hauteur pour l'ensemble.
- Tissu de faubourg à l'est, avec un bâti ancien, souvent dégradé, marqué par un front bâti sur la rue du Général Leclerc irrégulier et des cours à l'arrière desquels se situent des bâtiments plus bas, de facture très inégale. Les rez-de-chaussée sont occupés par quelques commerces et locaux d'activité ;

  Une partie du bâti rue du Général Leclerc est concerné par de **l'insalubrité irrémédiable et remédiable.**







Surface globale de l''îlot : 6650 m2 **Surface hors école existante : 4050 m2**

2. Le contexte juridique de la ZAC

Par la délibération n°2022-093 du Conseil Municipal du 15 juillet 2022 et par la délibération n°2022-06-28_2849 du Conseil Territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre du 28 juin 2022 a été décidé, en application des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, une concertation préalable, afin de recueillir l'avis du public sur la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Rossel – Leclerc » au Kremlin-Bicêtre.

La délibération n°2022-093 du Conseil Municipal
La délibération n°2022-06-28_2849 du Conseil Territorial Grand Orly Seine Bièvre

Les textes

Article L103-2
(Version en vigueur depuis le 09 déc 2020 - Modifié par LOI n°2020-1525 du 7 déc 2020 - art. 40)

Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1° Les procédures suivantes :
a) L'élaboration et la révision du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme ;
b) La modification du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale ;
c) La mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale ;
d) L'élaboration et la révision de la carte communale soumises à évaluation environnementale ;

2° La création d'une zone d'aménagement concerté ;

3° Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat ;

4° Les projets de renouvellement urbain.

Conformément au IV de l'article 148 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020, ces dispositions sont applicables aux procédures engagées après la publication de la présente loi.

Versions Liens relatifs

Article L103-3
(Modifié par Ordonnance n°2019-552 du 3 juin 2019 - art. 14)

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

1° L'autorité administrative compétente de l'Etat lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'Etat ;

2° Le représentant légal de la société SNCF Réseau mentionnée à l'article L. 2111-9 du code des transports ou de sa filiale mentionnée au 5° du même article lorsque l'opération est à l'initiative de l'une de ces deux sociétés ;

3° L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas.

Toutefois, lorsque la concertation est rendue nécessaire en application du 2° ou du 3° de l'article L. 103-2 ou lorsqu'elle est organisée alors qu'elle n'est pas obligatoire, les objectifs poursuivis et les modalités de

la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent.

Article L103-4

(Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

Article L103-5

(Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Lorsqu'une opération d'aménagement doit faire l'objet d'une concertation en application des 2° ou 3° de l'article L. 103-2 et nécessite une révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider que la révision du document d'urbanisme et l'opération font l'objet d'une concertation unique. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.

Article L103-6

(Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L. 103-3 en arrête le bilan. Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête.
Versions Liens relatifs

Article L103-7

(Création LOI n°2020-1525 du 7 décembre 2020 - art. 47 (V))

Ne sont pas soumises aux dispositions de l'article L. 103-2 du présent code la révision, la modification ou la mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme lorsque cette révision, cette modification ou cette mise en compatibilité ont pour objet exclusif de permettre la réalisation d'une opération ayant reçu la qualification d'opération sensible intéressant la défense nationale en application de l'article L. 2391-1 du code de la défense ou celle d'opération sensible intéressant la sécurité nationale en application de l'article L. 112-3 du code de la sécurité intérieure.
Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article L. 103-2 du présent code les projets et opérations d'aménagement ou de construction mentionnés au 3° du même article L. 103-2 ayant reçu la qualification d'opération sensible intéressant la défense nationale en application de l'article L. 2391-1 du code de la défense ou celle d'opération sensible intéressant la sécurité nationale en application de l'article L. 112-3 du code de la sécurité intérieure.

3. Les documents d'urbanisme en vigueur

a. La requalification de l'îlot inscrite dans le PLU

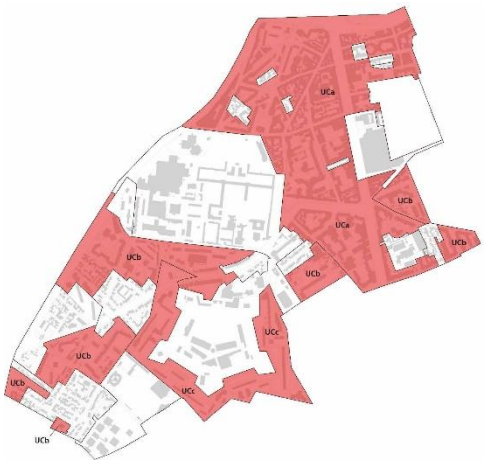
La Ville du Kremlin-Bicêtre a approuvé la révision de son Plan local d'Urbanisme (PLU) au Conseil municipal du 17 décembre 2015 pour permettre la réalisation de son développement urbain à horizon 2030.

Le PLU révisé porte sur plusieurs objectifs régionaux fixés par le SDRIF aux nombres desquels figurent, l'intensification de la ville, l'articulation du développement urbain avec celui des transports collectifs, amélioration de la qualité de vie et, notamment des espaces naturels de la ville.
Au travers de cette révision, la ville souhaite, face aux faibles potentialités foncières disponibles, donner la maitrise d'une évolution urbaine, en proposant des aménagements de qualités répondant aux besoins présents et futurs de ses habitants.
En effet, la ville fait face à un manque d'espace pour construire de nouveaux logements. Elle identifie alors 4 secteurs qui font l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de de programmation (OAP) spatialisée, ayant pour vocation d'illustrer la mise en application possible des principes de la politique d'aménagement et le développement communal présentée dans le Programme d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU, en décrivant par quartier ou par secteur, les actions et opérations d'aménagement.

Le PLU prévoit, conformément aux objectifs de l'Etat, la création d'environ 120 logements par an et un total de plus de 2200 logements à l'horizon 2030.

L'îlot Rossel Leclerc fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation « La requalification de l'îlot Rossel/Leclerc et l'intégration d'un nouvel équipement » (OAP n°4), et d'un règlement de zone, dans le PLU révisé pour encadrer son évolution future. Il est aussi situé dans le périmètre de l'OAP « Ruban Vert » (OAP n°5) du PLU révisé.

- **Contraintes réglementaires du PLU – Zone UCa**



L'îlot Leclerc fait également l'objet d'une règlementation de zone dans le PLU révisé.
Il est classé en secteur UCa qui correspond à un secteur mixte d'habitat majoritairement collectif et d'activités caractérisé par une implantation des constructions à l'alignement.

S'ajoute aux règles propres du PLU, une servitude d'utilité publique : AC1 liée à la protection des monuments historiques inscrits et classés. En L'îlot Leclerc se situe dans le périmètre de protection du patrimoine, à moins de 500 mètres de l'Hôpital de Bicêtre.
De plus, l'école maternelle Jean Zay située sur l'ilot Leclerc est inscrit dans les bâtiments à protéger car sa façade est un élément remarquable.

Le PLU prévoit qu'en application de l'article L.123-1-5 I-4° du Code de l'urbanisme, tout programme de logements comportant une surface de plancher à usage d'habitation supérieure à 1 000m² est admis, à condition qu'il comporte au minimum **30% de logements locatifs sociaux.**

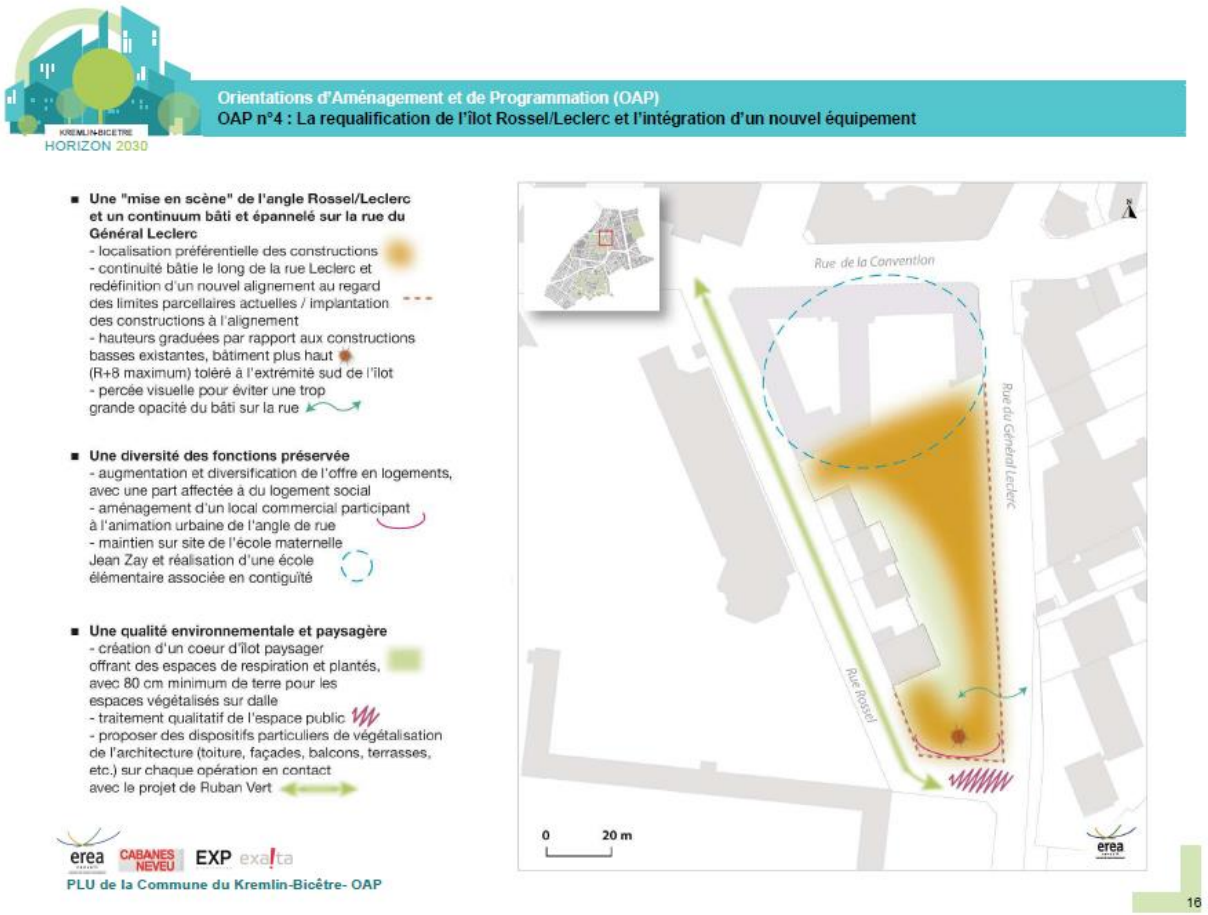
La réhabilitation de l'îlot prendra en compte ces aspects règlementaires.

- **L'OAP n°4 du PLU « La requalification de l'îlot Rossel/Leclerc et l'intégration d'un nouvel équipement »**

L'îlot Leclerc s'inscrit dans les périmètres d'actions des Orientations d'Aménagement et de Programmation du PLU approuvé avec l'OAP n°4 « La requalification de l'îlot Rossel/Leclerc et l'intégration d'un nouvel équipement » dans le but d'encadrer son évolution future.

Ces orientations d'aménagement ont pour objectif la construction de logements neufs dans un esprit de mixité et visant une amélioration des conditions d'habitat sur ce secteur.

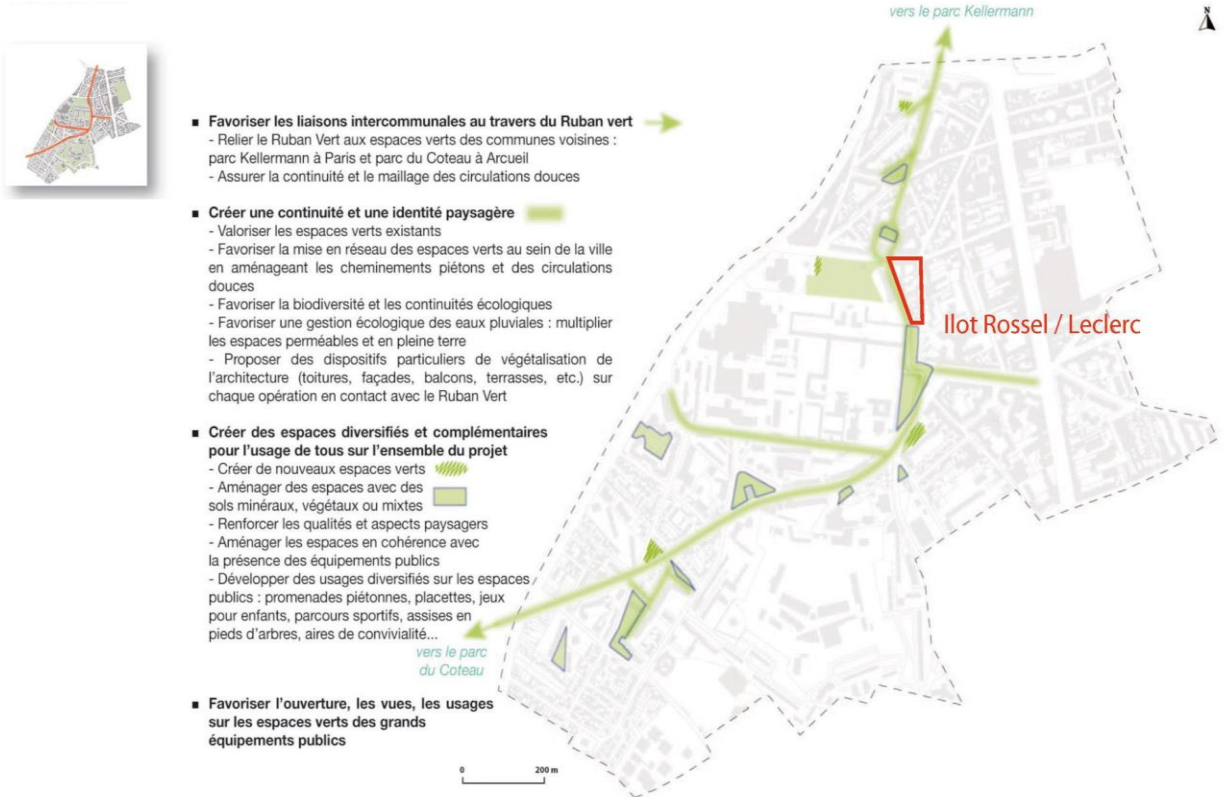
Elles prévoient un traitement fort de l'angle Rossel/Leclerc et une continuité bâtie le long de la rue du Général Leclerc. La ville entend maintenir une diversité des fonctions grâce à une nouvelle offre de logements constituée notamment de logement social, et souhaite adapter les équipements scolaires.



- **L'OAP n°5 du PLU « Le ruban vert»**

L'ilot est situé sur le linéaire du ruban vert qui a pour objectif de créer une continuité d'aménagements paysagers entre le parc du Coteau à Arcueil et le parc Kellermann à Paris. Ce projet de trame verte consiste à créer une continuité largement végétalisée générant une identité paysagère en valorisant les espaces existants et en aménageant de nouveaux espaces minéraux, végétaux ou mixtes.

Extrait du PLU - OAP N°5 :



b. <u>Le Schéma Directeur de le Région Île-de-France</u>

Le PLU du Kremlin-Bicêtre révisé et approuvé en décembre 2015 porte sur plusieurs objectifs régionaux fixés par le SDRIF aux nombres desquels figurent, l'intensification de la ville, l'articulation du développement urbain avec celui des transports collectifs, amélioration de la qualité de vie et, notamment des espaces naturels de la ville.

Au travers de cette révision, la ville envisage une nouvelle offre de logement pour que la ville de Kremlin Bicêtre demeure une commune à taille humaine et dynamique, le tout dans le respect d'une démarche environnementale répondant aux besoins présents et futurs de ses habitants.

Pour y répondre, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) fixe les grands axes, et en particulier « la lutte contre l'habitat insalubre et traiter l'habitat privé dégradé, notamment en facilitant les travaux visant à la lutte contre la précarité énergétique ».

Les principes de la politique d'aménagement et le développement communal présentés dans le PADD du PLU sont traduits notamment dans les Orientations d'Aménagement et de de programmation (OAP) spatialisées qui concernent 4 secteurs de la commune dont l'ilot Rossel Leclerc.

4. La politique de la ville et la résorption de l'habitat insalubre

a. Les objectifs de création de logements sociaux du Programme Local de l'Habitat

L'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre a adopté, le 14 décembre 2009, un PLH d'une durée de 6 ans (2010-2015).
Sur 7 355 logements programmés dans le PLH, dont 4 838 logements familiaux neufs (parmi lesquels : 49% de logements sociaux, 47 % de logements en accession, 3% en accession sociale à la propriété et 1% de locatif libre), ce sont 7 416 logements qui ont été réalisés, dont 24% de logements livrés par le Kremlin Bicêtre.

Actualisé en juin 2015, le PLH prévoit dans son axe n°2, un objectif favorisant l'accès et le maintien des habitants dans un habitat de qualité. Cela passe par l'amélioration et la réhabilitation du parc privé existant en identifiant les problématiques et en mobilisant les outils adaptés. Ainsi, la procédure de résorption de l'habitat insalubre-RHI constitue un outil indispensable.

Le PLH a été prolongé pour la période 2016-2017 et encourage à « Travailler à une meilleure articulation entre lutte contre l'habitat dégradé et stratégie foncière en mobilisant des outils tels que la Résorption de l'habitat insalubre (RHI) ».

A noter également que le diagnostic du PLH 2016-2017 indique la localisation des situations d'habitat dégradé. Elles restent principalement concentrées dans plusieurs secteurs comme l'avenue de Fontainebleau au Kremlin-Bicêtre où les fragilités sociales sont plus aiguës avec un indice de décrochage IRIS au niveau « Vigilance ».

b. Les objectifs de la politique de la ville et de l'ANAH : lutte contre l'habitat indigne

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, L'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre s'est également engagée aux côtés de ses villes-membres et de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dans un programme d'intérêt général (PIG) « habitat dégradé » d'une durée de 5 ans, qui a pris effet le 2 décembre 2013, pour prendre fin le 02 décembre 2018.

L’enjeu est notamment de « Lutter contre l'habitat indigne et très dégradé en améliorant le confort pour la santé et la sécurité des occupants (travaux de mise en sécurité, diagnostic plomb, etc.) »

Sur les données du « Parc privé potentiellement indigne » (PPPI) 2007 pour le territoire du Val de Bièvre, le PIG indique que la ville du Kremlin-Bicêtre présente un risque d’indignité des résidences principales du parc privé environ deux fois plus élevé que le PPPI de la CAVB (7,7% contre 4,20%).

C. La résorption de l’habitat insalubre sur l’ilot Leclerc s’inscrit également dans les objectifs de l’ANAH.

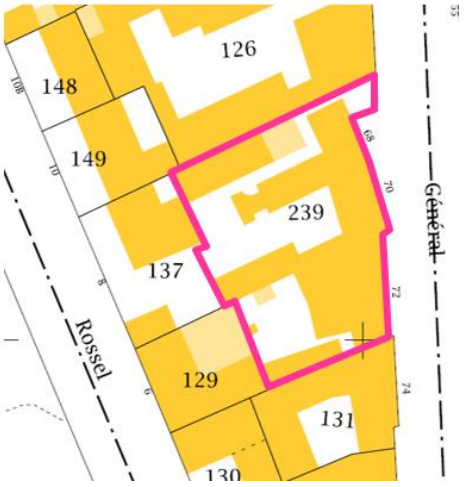
Résorption de l’habitat insalubre

Le constat de l’habitat insalubre concerne la copropriété assise sur la parcelle cadastrée Section C numéro 239, sise du 68 au 72 rue Général Leclerc et a été engagé depuis de nombreuses années.

Le Préfet a pris les arrêtés d’insalubrité pour imposer aux propriétaires de remédier à cette situation de risques sanitaires et de sécurité. Ces derniers n’ont pas pris les mesures imposées.

La nécessité de traiter ces situations d’insalubrité a justifié le recours par les services de l’Etat à des arrêtés d’insalubrité enjoignant aux propriétaires de remédier aux situations d’insalubrité remédiables et des situations d’insalubrité irrémédiables. L'importance et la gravité des désordres de l’immeuble **du n°72 rue du Général Leclerc**, a entraîné la désignation d’un expert par ordonnance du Tribunal Administratif de Melun en date du 2 août 2016 à la requête de la commune du Kremlin-Bicêtre. Un arrêté de péril imminent a ensuite été pris par le Maire en date du 2 août 2016.

A ce jour les situations d’insalubrité et de périls persistent, sur une partie de la copropriété située du 68 au 72 rue Général Leclerc, en raison de l’abandon de la gestion des parties communes de ladite copropriété et en l’absence d’intervention des propriétaires pour remédier à l’état de péril et d’insalubrité.





Arrêté d’insalubrité remédiable (2 logts) + irrémédiable (1 logt)

Pas d’arrêté

Arrêté d’insalubrité irrémédiable + Arrêté de péril grave et imminent pris en 2016

- 2 arrêtés d'insalubrité irrémédiable:

- Un arrêté préfectoral n° 2008/5029 en date du 2 décembre 2008 déclarant insalubre à titre irrémédiable le logement aménagé escalier gauche, au 1er étage porte droite dans la cour située au fond du couloir droite de l'immeuble sis 68, rue du Général Leclerc au Kremlin Bicêtre – 94270
- Un arrêté préfectoral n° 2010/6641 en date du 20 septembre 2010 déclarant insalubre à titre irrémédiable l'immeuble sis 72, rue du Général Leclerc au Kremlin Bicêtre – 94270.

- 1 arrêté de péril grave et imminent :

- Un arrêté préfectoral n° 517 en date du 18 août 2016 déclarant en situation de péril grave et imminent l'immeuble sis **72, rue du Général Leclerc** au Kremlin Bicêtre – 94270.

A noter qu'une autre adresse le **n°74 rue Général Leclerc** est concernée par de l'insalubrité. En outre, la **chute d'une corniche sur la voie publique au n°74** rue du Général Leclerc a été constatée dans la nuit du 18 septembre 2021. Un courrier de la Ville a été transmis aux copropriétaires et au syndic bénévole pour demander une mise en sécurité de la toiture A défaut, la commune a prévenu qu'elle engagerait des travaux d'office.
Le 14 juin 2023 la Ville saisi formellement le Tribunal administratif de Melun pour une expertise d'audit bâtiment et de sécurité dans le cadre d'une procédure de péril imminent dont les conclusions sont, à la présente date, attendues.

Tous les lots de copropriété de l'immeuble situé au **n°70 rue Général Leclerc**, au sein de la copropriété assise sur la parcelle cadastrée Section C numéro 239, sise du 68 au 72 rue Général Leclerc, ont fait l'objet d'une acquisition par l'EPFIF.

Diagnostic de l'état des immeubles de la copropriété cadastrée C 239 sise du 68 au 72 rue Général Leclerc	Légende carte Ci-dessous Bâti concerné
Immeubles sous arrêtés d'insalubrité irrémédiable avec interdiction d'habiter	72
Immeubles sous arrêtés de péril avec IDH (interdiction d'habiter)	72
Immeubles insalubres remédiables, ou en péril ordinaire, leur démolition est techniquement nécessaire au traitement des immeubles sous IDH (mitoyen, imbrication) ;	68
Immeuble salubre (acquis par l'EPFIF), la démolition est techniquement nécessaire (mitoyen, imbrication) et la consolidation pourrait être plus chère que l'acquisition/démolition	70



<u>Une procédure déclaration d'utilité publique pour résorption de l'habitat insalubre (DUP RHI) au n°72 rue du Général Leclerc</u>

Une procédure de demande de **déclaration d'utilité publique pour résorption de l'habitat insalubre (DUP RHI)** a été engagée concernant le n°72 rue du Général Leclerc par délibération du Conseil municipal du 28/06/2021. Un **arrêté préfectoral** a été pris le 01/10/2021 et fait l'objet d'un affichage depuis le 18/10/2021 pour une durée de 2 mois.

L'immeuble situé au n°72 rue du Général Leclerc est inclus dans la copropriété sise du n°68 au n°72 rue du Général Leclerc. Il a fait l'objet **de 2 arrêtés préfectoraux d'insalubrité irrémédiables en 2008 et en 2010, et d'un arrêté préfectoral de péril grave et imminent en 2016.**

En application de l'article L511-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, p**ar délibération du 28 juin 2021, le Conseil municipal a approuvé le dossier de demande de déclaration d'utilité publique – Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI)** ci-annexé, et autorisé le Maire ou son représentant désigné à saisir la préfecture et à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et tout document y afférant.

La déclaration d'utilité publique pour Résorption de l'Habitat Insalubre a été prononcée par le Préfet **au bénéfice de l'Etablissement Public Foncier Ile de France** qui mènera à bien la procédure d'expropriation en vue de l'acquisition de l'immeuble sis 72 rue du Général Leclerc et en application de l'article L.511-2 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Un arrêté préfectoral n°2021/03515 a été pris le 1er octobre 2021. Ce dernier fait l'objet d'un affichage et a fait l'objet d'une publication dans les journaux Le Parisien 94 et Les Echos le mercredi 13 octobre 2021 (cf. ANNEXE)

A noter que la situation d'urgence caractérisée par les risques sanitaires et de périls (au titre des Codes de la Santé Publique et Code de la Construction et de l'Habitation) a conduit à cette DUP RHI pour la seule copropriété du n°72 rue du Général Leclerc pour permettre d'acquérir les logements insalubres, menaçant ruine, avec interdiction d'habiter de manière partielle ou totale (péril).

Compte tenu des acquisitions déjà réalisées par l'EPFIF dans cette copropriété, la DUP concerne huit lots de copropriété insalubres à acquérir (appartement, chambre, local, …).

La commune a procédé à l'évacuation de tous les occupants de l'immeuble du 72 rue du Général Leclerc le 22 juillet 2019 et sécurisé l'immeuble.

5. Le plan du périmètre de la ZAC



6. Les objectifs du projet

Actuellement constitué par un tissu et des fonctions très hétérogènes, cet îlot est inscrit dans une logique de restructuration, qui doit satisfaire plusieurs objectifs :

- Construire une nouvelle école primaire, en réalisant une réhabilitation et extension de l'école maternelle Jean Zay existante.
- Remédier à la dégradation du bâti rue du Général Leclerc, constitué en partie d'habitat insalubre irrémédiable
- Créer une nouvelle offre de logements dans le respect du principe de mixité sociale et cohérente avec le parc de logements de la ville
- Conforter le tissu commercial de proximité, dans un secteur géographiquement central mais à l'écart des principaux pôles commerçants de la commune.
- Embellir la ville, valoriser l'histoire et le patrimoine du quartier et réaliser un projet de grande qualité architecturale et environnementale.
- Participer à la qualité des espaces publics et paysagers, favoriser les circulations douces, s'inscrire dans des espaces publics apaisés, en respectant les prescriptions de l'OAP n°5 prévues au Plan Local d'Urbanisme.
- Intégrer une démarche environnementale poussée en utilisant la trame verte comme une composante essentielle du projet urbain.
- Concevoir un projet urbain d'ensemble harmonieux.

<u>Le programme prévisionnel des constructions du secteur prévoit</u> :

a. la création d'une nouvelle école élémentaire, en lieu et place de l'école Pierre Brossolette et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Jean Zay
b. la réalisation de programmes de logements, afin de répondre aux besoins de logement
c. des commerces en pied d'immeuble
d. des espaces végétalisés dont une partie en pleine terre (en lien avec l'OAP n°5 dît Ruban vert)

En sus du programme prévisionnel des constructions, les enjeux en matière de mobilités douces à l'échelle de l'îlot et plus largement du quartier, sont aussi posés

a. Une nouvelle école élémentaire

L'école élémentaire Brossolette à déplacer et la création de nouvelles classes

L'îlot est actuellement occupé par une école maternelle sur la partie nord et le long de la rue de la Convention. Cette école maternelle est conservée et en partie réhabilitée. Une nouvelle école élémentaire est à construire en cœur d'ilot afin de former avec l'école maternelle un groupe scolaire. Cette école élémentaire sera construite pour libérer des locaux actuellement occupés par l'école élémentaire Pierre Brossolette dans la rue du même nom. Elle est donc réalisée pour remplacer cette dernière. De plus, ce déplacement permettrait de faciliter les trajets des familles ayant des enfants en maternelle et en primaire.

Cette opération permet ainsi de répondre au plus près aux besoins de l'école et créer des espaces adaptés et modernes. Elle permettra également de mettre fin à une occupation sur un terrain partagé avec un lycée et appartenant à la région. A ce jour, l'emprise du nouveau groupe scolaire comprenant l'extension de l'école maternelle existante réhabilitée et de la nouvelle école élémentaire n'est pas encore validée.

Une étude de programmation est en cours d'élaboration pour définir les besoins en classes et la faisabilité d'un nouveau groupe scolaire sur l'ilot Rossel/Leclerc.

b. La création d'une nouvelle offre de logements

L'aménagement de l'ilot doit permettre de créer une offre de logements mixte et diversifiée, en réponse aux besoins des habitants de la commune.
La programmation prévisionnelle des logements devrait ainsi répondre aux caractéristiques suivantes :

- 30% à 40% de logements locatifs sociaux
- Une offre en bail réel solidaire (BRS) ou en accession sociale
- Une offre en accession privée

c. La création de commerces

En matière de commerce, le projet prévoit des commerces en pied d'immeuble. La programmation sera définie en fonction de l'environnement, pour la qualité de vie du quartier afin d'assurer sa viabilité et sa pérennité. Ceux-ci pourraient être situés en priorité sur la rue Leclerc, compte tenu de la présence de quelques cellules commerciales sur cette rue.
L'opportunité et la viabilité de commerces supplémentaires sur ce secteur pourraient être étudiées.

d. Des espaces végétalisés dont une partie en pleine terre (en lien avec l'OAP n°5 dît Ruban vert)

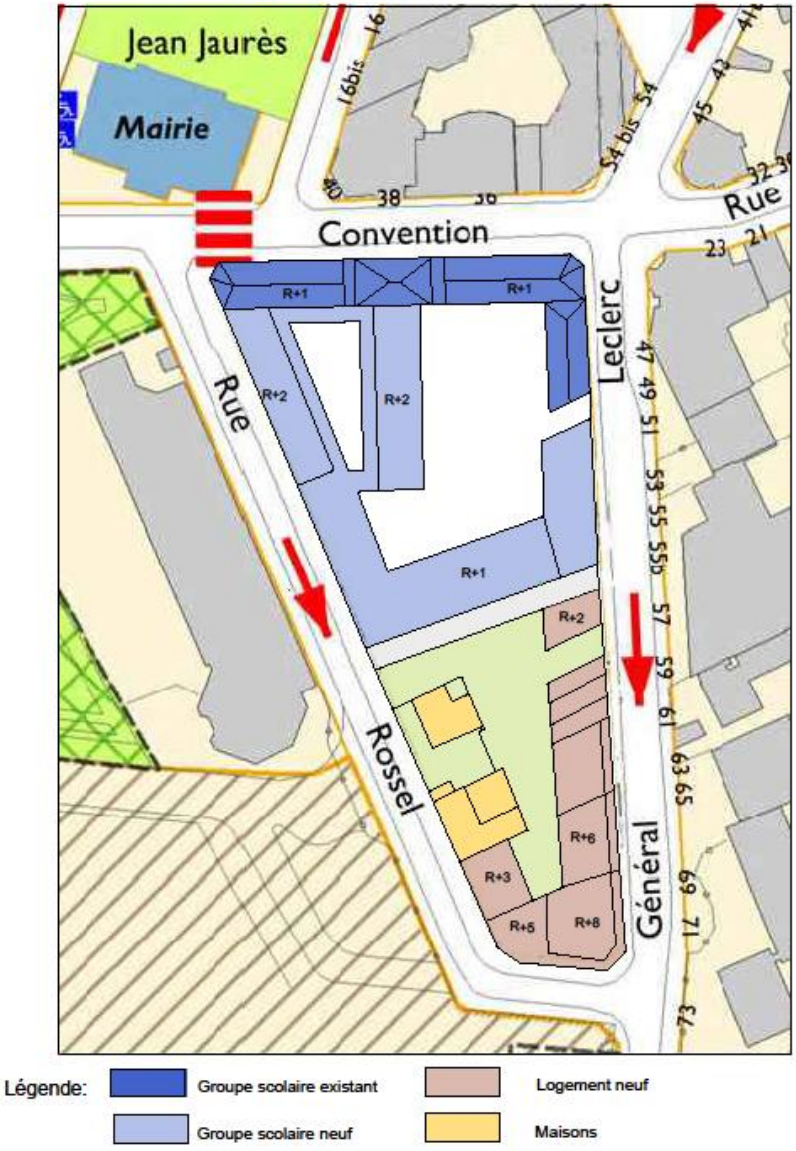
La création d'un cœur d'îlot vert va permettre de desartificialiser l'îlot. En effet ce dernier, mise à part quelques espaces de pleine-terre, est artificialisé sur sa majeure partie posant des problèmes d'écoulement et d'infiltration des eaux pluviales.

7. Un projet urbain d’ensemble cohérent

Une étude de faisabilité menée par les services de la ville a permis de dégager deux scénarii servant de base de réflexion à la concertation préalable relative à la création de la ZAC Rossel Leclerc.
Ces scénarii permettent de définir la capacité de construction prévisionnelle et la forme urbaine du projet urbain en tenant compte du nouveau groupe scolaire.

Un premier scénario conserve certains pavillons côté rue Rossel. Le gabarit des immeubles est plus bas que dans le scénario 2 en privilégiant un épannelage côté rue du Général Leclerc.

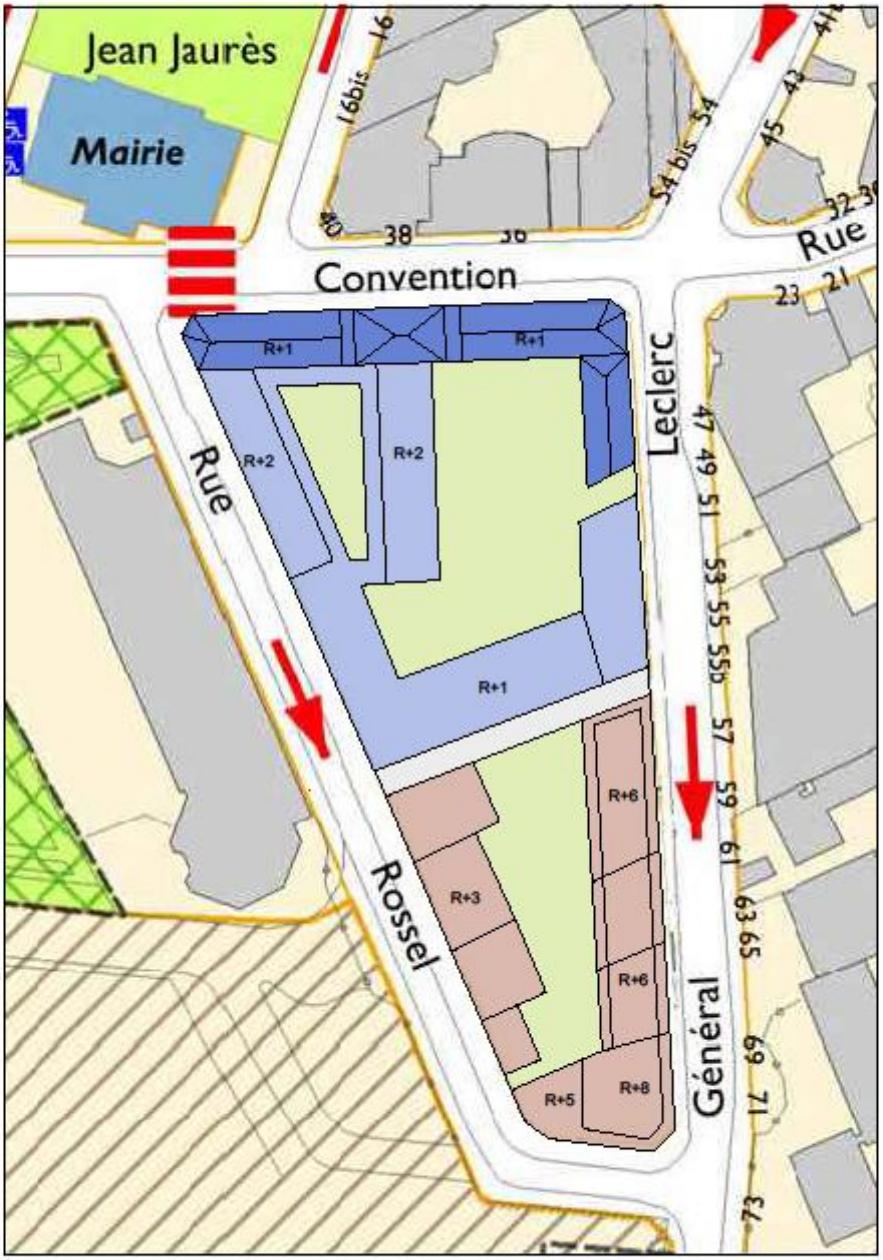
L'îlot Rossel /Leclerc
Le Kremlin-Bicêtre - Scénario 1



Légende:
- Groupe scolaire existant
- Groupe scolaire neuf
- Logement neuf
- Maisons

Le second scénario privilégie un projet qui utilise tout le foncier de l'ilot. Les gabarits des immeubles sont adaptés à leur environnement en s'adaptant aux gabarits des avoisinants et à la présence de l'hôpital de Bicêtre à l'Ouest côté Rossel.

L'îlot Rossel /Leclerc
Le Kremlin-Bicêtre -Scénario2



Légende:

groupe scolaire existant | groupe scolaire neuf | Logement neuf

8. Insertion environnementale et prescriptions architecturales

Ce projet vise l'exemplarité environnementale notamment dans la qualité des constructions et la gestion de l'eau et des déchets :

- gestion des eaux pluviales sur le site du projet,
- utilisation d'éco-matériaux participant à la lutte contre la déforestation,
- éclairage extérieur performant,
- ambiance architecturale locale et utilisation de matériaux en filières courtes,
- utilisation économe de l'espace, gérable dans le temps,
- favoriser la nature dans l'espace extérieur
- la valorisation de la biodiversité locale (prairies, fourrés arbustifs..) et le maintien d'une épaisseur végétale sur dalle,
- identifier les accès possibles au site et proposer la solution la plus adaptée au regard des besoins en interconnexions avec le reste de la commune, de la sécurité et de la fonctionnalité, en favorisant les circulations douces.

Une performance énergétique incitant la construction de bâtiments à faible consommation énergétique sera également proposée. Cette faible consommation énergétique serait assurée grâce à une structure évolutive des bâtiments, une sobriété des matériaux de construction, ainsi que la prise en compte de la règlementation thermique. La conception des bâtiments pourrait également être bioclimatique en assurant la compacité des volumes et en intégrant les énergies renouvelables ainsi que les matériaux à faible impact écologique.

De plus, la ville souhaite qu'une certification CERQUAL permette d'encadrer cette volonté de forte performance énergétique des futures constructions de logement.

a. Parti architectural

La volonté de la commune est de mettre la priorité sur l'insertion du projet dans son environnement. L'équilibre devra être trouvé entre cette volonté et la viabilité économique du projet.

Le principe de composition recherché sera celui d'une architecture à la fois lisible et présente dans l'espace public et qui s'intègre au tissu urbain environnant. Les éléments des bâtiments ainsi que leurs proportions correspondraient à une architecture locale transposée dans une écriture contemporaine.

Le choix des matériaux de construction doit être effectué de manière attentive pour assurer la parfaite intégration avec les bâtiments historiques et sera validé par l'ABF. Ainsi l'utilisation de la couleur sur les façades doit être justifiée par la volumétrie du projet ou les matériaux utilisés. Il doit être recherché un traitement harmonieux de toutes les façades.

Le projet doit être adapté à la réalité du terrain (topographie, accès, orientation, perspective, etc...) et devra s'adapter et être complémentaire avec les espaces publics à proximité auquel il se raccordera.

Une attention toute particulière devra être apportée au traitement des rez-de-chaussée (transition entre le sol et le bâtiment, l'espace public et l'espace privé). La pente naturelle de la rue devra être prise en compte : des accès de plain-pied sont demandés et une prise en compte de la pente au sein de la façade est souhaitée.

L'alignement des immeubles sur la rue du Général Leclerc, prévu par l'OAP n°4 sera accompagné d'un traitement qualitatif des espaces publics et des limites environnant l'îlot.

Ces limites seront conçues pour assurer la transition entre l'opération et les quartiers et équipements environnants, et pour intégrer l'îlot aux réseaux des liaisons douces (piétonnes et vélos), notamment celle prévues dans le cadre de l'OAP n°5 « Ruban vert ».

Le potentiel du site sera mis en valeur grâce au traitement paysager qualitatif des espaces publics et des espaces verts du projet.

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-045

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel – Leclerc – Approbation du dossier de création

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-045-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Frédéric RAYMOND expose au conseil,

Lors de la séance du Conseil municipal du 29 juin 2023, le Conseil Municipal s'est prononcé sur le bilan de la concertation préalable afin de recueillir l'avis du public sur la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Rossel – Leclerc » au Kremlin-Bicêtre. Cette concertation préalable, en application des articles L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, a eu lieu du 28 novembre 2022 au 31 mars 2023, nonobstant des dialogues et des échanges avec les habitants qui ont débuté depuis plusieurs années.

La présente délibération a pour objet d'approuver le dossier de création de la ZAC Rossel-Leclerc dans la perspective de pouvoir désigner un aménageur et de poursuivre une concertation « au fil de l'eau » du projet urbain à conduire sur le secteur Rossel-Leclerc. Il est à noter à cet effet que l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, eu égard aux lois MAPTAM et NOtre, aura également à se prononcer dans ses instances sur le bilan de concertation et l'approbation du dossier de création de ZAC.

C'est dans ce cadre réglementaire d'une part et législatif d'autre part, que le Conseil municipal a à se prononcer sur l'approbation d'un dossier de création de la ZAC sur « Rossel-Leclerc », qui répond à des besoins exprimés d'équipements scolaires, d'aménagements paysagers et d'ilot de fraicheur en milieu urbain constitué, dans une vision élargie au périmètre de la future ZAC et en lien avec le PLU afin de répondre aux besoins de logements et de parcours résidentiels de Franciliens en général, de Kremlinois en particulier, ainsi que de permettre de nouvelles surfaces commerciales et/ou d'activités économiques en centre-ville.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal d'approuver ce projet de délibération.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Frédéric RAYMOND,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'urbanisme et ses articles L300-2, L300-4 et L311-1 et suivants,
Vu le Schéma Directeur d'Île de France approuvé en date du 27 décembre 2013
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la ville du Kremlin-Bicêtre, approuvé le 25 juin 2015
Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 juillet 2022 relative à la définition des objectifs et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel - Leclerc
Vu la délibération du conseil territorial de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre en date du 28 juin 2022 relative à la définition des objectifs et des modalités de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rossel - Leclerc
Vu la délibération du conseil municipal du 29 juin 2023 tirant le bilan de la concertation sur le secteur Rossel-Leclerc,
Vu l'avis de l'autorité environnementale n°DRIAT-SCDD-2023-024 dispensant de réaliser une évaluation environnementale en date du 17 février 2023
Vu le dossier de création annexé à la présente délibération

Considérant que le projet de ZAC ne porte pas atteinte à l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme, ne concerne pas les espaces boisés classés et ne comporte pas de risque grave de nuisances.

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 8 voix pour (Mme Museux, Mme Bocabeille, M Raymond, M Tapa, Mme Etienne, M Traoré, M Delage, Mme Defrance) et 2 ne prenant pas part au vote (M Zinciroglu et Mme El Krete)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-045-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

DÉCIDE

Article 1
DECIDE la création de la ZAC Rossel – Leclerc, sur la partie du territoire de la commune du KREMLIN – BICÊTRE, délimitée au plan inclus au présent dossier et ayant pour objet le réaménagement de l'ilot et l'extension d'un groupe scolaire.

Article 2
INDIQUE que le programme global de construction s'établira, hors équipements publics et infrastructures, avec la construction de logements diversifiés répondant aux besoins de Franciliens en général, de Kremlinois en particulier (logements sociaux, accession sociale et accession) ainsi que de commerces et/ou activités économiques et de service, comme définit dans le dossier de création tel annexé à la présente délibération.

Article 3
APPROUVE le dossier de création de ZAC, tel annexé à la présente délibération.

Article 4
PRECISE qu'en l'application de l'article L300-4 du code de l'urbanisme, la collectivité pourra concéder la réalisation de l'opération d'aménagement à toute personne y ayant vocation. L'attribution de la concession d'aménagement sera soumise par le concédant à une procédure de publicité permettant la présentation de plusieurs offres concurrentes.

Article 5
DIT que sera mis à la charge des constructeurs au moins le coût des équipements visés à l'article R331-6 du Code de l'Urbanisme. En conséquence, le périmètre de la ZAC sera exclu du champ d'application de la part communale de la taxe d'aménagement.

Article 6
AUTORISE Monsieur le Maire à faire établir le dossier de réalisation visé à l'article R311-7 du Code de l'Urbanisme.

Article 7
PRECISE que le dossier de réalisation de la ZAC Rossel – Leclerc sera tenu à la disposition du public, à la Direction des Services Techniques, au service Urbanisme, 10, rue Etienne Dolet.

Article 8
DIT que Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-045-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-045-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-046

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

OBJET MIS EN DELIBERATION :

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION MUNICIPALE A L'ASSOCIATION BIOCYCLE POUR LA COLLECTE ET LA REDISTRIBUTION DES INVENDUS ALIMENTAIRES CONSOMMABLES DU MARCHE FORAIN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-046-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Madame Corinne BOCABEILLE expose au conseil,

L'association BIOCYCLE s'est engagée depuis sa création en 2015 dans la lutte contre le gaspillage et la précarité alimentaires.

Elle intervient dans les marchés forains, dans les supermarchés et dans la restauration collective en collectant les invendus consommables avec des vélos triporteurs. Les invendus sont ensuite acheminés vers des associations caritatives habilitées qui les redistribuent aux personnes en difficulté.

En 2021, la municipalité a souhaité mettre en place une action de récupération des invendus alimentaires du marché au service des plus démunis dans le cadre de sa politique de solidarité.

La Ville s'est également donnée pour ambition d'encourager une pratique éco-responsable, dans le cadre de son action pour une écologie populaire, qui œuvre en faveur de l'insertion par l'emploi.

Cette démarche répond aussi à l'obligation d'un tri à la source pour les gros producteurs de biodéchets.

Depuis 2021, BIOCYCLE a été choisi pour effectuer cette mission qui a généré en deux ans et demi environ 12, 5 tonnes de fruits et légumes collectés pour la distribution de 18 500 repas.

Deux emplois en insertion ont été créés. Par ailleurs, l'association L'Un Est L'Autre, dont la cuisine et les bureaux sont implantés au Kremlin-Bicêtre, a été bénéficiaire de la majorité de ces dons durant la période écoulée.

Cette action, innovante et expérimentale à plusieurs titres, s'est ainsi traduite par un bilan positif qui a conduit la municipalité à ouvrir un appel à projet. Ainsi, une publicité ouverte aux structures et associations d'insertion a été engagée en février 2023. Publiée sur le site internet de la commune, les structures avaient jusqu'au 24 mars 2023 pour y répondre. Seuls BIOCYCLE et MOISSONS SOLIDAIRES y ont répondu.

La proposition de MOISSONS SOLIDAIRES, fondée sur le volontariat et le recrutement de bénévoles, ne correspondant pas exactement à ce qui était recherché, en particulier sur le volet de l'insertion et de la procédure de redistribution, n'a pas été retenue.

La candidature de BIOCYCLE répond au cahier des charges, en proposant une collecte effectuée deux matinées par semaine, le jeudi et dimanche, et par le recrutement d'un jeune dans le cadre d'un emploi en insertion.

Cette opération se déroulera sur un an.

En contrepartie, la Ville s'engage sur le versement d'une subvention de 18 000€.

La Ville se réserve le droit d'une vérification sur le terrain, régulière ou aléatoire du travail effectué.

Un soutien financier sera sollicité auprès de l'EPT en charge de la collecte et du traitement des déchets.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne BOCABEILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-19 et 2541-12,
Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L541-21-1,
Vu l'appel à projet diffusé sur le site de la Ville le 27 février 2023,
Vu les propositions de MOISSONS SOLIDAIRES et de BIOCYCLE communiquées fin mars 2023,
Considérant que le projet de BIOCYCLE répond davantage aux objectifs de la Ville notamment sur le volet de l'insertion et de la procédure de redistribution,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 8 voix pour (Mme Museux, Mme Bocabeille, M Raymond, M Tapa, Mme Etienne, M Traoré, M Delage, Mme Defrance) et 2 ne prenant pas part au vote (M Zinciroglu et Mme El Krete)

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-046-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

DÉCIDE

Article 1
D'autoriser le versement d'une subvention de 18 000€ à l'association BIOCYCLE au titre de la mise en œuvre du projet de collecte et redistribution des invendus alimentaires consommables du marché forain deux fois par semaine sur un an.

Article 2
La dépense figure au budget 2023.

Article 3
Un soutien financier sera recherché auprès de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre qui a la compétence relative à la collecte et au traitement des déchets ménagers et assimilés.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-046-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-046-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-047

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN,

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Rétrocession du bail commercial du local situé 17 rue du Général Leclerc

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-047-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Madame Corinne BOCABEILLE expose au conseil,

Le 21 février 2008, le Conseil Municipal a institué un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité qui permet à la commune de préempter des baux commerciaux, des fonds de commerce ou des fonds artisanaux et de se substituer ainsi à l'acquéreur.

La Ville a exercé pour la première fois son droit de préemption commercial sur une déclaration d'intention d'aliéner (DIA) reçue le 15 septembre 2020 relative à la cession du fonds de commerce de la SARL Ambiance Saveur Tradition qui exploitait sous le nom commercial « Le Chaudron Breton » une activité de bar brasserie dans le local commercial situé au 17 rue du Général Leclerc.

Cet emplacement occupe en effet une position stratégique dans le centre-ville, à l'angle des rues du 14 juillet et du Général Leclerc. Le projet de Ville porte l'ambition que cette polarité commerciale, très proche de la Porte d'Italie, devienne un petit pôle de commerces de proximité (commerces de bouche, restaurants).

L'acquéreur de l'époque proposant une activité de restauration rapide, déjà surreprésentée dans le centre-ville, une décision de préemption a été prise le 3 novembre 2020, aux conditions financières fixées par le cédant, soit 18 979,48€. L'acte de vente a été signé le 5 février 2021 en présence du bailleur.

Plusieurs porteurs de projets, dont un fromager, se sont d'ores et déjà montrés intéressés par la reprise du bail mais aucune demande ne s'est concrétisée ultérieurement.

Le Conseil Municipal du 28 juin 2021 a adopté un modèle de cahier des charges dans le cadre des préemptions commerciales.

En novembre 2021, conformément à l'article R 214-5 du Code de l'urbanisme, la procédure de rétrocession a été mise en œuvre et le cahier des charges validé par le bailleur.

Un porteur de projet en restauration italienne a fait une offre avant de se rétracter puis plusieurs candidats, dont un traiteur à domicile, se sont positionnés sans toutefois remettre un dossier complet. Au total, une dizaine de visites ont été effectuées.

En avril 2023, un restaurateur, gérant de deux établissements parisiens, a fait part de son intérêt pour le local et la reprise du bail commercial.

Le projet est une activité de restauration traditionnelle de type brasserie exploitée par une nouvelle société dont Monsieur Arulkumar KANAGARATNAM sera gérant.

Des travaux sont prévus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du local.

Le droit au bail proposé s'élève à 10 000€ et les frais d'acte seront pris en charge par l'acquéreur.

La qualité du projet, le professionnalisme de Monsieur KANAGARATNAM, sa solidité financière et son intérêt pour le quartier du centre-ville ont motivé le choix de ce candidat.

Son dossier, la proposition de reprise du bail, les documents professionnels et financiers, ont été communiqués au bailleur qui a émis un avis positif.

Le projet d'acte de rétrocession du bail commercial doit lui être soumis, conformément à l'article R214-13 du Code de l'urbanisme et la rétrocession doit être également autorisée par le Conseil Municipal, conformément à l'article R214-14 du Code de l'Urbanisme.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'approuver la rétrocession du bail commercial à Monsieur Arulkumar KANAGARATNAM dont les éléments essentiels du dossier ainsi que le cahier des charges figurent en annexe.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne BOCABEILLE,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-19, L 2122-22 et L 2541-12,
Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L214-2, R214-11 et suivants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-047-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Vu la délibération N°2008-012 du 21 février 2008 portant application du droit de préemption sur les ventes de fonds artisanaux, fonds commerciaux ou baux commerciaux,
Vu la délibération N° 2021-075 du 28 juin 2021 portant adoption du modèle de cahier des charges dans le cadre de la procédure de préemption commerciale,
Vu la DIA relative à la cession du fonds de commerce de la SARL Ambiance Saveur Tradition reçue le 15 septembre 2020,
Vu la décision de préemption N°2020-026 du 3 novembre 2020,
Vu l'avis de rétrocession affiché le 17 novembre 2021,
Vu le cahier des charges de rétrocession du bail commercial, publié sur le site de la Ville le 19 novembre 2021,
Vu le dossier de candidature de Monsieur Arulkumar KANAGARATNAM remis le 4 avril 2023,
Considérant la nécessité de trouver un repreneur du droit au bail au 17, rue du Général Leclerc,
Considérant que la candidature retenue est de nature à promouvoir le dynamisme commercial et l'attractivité du secteur concerné,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 8 voix pour (Mme Museux, Mme Bocabeille, M Raymond, M Tapa, Mme Etienne, M Traoré, M Delage, Mme Defrance) et 2 ne prenant pas part au vote (M Zinciroglu et Mme El Krete)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 abstentions (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver la rétrocession du bail commercial du local situé 17 rue du Général Leclerc à Monsieur Arulkumar KANAGARATNAM.

Article 2
D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente, et notamment l'acte de rétrocession.

Article 3
Dit que les recettes seront versées sur le budget 2023.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-047-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-047-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

CONVENTION DE DELEGATION DES RESERVATIONS DE LOGEMENTS

Ville : LE KREMLIN BICETRE (94270)

Adresse : 21, rue Jean Mermoz – 6 bis, 19, 21 et 23 rue Léon Blum

Le bailleur CDC HABITAT, Société d'Economie Mixte à directoire et à conseil de surveillance au capital de 2 303 301 600 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de PARIS sous le n° 470 801 168, et ayant son siège social 33 Avenue Pierre Mendès France 75013 PARIS,

Représentée par Monsieur Eric DUBERTRAND, Directeur Interrégional Ile De France, dûment habilité à signer la présente

Ci-après dénommée « LE BAILLEUR » d'une part,

ET,

La Commune de Kremlin-Bicêtre, Hôtel de Ville, 1 Place Jean Jaurès 94276 Le Kremlin-Bicêtre CEDEX, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Luc LAURENT dûment habilité par délibération du Conseil municipal du 04/07/2020.

Ci-après dénommée « LA VILLE » d'autre part,

La présente convention a pour objet de déléguer les droits de réservation de 40 logements PLUS du BAILLEUR sur le programme situé 21, rue Jean Mermoz – 6 bis, 19, 21 et 23 rue Léon Blum à la Ville de KREMLIN-BICÊTRE, soit 20 % des logements dans les conditions et selon les modalités définies ci-après.

Article 1er

A la demande de la VILLE, et en contrepartie de leur accord sur la vente en lot de 16 logements non conventionnés (St Exupéry), de 10 logements PLS et de 24 logements non conventionnés au Quartier du Fort, le BAILLEUR délègue à la VILLE des droits de réservations sur le programme précité.

Le droit de réservation délégué s'entendant de la délégation de désignation des candidats, LE BAILLEUR restant propriétaire et réservataire en titre des logements.

Article 2

LE BAILLEUR confère à la VILLE un droit de réservation portant sur 40 logements du programme, dont la liste figure ci-dessous :

Code ensemble immobilier	N° de lot	Financement	Type de logement	Etage	Surface habitable	Surface corrigée	Loyer (€/mois)	Charges (€/mois)	Total (€/mois)
4162	155895	PLA / PLUS	Type 4	000	84,00	129,00	652,27	142,64	794,91
4162	155899	PLA / PLUS	Type 4	001	78,00	130,00	657,32	133,50	790,82
4162	155903	PLA / PLUS	Type 3	001	64,00	111,00	561,25	112,25	673,50
4162	155909	PLA / PLUS	Type 3	002	64,00	111,00	561,25	112,25	673,50
4162	155910	PLA / PLUS	Type 4	003	84,00	132,00	667,44	142,64	810,08
4162	155915	PLA / PLUS	Type 3	003	64,00	111,00	561,25	112,25	673,50
4162	155919	PLA / PLUS	Type 3	004	73,00	121,00	611,82	125,92	737,74
4162	155921	PLA / PLUS	Type 3	004	64,00	111,00	561,25	112,25	673,50
4162	155924	PLA / PLUS	Type 2	005	51,00	101,00	510,69	92,53	603,22
4162	155925	PLA / PLUS	Type 3	005	73,00	121,00	611,82	125,92	737,74
4162	155926	PLA / PLUS	Type 4	005	89,00	138,00	697,78	150,21	847,99
4162	155927	PLA / PLUS	Type 3	005	64,00	111,00	561,25	112,25	673,50
4162	155929	PLA / PLUS	Type 3	000	77,00	119,00	601,70	131,99	733,69
4162	155930	PLA / PLUS	Type 3	000	71,00	115,00	581,48	122,89	704,37
4162	155931	PLA / PLUS	Type 4	000	86,00	133,00	672,49	145,65	818,14
4162	155934	PLA / PLUS	Type 3	001	77,00	121,00	611,82	131,99	743,81
4162	155935	PLA / PLUS	Type 3	001	72,00	118,00	596,65	124,40	721,05
4162	155945	PLA / PLUS	Type 3	003	65,00	115,00	581,48	113,79	695,27
4162	155946	PLA / PLUS	Type 4	003	90,00	141,00	712,94	154,77	867,71
4162	155948	PLA / PLUS	Type 2	003	58,00	102,00	515,75	103,15	618,90
4162	155950	PLA / PLUS	Type 4	003	84,00	136,00	687,66	142,64	830,30
4162	155951	PLA / PLUS	Type 3	004	65,00	114,00	576,42	113,79	690,21
4162	155952	PLA / PLUS	Type 4	004	90,00	141,00	712,94	154,77	867,71
4162	155953	PLA / PLUS	Type 3	004	74,00	121,00	611,82	127,44	739,26
4162	155957	PLA / PLUS	Type 3	005	65,00	115,00	581,48	113,79	695,27
4162	155959	PLA / PLUS	Type 3	005	74,00	121,00	611,82	127,44	739,26
4162	155961	PLA / PLUS	Type 4	005	86,00	137,00	692,72	153,25	845,97
4162	155962	PLA / PLUS	Type 4	005	84,00	136,00	687,66	142,64	830,30
4162	156241	PLA / PLUS	Type 2	000	50,00	96,00	485,41	91,01	576,42
4162	156248	PLA / PLUS	Type 4	003	93,00	144,00	728,11	165,39	893,50
4162	156252	PLA / PLUS	Type 3	004	68,00	116,00	586,54	118,32	704,86
4162	156254	PLA / PLUS	Type 4	005	93,00	146,00	738,23	165,39	903,62
4162	156256	PLA / PLUS	Type 4	005	82,00	133,00	672,49	139,60	812,09
4162	156258	PLA / PLUS	Type 4	000	97,00	156,00	788,79	172,98	961,77
4162	156264	PLA / PLUS	Type 2	002	60,00	106,00	535,97	106,19	642,16
4162	156266	PLA / PLUS	Type 3	003	68,00	116,00	586,54	118,32	704,86

4162	156269	PLA / PLUS	Type 3	004	68,00	116,00	586,54	118,32	704,86
4162	156270	PLA / PLUS	Type 4	004	93,00	145,00	733,17	165,39	898,56
4162	156280	PLA / PLUS	Type 5	000	93,00	153,00	773,62	162,37	935,99
4162	156282	PLA / PLUS	Type 3	001	66,00	117,00	591,59	115,30	706,89

Article 3

Ces logements seront mis à disposition à la VILLE à la rotation.

Pendant toute la durée de la convention, dès qu'une vacance se produira, LE BAILLEUR avisera la VILLE par lettre recommandée avec accusé réception, fax ou mail de la date d'effet du congé, dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de congé du bail faite elle-même dans les formes et délais prévus au bail, en précisant la localisation, la typologie ainsi que le montant du loyer et des charges mensuelles du logement.

Article 4

La VILLE devra proposer au minimum trois candidats pour l'attribution d'un logement.

La liste des candidats proposés par la VILLE sera adressée au BAILLEUR avec un ordre de priorité. Dans l'hypothèse où la VILLE n'aurait pas proposé de candidat à l'attribution, à l'expiration du délai de 1 mois à compter de la réception de l'avis de vacance, LE BAILLEUR reprendra le droit d'attribuer lui-même le logement sans formalité à l'égard de la VILLE. Cependant, la VILLE récupérera automatiquement son droit de désignation en cas de vacance ultérieure du logement.

LE BAILLEUR s'engage à informer les services de la VILLE de la suite réservée aux candidatures présentées lors de la tenue de la commission d'attribution.

Article 5

Les contrats de location seront conclus entre les bénéficiaires désignés par la VILLE et LE BAILLEUR.
Les prix maximums des loyers sont ceux autorisés par la réglementation sur les logements financés avec l'aide de l'Etat et seront fixés conformément à la convention de conventionnement, conclue en application de l'article L351-2 (3°) du code de la construction et habitation entre l'Etat et LE BAILLEUR pour le présent programme.

Article 6

La présente convention est conclue pour une durée de 40 ans à compter de sa signature.

Le droit de désignation portant sur les logements délégués, s'exercera pour une durée de 40 ans à compter de la livraison de la résidence.

Article 8 :

La présente convention est effective et se base sur le principe de la gestion en stock, jusqu'à l'entrée en vigueur de la gestion en flux prévue par la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN), promulguée le 23 novembre 2018.

Fait à Kremlin Bicêtre, en 2 exemplaires originaux, le

Pour CDC HABITAT,	Pour la Commune de KREMLIN-BICÊTRE
Le Directeur Interrégional Ile de France, M. Eric DUBERTRAND	Le Maire M. Jean-Luc LAURENT

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-048

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Habitat – Approbation d'une convention de délégation de réservation de 40 logements entre la ville du Kremlin-Bicêtre et le bailleur CDC Habitat

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-048-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Madame Christine MUSEUX expose au conseil,

Le bailleur CDC Habitat, regroupant les anciens bailleurs SNI et EFIDIS, s'est implanté dans les années 60 au Kremlin-Bicêtre (SNI 1961/EFIDIS 1966).

CDC HABITAT est le deuxième bailleur de la ville avec 1569 logements. Il s'agit pour la plupart de logements non conventionnés et non comptabilisés comme du logement social au sens de la loi SRU.

- ✓ 1240 logements appartenaient à l'ex SNI qui loge principalement les militaires et dont le parc situé principalement autour du fort correspond à :
  - 65% non conventionné
  - 35% de logements PLUS, PLS et PLI
- ✓ 329 logements appartenaient à EFIDIS, avec la répartition suivante :
  - 18 PLAI
  - 271 PLUS
  - 7PLS
  - 33 PLI

Dans le cadre de sa politique patrimoniale, CDC HABITAT a pris l'attache de la commune en présentant la volonté de faire évoluer son parc, comme suit :

1. Au 5 rue St Exupéry : vente en lots de 16 logements non conventionnés aux locataires en place, au cours de l'année 2023 ;

2. Au 16 et 16 bis Chastenet de Géry : après consultation, cession en bloc au bailleur social 1001 VIES dans le cadre d'une opération acquisition-amélioration de la résidence composée actuellement de 10 logements collectifs conventionnés (PLS) et de 24 logements collectifs non conventionnés. Engagement est pris par le bailleur acquéreur de mettre en œuvre, outre un programme de travaux de réhabilitation et de rénovation énergétique, un conventionnement de l'ensemble des 34 logements selon la répartition suivante négociée avec la DRIHL (5 PLAI, 5 PLUS, 14 PLS). La ville devrait être sollicitée ultérieurement dans le cadre d'une garantie d'emprunt et de droits de réservation.

La ville a donné son accord à ces deux opérations. En contrepartie un élargissement des droits à réservation de la commune sur le parc social détenu par CDC HABITAT est proposé à la Ville. Cette proportion permettra de donner des opportunités de relogement dans de bonnes conditions aux locataires du PRIR Schuman.

Les échanges intervenus entre la Ville et CDC HABITAT ont permis de définir le cadre de l'accord qui est neutre pour le budget communal, aucune demande de contrepartie financière n'y étant assortie.

Le bailleur consent à déléguer des droits de réservation à la commune, pour une période de 40 années, sur 40 logements conventionnés PLUS de son patrimoine situé 21, rue Jean Mermoz – 6 bis, 19, 21 et 23 rue Léon Blum à la Ville de Kremlin-Bicêtre, soit 20 % des logements répartis selon la typologie suivante : 4 T2, 20 T3, 15 T4 et 1 T5. Les conditions locatives afférentes sont mentionnées à l'article 2 du projet de convention correspondante.

En conséquence, il vous est proposé d'approuver les termes de la convention de délégation de droits de réservation de 40 logements conventionnés PLUS du bailleur CDC HABITAT, ci-annexée.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Christine MUSEUX
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de convention de délégation de réservation de logements à intervenir entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et le bailleur CDC HABITAT ;
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 8 voix pour (Mme Museux, Mme Bocabeille, M Raymond, M Tapa, Mme Etienne, M Traoré, M Delage, Mme Defrance) et 2 ne prenant pas part au vote (M Zinciroglu et Mme El Krete)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-048-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 abstentions (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver les termes de la convention de délégation de réservation de 40 logements conventionnés PLUS à intervenir entre la commune du Kremlin-Bicêtre et le bailleur CDC HABITAT , portant sur le patrimoine de logement social situé au 21, rue Jean Mermoz – 6 bis, 19, 21 et 23 rue Léon Blum au Kremlin-Bicêtre, conclue pour une durée de 40 années à compter de sa signature par les parties.

Article 2
De préciser que la convention conclue sans demande de contrepartie financière n'emporte aucune incidence financière pour le budget communal.

Article 3
D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit acte ci-annexé, et de lui donner mandat pour le mettre en œuvre.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-048-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-048-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-049

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Habitat – Porter à connaissance du bilan 2022 des permanences de l'agence départementale d'information sur le logement (ADIL) du Val-de-Marne

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-049-AI
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Madame Christine MUSEUX expose au conseil,

Depuis 2011, la ville du Kremlin-Bicêtre a noué un partenariat, renouvelé au travers d'une nouvelle convention qui a pris effet au 1er janvier 2022 pour une durée de quatre ans, avec l'Agence d'Information sur le Logement du Val-de-Marne (ADIL), afin de proposer aux Kremlinois des permanences gratuites de conseils et d'informations sur toutes questions liées au logement et à l'urbanisme, assurées par un juriste.

Créée à l'initiative de l'Etat et des collecteurs 1%, l'ADIL 94 est agréée par l'Agence Nationale d'Information sur le Logement (ANIL). La loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000, dite loi SRU, a par ailleurs reconnu « le caractère d'intérêt général des activités des ADIL et leur fonctionnement partenarial » (article L366-1 CCH).

Elle a pour missions de :

- délivrer une information juridique neutre et gratuite sur toutes les questions liées au logement et à l'urbanisme en direction des habitants et professionnels de la commune, dans le cadre d'une permanence bimensuelle d'une demi-journée et des entretiens téléphoniques ;
- renseigner et former les acteurs du logement privé ou public du Val-de-Marne ;
- observer les dynamiques de marchés immobiliers et produire de la connaissance sur des problématiques en matière d'habitat dans le Val-de-Marne.

Dans le cadre de ces permanences, la Ville du Kremlin-Bicêtre demande à l'ADIL d'apporter également une attention particulière aux personnes en situation précaire de logement, notamment en direction des demandeurs de logement social de la commune qui sont confrontés à de nombreuses difficultés dans l'accomplissement des démarches liées au DALO (difficultés dans l'appropriation de ce droit et difficultés dans l'exercice de cette démarche). Afin de garantir l'accompagnement et l'accès au logement des Kremlinois, la commune entend par ce partenariat soutenir les habitants éligibles au DALO pour leur permettre de faire valoir ce droit et ainsi le rendre effectif.

C'est dans ce contexte que, conformément à l'article 5.2 de la convention, l'ADIL transmet son bilan d'activités de l'année 2022 qui est présenté aux membres du conseil municipal. De plus, l'article 3 de la convention précise qu'une subvention annuelle de la Ville, calculée sur une base de 0,15€/habitant, est allouée à l'ADIL, sous réserve du vote par le conseil municipal, chaque année, du budget correspondant.

Le bilan de l'année 2022, ci-annexé, souligne les principaux points saillants suivants :

- 233 consultations effectuées auprès des habitants du Kremlin-Bicêtre avec une fréquentation au global quasi-stable par rapport aux années précédentes ;

- 59 ménages Kremlinois ont été renseignés par un juriste de l'ADIL dans le cadre des permanences des 2 mercredis par mois (contre 14 en 2020 et 39 en 2021), ce qui montre une évolution marquée des ménages reçus en mairie. Cette tendance atteste du bien-fondé de la nouvelle dynamique impulsée à partir de septembre 2021, avec la prise de rendez-vous dématérialisée notamment ;

- 61% des questions posées par les Kremlinois lors des consultations concernent les rapports locatifs que le bailleur soit public ou privé (contre 68% en 2020 et 62% en 2020), 25% la recherche d'un logement social ou le DALO (13% en 2021), 5% la copropriété (8% en 2021), 3% l'accession à la propriété, 2% l'amélioration de l'habitat, 2 % des problèmes de voisinage ;

- Dans le cadre des permanences assurées en mairie, 37% des ménages sollicitent l'ADIL sur une question relative aux relations locataires-bailleurs (contre 46% en 2021), et 51% pour une information sur la recherche de logement (contre 46% en 2021) ;

- 73 % des ménages qui ont bénéficié d'une consultation sont en emploi (86% en 2020 et 80% en 2021), 14% sont des retraités (14% en 2020 et 3% en 2021). 52% sont des personnes seules (62% en 2021) et 16% de familles monoparentales (18% en 2021). 34% sont locataires dans le parc privé (44% en 201) et 42% dans le parc social (31% en 2021).

En conséquence, il est proposé de prendre acte de cette communication au titre du bilan de l'activité de l'ADIL en 2022 et d'autoriser le versement de l'appel à cotisation présenté pour l'année 2023 s'élevant au montant de 3.696,30 euros.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-049-AI
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Museux,

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu la délibération n°2017-096 du conseil municipal du 21 décembre 2017 approuvant une convention de partenariat entre la ville du Kremlin-Bicêtre et l'ADIL du Val-de-Marne, pour la période 2018-2021 ;

Vu la délibération n°2021-130 du 16 décembre 2021 approuvant le renouvellement de la convention de partenariat entre la ville du Kremlin-Bicêtre et l'ADIL du Val-de-Marne, pour la période 2022-2025 ;

CONSIDERANT que l'article 5.2 de ladite convention prévoit que l'ADIL transmet chaque année le bilan annuel de la permanence effectuée en faveur des ménages kremlinois ;

CONSIDERANT que l'article 3 prévoit qu'une subvention annuelle de la Ville, calculée sur une base de 0,15€/habitant, est allouée à l'ADIL, sous réserve du vite par le conseil municipal, chaque année, du budget correspondant ;

Vu le budget municipal – exercice 2023 ;

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 8 voix pour (Mme Museux, Mme Bocabeille, M Raymond, M Tapa, Mme Etienne, M Traoré, M Delage, Mme Defrance) et 2 ne prenant pas part au vote (M Zinciroglu et Mme El Krete)

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1 :
De prendre acte du bilan de l'année 2022 des permanences effectuées par l'ADIL du Val-de-Marne au bénéfice des ménages kremlinois, ci-annexé.

Article 2 :
De verser le concours financier prévu par l'article 3 de la convention, qui s'élève au montant de 3.696,30 euros pour l'année 2023.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-049-AI
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

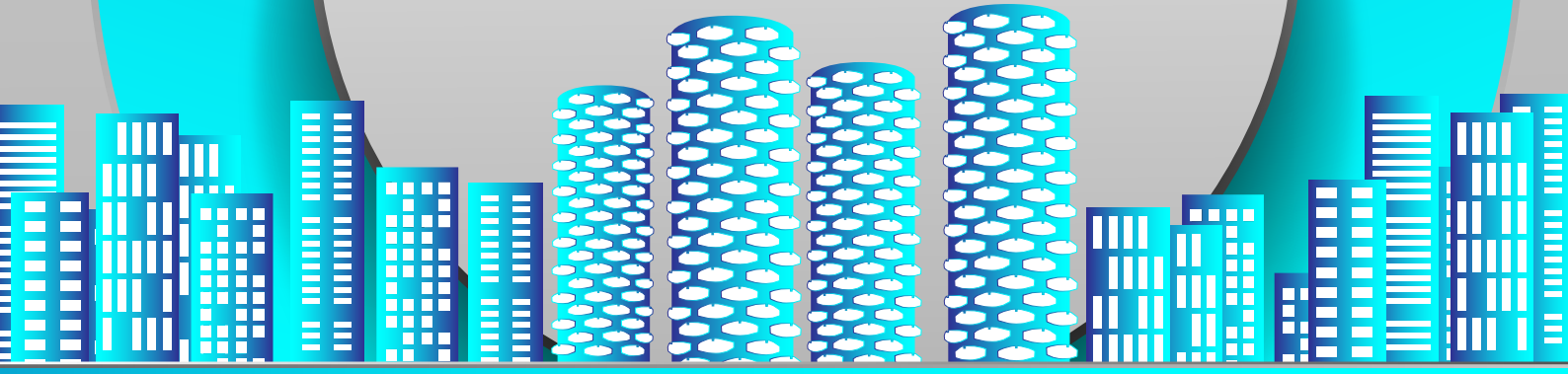
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-049-AI
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Bilan activité de l'ADIL Kremlin Bicêtre

1er Janvier 2022 au 31 décembre 2022

adil

Agence Départementale d'Information sur le Logement du Val-de-Marne



Ce bilan présente l'activité de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Val-de-Marne pour les Kremlinois et particulièrement dans le cadre de la permanence de réception du public assurée par l'ADIL au Kremlin Bicêtre.

Initialement la permanence assurée par un conseiller juriste, spécialisé dans le domaine du droit immobilier, était le quatrième mercredi de chaque mois de 9h à 12h sans rendez-vous et le 3e mardi de chaque mois de 9h à 12h sur RDV (permanence spéciale DALO),à la Mairie Place Jean Jaurès.

Depuis juillet 2022, la permanence se tient désormais uniquement sur RDV pris en ligne, les 2e mercredis de 15h à 18h et les 4e mercredis de 9h à 12h.

Le conseiller juriste apporte régulièrement à la permanence des plaquettes juridiques destinées au public et des affiches de présentation de l'ADIL afin de mieux faire connaître ses missions.

Ce bilan s'attache à présenter l'activité de la permanence et les caractéristiques des ménages rencontrés à l'appui de statistiques et d'éléments graphiques sur la période allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022.



1. Volume des consultations juridiques, financières et fiscales liées au logement

233 Kremlinois ont consulté l'Adil du Val-de-Marne du 1er janvier au 31 décembre 2022, contre 209 en 2021.

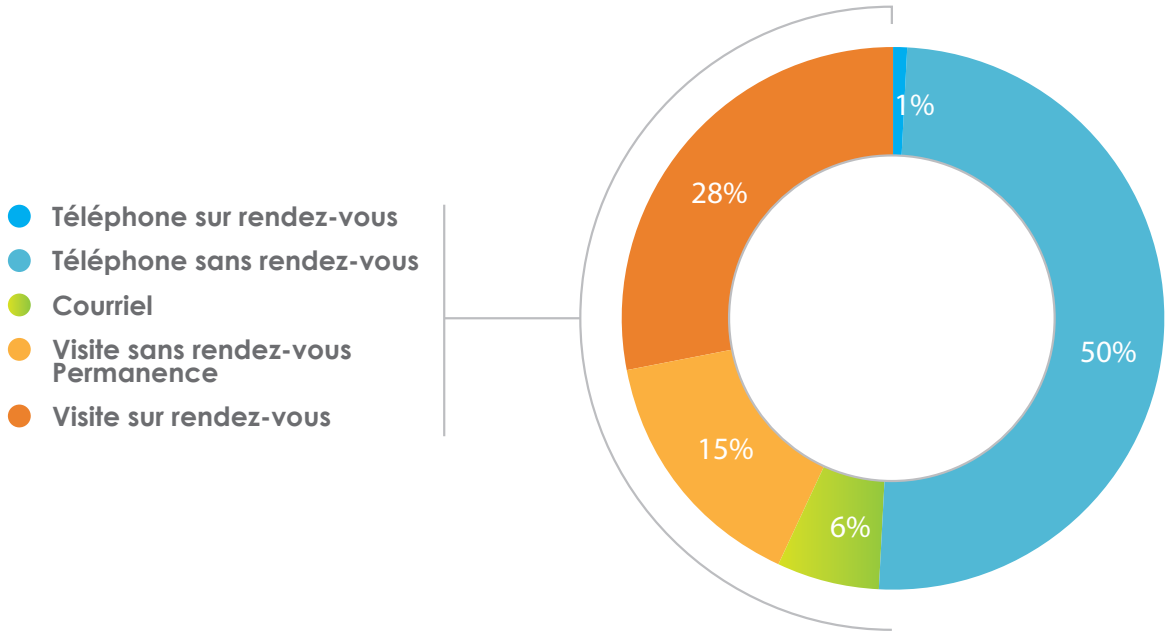
Les habitants du Kremlin Bicêtre ont utilisé les différents modes de consultation à leur disposition pour obtenir un conseil auprès de l'ADIL.

59 ménages (contre 39 en 2021) se sont rendus à la **permanence de l'ADIL** à la Mairie Place Jean Jaurès au Kremlin Bicêtre pour obtenir un conseil juridique, financier et fiscal sur le logement.

50 % ont contacté la **permanence téléphonique** pour obtenir leur information, contre 54% en 2021.

6 % ont obtenu leur information par écrit (par mail). Ce mode de consultation est utilisé pour les situations simples.

Type de consultation des Kremlinois

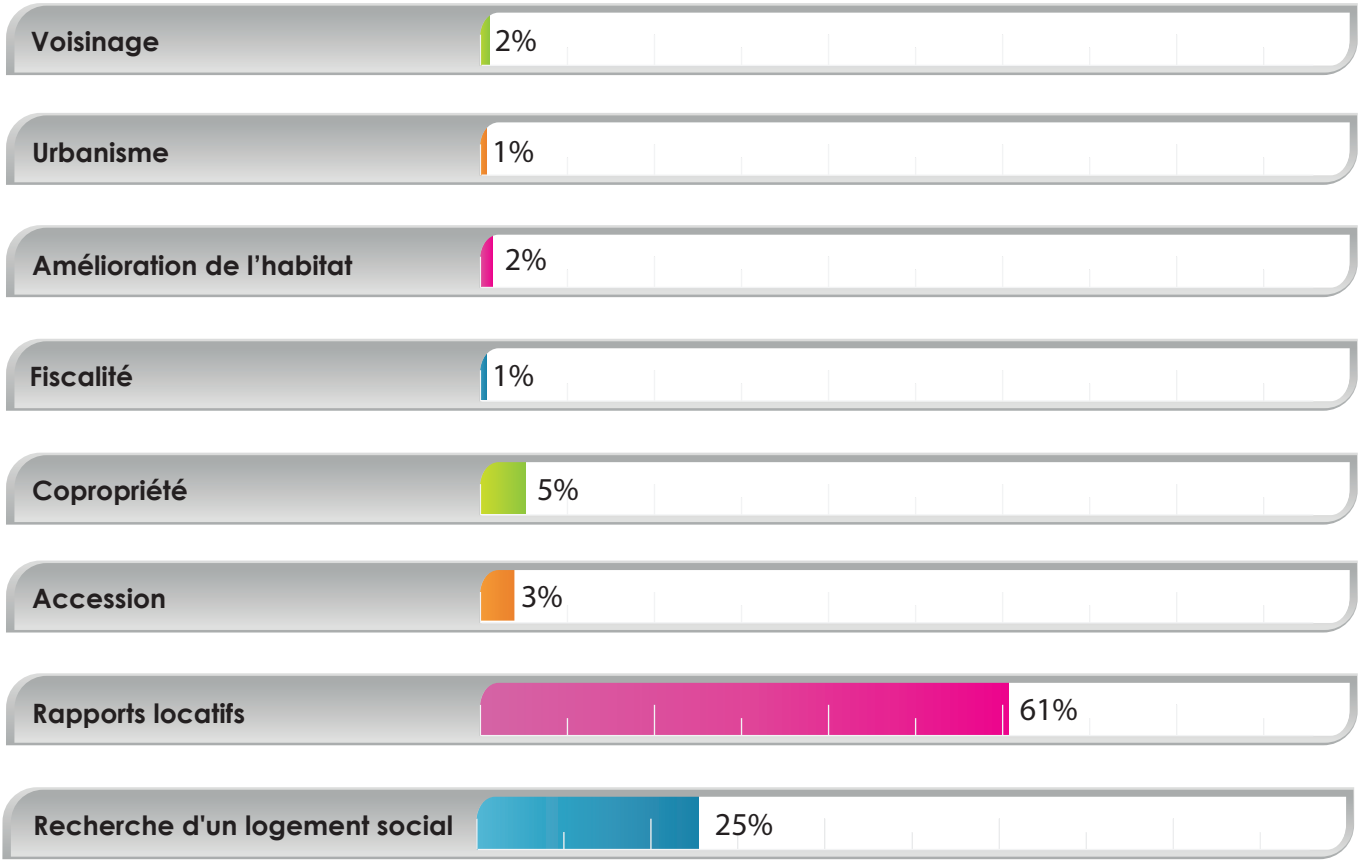


Source : Adilstatweb 2022

2. Thèmes des consultations juridiques, financières et fiscales sur le logement

Les Kremlinois de manière générale ont consulté l'Adil du Val-de-Marne sur les thématiques suivantes :

Thème des consultations sur la commune



Source : Adilstatweb 2022

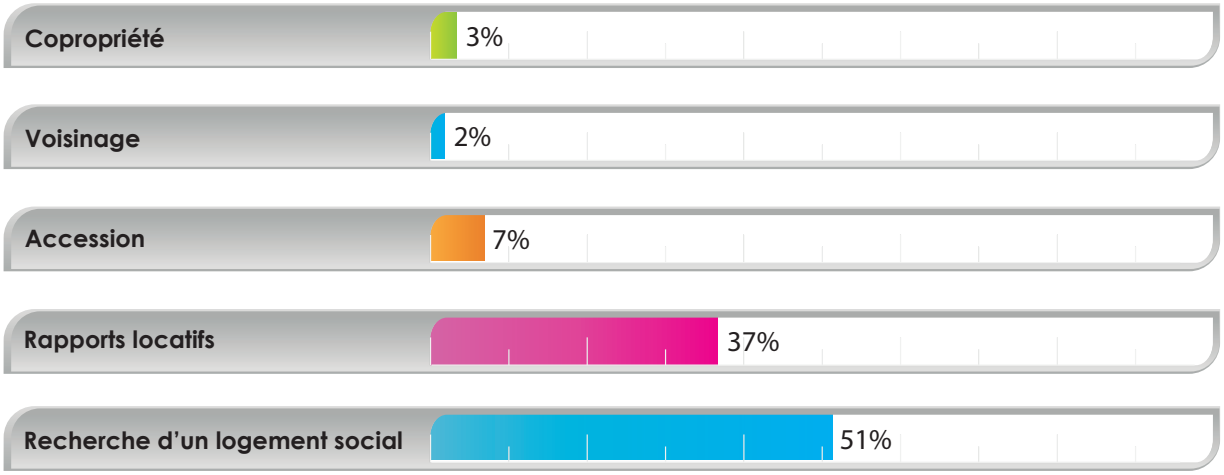
La majorité des consultations porte sur les **rapports locatifs à hauteur de 61%** (62% en 2021).

Viennent ensuite les questions sur la **recherche d'un logement 25%** (13% en 2021) qui portent sur les questions relatives à la recherche de logement social ou encore les questions liées au dispositif du Droit au logement opposable.

Les questions liées à la **copropriété ont concerné 5% (8% en 2021)** de la totalité des préoccupations des Kremlinois.

Dans le cadre de la permanence, la répartition des thèmes de consultation est différente :

Théme des consultations sur la permanence



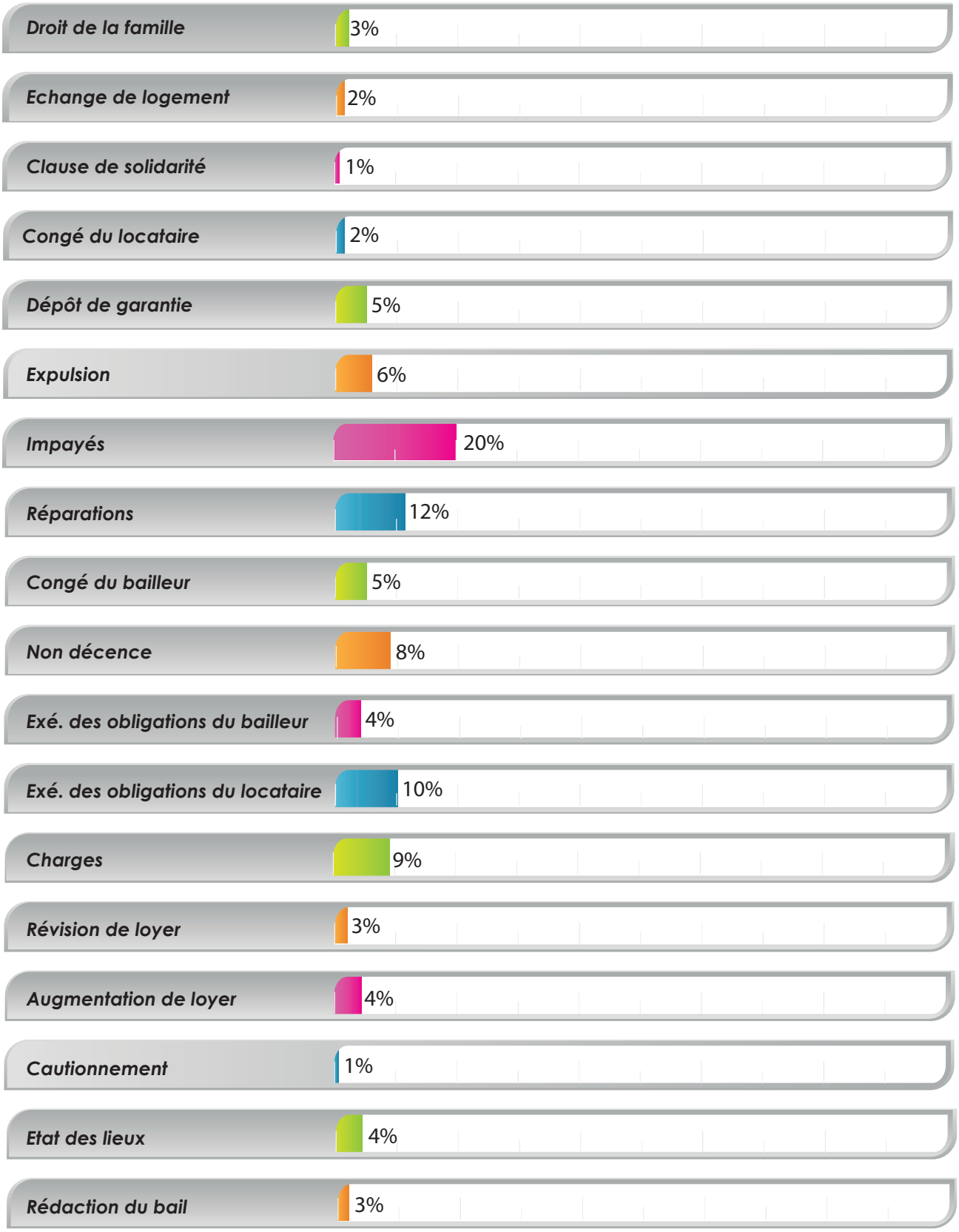
Source : Adilstatweb 2022

Les ménages qui viennent rencontrer l'ADIL dans le cadre de sa permanence au Kremlin Bicêtre sont **37%** à la solliciter sur une question relative aux r**elations locataires-bailleurs, contre 46% en 2021.**

51% rencontrent l'ADIL pour une information sur la **recherche de logement (contre 46% en 2021).**

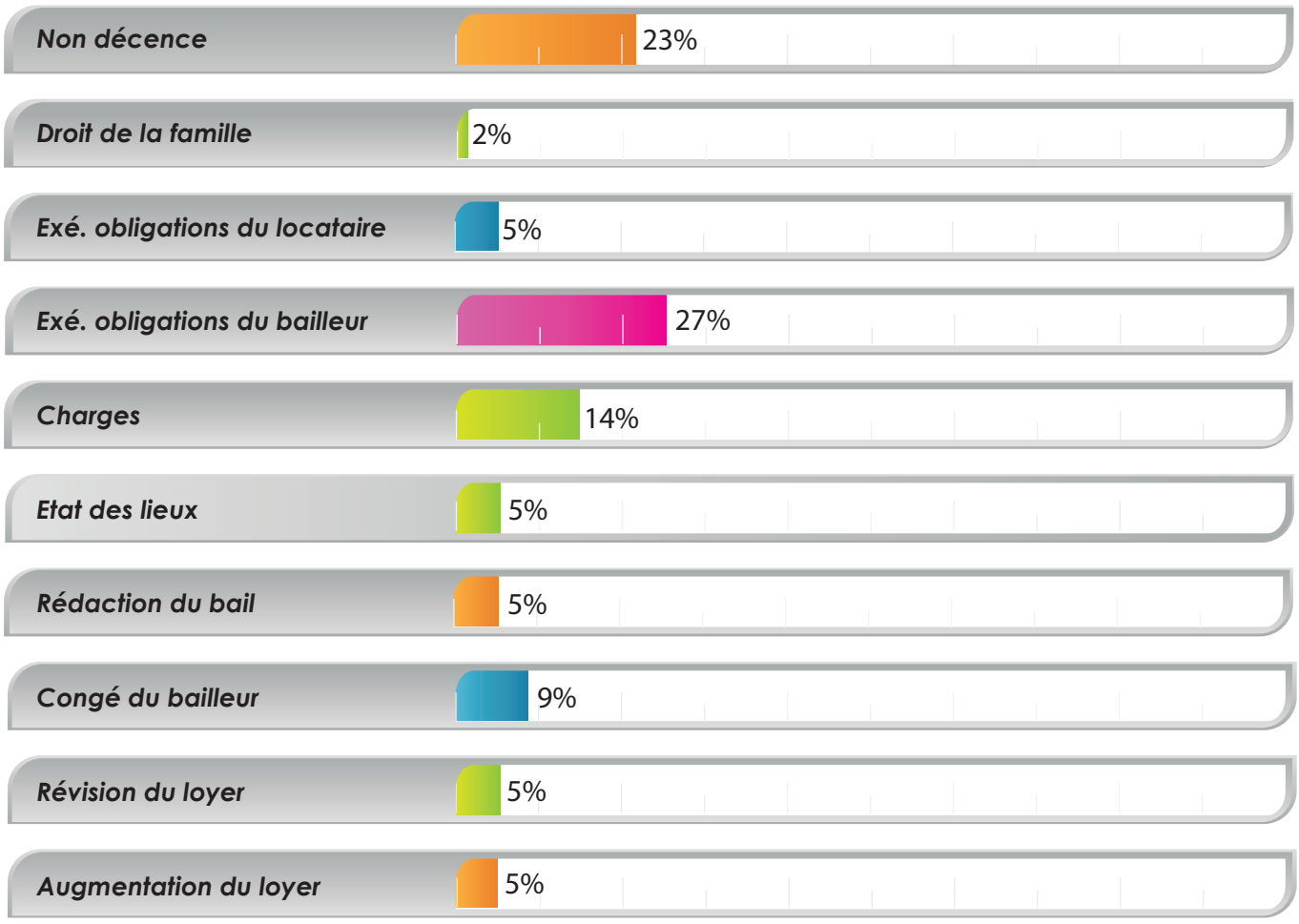
2.1. Les rapports locatifs

les rapports locatifs sur la commune



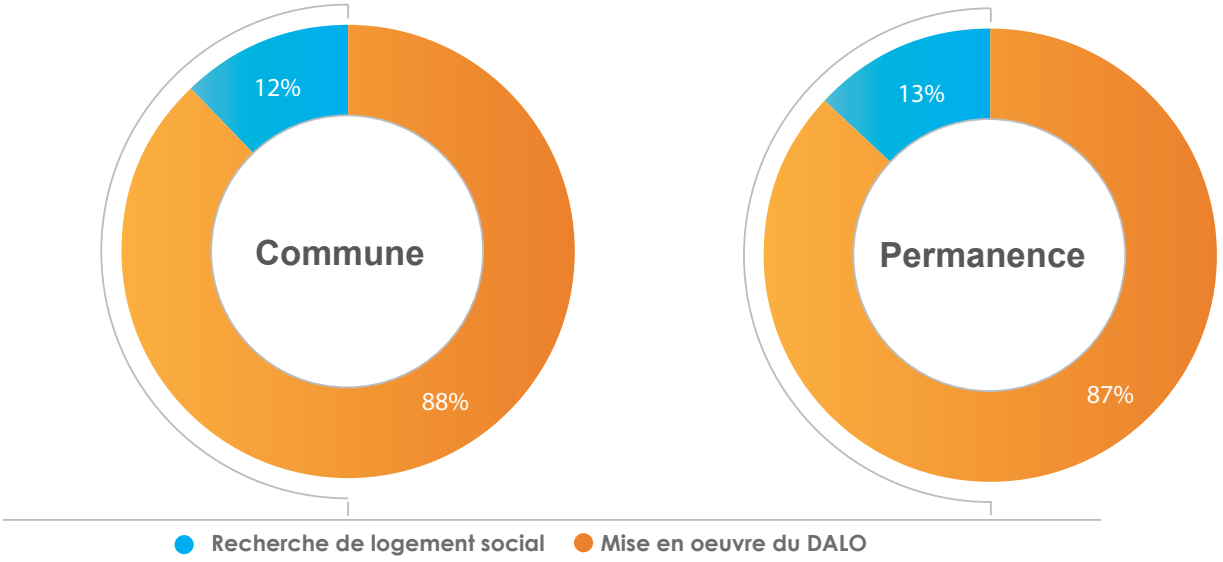
Source : Adilstatweb 2022

Les rapports locatifs dans le cadre de la permanence



Source : Adilstatweb 2022

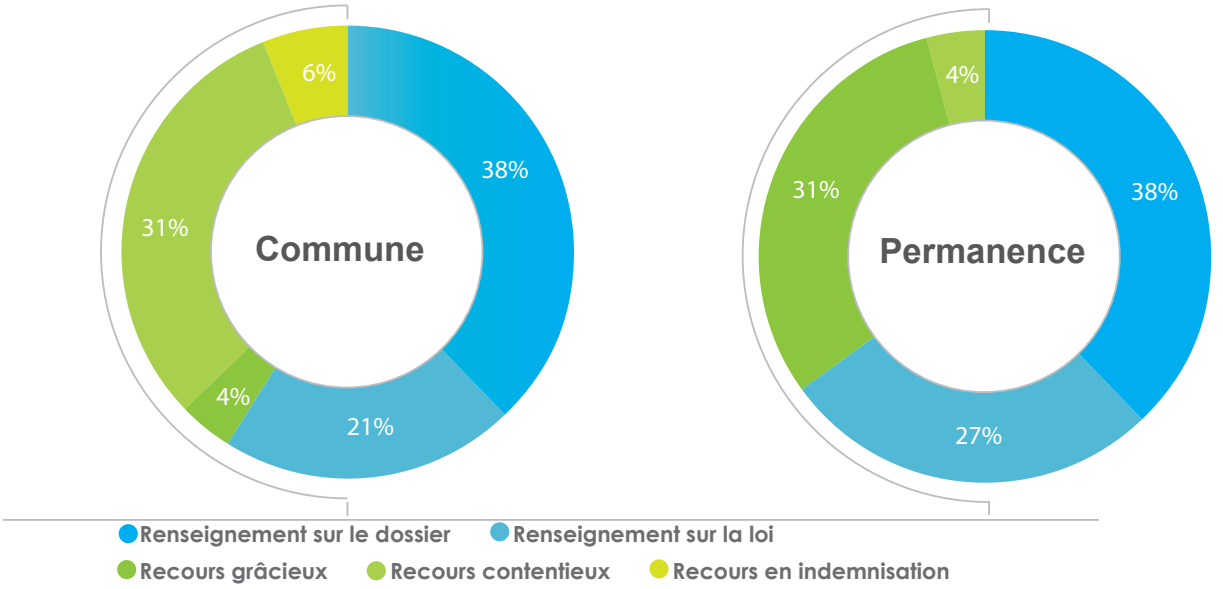
2.2. La recherche de logement



Source : Adilstatweb 2022

Ce graphique vient illustrer les questions portant sur le thème « recherche de logement ». Dans ce thème, on retrouve la question de la recherche d'un logement social, la recherche d'un logement dans le parc privé et principalement toutes les questions liées au dispositif DALO.

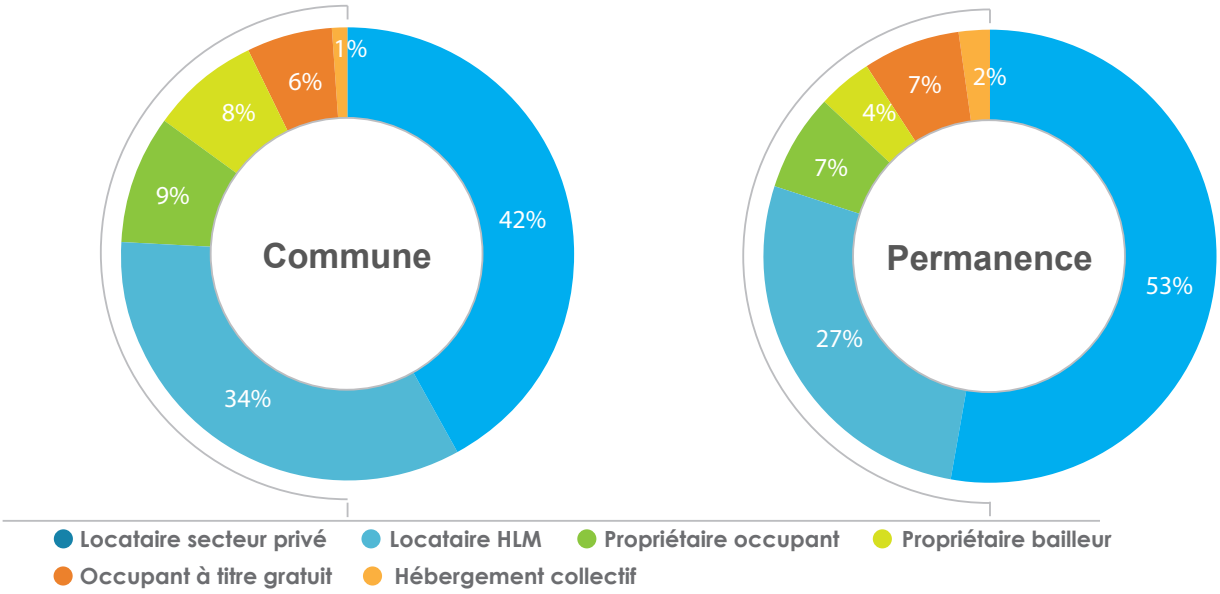
La mise en oeuvre du DALO



Source : Adilstatweb 2022

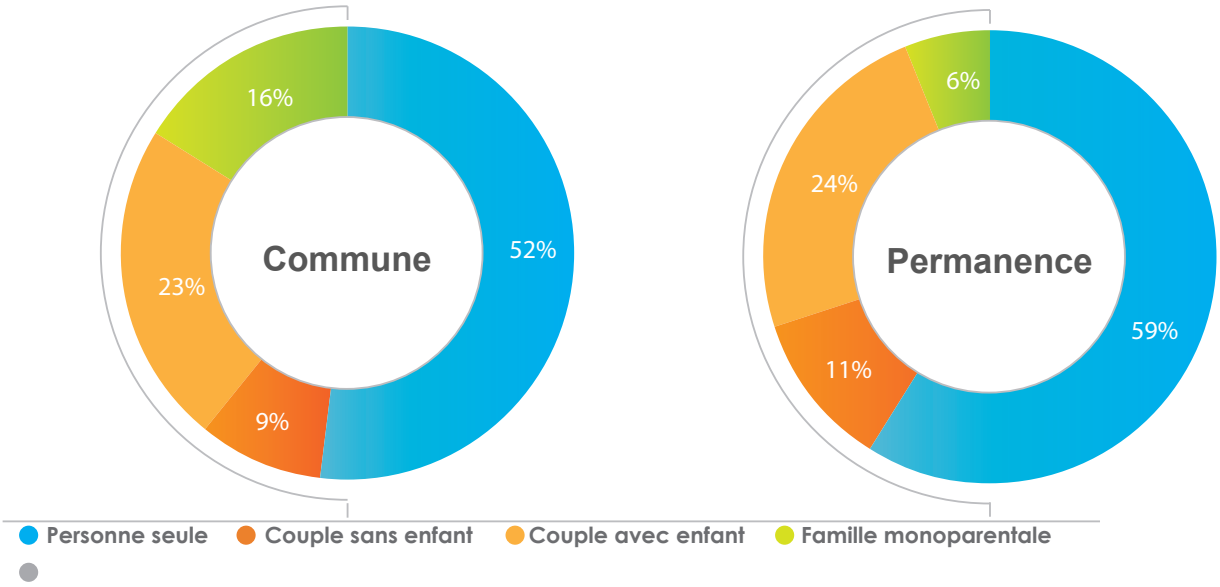
3. Les statuts d'occupation des consultants

L'ensemble des habitants de Kremlin Bicêtre ayant sollicité l'ADIL occupent leur logement selon les statuts suivants :



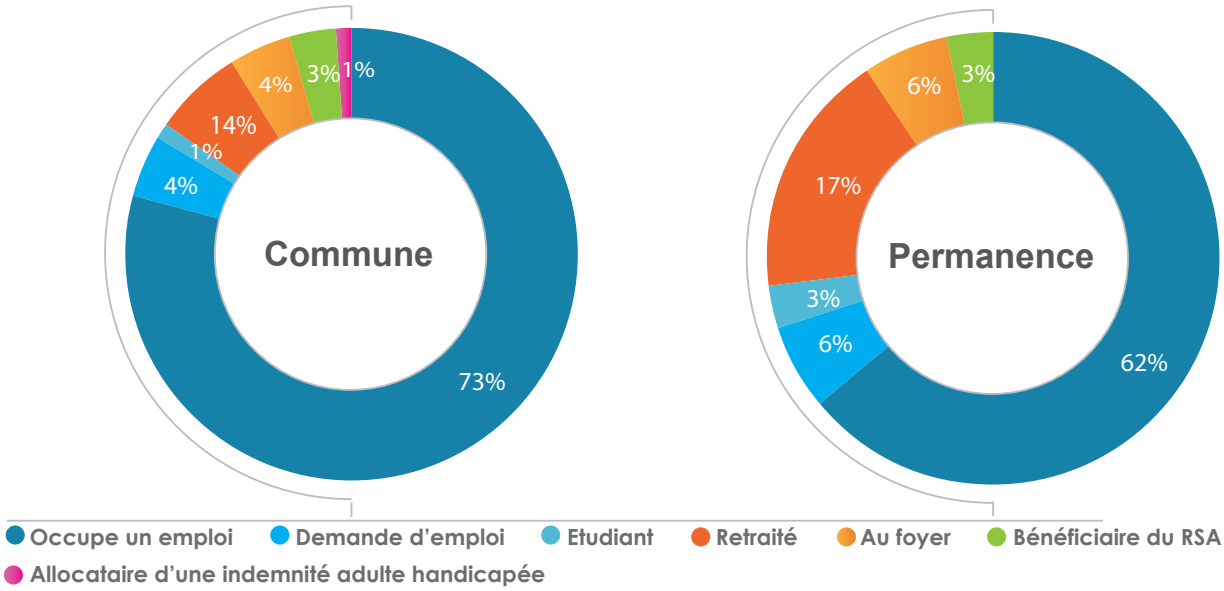
Source : Adilstatweb 2022

4- Composition familiale des consultants



Source : Adilstatweb 2022

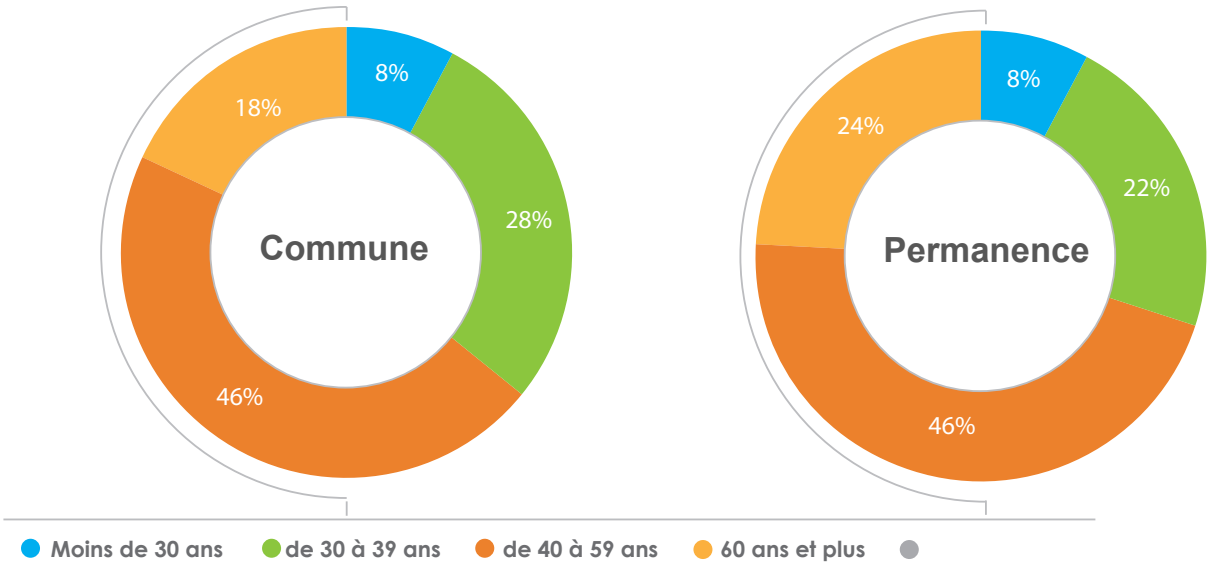
5. Situation par rapport à l'emploi des consultants



Source : Adilstatweb 2022

5. Age des consultants

Age sur la commune



Source : Adilstatweb 2022

adil

Agence Départementale
d'Information
sur le Logement
du Val-de-Marne

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-050

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX PROJETS D'ASSOCIATIONS – EXERCICE 2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-050-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-François DELAGE expose au conseil,

Chaque semestre, les associations de la Ville peuvent demander une subvention relative à la réalisation d'un projet. Afin de les accompagner au mieux et éviter que la subvention serve à un remboursement, il a été proposé aux associations de la Ville de revoir le calendrier de versement des subventions.

Ainsi, les appels à projets 2023 sont votés en Conseil municipal de février et de juin afin que les subventions interviennent avant la réalisation du projet.

Le budget 2023 a prévu 30 000 € pour financer les associations locales. Suite au vote des subventions de fonctionnement ainsi que de la première session d'appel à projets intervenu au Conseil municipal du 16 février 2023, il reste 13 150 euros pour soutenir les projets associatifs pour la seconde session de l'année 2023.

Après examen des dossiers, voici une présentation des projets retenus :

Le Dyptique Collectif : Créée le 22 avril 2017, l'association est domiciliée au 11, rue du 14 juillet au Kremlin-Bicêtre (à la MCVA). Elle a pour objectif de mettre l'art au service de la société, pour la représenter et la mettre en lumière, à travers le théâtre vivant.

Le projet «Nos amours» repose sur la mise en place d'ateliers de pratiques artistiques -écriture et théâtre- à destination d'un groupe d'adultes kremlinois et des lycées de la Ville, sur le thème de l'amour. Ce projet artistique et culturel intergénérationnel se déroulera entre octobre et décembre 2023. Il sera suivi d'une restitution publique gratuite. Cet ensemble prendra forme en parallèle de la préparation du spectacle *Logique des passions* du Diptyque Collectif qui aura lieu en décembre 2023 à L'ECAM. La subvention permettra de couvrir les achats matériels.

Afrixellence : Créée le 13 avril 2022, l'association est domiciliée au 16, avenue du Repos au Kremlin-Bicêtre. L'objectif de l'association est de contribuer au développement scolaire en Côte d'Ivoire. Elle se donne pour mission, entre autres, d'améliorer l'accès à l'éducation ainsi que les conditions d'apprentissage. Elle a déjà fourni des kits de scolarité et créée une école à Kononfla.

Le projet intitulé «Création d'une salle multimédia au sein du collège à Agboville en Côte d'Ivoire» est un projet qui s'insère au sein de la construction d'un nouveau collège situé dans une zone rurale en Côte d'Ivoire. Cet espace, en cohérence avec le marché de l'emploi actuel, permettra aux élèves de développer de nouvelles compétences et de bénéficier d'ateliers de sensibilisation sur l'usage du numérique.

Ce projet est réalisé en lien avec le collège Jeanne d'Arc du Kremlin-Bicêtre où les élèves seront sensibilisés, et contribueront à des actions de solidarité internationale (dons de matériels informatique). La subvention permettra de financer le reconditionnement de deux ordinateurs ainsi que l'achat d'une imprimante.

KB Evolution : Créée le 20 octobre 2021, l'association est domiciliée au 8, rue du Capitaine Morinet au Kremlin-Bicêtre. Elle a pour mission de renforcer le lien entre les citoyens, de sensibiliser et d'animer la Ville à travers des activités variées et ponctuelles, orientées principalement vers la jeunesse kremlinoise.

Le projet de l'association « KB Nation Cup 2023 » a pour objectif de réunir la jeunesse kremlinoise autour d'un grand tournoi de football. Evènement fortement apprécié des habitants, depuis deux ans, il saura convier parents-enfants durant deux jours et créer du lien entre les habitants. Cet évènement inter-associatif mobilisera aussi d'autres associations locales qui proposeront des stands de restauration. Il se déroulera les 7 et 8 juillet au Stade des Esselières. La subvention permettra de couvrir les frais relatifs à l'arbitrage du tournoi.

Les Souffleurs de braise : Créée le 25 novembre 2013, l'association est domiciliée au 11, rue du 14 Juillet, Kremlin-Bicêtre (à la MCVA). Elle a pour objectif d'organiser et d'animer des ateliers de chant, mais aussi de proposer des animations artistiques variées.

Le projet « Un jukebox humain pour les fêtes de fin d'année kremlinoises » est le fruit d'une réflexion de plusieurs années. Aujourd'hui, l'association souhaite fabriquer un juxebox à taille humaine durable, pour proposer une animation pour les fêtes de fin d'année. Ce projet original sera animé par un membre de l'association qui proposera une variété de chansons, textes et sketches en rapport avec cette période festive et conviviale. Cette animation sera à destination de tous les Kremlinois. Sur le long terme, ce projet pourra s'inscrire dans différents évènements de la Ville. Cette subvention permettra de financer le micro, l'enceinte, les spots lumineux intérieur et extérieur, les batteries ainsi que de contribuer à une partie de l'achat du matériel de structure et finitions pour la construction du juxebox.

Accueil Fraternel 94 : Créée le 9 mai 1994, l'association est domiciliée au 10, rue Danton au Kremlin-Bicêtre. Elle s'est donnée pour mission d'aider les personnes sans domicile fixe en leur proposant un service de domiciliation, ainsi qu'un vestiaire gratuit. Elle tient des permanences tous les samedis pour distribuer le courrier et tenir des temps d'accueil et d'écoute à destination des personnes dans des situations sociales difficiles.

Le projet « Hébergement de femmes victimes de violences dans un hôtel » vise à aider les femmes qui ne peuvent bénéficier d'un logement et d'un accompagnement le week-end, en leur proposant des chambres d'hôtels et des temps d'écoute lors de permanences. Ce projet vise à protéger et à porter assistance à des femmes et enfants en danger. La subvention permettra de financer 20 nuitées pour des femmes seules et/ou avec enfants.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-050-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Les buveurs de thé : Créée le 14 février 2016, l'association est domiciliée au 11, rue du 14 Juillet au Kremlin-Bicêtre (à la MCVA). Elle se donne pour mission de faire découvrir le théâtre autour d'une tasse de thé pour élargir le public habituel des salles de théâtre.

Le projet « Ecrire et partager des Free Poems - San Francisco au Kremlin-Bicêtre » vise à faire du théâtre un objet d'échange et de partage, à travers l'animation d'ateliers d'écriture de poèmes ainsi qu'une initiation aux fondamentaux du jeu d'acteur auprès de groupes adolescents (CCAS, Centre de Loisirs Benoît-Malon) et de seniors (Club Lacroix, associations locales…). Ce projet culturel mixte et intergénérationnel est en lien étroit avec différentes structures de la Ville. Une restitution tout public est prévue pendant les Estivales.

L'Un est l'Autre : Créée le 9 octobre 2003, l'association est domiciliée au 22 rue Deparcieux dans le 14e arrondissement de Paris mais possède son établissement principal au 25 Avenue Charles-Gide au Kremlin-Bicêtre. Elle apporte son soutien toute l'année aux personnes en situation de précarité ou d'exclusion en offrant des repas chauds cuisinés, servis à table, tout en luttant contre le gaspillage alimentaire.

Le projet de solidarité « Cuisine partagée » repose sur l'organisation d'ateliers de cuisines encadrés auprès d'un public fragile (familles ou personnes logées en hôtel social...). Environ 40 familles pourront préparer des repas les lundis et mardis, dans un cadre convivial, et en bénéficier. Un espace dédié aux enfants (coin jeux d'éveil, lecture ou aide aux devoirs…) est prévu.

Atelier des Arts : Créée le 14 juillet 2014, l'association est domiciliée au 11, rue du 14 juillet au Kremlin-Bicêtre (à la MCVA). Elle a pour objectif d'encourager la pratique des arts visuels et l'émergence de formes d'expression personnelle. Elle propose aux adultes et aux enfants une formation à l'art et à ses techniques, par le biais d'ateliers et de références à l'histoire de l'art. Elle intervient régulièrement auprès du périscolaire et participe à de nombreux événements de la Ville.

Le projet proposé intitulé « Mosaïque Invader » est un atelier artistique à destination des collégiens du Kremlin-Bicêtre, qui se déroulera tout au long de l'année 2023-2024 durant la pause méridienne. Les élèves pourront découvrir les techniques d'une figure phare du street-art, Invader, et développer de nouvelles compétences plastiques à travers l'organisation de 30 séances d'une heure. Les élèves participeront également à la réalisation d'une œuvre créative en mosaïque de carrelage sur une plaque de contreplaqué. Une restitution est prévue durant le Festival de l'écologie populaire 2024.

Societat Valentinas : Créée le 19 février 2018, l'association est domiciliée au 11, rue du 14 juillet au Kremlin-Bicêtre (à la MCVA). Cette association promeut toutes les actions en faveur des arts vivants. Elle mène des actions culturelles auprès de différents publics, produit et diffuse des spectacles et œuvres d'art vivant. A la suite de la représentation d'*Hyperconnexion* en novembre 2022, l'association a descellé un manque d'échange et d'interactivité pourtant au cœur de l'initiative. Elle propose ainsi une démarche différente, en couplant la représentation à des ateliers à destination des jeunes. Le projet « Ateliers artistiques et de réflexion à destination des collégiens et lycéens du Kremlin-Bicêtre - Histoires d'amours et échanges intimes au travers des réseaux sociaux » est un projet artistique sur les rapports sociétaux et intimes qui s'établissent avec la technologie numérique. Ce projet de sensibilisation et de prévention prévoit des temps d'échanges avec les collégiens et lycéens du Kremlin-Bicêtre. Une représentation sera réalisée pour les participants.

Association d'Aide aux Personnes Polyhandicapées - Thalla : Créée le 21 mars 2021, l'association est domiciliée au 10, rue Gambetta au Kremlin-Bicêtre. Cette récente association mène son premier projet de développement local en Côte d'Ivoire intitulé « Equipements matériels maternité de Yopougon (Cote d'Ivoire) - Sensibilisation au Kremlin-Bicêtre ». Il prévoit l'achat de couveuses, fauteuils roulants et de matériels de premiers soins pour améliorer la prise en charge des patientes, et contribuer à créer un sentiment de sécurité et de bien-être, en contraste avec les conditions d'accueil et sanitaire actuelles. Une restitution lors de la semaine de lutte contre les violences faites aux femmes est prévue. La subvention permettra de financer l'achat de deux fauteuils ainsi que du matériel de premiers soins.

Compagnie The Singing Mice : Créée le 11 décembre 2016, l'association est domiciliée au 11, rue du 14 Juillet au Kremlin-Bicêtre (à la MCVA). Elle a pour objectif la diffusion du répertoire lyrique et classique, la sensibilisation de publics défavorisés, empêchés ou non-initiés autour de la voix parlée et chantée ainsi que la pratique, la création et la promotion du spectacle vivant sous toutes ses formes.

Le projet artistique « Les Vies Dansent/Rencontres » prendra forme autour du montage d'ateliers de création et spectacle à destination des élèves de maternelle et en classes élémentaires du centre de loisirs Benoit-Malon et Mohamed-Megrez. Le but est de leur faire découvrir l'opéra, en parallèle du montage de leur spectacle *Les Vies Dansent* qui se tiendra à l'ECAM le 18 novembre 2023.

Safra : Créée le 2 juin 2010 et présente au Kremlin-Bicêtre depuis le 10 août 2016, l'association est domiciliée au 11, rue du 14 Juillet au Kremlin-Bicêtre (à la MCVA). Elle a pour objet la création et la diffusion de spectacles chorégraphiques (danse et théâtre) et le partage de la danse.

L'association travaille sur un projet de spectacle *Le Tailleur*, autour duquel elle souhaite proposer des « Ateliers participatifs ». Ces ateliers artistiques porteront sur le lien entre la danse et la mémoire. En effet, la thématique de la mémoire sera travaillée par le biais de la danse. L'enjeu est également que la découverte et l'apprentissage de la danse soient couplés à une démarche de transmission intergénérationnelle (parcours de vie, transmission de métier, petite histoire et grande Histoire). Ce projet est à destination d'un public volontaire (danseurs amateurs des conservatoires, enfants en classes de primaire mais hors cadre scolaire) et des associations.

Accusé de réception en préfecture
094-219400430-20230629-2023-050-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Compagnie les Oiseaux de nuit : Créée le 27 août 2014, l'association est domiciliée au 11, rue du 14 juillet Kremlin-Bicêtre (à la MCVA). Elle a pour objectif le travail de recherche artistique, la création, la production et la diffusion de spectacles, théâtre, chant, danse, ou toutes autres formes d'expressions artistiques. Un autre objectif est la transmission et l'apprentissage d'un savoir par la mise en place d'ateliers, de stages, de pratiques artistiques. La compagnie intervient régulièrement sur la Ville en proposant des ateliers de théâtre auprès de jeunes mais aussi auprès d'un groupe d'adultes habitant les quartiers prioritaires.

Leur projet « Théâtre forum sur la santé des femmes » se trouve dans la continuité de leur approche. Elles souhaitent faire passer un message et informer à travers l'art théâtral. Avec ce projet, elles se placent du côté de la prévention sanitaire pour les femmes (violences obstétricales et gynécologiques, maternité…). Deux ateliers pensés comme des espaces de parole ainsi qu'une représentation de théâtre forum sont prévus.

To Mix or Not : Créée le 18 mai 2009, l'association est domiciliée au 11, rue du 14 juillet Kremlin-Bicêtre (à la MCVA). Elle a pour objectif la promotion de la danse hip-hop.

Après 6 ans d'ateliers « entrez dans la danse », elle propose une capitalisation de ce travail « Danser et dire sa vie » pour clôturer ces activités de danse au Centre social Germaine-Tillon, qui ont pour objectif de développer la confiance en soi et de mettre des mots sur des expériences vécues à travers la création théâtrale et la danse. Ce projet est à destination des adhérents du central social, et donnera lieu à une représentation en fin d'année.

Ainsi, je vous propose d'attribuer les subventions suivantes :

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Le Dyptique Collectif	600 €
6574	025	Afrixellence	1000 €
6574	025	KB Evolution	700 €
6574	025	Les Souffleurs de braise	1000 €
6574	025	Accueil Fraternel 94	1000 €
6574	025	Les buveurs de Thé	400 €
6574	025	L'un Est l'Autre	1000 €
6574	025	Atelier des arts	400 €
6574	025	Societat Valentinas	600 €
6574	025	Association d'Aide aux Personnes Polyhandicapées - Thalla	400 €
6574	025	Cie The Singing Mice	300 €
6574	025	Safra	500 €
6574	025	Les Oiseaux de Nuit	600 €
6574	025	To Mix or not	400 €
		TOTAL	8 900 €

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-François DELAGE,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le budget primitif 2023

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 5 voix pour (M. HEMERY, Mme DEFRANCE, Mme BADOC, Mme AZZOUG, Mme BASSEZ) et une abstention (Mme GEIBEL)

Accusé de réception en préfecture
094-219400438-20230629-2023-050-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1

D'attribuer la subvention suivante, à l'association Le Dyptique Collectif :

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Le Dyptique Collectif	600 €

Article 2

D'attribuer la subvention suivante, à l'association Afrixellence :

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Afrixellence	1000 €

Article 3

D'attribuer la subvention suivante, à l'association KB Evolution :

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	KB Evolution	700 €

Article 4

D'attribuer la subvention suivante, à l'association Les Souffleurs de braise :

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Les Souffleurs de Braise	1000 €

Article 5

D'attribuer la subvention suivante, à l'association Accueil Fraternel 94 :

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Accueil Fraternel 94	1000 €

Article 6

D'attribuer la subvention suivante, à l'association Les buveurs de Thé :

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Les buveurs de Thé	400 €

Article 7

D'attribuer la subvention suivante, à l'association L'un Est l'Autre :

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	L'un Est l'Autre	1000 €

Article 8

D'attribuer la subvention suivante, à l'association Atelier des arts:

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-050-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Atelier des arts	400 €

Article 9

D'attribuer la subvention suivante, à l'association Societat Valentinas:

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Societat Valentinas	600 €

Article 10

D'attribuer la subvention suivante, à l'association Association d'Aide aux Personnes Polyhandicapées – Thalla

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Association d'Aide aux Personnes Polyhandicapées - Thalla	400 €

Article 11

D'attribuer la subvention suivante, à l'association Cie The Singing Mice:

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Cie The Singing Mice	300 €

Article 12

D'attribuer la subvention suivante, à l'association Safra:

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Safra	500 €

Article 13

D'attribuer la subvention suivante, à l'association Les Oiseaux de Nuit :

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	Les Oiseaux de Nuit	600 €

Article 14

D'attribuer la subvention suivante, à l'association To Mix or not :

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	025	To Mix or not	400 €

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
094-219400439-20230629-2023-050-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

CONVENTION DE PARTENARIAT
2ème appel à projets « Restauration Collective Bio et Locale »
Commune du Kremlin-Bicêtre

ENTRE

La Commune du Kremlin Bicetre, Hotel de ville, 1 place Jean Jaurès 94276 CEDEX, représentée par son maire, M.Jean-Luc LAURENT, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 29 juin 2023 Ci-après désigné : « **Le bénéficiaire** »,

ET

La Métropole du Grand Paris – établissement public de coopération intercommunale, sise au 15-19, avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris, représentée par Monsieur Patrick OLLIER, en sa qualité de Président, dument habilité en vertu d'une délibération du Conseil métropolitain du 22 Mars 2023.

Ci-après dénommée « **Métropole du Grand Paris** » ou la « Métropole »,

Ci-après collectivement dénommées les **Parties** et individuellement une/la **Partie.**

Préambule

La loi EGAlim, ou « loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous » du 30 octobre 2018, fixe un objectif de 50% de produits de qualité ou locaux, dont 20% de bio, dans l'approvisionnement de la restauration collective à compter du 1er janvier 2022.

De nombreuses collectivités métropolitaines ont déjà engagé une démarche d'introduction de produits de qualité, locaux ou bio dans leurs restaurants. Néanmoins, la restauration collective ne représente encore que 0,5% des modes de commercialisation des producteurs à l'échelle de l'Ile-de-France.

Pour réussir à installer durablement et massivement des produits bio locaux dans les services municipaux ou intercommunaux de restauration collective et répondre ainsi à des enjeux de durabilité, de résilience et de sécurité alimentaire des territoires, l'offre et la demande doivent faire l'objet d'un renforcement de leur structuration.

Il ne s'agit pas seulement de développer les surfaces en bio sur le territoire mais également d'offrir des débouchés pérennes et équilibrés à ces porteurs de projet, et par conséquent, poursuivre la structuration de la demande des collectivités du territoire métropolitain, avec l'objectif final de contractualisation entre ces acteurs de la filière, de la fourche à la fourchette.

Dans cette perspective, une convention entre la Métropole du Grand Paris et le Groupement des Agriculteurs Bio d'Ile-de-France a été approuvée par délibération du Conseil métropolitain du 9 juillet 2021 pour la période 2021-2024.

Le Groupement des Agriculteurs Bio d'Ile-de-France, fondé en 1988, a pour objectif principal le développement cohérent et durable de l'agriculture biologique (AB) par les agriculteurs en Ile-de-France. Le GAB IDF accompagne depuis plus de 10 ans les collectivités franciliennes à introduire quotidiennement des denrées bio locales dans leurs menus et s'est doté d'une expertise unique en la matière, intégrant tous les éléments d'une introduction réussie de produits bio locaux :

- Action sur le développement de l'offre ;
- Sensibilisation et formation des personnels ;
- Accompagnement stratégique des collectivités dans leurs achats ;
- Communication auprès des convives et du grand public.

La convention de partenariat entre la Métropole du Grand Paris et le GAB IDF prévoit la mise en œuvre d'un programme d'actions partenarial dont l'objectif est de renforcer l'accompagnement des collectivités du territoire de la Métropole, mairies et intercommunalités, en les formant et leur apportant des éléments de méthode susceptibles d'identifier les blocages et activer les bons leviers afin de répondre durablement à ces enjeux.

Aussi, dans l'objectif d'accompagner les communes, les syndicats de restauration collective et les territoires dans la structuration de leur démarche de restauration collective durable, la Métropole du Grand Paris a souhaité déployer la première édition de l'appel à projets « Restauration Collective Bio et Locale », dont le lancement a été approuvé par le Conseil métropolitain du 4 avril 2022.

Cet appel à projets a également vocation à contribuer à la mission de rééquilibrage territorial de la métropole du Grand Paris.

La métropole du Grand Paris lance la 2ème édition de l'appel à projets « Restauration Collective Bio et Locale » pour poursuivre son soutien aux démarches d'introduction de produits durables et locaux dans les restaurations collectives portées par les communes, les syndicats de restauration collective et les établissements publics territoriaux situés sur le périmètre métropolitain, dans une logique de coordination des stratégies d'approvisionnement alimentaire sur son territoire.

Après examen du comité technique puis du comité de sélection, le Bureau de la Métropole du Grand Paris du XX XX 2023 a désigné X lauréats, dont X communes, qui bénéficieront d'un accompagnement par le Groupement des Agriculteurs Bio d'Ile-de-France, pour la réalisation des actions suivantes :

- Etape 1 : La réalisation d'un diagnostic interne sous la forme d'un état des lieux des pratiques en cuisine,
- Etape 2 : La définition des objectifs, la construction d'une feuille de route et d'un plan d'actions personnalisé et adapté au mode de gestion, pour augmenter la part de produits bio et locaux dans la restauration collective,
- Etape 3 : La mise en œuvre du plan d'actions,
- Etape 4 : La mise en place de critères d'évaluation du projet.

CECI ETANT PRECISE :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les conditions dans lesquelles le bénéficiaire mettra en œuvre le projet au titre de la 2ème édition de l'appel à projets « Restauration Collective Bio et Locale » et les responsabilités associées de chacune des Parties.

Dans le cadre du projet, le bénéficiaire bénéficiera d'un accompagnement sur l'ensemble des quatre missions suivantes, telles que prévues par le règlement de l'appel à projets :

- Etape 1 : La réalisation d'un diagnostic interne sous la forme d'un état des lieux des pratiques en cuisine,
- Etape 2 : La définition des objectifs, la construction d'une feuille de route et d'un plan d'actions personnalisé et adapté au mode de gestion, pour augmenter la part de produits bio et locaux dans la restauration collective,
- Etape 3 : La mise en œuvre du plan d'actions,
- Etape 4 : La mise en place de critères d'évaluation du projet.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'oblige à :

- Mettre à disposition les moyens humains (minimum un référent chargé du suivi du projet sur toute la durée de l'accompagnement) et matériels (salles de réunion, outils informatiques) nécessaires au suivi et au bon déroulé du projet sur toute la durée de la démarche ;

- Désigner un référent, interlocuteur unique pour le suivi du projet ;

- Travailler en collaboration active avec le GAB IDF et la Métropole tout au long de la démarche ;

- S'inscrire dans le calendrier défini par la Métropole et le GAB IDF ;
  - A partir d'octobre 2023 : Début des prestations : étape 1 - réalisation d'un diagnostic interne sous la forme d'un état des lieux des pratiques en cuisine.
  - A partir de décembre 2023 : étape 2 - définition des objectifs, construction d'une feuille de route et d'un plan d'actions personnalisé et adapté au mode de gestion, pour augmenter la part de produits bio et locaux dans la restauration collective.
  - A partir du premier semestre 2024 : étape 3 - mise en œuvre du plan d'actions.
  - A l'été 2024 : étape 4 - mise en place de critères d'évaluation du projet.

- Mettre à disposition les données dont ils disposent tout au long de la démarche ;

- Mentionner l'aide reçue des organisateurs sur tout support de communication (print et numérique) relatif au projet ;

- Faire figurer le nom et le logo des organisateurs sur tout support de communication (print et numérique) relatif au projet ;

- Permettre aux organisateurs de réaliser des photos et films à des fins de communication sur les projets et de communiquer sur ce soutien, à partir de tout support jugé utile (site Internet, prospectus, etc.) en mentionnant éventuellement son nom et la localisation du territoire ou du syndicat concerné.

- Communiquer à l'organisateur toute information relative à la modification du projet.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS

La Métropole du Grand Paris s'engage à :
- Prendre en charge financièrement la réalisation des prestations prévues à l'article 1.
- Mettre en relation le bénéficiaire et le Groupement des agriculteurs Bio d'Ile-de-France.
- Coordonner la réalisation de la mission en lien avec le Groupement des agriculteurs Bio d'Ile-de-France et le bénéficiaire.

ARTICLE 4 – ELEMENTS FINANCIERS

La présente convention ne fait pas l'objet de transactions financières entre la Métropole du Grand Paris et le bénéficiaire.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa signature pour s'achever à la date de remise du livrable final ou au plus tard, au 31 décembre 2024.

ARTICLE 6 - AVENANT

Aucune modification de la convention, quel qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.
Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre Partie peut y faire droit.

Le Président de la Métropole du Grand Paris est autorisé à signer tout avenant à la présente convention hors avenant emportant modification substantielle du projet.

ARTICLE 7 - RESILIATION

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par la ou les autres, d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que deux mois après l'envoi par la Partie qui souhaite se retirer d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant ses motifs, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations. L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante, du fait de la résiliation anticipée de la convention.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

8.2 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

8.3 Cession des droits et obligations

La convention est conclue *intuitu personae ;* en conséquence, aucune des Parties ne pourra transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de l'autre Partie.

8.4 Election de domicile

Pour l'exécution de la convention, les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la convention.

ARTICLE 9 - LITIGES

La convention est régie par la loi française.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant les tribunaux compétents du ressort du Tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, le

En deux exemplaires,

Pour le bénéficiaire	Pour la Métropole du Grand Paris
Le maire, Jean-Luc LAURENT	Patrick OLLIER Président

ANNEXE – Description du projet lauréat

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-051

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Appel à projets « restauration collective bio et locale »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-051-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-François DELAGE expose au conseil,

Préambule : contexte de l'appel à projets

La loi EGAlim ou « loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous » du 30 octobre 2018 fixe un objectif de 50 % de produits de qualité ou locaux, dont 20 % de bio, dans l'approvisionnement de la restauration collective à compter du 1er janvier 2022.

La Ville du Kremlin-Bicêtre s'est engagée dans une démarche volontariste pour répondre aux dispositions de cette loi et assurer la transition écologique dans ce domaine. A titre d'exemple, la suppression du plastique est en bonne voie.

Le lot n°1 du marché public de denrées alimentaires a été modifié courant 2022 pour répondre aux exigences en matière de distribution de produits bio et locaux avec des producteurs d'Ile-de-France.

Pour installer durablement et massivement des produits Bio et Locaux au Kremlin-Bicêtre, il est proposé d'adhérer à l'appel à projets « restauration collective Bio et Locale ». Une convention entre la Métropole du Grand Paris et le Groupement des Agriculteurs Bio d'Ile-de-France (GAB IDF) a été signée le 9 juillet 2021 pour la période 2021-2024.

L'objet de la convention

La Métropole du Grand Paris et le GAB IDF se sont associés pour aider les communes, les établissements publics territoriaux situés sur le périmètre de la Métropole, dans leur démarche d'introduction de produits bio et locaux avec les objectifs suivants :

- Protection de l'environnement à travers une agriculture faible en intrants,
- Développement des circuits courts,
- Protection du foncier agricole,
- Sensibilisation aux enjeux économiques des consommateurs,
- Réduction du bilan carbone lié aux approvisionnements de la Métropole.

Conditions et modalités de participation

Sur le périmètre métropolitain, les communes et les établissements publics territoriaux (EPT) sont éligibles.

La démarche de la Ville du Kremlin-Bicêtre est notamment motivée par le faire qu'en matière de restauration collective, la gestion directe de la restauration municipale de même que l'augmentation de la part de bio, de local et d'alimentation durable sont des atouts incontestables pour une restauration de qualité.

Le calendrier prévisionnel de l'appel à projets est le suivant :

- **Mai – juin 2023** : instruction des dossiers
- **Juillet 2023** : sélection des lauréats par le jury de sélection
- **Octobre – décembre 2023** : première rencontre avec les lauréats et les équipes du GAB IDF, signature des conventions de partenariat avec les lauréats
- **Décembre 2023 – juin 2024** : définition de la feuille de route et mise en œuvre du plan d'actions
- **Juillet – août 2024** : production d'un rapport d'évaluation et propositions d'actions pour pérenniser la démarche.

La nature de l'aide

Si la candidature de la Ville est retenue, nous pourrons bénéficier d'un accompagnement en ingénierie de la part du GAB IDF visant à nous appuyer dans les différentes étapes :

1. La réalisation d'un diagnostic interne sous la forme d'un état des lieux des pratiques en cuisine,
2. La définition des objectifs, la construction d'une feuille de route et d'un plan d'actions,
3. La mise en œuvre du plan d'actions,
4. La mise en place de critères d'évaluation du projet.

Cet accompagnement durera environ un an.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-051-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Les engagements des lauréats

Les lauréats de l'appel à projets s'engagent à :

- Mettre à disposition les moyens humains (minimum un référent chargé du suivi du projet) et matériels (salle de réunion, outils informatiques) nécessaires au suivi et au bon déroulé du projet,
- Désigner un référent, interlocuteur unique pour le suivi du projet,
- Travailler en collaboration active avec le GAB IDF et la Métropole tout au long de la démarche,
- S'inscrire dans le calendrier défini par la Métropole et le GAB IDF,
- Mettre à disposition les données dont ils disposent tout au long de la démarche,
- Mentionner l'aide reçue des organisateurs sur tout support de communication (print et numérique) relatif au projet,
- Faire figurer le nom et le logo des organisateurs sur tout support de communication,
- Permettre aux organisateurs de réaliser des photos et films à des fins de communication sur les projets et de communiquer sur ce soutien,
- Communiquer à l'organisateur toute information relative à la modification du projet.

Pourquoi inscrire la Ville dans ce projet ?

Le service de la restauration assure la production et livraison de 415 000 repas et goûters annuels au profit des écoles maternelles et élémentaires et des séniors dans le cadre du dispositif du portage des repas à domicile.

Depuis 2020, la Ville s'est engagée dans une démarche volontariste pour répondre aux objectifs fixés par la Loi EGAlim.

Des travaux d'amélioration et de mises aux normes ont été faits (UPC Megrez et club Lacroix) ou sont en cours.

La suppression du plastique est en bonne voie. Seuls subsistent les contenants à destination du portage à domicile. Une expérimentation conduite sur 6 mois en 2022 n'a pas donné entière satisfaction, mais le spectre des difficultés à résoudre est défini. Les entreprises du secteur travaillent pour proposer des solutions adaptées.

En matière alimentaire, le respect de la saisonnalité est désormais constant et les produits bio et locaux prennent dorénavant une part essentielle. En corrélation avec la diététicienne, plusieurs opérations de lutte contre le gaspillage alimentaire sont conduites (respect des grammages préconisés par le GERMCN, diminution du gaspillage du pain, action de formation auprès des agents, etc.....). Dans le domaine, la persévérance doit primer, car l'ensemble des acteurs a un rôle à jouer.

L'adhésion à ce projet « restauration collective Bio et Locale » matérialiserait davantage l'action conduite par la Ville avec en corollaire, l'objectif de renforcer une alimentation saine et durable à l'ensemble de la population.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François DELAGE,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi EGAlim ou « loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous » n°2018-938 du 30 octobre 2018,

Vu la convention entre la Métropole du Grand Paris et le Groupement des Agriculteurs Bio d'Ile-de-France (GAB IDF) signée le 9 juillet 2021 pour la période 2021-2024,

Vu l'appel à projets « restauration collective bio et locale » de la Métropole du Grand-Paris,

Vu le modèle de convention annexée à la présente délibération,

Considérant la nécessité d'assurer une restauration de qualité pour les usagers du service public municipal,

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MME THIAM, MME GESTIN, MME COURDY, MME BRICOUT, M. HASSIN, M. HEMERY),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-051-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1

D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à déposer un dossier de candidature à l'appel à projets « restauration collective bio et locale » de la Métropole du Grand-Paris pour que la Ville du Kremlin-Bicêtre bénéficie de l'accompagnement du GAB de la Métropole du Grand-Paris.

Article 2

D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à cet appel à projet et notamment la convention ci-annexée si la candidature de la Ville est retenue.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-051-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-052

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Attribution complémentaire de subventions aux associations sportives locales – Exercice 2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-052-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

M. Jean-François DELAGE expose au conseil,

Plusieurs rencontres entre la municipalité et les associations sportives ont permis de définir de nouvelles conventions d'objectifs qui ont été adoptées au Conseil municipal du 16 décembre 2021, pour une durée de trois ans. Les conventions prévoient le versement des subventions en deux temps : une première part de 70 % et une seconde de 30 % à la fin de la saison sportive.

Ainsi, le Conseil municipal du 15 décembre 2022 a voté l'attribution de 70 % des subventions annuelles octroyées aux clubs sportifs.

Le Conseil municipal du 29 juin 2023 doit donc proposer l'attribution du solde, soit 30 % du montant des subventions, car l'ensemble des clubs a atteint les objectifs fixés dans les conventions et a fourni les pièces administratives et financières attendues.

Il est donc proposé au Conseil municipal de voter l'attribution des subventions complémentaires aux associations suivantes, pour l'exercice 2023 :

Nom de l'organisme	Montants inscrits dans les conventions	70 % du montant (CM Décembre 2022)	30 % du montant (CM Juin 2022)
CSAKB	260 000 €	182 000 €	**78 000 €**
USKB	56 000 €	39 200 €	**16 800 €**
KB FUTSAL	61 750 €	43 225 €	**18 525 €**
CA	7 000 €*	0 €	**0 €**

* intégralement versé compte tenu du montant.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de M. Jean-François DELAGE,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la convention d'objectifs avec l'association CSAKB approuvée par la délibération n° 2021-120 du Conseil municipal du 16 décembre 2021,

Vu la convention d'objectifs avec l'association USKB approuvée par la délibération n° 2021-121 du Conseil municipal du 16 décembre 2021,

Vu la convention d'objectifs avec l'association KB FUTSAL approuvée par la délibération n° 2021-122 du Conseil municipal du 16 décembre 2021,

Vu le premier versement de subventions de l'exercice 2023 approuvé par la délibération n° 2022-140 du Conseil municipal du 15 décembre 2022,

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par: 6 voix pour (MME THIAM, MME GESTIN, MME COURDY, MME BRICOUT, M. HASSIN, M. HEMERY),

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-052-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

DÉCIDE

Article unique

De voter l'attribution des subventions complémentaires suivantes pour l'exercice 2023 :

Nature	Nom de l'organisme	Nature juridique	Montant
6574	Club sportif et Athlétique du Kremlin-Bicêtre	Association	**78 000 €**
6574	Union Sportive du Kremlin-Bicêtre	Association	**16 800 €**
6574	Kremlin-Bicêtre Futsal	Association	**18 525 €**

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE 94 - Val-de-Marne

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-052-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-052-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-053

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Attribution complémentaire de subvention à l'Association de Développement des Activités Socioéducatives (ADASE) – Exercice 2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-053-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Madame Anissa AZZOUG expose au conseil,

L'actuelle convention d'objectifs entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et l'Association de développement des activités socioéducatives (ADASE) a été adoptée en 2021. La convention prévoit le versement d'une subvention annuelle en deux temps : une première part de 70 % en début d'année civile et une seconde de 30 % à la fin de la saison (juin).

Ainsi, le Conseil municipal du 15 décembre 2022 a voté l'attribution de 70 % de la subvention annuelle octroyée à l'ADASE, pour un montant de 42 875 €.

Le Conseil municipal du 29 juin 2023 est appelé à se prononcer sur l'attribution du solde, soit 30 % du montant de la subvention, car l'ADASE a atteint les objectifs fixés dans la convention et a fourni les pièces administratives et financières attendues.

Il est donc proposé au Conseil municipal de voter l'attribution de la subvention complémentaire à l'ADASE pour l'exercice 2023, selon le tableau ci-dessous :

Nature	Sous-fonction	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention 2023	Premier versement (soit 70 %)	Second versement (soit 30 %)
6574	422	ADASE	Association	61 250 €	42 875 €	18 375 €
		TOTAL		**61 250 €**	**42 875 €**	**18 375 €**

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé d'Anissa AZZOUG

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la convention d'objectifs entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et l'ADASE approuvée par délibération n°2021-123 du Conseil municipal du 16 décembre 2021,

Vu le versement de 70 % du montant annuel de subvention approuvé par délibération n°2022-141 du Conseil municipal du 15 décembre 2022,

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MME THIAM, MME GESTIN, MME COURDY, MME BRICOUT, M. HASSIN, M. HEMERY),

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article unique

De voter l'attribution d'une subvention de 18 375 € au titre du second versement 2023 à l'Association de développement des activités socio-éducatives (ADASE).

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-053-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Le Kremlin Bicêtre

CONTRAT DE PRET

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

L'Artothèque de la ville du Kremlin-Bicêtre,
Sise Place Jean Jaurès – 94270 Le Kremlin-Bicêtre,
Tél. 01 45 15 55 55 - N° SIRET : 219 400 439 000 10
Représentée par Monsieur Jean-Luc LAURENT, en sa qualité de Maire, dûment autorisé par la délibération du conseil municipal n° 2020-045 du 4 juillet 2020, ci-après dénommé l'artothèque, d'une part,

Et,
Madame/Monsieur [à compléter]
Numéro d'adhérent : N° [à compléter]
Adresse : [à compléter]
Mail : [à compléter]
Tél : [à compléter]
ci-après dénommé(e) « l'emprunteur », d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du contrat

Par les présentes, l'artothèque consent un prêt à l'emprunteur soumis aux dispositions du règlement intérieur de l'artothèque- adopté par la délibération N°…….. du Conseil municipal du 29 juin 2023 portant sur les biens ci-après désignés :

Références de l'œuvre :
Titre :
Artiste :
Technique :
Valeur de l'œuvre :
État de l'œuvre :
État du cadre :
Valeur de la housse :
État de la housse :

Article 2 : Modalités du prêt

2.1 La carte d'adhésion à l'artothèque doit être présentée pour l'emprunt d'œuvres.

2.2 La durée maximale d'un prêt est de 2 mois.
Date d'emprunt : … /…/…
Date de retour maximale : … /…/…

2.3 Les œuvres sont transportées et installées par l'emprunteur. Elles sont placées sous sa responsabilité pendant la durée de la location, transport compris.
Lieu prévu d'accrochage de l'œuvre par l'emprunteur : ……

2.4 Il appartient à l'emprunteur de se renseigner quant à la prise en charge par son assurance des dégradations ou vol des œuvres empruntées.

2.5 Un état des lieux de l'œuvre sera fait avant ainsi qu'après le prêt, des photos rendront compte de cet état des lieux et seront attachées à cette convention.

Article 3 : Conservation des œuvres

L'emprunteur est tenu de respecter les précautions suivantes :

3.1 Veiller à ce qu'aucun choc ne vienne endommager l'œuvre ou son encadrement.

3.2 Ne pas placer les œuvres au-dessus d'une source de chaleur et/ou au contact direct des rayons du soleil et de la lune.

3.3 Ne pas placer les œuvres dans une pièce humide.

3.4 Ne pas exposer les œuvres à l'extérieur, même sous un abri protégé des intempéries.

3.5 Ne pas utiliser de produit ménager pour nettoyer l'œuvre ou son encadrement.

3.6 Ne pas prêter les œuvres à un tiers.

3.7 Ne pas désencadrer les œuvres.

Article 4 : Garanties

4.1. Les œuvres sont placées sous la responsabilité de l'emprunteur à compter de leur départ de l'artothèque jusqu'à leur restitution, transport compris. L'emprunteur fourni une attestation d'assurance habitation faisant mention de la responsabilité civile et les coordonnées complètes de son assureur à la ville.
Attestation habitation N° : ……
Nom de l'assureur : ……

4.2. L'Artothèque s'engage à emballer et protéger les œuvres dans une housse de transport. Les œuvres doivent être retournées à l'Artothèque dans cette housse d'origine. Les verres et les cadres cassés sont restitués en l'état à l'Artothèque ; les réparations seront à la charge de l'emprunteur par émission d'un titre de recette. L'emprunteur ne peut, en aucun cas, procéder lui-même à la remise en état.

4.3. Aucune œuvre ne doit être désencadrée, toute altération provenant du non-respect de cette prescription met les frais de restauration à la charge de l'emprunteur (émission d'un titre de recettes).

4.4. En cas de perte ou de non restitution de l'œuvre et/ou de sa housse, l'emprunteur doit rembourser la valeur d'assurance qui figure sur le contrat de prêt. A défaut une procédure contentieuse pourra être engagée.

4.5 En cas de sinistre, l'emprunteur doit immédiatement prévenir la personne responsable de l'Artothèque et lui fournir copie de la déclaration à l'assureur concerné.

4.6 Toute reproduction des œuvres est interdite. La ville du Kremlin-Bicêtre dégage sa responsabilité en cas d'infraction à cette règle.

Article 6 : Droits d'auteur

Conformément à l'article L. 122-4 et L. 122-5 du Code de la propriété intellectuelle, toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle des œuvres, par quelque procédure que ce soit, à des fins commerciales, est strictement interdite. Tout contrevenant s'expose à des sanctions civiles et pénales.

Article 7 : Droit moral

Le droit moral restant la propriété de l'artiste, l'œuvre ne pourra être reproduite ou représentée sans le respect de la mention « titre de l'œuvre et nom de l'artiste – Collection de la ville du Kremlin-Bicêtre, France ».

Article 8 : Compétences juridiques

Dans le cas où des difficultés surviendraient entre les parties à propos de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, celles-ci s'engagent d'abord à coopérer pleinement avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable au litige. En cas de recours judiciaire, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Melun.

Je soussigné(e) …….. reconnais avoir pris connaissance du règlement intérieur de l'artothèque et de ce contrat de prêt et en accepte les clauses.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le [date]

L'emprunteur, Nom et prénom de l'emprunteur	**L'Artothèque de la ville du Kremlin Bicêtre,** Pour le Maire **Monsieur Jean-Luc LAURENT**

Le Kremlin Bicêtre

REGLEMENT INTERIEUR ARTOTHEQUE MUNICIPALE ECOLES ET ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

L'Artothèque de la Ville du Kremlin-Bicêtre, propose de prêter aux écoles de la ville et établissements scolaires un ensemble d'œuvres artistiques.
Elle permet de se familiariser à l'art de notre époque en supprimant le passage obligatoire par l'institution parfois intimidante du musée et de démocratiser l'art contemporain.

I-MODALITÉS D'ABONNEMENT

L'abonnement à l'artothèque se fait par demande écrite par courriel à artotheque@ville-kremlin-bicetre.fr.
Une carte d'abonné sera remise à l'emprunteur lors de son inscription.
Cette carte devra être présentée pour les emprunts d'œuvres.
Pour les écoles et établissements scolaires du Kremlin-Bicêtre, le prêt est gratuit, les emprunts sont annuels et limités à 2 œuvres pour une durée de 2 mois, soit au maximum 10 œuvres pour une année scolaire (de septembre à juin).
Les écoles et établissements scolaires, en s'abonnant à l'artothèque, prennent part activement, dans la mesure du possible, aux dispositifs, expositions et ateliers périodiquement mis en œuvre par l'Artothèque.

II. PRÊT DES ŒUVRES

Le prêt des œuvres est consenti aux écoles et établissements scolaires résidant sur le territoire du Kremlin-Bicêtre, adhérents de l'artothèque. Chaque location d'œuvre fait l'objet d'un contrat de prêt entre l'emprunteur et l'artothèque où figurent la durée maximale du prêt, le titre des œuvres empruntées, la technique, la valeur d'assurance du prêt.
Afin de faciliter la rotation, la durée de prêt d'œuvres ne pourra être supérieure à celle prévue dans le contrat concerné. Les œuvres sont transportées et installées par l'artothèque. Elles sont placées sous la responsabilité de l'emprunteur pendant toute la durée de la location.
La date de restitution des œuvres est fixée d'un commun accord et est inscrite sur le contrat. Tout retard de restitution entrainera une pénalité de retard de 5 euros par œuvre et par quinzaine.

III.GARANTIES

Les emprunteurs sont tenus de prendre toutes leurs précautions pour la parfaite conservation des œuvres mises à leur disposition : les tenir éloignées d'une source de chaleur, les mettre à l'abri des rayons solaires et lunaires, éviter les chocs et les préserver des risques de vol, incendie, dégâts des eaux... Il s'engage à ne pas prêter d'œuvres à une tierce personne.
Les œuvres doivent être retournées à l'artothèque dans leur état d'origine. Les verres et les cadres cassés sont restitués en l'état à l'artothèque. L'emprunteur ne peut, en aucun cas, procéder lui-même à la remise en état.
Aucune œuvre ne doit être désencadrée, toute altération provenant du non-respect de cette prescription peut entrainer des réclamations financières.

En cas de perte ou de non restitution des œuvres, une procédure contentieuse pourra être engagée.
Le contrat précisera les altérations éventuelles des œuvres au moment du prêt. De même, l'emprunteur doit signaler et faire mentionner sur le contrat, tout défaut avant la location, pour dégager sa responsabilité.
En cas de sinistre, l'emprunteur doit immédiatement prévenir la personne responsable de l'artothèque et lui fournir une déclaration officielle faisant état des dégâts.
Toute reproduction des œuvres est interdite. La ville du Kremlin-Bicêtre dégage sa responsabilité en cas d'infraction à cette règle.

Fait en triple exemplaires originaux au Kremlin-Bicêtre le ……..

Lu et approuvé

Madame / Monsieur XXXXX

L'emprunteur

Représentant ou directeur de l'école ou de l'établissement scolaire

Le Kremlin Bicêtre

REGLEMENT INTERIEUR ARTOTHEQUE MUNICIPALE
PARTICULIERS, ASSOCIATIONS ENTREPRISES

L'Artothèque de la Ville du Kremlin-Bicêtre, propose de prêter, aux particuliers, aux associations ou aux entreprises kremlinoises, un ensemble d'œuvres artistiques.
Elle permet de se familiariser à l'art de notre époque en supprimant le passage obligatoire par l'institution parfois intimidante du musée et de démocratiser l'art contemporain.

I-MODALITÉS D'ABONNEMENT

L'abonnement à l'Artothèque se fait aux heures d'ouverture du service de prêt ou par demande écrite par mèl à artotheque@ville-kremlin-bicetre.fr.

L'abonné devra :

- Prendre une adhésion à l'artothèque
- Fournir :

• Un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois.
• Une photocopie d'une pièce d'identité datant de moins de 10 ans.
• Une photocopie de son assurance habitation faisant mention de la responsabilité civile.
• Un chèque de caution de 150€.

Pour les associations et entreprises :
• Un courrier du représentant légal demandant un abonnement.
• Une photocopie d'assurance faisant mention de la responsabilité civile.
• Un chèque de caution de 150€.

Une carte d'abonné sera remise à l'emprunteur lors de son inscription.
Cette carte devra être présentée pour les emprunts d'œuvres.
Il appartient à l'emprunteur de se renseigner quant à la prise en charge par son assurance des dégradations ou vol des œuvres empruntées.

II. TARIFS D'ABONNEMENT ANNUEL

Particuliers : 15,45 euros/an et par famille pour 1 œuvre empruntée (pour une durée de 2 mois), soit un maximum de 6 œuvres dans l'année.
Minimas sociaux, étudiants : 10,30 euros/an pour 1 œuvre empruntée (pour une durée de 2 mois), soit un maximum de 6 œuvres dans l'année.
Associations ou entreprises : 103 euros/an pour 1 œuvre empruntée (pour une durée de 2 mois), soit un maximum de 6 œuvres dans l'année.

III. PRÊT DES ŒUVRES

Le prêt des œuvres est consenti aux personnes de plus de 18 ans titulaires de la carte Artothèque et résidant sur le territoire du Kremlin-Bicêtre. Chaque location d'œuvre fait l'objet d'un contrat entre l'emprunteur et l'Artothèque

où figure la durée maximale du prêt, le titre des œuvres empruntées, la technique, la valeur d'assurance du prêt.
La durée de prêt est de 2 mois pour les particuliers, les associations et les entreprises.
Afin de faciliter la rotation la durée de prêt d'une œuvre ne pourra être supérieure à celle prévue dans le contrat concerné. Les œuvres sont transportées et installées par l'emprunteur. Elles sont placées sous sa responsabilité pendant la durée de la location, transport compris.
La date de restitution des œuvres est fixée d'un commun accord et est inscrite sur le contrat. Tout retard de restitution entrainera une pénalité de retard de 5 euros par œuvre et par quinzaine.

IV.GARANTIES

Les emprunteurs sont tenus de prendre toutes précautions pour la parfaite conservation des œuvres mises à leur disposition : Eviter les chocs, les tenir éloignées d'une source de chaleur, les mettre à l'abri des rayons solaires et lunaires et les préserver des risques de vol, incendie, dégâts des eaux... Il s'engage à ne pas prêter l'œuvre à une tierce personne.
L'Artothèque s'engage à emballer et protéger les œuvres pour le transport. Les œuvres doivent être retournées à l'Artothèque dans leur emballage d'origine. Les verres et les cadres cassés sont restitués en l'état à l'Artothèque ; les réparations seront à la charge de l'emprunteur par émission d'un titre de recette. L'emprunteur ne peut, en aucun cas, procéder lui-même à la remise en état.
Aucune œuvre ne doit être désencadrée, toute altération provenant du non-respect de cette prescription met les frais de restauration à la charge de l'emprunteur (émission d'un titre de recettes).
En cas de perte ou de non restitution de l'œuvre, l'emprunteur doit rembourser la valeur d'assurance qui figure sur le contrat de prêt. A défaut une procédure contentieuse pourra être engagée.
Le contrat précisera les altérations éventuelles de l'œuvre au moment du prêt. De même, l'emprunteur doit signaler et faire mentionner sur le contrat, tout défaut avant la location, pour dégager sa responsabilité.
En cas de sinistre, l'emprunteur doit immédiatement prévenir la personne responsable de l'Artothèque et lui fournir copie de la déclaration à l'assureur concerné.
Toute reproduction des œuvres est interdite. La ville du Kremlin-Bicêtre dégage sa responsabilité en cas d'infraction à cette règle.

Fait en double original à
le / /

Lu et approuvé

L'emprunteur

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-054

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Règlements intérieurs de l'artothèque et conventions de prêt

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-054-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Madame Anissa AZZOUG expose au conseil,

L'artothèque municipale est ouverte depuis mars 2022 et permet, grâce à un mode d'action original, le prêt d'œuvres d'art, de se familiariser à l'art de notre époque en supprimant le passage obligatoire par l'institution parfois intimidante du musée et de démocratiser l'art contemporain pour tous les publics.

Un règlement intérieur a été adopté par le Conseil municipal du 27 mai 2021, le contrat de prêt ayant quant à lui été approuvé par le Conseil municipal du 17 février 2022. Il régit les procédures d'adhésion auprès des particuliers, des entreprises, des associations et des écoles.

Concernant les écoles, le fort intérêt des établissements scolaires pour l'artothèque a permis de constater que le règlement intérieur actuel nécessitait d'être réadapté pour convenir aux normes administratives de l'Inspection de l'Education Nationale afin de permettre l'adhésion des écoles.

Un règlement intérieur spécifique aux écoles et aux établissements scolaires de la ville a donc été rédigé avec l'Inspection de l'Education nationale, complété par un contrat d'emprunt adéquat pour chaque œuvre empruntée.

Il est complété du règlement intérieur pour les particuliers, entreprises et associations mis à jour.

Ces nouveaux documents actualisés permettront l'adhésion des écoles à l'artothèque dès la rentrée de septembre 2023 afin que l'art puisse prendre place dans leur vie scolaire quotidienne.

Il est donc proposé de rapporter les deux délibérations précédemment adoptées et d'approuver les nouveaux règlements intérieurs et conventions de prêt annexés à la présente délibération.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Anissa AZZOUG,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°2021-053 portant création de l'artothèque municipale,
Vu la délibération n°2022-008 portant approbation de la convention de prêt de l'artothèque du Kremlin-Bicêtre et délégation de signature à M. le Maire,
Considérant la nécessité de mettre à jour le règlement intérieur de l'artothèque à la suite de la demande de l'Inspection de l'Education nationale,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MME THIAM, MME GESTIN, MME COURDY, MME BRICOUT, M. HASSIN, M. HEMERY),

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
De rapporter les délibérations n°2021-053 portant création de l'artothèque municipale et n°2022-008 portant approbation de la convention de prêt de l'artothèque du Kremlin-Bicêtre et délégation de signature à M. le Maire.

Article 2
D'adopter le règlement intérieur de l'artothèque municipal et la convention de prêt, annexés à la présente délibération et d'autoriser M. le Maire à les signer.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-054-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Article 3

D'adopter le règlement intérieur de l'artothèque municipal relatif aux écoles de la ville du Kremlin-Bicêtre et la convention de prêt, annexés à la présente délibération et d'autoriser M. le Maire à les signer.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-054-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-054-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Le Kremlin Bicêtre

CONTRAT DE PRET

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

La Ville du Kremlin-Bicêtre, représentée par son Maire (ou son représentant) Monsieur Jean-Luc LAURENT, dûment autorisé par la délibération du conseil municipal n° 2020-045 du 4 juillet 2020
ci-après dénommé l'artothèque, d'une part,

Et,

L'école ou l'établissement scolaire xxxx
Représentée par Madame / Monsieur XXX,
Numéro d'adhérent : N°
Adresse :
Mail :
Tel :
ci-après dénommé(e) l'emprunteur, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Par les présentes, l'artothèque consent un prêt à l'emprunteur soumis aux dispositions du règlement intérieur de l'artothèque - adopté par la délibération N°…….. du Conseil municipal du 29 juin 2023 - portant sur les biens ci-après désignés :

Références de l'œuvre :
Titre :
Artiste :
Technique :
Valeur de l'œuvre :
État de l'œuvre :
État du cadre :

Article 2 : Modalités du prêt

3.1 La carte d'adhésion à l'artothèque doit être présentée pour l'emprunt d'œuvres.

3.2 La durée maximale des prêts est de 2 mois.
Date d'emprunt : … /…/…
Date de retour maximale : … /…/…

3.3 Les œuvres sont transportées et installées par l'artothèque. Elles sont placées sous la responsabilité de l'emprunteur pendant la durée de la location.
Lieu prévu d'accrochage de l'œuvre par l'emprunteur : ……

3.4 Il appartient à l'emprunteur de s'assurer que les œuvres ne pourront pas être déplacées, transportées, dégradées ou volées lors de la période d'emprunt.

3.5 Un état des lieux, des œuvres sera fait avant ainsi qu'après le prêt, des photos rendront compte de cet état des lieux et seront attachées à cette convention.

Article 3 : Conservation des œuvres

L'emprunteur est tenu de respecter les précautions suivantes :

4.1 Veiller à ce qu'aucun choc ne vienne endommager les œuvres ou leurs encadrements.

4.2 Ne pas placer les œuvres au-dessus d'une source de chaleur et/ou au contact direct des rayons du soleil et de la lune.

4.3 Ne pas placer les œuvres dans une pièce humide.

4.4 Ne pas exposer les œuvres à l'extérieur, même sous un abri protégé des intempéries.

4.5 Ne pas utiliser de produit ménager pour nettoyer les œuvres ou les encadrements.

4.6 Ne pas prêter les œuvres à un tiers.

4.7 Ne pas désencadrer les œuvres.

Article 4 : Garanties

4.1. Les œuvres sont placées sous la responsabilité de l'emprunteur durant toute la durée du prêt.

4.2. Les œuvres doivent être retournées à l'Artothèque dans leur état d'origine. Les verres et les cadres qui seraient cassés sont restitués en l'état à l'Artothèque. L'emprunteur ne peut, en aucun cas, procéder lui-même à la remise en état.

4.3. Aucune œuvre ne doit être désencadrée, toute altération provenant du non-respect de cette prescription met fin au contrat engagé avec l'artothèque de manière définitive et non négociable.

4.4. En cas de perte ou de non restitution des œuvres, l'emprunteur est radié de l'artothèque de manière définitive et non négociable. Une procédure contentieuse pourra également être engagée.

4.5 En cas de sinistre, l'emprunteur doit immédiatement prévenir la personne responsable de l'Artothèque et lui fournir une déclaration officielle faisant état du sinistre.

4.6 Toute reproduction des œuvres est interdite. La ville du Kremlin-Bicêtre dégage sa responsabilité en cas d'infraction à cette règle.

Article 5 : Droits d'auteur

Conformément à l'article L. 122-4 et L. 122-5 du Code de la propriété intellectuelle, toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle des œuvres, par quelque procédure que ce soit, **à des fins commerciales**, est strictement interdite. Tout contrevenant s'expose à des sanctions civiles et pénales.

Article 6 : Droit moral

Le droit moral restant la propriété de l'artiste, l'œuvre ne pourra être reproduite ou représentée sans le respect de la mention *« titre de l'œuvre et nom de l'artiste – Collection de la ville du Kremlin-Bicêtre, France ».*

Article 7 – Compétences juridiques

Dans le cas où des difficultés surviendraient entre les parties à propos de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, celles-ci s'engagent d'abord à coopérer pleinement avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable au litige. En cas de recours judiciaire, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Melun.

Je soussigné(e) …….. reconnais avoir pris connaissance du règlement intérieur de l'artothèque et de ce contrat de prêt et en accepte les clauses.

Au Kremlin-Bicêtre, le …….

L'emprunteur	**L'artothèque**
L'établissement scolaire xxxx	Le Maire
Monsieur ou Madame xxxxxx	**Monsieur Jean-Luc LAURENT**

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-055

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Possibilité d'indemnisation de jours crédités sur le Compte Epargne Temps (CET)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-055-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Luc LAURENT expose au conseil,

La Mairie du Kremlin-Bicêtre a voté la mise en place du compte épargne temps le 29 juin 2006.

En conséquence, les personnels territoriaux peuvent demander, sous certaines conditions, à bénéficier du report de certains jours de congés dans un compte épargne-temps, conformément aux décrets n°2004-878 du 26 août 2004 et n°2010-531 du 20 mai 2010.
La réglementation fixe un cadre mais il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur le détail des modalités d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne temps.

Le choix de la Mairie a été, en 2006, de n'autoriser l'utilisation des jours épargnés que sous forme de congés.

Conformément au décret n°2018-1305 du 27 décembre 2018, la collectivité propose de modifier la gestion du CET et de permettre l'indemnisation ou la prise en compte de droits épargnés au sein de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP) qui concerne les agents titulaires selon certaines modalités :

- Au terme de l'année civile quel que soit le nombre de jours crédités sur le CET, l'agent doit obligatoirement prendre les 15 premiers jours épargné sous forme de congés.
- Pour les jours restants (au-delà de 15 jours) l'agent titulaire opte, dans les proportions qu'il souhaite :
    - Pour la prise en compte des jours au sein du régime de retraite additionnelle RAFP,
    - Pour leur indemnisation,
    - Pour leur maintien sur le CET
- L'agent non titulaire opte dans les proportions qu'il souhaite
    - Pour l'indemnisation des jours,
    - Pour leur maintien sur le cet ou la prise des jours.

Chaque jour épargné sur le CET (au-delà du 15ème jour), pour lequel l'agent a opté pour l'indemnisation, est indemnisé selon un montant forfaitaire fixé, par décret, par catégorie hiérarchique. Pour 2023 les montants fixés sont :

- Catégorie A : 135 euros
- Catégorie B : 90 euros
- Catégorie C : 75 euros

Les demandes d'indemnisation devront être adressées à la Direction des Ressources Humaines entre le 1er janvier et le 30 avril de chaque année.
En cas de décès de l'agent, les droits acquis au titre de son compte épargne temps donnent lieu à une indemnisation de ses ayants droits. Les montants, fixés forfaitairement par jour varient selon la catégorie hiérarchique.
Je vous propose d'adopter ces dispositions qui ont fait l'objet d'une concertation dans le cadre du dialogue social avec les représentants du personnel de la commune.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Luc LAURENT,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 (modifié) relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte-épargne-temps dans la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n°2018-1305 du 27 décembre 2018, relatif à la conservation des droits acquis au titre d'un compte-épargne-temps d'un compte épargne temps en cas de mobilité des agents de la fonction publique ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2006 portant sur la création du compte épargne temps ;
Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 23 juin 2023,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-055-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Considérant la volonté de la collectivité de permettre aux agents de bénéficier de l'indemnisation des jours épargnés sur le compte épargne-temps.
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU),

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1

Les agents titulaires et non titulaires pourront bénéficier de l'indemnisation de leurs jours de congés, au-delà du 15ème jour, épargnés sur le compte épargne temps.

Article 2

La valeur de l'indemnisation sera fixée et revalorisée par décret. Le montant sera forfaitaire par jour, indemnisé en fonction de la catégorie de l'agent.

A titre indicatif l'indemnisation pour 2023 est :
Catégorie A : 135 euros
Catégorie B : 90 euros
Catégorie C : 75 euros.

Les montants seront automatiquement revalorisés au regard des décrets de l'état sans nouvelle délibération de la collectivité.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE D'ORMESSON-SUR-MARNE * 94 - Val-de-Marne

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-055-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-055-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

ETAT DU PERSONNEL AU 01/06/2023

GRADES ET EMPLOIS	Catégorie	EFFECTIF BUDGETAIRE TC	EFFECTIF BUDGETAIRE TNC	EFFECTIF POURVU TITULAIRE	EFFECTIF POURVU CONTRACTUEL	EFFECTIF POURVU TEMPS NON COMPLET	POSTES VACANTS TEMPS COMPLET	POSTES VACANTS TEMPS NON COMPLET
EMPLOIS FONCTIONNELS								
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES (Attaché HC)	A	1		1			**0**	
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DES SERVICES (Attaché prinicpal)	A	2		2	0		**0**	
DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES (Ingénieur principal)	A	1		1			**0**	
EMPLOIS NON CITES								
DIRECTEUR CABINET	A	1			1		**0**	
COLLABORATEUR DE CABINET	A	1			**1**		**0**	
FILIERE ADMINISTRATIVE								
ATTACHE HORS CLASSE	A	2		2			**0**	
ATTACHE PRINCIPAL	A	8		6	2		**0**	
ATTACHE	A	20		10	7		**3**	
REDACTEUR PRINCIPAL 1ere CL	B	6		4	2		**0**	
REDACTEUR PRINCIPAL 2nde CL	B	4		3	1		**0**	
REDACTEUR	B	21		6	12		**3**	
ADJOINT ADM PRINC. 1ère classe	C	24	4	22			**2**	4
ADJOINT ADM. PRINC. 2è classe	C	22	4	20		1	**2**	3
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	31	5	21	9	1	**1**	4

ETAT DU PERSONNEL AU 01/06/2023

GRADES ET EMPLOIS	Catégorie	EFFECTIF BUDGETAIRE TC	EFFECTIF BUDGETAIRE TNC	EFFECTIF POURVU TITULAIRE	EFFECTIF POURVU CONTRACTUEL	EFFECTIF POURVU TEMPS NON COMPLET	POSTES VACANTS TEMPS COMPLET	POSTES VACANTS TEMPS NON COMPLET
FILIERE TECHNIQUE								
INGENIEUR HORS CLASSE	A	1		1	0		**0**	
INGENIEUR PRINCIPAL	A	1		1			**0**	
INGENIEUR	A	3		1	1		**1**	
TECHNICIEN PRINCIPAL de 1ère classe	B	4		1	3		**0**	
TECHNICIEN PRINCIPAL de 2ème classe	B	8		3			**5**	
TECHNICIEN	B	4		1	2		**1**	
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	14		13			**1**	
AGENT DE MAITRISE	C	16		13	1		**2**	
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL de 1ère classe	C	42		37	2		**3**	
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL de 2ème classe	C	66	1	62	3		**1**	1
ADJOINT TECHNIQUE	C	146	1	63	82		**1**	1

ETAT DU PERSONNEL AU 01/06/2023

GRADES ET EMPLOIS	Catégorie	EFFECTIF BUDGETAIRE TC	EFFECTIF BUDGETAIRE TNC	EFFECTIF POURVU TITULAIRE	EFFECTIF POURVU CONTRACTUEL	EFFECTIF POURVU TEMPS NON COMPLET	POSTES VACANTS TEMPS COMPLET	POSTES VACANTS TEMPS NON COMPLET
FILIERE MEDICO-SOCIALE								
PUERICULTRICE de classe normale	A	1		0	0		**1**	
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	2		1			**1**	
PSYCHOLOGUE HORS CLASSE	A	0	1	0	0	0	**0**	1
EDUCATRICE TERRITORIAL DE JEUNES ENFANTS CLASSE EXCEPT	A	2		2			**0**	
EDUCATRICE TERRITORIAL DE JEUNES ENFANTS	A	7	1	3	4	0	**0**	1
INFIRMIER EN SOINS GENERAUX DE CLASSE NORMALE	A	1		0	1		**0**	
PEDICURES-POD, ERGOTHERAPEUTE, PSYCHOMOTRICIEN, ORTHOPTISTE, TECH.LABO, MANIP., PREP	B	1	0	0	1	0	**0**	0
INFIRMIER DE CLASSE SUPERIEURE	B	1		0	0	0		
A.T.S.E.M. PRINCIPAL 1ère classe	C	8		6			**2**	
AUXILIAIRES DE PUERICULTURE CLASSE NORMALE	B	10		3	7		**0**	
AUXILIAIRES DE PUERICULTURE CLASSE SUPERIEURE	B	7		6	1		**0**	
ASSISTANTES MATERNELLES	C	20			9		**11**	

ETAT DU PERSONNEL AU 01/06/2023

GRADES ET EMPLOIS	Catégorie	EFFECTIF BUDGETAIRE TC	EFFECTIF BUDGETAIRE TNC	EFFECTIF POURVU TITULAIRE	EFFECTIF POURVU CONTRACTUEL	EFFECTIF POURVU TEMPS NON COMPLET	POSTES VACANTS TEMPS COMPLET	POSTES VACANTS TEMPS NON COMPLET
FILIERE SPORTIVE								
EDUCATEUR des APS PRINCIPAL 1ère classe	B	1	2	1	0	2	**0**	0
EDUCATEUR des APS PRINCIPAL 2nde classe	B	1		1			**0**	
FILIERE CULTURELLE								
BIBLIOTHECAIRE PRINCIPAL	A	1		1			**0**	
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	7	1	5	3		**0**	
ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL 1ère classe	B	2		2			**0**	
ADJOINT TERRITORIAL DU PATRIMOINE PPL de 1ère classe	C	2		2			**0**	
ADJOINT TERRITORIAL DU PATRIMOINE PPL de 2ème classe	C	2		1			**1**	
ADJOINT TERRITORIAL DU PATRIMOINE	C	1		1			**0**	

ETAT DU PERSONNEL AU 01/06/2023

GRADES ET EMPLOIS	Catégorie	EFFECTIF BUDGETAIRE TC	EFFECTIF BUDGETAIRE TNC	EFFECTIF POURVU TITULAIRE	EFFECTIF POURVU CONTRACTUEL	EFFECTIF POURVU TEMPS NON COMPLET	POSTES VACANTS TEMPS COMPLET	POSTES VACANTS TEMPS NON COMPLET
FILIERE POLICE MUNICIPALE								
GARDE CHAMPETRE CHEF PRINCIPAL	C	1		1			**0**	
GARDIEN-BRIGADIER	C	14		3			**11**	
BRIGADIER-CHEF PRINCIPAL	C	1		1			**0**	
FILIERE ANIMATION								
ANIMATEUR PRINCIPAL 1ere CLASSE	B	4	1	5			**0**	1
ANIMATEUR PRINCIPAL 2nde CLASSE	B	3		3			**0**	
ANIMATEUR	B	18		9	8		**1**	
ADJOINT D'ANIMATION TERRITORIAL PRINCIPAL 1ere CLASSE	C	13		13			**0**	
ADJOINT D'ANIMATION TERRITORIAL PRINCIPAL 2nde CLASSE	C	10		6	4		**0**	
ADJOINT D'ANIMATION	C	30	1	20	10	1	**0**	0
TOTAUX		**617**	**22**	**387**	**177**		**54**	**16**

564

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-056

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources Humaines – Modification du tableau des effectifs

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-056-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Luc LAURENT expose au conseil,

Le tableau des effectifs concerne les emplois de fonctionnaires stagiaires et titulaires et les emplois de contractuels de droit public. En ce sens, c'est un outil essentiel pour la gestion du personnel communal.

Toute collectivité territoriale a l'obligation de joindre chaque année au budget primitif et au compte administratif voté par l'assemblée délibérante, un état de l'effectif du personnel au 31 décembre de l'année écoulée.

Le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades.

Le pilotage actif et réaliste des emplois de la collectivité obéit à une double logique, réglementaire et prévisionnelle. Pour cette raison et durant l'exercice budgétaire, le tableau des effectifs est amené à évoluer selon plusieurs critères ; la mobilité des agents, la promotion des agents, la modification de la règlementation statutaire, la redéfinition des emplois opérée dans le cadre de la gestion prévisionnelle des effectifs, de nouvelles organisations des services.

Il vous est proposé ce jour une modification du tableau des effectifs pour les raisons suivantes :

1. Dans le cadre des avancements de grade 2022, faisant suite aux décisions de l'autorité territorial, il est proposé de transformer :
   - 1 poste d'ingénieur en 1 poste d'ingénieur hors classe
   - 12 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe en 12 postes d'adjoint technique principal de 1ère classe
2. Dans le cadre de l'avancement par la voie de la promotion interne pour l'année 2022-2023, faisant suite aux listes d'aptitudes, il est proposé la transformation suivante :
   - 1 poste de technicien principal de 2ème classe en 1 poste d'ingénieur territorial
3. Dans le cadre de la gestion prévisionnelle des effectifs et du rééquilibrage de certains grades, de créer ou modifier les emplois suivants :
   - 2 postes d'attaché territorial en 2 postes d'attaché hors classe
   - 4 postes d'attaché territorial en 4 postes d'attaché principal
   - 2 postes de rédacteur territorial en 2 postes de rédacteur principal de 1ère classe
   - 5 postes d'adjoint administratif principal de 2ème classe en 5 postes adjoint administratif principal de 1ère classe
   - 1 poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe en 1 poste d'adjoint administratif territorial
   - 3 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe en 3 postes d'adjoint technique principal de 1ère classe
   - 24 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe en 24 postes d'adjoint technique territorial
   - Création d'1 poste d'ingénieur
   - Création d'1 poste d'éducateur territorial de jeunes enfants
   - Création d'1 poste d'éducateur territorial de jeunes enfants de classe exceptionnelle
   - 1 poste d'infirmier en soins généraux de classe normale en 1 poste d'infirmier de classe supérieure
   - 1 poste de technicien paramédical de classe normale en 1 poste de pédicure-podologue, ergothérapeute, psychomotriciens, orthoptistes, techniciens de laboratoire médical, manipulateurs d'électroradiologie médicale, préparateurs en pharmacie hospitalière et diététiciens territoriaux
   - 1 poste d'auxiliaire de puériculture classe normale en 1 poste d'auxiliaire de puériculture classe supérieure
   - 2 postes d'animateur principal de 2ème classe en 2 postes d'animateur principal de 1ère classe
   - 8 postes d'adjoint d'animation territorial principal de 2ème classe en 8 postes d'adjoint d'animation territorial principal de 1ère classe
   - 4 postes d'adjoint d'animation territorial principal de 2ème classe en 4 postes d'adjoint d'animation territorial
   - 1 poste d'animateur principal de 2ème classe en 1 poste d'adjoint d'animation territorial

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-056-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Luc LAURENT,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le décret n°2016-1798 du 20 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
Vu le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,
Vu le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux,
Vu le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,
Vu le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux,
Vu le décret n°2017-902 du 9 mai 2017 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants,
Vu le décret n°2012-1420 du 18 décembre 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux,
Vu le décret n°2020-1174 du 25 septembre 2020 portant statut particulier du cadre d'emplois des pédicures-podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens, orthoptistes, techniciens de laboratoire médical, manipulateurs d'électroradiologie médicale, préparateurs en pharmacie hospitalière et diététiciens territoriaux,
Vu le décret n°2021-1882 du 29 décembre 2021 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux,
Vu le décret n°2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux,
Vu le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation,
Considérant la nécessité de créer ou de transformer des postes,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver la modification du tableau des effectifs selon les modalités définies à l'article suivant.

Article 2
De procéder aux créations ou modifications suivantes :

- 1 poste d'éducateur territorial de jeunes enfants
- 1 poste d'éducateur territorial de jeunes enfants de classe exceptionnelle
- 1 poste d'ingénieur territorial
- 1 poste de technicien paramédical de classe normale en 1 poste de pédicure-podologue, ergothérapeutes, psychomotriciens, orthoptistes, techniciens de laboratoire médical, manipulateurs d'électroradiologie médicale, préparateurs en pharmacie hospitalière et diététiciens territoriaux
- 1 poste d'ingénieur en 1 poste d'ingénieur hors classe
- 12 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe en 12 postes d'adjoint technique principal de 1ère classe
- 1 poste de technicien principal de 2ème classe en 1 poste d'ingénieur territorial

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-056-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

- 2 postes d'attaché territorial en 2 postes d'attaché hors classe
- 4 postes d'attaché territorial en 4 postes d'attaché principal
- 2 postes de rédacteur territorial en 2 postes de rédacteur principal de 1ère classe
- 5 postes d'adjoint administratif principal de 2ème classe en 5 postes adjoint administratif principal de 1ère classe
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe en 1 poste d'adjoint administratif territorial
- 3 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe en 3 postes d'adjoint technique principal de 1ère classe
- 24 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe en 24 postes d'adjoint technique territorial
- 1 poste d'infirmier en soins généraux de classe normale en 1 poste d'infirmier de classe supérieure
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture classe normale en 1 poste d'auxiliaire de puériculture classe supérieure
- 2 postes d'animateur principal de 2ème classe en 2 postes d'animateur principal de 1ère classe
- 8 postes d'adjoint d'animation territorial principal de 2ème classe en 8 postes d'adjoint d'animation territorial principal de 1ère classe
- 4 postes d'adjoint d'animation territorial principal de 2ème classe en 4 postes d'adjoint d'animation territorial
- 1 poste d'animateur principal de 2ème classe en 1 poste d'adjoint d'animation territorial.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-056-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-057

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources Humaines – Autorisation de création d'un emploi permanent de travailleur social H/F

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-057-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Luc LAURENT expose au conseil,

Au sein du CCAS, le Service Action Sociale s'inscrit dans une politique de solidarité impulsée par la municipalité. Ce dernier répond aux attentes de la population, en constante évolution, en lui proposant un service de proximité dans le cadre d'une offre généraliste. Afin de répondre au mieux à ces besoins, le pôle social va déployer ses missions d'accompagnement individuel et collectif en allant à la rencontre des Kremlinois. C'est ainsi qu'il est souhaité recruter un nouveau travailleur social.

Sous l'autorité de la Responsable du CCAS, le travailleur social assure l'accueil et l'accompagnement des publics en difficultés, en lien avec les services du CCAS, de la Ville et les partenaires de l'action sociale.

Missions :

Accompagnement individuel de proximité des kremlinois en difficultés sociales :

- Accueillir, orienter, favoriser l'accès aux différents droits sociaux en accompagnant au service ou à domicile les Kremlinois dans la constitution des dossiers nécessitant une technicité : surendettement, DALO, protection des publics vulnérables…
- Réaliser des diagnostics sociaux, préalables à la mise en place d'un accompagnement
- Traiter les situations de demande immédiate, y compris pour les publics en situation de sans-abrisme
- Préparer et présenter les demandes d'aide facultative à la commission permanente du CCAS
- Préinscrire les demandes de domiciliation administratives et faire le lien avec les partenaires
- Développer le travail autour des impayés communaux notamment en allant au-devant de la demande des familles
- Développer le travail autour de l'accompagnement des familles dont au moins un des membres se trouve être en situation de handicap (référent handicap du service)

Accompagnement collectif des Kremlinois

- Proposer, participer, animer et mettre en place des interventions collectives

Accompagnement des équipes

- Apporter des conseils techniques auprès des équipes du CCAS
- Représenter le pôle social du CCAS lors de réunions partenariales
- Assurer le tutorat de stagiaires en travail social

Participation aux projets de la ville

- Participer au développement et à la mise en œuvre de réseau partenarial
- Participer à la continuité du service public : suppléance entre travailleurs sociaux du pôle social, binôme quotidien avec les agents du pôle Accueil et instruction, permanences sociales.
- Aller vers les kremlinois en proposant des interventions individuelles et collectives hors du service (situation de rue, visite à domicile, permanence à l'hôtel de ville, pieds d'immeubles,…).

L'emploi de Travailleur social H/F est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des Assistants socio-éducatif à temps complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 39,5 heures.

Par dérogation au principe énoncé à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, les besoins des services et la nature des fonctions le justifiant, et sous réserve qu'une vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 313-1 du même code et qu'aucun fonctionnaire territorial n'ait pu être recruté, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale de trois ans, conformément aux dispositions de l'article L. 332-8 2° du code général de la fonction publique.

Le contrat est renouvelable dans la limite maximale de six ans. Au terme de cette durée, la reconduction ne peut avoir lieu que par décision expresse et pour une durée indéterminée, conformément aux dispositions des articles L. 332-9 et L. 332-10 du même code.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.

Son niveau de recrutement est défini comme étant de grade identique à ceux proposés pour un agent fonctionnaire. Son niveau de rémunération sera compris entre l'échelon le plus bas et le plus haut du grade de recrutement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-057-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

La déclaration de vacance d'emploi pourra être réalisée à l'issue de la délibération.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Luc LAURENT,
Vu le code des communes,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 311-1, L. 313-1 et L. 332-8 2° à L. 332-10,
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°2017-901 du 9 mai 2017 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs,
Vu le budget communal,
Considérant le tableau des effectifs,
Considérant que la nature des fonctions et la spécificité du poste le justifient,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
De créer un emploi permanent de Travailleur social H/F selon les conditions édictées dans le rapport de présentation.

Article 2
D'autoriser le recrutement sur un emploi permanent d'un agent contractuel, dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire, selon les conditions édictées dans le rapport de présentation.

Article 3
Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.

Article 4
D'autoriser le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier, notamment le contrat par lequel l'agent serait engagé, et de procéder au recrutement.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-057-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-057-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-058

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources Humaines – Autorisation de création d'un poste permanent de Chargé de mission Santé/Handicap H/F ouvert aux contractuels

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-058-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Luc LAURENT expose au conseil,

La santé est devenue une question émergente de l'aménagement du territoire et enjeu de politique publique majeur. L'ensemble du territoire national est confronté à la désertification médicale. La volonté de la municipalité du Kremlin Bicêtre est de permettre à chacun l'égalité des soins. C'est ainsi qu'elle a créé sa direction de la santé pour affirmer son choix d'une véritable action de santé publique territoriale et pluridisciplinaire.

Placé sous l'autorité du Directeur des solidarités et de la santé, il anime et coordonne la politique relative à la santé et au handicap de la ville :

- Pilotage et mise en œuvre du contrat local de santé
- Suivi en lien avec la direction des services techniques de la commission communale d'accessibilité et du PAVE
- Suivi de la mutuelle communale et du projet de Maison universitaire de santé
- Suivi du Conseil Local de la Santé Mentale (CLSM)
- Contribuer à l'évolution des dispositifs au regard des besoins identifiés dans les champs du handicap, de la santé publique, de la prévention et de la promotion de la santé
- Initier des actions locales : les animer, les promouvoir et les évaluer
- Concevoir et conduire des projets transversaux dans leur dimension stratégique, financière et organisationnelle, favorisant d'une part la santé physique et psychique de la population et d'autre part l'accueil et l'inclusion des personnes en situation de handicap
- Proposer et coordonner la mise en œuvre des actions de communication et de sensibilisation sur les enjeux et les projets liés au handicap et la santé publique
- Développer et entretenir un réseau de partenaires spécialisés, institutionnels et associatifs
- Mener et coordonner l'accompagnement des situations individuelles dans les domaines du handicap et de la santé.

L'emploi de chargé de mission Santé/Handicap H/F est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux à temps complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 39,5 heures. La durée hebdomadaire du temps de travail pourra être amenée à être revue en fonction de l'organisation mise en place au sein de la collectivité.

Par dérogation au principe énoncé à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, les besoins des services et la nature des fonctions le justifiant, et sous réserve qu'une vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 313-1 du même code et qu'aucun fonctionnaire territorial n'ait pu être recruté, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale de trois ans, conformément aux dispositions de l'article L. 332-8 2° du code général de la fonction publique.

Le contrat est renouvelable dans la limite maximale de six ans. Au terme de cette durée, la reconduction ne peut avoir lieu que par décision expresse et pour une durée indéterminée, conformément aux dispositions des articles L. 332-9 et L. 332-10 du même code.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.

Son niveau de recrutement est défini comme étant de grade identique à ceux proposés pour un agent fonctionnaire. Son niveau de rémunération sera compris entre l'échelon le plus bas et le plus haut du grade de recrutement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-058-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Luc LAURENT,
Vu le code des communes,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 311-1, L. 313-1 et L. 332-8 2° à L. 332-10,
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
Vu le budget communal,
Considérant le tableau des effectifs,
Considérant que la nature des fonctions et la spécificité du poste le justifient,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
D'autoriser le recrutement sur un emploi permanent d'un agent contractuel santé/handicap, dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire, selon les conditions édictées dans le rapport de présentation.

Article 2
Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.

Article 3
D'autoriser le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier, notamment le contrat par lequel l'agent serait engagé, et de procéder au recrutement.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-058-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-058-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-059

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources Humaines – Autorisation de signer le contrat de Directeur de la Démocratie Locale H/F

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-059-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Luc LAURENT expose au conseil,

Cette délibération a pour objet de procéder au recrutement du Directeur de la démocratie locale ville H/F.

La ville du Kremlin-Bicêtre poursuit une démarche ayant pour objectif de conduire plus fortement les politiques de développement et de cohésion sociale. Une action publique élargie qui dépasse les logiques de silos et s'adapte aux enjeux territoriaux. Il s'agit notamment d'être en capacité d'entendre et de prendre en compte les mots et les problématiques issues des citoyens, et de soutenir des démarches collectives, d'actions, de projets, d'organisation.

La commune du Kremlin-Bicêtre souhaite se doter d'un directeur de la démocratie locale de la ville H/F pour un service public de qualité au service des administrés et des usagers. Dans une ville en mouvement ou les projets sont nombreux, le recrutement du directeur de la démocratie locale H/F permettra de rendre plus efficace l'administration dans la mise en œuvre des orientations politiques publiques de la démocratie participative, de la médiation, et de la concertation. Afin de mener à bien ses missions, il aura sous sa responsabilité les services de la communication et de la maison de la citoyenneté et de la vie associative. Il sera un relais efficace auprès de ses multiples interlocuteurs internes et externes.

Il aura pour principales missions :

- Participer à la définition et mettre en œuvre les orientations stratégiques en matière de démocratie locale, de participation citoyenne
- Mettre en œuvre des orientations de la collectivité en matière d'observation, de planification et de concertation
- Développer et animer des relations partenariales, notamment avec le secteur associatif local, et des réseaux professionnels
- Gérer des projets transversaux et assurer la coordination d'actions conduites à l'échelle de la ville pour introduire une cohérence d'ensemble et renforcer leur visibilité institutionnelle
- Assurer un rôle de maitrise d'œuvre de certains projets
- Définir les orientations stratégiques et opérationnelles de la communication en matière d'image, de visibilité, de message :
    - Identifier les enjeux et les besoins de communication au sein de la collectivité
    - Participer à l'élaboration et au développement d'une stratégie de communication et de marketing territorial afin d'accompagner les choix de l'exécutif
- Développer des outils de communication innovants pour garantir la visibilité de la ville
- Piloter les moyens humains, matériels et budgétaires de la direction
- Sécuriser les actes juridiques de la direction et garantir la bonne application des procédures
- Toute mission nécessaire à la bonne marche de la direction et des services.

L'emploi de Directeur de la démocratie locale H/F est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux à temps complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 39,5 heures.

Par dérogation au principe énoncé à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, les besoins des services et la nature des fonctions le justifiant, et sous réserve qu'une vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 313-1 du même code et qu'aucun fonctionnaire territorial n'ait pu être recruté, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale de trois ans, conformément aux dispositions de l'article L. 332-8 2° du code général de la fonction publique.

Le contrat est renouvelable dans la limite maximale de six ans. Au terme de cette durée, la reconduction ne peut avoir lieu que par décision expresse et pour une durée indéterminée, conformément aux dispositions des articles L. 332-9 et L. 332-10 du même code.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.

Son niveau de recrutement est défini comme étant de grade identique à ceux proposés pour un agent fonctionnaire. Son niveau de rémunération sera compris entre l'échelon le plus bas et le plus haut du grade de recrutement.

La déclaration de vacance d'emploi ayant été déjà publiée, le recrutement d'un contractuel, selon les modalités précisées ci-dessus pourra intervenir à l'issue de la délibération.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-059-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Luc LAURENT,
Vu le code des communes,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 311-1, L. 313-1 et L. 332-8 2° à L. 332-10,
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
Vu le budget communal,
Considérant le tableau des effectifs,
Considérant que la nature des fonctions et la spécificité du poste le justifient,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
D'autoriser le recrutement d'un agent contractuel sur un emploi permanent de directeur de la démocratie locale, dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire, selon les conditions édictées dans le rapport de présentation.

Article 2
Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.

Article 3
D'autoriser le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier, notamment le contrat par lequel l'agent serait engagé, et de procéder au recrutement.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-059-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-059-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-060

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN

Présents..... 23
Représentés 5
Absents..... 7

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources Humaines – Autorisation de signer le contrat de Responsable Communication H/F

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-060-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Monsieur Jean-Luc LAURENT expose au conseil,

Cette délibération a pour objet de procéder au recrutement du Responsable Communication H/F au sein de la Direction de la Démocratie locale.

Suite à une mobilité interne, le poste est désormais vacant. La commune du Kremlin-Bicêtre souhaite se doter d'un Responsable Communication H/F afin de coordonner la stratégie de communication de la ville.

Ses missions s'articuleront autour des axes suivants :

- Contribuer à l'élaboration de la stratégie de communication de la collectivité,
- Concevoir et/ou réaliser des supports de communication,
- Animer et encadrer une équipe pluridisciplinaire,
- Assurer le suivi de la gestion budgétaire et administrative du service,
- Suivre l'exécution des marchés publics de communication,
- Suivre la coordination de l'élaboration des supports de communication de leur conception à leur diffusion,
- Assurer le suivi et le développement des nouveaux outils de communication et du site internet (web et print)

L'emploi de Responsable Communication H/F est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux à temps complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 39,5 heures.

Par dérogation au principe énoncé à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, les besoins des services et la nature des fonctions le justifiant, et sous réserve qu'une vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 313-1 du même code et qu'aucun fonctionnaire territorial n'ait pu être recruté, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale de trois ans, conformément aux dispositions de l'article L. 332-8 2° du code général de la fonction publique.

Le contrat est renouvelable dans la limite maximale de six ans. Au terme de cette durée, la reconduction ne peut avoir lieu que par décision expresse et pour une durée indéterminée, conformément aux dispositions des articles L. 332-9 et L. 332-10 du même code.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.

Son niveau de recrutement est défini comme étant de grade identique à ceux proposés pour un agent fonctionnaire. Son niveau de rémunération sera compris entre l'échelon le plus bas et le plus haut du grade de recrutement.

La déclaration de vacance d'emploi ayant été déjà publiée, le recrutement d'un contractuel, selon les modalités précisées ci-dessus pourra intervenir à l'issue de la délibération.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Luc LAURENT,
Vu le code des communes,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 311-1, L. 313-1 et L. 332-8 2° à L. 332-10,
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
Vu le budget communal,
Considérant le tableau des effectifs,
Considérant que la nature des fonctions et la spécificité du poste le justifient,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 6 voix pour (MM. DELAGE, EDET, TRAORE, CHIAKH, Mmes FOURCADE et BRICOUT) et 1 ne prenant pas part au vote (M. ZINCIROGLU)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-060-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

M.TRAORE, Mme DEFRANCE) et 7 contre (M. KHIAR, M. BOUFRAINE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1

D'autoriser le recrutement d'un agent contractuel sur un emploi permanent au poste de responsable de la communication dans l'hypothèse où la vacance d'emploi ne serait pas pourvue par un fonctionnaire titulaire ou stagiaire selon les modalités éditées dans le rapport de présentation.

Article 2

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.

Article 3

D'autoriser Le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier, notamment le contrat par lequel l'agent sera engagé, et de procéder au recrutement.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-060-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-060-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-061

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE.

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN, M. ZINCIROGLU, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE.

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 19
Représentés 4
Absents..... 12

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Vœu visant à faire du Kremlin-Bicêtre « un lieu sûr pour les femmes »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-061-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Vœu présenté par les groupes « Élus socialistes », « Le Kremlin-Bicêtre en commun », « Pour une ville qui nous rassemble, PCF et apparentés, tous citoyens » et « Génération écologie et sociale »

Madame AZZOUG expose au conseil :

Depuis le début de la mandature, l'équipe municipale a inlassablement soutenu les initiatives qui visent à lutter contre les injustices et les inégalités, particulièrement à l'encontre des femmes :

¬ Création de la semaine de sensibilisation sur la lutte contre les violences faites aux femmes au mois de novembre,
¬ Célébration prolongée de la Journée des droits des femmes en mars,

¬ Féminisation des noms des rues kremlinoises,

¬ Inauguration prochaine de la première Maison des femmes val-de-marnaise en association avec l'APHP et l'Hôpital Bicêtre, ¬ Mise en place d'un premier distributeur de serviettes hygiéniques gratuites dans la ville…

En ce mois de juin, nous souhaitons aller plus loin en proposant au conseil municipal de voter un vœu afin que notre ville soit un « lieu sûr pour les femmes ». Cette initiative est lancée par le PS au niveau national. En incitant les maires de nos villes françaises à s'emparer et à s'attribuer ce « label », le Parti socialiste s'ancre dans ces luttes progressistes. Mais au-delà de la démarche d'un groupe politique, c'est un mouvement international et historique qui se lève et que devons rejoindre. Nous devons y être associés et être reconnus comme une des villes françaises qui fait le plus pour les femmes.

En votant ce vœu, nous nous inscrivons dans un mouvement progressiste qui se développe en France timidement certes, mais qui va en réalité bien au-delà de nos frontières hexagonales.

En France on compte déjà plusieurs grandes villes, qui s'engagent dans une réflexion sur une prise en compte plus affirmée de la place des femmes dans la vie citoyenne en affichant des politiques publiques volontaristes.

Nous le voyons, les politiques publiques locales en faveur de la protection des femmes fleurissent en France et dans les pays du monde progressiste. Le Kremlin-Bicêtre a déjà démontré sa forte implication en la matière. La ville mérite ce « label » de ville sûre pour les femmes, démontrant notre volonté de nous investir durablement dans ce mouvement inéluctable, émancipateur, plus juste et réparateur pour les femmes. Cette dénomination sera à la fois un marqueur pour l'extérieur, et un gage de notre engagement au sein de notre collectivité.

La municipalité s'engagera à renforcer ce que nous avons entamé : mettre en œuvre des politiques publiques visant à garantir la sécurité des femmes et à sévir contre toute forme de violence fondée sur le genre, diffuser des programmes éducatifs, des formations pour compléter les programmes académiques sur les relations femmes hommes dans les écoles, sensibiliser nos concitoyens, etc. Ce faisant, nous projetterons et ferons rayonner une lumière forte et progressiste sur notre ville.

Ce sera aussi l'occasion de faire collaborer des services sur des thématiques de société porteuses d'humanisme et de fraternité/sororité pour mettre en place des services de qualité pour nos concitoyens.

Nous serons fiers de pouvoir rendre visible cette action qui tend à donner sa place pleine et entière à la moitié de l'humanité, au niveau de notre collectivité. Alors, pour que Le Kremlin-Bicêtre soit reconnu pour ce qu'il a déjà entrepris et les investissements présents et futurs de la commune et pour que la ville acquiert la notoriété qu'elle mérite de recevoir pour la multiplication de ses actions en faveur des femmes, nous vous proposons de voter ce vœu.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Madame AZZOUG,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le règlement intérieur du conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-061-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

DÉCIDE

Article unique

De s'engager dans une réflexion sur une prise en compte plus affirmée de la place des femmes dans la vie citoyenne en affichant des politiques publiques volontaristes.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-061-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-061-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-062

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN, M. ZINCIROGLU, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE.

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 19
Représentés 4
Absents..... 12

OBJET MIS EN DELIBERATION :

VŒU RELATIF A LA HAUSSE DES TARIFS DES TRANSPORTS EN COMMUN EN ILE-DE-FRANCE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-062-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Vœu présenté par les groupes « Pour une ville qui nous rassemble, PCF et apparentés, Tous Citoyens, « Le Kremlin-Bicêtre en commun », « Élus socialistes » et « Génération écologie et sociale »

Monsieur TRAORE expose au conseil :

Après la hausse du prix du pass Navigo appliquée le 1 e janvier 2023, passant ainsi de 75,20 euros à 84,10 euros par mois, c'est le prix de la carte Imagine R qui augmentera de 2 euros par mois à partir de septembre 2023.

Face à la crise sanitaire puis énergétique, et dans le cadre de l'application de la loi LOM, Ile-de-France Mobilités fait le choix coûteux de la privatisation du réseau de bus RATP alors que d'autres solutions sont possibles comme le modèle de la régie ou de l'entreprise publique comme c'est le cas à Marseille.

Dans ce contexte budgétaire particulièrement tendu, et à rebours de l'exigence climatique et sociale, IDF Mobilités continue de réduire l'offre de transport existante, de geler les projets de développement de l'offre de bus et d'augmenter ses tarifs dans l'objectif d'équilibrer son budget 2023.

Considérant que nous faisons face à une crise climatique qui nous impose de revoir nos modes de déplacement, et qu'il s'agit donc aujourd'hui de rendre accessible au plus grand nombre les transports en commun ;

Considérant que le contexte d'inflation ne permet pas à une grande partie de la population de pouvoir subvenir à ses besoins quotidiens dont celui de pouvoir se déplacer ;

Considérant que le coût de la rentrée scolaire est une dépense importante dans le budget des familles et qu'augmenter, même de quelques euros par mois, le prix de la carte Imagine R réduirait un peu plus leur pouvoir d'achat ;

Considérant que proposer une offre de transport de qualité, régulière et accessible à tous est indispensable dans la conception du développement urbain et économique de la région francilienne ;

Considérant que pouvoir se déplacer en transport en commun doit être un droit accessible à tous afin de garantir l'activité économique, sociale et scolaire ; Considérant que la privatisation de l'offre de transport francilienne en elle-même est coûteuse pour les usagers et qu'ils n'ont pas à payer les choix financiers contestables que fait IDF Mobilités ;

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur TRAORE,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le règlement intérieur du conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE),

DÉCIDE

Article unique

De demander à Île-de-France Mobilités de :

- Rétablir le prix initial du pass Navigo ;
- D'annuler la hausse de la carte Imagine R prévue pour septembre 2023 ;
- D'étudier les pistes de gratuité pour les moins de 26 ans et pour les bénéficiaires des minima sociaux ;
- D'abandonner son projet de privatisation de l'offre bus RATP dont la mise en place se fera dès 2024 et d'étudier d'autres formes de reprise comme la régie.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE du KREMLIN-BICÊTRE * 94 - Val-de-Marne *

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230630-2023-002-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 29 juin 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-063

Le 29 juin 2023 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 16 juin 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, M. KHIAR, Mme DEFRANCE

Membres représentés :
M. HASSIN par Mme BOCABEILLE
M. CHIAKH par Mme MUSEUX
Mme BADOC par Mme DEFRANCE
M. BOUFRAINE par M. KHIAR

Membres absents :
M. GIBLIN, Mme ALESSANDRINI, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, M. BELAINOUSSI, Mme HARTMANN, M. ZINCIROGLU, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE.

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Secrétaire de séance : Mme BASSEZ

Présents..... 19
Représentés 4
Absents..... 12

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Eau du robinet : pour la justice sociale et climatique, l'Île-de-France n'a pas besoin du projet d'Osmose Inverse Basse Pression

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-063-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Vœu présenté par les groupes « Le Kremlin-Bicêtre en commun », « Élus socialistes », « Pour une ville qui nous rassemble, PCF et apparentés, tous citoyens » et « Génération écologie et sociale »

Madame BOCABEILLE expose au conseil :

La Commission Nationale du Débat Public vient d'ouvrir un débat public intitulé « L'eau potable en Ile-de-France » qui est consacré au projet de filtration « Vers une Eau Pure » porté par le Syndicat des Eaux d'Île-de-France. Il s'agit d'un projet industriel et technologique qui est questionné à travers cette enquête : une nouvelle technique de filtration onéreuse et énergivore appelée l'Osmose Inverse Basse Pression (OIBP).

Ce projet du SEDIF pose un débat sur l'avenir du service public de l'eau à l'échelle de la métropole francilienne et donc pour notre commune. Cette nouvelle technologie, proche de celles utilisées pour désaliniser l'eau de mer en pays arides, portera un fort impact social et environnemental en Ile-de-France.

Son installation sur les 3 usines du SEDIF nécessitera un investissement de 800 millions d'euros financés par une augmentation du prix de l'eau payé par les usagers et par une baisse de l'entretien du réseau. L'impact économique pour les usagers pourrait aller entre 0,30 €/m3 et 0,40 €/m3, hors taxes et redevances, soit jusqu'à 50 € nets par ans et par foyer alors que l'inflation galope. Au moment où le Président de la République vient d'appeler les opérateurs de l'eau à un plan massif d'économie d'eau pour agir face aux enjeux de sécheresse, sur le périmètre du SEDIF, la baisse de l'entretien des canalisations entraînera mécaniquement une augmentation des fuites.

D'autre part, le projet représente un doublement de la consommation électrique des usines de production d'eau potable, soit la consommation électrique d'une ville de 40.000 habitants alors que tout nous appelle à la sobriété énergétique. Si cette technique de filtration vise avant tout à produire une eau pure et débarrassée de tout pesticide et polluant, l'installation industrielle qu'elle nécessite est nettement plus consommatrice en termes de captage dans la Seine, dans la Marne et dans l'Oise. D'après les prévisions du SEDIF, 15% des volumes d'eau à traiter seront rejetés à la rivière en concentrant les particules filtrées. Soit 42 millions de m3 d'eau filtrée, ou la consommation d'une métropole comme Bordeaux ou Toulouse qui sera rejetée dans les cours d'eau. Ces rejets d'eau seront chargés de tous les polluants. Le SEDIF met en avant qu'il ne rejette dans les cours d'eau que des polluants qui s'y trouvaient déjà.

Certes, mais la question n'est pas tant l'ajout de polluants dans les cours d'eau que leur concentration. Alors que le changement climatique et la croissance démographique de l'Ile-de-France entraînent une pression croissante sur la ressource en eau, ce projet va à l'encontre de la logique de préservation de la ressource en eau, indispensable à la vie. Pourtant, c'est bien une protection de l'eau sur tout son cours qu'il faut affirmer en déployant une politique de lutte contre les pesticides, les pollutions urbaines et industrielles. C'est par ailleurs le travail engagé par de multiples collectivités actuellement mobilisées autour de la dépollution de la Seine dans l'optique des Jeux Olympiques.

Dans la perspective d'une réforme métropolitaine, c'est aussi le sujet de l'avenir du service public de l'eau en Ile-de-France qui se joue avec cette nouvelle technologie. Elle pourrait en effet permettre au SEDIF et à son délégataire de défendre la mise en place d'un monopole privé menaçant les services publics alternatifs aux concessions naissant depuis 2010. La régie des Eaux de la Seine et de la Bièvre et ses 9 communes, et plus largement, l'Etablissement Public Grand Orly Seine Bièvre qui accueille la première usine de production d'eau potable d'Europe à Choisy-le-Roi, sont au centre politique et géographique de ce débat. Considérant - Que les communes d'Arcueil, Cachan, Chevilly-Larue, Fresnes, Gentilly, Orly, Ivry-sur-Seine, le Kremlin-Bicêtre et Vitry-sur-Seine, constituées en régie publique de l'eau, achètent et ce jusqu'en 2029, de l'eau au Syndicat des Eaux d'Ile-de-France et qu'elles sont donc directement concernées par ce projet. - Que l'impact environnemental du projet de filtration du SEDIF, et notamment le rejet d'un concentrat pollué dans les cours d'eau, va à l'encontre des engagements indispensables que prennent de multiples acteurs en matière de transition écologique et de préservation de la ressource en eau. - Que l'impact pour le pouvoir d'achat des habitants n'est pas acceptable pour notre commune populaire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-063-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Madame BOCABEILLE,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le règlement intérieur du conseil municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M.TRAORE, Mme DEFRANCE, M. KHIAR, M. BOUFRAINE),

DÉCIDE

Article unique

D'affirmer son opposition à la mise en place de l'Osmose Inverse Basse Pression.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Mme BASSEZ

Une copie du présent vœu est envoyé à : Monsieur Christophe BECHU, Ministre de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires de France ; Madame Chantal JOUANO, Présidente de la Commission Nationale du Débat Public ; Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la Région Ile-de-France ; Monsieur André SANTINI, Président du Syndicat des Eaux d'Ile-de-France ; Mesdames et Messieurs les membres du Bureau du Syndicat des Eaux d'Ile-de France.

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-063-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20230629-2023-063-DE
Date de télétransmission : 04/07/2023
Date de réception préfecture : 04/07/2023